



BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DE SCIENCE SOCIALE

NOUVEAUX MEMBRES

M. G. Pommier, 6, rue Lalo, à Paris, présenté par M. de Rousiers.

M. Maurice Lemercier, Le Port-Montain, par Hermé (Seine et-Marne), présenté par M. de Rousiers.

ERRATA

Dans la 69e livraison du *Bulletin* il faut lire, parmi les nouveaux membres : M. Léon Pirard (et non Picard), à Souverain-Wandre, près Liège, Belgique.

De même, à la page 47 du même *Bulletin*, dans la Bibliographie, l'auteur de l'ouvrage intitulé « De l'Ordre social », est M. Léon Picard (et non Girard).

CONGRÈS DE LA SOCIÉTÉ DE SCIENCE SOCIALE

MAI-JUIN 1910

I. — Séance d'ouverture.

Comme d'habitude, le Congrès de la *Société Internationale de Science sociale* a été ouvert, par une séance solennelle, qui a eu lieu le lundi 30 mai, dans la grande salle de la Société de Géographie, sous la présidence de M. Paul Bureau, vice-président de la Société.

Nous reproduirons *in extenso* dans le prochain fascicule, la belle conférence faite pendant cette séance par M. Paul de Rousiers, président de la Société, sur le sujet suivant : *Pourquoi nous faisons de la Science sociale : le rôle et les limites de la Science sociale.*

II. — Séances de travail.

L'ORIENTATION PARTICULARISTE DE LA VIE.

(Séance du mardi.)

M. Melin rappelle d'abord que la science constate que les sociétés les plus prospères sont celles formées par les peuples anglo-saxons, et cela, en dépit des difficultés de la vie sans cesse croissantes. La cause doit en être cherchée dans l'éducation particulière suivie dans ces pays, et qui tend à développer chez les individus *l'aptitude à se tirer d'affaire par soi-même*, qui est l'essence même du particularisme. Il semble donc qu'il y aurait intérêt à créer cette qualité dans les autres pays, à s'orienter vers le particularisme. Et tout d'abord, cette orientation est-elle possible? A côté du particularisme spontané des pays anglo-saxons, n'y a-t-il pas un autre particularisme possible, un particularisme acquis et volontaire? M. Melin penche pour l'affirmative, et il en voit des preuves dans l'évolution qui se poursuit actuellement en Allemagne et qui tend à faire passer ce pays, dans une certaine mesure, de la formation communautaire à la formation particulariste. En France, on

constate également des symptômes dans ce sens.

Si cette orientation est possible, une seconde question se pose alors : comment s'y prendre pour la réaliser? La première chose à faire est la bonne installation du foyer; ensuite, la défense contre les empiètements extérieurs (presse, œuvres, relations, pouvoirs publics, etc.); enfin le développement du caractère dans le sens de l'initiative, de l'énergie, du jugement personnel, de la persévérance dans l'effort.

Or, il est possible de le faire, sans être obligé de se mettre dans les mêmes conditions qui ont développé le particularisme spontané. Celui-ci, on le sait, est caractérisé par l'aptitude à fonder des domaines ruraux indépendants en simple ménage. Mais ce qui nous intéresse, c'est moins la vie rurale isolée, que la mentalité qu'elle développe, et c'est cette mentalité que l'on peut développer par une éducation appropriée.

M. Melin propose donc à la discussion les quatre questions suivantes :

1° En quoi consiste le particularisme; quelle est son essence; à quels signes peut-on le reconnaître avec certitude?

2° L'orientation volontaire d'une race communautaire vers le particularisme est elle possible? y a-t-il, à l'époque actuelle, des peuples où elle soit en train de s'accomplir (l'Allemagne par exemple)?

3° Dans ce cas, quel est le rôle de l'effort volontaire?

4° Si cette orientation est possible, comment le faire et par où commencer?

M. Melin invite les personnes qui, sous l'influence de la Science sociale, auraient cherché à organiser leur vie personnelle et familiale suivant la forme particulariste, à faire connaître sur ces divers points les résultats de leurs réflexions et de leur expérience.

M. Périer constate que M. Melin a élargi le sens du particularisme, sens jusqu'ici trop restreint. M. Périer a pu observer une évolution vers le particularisme, au cours d'une étude sociale faite l'année dernière en compagnie de M. Bures, dans les Vosges. Les Vosgiens sont authentiquement issus des Lorrains, et cependant, ils présentent des caractères communautaires bien moins accentués que ces derniers : *domaines isolés*, *disparition des communaux*, etc.

M. Bertier dit que la disparition des communaux n'est pas un indice suffisant pour prouver l'évolution vers le particularisme.

M. Périer dit qu'en effet les communaux ont existé en Angleterre, mais il n'y a eu aucune protestation contre leur disparition; de même dans les Vosges. Les communautaires, au contraire, se révoltent dans ce cas.

Les Vosgiens ont su créer la grande industrie chez eux, tandis qu'en Lorraine, l'initiative vient des étrangers : Mulhousiens, Messins, Juifs, etc.

M. Melin dit que l'habitation isolée n'est pas non plus un indice suffisant.

M. Descamps approuve cette façon de voir, et dit qu'il faudrait préciser, dans chaque cas, le degré et la nature de l'isolement.

M. Mentré fait remarquer que l'habitation isolée est une répercussion du Lieu : elle existe là où l'on peut se procurer partout facilement de l'eau.

M. R. Dufresne infirme cette théorie, et rappelle que dans le pays de Caux, les habitations sont isolées malgré la rareté de l'eau.

M. Durieu dit que l'isolement peut provenir de causes différentes selon les régions. Ainsi, dans les parties montagneuses du nord de l'Espagne, les habitations sont isolées, parce que les communications sont trop difficiles, ce qui oblige chacun à vivre près de son domaine. Il ajoute que, pour lui, *le particularisme est le résultat de l'isolement.*

M. Bertier constate que plusieurs définitions ont été données du particularisme. Edmond Demolins le définissait volontiers par ses effets : *l'aptitude à se tirer d'affaire;* Durieu veut le définir par ses causes. Il faut aussi distinguer le particulariste de l'individualiste : *celui-ci n'a pas le sens social que le premier possède à un degré éminent.*

M. Bureau fait remarquer que s'il en

est ainsi, il faudra ranger les Américains parmi les individualistes. Pour lui, le particularisme est *l'aptitude à faire réussir toute espèce de groupements*. C'est avant tout *l'aptitude à se discipliner soi-même*, et de là vient celle à se discipliner dans un groupement. Aux États-Unis, on commence à s'apercevoir du danger qu'il y a d'exagérer l'esprit d'initiative, sans le développement parallèle de la discipline.

M. Poinsard propose la définition suivante du particularisme : *la culture intensive du particulier dans toutes les directions*. On trouve des gens à tendances particularistes à l'état sporadique dans les pays communautaires, mais ils transmettent rarement leurs qualités à leurs enfants faute d'une éducation convenable, et aussi à cause de l'influence du milieu. En Angleterre, c'est l'inverse, le milieu pousse au particularisme. En réalité, l'éducation se fait par la famille et par le milieu. L'isolement est la conséquence, et non la cause du particularisme; celui-ci comprend avant tout les aptitudes qui font les hommes actifs. C'est pourquoi il y a tous les degrés possibles de particularisme.

M. Mentré approuve ce que M. Poinsard vient de dire. Pour lui, le particularisme est le résultat de l'effort moral; c'est *l'homme qui ne compte que sur lui-même, et qui n'a recours aux groupements qu'en cas de nécessité*.

M. Melin pense que le ressort moral dérive du milieu, et que l'on ne peut s'orienter vers le particularisme sans un certain isolement.

De la discussion qui précède, il semble que, malgré les divergences apparentes, on soit d'accord pour donner au particularisme certains traits fondamentaux : *l'isolement en simple ménage; le patronage personnel; l'aptitude à organiser des groupements énergiques à objet bien déterminé*.

M. Bertier se demande si l'éducation ne doit pas entrer dans la définition.

M. Blanchon pense qu'il y a lieu d'insister sur la façon d'entrer dans les groupements : le communautaire, par exemple, cherche à se reposer sur eux.

M. Durieu dit que le communautaire désire constamment l'appui des groupements, mais ne réussit pas à les faire prospérer, tandis que le particulariste, qui a horreur des groupements, est capable de les faire réussir.

M. Feilbogen dit qu'une bonne manière d'isoler les jeunes gens est de les envoyer seuls en pays étrangers, avec peu d'argent.

M. Poinsard conteste l'idée émise par M. Melin que l'Allemagne soit en train de devenir particulariste. Sans doute, le développement du commerce et de l'industrie a fait monter des individualités éminentes, et a augmenté la richesse, mais celle-ci est précisément en voie de développer la démoralisation.

LA LIBRE CONCURRENCE ET LE CONTRAT DE TRAVAIL.

(Séance du mercredi.)

M. Paul Bureau pose la question de savoir si l'organisation sociale tend vers une concentration de l'industrie de plus en plus grande, ou vers une entente de plus en plus forte des petits.

Pour les ouvriers, il lui semble évident que leur sort ne peut être amélioré sans une organisation plus forte, car la législation seule est impuissante et produit souvent des effets inverses de ceux que l'on en attend. Ainsi, la loi de 1900 sur la durée du travail a eu pour effet de faire régresser dans certains cas l'industrie, du grand atelier vers le travail à domicile; Ex. : lingerie, empaquetage de la soude. De même, les œuvres privées, bien intentionnées, ont souvent des effets déplorables ou nuls. La concurrence agit constamment pour réduire les salaires, chaque fois que la famille ouvrière bénéficie d'une recette extérieure ou d'une faveur quelconque. Ainsi, par exemple, si l'on parvient à donner des logements à loyers réduits, on verra les salaires baisser de la même quantité. Pour être réellement efficaces, l'œuvre des habitations à bon marché ne devrait s'occuper que des familles nombreuses.

En résumé, il n'y a qu'un moyen d'agir : *l'éducation tendant à développer dans la classe ouvrière la quantité de besoins nor-*

maux, et, parallèlement, le sentiment de la cohésion pour la défense de ses intérêts.

M. Melin, à propos des habitations ouvrières, fait remarquer que la tendance actuelle, à Nancy tout au moins, est d'assurer à la famille ouvrière des habitations confortables plutôt que de réduire les loyers.

M. Poinsard fait remarquer que la thèse de M. Bureau condamne les subventions auxquelles Le Play attribuait une si heureuse influence sur la famille ouvrière. Elle condamne également les patrons qui transportent leur industrie à la campagne pour bénéficier du coût moins élevé de la vie. M. Poinsard voit les choses sous un tout autre aspect, et cite comme exemple la maison Sulzer frères, à Winterthur, dont les ouvriers habitent de petits villages où ils ont des cultures fragmentaires. D'une part, grâce aux salaires réduits, cette industrie a pu se développer et donner ainsi des moyens d'existence plus nombreux. D'autre part, pour la famille ouvrière, elle lui permet d'avoir une habitation saine. Le taux du salaire n'est pas le seul élément à considérer. Au début de l'industrie moderne, les patrons ont été socialement peu avisés en entassant les ouvriers dans les villes.

M. de Rousiers, parlant des subventions, dit que leur caractère le plus intéressant est d'être proportionnelles au nombre d'enfants. Quant aux habitations ouvrières, elles ne peuvent avoir que de bons résultats si elles sont conduites comme une affaire devant donner des bénéfices.

M. Blanchon demande à M. Bureau s'il ne croit pas qu'il soit possible d'améliorer les salaires autrement que par l'action syndicale, par le contrat collectif, par exemple.

M. Bureau, dit qu'il n'a pas voulu condamner les industries rurales, et reconnait les bons effets des subventions. Les syndicats ne peuvent pas, seuls, relever les salaires. Ceux-ci restent fixés par les ouvriers qui ont le moins de besoins. C'est ce qui explique que les salaires des fileurs de coton du Lancashire soient encore relativement peu élevés malgré leur puissance syndicale.

Quant au contrat collectif, M. Bureau ne voit pas comment on pourrait l'organiser sans groupements cohérents des ouvriers.

M. de Sainte-Croix se demande si le dépeuplement des campagnes est dû aux charmes de la vie urbaine. Les habitants du Tarn-et-Garonne abandonnent de plus en plus un beau pays et un climat enchanteur pour aller vivre à Paris, dans des conditions anti-hygiéniques et misérables.

M. Descamps dit que l'abandon des campagnes du Midi doit être attribué au manque d'une classe dirigeante qui n'a pas pu se mettre au niveau de la concurrence moderne. C'est pour se dérober aux responsabilités, que l'on afflue vers les métiers subordonnés des villes.

Quant à la question de l'entassement des ouvriers dans les villes, il ne faut pas toujours accuser les patrons modernes. Ainsi, par exemple, les fameuses caves de Lille n'étaient que l'installation forcée des ouvriers filtiers travaillant à la main et à domicile, car ce travail devait se faire dans un endroit frais. Elles ont disparu précisément au moment où l'industrie mécanique a produit la filterie en grand atelier. La mauvaise installation des ouvriers dans les caves de Lille doit donc être mise au compte de l'état ancien de l'industrie et non de l'industrie mécanique.

M. Melin, parlant de l'abandon des campagnes, remarque qu'en Lorraine les ouvriers affluent à Nancy parce qu'ils sont plus facilement secourus par de nombreuses œuvres charitables. A ce propos, il dit que la Lorraine possède de grands propriétaires, mais qu'ils ne trouvent pas d'ouvriers agricoles.

M. Descamps répond que grand propriétaire ne veut pas forcément dire patron. Il peut être absentéiste ou peu capable.

M. Périer, parlant de la tyrannie patronale, dit qu'on pourrait citer aussi des cas de tyrannie ouvrière. L'Australie présente un exemple de ce phénomène au plus haut degré.

LA MONTAGNE, LIEU D'ORIGINE DU PARTICULARISME ET DU QUASI-PARTICULARISME.

(Séance du jeudi.)

M. Champault expose l'importance trop

méconnue du rôle social de la montagne culturale.

D'un côté le particularisme est né en Norvège, non pas du fiord, mais de la montagne *exaspérée* par la suppression de la vallée qui est immergée.

D'un autre côté, d'une façon très générale, la montagne ordinaire a produit le quasi-particularisme, lequel se caractérise, 1° par des qualités d'endurance et d'énergie ; 2° par une activité industrieuse et un savoir-faire débrouillé ; 3° par l'émigration vivifiée par l'esprit d'entreprise plus ou moins collective, et souvent individuelle ; 4° par le retour à la montagne imposé par un besoin d'indépendance qui n'est satisfait que là-haut.

M. Champault indique comment tout cela est le produit du labeur imposé par la culture en pentes raides et en vallées étroites, de l'exiguïté du lieu imposant l'émigration et le débrouillage, et de la vie isolée en un foyer n'ayant le contact que de quelques foyers analogues à lui-même.

L'histoire montre constamment la plaine pénétrée et régénérée par la montagne soit particulariste, soit quasi particulariste. Une des raisons pour lesquelles la montagne ordinaire n'a pas dépassé le quasi-particularisme, c'est que trouvant facilement à s'employer dans la plaine voisine, l'émigrant montagnard n'a pas complètement brisé les liens qui le rattachent à sa famille. Il n'en a pas été ainsi en Norvège, où l'absence de plaine dans le voisinage a obligé à *l'émigration au loin sans esprit de retour*.

On peut distinguer toute une série de variétés de quasi-particularistes, suivant que la montagne est plus ou moins culturale, et aussi suivant que la plaine qui sert de déversoir est plus ou moins lointaine.

M. Durieu dit que dans les Pyrénées on trouve plusieurs variétés de montagnards. Les Basques sont les plus cultivateurs et les Biscayens le sont plus que les Labourdiens.

M. Géral dit que dans les mines de salpêtre du Chili, on remarque que le niveau moral des Chiliens semble être inférieur à celui des Péruviens. Il ne paraît pas que, dans ce cas, la montagne facilite la formation d'individualités supérieures, de patrons.

M. Blanchon répond que la montagne seule n'explique pas le quasi-particularisme ; il faut la montagne culturale, et sans doute aussi, l'origine antérieure de la race.

M. R. Dufresne a constaté que les vachers suisses venant en France sont plutôt paresseux, et d'un niveau social peu élevé.

M. Champault insiste sur l'idée que c'est la montagne culturale qui a développé le quasi-particularisme. Les ouvriers des mines de salpêtre du Chili sont des mineurs et non des cultivateurs. Quant à la Suisse, il faut distinguer les régions ; l'étude de M. Courthion sur le Valais a montré, par exemple, que les habitants du Haut-Valais, où domine l'art pastoral, sont peu actifs. *C'est dans la mesure où existe la culture, que la montagne a développé les qualités d'endurance et d'initiative.*

M. Perier indique que, dans les Vosges, on assiste à la naissance d'un type quasi particulariste. Les traits particularistes sont les suivants : domaines isolés en simple ménage, pas de communautés villageoises, les communes ont supprimé le droit d'affouage et vendu les biens communaux sans que la population ait protesté ; création d'une classe patronale autochtone au moment du développement de la grande industrie ; mariages traités par les intéressés et non par les parents ; enfin, instruction primaire très développée.

L'émigration ne s'est pas portée vers la colonisation agricole, parce qu'elle a trouvé un débouché sur place au moment où elle aurait pu se produire.

M. Melin fait remarquer qu'en Lorraine, on n'a pas le sentiment de la supériorité des Vosgiens. Un instituteur de sa connaissance, qui a séjourné longtemps dans les Vosges, lui a souvent parlé de la mauvaise éducation des enfants, de la mauvaise tenue des ménages, de la culture arriérée ; le niveau moral est peu élevé, et l'on donne couramment de l'alcool aux enafnts.

M. Perier a constaté, au contraire, que les Vosgiens ont le sentiment d'être très

différents des Lorrains. Quant à l'alcoolisme, c'est un phénomène récent, et il est possible qu'une réaction se produise comme cela a eu lieu en Norvège. Quant à la tenue du ménage, on peut se demander si elle est inférieure à celle des Norvégiens, d'après la description que M. Bureau nous a faite de ces derniers. Au surplus, il y a une évolution très marquée dans les Vosges vers une amélioration à cet égard.

M. Descamps voudrait voir M. Périer faire le bilan des caractères communautaires qui subsistent dans les Vosges, de façon à pouvoir classer exactement le type. Les sociétés de crédit agricole, par exemple, ne sont-elles pas faites sous le patronage des communes?

M. Perier dit qu'il vérifiera ce point, mais il a constaté la survivance des veillées; toutefois cette coutume est en voie de disparition.

M. Melin dit que tout le monde paraît d'accord pour reconnaître que la Montagne culturale développe plus ou moins l'énergie et l'endurance, mais très souvent cette énergie se manifeste sous des formes collectives. De plus, on ne constate pas de colonisation agricole, issue des montagnes; enfin, les émigrants se portent de préférence vers les villes, vers les métiers urbains, et avec esprit de retour.

La théorie de M. Champault comprend un second point : la Norvège a produit le particularisme, parce que les effets de la montagne y ont été accentués. Or M. Dauprat, qui a visité la Norvège, a eu une impression différente : la montagne y aurait eu une action excessivement réduite, et le Norvégien sur son gaard, avec la mer devant lui et la paroi verticale des rochers derrière lui, serait plus justement rangé dans la catégorie des insulaires que dans celle des montagnards.

M. Champault dit que le point important est le mode de culture. En Norvège, comme dans les montagnes culturales, les domaines sont isolés et inextensibles, le travail est difficile et se fait à la bêche.

III. — Les conférences de l'après-midi.

LES DEUX GROUPEMENTS RATIONNELS DE L'INDUSTRIE.

M. Durieu a cherché à déterminer l'influence des différentes espèces de fabrication sur le type social. Le seul classement qui lui ait paru satisfaisant, a été celui résultant du fait que le fabricant travaille pour le stock, ou au contraire sur commande.

Un premier stade de la fabrication est celui de la *fabrication ménagère*, c'est-à-dire faite simplement en vue des besoins du ménage. Exemple : les Pasteurs nomades.

Un second stade est celui de la *fabrication sur commande,* dans laquelle la commande émanant du consommateur précède la mise en fabrication de l'objet demandé. Ce type a été observé par M. Tauxier dans un village nègre (forgerons, tisserands, etc.) et par M. Durieu dans un village français de 300 habitants et dans une ville de 8.000 habitants, parmi les ouvriers du bâtiment et ceux qui se chargent des réparations. M. Durieu a également observé ce type à Paris, non seulement pour le bâtiment et la réparation, mais pour des fabrications ayant en vue des besoins régionaux (boulons, automobiles, etc.)

Le troisième stade est celui de la *fabrication pour le stock.* Ce genre de travail est peu développé à Paris. Toutefois, on peut en observer quelques exemples : fabriques de chocolat, de chaussures, de jaserons, etc.

Il est surtout développé chez les peuples anglo-saxons : en Amérique, on fabrique les automobiles en stock, les wagons Pullmann, etc. Les Anglais ont évincé les Français dans la fabrication de la chaîne de Gall, parce qu'ils l'ont faite en stock. Par contre, il a suffi, pour les vélocipèdes, que la mode se propage de l'achat sur commande pour que la fabrication revienne d'Angleterre en France.

Les deux types actuels en présence sont donc : la fabrication sur commande et la fabrication en stock. M. Durieu a

essayé de dégager les caractéristiques propres à chacune d'elles.

Dans le premier, l'apprentissage est toujours long, 3 ou 4 ans et plus; les chômages saisonniers sont la règle. Il est surtout adapté à la concurrence locale.

Le second est adapté à la concurrence mondiale, l'apprentissage est réduit, et les chômages saisonniers n'existent pas. A son évolution ultime, il tend donc à la stabilité des engagements.

Le premier type se maintient surtout dans les pays pauvres; il se contente d'un outillage simple, et développe le régime corporatif.

Le second type existe chez les peuples riches; il a besoin d'un outillage puissant, et fait apparaître les syndicats.

La fabrication pour le stock semble être née dans la Montagne. Par suite de leur culture pauvre, les montagnards sont obligés de se vouer à la fabrication; comme la fabrication est éloignée, et les transports difficiles, ils sont obligés de faire des stocks et d'aller les vendre par colportage.

Les conséquences sociales sont importantes. La fabrication ménagère produit la polygamie parce que chaque famille a besoin de beaucoup de bras.

La fabrication sur commande donne la supériorité aux vieillards.

La fabrication pour le stock donne la supériorité aux jeunes, et tend à faire disparaître la fabrication ménagère. Elle a créé les transports modernes, la division du travail et le machinisme, et elle a mobilisé la propriété.

Les effets sociaux apparaisent si importants que M. Durieu propose d'en faire la base de la classification rationnelle de la Fabrication.

M. Bureau demande pourquoi la fabrication du vélocipède a régressé?

M. Blanchon dit que ce phénomène n'est pas dû uniquement à une question de mode. Le vélo doit être adapté à chaque personne.

M. de Rousiers fait remarquer que la régression n'est qu'apparente. L'ajustage seul est fait en France sur commande, mais on fait venir les pièces d'Angleterre où elles sont fabriquées en stock et à la machine.

M. de Rousiers appelle l'attention de M. Durieu sur ce fait que le Creusot est un atelier immense ne travaillant que sur commande et qui cependant est à l'abri des chômages. De même, la maison Platt brothers en Angleterre, qui fabrique des métiers à filer. A Roubaix, on ne fabrique que sur commande, et cependant on y trouve l'industrie moderne avec tous ses caractères.

M. Scrive-Loyer dit que dans la Flandre les deux types existent dans l'industrie textile, et tous les deux donnent lieu à des chômages, et la fabrication sur commande tend à se développer.

M. Durieu répond que, pour lui, il classe l'industrie textile de Roubaix et des Flandres dans le type de la fabrication pour le stock, car, au point de vue social, peu importe que le stock soit fait par le fabricant lui-même ou par un négociant. Le fait décisif est que la mise en fabrication ait précédé l'ordre donné par le consommateur. Au contraire, le Creusot et Platt brothers sont bien des fabricants sur commande; s'ils ont pu éviter le chômage cela tient à des circonstances exceptionnelles, mais au point de vue social, ils sont à rapprocher du petit forgeron, tout en faisant partie d'une sous-variété différente.

M. Poinsard fait remarquer que l'industrie sur commande est loin d'être à l'abri de la concurrence mondiale, à tel point qu'elle en meurt parfois. Exemple: les petits cordonniers.

LES CULTIVATEURS DE LA FLANDRE FRANÇAISE

M. Descamps cherche à mettre en relief l'influence des villes sur la culture flamande. Cette influence a agi d'une façon différente selon la nature du sol, et aussi selon la distance plus ou moins grande des villes.

C'est le sous-sol imperméable qui fait l'unité de la Flandre (argile des Flandres.)

C'est la variété du sol qui fait les subdivisions régionales.

En partant de la mer, on distingue d'abord la région des *Dunes*, au sol sa-

blonneux peu fécond. Là domine le type du pêcheur-cultivateur avec l'organisation matriarcale de la famille, l'imprévoyance générale et l'attachement aux traditions. L'influence du commerce a été nulle sur la culture fragmentaire, mais s'est fait sentir sur la pêche, qui est passée de la pêche côtière à la petite pêche, puis à la grande pêche en Islande.

Après les Dunes, viennent les *Polders*, gagnés sur la mer grâce à des associations appelées wateringues. Le sol est ici composé d'alluvions très fertiles, mais qui. anciennement, étaient très difficiles, à travailler, par suite de l'excès d'eau; de là, la nécessité, autrefois, de forts attelages, et par conséquent la prédominance de la grande culture.

Ensuite vient le *Houtland* ou Pays au bois, couvert jadis de forêts, qui ont été défrichées par les moines. La petite culture domine à cause de l'élevage des veaux et des industries laitières. Le lait est surtout transformé en beurre, et, avec le petit-lait on élève des porcs. Les labours sont faits par des chevaux que l'on achète dans le Boulonnais.

Le Houtland est limité au sud par la *plaine de la Lys*, dont le sol est composé d'alluvions fertiles. Le travail à la bêche domine, et par conséquent la petite culture et la culture fragmentaire. Cette situation a été amenée anciennement par la culture du lin associée à la fabrication rurale; elle se prolonge aujourd'hui par la culture maraîchère.

Au sud de la Lys, on entre dans la *banlieue des villes industrielles*. Les fermiers deviennent des laitiers vendant le lait en nature aux populations urbaines.

Sur la question du personnel, il y a une remarque générale à faire sur la façon dont il est organisé en Flandre. Il comprend les catégories suivantes : 1° Une partie stable (ce sont les valets) parce qu'ils occupent une borderie dépendant de la ferme; 2° une partie instable (ce sont les spécialistes) parce qu'ils sont célibataires, et à leur majorité émigrent en ville : ce sont les vachers, gamins de quinze ans, et les charretiers jeunes gens d'une vingtaine d'années. Il faut y ajouter les servantes, qui deviennent d'autant plus rares que l'on s'approche des villes. Le fermier tend à remédier à cette instabilité, en employant autant que possible le travail familial, et ceci explique à la fois la grande natalité et le grand nombre de célibataires.

Il y aurait aussi à noter l'isolement des habitations, la transmission intégrale et le développement du fermage, conséquence de la culture intensive. La stabilité du fermier est assurée par la coutume du *Pachter's Recht* suivant laquelle le fermier se voit rembourser l'engrais qui reste sur la terre à la fin du bail, et aussi par le renouvellement à temps des baux.

Le défaut le plus grave est celui de l'insuffisance de l'émigration : il en résulte un excès de demande quand il y a une ferme à louer, d'où surélévation des fermages et prix exagéré de la terre.

M. Robert Dufresne s'étonne de voir le rôle de vacher confié à des gamins. Quant au charretier, il s'étonne qu'on ne lui fasse pas un petit logement près de l'écurie lui permettant d'être marié, tout en pouvant continuer à surveiller les chevaux la nuit. Ne serait-ce pas un défaut de patronage de la part des propriétaires ?

M. Descamps répond qu'en effet les propriétaires sont surtout des commerçants et des industriels, et habitent la ville. D'autre part, les fermiers sont loin de réclamer un logement confortable au propriétaire pour le charretier, car quand ce poste est assumé par l'un de ses fils, celui-ci couche à l'écurie comme le ferait un ouvrier salarié.

M. Poinsard se demande si le célibat des charretiers ne provient pas aussi d'un salaire élevé gagné jeune, ce qui les pousserait à la dissipation. Quant à la grande ferme, plus fréquente sur les Polders que dans le Houtland, la cause principale n'en est-elle pas due à la fertilité plus grande demandant un capital moindre?

M. Descamps dit que, pour le charretier, le salaire est trop faible : 35 francs par mois, plus la nourriture. Il s'en va, parce qu'en ville il trouve un salaire supérieur dans le même métier, et il peut se marier.

LES TYPES FAMILIAUX ET LA NATALITÉ

M. Champault montre que la natalité est prospère toutes les fois que, par suite de sa constitution familiale, la génération adulte a besoin d'enfants, ou du moins n'est pas trop gênée par les survenances d'enfants.

C'est très nettement le cas des types familiaux à ménages multiples, etc., de ceux à héritier associé, où on a besoin de nombreux ouvriers familiaux.

Dans les types en simple ménage, des distinctions s'imposent.

Dans le simple ménage d'origine communautaire, la natalité reste belle aussi longtemps que le père profite du travail ou du salaire des jeunes; c'est une tradition heureuse du ménage multiple. Mais par sa nature le simple ménage d'origine communautaire tend à la supprimer : la natalité tombe alors à un ou deux naissances, parce que les enfants deviennent une charge sans compensation.

Le simple ménage particulariste accepte facilement la charge des naissance nombreuses : 1° parce qu'il a bien davantage l'habitude de l'effort; 2° parce que le développement intense de la vie intime au foyer a pour corollaire naturel les naissances, vie et joie du foyer; 3° et surtout parce que, faisant au plus vite des êtres indépendants et se suffisant à eux-mêmes, il réduit les charges de l'éducation au minimum.

Évidemment, toutes choses égales d'ailleurs, l'action de la morale est très favorable à la natalité; mais elle a moins d'efficacité pratique que le type familial constituant un milieu favorable ou hostile à cette action.

M. Champault voit dans ces constatations une nouvelle raison d'orienter le type familial vers le particularisme, et de favoriser l'action de la morale religieuse, qui restera d'ailleurs seule efficace tant que le type familial n'aura pas évolué.

M. Perier approuve les conclusions de M. Champault dans leur ensemble, en faisant remarquer toutefois que la natalité baisse en Australie.

M. Descamps appuie également la thèse de M. Champault. Quant à l'Australie, il fait remarquer combien est éclairante la formule sociale par laquelle Edmond Demolins avait caractérisé ce pays : particularisme en vase clos. En Australie la race anglo-saxonne est en quelque sorte dans une impasse, manque d'exutoire.

En réponse à une question qui est posée sur le fait de savoir si la famille anglaise ne dépense pas plus pour l'éducation des enfants que la famille française, il dit que la charge la plus lourde à considérer n'est pas l'éducation proprement dite, mais celle de la dot et de l'établissement des enfants.

M. Melin, à propos de la famille patriarcale, ne pense pas que la polygamie favorise la natalité. La polygamie n'est pas due au désir d'avoir beaucoup d'enfants, mais à la nécessité d'avoir beaucoup de servantes.

M. Champault croit au contraire que, dans une famille donnée, la polygamie augmente la natalité.

M. Blanchon dit qu'il faut tenir compte également des divorces. Ceux-ci ne sont pas favorables à une forte natalité. Ainsi au Japon, où les divorces sont très nombreux, il y a peu d'enfants.

M. Bureau dit que M. Champault ne fait pas une place assez grande au facteur moral. C'est l'abaissement de la moralité en France qui a amené la diminution de la natalité.

M. Champault ne nie pas l'influence de la moralité, mais précisément celle-ci est favorisée ou combattue par les facteurs sociaux. M. Champault a surtout étudié l'action de ces derniers, ce qui n'empêche pas que, toutes choses égales d'ailleurs, la moralité ne relève les naissances.

M. de Rousiers dit qu'en effet il faut tenir compte séparément de l'influence des facteurs moraux ou sociaux. Il arrive que le chiffre des naissances soit assez élevé, sans que le facteur moral intervienne en quoi que ce soit. Les métayers du Limousin, par exemple, ont beaucoup d'enfants, parce que cela leur donne une main-d'œuvre à bon marché.

L'EXPANSION DE LA RACE PORTUGAISE

M. Poinsard expose la situation du Portugal au point de vue de l'émigration. Les petits cultivateurs ont beaucoup d'enfants, parce qu'ils peuvent ainsi se passer de salariés. Au moment de s'établir, les enfants ne sont pas capables de coloniser les régions pauvres du Portugal, par suite du manque de patronage de la part de la classe supérieure. Ils préfèrent émigrer temporairement surtout au Brésil. Les uns vont recruter la main-d'œuvre agricole, envoient une partie de leurs salaires à leurs parents, et finissent par revenir vivre de leurs rentes au pays natal. Les autres vont se perdre dans les villes, où ils travaillent en qualité d'artisans ou de petits commerçants. Beaucoup échouent ; ceux qui reviennent ont à la fois une bonne et une mauvaise influence. Ils tiennent à faire des œuvres de bien public en fondant des écoles, subventionnant des cours, réparant des églises. Mais, par vanité, ils tiennent à être propriétaires fonciers, achètent des terres à n'importe quel taux, et font ainsi monter les prix, ce qui retarde l'ascension des capables par la culture.

Ce qui manque au Portugal, c'est une classe de patrons, capables d'entreprendre la mise en valeur agricole tant de la mère-patrie que de ses colonies. Pour cela, la classe supérieure devrait abandonner l'engouement actuel pour les carrières libérales et les fonctions publiques. Il y a quelques heureuses exceptions. A l'île de Saint-Thomé, par exemple, la colonisation portugaise a très bien réussi, grâce aux plantations de canne à sucre.

M. Perier cite un autre exemple, celui des îles Açores qui fournissent des émigrants travailleurs et énergiques qui sont très appréciés aux îles Hawaï.

M. Poinsard répond que, sans doute, il s'agit aux Hawaï de culture arborescente, travail bien adapté aux Portugais; c'est grâce aux cultures arborescentes qu'ils réussissent en Californie.

M. de Sainte-Croix demande s'il existe une émigration en Portugal?

M. Poinsard répond qu'en effet, la plupart des petits métiers sont faits par des Galiciens. En outre, il vient beaucoup d'ingénieurs français. Les vins de Porto sont en grande partie exploités par des Anglais. Enfin, il vient des commerçants de divers pays.

L'immigration tend à diminuer, car beaucoup de Portugais vont faire leurs études en France, et reviennent comme ingénieurs.

M. Descamps constate que ce qui manque au Portugal, comme aux pays communautaires en général, c'est une classe dirigeante. De là l'immigration d'une classe dirigeante étrangère. M. Descamps demande à M. Poinsard, s'il n'a pas constaté également une immigration de capitaux.

M. Poinsard répond qu'en effet, la plupart des grandes entreprises sont entre les mains de capitalistes étrangers : mines, chemins de fer, etc.

M. Gauthier dit que ce qui empêche la prospérité des colonies portugaises, c'est que le travail européen n'y est pas possible. Les indigènes que l'on emploie sont peu payés et dépensent peu, ce qui rend le commerce stagnant.

M. Poinsard répond que c'est exact pour la côte, mais à l'intérieur, il y a des territoires tempérés, où l'on pourrait imiter ce qui se fait à Saint-Thomé, où l'on emploie une main-d'œuvre nègre. Dans le Mozambique, il vient beaucoup de petits commerçants hindous qui s'enrichissent le plus souvent.

M. Gauthier dit que les commerçants hindous vivent avec 30 centimes de riz par jour, et ne contribuent pas à accroître la prospérité du pays.

M. Perier remarque que les Portugais résistent fort bien au climat tropical. Ce fait a été vérifié souvent et devrait constituer pour cette race un avantage énorme.

LES MONTAGNARDS DES PYRÉNÉES ET DE LA CATALOGNE.

M. Durieu expose le résultat de ses observations dans les Pyrénées et en Catalogne.

Dans les *Pyrénées*, il a étudié le type de la *vallée d'Aspe*, au sud d'Oloron. Les propriétés (prairies et cultures) sont fragmen-

taires, et les pâturages de la montagne sont communaux. La culture est rudimentaire et est faite par les femmes. Les hommes s'absentent souvent, vont à la foire, à la chasse aux isards.

Les communications sont difficiles : il n'y a dans la montagne que des sentiers de chèvres, et comme les parcelles cultivables sont disséminées, cela a amené peu à peu l'isolement des habitations : on a d'abord installé une grange près des champs, puis une cuisine et une chambre, enfin une habitation complète. Les domaines continuent à s'appeler *granges*. Une grange de 2 hectares vaut 5 à 6.000 francs. Les domaines sont transmis intégralement à un seul enfant, qui dédommage les autres.

Chaque ménage vit séparément et isolément : en hiver on ne va guère au village que deux fois par mois. Pourtant il subsiste des vestiges de communauté de village : la commune entretient un médecin, nourrit un taureau, possède les pâturages; c'est par l'intermédiaire du maire que les prêts de la caisse régionale de crédit agricole sont distribués aux cultivateurs. Aussi, le pouvoir du maire est grand, et il conduit ses administrés en petit autocrate; on a besoin de sa permission pour aller chasser, etc.

Les habitants de la vallée d'Aspe sont généralement querelleurs, procéduriers et incapables d'une attention soutenue. Ils aiment beaucoup la danse.

L'émigration se porte vers Bordeaux et les villes, ou vers l'Amérique. Dans ce cas, elle a toujours lieu avec l'esprit de retour, mais le départ se fait avec joie.

L'autonomie communale est très grande; la commune est administrée par l'assemblée des pères de famille et par des jurats élus.

M. Géral demande quel emploi les émigrants qui rentrent font de leurs économies?

M. Durieu répond qu'ils vivent en rentiers.

M. de Rousiers constate que des particularistes, dans ce cas, emploieraient leurs économies à mettre le pays en valeur, à créer des industries.

M. Champault dit que le type de la vallée d'Aspe est plus pastoral que cultural, de sorte qu'il a été peu orienté vers le particularisme.

M. Durieu le reconnaît et se propose de décrire maintenant le *type catalan*, qui est plus cultural.

Il a surtout observé *le pays de Puycerda*, petite plaine très élevée entourée de montagnes. Dans la plaine, on cultive le blé, à l'aide de bœufs et d'instruments agricoles perfectionnés. Le fermage domine; 1 hectare de culture vaut environ 2.000 francs et se loue 125 francs. On fait un grand commerce de mulets. Il y a en outre des tissages dans les villages.

En hiver le travail manque, de sorte qu'il y a une grande émigration temporaire ou définitive, vers Barcelone.

A noter le pouvoir absolu du père dans la famille; il avait anciennement la liberté de tester.

A noter aussi que les coutumes matriarcales subsistent, et que les fiançailles se traitent par les intéressés seuls.

Ce qu'il y a surtout de remarquable, c'est d'abord l'endurance au travail (les journées de travail sont très longues et très pénibles), ensuite l'émigration. Dans une famille de 12 enfants, il y avait 4 filles modistes à Shang-Haï, un garçon planteur en Algérie, un autre cuisinier à New-York, un autre encore domestique en France. L'aîné continuait la culture du domaine paternel.

M. Durieu a constaté l'existence de poètes ambulants qui sont nourris et logés partout où ils se présentent. Il a constaté aussi la grande puissance politique du clergé, et les rivalités intestines qui ont fait échouer la révolution catalane et assuré la domination castillane.

M. Descamps constate que le type catalan est plus débrouillard que celui des Pyrénées. Toutefois, il reste bien des traits communautaires, notamment la grande influence des clans politiques et religieux.

M. Champault dit que la Cerdagne n'est pas une montagne à proprement parler, mais une *plaine élevée*. De là, la culture riche par des fermiers Les vrais monta-

gnards sont généralement propriétaires, et font une culture acharnée à la bêche.

M. Firmin-Didot demande si les émigrants de la Cerdagne reviennent au foyer?

M. Durieu dit qu'ils ne reviennent pas, car la terre est trop chère. Beaucoup restent à Barcelone.

M. Firmin-Didot demande quelle part ils ont eue dans le développement de Barcelone?

M. Durieu dit qu'ils arrivent à Barcelone comme commis, et beaucoup deviennent patrons. Ce sont les habitants de Puycerda qui ont construit la route de Puycerda à Barcelone.

M. Perier signale la présence à Barcelone d'une nombreuse colonie étrangère, notamment française, et qui a été un facteur important du développement de Barcelone. M. Périer trouve de nombreux points de ressemblance entre les Cerdans et les Syriens qu'il a pu observer lors de son voyage en Orient.

M. Durieu est convaincu que les Catalans n'ont pas attendu l'action des étrangers pour donner de l'impulsion au développement de Barcelone.

M. de Sainte-Croix trouve beaucoup d'analogies entre les coutumes catalanes relatives au mariage et le droit canonique.

M. Durieu dit que cette coutume est la même dans toute l'Espagne, où l'intervention des parents dans les fiançailles est moindre qu'on ne le suppose en France. Il y a bien des fiançailles solennelles catholiques, mais elles ne font que consacrer un accord préalable des fiancés. Seuls les transporteurs muletiers, souvent absents cependant, ne manquent jamais de demander l'autorisation préalable des parents.

QUESTIONS DU JOUR.

A PROPOS DE LA GRÈVE DE TRÉLAZÉ

Du tramway, qui parcourt en trente minutes la distance d'Angers à Trélazé, on aperçoit sur la gauche des hauteurs sombres et monotones qui émergent, tout d'une pièce, des riantes verdures de la Basse-Plaine. Ce sont *les buttes*, analogues aux terris des mines, — mais ici les déchets accumulés depuis cinq cents ans forment un véritable plateau, couvrant sur plusieurs kilomètres carrés toute l'étendue des gisements.

Et là-haut, l'œil embrasse un vaste entassement d'ardoise morte : la morsure de l'air ternit le schiste et l'effrite; la pierre ne semble s'éveiller de son poudreux linceul que lorsque le soleil, s'abaissant sur l'horizon, sait trouver mille et mille facettes parmi les jonchées d'ardoises perdues pour jeter à travers la butte un ruisselant chemin de lumière dure. Çà et là des échafaudages flanqués de cheminées et de bâtisses annoncent *un puits;* mais le sentier qui nous y mène fait un crochet, pour contourner une mare d'un étrange aspect : l'eau dort, très glauque, entre de mornes parois à pic : c'est un ancien *fond*, une carrière à ciel ouvert abandonnée depuis qu'on va chercher le schiste à trois cents mètres au-dessous du sol.

Au voisinage de l'engin d'extraction, les ateliers des fendeurs sont groupés, formant des hameaux de minuscules chaumines : un simple toit de paille, à deux pans; au fond, un pignon de maçonnerie rustique; et par devant, l'ouverture béante, qu'un paillasson mobile peut masquer aux jours de soleil ou d'intempéries; voilà toute l'installation de l'ouvrier d'*à-haut*, voilà son *tue-vent!* Des blocs de schiste, de diverses grosseurs, gisent à portée, pendant qu'en face, sur une aire bien nivelée, s'étagent des rangées d'ardoises finies, soigneusement classées. Chaussé de sabots énormes, *guêtré* jusqu'aux genoux de gros chiffons serrés par un tour de ficelle, notre fendeur avance lentement sa besogne. Il travaille *seul*, le plus souvent, mais parfois un maître-ouvrier abrite sous son tue-vent plusieurs compagnons et apprentis.

Si vous n'arrivez sur la butte que vers le milieu du jour, vous voyez seulement *fendre* les « repartons » et *tailler* à la

forme marchande les feuillets obtenus : cela se fait sans bruit, sans gros effort : c'est affaire de dextérité et de coup d'œil. Mais la scène est bien différente, le matin, à l'heure où le fendeur brise les blocs de schiste pour en tirer les *repartons* (ce sont des prismes, dont la section correspond à la surface d'une ardoise). Il faut manœuvrer les lourdes pierres, les attaquer vigoureusement à la pince, au ciseau, au couperet, à la scie : le fer grince, l'ouvrier ahanne, la pierre sonne sous les coups, puis gémit en se brisant. — Il serait extrêmement pénible de repartonner — ou *querner*, comme disent les gens du pays — pendant la chaleur du jour; et d'ailleurs la nature de la roche ne le permettrait pas. Si les repartons n'ont pas été préparés « à la fraîche », et conservés dans le tue-vent, sous une couche de poussier humide, la pierre *perd son eau,* et s'effrite sous l'outil au lieu de se cliver.

Le *quernage* est déjà la plus fatigante des opérations qu'exécute le fendeur : c'est aussi de beaucoup la plus difficile. Les blocs livrés à l'ouvrier sont le produit d'une sélection, puisqu'on laisse au fond une bonne moitié du schiste abattu, mais ils sont loin encore d'être homogènes : ils cachent dans leur sein de multibles défauts, des fissures par exemple. ou des portions friables, ou bien encore des semis de quartz et de pyrite... ; toutes ces partie malsaines qui constituent parfois *les trois quarts de la matière*, doivent être scrupuleusement éliminées dans le quernage. Et ce n'est pas chose aisée que de saisir d'un coup d'œil la contexture de la roche, avant d'y porter le fer : il faut des années d'*apprentissage* pour bien connaître les ruses de la pierre, pour arriver à donner leur sens aux indices les plus fugitifs, pour savoir enfin *réduire la perte*. tout en tirant du bloc des repartons aussi beaux que possible : les meilleurs et les plus larges donneront des ardoises *anglaises;* les autres serviront à confectionner les modèles *français* d'une moindre valeur marchande.

Le *rendement de l'exploitation,* qui résulte du nombre et de la qualité des ardoises extraites par mètre cube de roche abattue, dépend évidemment dans une large mesure de l'habileté des fendeurs, mais la *qualité morale* de leur travail n'est pas un facteur moins important que leurs aptitudes techniques. S'ils n'apportent pas, à querner, l'énergie, l'opiniâtreté, la conscience désirables, s'ils sabotent, l'entreprise peut se trouver en perte.

Mais comment contrôler une opération aussi délicate, portant sur une matière variable à l'extrême? Comment contraindre à l'application, et même seulement à l'assiduité, ces ouvriers qui sont disséminés sur la butte? Les patrons n'y peuvent songer.

Et d'ailleurs, nos fendeurs sont les descendants de ces *perreyeux,* les ardoisiers de jadis, qui si longtemps firent la loi aux maîtres carriers. Il se transmet de père en fils, en même temps que l'amour du métier et la tradition d'un art *immuable,* un vieil esprit d'indépendance et de libre travail. Les fendeurs sont encore aujourd'hui comme autant d'*ouvriers-patrons* d'une grande fabrique collective. L'entreprise leur livre la pierre, jour par jour; elle leur commande, selon ses ventes, les types qu'ils auront à réaliser de préférence; elle leur paye à la fin du mois les ardoises confectionnées, suivant des tarifs qui intéressent naturellement le personnel à la production des modèles de choix. Une *prime* vient encourager les consciencieux et les habiles *au bon emploi de la roche*, mais nulle contrainte matérielle n'est imposée à l'ouvrier d'à-haut : il travaille à son gré, il vient à ses heures sous le tue-vent qui est d'ailleurs sa propriété.

En principe, la pierre mise au jour est répartie d'*égale façon* entre les fendeurs. Les blocs, dès leur sortie du puits, sont classés en quatre qualités, ou *rangs,* et de chacun des rangs, chaque tue vent reçoit à son tour une part, de sorte que l'ouvrier ne peut s'en prendre qu'au hasard ou à lui-même s'il gagne moins que son voisin. Un supplément de matière est cependant alloué aux maîtres d'apprentissage, en raison de la productivité des compagnons qu'ils ont avec eux. Le droit à la répartition s'évalue en *hottées :* les ouvriers sont

tous à quatre hottées, tandis que les apprentis sont à une, deux, trois ou quatre hottées, suivant leur âge et leur habileté [1].

Un tel mode de distribution de la pierre ne peut que contenter l'esprit jalousement égalitaire de la masse des ouvriers, mais il est loin d'être à l'avantage de la production. Il arrive en effet que le fendeur assidu manque d'ouvrage, alors que les intempérants et les paresseux gâchent la matière, pour expédier plus vivement la besogne! Il se produit surtout ceci, que les gratifications ne peuvent donner à certains l'habileté qui leur fait défaut, ni à d'autres le courage de s'imposer un surcroît de peine pour obtenir des produits de choix.

Pour remédier à cet état de choses, pour empêcher les ouvriers de sacrifier le plus souvent la qualité au nombre des ardoises produites, le directeur de la carrière des Grands-Carreaux imagina, voici quelques années, de *spécialiser* dans la confection des modèles anglais les plus « avantageux », c'est-à-dire les plus robustes et les plus adroits de ses fendeurs; il leur réservait la pierre de choix, et leur en donnait *autant qu'ils en pouvaient travailler;* les ouvriers de la « française » se partageaient le reste : ils se déclarèrent lésés. Mais le mécontentement fut général quand on vit la Compagnie réduire les tarifs de confection pour l'anglaise : les anciennes bases de salaires auraient procuré des gains disproportionnés à ces privilégiés qui recevaient en abondance une matière soigneusement triée, au lieu d'une quantité limitée de roche mélangée! Avec les tarifs réduits, ces hommes d'élite se faisaient encore des journées bien supérieures à la moyenne [2], mais c'était au prix d'une fatigue plus grande : ils maniaient tout le long du jour des pièces plus pesantes, ils avaient à querner un plus grand nombre de blocs que leurs camarades des ardoises françaises!

Dès le début, tout le monde protesta contre ce système qui procurait à l'exploitant le double avantage d'être mieux servi, et à meilleur compte : la direction éluda les réclamations en arguant de certaines commandes très urgentes, et le régime se consolida. Mais, récemment, un puits suspendit sa production, à la suite d'un éboulement : les fendeurs ordinaires se trouvèrent en chômage; les anglaisiers, toujours privilégiés, furent incorporés dans l'atelier d'anglaises d'une carrière voisine, où les parts des fendeurs de françaises se firent encore moins rémunératrices! Ce fut l'occasion d'un mouvement plus énergique. Les ouvriers se levèrent en masse, *anglaisiers en tête*, pour réclamer le retour à l'égale répartition de la pierre. Les directeurs intéressés tinrent bon : leur personnel cessa le travail, et les autres carrières de la Commission suivirent : deux mille ouvriers étaient en grève!

Les grévistes de Trélazé ont affaire à un patron d'une puissance peu commune : c'est la Commission des Ardoisières d'Angers. Avant la Révolution, de petites compagnies se partageaient les carrières : elles se faisaient auprès des quelques marchands de gros une concurrence acharnée, et se disputaient les ouvriers. Ceux-ci étaient constitués en deux *castes* fermées : les travailleurs d'à-bas, et les fendeurs d'à-haut : chacune avait ses règlements étroits, ses coutumes, ses mœurs, ses burlesques cérémonies où les beuveries avaient place d'honneur. Les fendeurs prétendaient n'enseigner le métier qu'à leurs « enfants mâles » et ces *perreyeux* défendirent souvent par la violence et la révolte les privilèges qu'ils s'arrogeaient!

Un bureau de vente en commun, doublé d'un service d'études techniques, fut créé en 1808 par neuf des sociétés exploitantes, et prit le nom de *Commission des Ardoisières d'Angers*. Il s'employa bientôt, avec l'aide des pouvoirs publics, à réagir contre les exigences du personnel, à briser sa cohésion corporative : en 1825 l'émiettement de la classe ouvrière était chose accomplie sur les carrières.

Deux faits vinrent amener, après la

1. La hottée n'est en rien une unité de volume de pierre : le nombre de hottées d'un fendeur est un simple coefficient qui fixe son droit relativement à ses camarades.

2. Le fendeur moyen gagne 1.200 francs par an.

concentration commerciale, une concentration industrielle toujours plus intense : en 1850, les débouchés se multiplièrent par la création des chemins de fer : trente ans plus tard, la *méthode Blavier*, continue et économique, mais exigeant le fonçage de puits profonds, se substituait aux anciens procédés d'extraction à ciel ouvert; les petites compagnies, ne pouvant faire les avances nécessaires, se fondirent une à une dans la Commission. L'ardoisière de la *Grand'-Maison* est la seule de tout le bassin, qui soit restée en dehors de ce véritable trust, mais elle appartient à une société anonyme, le *Comptoir des ardoises de l'Anjou*, qui exploite, d'autre part, dans les bassins voisins, de riches gisements.

La Commission est depuis 1891 une *société en nom collectif*, et ce caractère ajoute encore à sa force : aucun compte à publier; un nombre restreint, paraît-il, de riches actionnaires angevins, capables de supporter une réduction de dividendes et d'envisager même des sacrifices momentanés; voilà qui met à l'aise un chef d'industrie et lui permet de soutenir de longues grèves : il peut braver l'opinion, car il n'a pas d'actions en Bourse; il élude autant que bon lui semble la pression des pouvoirs publics. C'est à l'abri de toute contrainte que le gérant de la Commission prendra ses décisions!

De leur côté, les ouvriers n'ont pas une organisation bien puissante. *Le syndicat* est affilié, par la Fédération des ardoisiers, à la Confédération générale du travail, mais il compte, en temps ordinaire, bien peu de membres cotisants. Qu'ils soient manœuvres d'à-bas, et *Bretons* d'immigration plus ou moins récente, ou bien qu'ils soient fendeurs et fils de « perreyeux », les ardoisiers manifestent une égale apathie : il est vrai que le titre de syndiqué ne doit pas recommander ceux qui le possèdent à la faveur de la Commission, et c'est un excellent prétexte à l'abstention. Aussi le syndicat ne comprend-il, en dehors de l'ordinaire contingent des mauvais ouvriers qui cherchent à s'en faire un rempart, qu'un nombre assez restreint de militants résolus, socialistes ou même libertaires, d'autant plus extrêmes dans leurs conceptions et violents dans leurs attaques, que le tout-puissant patron s'est montré jusqu'ici d'une intransigeance absolue!

La Commission, d'une part, ne reconnait pas l'existence du Syndicat : si elle consent parfois à « causer », ce n'est jamais qu'avec ses propres ouvriers. Elle fait, d'autre part, de gros efforts pour enrayer la propagande révolutionnaire : elle a pratiqué le paternalisme — mais toutes ses institutions ont été battues en brèche, les unes après les autres; — elle subventionne des écoles libres, des patronages, des cercles d'ouvriers; elle a bâti récemment encore une chapelle; elle paye un aumônier breton et fait ainsi de gros sacrifices pour *conserver dans le bon esprit* les immigrants qu'elle a fait venir; mais les résultats sont tout de surface! Les Bretons ont bientôt fait d'abandonner la pratique religieuse et de se perdre dans la masse des « exploités ». La preuve en est qu'aux jours de conflit, le fond, comme la butte, se lève tout d'une pièce, et s'enrôle dans le Syndicat. Et les ardoisiers en grève sont une foule redoutable, dont les colères sont soudaines et brutales...

La grève présente fut, à ses débuts, une simple « guerre à bras croisés » : M. Ludovic Ménard, le plus en vue des syndicalistes de l'ardoise, prêchait le calme, et l'obtenait de ses camarades. Mais dans les derniers jours de juin, les manifestations se firent tumultueuses : ces violences redoublèrent quand on apprit que l'administration était décidée à prononcer de nombreux renvois. Il y eut des bagarres, à la suite desquelles plusieurs ouvriers furent arrêtés et condamnés...

La haine du favoritisme jette les masses ouvrières dans un sentiment qu'elles confondent volontiers avec la simple équité, et qui n'est à vrai dire que l'*esprit égalitaire* et niveleur. Que nos grévistes y prennent garde, car si une telle mentalité peut n'avoir que de faibles inconvénients dans certaines industries demandant aux ouvriers une médiocre initiative, elle est un obstacle au progrès dans l'exploitation de l'ardoise, où le rendement dépend de

façon si étroite du *savoir-faire* et *du bon vouloir* des fendeurs. Les directeurs ont pour eux la raison, quand ils luttent pour le bon emploi de la pierre, et quand ils tentent de distinguer une *élite* parmi leur personnel. A l'ouvrier « avantageux » on peut donner la pierre de choix, — et la lui donner sans compter s'il n'abuse pas de ce privilège et tire vraiment tout le parti possible de toute la matière qui lui est remise. C'est l'avantage de la Commission, mais n'est-ce pas aussi l'intérêt des fendeurs, puisqu'ils conservent, en salaire, une portion du prix de toute ardoise sauvée du déchet?

Les ouvriers devraient se rendre compte de ce qu'a d'*irrationnel* le système du partage égal de la pierre, et ne point faire au nouveau mode de répartition une opposition irréductible, mais la Commission pourrait peut-être leur donner des *garanties* quant au choix des privilégiés, — en instituant des règles fixes pour l'admission aux ateliers d'anglaises. Ne pourrait-elle d'ailleurs, si les circonstances commerciales le permettent encore, renoncer au supplément de profit que semble lui procurer la réduction des tarifs pour les anglaisiers et se contenter d'être mieux servie sans vouloir l'être à meilleur compte, en répartissant entre tous les fendeurs le bénéfice qui résulte d'une meilleure organisation du travail?

Il y aurait là un vaste terrain de conciliation, — si toutefois quelque fait important n'a pas échappé à notre succincte analyse. — Mais ce n'est pas le droit, c'est la force qui sans doute tranchera le différend. Le trust de la Commission est, en effet une telle puissance que les grévistes seront probablement réduits à subir toutes les conditions qu'il leur fera!

Paul VANUXEM.

14 juillet 1910.

LIVRES REÇUS

Croître ou disparaître, par Georges DEHERME, 1 vol. in-16, 3 fr. 50. (Perrin et Cie édit.)

Le droit international américain, par Alexandre ALVAREZ. 1 vol. in-8°. (A. Pédarre, édit.)

Annuaire statistique (ministère du Travail et de Prévoyance sociale), 28e vol., 1908.

L'organisation de la vie privée (l'orientation particulariste), par Gabriel MELIN, 1 vol. 2 francs. (Bloud et Cie, édit.)

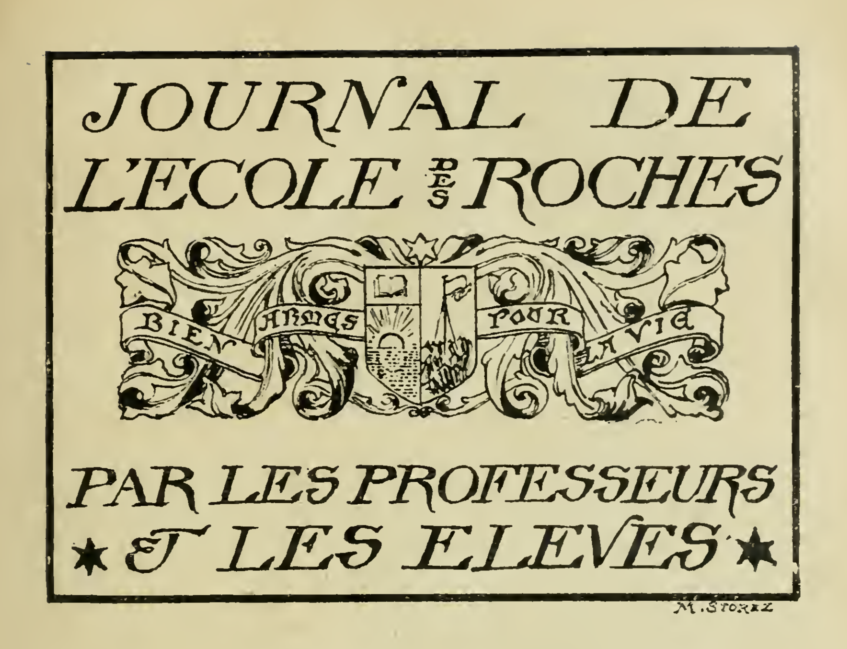
Les Parisiens d'aujourd'hui, t. I. Les types de la simple récolte et de l'extraction, par Joseph DURIEU, 1 vol. 5 francs. (Giard et Brière, édit.)

De la Prière, 1 vol. in-32, XIV-191 p., par Louis BALLU, curé de Parnoy, par Montsoreau, Maine-et-Loire (en vente chez l'auteur), prix : 1 franc, *franco* 1 fr. 10.

La Belgique au travail, par J. IZART, 1 vol. 4 francs. (Pierre Roger, édit.)

La religion de la Grèce antique, par O. KABERT, 1 vol. 4 francs de la BIBLIOTHÈQUE DE VULGARISATION. (P. Lethielleux, édit.)

Le socialisme sans doctrines (la question agraire et la question ouvrière en Australie et Nouvelle-Zélande), par Albert MÉTIN, 2e édit., revue et mise à jour, 1 vol. in-8° de la BIBLIOTHÈQUE GÉNÉRALE DES SCIENCES SOCIALES, cart. à l'anglaise, 6 francs. (F. Alcan, édit.)



ÉCOLE DES ROCHES
VERNEUIL-SUR-AVRE (Eure)
Juillet 1910

Chaque livraison : 2 fr.

N° 16.

SOMMAIRE



Photo Garreau.

Les travaux d'agrandissement du batiment des classes.

2 *ter*.



Photo Deslandres.

L. TRIPET. — LA DÉCENNALE DE L'ÉCOLE. — Composition allégorique.

PREMIÈRE PARTIE

LA DÉCENNALE DE L'ÉCOLE

LES ÉTAPES DE L'ÉCOLE DES ROCHES

Je viens de relire le livre de l'*Éducation Nouvelle* dans lequel Edmond Demolins annonçait, il y a onze ans, la fondation de l'École des Roches et traçait à grands traits le programme de son organisation future. Il y avait assurément de la témérité à se découvrir ainsi devant le public, à jouer cartes sur table, à donner prise par avance aux critiques. Et cependant cette témérité nous apparaît aujourd'hui, en présence des résultats obtenus, comme un acte de haute prévoyance. Il est bon que nous ayons un témoignage indiscutable des intentions du fondateur de l'École au moment même de sa création, non seulement pour nous rendre compte du chemin parcouru depuis l'origine, mais aussi pour admirer la sûreté avec laquelle Edmond Demolins avait conçu son plan d'éducation nouvelle. Plus nous avancerons dans la réalisation de l'entreprise hardie commencée par lui, plus ces pages rendront hommage à la merveilleuse clairvoyance avec laquelle il avait discerné le besoin essentiel de la société française et l'urgente nécessité d'y pourvoir en adaptant aux considérations de la vie contemporaine les générations qui grandissent.

Ce n'est pas à dire que l'œuvre dont il a jeté les bases soit d'ores et déjà accomplie. Il n'a pas voulu seulement, en effet,

donner un coup de barre dans un sens déterminé, puis s'endormir dans un triomphe momentané. Il a compris dès le début que l'œuvre à laquelle il s'attachait était l'œuvre de plusieurs hommes et de plusieurs années, une œuvre constamment renouvelée, perpétuellement mise au point, une œuvre d'adaptation. Et je voudrais indiquer comment nous avons franchi les premières étapes de la longue carrière qu'il s'agit de parcourir.

I

Je ne m'attarderai pas sur l'étape héroïque du début, dont j'ai eu l'occasion de dire les périls, en rappelant comment Edmond Demolins les avait surmontés. Il y avait de grosses difficultés matérielles; mais ce n'étaient certainement pas les plus graves. Le bon recrutement des élèves, le recrutement, plus délicat encore, des professeurs, le souci de donner un esprit commun à des personnalités d'origines diverses, souvent attirées par des motifs différents; tout cela constituait une série de problèmes complexes qu'il fallait, coûte que coûte, résoudre immédiatement. En dehors de l'immense effort individuel nécessaire à l'accomplissement d'une pareille besogne, le but ne pouvait être atteint que si toutes les bonnes volontés s'inspiraient d'une même pensée générale, si une sorte de mot d'ordre pouvait leur être donné. Il me semble que, pendant les toutes premières années du début, ce mot d'ordre fut de réagir contre les habitudes et les méthodes de l'internat français : Réaction contre les tyrannies d'une discipline minutieuse; Réaction contre les procédés abstraits d'enseignement; Réaction contre le surmenage sous toutes ses formes; Réaction contre les programmes; Réaction contre la mollesse de l'éducation physique, contre l'insuffisance de l'éducation hygiénique, contre l'absence d'éducation pratique; Réaction contre les méthodes d'éducation morale et religieuse; Réaction sur tous les points en un mot.

Il ne pouvait pas en être autrement. Le livre de l'*Éducation Nouvelle* avait dû son succès principalement aux critiques justifiées qu'il contenait au sujet de l'éducation française. Il avait bien indiqué que, de l'autre côté du détroit, l'éducation répondait mieux aux exigences de la vie contemporaine, mais beaucoup de lecteurs n'étaient pas en mesure de s'en rendre compte exactement, tandis qu'ils saisissaient à merveille, les ayant sous les yeux, les défauts de l'éducation française. Par suite, dans les premières visites de parents, ou même de simples curieux, à l'École des Roches, la conversation roulait à peu près invariablement sur la comparaison de l'internat urbain et de cet internat rural respirant la joie de vivre, la franchise, la liberté, adonné aux sports méthodiques et prolongés, à l'apprentissage des travaux pratiques, de cet internat où les langues vivantes étaient d'un usage courant et où les professeurs, hommes et femmes, vivaient avec les élèves dans une intimité familiale.

La plupart des visiteurs qui venaient à l'École à ce moment éprouvaient un sentiment de sympathie pour elle. Il s'y mêlait même chez beaucoup d'entre eux quelques regrets. Le souvenir de leurs années de collège leur revenait.

Voilà, disaient-ils, d'heureux garçons! Ils se développent librement, sont exempts d'une foule de servitudes qui ont pesé sur nous à leur âge, sont initiés à des connaissances que nous ne soupçonnions pas. Que ne puis-je recommencer avec eux mon temps de collège! » Cependant il y avait un point noir. « Comment ces joueurs acharnés de foot-ball et de cricket, ces modeleurs, ces forgerons, ces menuisiers, ces collectionneurs de plantes, de minéraux, ces empailleurs d'animaux apprendront-ils le latin, les mathématiques et les autres matières auxquelles nous consacrions de si longues heures? Comment oseront-ils affronter le baccalauréat? Devront-ils renoncer à la culture classique et littéraire, à la formation scientifique, qui sont le fondement de l'instruction générale des hommes de notre génération? » Telle était la préoccupation légitime de beaucoup de pères de famille. Elle n'échappait pas au fonda-

teur de l'École, mais l'impérieuse nécessité où il se trouvait, au début de son entreprise, de briser le vieux moule de l'ancienne éducation, le continuel effort qu'il lui fallait donner pour maintenir à l'éducation nouvelle le caractère essentiel qu'il voulait lui imprimer, l'obligeaient à la négliger quelque peu. Avant tout, il fallait éviter de retomber dans les errements du passé, de créer une dénomination nouvelle pour une entreprise du type ancien. Il fallait réagir vigoureusement contre le milieu pour éviter d'être absorbé par lui. Ce fut la première étape. C'est celle que raconte Edmond Demolins dans le chapitre ajouté par lui à la deuxième édition de son ouvrage l'*Éducation Nouvelle,* sous ce titre : « Les deux premières années de l'École. »

II

Une fois cette première étape franchie et les traits essentiels de l'École bien affirmés, une mise au point s'imposait. Elle consistait à trouver la juste mesure dans laquelle se concilieraient le développement physique et le développement intellectuel de l'enfant. Le problème, déjà complexe par lui-même, devenait particulièrement difficile à résoudre pour les garçons qui désiraient obtenir leurs diplômes de bacheliers, et c'était le grand nombre. Pour eux, en effet, des questions de programme et des questions d'âge intervenaient. Il s'agissait, par conséquent, de les amener devant les obstacles officiels dans des conditions normales de succès, sans subordonner à cette épreuve finale tout le cycle des études antérieures. Il s'agissait de démontrer que les élèves de l'École des Roches, arrivés au terme de leurs études secondaires, étaient tout aussi qualifiés que leurs camarades des collèges de l'ancien type à l'égard des acquisitions intellectuelles, malgré la profonde différence des moyens employés pour leur assurer le bénéfice de ces acquisitions. Aujourd'hui le problème se trouve résolu.

Il l'a été en premier lieu, grâce au dévouement et à l'habi-

leté des professeurs, qui n'ont ménagé ni leur temps ni leur peine. Et ce n'est pas seulement aux professeurs des classes d'examen que cet hommage doit être rendu. Les maîtres et maîtresses des autres classes ont une grande part dans le succès final. On sait, en effet, que c'est, la plupart du temps, l'ignorance ou la connaissance insuffisante de notions très élémentaires qui cause les échecs : mauvaise écriture, orthographe ultra-fantaisiste, inexactitudes de calcul, incapacité de déterminer avec précision la place logique ou la fonction d'un mot dans une phrase latine d'après sa désinence, etc. Si un élève de première, suffisamment formé, par ailleurs, sait mal telle ou telle partie de son examen, le remède est très simple, il n'a qu'à l'apprendre. Mais que faire s'il écrit comme un chat ; s'il lit tout de travers les mots qu'il ne connaît pas d'avance et ne peut pas, par suite, en retenir l'orthographe ; s'il se trompe dans sa table de multiplication ? il est trop tard pour remédier à ces fâcheuses lacunes. l'élève n'a plus le temps nécessaire pour cela et le professeur doit se consacrer à d'autres soins. C'est donc au début des études que les maîtres et maîtresses doivent se montrer intransigeants sur ces matières. Ils le doivent d'autant plus que l'intérêt de tous est en jeu, aussi bien celui des futurs non-bacheliers que des futurs bacheliers. On peut à merveille se passer de diplômes, mais on doit toujours savoir très bien lire, écrire et compter. Il y a plus, et le rôle des professeurs de classes élémentaires ne se borne pas à cet enseignement des premières et indispensables notions. Ils ont beaucoup plus à faire ; ils ont à ouvrir l'esprit des enfants, à leur donner le goût de s'instruire, à éveiller en eux l'intérêt, la curiosité d'apprendre et de comprendre. Voilà de grands mots et je m'en excuse ; pourtant je ne crois rien exagérer. A l'École des Roches, en particulier, il a été obtenu d'excellents résultats par la préoccupation que l'on a eue d'expliquer aux enfants *pourquoi* on leur enseigne telle ou telle chose, de susciter chez eux le désir de l'apprendre pour résoudre telle question de nature à les intéresser. Combien d'enfants, au contraire, sont dégoûtés à tout jamais de leurs études par la façon rebutante et inintelligente

dont on les leur présente au début! « Aujourd'hui, mes enfants, vous apprendrez la première déclinaison... » A quoi cela, répond-il? Pourquoi ce mot change-t-il tout le temps? J'ai bien appris à parler français sans y mettre tant de façons!... ce sont là des inventions de cuistres... Ainsi raisonne l'enfant, quand il raisonne. La plupart du temps, il s'en dispense, apprend sa déclinaison sans peine s'il a de la mémoire, s'y applique s'il est consciencieux, pense à autre chose ou cause avec son voisin, dans le cas contraire. Mais, quelle que soit la solution, il a l'impression d'une chose convenue, imposée par une volonté supérieure sans utilité apparente; il se sent tyrannisé. Quelques années plus tard, quelques mois peut-être, il découvrira, tout à coup, la raison d'être de ce rudiment fastidieux, mais il ne sera plus temps. Ainsi les mauvaises méthodes employées dans les petites classes sont responsables de la plupart des cancres qui prennent une attitude d'indifférence défensive vis-à-vis de tout enseignement et la gardent souvent jusqu'au terme de leur période scolaire. Mais que les professeurs des petits se préoccupent de se mettre à leur portée, de les intéresser, non seulement ils feront pénétrer dans leur cerveau d'utiles notions, mais ils rendront possible et efficace la tâche de leurs successeurs. Le *Journal de l'École* a publié à différentes reprises des communications provenant soit des maîtres et maîtresses de ces classes, soit de leurs élèves, qui montrent à quel degré remarquable la première initiation des enfants aux éléments de l'instruction est bien comprise à l'École des Roches.

Quels que soient le talent et la bonne volonté des professeurs pris individuellement, des résultats d'ensemble supposent quelque chose de plus, une coordination de tous leurs efforts, un contrôle général de leur enseignement. Nous n'accomplirons qu'une œuvre de justice en disant que la direction de M. Bertier a fourni cet élément. Tout d'abord, ses inspections journalières le mettent en mesure de se rendre un compte exact de la marche des études, des qualités pédagogiques des maîtres, de l'attention et des progrès des élèves. Elles lui fournissent aussi l'occasion d'interventions discrètes; elles lui per-

mettent de mesurer l'effet des procédés employés, de signaler à temps les lacunes qui peuvent se produire entre les divers enseignements. Mais la fonction du Directeur ne se borne pas à cela. Il lui faut aussi veiller à maintenir l'ensemble de l'instruction dans la ligne générale qui inspire l'École des Roches. C'est à lui également qu'incombe le soin d'assurer un juste équilibre entre les exigences d'une bonne formation intellectuelle et celles d'une bonne formation physique et morale. La combinaison des horaires, le règlement des heures consacrées à chaque exercice offrent à ce point de vue de constantes difficultés auxquelles une solution immédiate doit toujours être appliquée. Les observations dont lui font part les visiteurs bénévoles qu'attire à l'École la curiosité éveillée par une organisation nouvelle et progressive peuvent, dans une certaine mesure, faciliter sa tâche et concourent à l'heureux résultat que nous constatons. D'une façon plus précise et plus décisive, les inspections passées à intervalles réguliers par des maîtres expérimentés, étrangers à l'École, lui donnent une sérieuse garantie de la valeur générale de l'enseignement.

Enfin nous ne devons pas passer sous silence les résultats des examens auxquels se présentent les élèves au sortir de leurs études. Depuis 1905, d'après les feuilles annuelles que j'ai sous les yeux, sur 67 candidats, nous comptons 56 succès, dont près de la moitié avec mention. C'est là, on en conviendra, une proportion des plus satisfaisantes. Actuellement, on peut dire que la seconde étape est franchie : les élèves de l'École des Roches, plus développés que leurs camarades à l'égard des sports, des langues vivantes, de la musique, des connaissances pratiques, plus formés au point de vue du caractère, ne leur cèdent en rien dans les épreuves officielles.

III

Dès à présent, nous voyons clairement se dérouler devant nous la troisième étape. Et ce sont nos anciens qui nous aide-

ront à l'accomplir. Jusqu'ici l'École, fidèle à sa devise, a fait de son mieux pour que les garçons qu'elle élève soient « Bien armés pour la vie ». Mais elle se trouve un peu dans l'embarras d'une armée qui n'a pas encore fait la guerre. C'est à la suite d'une campagne que l'on peut introduire d'utiles réformes. On sait, en effet, quels services a rendus telle arme, quelles déceptions telle autre a causées; comment tel détail d'équipement négligé doit être réglé. Nous ne connaîtrons bien ce que vaut l'éducation reçue aux Roches que lorsque nos anciens en auront montré les fruits par l'expérience de leur vie, et cette expérience nous permettra d'opérer les redressements nécessaires, de fortifier les points faibles, d'insister sur les éléments qui rendent le mieux. Heureusement il n'est pas nécessaire de déchaîner le fléau de la guerre pour nous donner cette leçon. Les luttes de l'existence quotidienne y suffisent.

Déjà la dernière réunion des anciens élèves nous a fourni quelques indications intéressantes. Nous avons constaté en premier lieu qu'aucun d'entre eux ne paraît avoir embrassé la carrière de l'oisiveté. Étant donné que cette carrière est, aujourd'hui encore, passablement encombrée dans les milieux aisés, c'est un résultat notable. Je relève sur la liste 26 jeunes gens déjà entrés dans le commerce ou la banque, c'est la catégorie la plus nombreuse. Plusieurs sont à l'étranger, à Londres, à Hambourg, au Canada. Il faut rattacher à cette catégorie 3 élèves d'écoles commerciales. L'industrie occupe, à des titres divers, 11 anciens; 4 autres sont élèves à l'École industrielle de Lausanne ou au *Polytechnicum* de Zurich; 3 à l'École Centrale; 7 ont obtenu ou préparent le diplôme d'ingénieur électricien, 5 celui d'ingénieur chimiste. Onze font de l'agriculture ou s'y préparent, à l'Institut agronomique, à l'école de Gembloux; deux d'entre eux sont déjà installés à l'étranger, l'un au Canada, l'autre en Argentine. Le commerce, l'industrie et l'agriculture ont donc les préférences de nos anciens, puisque 70 d'entre eux se sont tournés vers ces carrières fondamentales. Viennent ensuite 9 élèves de l'École des Beaux-Arts, des Arts décoratifs, de la *Schola Cantorum*; 7 étudiants

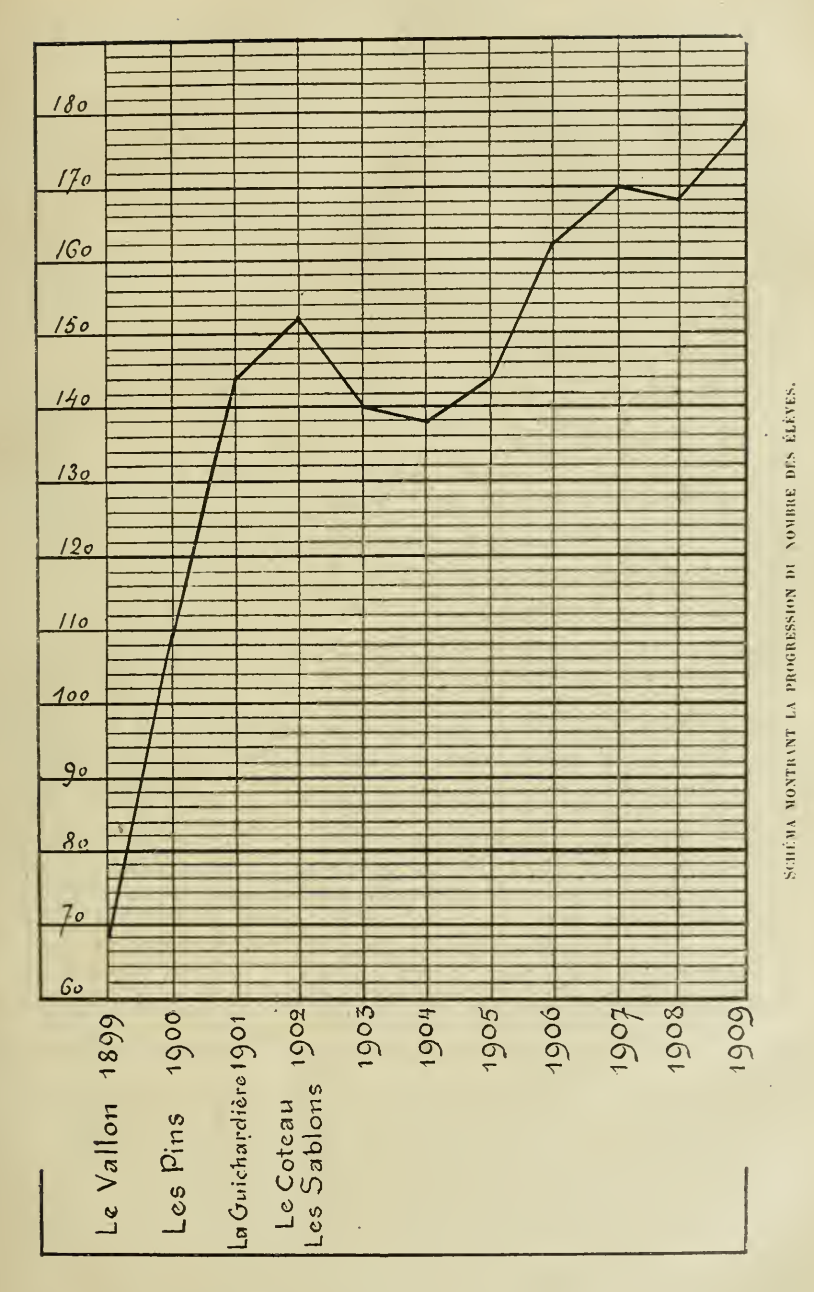


Schéma montrant la progression du nombre des élèves.

en droit ou avocats; 5 étudiants en médecine ou pharmacie;

4 aspirants aux écoles militaires, 1 professeur de sciences, enfin 1 ancien élève s'occupant de politique. On voit que la variété ne fait pas défaut; mais il est clair que les carrières libérales et les fonctions publiques sont beaucoup moins recherchées que les professions pratiques et libres. L'orientation générale de l'École a donc été celle qui convenait. Elle a poussé la grande majorité des garçons vers la vie la plus indépendante, vers les métiers jusqu'ici trop négligés chez nous de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. C'était là un des buts principaux de l'Éducation nouvelle.

Mais nous nous rendons parfaitement compte que ce premier et très appréciable résultat a besoin d'être complété. Il ne s'agit pas seulement de préparer des agriculteurs, des industriels, des commerçants et aussi des artistes, des avocats, des militaires, des professeurs. Il ne suffit pas que nos anciens choisissent une profession et la poursuivent sérieusement. Il faut qu'ils deviennent des hommes éminents dans leur profession. C'est, du moins, le but auquel nous devons tendre. Et, pour cela, il est indispensable qu'ils emportent de l'École des Roches les éléments d'une culture générale qui leur permette, tout en s'appliquant à l'exercice de leur profession, de ne pas s'y renfermer étroitement.

Cela est de toute première importance. L'expérience de la vie montre, d'une façon indéniable, que tous les hommes qui s'élèvent au premier rang dans une spécialité sont capables de comprendre autre chose que cette spécialité. Ce sont des spécialistes, mais ce sont surtout des hommes. Ils connaissent les tenants et aboutissants de leur spécialité, et par là ils en découvrent le rôle et la raison d'être. Par là aussi, ils acquièrent des vues plus profondes sur les conditions de la prospérité, des vues plus lointaines sur les possibilités de son développement. Ce sont eux qui dirigent leur spécialité.

L'École peut beaucoup pour poser les fondements de la culture générale qui leur permettra de jouer ce rôle. En réalité l'école secondaire est faite pour cela, précisément. C'est sa fonction essentielle. De même que l'école primaire doit nous pour-

voir des connaissances élémentaires indispensables à tous les êtres humains aujourd'hui sous peine d'être entravés dans l'acquisition de leurs moyens d'existence ; de même, l'école secondaire doit nous pourvoir des éléments d'une culture générale. Elle doit nous mettre à même d'apprendre ce que nous aurons besoin d'apprendre selon les circonstances. C'est pourquoi l'instruction secondaire est, à un certain point de vue, un luxe. Elle ne vise pas directement à la satisfaction des besoins premiers de l'humanité, à la pratique des métiers, comme l'instruction primaire ou l'instruction technique. Elle vise au développement intellectuel de l'homme lui-même. Jointe à l'éducation physique qui fait les corps vigoureux et à l'éducation morale qui fait les âmes bien trempées, elle forme les futurs dirigeants d'une société. A coup sûr, on peut citer des exemples de *self made men* éminents qui ont su se passer de cette formation première ; mais ils ont dû la remplacer par un énergique effort pour acquérir, souvent en pleine maturité, la culture générale qui leur faisait défaut. Encore, ces exemples sont-ils rares. De plus en plus, on constate, même dans les pays neufs, aux États-Unis par exemple, que les purs spécialistes, les hommes formés uniquement à la pratique de leur métier, arrivent plus jeunes aux premiers échelons, mais qu'ils sont dépassés au fur et à mesure que leur carrière se poursuit, par ceux qui sont entrés plus tard dans la profession avec le bénéfice d'une culture générale développante. Les *University men*, comme on les appelle, partent en retard, mais ce sont eux qui montent le plus haut.

Il s'agit donc pour nous d'éclairer et de préciser, par l'expérience que nous fourniront les anciens élèves, la méthode de culture générale la mieux appropriée aux besoins actuels. Il s'agit de tracer un programme des *Humanités contemporaines*, selon la très forte et très juste expression de notre ami Jean Périer. Ce sera la troisième étape de l'École. Elle n'est encore qu'à son début.

Paul de Rousiers.

DISCOURS PRONONCÉS A L'INAUGURATION DU BUSTE DE M. DEMOLINS (1)

LE 15 MAI 1910

Discours de M. Modeste Leroy

MESDAMES, MESSIEURS,

Si j'ai l'insigne honneur, aujourd'hui, de présider cette cérémonie et d'y prendre la parole à côté d'hommes éminents, de savants renommés, je le dois beaucoup à des sympathies que je me fais un devoir très doux de remercier tout de suite et de grand cœur, mais je le dois un peu, aussi, à ma qualité de député de la deuxième circonscription d'Évreux; et, voilà, en vérité, une grave raison de plus pour moi de continuer à ne point compter — tant qu'existera l'École des Roches, c'est-à-dire pour très longtemps encore, si l'on en juge par sa prospérité — parmi les partisans du changement de mode de scrutin! Cette fête m'est, en tous cas, une nouvelle occasion de me réjouir que le hasard ait fait naître ici même cet Établissement dont j'ai toujours suivi avec un vif intérêt l'esprit et les progrès et dont, à la Tribune de la Chambre, dès le mois de février 1899, je saluais la venue au monde scolaire.

Dans un discours que je prononçais sur la réforme de l'enseignement secondaire, après avoir constaté que l'ouvrage de M. Demolins : *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons* éveillait à propos l'attention publique, en faveur de la refonte de notre enseignement, j'ajoutais : « Nul plus que moi, Messieurs, n'a applaudi à l'apparition de ce livre qui a provoqué en France de salutaires réflexions, et, aujourd'hui, j'applaudis d'autant plus volontiers que l'auteur, joignant l'acte à la parole, vient de fonder l'École des Roches où sera essayée, compte tenu de notre tempérament, l'éducation anglaise. Certes, c'est faire œuvre éminemment utile pour notre race que de lui proposer comme exemple cette éducation britannique, l'aversion de l'Etat-providence, et l'indépendance d'esprit qu'elle assure, la confiance en soi qu'elle donne, l'initiative et la hardiesse d'entreprise qu'elle développe ».

Je le répète encore maintenant, Messieurs, le grand mérite de Demolins, après avoir été l'homme de la pensée, a été d'être l'homme de la réalisation. Sans doute, d'autres avant lui avaient eu la vision très nette de ce qu'il y avait de défectueux dans notre système d'éducation; mais personne encore n'avait

(1) La *Science sociale* de juin a publié le discours prononcé à cette même occasion par M. de Rousiers.

eu l'audace de passer « de la parole à l'acte » et d'édifier matériellement, en face d'un système suranné, un système plus jeune et plus vigoureux, d'introduire, non plus par la discussion mais par le fait, dans notre éducation anémiée et anémiante, l'air, la lumière et le mouvement qui lui manquaient. Demolins a eu ce courage-là ; et c'est surtout pourquoi nous devons célébrer sa mémoire.

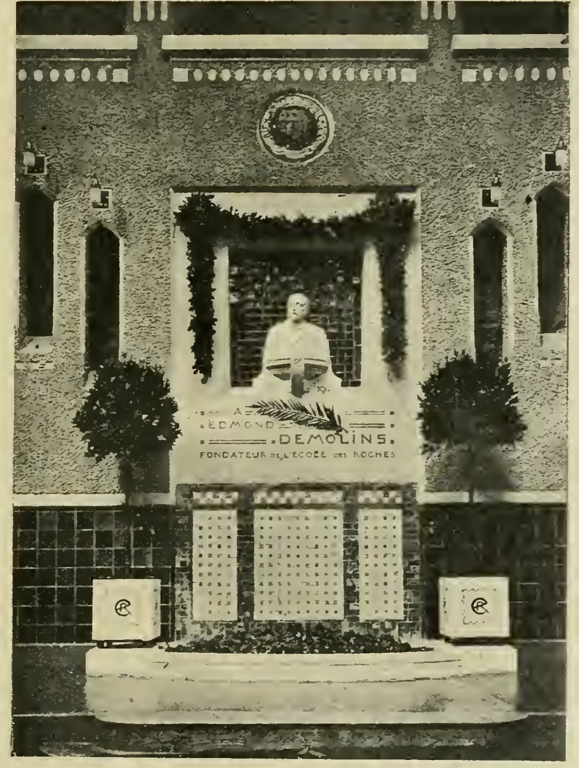


Photo Darier.

BUSTE DE M. DEMOLINS (LENOIR, SCULPTEUR).

D'autres aussi avant lui avaient, je ne l'ignore pas, aperçu ce qu'il pouvait y avoir de bon à prendre dans l'éducation britannique. Taine, dont nous nous devons de ne pas accepter toutes les affirmations osées et toutes les critiques passionnées, mais dont nous sommes obligés d'admirer la vaste intelligence et presque le génie, écrivait en 1871, dans ses *Notes sur l'Angleterre :*

« L'adolescence se passe chez nous (en France) sous une cloche artificielle, à travers laquelle suinte l'atmosphère morale et physique d'une capitale : chez eux (les Anglais), à l'air libre, sans séquestre d'aucune sorte, dans la fréquentation constante des champs, des eaux et des bois. Or, c'est un grand point

pour le corps, l'imagination, l'esprit et le caractère que de se développer dans un milieu sain, calme et conforme aux sourdes exigences de leurs instincts. »

Et plus loin encore :

« Il n'y a pas en Angleterre de séparation profonde entre la vie de l'enfant et celle de l'homme fait : l'École et la société sont de plain-pied, sans mur ou fossé intermédiaire ; l'une conduit et prépare à l'autre. L'adolescent ne sort plus comme chez nous d'une serre à compartiments, d'un régime exceptionnel, d'une atmosphère spéciale. Il n'est pas troublé, désorienté par le changement d'air. Non seulement, il a cultivé son esprit, mais encore il a fait l'apprentissage de la vie. Non seulement il a des idées, mais encore ses idées sont appropriées au monde qui le reçoit... En ce qui concerne la formation du caractère, l'éducation anglaise prépare mieux au monde et fait les âmes plus saines. »

Tout cela est vrai, Messieurs. La Révolution, qui a renouvelé tant de choses, n'a pas eu le temps de doter la France d'un système d'éducation secondaire répondant aux mœurs et aux besoins de l'époque, et l'Empire s'est contenté de reprendre l'enseignement des siècles précédents auquel il ajouta la compression d'une discipline de caserne. Dans les salles surchauffées du lycée, on enfermait l'enfant sans se préoccuper de fortifier son corps, de développer son activité, de lui ouvrir l'horizon et l'espace. En outre, l'acquisition de l'instruction, le désir d'affiner encore et toujours l'intelligence prenaient dans l'éducation une place si importante qu'il n'en restait plus pour la formation du jugement et du caractère. Et c'est ainsi que trop souvent le jeune homme sortait du collège les oreilles pleines et l'esprit vide.

Introduire dans notre éducation, comme le fit Demolins, les meilleurs principes de l'éducation anglaise moderne, c'était revenir à une méthode plus naturelle. Et ce mot « naturel » nous le retrouvons à chaque instant sous la plume du fondateur de l'École des Roches, principalement dans la préface de son livre l'*Éducation nouvelle*. Il veut, dit-il, « dans cette école, établie à la campagne, des méthodes plus naturelles pour l'enseignement des langues anciennes... une vie plus libre, plus naturelle et plus fortifiante aussi bien pour le corps que pour l'esprit ».

Or, ce retour à la nature, Messieurs, peut-il ne pas vous rappeler l'un des plus beaux, l'un des plus suggestifs traités d'éducation qui aient jamais été écrits : l'*Émile* de Jean-Jacques Rousseau? N'autorise-t-il même pas à professer que Demolins fut, jusqu'à un certain point, un disciple du grand philosophe? Oh! je sais bien qu'on a beaucoup critiqué l'*Émile* de Rousseau! Je sais bien qu'on a vu dans son œuvre une invitation à « restaurer en nous l'orang-outang, primitif exemplaire de notre humanité ». Mais juger ainsi cette œuvre, c'est la mal connaitre, ou tout au moins la mal interpréter. Rousseau n'interdisait pas de cultiver l'intelligence de l'enfant; il ne défendait point d'essayer de le rendre meilleur par une éducation réellement bien comprise; il entendait seulement que cette culture intellectuelle ne fût pas notre unique but, et surtout qu'elle ne devînt pas prétexte à comprimer et étouffer les dons naturels. Il inventait, en somme, « l'éducation intuitive » que l'on peut résumer ainsi : enseignement aussi complet que possible, sans oublier que l'enfant possède déjà une personnalité; ses curiosités même les plus naïves,

sont respectables; loin de nous efforcer d'arrêter sur ses lèvres les innombrables « pourquoi » en nous contentant d'y répondre par de très secs « parce que », nous devons encourager ces dispositions qu'il montre à s'instruire lui-même; enfin, au lieu de prétendre lui imposer brutalement notre pensée comme un joug, il faut « ne pas détester, selon le mot de Renan, le disciple qui pense le contraire de notre pensée, sauf quand c'est taquinerie, car, sauf en ce cas, celui-ci est probablement notre vrai disciple, celui qui nous a entendus, tandis que son voisin est peut-être un paresseux qui n'a fait que nous écouter ».

Cela, Messieurs, un autre de nos plus illustres moralistes, Montaigne, l'avait dit avant Rousseau, sous une autre forme. « Qu'on mette à l'enfant en fantaisie une honneste curiosité de toutes choses. Tout ce qu'il y aura de singulier autour de lui, il le verra : un bâtiment, une fontaine, un homme, le lieu d'une bataille ancienne... Ce sont choses très plaisantes à apprendre ». Sans aucun doute, et peut-être même pourrait-on adresser, à l'un comme à l'autre, le reproche que cette éducation est surtout attrayante, plutôt que forte, et qu'elle néglige un peu le developpement de la volonté dont la base est l'enseignement de la loi du devoir. Mais, si nous la complétons, précisément, par cette loi du devoir, nous aboutissons à une éducation à la fois attrayante et forte qui me semble être celle que Demolins a rêvée et réalisée.

Et je me demande alors si c'est bien d'Angleterre que nous sont venues ces nouvelles méthodes d'éducation? Comme tant d'autres idées qui ont fait, elles aussi, le tour du monde, ne sont-elles pas parties de France pour y revenir? Je me demande en un mot si ce système d'éducation n'est pas au fond d'origine bien française?

En tous cas, l'influence de Jean-Jacques Rousseau est ici indéniable et il n'est pas moins évident que, des principes et méthodes d'éducation de l'auteur de « l'Emile », découle cette autre vérité : Dans une nation, il ne faut pas qu'une seule forme et comme un seul moule à façonner les cerveaux. La diversité des tempéraments, l'inégalité des esprits, la multiplicité des exigences sociales demandent des systèmes d'éducation et d'enseignement nombreux, variés et souples. C'était là, pour Demolins, article de foi. Il voulait qu'il en fût ainsi dans l'intérêt de l'individu et aussi, par conséquent, dans l'intérêt de la société. En effet, Messieurs, ne pas instruire tous les petits Français de la même façon, réserver l'enseignement classique, complètement classique, à une élite intellectuelle, — même en démocratie, n'ayons pas peur de certains mots — diriger chacun vers des études plus appropriées à ses aptitudes particulières comme aux besoins divers du pays, créer des écoles spéciales, préparant aux professions industrielles, commerciales, agricoles ou coloniales, n'est-ce pas le but que doit poursuivre une éducation vraiment nationale? N'est-ce pas tout ensemble sauvegarder les intérêts de notre haute culture et assurer la prospérité économique du pays, c'est-à-dire conserver le renom et augmenter l'influence de la France. Enseignement utilitaire — objecteront quelques rhéteurs littéraires avec un dédain que ne connaissait pas Diderot proclamant que « l'objet des écoles publiques est l'utilité ». — A leur dédain, il est vrai, Berthelot répondit naguère, dans un article retentissant : « Ce mot, utilité, auquel on attachait autrefois une

sorte de signification servile, embrasse en réalité tous les fruits du travail humain, dont la dignité n'est pas moindre dans l'ordre manuel que dans l'ordre intellectuel. La civilisation tend d'ailleurs à rapprocher de plus en plus ces deux ordres par l'obligation d'une éducation scientifique, indispensable pour l'exécution même des travaux mécaniques et agricoles. »

Vous devez également partager cette opinion, vous, Monsieur de Rousiers, qui, dans votre si remarquable étude sur la puissance commerciale de l'Allemagne, avez constaté que l'une des causes du développement des forces productrices de cette nation est, au point de vue agricole, par exemple, « l'initiative individuelle de propriétaires actifs et scientifiquement préparés à leur tâche ». Aussi est-ce avec la curiosité la plus agréablement satisfaite que j'ai lu les pages où vous nous montriez « des paysans, disposant de moyens modestes, mais consacrant deux, trois ou quatre années à suivre des cours de chimie agricole, d'agronomie, pour appliquer ensuite les connaissances ainsi acquises à l'exploitation de leur patrimoine ».

Vous ne serez donc pas surpris, Messieurs, que, partisan, moi aussi, de la diversité des enseignements, j'aie vu d'un œil on ne peut plus favorable, la création dans ma circonscription, que dis-je, à ma porte, de cette École des Roches. En face de l'Université qui, peu après, devait reconnaître les insuffisances et les dangers d'un type uniforme d'enseignement, elle surgissait non comme une ennemie, mais comme une auxiliaire et, par quelques côtés tout au moins, comme un modèle à suivre. Dès lors, elle est restée l'un des établissements d'enseignement libre pour lequel nous avons le plus d'estime et de sympathie, nous, les défenseurs de l'enseignement public, précisément parce que nous voyons en elle une des rares écoles vraiment indépendantes. Nous lui savons gré d'avoir contribué à transformer par son exemple, les méthodes d'éducation de notre Université. Celle-ci, du reste, avec une honnêteté et une liberté d'esprit auxquelles tous, dans cette Maison, rendent un sincère hommage, commençait à poser devant le public, le problème de l'éducation, elle essayait bien de briser les murailles étroites dans lesquelles on la tenait enfermée. Il y avait bien, parmi nos jeunes professeurs, parmi nos proviseurs, des hommes se rendant compte de ce besoin d'air, de mouvement et de liberté dont souffraient les collégiens. Mais toutes les tentatives de réformes n'étaient que timides et partielles. Demolins vint, qui, par son livre d'abord, par son acte ensuite, leur donna l'impulsion définitive.

C'est en effet, depuis une dizaine d'années, que l'on a résolument introduit dans nos lycées et collèges les jeux de plein air dont Montaigne indiquait déjà la nécessité lorsque, parlant de la jeunesse, il écrivait : « Ce n'est pas assez de lui roidir l'âme, il lui faut aussi roidir les muscles. » Jean-Jacques Rousseau de son côté, voulait que l'éducation physique précédât l'éducation intellectuelle : or, pouvait-on appeler exercices physiques, les lentes et mornes promenades que nous faisions jadis par groupe de deux ou trois autour de notre cour de récréation en devisant gravement de choses futiles? L'éducation britannique, au contraire, fait peut-être la part un peu trop belle aux exercices violents, aux jeux parfois brutaux. Il convient d'adopter une plus juste mesure, et c'est ce qui a été fait, d'abord à l'École des Roches, et plus tard dans un grand nombre de nos établissements.

L'œuvre de Demolins a eu, Messieurs, une autre influence très heureuse. Grâce à lui — du moins en partie — les classiques ataviques que nous sommes, ont compris enfin l'importance capitale que doit prendre dans l'éducation contemporaine la connaissance des langues étrangères, non plus seulement la connaissance théorique ou littéraire, mais surtout la connaissance pratique, par la méthode directe, méthode maintenant si fréquemment employée et si féconde en résultats : l'anglais et l'allemand n'apparaissent plus aux élèves comme les langues mortes, simples prétextes à de fastidieux exercices scolaires; elles sont vivantes, bien vivantes, comme les enfants qui les parlent et qui, par elles, pourront plus tard devenir des négociants avisés, des industriels avertis, des agriculteurs renseignés.

N'est-ce pas à Demolins, enfin, que nous devons cette autre réalisation : l'échange, d'école à école, pour l'étude des langues étrangères, de jeunes gens de nationalités diverses! Hardiesse qui heurtait terriblement les timidités de la mère de famille française! Simple en sa conception, très modeste en ses premiers résultats, cette initiative était presque une révolution dans nos mœurs. Elle trouva néanmoins même dans nos lycées de nombreux imitateurs qui firent leur cette devise : « La connaissance de l'étranger est le commencement de la sagesse ». Les enfants de différents pays, parfois de pays opposés de sentiments, d'intérêts et de goûts, apprennent ainsi à se connaître, par conséquent à s'estimer, et ces enfants devenant des hommes à leur tour, qui sait si de nouveaux rapprochements n'en résulteront pas pour le bien de notre patrie et de la paix? Ce ne sera pas, Messieurs, le moindre service rendu par Demolins à la France qu'il plaçait au-dessus de tout!

En résumé, Demolins a démontré qu'il ne suffisait pas d'étaler devant l'enfant les pensées des autres et, suivant l'expression de M. Lanson, de l'écœurer de littérature sans même en faire un lettré! Il a prouvé que l'éducation de la volonté et du jugement doit avoir une importance plus grande encore que l'acquisition du savoir; et, désormais, à son exemple, les maîtres clairvoyants cherchent avant tout, quand on leur confie un enfant, à « l'armer pour la vie », c'est-à-dire à lui apprendre l'action et l'énergie, à faire de lui un homme de son temps et un homme de décision, au caractère droit comme à l'esprit libre, un bon citoyen en même temps que « l'honnête homme » du xxe siècle.

Son œuvre a donc une portée sociale considérable. Il était juste, dès lors, que sa haute figure de pédagogue désintéressé se dressât dans cette École dont il a été le père.

Il fut hier à la peine; le voilà aujourd'hui à l'honneur.

Le nom de Demolins appartient à l'histoire de l'éducation nationale de la France!

Discours de M. Bertier.

Combien je regrette, Mesdames et Messieurs, de n'avoir pas cédé ma place à un de nos anciens élèves. Il aurait dit, beaucoup mieux que je ne saurais

le faire, la reconnaissance que tous nos anciens doivent à M. Demolins, et, à l'occasion de cette Décennale, il vous aurait raconté avec entrain l'histoire des premières années de l'École.

Les anciens m'autoriseront pourtant à parler en leur nom. Aussi bien, ne suis-je pas moi-même un ancien élève des Roches? Quand je suis arrivé ici, il y a bientôt dix ans, quelques années seulement me séparaient des aînés et je me hâte d'ajouter que l'âge était entre nous la seule barrière, car nous nous trouvions tous unis par le même enthousiasme, la même confiance dans le fondateur de notre École, la même croyance à la grandeur de son œuvre et la même volonté de l'accroître encore.

De plus, s'il est vrai de dire — et c'est très vrai, je crois — que l'éducation dure toute la vie, j'ai conscience d'avoir été ici et d'être encore un élève et d'y avoir fait — comme tous ceux qui y sont venus, sincères et loyaux — une bonne partie de mon éducation.

Enfin, les premiers élèves ne se rapprochent-ils pas des premiers professeurs, en ce qu'ils sont, presque au même titre que nous, les fondateurs de cette œuvre? Tout comme nous, ils ont été à la peine, il est bien juste qu'un peu de la gloire actuelle leur revienne. Ils peuvent, avec une légitime fierté, redire avec nous l'histoire de l'École.

Tout le monde connaît son histoire extérieure. Elle commençait en octobre 1899 avec 50 élèves et une seule maison. Aujourd'hui, elle a cinq maisons et 180 élèves. De 10 professeurs, elle a passé à 40, de 4 salles d'études et de classes à 23 et bientôt 25. Une chapelle s'est élevée, le bâtiment des classes a été doublé, des laboratoires se sont créés, les travaux pratiques ont augmenté en nombre et en importance.

Je puis ajouter, sans blesser l'orgueil des anciens, qu'on travaille un peu plus aujourd'hui qu'autrefois.

Le bon temps des deux après-midi libres par semaine, des dimanches sans travail, l'âge d'or des toutes petites classes bien intimes, où le travail du maître dispensait souvent l'élève de l'effort personnel, les bonnes classes-promenades, les bonnes soirées passées ensemble à lire, à jouer et parler, que tout cela est loin déjà !

Nous n'avons plus d'après-midi complètement libres, les professeurs sont devenus terriblement exigeants, nos dimanches ont deux heures d'études; les soirées sont presque toujours sérieusement occupées. Aux travaux pratiques, on peine, et notre idéal serait qu'on peinât plus encore. Cruels, nous exigeons que, même pendant les temps libres, on ne flâne plus et qu'on s'occupe. Ah! ce n'est plus du tout la bonne école de la première année ! « où, comme le disait spirituellement l'un d'entre vous, on avait tous les droits et presque celui de ne rien faire ». Et laissez-moi croire, mes amis, que nous sommes en progrès.

Les premières années ont été — c'était normal et presque nécessaire — une réaction contre un intellectualisme exagéré, contre un excessif travail de tête. Il fallait crier bien fort « Vive les jeux »! et les faire vivre. Il fallait développer les poumons, il fallait prendre le temps — ce qu'on n'avait pas fait beaucoup jusque-là, en France — de s'occuper de l'éducation morale, d'être proprement, non pas une école d'instruction, mais avant tout une école d'éducation.

Aujourd'hui, la trouée est en partie faite, la victoire des jeux assurée, la justice rendue au développement du corps et à la vie en plein air. Nous pouvons sagement, tout en gardant de l'École du début l'essentiel, développer l'éducation intellectuelle et la formation humaine. Au moment où les Américains, comprenant ce qui leur manque, se tournent vers la culture latine et se l'incorporent, nous n'avons pas le droit de la supprimer chez nous. Ils vont demander aux classiques une formation qui complète celle qu'ils avaient auparavant, mais ils se gardent bien d'abandonner la première. Faisons de même. Gardons la solide formation que, nous Français, nous avons héritée des Grecs et des Latins et empruntons aux Anglo-Saxons les qualités qui nous manquent.

Nous regrettons bien des choses de l'École du début : nous regrettons ce moment où l'École tout entière ne formait qu'une famille, où tous se connaissaient bien et étaient vraiment des amis les uns pour les autres.

Aujourd'hui, c'est la maison, non plus l'École, qui est pour chacun de nous la famille, et cela est une conséquence forcée de notre développement même.

Nous regrettons un peu aussi l'enthousiasme des débutants qui forcément s'est calmé au fur et à mesure que les obstacles diminuaient, et que l'organisation de l'École se faisait plus solide et plus stable.

Nous regrettons surtout de ne plus avoir au milieu de nous le Fondateur de l'École, à qui la création de l'œuvre ne suffisait pas, mais qui en restait encore la Providence. Et cette deuxième tâche était plus difficile peut-être que la première. Vous rappelez-vous les belles joutes auxquelles nous assistions, surtout le samedi soir à la Guichardière, vous rappelez-vous son esprit, ses mots à l'emporte-pièce, les préfaces parfois si amusantes, d'autrefois si énergiques, qu'il faisait aux conférences de nos invités? Vous rappelez-vous ses conférences à lui, si lumineuses et si diverses? Vous rappelez-vous surtout comme il savait faire comprendre à ceux qui partaient le joyeux devoir du travail viril, de l'audace et du risque? Quel optimiste il était et comme il savait faire partager sa mâle confiance en la bonté de la vie!

Nous essaierons tous ici, de toutes nos forces, de rester fidèles à sa pensée, et notre premier devoir est de nous inspirer de son exemple. Ollé-Laprune aimait à redire qu'on agit plus par ce que l'on est que par ce que l'on dit ou par ce que l'on fait, et l'abbé de Tourville, sous une autre forme, confirmait encore la même vérité. Quelle lourde tâche pour nous que de vous donner par notre vie une idée de ce que devrait être la vôtre! Et le succès est pourtant à ce prix.

Je vous disais tout à l'heure que notre éducation se continuait toute la vie. C'est vrai, nous l'avons faite ici à mesure que nous faisions la vôtre et nous sentons bien que nous ne serons dignes de cette École que dans la mesure où nous réaliserons dans notre vie l'idéal que nous vous proposons. Cet idéal que Demolins avait emprunté en partie aux Écoles de Bedales et d'Abbotsholme et qui lui avait paru être l'aboutissement de la science sociale, se trouve être confirmé aujourd'hui par toutes les sciences. L'intuition géniale de notre fondateur devient une vérité pour tous les pédagogues. Physiologie et hygiène, psychologie, morale, science de l'éducation ont fait converger leurs conclusions vers celles de la science sociale, et, dans tous les pays du monde, des

éducateurs disciples de Rousseau, Kant, Pestalozzi, Herbert Spencer ont fondé des Écoles nouvelles.

Elles ont emprunté aux écoles anglaises — non pas seulement aux deux que je citais tout à l'heure, mais à toutes — ce principe fondamental qu'un homme vaut plus par le caractère que par la science et que la tâche première de l'éducateur, de celui qui veut, dans le plein sens du mot, élever un enfant, l'élever jusque la dignité d'homme, c'est de créer en lui un caractère. Avoir du caractère, c'est croire fermement au devoir et être fidèle à sa croyance; c'est avoir une parole et savoir la garder, c'est avoir le respect de soi-même, et ne devoir sa situation et son succès qu'à sa valeur personnelle et à son énergie.

Tant que cette École vivra — et, pour reprendre une devise célèbre — elle vivra, je l'espère, aussi longtemps que ses Roches demeureront inébranlées. — *donec moveantur,* — tant que cette école vivra, son premier souci sera de faire de ses professeurs, de ses capitaines et de ses élèves, des hommes de caractère.

Le caractère, certes, ne se mesure pas toujours aux muscles et à la largeur de la poitrine ; l'héroïsme a parfois habité dans de frêles corps d'ascètes. Mais il est vrai de dire, pour la grande majorité des hommes, que la vigueur morale ne va guère sans une vitalité foncière, sans de bons muscles et un sang généreux, et nous sommes prêts à faire ici tous les sacrifices pour que la culture physique de nos élèves soit toujours plus rationnelle et toujours plus complète. Nous ne dirons jamais, comme tel philosophe, que nous cherchons à faire de nos élèves de beaux animaux. Leur développement physique n'est qu'un stade et un moyen pour leur culture morale, et, dans le choix des jeux même, nous préférerons toujours ceux qui font apprendre la discipline et créent le sens social, en même temps qu'ils créent la santé.

Plus que jamais, nous nous efforcerons d'élever le niveau des études de l'École, non pas en gavant les mémoires, — ce serait les mettre immédiatement au-dessous de rien — mais en formant les intelligences, en rendant les enfants qui nous seront confiés vraiment plus intelligents.

Et il y a des moyens pour cela, il y a une manière d'enseigner toutes choses qui développe l'initiative intellectuelle, l'imagination, la sûreté de jugement et de goût, l'aisance du raisonnement. Les bons pédagogues la connaissent tous; mais elle exige plus de dévouement, car elle ne permet ni au professeur ni à l'élève de dormir sur le mol oreiller de la dictée.

Nous nous efforçons tous de la pratiquer, et pour rendre notre enseignement plus concret, plus assimilable, pour le faire pénétrer non seulement dans les cellules supérieures du cerveau, mais encore dans tout l'être, nous faisons appel au corps en même temps qu'à l'âme, nous voulons associer toujours plus nos travaux pratiques à notre enseignement et faire que nos élèves apprennent en agissant, suivant la formule heureuse et vraie de Dewey : « learning by doing ».

Et nous continuerons à faire passer des examens. On nous le reproche, je le sais, on nous appelle la « boîte à bachots » et on m'accuse d'être un universitaire à robe courte. Le reproche n'est pas sanglant et c'est, vous le voyez, le sourire aux lèvres que je l'accueille. Il est parfaitement justifié, si l'on veut dire par là, que nous faisons des bacheliers et plus peut-être qu'on

en fait ailleurs. Ce serait peut-être, aussi bien, déplorablement aveugle que de ne pas voir quelle arme précieuse, indispensable parfois, est l'examen dans ces luttes de la vie intense auxquelles nous voulons préparer nos élèves. Mais il est parfaitement injuste, si l'on veut dire que tout notre enseignement — programmes et méthodes — est subordonné à l'examen et conditionné par lui. Notre système n'a pas changé : c'est autour de l'éducation nouvelle, ou mieux de l'éducation harmonieuse et intégrale que continue à graviter notre petite planète. De temps en temps, le baccalaureat apparaît auprès d'elle, telle une comète brillante, légèrement empoisonnée si l'on veut, mais elle ne trouble pas plus notre vie que la comète de Halley ne révolutionnera la terre mercredi prochain.

Nous essayons de faire notre tâche de notre mieux, et pourtant tous ces efforts seraient stériles s'ils n'étaient pas préparés et soutenus constamment par les efforts des parents. Avec eux, nous sommes très forts, sans eux, nous ne pouvons rien. Un élève des Roches sera, non pas du tout ce que nous le ferons, mais ce que le feront sa famille et l'École, et sa famille plus encore que l'École. Aux parents qui m'entendent et qui, avec une indulgente bonté, veulent bien nous traiter en amis, je me permettrai de redire cette vérité parfois oubliée, même dans le milieu social des élèves des Roches : De grâce, ne considérez pas l'École comme une providence qui vous dispense de tout effort et transformera votre fils en un particulariste énergique, aidez-nous avant, pendant, et après l'âge d'école, à orienter sa pensée et son action, dans le sens du maximum de vie, et dans le sens du plein épanouissement de toutes ses facultés.

Puissions-nous tous, parents et maîtres, donner joyeusement à l'éducation, le meilleur de nous-mêmes; nous n'aurons pas seulement conscience de faire du bien à nos enfants, nous aurons encore la certitude et le sentiment de nous voir grandir à nos propres yeux.

Parmi les problèmes et les devoirs qui s'imposent à nous, il n'en est pas de plus clair, de plus urgent, en même temps que de plus grave, pour la vie de nos familles et le relèvement de notre pays !

Toast prononcé par M. Silhol, au dîner des Anciens Élèves.

Madame, Messieurs,

Après les très éloquents discours que vous venez d'entendre cet après-midi, ma voix vous paraîtra sans doute hésitante ou embarrassée, et les mots que je choisirai, bien impropres à exprimer fidèlement ma pensée. Cependant, je n'ai pas cru devoir garder le silence, songeant que, pour rendre un plus parfait hommage à M. Demolins, il ne serait pas tout à fait déplacé de faire entendre après la voix plus autorisée des amis et des maîtres, la simple voix d'un élève, surtout

quand il croit exprimer les sentiments de tous ceux qui sont présents ici.

Il y a déjà eu plusieurs fêtes d'anciens dans cette École, car, au bout de la dixième année, il y en a beaucoup qui ont acquis ce titre avec celui de « Monsieur » que nous donnent déjà les jeunes de maintenant, mais aucune de ces fêtes n'avait encore obtenu une pareille ampleur. C'est qu'il ne s'agissait pas simplement pour nous, aujourd'hui, de venir reprendre contact avec ces champs que nous avions si souvent parcourus autrefois, avec ces murs qui avaient abrité nos études... et nos rêves. Non, ce que nous désirions tous, c'était de sentir revivre et palpiter tout près de nous l'âme même de l'École, cette âme où nous retrouverons tous un peu de la nôtre, et à qui M. Demolins avait donné le souffle de vie.

On nous avait écrit il y a quelques jours : « Voici : l'homme qui, à l'heure où presque tous désespéraient de leurs forces, a su faire le merveilleux effort de créer cette école, l'homme qui vous a donné une jeunesse radieuse et ensoleillée, l'homme enfin qui a semé et cultivé dans vos cœurs toutes les forces joyeuses et confiantes de ceux qui doivent vaincre dans la lutte pour la vie ; cet homme n'est plus, et il s'agit aujourd'hui de célébrer sa mémoire d'une manière telle que les jeunes qui bénéficient de son œuvre, sans avoir eu le bonheur de l'approcher, comprennent quelle part fut la sienne et quelle profonde empreinte il a laissée dans tous nos cœurs ».

Vous le voyez, nous sommes tous venus et c'était bien la meilleure réponse à faire à un tel appel, réponse beaucoup plus éloquente que mes paroles et qui prouve que nous nous souviendrons, et que nous nous efforcerons de mener à bien dans la vie la très rude tâche de faire honneur à notre École et à notre maître.

L'ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DES ROCHES

Les premiers élèves des Roches avaient noué entre eux des liens d'amitié trop solides pour qu'ils consentissent à les voir se relâcher à mesure que viendrait, avec les carrières différentes, l'inévitable dispersion : en outre, ils gardaient tous un souvenir trop reconnaissant à leur École pour ne pas désirer rester en contact avec elle autant que leur nouvelle vie le leur permettrait. C'est de ces deux tendances qu'est née l'Association des Anciens.

Jusqu'en 1909, elle végète un peu, demain deviennent plus compter beaucoup de membres. Mais elle nt abdiquer ou se viable à la réunion du terme d'été de la mên mais soit que lieu aux Roches : des statuts sont élaborés et un comité soit trop nommé. L'hiver suivant, on lança les dîners mensuels pour grâce au dévouement du secrétaire Eysséric, ont de plus en plus de succès. Les Anciens, un peu épars jusqu'alors, reprennent contact entre eux et avec les professeurs, qui viennent le plus souvent possible assister à ces réunions. On sent alors nettement le besoin de donner un cadre solide à toutes les bonnes volontés qui se manifestent et de tirer un profit plus pratique des collaborations possibles.

Pendant les fêtes de la Décennale, où la majorité des Anciens s'est rendue, une longue séance a lieu où l'on met définitivement sur pied, non sans l'aide obligeante de MM. Périer, de Rousiers, Raverat et Bertier, de nouveaux statuts qui seront incessament distribués à tous les adhérents. Conformément aux votes émis, le nouveau Comité comprend onze membres, dont J. Demolins, président; Maurice Silhol et Léon Kenzinger, vice-présidents; Paul Watel, trésorier; Gaston Eysséric, secrétaire, Frank Haviland, Tripet, Serge André, de Rousiers, Jean Bessand, Jacques Musnier, membres.

Il y a deux groupes principaux, celui de Paris et celui de Londres. Ce dernier, qui sera placé sous la direction même de Jules Demolins et sous le haut patronage de M. Jean Périer, est appelé à rendre les plus grands services à ceux d'entre nous qui comptent séjourner en Angleterre : il facilitera, d'une part, la vie matérielle par une organisation de logement commun, actuellement à l'étude, et par un placement plus aisé des nouveaux arrivants dans les affaires ou maisons de commerce, grâce à une centralisation des renseignements et à l'aide obligeante de M. Périer ; il rendra, d'autre part, la vie intellectuelle plus intéressante et plus féconde par la collaboration de toutes ces jeunes intelligences, sous l'impulsion éclairée de M. Périer et de Jules Demolins.

Le groupe de Paris s'efforcera d'être aussi utile à ses mem-

quand il croit exprimer le[s]

sents ici.

Il y a déjà eu pl

au bout de la di

titre avec c

de mai

pa

…ientôt un local de réunion permanent. …s cas, et grâce à l'intérêt que plusieurs per-



UN GROUPE D'ANCIENS ÉLÈVES A LA FÊTE DE L'ÉCOLE.

sonnes occupant une haute situation dans le commerce ou l'industrie portent à l'École et à ses élèves, ceux qui sont à sa tête pourront offrir une aide utile aux débutants dans les affaires.

Donc, tout élève qui a passé deux ans à l'École peut et doit se faire inscrire à l'Association des Anciens en faisant simplement une demande au secrétaire, Gaston Eysséric, 136, rue de Vaugirard.

Maurice Silhol.

demain deviennent plus

nt abdiquer ou se
mais soit que
elle soit trop
tre pour
être

IMPRESSIONS RECUEILLIES SUR L'ÉCOLE DES ROCHES

Il nous a paru intéressant, à l'occasion des fêtes de la Décennale, de demander aux personnes qui connaissent l'École des Roches, — parents, anciens élèves, anciens professeurs, amis, — ce qu'ils pensent de l'œuvre qui se poursuit chez nous. Les réponses nous sont venues nombreuses et nous sommes heureux de donner ici le texte de quelques-unes.

Lettres de parents d'élèves

Paris, 13 juin 1910.

Cher Monsieur,

Comme vous le savez, mon fils aîné, aujourd'hui à l'École centrale, a passé deux baccalauréats à la fin de ses études aux Roches, mon deuxième fils succède à son frère à l'École en ce moment, et j'espère pouvoir vous confier un jour mes deux plus jeunes fils. Ceci prouve quelle est mon opinion sur l'École des Roches.

Vous me demandez pourquoi j'apprécie l'École? Il faudrait un volume pour répondre à cette question un peu indiscrète, car elle entraîne à une profession de foi sur d'importants sujets. Enfin je vais tâcher d'être bref.

Le prix élevé de pension à l'École des Roches (ce n'est nullement une critique, il est justifié), fait qu'elle ne peut avoir pour objet que l'éducation d'enfants de familles, dites aisées, de la bourgeoisie. Je ne parle donc que de cette seule catégorie d'enfants, le mot classe devenant suspect.

Les pères de mon âge ont pu juger de la génération élevée dans les lycées sous le second Empire et de la jeune génération élevée depuis 1870.

En face de la responsabilité lourde de faire de son enfant un homme, dans l'acception forte du mot, un père a le devoir de chercher à prévoir pour lui dans quel état social et dans quel milieu il

quand il croit exprimer [illegible]t il aura trente ans. Il constate alors que si
sents ici. [illegible] s'asseoir dans le fauteuil de son grand-père,
Il y a déjà eu [illegible]'y rester et que sans doute son fils n'en connaîtra
au bout de la di[illegible]. A des temps nouveaux, il faut une éducation nou-
titre avec c[illegible]
de mai[illegible]dant longtemps, dans le milieu dont je parle, les parents
pa[illegible] aient pleine satisfaction du devoir accompli, si leur fils ne mangeait pas avec ses doigts, avait des succès aux distributions de prix et, devenu grand, avait la réputation d'être raisonnable. Or tout cela ne prouve nullement que l'enfant est devenu un homme ; il peut toute sa vie rester un grand enfant si le mode d'éducation qu'il a reçu ne lui a pas donné du *caractère*.

J'estime donc que les difficultés de demain obligent les parents à *bien armer pour la vie* leurs enfants. Il faut que ces derniers comprennent que la fortune paternelle ou celle de leur future épouse ne seront que fort peu de chose à côté de leur valeur personnelle. Il faut qu'ils osent assumer les responsabilités au lieu de se noyer dans les anonymats dans lesquels chacun cherche des lauriers en cas de succès et où personne n'est responsable en cas d'erreur. Il faut donc que leur mode d'éducation (je ne dis pas d'instruction) les prédispose non seulement à savoir vouloir, mais à savoir vouloir le bien.

Imbu de ces idées, j'ai examiné dès 1899 les éducations données dans certaines pensions en Suisse et en Angleterre, puis en 1900, j'ai fait la connaissance de M. Demolins, dont l'École, bien jeune encore, répondait à mes vœux.

Depuis, j'ai vu l'École des Roches s'adapter de mieux en mieux au caractère français et former des jeunes gens ayant l'esprit latin que notre race ne doit pas renier, allié à l'esprit d'indépendance et d'initiative de la race anglo-saxonne.

Je crois que les hommes sortis ainsi d'une École où l'on cherche à former des caractères sauront vouloir et vouloir le bien, car dans cette éducation la morale n'est pas négligée, morale basée sur la religion comprise d'une façon élevée.

Je ne pense pas qu'il existe en France un groupement de professeurs éducateurs comme celui qui a été créé aux Roches, jeunes, intelligents, instruits, bien élevés, sachant se faire aimer de tous ces enfants dont ils partagent la vie.

Certains disent qu'ils ne sauraient remplacer les parents : moi je dis que surtout les parents ne sauraient les remplacer. Il ne suffit pas d'être père pour devenir éducateur, l'éducation est une science que bien peu étudient et qu'il est d'autant plus utile d'appliquer que les

aptitudes nécessaires à la vie sociale de demain deviennent plus difficiles à acquérir.

Loin de moi la pensée que les parents doivent abdiquer ou se soustraire à certains devoirs envers leurs enfants; mais soit que leur propre existence soit trop terre à terre, soit qu'elle soit trop occupée ou bien qu'elle soit trop agitée, ils doivent reconnaître pour le bien de leur enfant leur insuffisance comme éducateurs et être heureux de rencontrer, dans les Roches, une des rares Écoles d'internat de France où l'on ait la préoccupation de former non seulement des bacheliers, mais surtout des hommes sachant dans la vie marcher droit devant eux, la tête haute.

C'est donc bien sincèrement, cher Monsieur Bertier, que je vous félicite d'être à la tête d'une telle École, et vous prie de croire à ma reconnaissance, ainsi qu'à mes sentiments dévoués.

J. Musnier, *ingénieur.*

Paris, le 22 juin 1910

Cher Monsieur,

Vous me demandez pour quelles raisons j'ai été attiré par l'École des Roches et si elle a répondu à mon attente.

Le cadre d'une simple lettre est bien étroit pour renfermer la réponse qu'il me faudrait faire, si j'avais le souci d'être complet.

Je ne puis que vous dire brièvement l'histoire de mes idées.

A l'époque, déjà lointaine hélas! où, avec mes camarades de chaîne, je tournais en rond dans les cours ridiculement étroites du Collège Rollin, j'avais déjà ébauché, avec un ami très cher, le vague projet d'une école à la campagne.

C'était au mois de juillet 1880 ou 1881.

Nous venions de lire ensemble quelques-uns des merveilleux dialogues où le divin Platon présente son maître Socrate causant avec ses élèves et auditeurs, aux bords de l'Ilissos sur la destinée de l'âme humaine.

Je ne savais pas encore que l'Ilissos est un brave petit ruisseau traversant un paysage dénudé et rappelant les rigoles d'eau courante qui coulent le long de nos trottoirs parisiens.

Nous rêvions d'une École à la campagne, avec des jardins de lauriers-roses, sur l'instigation de Platon!

Le rêve disparut et les années passèrent.

Un beau jour, je lus les *Notes sur l'Angleterre,* de Taine, et j'y trouvai la description d'une École anglaise.

Je fis alors mélancoliquement un retour sur moi-même et je constatai que si l'Université — « Alma Mater » — m'avait donné le goût de la littérature et l'amour des lettres anciennes, elle m'avait bien peu préparé à la vie réelle, et n'avait pas eu le souci de développer mon caractère et mon énergie physique et morale.

Elle avait fait de moi un demi-lettré, tout juste capable de devenir fonctionnaire ou bureaucrate.

Il me fallut réagir à vingt-cinq ans contre l'influence désastreuse de l'éducation universitaire.

Au milieu de cette lutte difficile, je me fis la promesse à moi-même que si j'avais un fils, il ne connaîtrait jamais l'horreur du Lycée-Prison.

Entre temps, je m'étais abonné à la *Science sociale.*

Aussi, cher Monsieur, vous devez comprendre avec quel plaisir j'accueillis le projet de création de l'École des Roches, lorsque ce grand esprit et cet apôtre admirable que fut Edmond Demolins en parla pour la première fois et fit appel aux bonnes volontés des pères de famille soucieux de l'avenir de leurs fils.

Immédiatement j'écrivis à M. Demolins et je demandai l'inscription de mon fils à l'École future.

Il n'avait pas trois ans!

Que vous dirai-je de plus, cher Monsieur?

L'École a été fondée, elle a prospéré, elle a été imitée.

Les idées d'Edmond Demolins ont été reproduites dans de nombreux journaux par des gens qui, la plupart du temps, se sont bien gardés de dire à quelle source ils avaient puisé leur science toute fraîche.

Aujourd'hui, l'École des Roches a un passé de dix ans, mais ce passé est encore bien court pour que l'on puisse émettre une opinion définitive sur la question essentielle, *qui est de savoir si l'École a tenu les promesses de son fondateur.*

L'École prépare-t-elle réellement ses élèves pour les luttes de la vie? Fait-elle de ses élèves des hommes d'action, soucieux de développer leurs énergies, *dans des professions libres*, et de reprendre ce rôle d'éducateurs et de dirigeants que notre bourgeoisie française n'a pas su conserver?

Les anciens élèves de l'École sont encore bien jeunes pour que l'on puisse répondre d'une façon précise à ces graves questions.

Il faut encore attendre quelques années.

J'ai, en ce qui me concerne, la conviction que l'École est en bonne voie.

La compétence, le dévouement et l'énergie de son directeur et de ses professeurs est un sûr garant de l'avenir.

Il existe un « esprit de l'École » qu'il faut jalousement conserver.

Il ne faut pas que l'École cherche à imiter l'Université, après lui avoir donné l'exemple; il faut qu'elle conserve ce rôle d'avant-garde et d'éveilleuse d'idées qu'elle a su prendre avec tant d'énergie dès le début.

Il ne faut pas qu'elle s'hypnotise trop sur le fameux « bachot » qui est encore, hélas! le but rêvé par tant de parents et qui pourtant ne signifie pas grand'chose.

Il y a quinze jours, j'étais en Allemagne et j'ai eu le grand plaisir de passer une journée entière dans une des écoles du docteur Lietz.

J'ai été frappé par le côté patriarcal. simple, rustique et même un peu rude de cette École.

Il y a, je crois, dans les écoles du docteur Lietz, des leçons à prendre, même pour l'École des Roches.

Je ne veux pas insister, car vous savez mieux que moi, cher Monsieur, quels sont les perfectionnements à apporter à une École que vous dirigez si bien.

Je termine par une simple observation que je considère comme très importante et qui est la suivante :

Il est absolument indispensable que l'École arrive à refuser impitoyablement les élèves demandant à entrer à l'École après douze ans.

Ce n'est que lorsque l'École appliquera cette règle, que l'on pourra obtenir une formation sérieuse.

Il ne faut pas que l'École des Roches soit le refuge des enfants qui n'ont pas réussi au Lycée ou auxquels les parents doivent faire faire une cure d'air pendant six mois ou un an.

La situation financière de la Société de l'École est suffisamment prospère pour que l'on puisse refuser les élèves trop âgés et appliquer une règle reconnue nécessaire.

Veuillez croire à mes sentiments les meilleurs.

AUBRY.

---

22 juin 1910.

Monsieur,

Vous me demandez, dans votre lettre du 14 juin, quels sont les motifs qui m'ont déterminé à choisir l'École des Roches pour l'éducation de mon fils.

Deux motifs principaux m'ont amené à ce parti :

1° La raison de santé. Mon fils ayant, pendant son enfance, vécu la plus grande partie de l'année à la campagne, souffrait de l'existence renfermée et claustrale de l'institution où il a passé deux ans avant d'entrer à l'École des Roches.

Ce changement lui a été très salutaire, et il est sorti des Roches avec une santé tout à fait raffermie.

2° Le caractère de mon fils s'accommodait mal de la discipline pointilleuse et étroite des maisons d'éducation congréganistes, et ne se serait pas davantage accommodé du régime caporaliste des lycées de l'État.

Ayant lu les ouvrages de M. Demolins sur l'éducation anglaise et celui dans lequel il explique pourquoi il a fondé l'École des Roches, j'ai voulu visiter cet établissement. Reconnaissant que les enfants y jouissaient d'une initiative beaucoup plus grande, que l'hygiène y était mieux comprise, les rapports avec les professeurs moins solennels et plus familiaux, qu'on y préférait un nombre d'heures de travail moindre mais réel à ces longues études pendant lesquelles somnolent la plupart des enfants, j'ai pensé que ce régime pouvait convenir à un garçon d'un caractère assez indépendant, mais nullement réfractaire à l'étude et prêt au contraire à s'y adonner avec zèle, si on le laissait libre de travailler, de préférence, les matières qui l'intéressent.

Sous ce rapport encore, je n'ai eu qu'à me féliciter de mon choix. Mon fils a bien travaillé aux Roches, et, ce qui est plus précieux encore, il y a pris le goût du travail.

Le fait qu'il a conservé un excellent souvenir de l'École des Roches, de ses maîtres et de ses condisciples et qu'il y retourne de temps en temps avec plaisir est pour moi le meilleur éloge de cette institution.

Mais vous voulez qu'à l'éloge j'ajoute aussi la critique. Je parlerai donc avec une entière franchise.

Il y aurait, selon moi, quelque chose à faire pour perfectionner la tenue, les manières, la politesse des élèves. Sous ce rapport, ils ne sont certainement pas inférieurs à ceux des établissements de l'État et même de beaucoup d'institutions ecclésiastiques. Mais je suis forcé de reconnaître la supériorité, sur ce point, des élèves de certains collèges dirigés autrefois par des congréganistes.

Veuillez agréer, Monsieur, la nouvelle assurance de mes sentiments les plus distingués.

Comte P. Lecointre.

20 juin 1910.

Cher Monsieur,

Je me souviens toujours avec plaisir de ma première visite aux Roches, il y a deux ans, et de l'accueil si charmant que j'y ai reçu.

J'avais lu les livres de M. Demolins; ils m'avaient vivement intéressé, et je désirais me rendre compte par moi-même, de la réalisation du programme d'instruction et d'éducation qu'avait tracé de main de maître M. Demolins.

Toutes les portes me furent ouvertes; je pus voir vos maisons si riantes, assister aux jeux, aux classes, visiter les ateliers où s'exécutent les travaux pratiques, etc.

Bref, je revins enthousiasmé, et après avoir constaté que l'œuvre de M. Demolins, continuée par vous, répondait entièrement au programme si séduisant qu'il en avait tracé, je décidai de vous confier Gustave dès la rentrée d'octobre.

Est-il utile de vous ajouter que les résultats obtenus sont venus confirmer mes premières impressions?

Gustave a fait un stage de trois mois en Angleterre; cela lui a suffi pour comprendre et parler couramment l'anglais. Il est actuellement en Allemagne. Mlle Hoffmann en est enchantée. Il fait des progrès extrêmement rapides. Tous ces résultats sont dus à l'excellence de vos méthodes.

Permettez-moi cependant, après les éloges, une légère critique, déjà faite d'ailleurs au cours de ma première visite.

Les travaux pratiques ne laissent-ils pas encore bien à désirer? Les ateliers et leur outillage ne sont-ils pas un peu rudimentaires? Les méthodes de travail elles-mêmes n'auraient-elles pas besoin d'être modifiées?

Le travail manuel devrait être, il me semble, plus suivi; plus de temps devrait y être consacré.

Quelles que soient les professions futures de vos élèves, le résultat acquis serait intéressant.

Je n'ai pu me rendre compte, depuis deux ans, si des progrès réels ont été faits sous ce rapport.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le livre si documenté d'Omer Buyse sur les méthodes d'instruction et d'éducation américaines. Il y aurait, il me semble, pas mal de choses à retenir de ce livre, à tous points de vue.

Le travail manuel est à la base de toute instruction en Amérique. Les ateliers de toutes les écoles : primaires, secondaires, supérieures, sont des ateliers modèles, qui donnent aux élèves des idées

exactes sur les fabrications industrielles, et une habileté manuelle remarquable.

Peut-être faudrait-il un nouvel effort financier, pour réaliser aux Roches un programme de travaux pratiques plus étendu, et plus en rapport avec l'industrie moderne; mais noblesse oblige! Il faut progresser toujours, sous peine de déchoir!

Excusez-moi, je vous prie, cher Monsieur, de vous exprimer aussi librement mon opinion. Je m'intéresse vivement à votre œuvre, et serais heureux de la voir prospérer et grandir toujours, en se tenant à la tête du progrès.

C'est pourquoi je me suis permis cette légère critique, qui d'ailleurs n'est peut-être plus très fondée à l'heure actuelle.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs et les plus distingués.

E. LAURENT.

---

27 juin 1910.

Dès ma sortie du Lycée où je venais de passer neuf longues années d'internat, je m'étais promis, si j'avais un fils, de lui éviter des souvenirs d'enfance aussi pénibles que les miens.

Notre fils, lorsqu'il sortit en 1907 de l'École des Roches, où il était entré dès sa fondation, s'est promis, lui, d'y envoyer nos petits-enfants.

N'est-ce pas, là, cher Monsieur Bertier, la meilleure preuve que votre élève s'est créé aux Roches de bons souvenirs et de solides amitiés; soyez assuré de notre profonde reconnaissance à l'École et à ses professeurs qui ont su développer chez notre enfant et les muscles et la volonté.

Paul LORILLON.

---

15 juin 1910.

La raison qui m'a fait mettre mon fils aux Roches a été en première ligne : la question hygiénique, vie au grand air — en bon air — éviter la prison que sont nos lycées : puis j'ai vite constaté les qualités suivantes :

1° Éducation morale de l'enfant par l'exemple : par la vue de la tenue si digne des professeurs et de leur famille, et par l'absence du surveillant permanent dans les études ou les dortoirs, ce qui développe la responsabilité de l'enfant.

2° Absence de respect humain, respect de la liberté individuelle,

ce qui se voit dans la façon dont les enfants pratiquent leur religion : chacun s'approche des sacrements, le dimanche qui lui convient, sans s'occuper de ce que fait son voisin.

3° Éducation religieuse très intelligemment donnée.

4° Instruction pédagogique développée par le fait du grand intérêt que les professeurs portent à leurs élèves, et grand intérêt donné aux enfants par la façon de professer, et aussi par les nombreuses conférences faites sur des sujets divers par des hommes compétents, étrangers à l'école.

Le développement physique est parfait : il est très dommage qu'on ne puisse organiser sérieusement *la natation*.

Le développement moral de l'enfant et du jeune homme, point si délicat, y est sain; je ne crois pas qu'en dehors de la famille, dans une collectivité, on puisse obtenir un résultat meilleur.

Il ne faut pas que le collège des Roches s'accroisse comme nombre d'élèves : car le nombre lui ferait perdre ses qualités d'organisation et de rendement, il devra, sur l'accroissement des demandes d'admission, se montrer encore plus difficile sur la valeur morale des familles et des enfants : mais il est à souhaiter que bien des collèges similaires s'organisent en France.

C. L.

---

18 juin 1910.

Cher Monsieur,

Vous me demandez pourquoi j'ai été attiré vers l'École des Roches, c'est dire pour quoi j'y ai mis mon fils.

C'est bien simple!

Parce que j'ai pensé trouver aux Roches de quoi donner à mon fils les deux biens les plus précieux dans la vie :

Mens sana in corpore sano.

Je crois que votre éducation les lui donnera dans la mesure la plus complète où cela dépend de nous.

Et je vous en suis très profondément reconnaissant.

Bien vôtre,

THIBAUD.

---

16 juin 1910.

Cher Monsieur,

Je réponds sans détours à votre lettre du 14, j'espère que vous ne me saurez pas mauvais gré de ma sincérité.

Pourquoi j'ai été attiré vers l'École. Enfant, j'ai souffert du mode d'éducation que j'ai reçu, encore qu'il fût parmi les moins pénibles de ceux auxquels ma génération était soumise; j'avais des velléités de personnalité et d'énergie qui ont été, non pas réprimées (je vous ai dit que j'étais parmi les heureux) mais négligées, je n'ai commencé à vivre ma vie que vers dix-huit ans, j'ai mis dix ans à devenir un homme et cela m'a mené jusqu'à la trentaine. Je veux éviter ce retard à mes fils et je vous les ai confiés pour que vous fassiez d'eux, dès dix-huit ans, des hommes dans toute la force du terme.

Telles sont les considérations qui m'ont attiré vers les Écoles nouvelles en général; je me suis particulièrement renseigné sur deux d'entre elles situées l'une et l'autre dans une région qui m'est facilement accessible, enfin mon choix de l'École des Roches a été déterminé par l'importance et le soin qui y sont donnés à l'éducation religieuse.

H. Dunod.

Cher Monsieur Bertier,

Choisir pour l'éducation de notre enfant un milieu sain, de bonne volonté et de progrès, tel avait été notre désir, dès sa plus tendre enfance.

Dans cette recherche, nous devions forcément être attirés par les idées de M. Demolins, ses écrits et surtout par la création de l'École des Roches; aussi dès son début, en avons-nous suivi le développement avec intérêt et attention.

Après avoir visité l'École, nous y avons mené notre fils pour la lui faire connaître et nous l'avons préparé de notre mieux à cette nouvelle vie.

M. de Rousiers me disait un jour, en effet, qu'il considérait nécessaire pour qu'un élève profitât de tout le bénéfice de l'École, qu'il y ait fait son stage de capitaine. Je suis tout à fait de son avis, mais, comme préparation, il me semble aussi très utile que les parents, avant de mettre leurs enfants aux Roches, se soient familiarisés avec les idées nouvelles et se les soient assimilées, de façon à diriger l'esprit de leur enfant dans le sens des efforts faits à l'École pour produire l'homme indépendant, sachant vouloir et se diriger dans la vie.

Après quatre années, nous pouvons dire que nous sommes très contents des résultats obtenus non seulement comme instruction, mais comme formation du caractère; les progrès sont très réels.

En ce qui concerne les tout petits nouveaux venus, je crois qu'on réaliserait un progrès, en suivant l'exemple des écoles anglaises.

Les petits boys y sont plus spécialement soignés et surveillés, leur marche dans l'apprentissage de l'initiative est plus dirigée.

Je me permets cette petite observation, ayant pu souvent constater combien l'esprit qui dirige l'École, dans son désir de toujours mieux faire, réclame la critique afin de réaliser le progrès constant de cette grande œuvre à laquelle des intelligences élevées et toutes dévouées à l'enfance se sont consacrées.

Veuillez agréer, Cher Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Ét. Dauprat.

Paris, le 11 juillet 1910.

Cher Monsieur,

Vous m'avez demandé de vous indiquer les raisons qui m'ont attiré vers l'École des Roches. Je vais donc tâcher de vous dire toute ma pensée en quelques mots.

Je dois tout d'abord vous avouer que je n'ai été mû par aucune considération théorique de science sociale ou autre.

Si j'ai pris le parti de mettre mes fils à l'École des Roches, mon unique but était de leur assurer d'abord une jeunesse aussi heureuse que possible, les préparant à la vie par la formation du caractère.

L'idéal dépeint par M. Demolins, c'est-à-dire la vie à la campagne, dans un milieu vivant et intelligent, avec des professeurs plus soucieux d'éducation que d'instruction proprement dite, me paraissait singulièrement propre à ouvrir l'esprit et à développer la personnalité de jeunes garçons, en accroissant en eux la joie de vivre, cette sève précieuse de la jeunesse qu'il faut se garder de blesser. Je comprenais, en effet, que, pour atteindre les fins poursuivies, les punitions devaient logiquement être réduites au minimum. En effet, rien ne déforme le caractère, comme la crainte des punitions, et je connais des enfants qui en ont emporté une âme d'esclave pour la vie. (Si bien que, pour cultiver le caractère chez un enfant, le premier principe à lui inculquer, c'est qu'il ne doit pas se laisser affecter par une mauvaise note ou une punition *en tant que telle :* il doit seulement s'en vouloir à lui-même de les avoir méritées. L'ininfluençabilité par autrui est la première base d'un caractère.)

Donc peu de punitions, élément favorable à la vie heureuse des enfants, autant que nécessaire à la formation de leur personnalité.

Il me paraissait en outre que le travail devait être moins absorbant et moins abrutissant que dans les lycées, et que, disons le mot, on devait travailler moins, ce dont je prenais facilement mon parti.

On ne peut en effet servir deux maîtres, et si l'on s'attache au *seul but vraiment nécessaire* qui est l'éducation, il est *impossible* de pousser l'instruction comme dans les Écoles, où l'on ne s'adonne qu'à cette tâche inférieure.

A ce point de vue, mon choix était fait, et j'avais trop souvent noté, comme M. Demolins, la surabondance d'érudition serve et la pénurie d'initiative qui caractérise notre pays, pour ne pas me rendre compte du véritable but à poursuivre.

Après vous avoir ainsi indiqué ce que j'attendais de l'École des Roches, il me reste à vous dire si l'expérience a confirmé mes espérances, et je suis heureux de répondre : oui, en très grande partie.

D'abord le milieu vivant, intelligent, épris d'art que vous avez su créer, dépasse toute attente. Pour peu qu'on approche ce microcosme des Roches, on y sent battre une vie intense, et on est touché de l'effort vers le mieux qui se révèle partout : *Mens agitat molem;* voilà bien l'impression que donne l'École.

Maintenant, n'est-il pas inévitable qu'il y ait quelques ombres au tableau? Si quelques professeurs n'ont pu dépouiller tout à fait le vieil homme, et restent disposés à attacher trop d'importance à l'enseignement qu'ils donnent, n'est-ce pas une faiblesse bien humaine? N'êtes-vous pas là d'ailleurs pour arrêter cette tendance, si d'aventure elle menaçait de dépasser les bornes. A ce point de vue, votre dernier essai de suppression totale des punitions me plaît beaucoup par sa valeur éducative, et par les leçons pratiques de solidarité qui en sortiront. Ce faisant, vous êtes dans le vrai chemin et dans les traditions de l'origine.

J'en prends courage pour oser vous poser une dernière question qui m'a quelquefois préoccupé.

N'est-on pas tenté, même aux Roches, de transformer en fin ce qui ne doit être qu'un moyen, en donnant la première importance aux Études proprement dites, au détriment de la science de la vie, qui est pourtant le vrai but? Je sais bien que cette tentation, si elle existe, se justifie par la considération du Baccalauréat. Mais si le Baccalauréat est une conception fausse, dont les fruits sont mauvais? N'importe, il existe et il faut s'ordonner à lui!

Je reconnais que la tâche est ardue, mais j'espère cependant que vous saurez résoudre ce difficile problème, vous demandant seulement de vous souvenir que nous sommes plusieurs qui vous avons confié nos fils, pour qu'ils aient une jeunesse heureuse par le développement de l'initiative, par la formation de l'énergie, par l'habitude prise de compter sur Dieu d'abord et sur soi ensuite, quelles que soient les difficultés rencontrées, heureuse en un

mot par l'aptitude acquise à savoir diriger sa vie par la volonté.

En saisissant l'occasion que vous m'avez offerte de vous exprimer mes idées essentielles, je tiens à vous renouveler, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments spécialement distingués et dévoués.

J. GIRAUD-JORDAN.

Lettres d'anciens élèves.

Cher Monsieur Bertier,

Vous me demandez ce que sont devenues les idées qui m'étaient chères et les résolutions que j'avais prises en quittant les Roches il y a deux ans, ce qui en a survécu aux difficultés de l'action, ce que j'ai pu en réaliser.

Je crois avoir compris que le plus cher désir de nos professeurs des Roches était de nous voir exercer, à notre sortie de l'École, une action bienfaisante autour de nous : si nous avons reçu une instruction et une formation solides, si nous sommes « armés pour la vie », cela nous crée l'obligation d'en faire profiter nos semblables moins favorisés, au lieu de nous permettre de passer parmi eux en « écraseurs », désireux d'arriver coûte que coûte à la situation sociale que nous rêvons.

L'ambition que j'ai emportée des Roches, est celle de bien d'autres : être utile : aux corps, c'est mon rôle de médecin ; aux âmes surtout, c'est mon devoir d'homme et de chrétien.

Cela nécessite une longue formation. La période où cette formation devient consciente et voulue — la plus féconde — ne commence pour le plus grand nombre qu'à la sortie du Lycée ; pour nous, elle commence aux Roches, en particulier pour les capitaines qui se sentent dès lors plus responsables de leur milieu, et c'est de ceci même que je suis sans doute le plus reconnaissant à l'École et à M. Demolins.

Mais il ne serait ni prudent ni sage de se lancer dans l'apostolat moral avant un complément de formation indispensable. Formation professionnelle tout d'abord ; à ce point de vue, vous savez en quoi consistent mes études. — Une chose cependant vous intéressera peut-être : avec plusieurs étudiants en médecine, et quelques étudiants en géologie et en zoologie générale, nous avons constitué une association amicale « d'Études Biologiques » qui compte aujourd'hui 14 membres. Nous avons organisé ensemble des réunions d'études et des excursions, nous comptons monter cet hiver un petit labo-

ratoire. Ceux d'entre nous qui sont un peu spécialisés soit en vue de leurs examens, soit par goût personnel, font ainsi profiter les autres de leurs connaissances.

Formation morale et sociale ensuite ; je me suis surtout attaché jusqu'à présent à observer mon milieu, camarades, personnel hospitalier, malades, en prenant note aussi méthodiquement que possible de mes constatations journalières, ce qui est, je crois, un bénéfice psychologique.

A côté de cela, j'ai commencé l'étude de certains problèmes sociaux d'intérêt actuel ; la manière dont on envisage ces problèmes au Sillon, et le parti pris moral qu'on y apporte à les résoudre m'a dès le début rapproché de ce mouvement, que vous connaissez bien. Mes camarades sillonnistes m'ont beaucoup aidé de leur connaissance des choses sociales, et plus encore de leur amitié.

Voilà, très rapidement, les principales directions dans lesquelles je m'efforce de me développer. Vous me demandez surtout, cher Monsieur, quelle action morale je puis exercer dès maintenant. Elle est forcément plus passive qu'active, étant donné mon âge et la pauvreté de mes connaissances psychologiques et techniques.

Avec mes camarades et les infirmières des hôpitaux, je m'efforce d'être bienveillant et simplement moi-même. J'ai eu plusieurs fois l'occasion d'affirmer mes convictions, de couper court à des conversations immorales ou déplacées par un mot, une attitude, ou ma simple présence. Parmi ceux que j'approche de plus près, certains pensent surtout au plaisir ; en vivant auprès d'eux, en essayant de les faire participer aux joies profondes que me procure mon idéal, j'espère arriver un jour à leur faire comprendre que le bonheur n'est pas là où ils croient.

D'autres ne songent qu'à leurs études, j'essaie de les intéresser aux problèmes sociaux et moraux.

Les malades sont souvent réduits dans les hôpitaux à n'être que le N° 8 pour le personnel, et « le mal de Pott » pour les médecins et étudiants ; je leur montre que je m'intéresse à eux parce que ce sont des hommes et qu'ils souffrent, que je m'attache à leur personne et non pas seulement à leur maladie. Je me souviens de tel opéré que j'allais voir tous les jours au pavillon d'isolement, pour l'encourager, calmer ses inquiétudes et ses peines et qui me prenait les mains avec effusion lorsque je le quittais ; de cette malade anglaise avec qui j'allais souvent causer de son pays dans sa langue maternelle, et qui me remercia si simplement quand je lui dis que je priais pour elle : j'essaie de leur donner un peu de patience et un peu de gaîté.

Malheureusement mon action se borne là : il est difficile à un étu-

diant aussi jeune d'aborder utilement avec les malades les sujets de morale ; dans les hôpitaux d'enfants, ou simplement lorsque j'aurai quelques années de plus, il en sera tout autrement. C'est le but vers lequel je tends ; je crois qu'un médecin chrétien, lorsqu'il a préservé une âme de certaines fautes, relevé un être humain de certaines déchéances doit éprouver une joie profonde dans le Christ.

Je n'oublie pas que c'est aux réflexions sérieuses de ma dernière année d'École que je dois d'aspirer à ce but ; aussi suis-je heureux de vous redire encore, cher Monsieur, toute la gratitude que je vous ai vouée ainsi qu'à ceux qui m'ont aidé, et vous prie de croire à l'expression de mes sentiments respectueux et reconnaissants.

Pierre BOUTHILLIER.

Libourne, 15 juin 1910.

Cher Monsieur,

Je suis heureux de vous annoncer que je viens de monter une maison de vins à Libourne, tout en restant en excellents termes avec le Directeur de la Coopérative vinicole générale.

Me voilà donc lancé pour tout de bon dans les affaires et dans la vie sérieuse ! J'ai bien réussi jusqu'à présent, et j'ai pleine confiance dans l'avenir.

Je vous écris à la hâte avant de partir pour le Havre ; combien j'aurais aimé passer par Verneuil ! Mais « Business is Business ! » Il ne m'a pas été possible non plus d'assister à la fête des anciens. — J'en ai lu le compte rendu avec grand intérêt, car je suis heureux de voir que l'École est toujours en pleine voie de succès.

C'est toujours avec grand plaisir que je parle des Roches et en particulier de la Guichardière, aussi ai-je passé un bien bon moment à Paris au dîner des anciens.

Je tenais à vous mettre au courant de ma nouvelle organisation, sachant l'affectueux intérêt que vous portez à vos élèves d'hier qui, devenus hommes, n'oublient pas que vous leur avez mis le pied à l'étrier et que vous leur avez donné les armes pour le combat de la vie.

Croyez, cher Monsieur, à mes sentiments reconnaissants et dévoués.

Paul CARON.

P.-S. — Voudrez-vous avoir l'obligeance de noter pour le *Journal des Roches* que j'ai terminé mon service militaire et que je suis négociant en vins à Libourne (Gironde).

Le 27 juin 1910.

Cher Monsieur Bertier,

J'aurais bien volontiers répondu plus tôt à votre demande, et, si le temps ne me manquait, au risque de devenir insipide, j'aurais beaucoup à vous conter sur mes premières années d'école et surtout sur le pli qu'elles m'ont laissé, je crois, quoique le recul me manque peut-être encore.

Vous dire qu'elles ont été charmantes, et que beaucoup d'entre nous y avons goûté, avant le pain bis de la vie, de délicieuses et profondes sensations, cela est inutile.

Mais me croiriez-vous si je vous disais que je crois entendre encore dans certaines occasions, comme la voix de M. Demolins? Que de fois à la pensée m'est venue cette question : « Qu'attendrait-il de moi, en ce moment? » Et souvent sa volonté triomphait en la mienne. Il est une grande partie de ma conscience, de ma morale.

Quel plus grand avantage peut-on retirer d'une école que celui d'en sortir avec un appui moral? Cela ne vaut-il pas tous les bachots? Et quand on y joint le bachot, quel idéal plus élevé peut-on exiger d'une institution?

Je n'ai pas le bachot, mais peut-être ne suis pas pour cela un cancre absolu; en tous cas je sens en moi de plus en plus vivace, l'enseignement moral de l'École; pourrais-je me plaindre? Je n'ai à m'en prendre qu'à moi; puissé-je tourner plus tard à mon profit les douces heures de rêves et les bruyants enthousiasmes de la Guichardière, et j'aurai encore la plus belle part de l'enseignement du maître.

Votre bien dévoué,

Tripet.

---

17 juin 1910.

Cher Monsieur,

Vous me demandez quelques souvenirs d'École. Que vous raconter? Les écoliers heureux n'ont pas d'histoire et, heureux, je le fus certes beaucoup dans ces bonnes Roches, auxquelles je ne repense jamais sans regretter de les avoir quittées. Quelle masse de bons souvenirs j'ai rapportée des sept ans bien comptés passés à l'École! Les excursions de demi-terme ou du 14 juillet, les séances du mercredi, les baignades dans l'Iton et dans l'Avre, tout était vraiment bien amusant.

Même les brimades qui, de mon temps, saluaient l'arrivée de tout nouveau à l'École ne me sont plus du tout désagréables à distance, et

j'ai toujours été quelque peu fier de les avoir supportées, alors qu'elles ont été supprimées par la suite. C'était quelque chose comme une initiation presque solennelle et qui remplissait l'âme du nouvel arrivant d'une crainte très respectueuse pour les anciens. Cela avait son bon côté.

Quant à mes premiers essais dans la vie, ils sont encore tout ce qu'il y a de plus modestes. Je viens de travailler pendant deux ans à l'École des Hautes Études Commerciales, et la vie que j'ai menée pendant ce temps a été facile et banale à souhait. Je passe en ce moment les examens de sortie et j'aurai encore ceux de la deuxième année de droit à la fin de juillet.

Vous voyez donc, cher Monsieur, que je n'ai rien d'intéressant à vous offrir; d'autres seront peut-être plus heureux!

Veuillez présenter à M[me] Bertier mes plus respectueux hommages et me croire, cher Monsieur, votre élève très reconnaissant.

Pierre Monnier.

---

10 juin 1910.

Cher Monsieur Bertier,

Je vous dois une lettre, la voici!

Certes, je voudrais bien vous dire ce que je suis devenu, si j'étais devenu quelque chose: mais hélas! on ne peut aller plus vite que certains violons.

Non, je ne suis presque rien encore: chimiste dans une grande usine, c'est tout juste comme être marmiton dans une grande pâtisserie (avec les gâteaux en moins).

Qu'importe, si le marmiton entre là, persuadé qu'il sera plus un jour, peut-être pâtissier dans une grande rue... c'est déjà beaucoup.

Donc je suis marmiton. J'ai les mains noires, les habits troués par les acides et je respire, depuis sept heures et demie du matin jusqu'à six heures du soir, les parfums exquis de la sauce métallurgique.

Cela se passe dans une caverne noire, enfumée, décrépie, qu'on appelle le laboratoire. Si j'en parle avec peu de respect, c'est que bientôt nous jouirons au contraire d'un palais magnifique que la Compagnie d'Alais nous construit.

On construit beaucoup ici; on transforme, on agrandit, on remue les décombres pour en faire des ateliers, et cette très noble et très ancienne fabrique sera dans quelque temps une usine modèle qui brillera d'un bel éclat moderne.

C'est une circonstance favorable pour moi. Travailler dans un milieu

si vivant, justement à l'heure où il sort du vieux jeu et parvient au domaine des grandes affaires, cela entraîne et intéresse.

Et l'on sent dans le petit rayon de sa tâche journalière je ne sais quelle envie d'y faire mieux qu'on ne fit et plus qu'on ne put faire jusqu'ici.

Le personnel du laboratoire, se compose actuellement de son chef, quatre employés, hiérarchiquement différents les uns des autres, quelques hommes de peine et manœuvres, et votre serviteur.

Mon service n'étant pas exactement limité permet que je m'occupe un peu de tout; c'est la meilleure formation qui soit et j'en profite le plus largement possible.

Non, je ne suis pas encore grand'chose. Dans le désordre apparent, l'encombrement, la complexité de la chose industrielle, le commençant est d'abord un peu noyé.

La tâche est touffue, trop de nouveau et même trop d'imprévu. Pendant les études, fussent-elles excellentes, on n'a pas pu parer à tout.

A l'École polytechnique, on a coutume de dire « apte à tout, propre à rien ». C'est vraiment le sort de toutes les Écoles à des degrés différents. Pour moi, je n'étais peut-être pas apte à tout, mais en revanche je n'étais pas propre à grand'chose.

Encore que j'aie senti dès le premier jour ce que vaut d'avoir passé par une École dont le programme est essentiellement pratique.

Et puis le temps passe, tout se coordonne, et l'on comprend mieux.

On choisit un chemin tout petit et sous bois, et on le suit. Pourvu qu'on le suive longtemps, avec persévérance, il doit, aussi rocailleux qu'il soit, mener à la lumière.

J'en suis encore, sans doute, à chercher le chemin, mais je suis certain de le trouver... Ici? Peut-être... possible. Je l'espère, mais je ne me suis pas encore avisé d'y réfléchir; qu'importe, on verra dans la suite. Je suis, c'est le fait intéressant, dans de bonnes conditions pour apprendre mon métier et y acquérir tous les jours un peu plus de valeur. Cela doit mener au but.

Seulement, il ne faut pas confondre la carrière que j'entreprends avec celle dite « des Affaires » dont on nous parlait tant aux Roches. Je comprends maintenant cette chose que je soupçonnais à peine et dont on n'avait pas là une idée très exacte. Tenez, Jules Demolins m'écrivait, ces jours derniers, la phrase suivante : « On ne peut commencer trop tôt quand on arrive à notre âge et cette impression que j'ai ne fait que grandir depuis que je connais les jeunes Américains. C'est presque dès le berceau qu'ils commencent à gagner quelques sous de mille manières et, à vingt ans, ils savent se rendre

utiles et même indispensables de multiples façons et sont capables de se tirer d'affaire complètement. »

D'accord, ils font bien, mais ceux dont parle Jules sont justement ceux dont je ne puis pas être.

Les longues études, l'éducation technique, l'apprentissage du métier dans un trou obscur d'un pays perdu, donnent à la vie une autre direction, ce me semble, que le tourbillon des affaires dans une grande cité.

C'est autre chose, cela nécessite une sorte de long recueillement pour l'accomplissement d'une œuvre dont le terme est bien plus lointain.

On forme un homme d'affaire, par le gain de chaque jour, la lutte immédiate pour les sous qu'on ramasse dès le début, qu'on arrache aux petites occasions en réalisant de petits projets pour s'initier aux grandes entreprises. Rien n'est plus exact.

Mais on forme un ingénieur par un travail long, patient, pour lequel il est inutile de chercher tout de suite un sérieux profit.

Le jeune homme d'affaires peut regarder près de lui, gratter, butiner et faire tous les soirs sa caisse.

Le jeune ingénieur doit voir plus haut et plus loin et ne peut s'arrêter au compte de son traitement. Le vrai résultat vient plus tard. Et pour peu qu'il ait l'esprit de se tenir moralement au-dessus des arides débuts, il doit faire aussi de grandes choses.

Voilà une différence très nette entre deux classes de métiers dont la notion (de mon temps du moins) n'était pas enseignée à l'École. Je crois qu'il est bon d'établir cette distinction qui correspond à deux genres de vie.

Le but final est le même sans doute, mais il vient après dix ou vingt années passées dans des conditions exactement opposées.

Les quelques mois que j'ai déjà vécus, caché derrière les grands hauts fourneaux de la compagnie d'Alais, m'ont prodigieusement éclairé sur ce point.

Au reste, il est bien certain qu'on puisse, dans la suite, changer de carrière et, ayant débuté par l'usine, gagner la sphère dite des « affaires ». C'est une voie très logique, surtout pour un cerveau qui n'est pas strictement scientifique. Mais encore faut-il, avant de commencer, se rendre compte de la grande différence qu'il y a entre les deux manières.

Ne croyez pas que je me plaigne de celle que j'ai choisie. J'aurais tort. L'assurance de parvenir un jour et l'espoir endiablé de parvenir plus vite ne me laissent pas le temps de rien regretter.

Aussi bien, on fait partout son trou dans la paille, et celle du Lan-

guedoc, pour un peu sèche qu'elle soit, n'a pas plus d'épines qu'une autre.

Chaudes journées dans la chaude poussière, papiers, bouquins, drogues sales, coulées, machines, ferraille, burettes, flacons et grande soif... après tout, cela n'a pas si mauvais goût, quand on veut bien regarder fixement l'avenir.

Et puis on m'a bien reçu ici. Un air particulier de distinction qui domine la besogne journalière tranche sur l'aridité ordinaire à tant de milieux industriels, et aussi, le dirai-je, sur le caractère d'un pays où je suis trop Berruyer pour me trouver tout à fait à mon aise.

Enfin, on a parfois ses petites joies secrètes et certains accès d'une saine gaieté m'ont plus d'une fois distrait en regardant Tartarin en nature.

Tartarin dans son pays... avec sa casquette et son ventre... Cela vaut la peine d'être vu.

Croyez, cher monsieur Bertier, à mon plus affectueux souvenir.

Abel CORBIN DE MANGOUX.

---

15 juin 1910.

Excusez-moi, cher Monsieur, de ne pas vous avoir écrit plus tôt. mais j'ai été très occupé ces jours derniers, à la fin de ma première année de Centrale. Je tiens à donner à l'école un témoignage de reconnaissance, si tardif qu'il soit, pour les six bonnes années que j'y ai passées et pour le profit que j'en ai retiré. Il est presque banal de vous rappeler le souvenir charmant que j'ai gardé de ma vie aux Roches : ne trouverez vous pas ces mots dans toutes les lettres d'anciens ?... et des plumes plus... littéraires que la mienne sauront mieux que moi évoquer pour vous le bon temps passé !

Vous savez qu'aussitôt sorti des Roches, je me suis mis à préparer Centrale où je suis entré normalement après deux ans de préparation ; après mon année de mathématiques élémentaires avec M. Lange, aux Roches, je n'ai éprouvé aucune peine à suivre les cours de mathématiques, spéciales et cette année encore, à Centrale, j'ai pu apprécier les bienfaits d'une solide base scientifique. Seuls peut-être les épures de géométrie descriptive, les croquis et les dessins graphiques m'ont tout d'abord quelque peu effrayé. Je sais d'ailleurs que l'on en fait plus aux Roches aujourd'hui et cela sera fort utile à ceux qui suivraient la même voie que moi. Je crois même que l'habitude du « croquis utilitaire » peut servir à tout autre

qu'à des ingénieurs : elle fournit une deuxième manière de s'exprimer souvent plus claire et plus précise que le langage : tout le monde peut avoir à s'expliquer avec un architecte, un menuisier, et quelques coups de crayon évitent bien des discours souvent mal compris.

Je crois vous avoir déjà dit pourquoi, après avoir hésité entre diverses écoles spéciales de chimie ou d'électricité, je me suis décidé à préparer Centrale. En dehors de l'intérêt d'entrer dans ce milieu d'hommes d'affaires et d'industriels qui peuvent fournir un appui réel pour les débuts, du prestige encore assez efficace du diplôme dans notre vieux pays, je n'ai pas craint de recevoir cette instruction théorique et générale, que l'on donne à Centrale et que l'on nous reproche tant aujourd'hui. Il m'a semblé qu'une solide base scientifique et technique me permettrait, comme à bien d'autres, une spécialisation rapide dans une des diverses branches de l'industrie. Je ne crois pas qu'en aucun cas on puisse apprendre un métier sur des bancs d'école et puisqu'un apprentissage pratique sera toujours nécessaire aux élèves des écoles spéciales comme à nous, que du moins on puisse choisir entre plusieurs voies, au besoin changer de direction, et aussi espérer n'être pas enfermé à jamais dans le laboratoire ou le bureau d'études, et arriver un jour à s'occuper de la direction générale d'une affaire qui nécessite des connaissances techniques plus étendues et variées que très approfondies.

Voilà peut-être des vues trop ambitieuses et trop optimistes; que voulez-vous? trois mois de vacances en perspective me font aujourd'hui voir les choses en rose ; nos opinions sont si souvent fonction de notre état d'âme qu'il faut savoir, comme on dit vulgairement, « en prendre et en laisser ». Mais je ne puis exactement vous déterminer aujourd'hui ce qu'il faut en prendre et ce qu'il faut en laisser!

Je termine en vous demandant, si vous publiez quelqu'une de ces... divagations, de bien vouloir en corriger l'orthographe et même le style, car trois années de cours de sciences m'ont bien fait oublier le temps des dissertations françaises. Veuillez croire, cher Monsieur, à mon respect et à mon amitié très fidèle et dévouée.

Jacques MUSNIER.

Paris 2 juillet 1910.

Cher Monsieur,

Veuillez excuser le retard que j'apporte à répondre à votre aimable lettre; je suis assez pris, en ce moment, par mon service mi-

litaire; et puis..... vous me demandez de vous exposer les études que j'ai faites après ma sortie des Roches, la voie dans laquelle je me suis engagé, mes projets d'avenir..... J'avoue que j'ai hésité un instant avant de commencer cette lettre; hésitation de courte durée, d'ailleurs. J'ai relu, dans le *Journal de l'Ecole des Roches* de l'année dernière, les lettres de vos anciens; je les ai vus vous confier franchement, naturellement, le but de leurs études, leurs débuts dans le commerce et l'industrie, leurs projets. Je ne saurais trop vous dire quel plaisir j'éprouve à les relire, ces lettres; elles me rappellent le bon vieux temps d'École, elles m'apprennent, maintenant que nous sommes tous dispersés, la voie adoptée par mes camarades, leurs succès, les situations qu'ils occupent, celles qu'ils visent.

C'est J. Hervey, par exemple, avec qui je faisais de si bonnes randonnées à bicyclette. Ensemble, nous avions monté un poulailler modèle, sur les bords de l'étang du Vallon, et sa gestion nous donnait un avant-goût de ce qu'étaient les soucis d'une exploitation agricole!... Aujourd'hui Hervey est à l'Institut Agricole de Gembloux: peut-être est-il déjà ingénieur-agronome.

C'est G. de Toytot, qui « bûchait » avec moi le catalogue des jouets scientifiques à vapeur et électriques de la maison Heller-Coudray (ce n'est pas une réclame). Après de brillants succès à la faculté de Nancy, il entre à l'institut électrotechnique de cette ville; il doit être maintenant ingénieur-électricien.

C'est B. Malan, qui organisait avec Hervey et moi de grandes expéditions nautiques sur l'Iton; nous partions le matin, munis de nombreuses provisions de bouche, pour ne rentrer que le soir, fatigués, trempés, mais heureux.

C'est M. Silhol qui incarnait à la perfection, dans les séances littéraires et musicales du bâtiment des classes, les héroïnes de Racine.

C'est Dervieu, c'est Thurneyssen, c'est Eysséric, c'est.....

Mais je n'en finirais pas si je me laissais aller à mes bons souvenirs d'antan; ces souvenirs que nous évoquons chaque année, le jour de la fête de l'École, en parcourant les maisons, les bois du vallon, des Pins, en nous promenant dans les champs de cricket, au bord du charmant petit étang du Vallon, en visitant le bâtiment des classes, transformé en « Salon ». Puis, après avoir passé un jour ou deux dans cette atmosphère, nous en être bien imprégnés, nous rejoignons Paris, nous revenons à nos études, à nos occupations. Pour moi, elles se résument en un mot : l'électricité. Et à ce sujet, voici quelques renseignements sur les écoles d'électricité et l'École supérieure d'Électricité.

Il existe à Paris deux catégories d'écoles d'électricité : les écoles pratiques d'électricité industrielle au nombre de deux ou trois, et l'École Supérieure d'Électricité, qui est unique.

Les premières s'adressent à des jeunes gens qui ont fait leurs études secondaires de sciences et mathématiques, qui viennent de passer leur baccalauréat. Dans leur programme d'enseignement, la pratique tient une grande place à côté de la théorie. Ce programme comprend également, outre l'électricité proprement dite et les branches qui s'y rattachent, des cours qui, bien que ne concernant pas l'électricité, sont indispensables à l'ingénieur-électricien digne de ce titre : mécanique appliquée, résistance des matériaux, constructions métalliques, machines à vapeur, automobile, hydraulique, chimie industrielle, technologie, législation industrielle, etc. Les cours durent deux ou trois années, selon les cas, et les élèves ayant satisfait aux interrogations régulières qui ont lieu pendant le cours des études, et aux examens de fin d'année, obtiennent un diplôme d'ingénieur-électricien. Bref, les programmes de ces écoles sont étudiés de façon à former, non pas des électriciens purs, mais des ingénieurs à même de traiter des questions industrielles très diverses.

L'École Supérieure d'Électricité a un but plus spécial. Elle s'adresse aux jeunes gens qui ont déjà étudié les mathématiques spéciales et l'électricité, la mécanique rationnelle et appliquée, la chimie, etc. Son programme d'enseignement comporte uniquement l'électricité théorique et ses applications industrielles. Les matières exigées au concours d'entrée ne sont que d'une très faible utilité à la compréhension des cours; en sorte qu'un jeune homme, entrant rue de Staël, sans études préalables d'électricité et de mécanique, après avoir simplement satisfait au concours d'entrée, perdrait son année complète. Songez donc que les cours durent huit mois et qu'il faut, en ce laps de temps former un ingénieur. C'est pourquoi je considère l'École Supérieure d'Électricité comme un excellent couronnement d'études, quand on a déjà passé par une des écoles pratiques dont je parlais plus haut. Elle donne un diplôme qui est assez coté par les industriels français et fournit de solides compléments d'électricité théorique à ceux qui veulent se livrer à des recherches dans cette science où il y a encore tellement à faire et à découvrir. En un mot, elle forme des spécialistes.

Comme, en ce qui me concerne, j'ai l'intention de me lancer dans « l'industrie » et non pas spécialement dans l'électricité (je vous indiquerai, tout à l'heure, les raisons qui me guident), j'ai voulu faire deux ans d'abord à l'École Brégnet.

J'y ai appris toutes les questions accessoires, mais indispensables qui ne sont pas comprises dans le programme de l'École Supérieure d'Électricité. C'est ainsi que l'on nous enseignait aussi bien à calculer une dynamo ou un alternateur qu'une machine à vapeur ou une chaudière: aussi bien à établir le projet d'une distribution de lumière électrique ou d'un réseau de traction électrique que celui d'une centrale hydro-électrique complète, y compris barrages, canaux, bâtiments ou d'une usine d'électrochimie ou d'électrométallurgie.

Comme vous le voyez, je suis un adversaire résolu de la spécialisation. C'est que j'ai déjà un peu « roulé » (permettez-moi cette expression) depuis ma sortie de l'École, oh! très peu : j'ai passé un an dans les ateliers et bureaux de la Société Thomson-Houston, à Paris, aux appointements fabuleux, de 125 francs par mois (il est vrai qu'à l'heure actuelle, ma solde de caporal du génie s'élève à 0 fr. 22 par jour!); j'ai fait, pour le compte d'un architecte, des projets et devis d'installations électriques; j'ai visité tout un pays qui tire ses ressources de l'électricité, ou plutôt de l'hydro-électricité et j'ai étudié le fonctionnement de ses usines; actuellement, je fais mon service au génie, au détachement des électriciens et, à ce titre, je suis en stage à la Société d'Éclairage électrique. Eh bien, partout, je me suis assuré que, pour arriver à de belles situations dans la carrière d'ingénieur, il faut éviter de se spécialiser et de faire de la construction.

Exception est faite, cependant, pour les chercheurs, les savants, qui étudient des procédés de construction nouveaux, inventent des machines nouvelles, perfectionnent les anciennes. Ce sont les Edison, les Leblanc, les Lataur, etc. Ceux-là appliquent, dans les usines de construction, les résultats de leurs recherches et y font des fortunes... quand ils ne sont pas méconnus.

Je me place maintenant à un point de vue industriel, à mon point de vue. Les ingénieurs qui entrent dans les maisons de construction y exercent un métier très ingrat. Ces grandes usines représentent des organismes très bien réglés. Le travail des hommes, comme celui des machines, est automatique et d'une monotonie désespérante. L'initiative, l'intelligence, les capacités de chacun y jouent un rôle très secondaire. Le sillon est tout tracé, il suffit de le suivre; pas de difficultés, peu ou pas de responsabilités, par suite aucune occasion de se faire apprécier, de se distinguer des autres. L'ingénieur n'a qu'à suivre son petit bonhomme de chemin pour arriver à toucher, à la fin de chaque mois, des appointements dérisoires qui varient de 2.000 francs par an, au début, à 12 ou 15.000 francs au bout de 25 ou 30 ans de service, souvent davantage.

Avouez qu'un ancien Rocheux doit être plus ambitieux et viser à plus d'indépendance, et qu'il n'est pas nécessaire d'être « bien armé pour la vie » afin d'en arriver là.

C'est pourquoi, maintenant que j'ai étudié suffisamment la construction, j'ai la ferme intention, après mon service militaire, de me lancer dans les installations et dans l'exploitation. Dirigée dans ce sens, la carrière d'ingénieur devient intéressante et variée. Les problèmes que l'on peut avoir à traiter embrassent des domaines très différents : traction, éclairage, force motrice, électrochimie, électrométallurgie, pour ne citer que les principaux, qui, tous, exigent une étude détaillée spéciale.

Dans les écoles, en effet, on n'enseigne pas tant l'art de l'ingénieur que les principes fondamentaux, permettant de s'assimiler telle ou telle partie de l'art de l'ingénieur, selon les problèmes qui se présentent, selon les travaux qu'il y a lieu d'entreprendre. Du moins, c'est mon opinion et voici le résultat de cette manière de voir : le jeune ingénieur qui a fait de fortes études mécaniques et électriques, ne reculera pas devant une entreprise ou une situation exigeant des connaissances spéciales, qu'il n'a pas, ou plutôt dont il possède quelques notions seulement; il sait que ses études antérieures lui permettent d'approfondir la question, de la comprendre et de la traiter ensuite. Il se dira, comme le jeune Américain : « Je n'ai jamais fait ce travail, mais qu'importe: pourquoi ne pas essayer? Et neuf fois sur dix il réussit. S'il échoue, il recommence, en profitant des enseignements de son échec.

Je dois dire que cette façon d'agir exige de l'ingénieur et de l'homme certaines qualités : de l'ingénieur, une grande faculté d'assimilation, un esprit souple, je dirais même un esprit mécanique qui lui permette de comprendre le problème qui lui est posé, d'en voir la solution; de l'homme, beaucoup de volonté, de persévérance, d'esprit d'initiative, d'audace. Car, s'il y a des profits, nombreux sont les riques, nombreuses sont les difficultés à surmonter, les responsabilités à prendre. Mais pour l'ingénieur tel que je le conçois, n'est-ce pas là que réside l'intérêt du métier; intérêt qu'il trouve à étudier à fond et à traiter les problèmes toujours différents qui lui sont posés; puis intérêt que trouve tout tempérament énergique et combatif dans les entreprises ardues, où le champ est laissé libre à l'initiative, à la volonté, où l'homme est assez déterminé pour endosser de lourdes responsabilités, surmonter toutes les difficultés, se faire apprécier et montrer ce dont il est capable. Et je ne parle pas des avantages pécuniaires et de l'indépendance que l'on trouve dans ces situations.

Mais cela ne suffit pas et je vais aller plus loin encore. Ma conviction est qu'il ne faut pas se borner à faire de l'exploitation, à entreprendre de grands travaux pour le compte des hommes d'affaires, des capitalistes, mais que l'on doit travailler pour son compte, et, dès que l'on possède quelques capitaux, les risquer dans des entreprises qu'on monte et qu'on dirige alors avec un intérêt d'autant plus grand. En somme, il faut faire de l'électricité un commerce et se lancer carrément dans les affaires. Je fais cette petite remarque afin de montrer combien la connaissance du commerce et des affaires seraient utiles aux jeunes ingénieurs qui ne devraient pas négliger cette partie, soit pendant leurs études, soit à leur sortie de l'École. Ils doivent être, en même temps que des ingénieurs, des hommes d'affaires. C'est ce qui leur permettra d'arriver rapidement à une situation indépendante. Mais à ceux qui s'engagent dans cette voie, il faut une bonne dose de volonté, d'esprit d'entreprise, de confiance en soi-même surtout. Car c'est cela qui nous manque, à nous Français. Nous nous défions trop de nous-mêmes, et beaucoup de jeunes Français reculent devant de belles situations, craignant de n'avoir pas l'expérience nécessaire, de ne pouvoir réussir. Résultat : en France, un homme arrive à trente ou trente-cinq ans à la situation que le jeune Américain occupe à quinze ans.

Et tenez, cher Monsieur, puisque vous êtes un classique, puisque j'ai fait du latin avec vous autrefois, je ne puis résister au désir d'y aller de ma petite citation latine : *Audaces fortuna juvat*. Cette maxime, ne croyez pas que je l'ai puisée dans les feuilles roses du petit Larousse... Non, je l'ai apprise chez vous, il y a une dizaine d'années, et je ne l'ai jamais séparée de la devise des Roches; elles se complètent l'une l'autre pour définir le but de l'éducation que nous avons reçue à l'École. Ce système d'éducation est bien fait pour nous donner l'esprit d'indépendance, le goût des responsabilités et des entreprises difficiles, la volonté, la confiance en soi-même qui permettent au jeune ingénieur d'arriver aux situations dont j'ai parlé tout à l'heure.

L'École nous arme bien pour la vie : par les exercices physiques, elle nous donne une santé et une constitution robustes; par son enseignement classique et scientifique, elle nous permet d'arriver aux examens, nécessaires, aux études spéciales et techniques, indispensables. L'École nous donne de l'audace et de la confiance en nous-mêmes : par son régime de liberté, elle nous donne conscience de notre individualité, en nous livrant à nous-mêmes, elle nous enseigne ce que c'est qu'une responsabilité, développe notre esprit d'initiative et nous oblige à faire acte de volonté. Et ce que je vous

expose là, il me semble que ce devait être, en 1900, le rêve du fondateur de l'École des Roches; il me semble que c'est vers ce but que tendaient tous ses efforts, toute son énergie, toute sa volonté. Ce qui était un rêve en 1900, est une réalité en 1910. En dix ans. il a créé une génération d'hommes, qui sont dignes de lui et qui sauront le lui prouver.

Mais je bavarde, je bavarde, sans m'apercevoir que j'ai déjà noirci plusieurs pages. Il n'y a que la première ligne qui coûte... Quand j'ai reçu votre lettre, j'hésitais à vous répondre; maintenant, je suis loin de la « petite note » que vous m'aviez demandée. Je vous ai confié mes pensées, mes projets, mes ambitions et je n'ai qu'un seul mérite : celui de la franchise. Ces pages vous paraîtront bien prétentieuses, sous la plume d'un jeune homme qui en est encore à son service militaire. Excusez-moi... J'ai écrit ces pages avec l'ardeur et l'optimisme de mes vingt-trois ans; j'ai mis mes principes en action, puisque, vous le voyez, j'ai toutes les audaces, même celle de vous envoyer cette lettre. Si vous avez le courage de la lire, vous ne serez pas en reste avec moi. Mais si vous la trouvez trop longue, prenez, sans hésiter, les grands ciseaux que Dame Censure a laissés tomber, et coupez, taillez impitoyablement. Il en restera toujours assez.

Veuillez présenter, cher Monsieur, mes respectueux hommages à Mme Bertier et croyez à mes meilleurs sentiments.

G. GALLIÉNI.

Lettres d'anciens professeurs.

Le 12 juin 1910.

Cher Monsieur,

Cinq ans bientôt se seront écoulés depuis que m'arrachant — c'est le mot qui convient — à cette chère École des Roches, je prenais le chemin de Saint-Dié des Vosges.

Oh! ces quelques années passées là-bas, je suis loin de les avoir oubliées, aussi n'est-ce point du tout une corvée pour moi de répondre à l'appel de M. Bertier qui a bien voulu me demander quelques-uns de mes souvenirs pour le *Journal de l'École*.

Je le fais d'autant plus volontiers que, bien souvent encore, je pense à mes anciens élèves. Comme cette classe de sixième m'était chère! Avec quelle réelle satisfaction je retrouvais mes « garçons »! Du reste, comment oublierais-je leur enthousiasme, à certains jours

surtout! à ces fameux jours d'examens oraux, par exemple, où tous avaient à cœur d'avoir une bonne note, surtout quand elle était donnée par M. Trocmé. Il fallait voir avec quel entrain on se préparait à recevoir le « jury ». Et nos compositions écrites, faites concurremment en 5e et en 6e, alors que j'étais partagée — au dire de tous — entre le désir de voir les élèves de 5e — anciennement les miens — surpasser ceux de 6e et la joie de voir ces derniers tenir un rang honorable.

Et, quand la semaine avait été très bonne et que la plupart rentraient aux Sablons avec la mention *très bien* pour le tableau affiché dans le hall, je ne sais qui était le plus heureux : de la maîtresse ou des élèves.

Il y avait bien, comme partout, quelques récalcitrants qui se refusaient à l'effort personnel vraiment soutenu, mais c'était le petit nombre, le très petit nombre, et à côté d'eux, que de satisfaction me laissaient des enfants comme Thiercelin, Guiraud, etc. !

Aussi n'ai-je jamais pu entendre, sans être indignée, ces questions : « Est-ce qu'on travaille aux Roches? Est-ce que les sports ne prennent pas les trois quarts du temps ailleurs consacré à l'étude? Et je vous assure que, faisant appel à mes vieux souvenirs, il ne m'est pas difficile de prouver que ces critiques ne sont nullement fondées.

Il y a une chose certaine, c'est qu'on savait s'organiser; il y avait temps pour tout, et j'ai souvent répété qu'après une partie de football chaudement disputée, mes élèves fatigués physiquement, n'en travaillaient que mieux. Il est vrai qu'il fallait s'intéresser à tout; qu'auraient dit les braves, comme Forestier, si, au jour fixé pour le match, je n'étais pas venue applaudir les vainqueurs? Il fallait, en été, aller visiter les petits jardins entretenus avec tant de soin, trouver bien meilleurs les salades et les radis du jardin de Waddington que celles du marché. Il fallait même s'intéresser à l'élevage des cobayes!

Mais, au son du timbre du bâtiment des classes, tout rentrait dans l'ordre et mes petits espiègles m'arrivaient avec une bonne figure et le désir de bien travailler. Et franchement, on travaillait avec entrain!

Tout était bon, simple, sentait l'enthousiasme, et je me trouvais heureuse, très heureuse, de donner ma petite part d'efforts dans ce vaste champ d'action qu'est l'École des Roches.

Retenue ici par des devoirs impérieux, je n'ai pu répondre à l'aimable invitation qui réunissait dernièrement tous les amis des Roches, mais j'étais unie à tous pour célébrer le dixième anniversaire de la fondation de cette chère École et pour applaudir intimement à l'érection du buste de celui qui serait si fier aujourd'hui de voir prospérer son œuvre.

Puisse-t-elle grandir encore et donner à ceux qui s'en occupent avec tant de dévouement, toute la satisfaction qu'ils méritent! Puissent tous les anciens élèves, dont le nombre s'accroît chaque année, ne jamais oublier qu'on s'est étudié à « les bien armer pour la vie » et porter bien haut le drapeau de l'École.

J. Mory.

Nancy, le 11 juin 1910.

Cher Monsieur Bertier,

Rentrant aujourd'hui de voyage, je trouve votre lettre, à laquelle je suis très heureux de répondre; d'autant plus que les deux années écoulées depuis mon départ des Roches m'ont permis de réfléchir longuement et sont la garantie de mon impartialité.

Je garde, de mon séjour parmi vous, le souvenir d'un travail efficace au plus haut point, car l'entente est complète entre directeur, professeurs et élèves, du fait que tous, ayant compris la beauté de l'œuvre, se sont pris d'un juste enthousiasme pour elle et veulent lui communiquer tout l'essor auquel elle a droit. — Jamais, par ailleurs, je n'ai remarqué poursuite aussi active vers idéal plus noble.

Celui qui a passé par les Roches, en a dû subir la bienfaisante influence et son énergie s'en est heureusement fortifiée. Il est donc dans l'obligation de lui conserver une profonde reconnaissance et j'ai constaté avec joie qu'il ne la lui marchande jamais.

Ainsi vos amis vous rendent justice, mais j'ai plus de plaisir encore à voir les antiques écoles, par leurs nombreux essais d'imitation et d'adaptation montrer à tous, bien malgré elles d'ailleurs, en quelle estime elles vous tiennent. L'admiration d'un concurrent est précieuse, car elle est la consécration de votre valeur.

Œuvre généreuse douée d'une surprenante vitalité malgré sa jeunesse, telle est ma définition de l'École des Roches.

Je vous prie de présenter mes respectueux hommages à Mme Bertier et de croire à ma parfaite sympathie.

Georges Moulins.

Souvenirs de 1903-1904.

C'est peut-être bien prétentieux d'appeler « vieux » des souvenirs datant seulement de six ou sept ans, mais pour la « Décennale », on ne peut pas remonter beaucoup plus loin, et, tant de choses ont passé depuis!

Mon entrée aux Roches, c'était mon début dans la vie; aussi, à ma grande fierté se mêlait beaucoup de perplexité : Comment allaient s'établir mes rapports avec ces jeunes gens dont quelques-uns avaient presque mon âge? En réalité, ce fut chose facile; au bout de quelques jours nous étions amis; et comment pouvait-il en être autrement en menant ensemble cette vie faite toute de sincérité et de confiance réciproque.

Bien souvent, depuis, j'ai revécu ce temps passé aux Roches, mais quelques souvenirs me retiennent toujours plus longtemps. Ce sont, par exemple, ces bonnes soirées du Coteau, où réunis, professeurs et élèves, on causait, lisait, ou faisait de la musique : il fallait faire effort pour se rappeler que l'on était dans une École : c'était bien une grande famille qui était réunie dans le salon de la maîtresse de maison. Ensuite, c'était l'appel, où, après une causerie ou une lecture du chef de maison, tous les garçons venaient vous dire un bonsoir si amical, accompagné d'une poignée de main si franche. J'ai vu quelquefois des personnes étrangères à l'École assister à cet appel, et, toujours, elles ont été frappées, et, on peut le dire, émotionnées. Il semble en effet qu'à ce moment plus qu'à tout autre, on sentait cette confiance réciproque qui existait entre maîtres et élèves : on trouvait alors toute naturelle l'absence de surveillance directe aux études, dortoirs, etc. Tous ces jeunes gens avaient conscience que l'on comptait sur eux, qu'on les traitait comme des hommes raisonnables, et ils agissaient comme tels. Bien souvent, celui qui avait fait quelque sottise dans la journée profitait de ce moment pour vous donner une poignée de main plus longue en vous regardant bien en face : c'était une façon de témoigner de ses bonnes résolutions pour la suite. — C'était encore à l'appel que l'on pouvait juger de la transformation produite par l'École sur certains nouveaux. Les premiers temps, leur bonsoir était timide, le regard fuyant, à ce moment le maître n'était pas encore l'ami : il en était ainsi jusqu'au jour où, ayant bien compris l'esprit de l'École, ils prenaient confiance; leur bonsoir était alors tout autre.

Quels bons souvenirs aussi me sont restés des promenades dans la forêt de Mandres, et des excursions un peu longues destinées à la visite d'une usine, d'un monument historique, etc. ! Jamais un accroc ne vint troubler ces voyages, et c'est plaisir de voir l'intérêt que tous prenaient à ces visites : intérêt manifeste par les questions posées et ensuite par les comptes rendus.

Et quand, après ces quelques mois, j'ai quitté l'École pour entrer dans l'industrie, j'ai eu le sentiment que je laissais beaucoup d'amis derrière moi : j'ai eu le bonheur d'en rencontrer quelques-uns depuis

et ce fut toujours avec un réel plaisir. J'ai suivi avec intérêt plusieurs anciens élèves de l'École des Roches, et j'ai pu constater avec quelle facilité ils tenaient leurs places au milieu de leurs nouveaux camarades sortis des lycées et collèges. Ils marchent droit, aimant le travail et les distractions saines. N'ayant pas été habitués à être surveillés sans cesse, ils ne sont pas grisés comme certains par cette liberté subite qui leur est laissée, et ils savent résister aux tentations multiples qui ne manquent pas d'assaillir les jeunes étudiants. N'est-ce pas une preuve de plus de l'efficacité de l'éducation reçue à l'École des Roches.

X.

8 juin 1910.

---

28 Primrose Hill Road.
London N. W.

Dear Mr. Bertier,

Although I am not following a scholastic career, I shall never regret my experience of modern French education in its widest and best sense, as conducted at *l'Ecole des Roches.* I expressly use the term « widest » because so many branches of teaching are incorporated in the school curriculum, including modern languages which take a prominent part in the daily work.

The *travaux pratiques* struck me especially as beeing an excellent alternative to cricket and football, which are sometimes played « ad nauseam » in English public Schools.

I have seen several of the anciens élèves in London and they always appear to « fall on their feet » (to use a colloquialism), and this is attributable to the fact they understand what everybody says and can reply in whatever language may be required.

I shall always recommend *les Roches* when occasion arises.

A. Hyde Hills,

B. A. Cambridge.

Master at the Roches from Sept. 1905 to July 1906.

Lettres d'amis de l'École.

Versailles, le 30 juin 1910.

Cher Monsieur,

Vous me demandez, en souvenir de M. Demolins, de vous donner mon impression sur l'influence de ses idées et le résultat de ses actes,

dans les études littéraires. Mon expérience est bien courte, et je dirais volontiers entre ceux qui le louent et ceux qui le blâmèrent :

Non nostrum inter vos!...

Mais puisque vous voulez bien m'y inviter, au moment même où chacun de ses admirateurs lui rend un si juste hommage, je suis heureux de me joindre à eux en évoquant deux souvenirs. L'un m'est laissé par sa personne, et l'autre par son œuvre. Il n'aurait pas refusé lui même d'être loué ainsi par les faits.

Le premier de ces souvenirs remonte à 1889; l'*École Nouvelle* venait de paraître. J'eus la curiosité de consulter M. Demolins sur les Tableaux de Grammaire Latine qu'il recommandait instamment d'après la méthode Olivier Benoît; peut-être aussi n'étais-je pas fâché de voir et d'entendre celui que les vieux classiques considéraient alors comme l' « ennemi des lettres » et de m'assurer *de visu* qu'il n'avait rien d'un Vandale. Non, Demolins n'était pas l'ennemi des études littéraires : il ne demandait même pas la suppression du latin; son esprit large, clair, pratique, son cœur plein d'enthousiasme, étaient ouverts à toutes les idées élevées, à tous les sentiments humains, et il ne craignait pas plus de les chercher dans le passé que dans l'avenir. A une condition cependant, c'est qu'ils fussent, dans le présent, d'une immédiate utilité. Comment n'aurait-il pas demandé une éducation littéraire approfondie, l'écrivain qui venait de donner, dans les plus beaux chapitres de la *Supériorité des Anglo-Saxons*. un modèle de composition sévère, d'expression précise et colorée, et parfois de chaude éloquence? Il me reçut dans son pied à terre de la rue de Varennes, et j'aurais été conquis, si je ne l'avais été d'avance, par son accueil sérieux, l'art qu'il avait si bien d'aller droit au fait et d'adopter vite une décision ferme. Il ne fut guère question que du point précis sur lequel je venais le consulter : mais il était facile de voir, même en l'écoutant parler des déclinaisons, de la syntaxe et autres humbles questions de méthode, qu'il joignait à l'enthousiasme de Raoul Frary, un sentiment plus juste encore de la réalité, plus de mesure dans le jugement théorique, plus de largeur d'esprit dans l'application. Certes, il ne cherchait pas à « sauver » les études littéraires. Son but était ailleurs : il voulait avant tout sauver son pays. Mais il ne voyait pas non plus dans leur anéantissement un moyen de servir la France; et il comptait bien, les sachant éternellement jeunes et fortes, qu'elles se feraient toutes seules, dans l'éducation de l'avenir, la place qu'elles méritaient d'avoir.

Qu'aurait-il dit, cher Monsieur, l'autre jour, s'il avait pu nous entendre, lorsque assis vous et moi sur l'herbe nous regardions jouer les élèves de l'École, *son* École? Douze ans avaient passé, et l'œuvre

qu'il venait de créer en 1899 a déjà subi l'épreuve de la durée! Que dis-je : elle a pu déjà évoluer en se fortifiant, et c'est en pleine sécurité que nous essayions de suivre la courbe déjà décrite et d'apercevoir dans quel sens la prolongerait l'avenir.

Les Lettres, pour nous, comme pour Demolins, doivent être *modernes* ou ne pas être. Littérature française, littératures étrangères, voilà la matière essentielle et suffisante de la formation intellectuelle des jeunes gens. Et pourtant, sur un point spécial, l'expérience vient de prouver qu'elles ne peuvent entièrement se passer de l'antiquité : *le latin* que Demolins n'avait conservé que par prudence, presque par acquit de conscience, a prouvé sa vitalité. Non seulement il s'est défendu, mais il reconquiert du terrain, et vous avez dû, d'accord avec les pères de famille éclairés qui vous soutiennent, mettre tout le monde, — ne fût-ce que deux ou trois ans — au latin. Nul doute que ce grand « réaliste » qui a pu, avant sa mort, deviner la force du mouvement, ne se fût incliné devant l'expérience et n'y eût découvert avec vous une exigence de la nature. Le présent est trop plein du passé pour qu'on puisse brusquement décréter une hégire nouvelle; plus que toutes choses, les langues, témoins presque aussi incorruptibles que les rites religieux, des plus lointaines traditions, doivent être rattachées à leur origine vénérable. Apprendre le latin, c'est apprendre la logique du langage, sous sa forme la plus simple et la plus générale, telle que l'a conçue notre race encore proche de son berceau. Apprendre la langue mère du français, de l'italien, de l'espagnol, à laquelle l'anglais lui-même doit une partie de ses mots, et que parle, que parle encore toute l'Allemagne savante, c'est se préparer d'une manière toute naturelle, toute historique, à l'étude des langues indo-européennes; c'est concevoir dès l'enfance, l'unité de l'esprit dans le langage d'une race, et se préparer à devenir non seulement un Français instruit, mais un bon Européen... Pour cela, peu de peine, peu de temps sont nécessaires : trois ou quatre ans seulement avec de bonnes méthodes et des ambitions limitées au but que vous poursuivez. Mais nous ne pouvons reproduire, en deux mots, une conversation d'une heure. Elle était trop grosse de conséquences pratiques : l'expérience seule pourra vous justifier!

Puis nous passions au *français*, à l'instrument par excellence de l'éducation littéraire auquel l'histoire et l'étude des littératures étrangères doivent être subordonnées. Vous me disiez, en me montrant la souple et robuste jeunesse qui s'agitait en plein soleil sous nos yeux, le souci constant que vous avez de l'éducation physique; vous me rappeliez notre promenade à travers les laboratoires, aux ateliers de menuiserie, de serrurerie et de modelage, témoins de l'esprit pratique

dans lequel vous travaillez; mais vous n'en reveniez qu'avec plus d'insistance à votre désir de donner la première place dans l'existence scolaire à l'éducation littéraire. Elle seule donne le sens des autres disciplines, elle seule prête de la vie et de l'intérêt aux besognes les plus secondaires parce qu'elle seule en montre le but élevé, philosophique, dans le développement harmonieux de toutes les facultés humaines. Faire du sport pour la santé, pour l'habileté, pour la souplesse, rien de mieux. Se livrer aux travaux manuels pour devenir apte à tout comprendre et capable de résoudre beaucoup de difficultés, rien de mieux encore. Mais à condition de ne pas oublier le but final, de ne pas s'arrêter en route, de ne pas devenir un athlète ou un manœuvre, de faire les choses dans le sens élevé où l'entendait La Bruyère, avec talent, avec grâce, avec intelligence, et véritablement de « main d'ouvrier ».

Aussi voulez-vous, par les lettres, développer *l'esprit philosophique*. Là encore, vous ne faites que traduire la pensée même de Demolins. Apprendre à *observer* les choses, soit dans la nature extérieure, soit dans notre propre existence, et connaître le milieu où la nature nous fait vivre. Apprendre à *mettre de l'ordre* dans les connaissances éparses, à les classer avec méthode, à établir entre elles des liaisons intelligentes et des rapports conformes à la réalité; apprendre enfin à exprimer ses jugements et ses idées dans une langue claire et précise, sans négligence, sans confusion, avec toute la simplicité d'une intelligence lucide, voilà, aujourd'hui comme hier, le but de notre rhétorique : là encore, là surtout, je ne puis redire les moyens auxquels nous songions, moyens matériels et intellectuels, art de prendre les notes, d'analyser les textes, d'écrire les devoirs, art surtout de mettre partout dans des études anarchiques, de l'unité, de la suite, de la continuité. C'est l'œuvre de plusieurs années, peut être d'une génération (Demolins disait cinquante ans). Nous tâcherons du moins, chacun pour notre part, d'apporter notre pierre au monument futur.

Aujourd'hui notre tâche mélancolique et douce se borne à louer sans réserves celui qui aura l'honneur, aux yeux de nos successeurs, d'avoir posé la première. Sans doute la Commission d'enquête de 1900 attirera avant tout l'attention de l'avenir : les noms de MM. Ribot Leygues, Liard, et autres ouvriers de la première heure seront justement loués. Mais celui de votre Demolins sera honoré entre tous, comme celui d'un précurseur.

Une autre récompense encore semble lui être réservée, et c'est celle qu'il avait le plus désirée. L'auteur de la *Supériorité des Anglo-Saxons* était un homme d'action plus encore qu'un excellent écrivain : il désirait se survivre plus par les œuvres que par les livres,

et son ambition était de former des professeurs. La phalange restreinte, mais homogène, ardente, prête à tous les efforts et à tous les progrès, qu'il a groupée autour de son *École Nouvelle*, gardera pieusement son culte, dans cet esprit d'indépendance, de docile souplesse aux lois de l'évolution sans lequel il n'y a pas de vie, et qui fut toujours le sien. Car il lui a donné, avec le moyen de le comprendre, la force de le dépasser, de prolonger sa pensée par la leur, de le faire revivre en eux.

Telles sont, cher Monsieur, les simples réflexions que m'ont inspirées mes entrevues jadis avec le fondateur, naguère avec le directeur actuel de l'École des Roches. Elles sont trop d'accord avec celles que j'ai le devoir d'exprimer ailleurs chaque jour pour que j'éprouve quelque scrupule à vous les communiquer, et c'est avec une bien profonde sympathie que je vous prie de croire à mes sentiments les meilleurs.

J. BEZARD,

Professeur de Première au Lycée de Versailles.
Inspecteur de l'enseignement des Lettres à l'École des Roches.

Paris, le 21 juin 1910.

Cher Monsieur Bertier,

Vous êtes trop jeune pour savoir que le comité Dupleix avait commencé en 1896 une campagne pour la réforme de l'Enseignement et de l'Éducation. Jules Lemaître voulut bien nous donner son puissant appui. Et, en 1898, le 5 juin, il fit, sous les auspices de notre Comité, à la Sorbonne une conférence qui eut un grand retentissement. C'est à ce moment que j'entrai en relation avec M. Demolins. Il songeait à fonder une école, me disait-il.

Nous continuâmes notre agitation et en décembre 1898, M. Lavisse fit une conférence à la Sorbonne contre le baccalauréat et en faveur d'une nouvelle méthode d'enseignement et d'une éducation meilleure.

C'est vers ce temps que M. Demolins annonça l'ouverture de l'École des Roches pour octobre 1899.

Voulant lui faciliter la réussite, je lui proposai de faire à la Sorbonne une conférence, que nous nous chargions d'organiser à nos frais.

Et comme l'École devait ouvrir en octobre, nous décidâmes de fixer une date assez approchée afin que la publicité eût le temps de produire son effet. Bien que M. Lavisse eût parlé en décembre 1898, nous décidâmes, avec M. Demolins, qu'il ferait en mars 1899 une conférence à la Sorbonne sur l'Éducation nouvelle.

Entre temps, je continuais à provoquer des articles dans la Presse

de Paris et de province, et je continuais ma tournée de conférences dans les principales villes de France. Durant mes innombrables conversations, je parlais de la future école, de sa nécessité, et dans le bulletin de notre Comité, nous la préconisions.

Mais l'affaire importante était la conférence de la Sorbonne. M. Demolins y parlait, après Jules Lemaître et Lavisse, et il attirait sur lui l'attention de toute la France et même du monde entier. Car les grands journaux étrangers étaient représentés à cette réunion. Le succès fut complet. La presse entière, qui savait le désintéressement du Comité Dupleix, parla du futur directeur de l'École des Roches et faisant une énorme publicité à l'homme, elle la fit indirectement à son œuvre. C'était ce que nous voulions.

Depuis, l'entreprise si courageuse de Demolins a grandi. Vous avez démontré, grâce à lui, qu'on peut former des hommes instruits et sains, sans étouffer leur initiative et, surtout, sans leur enlever le goût de la responsabilité.

Vos anciens élèves travaillent, agissent et se plaisent à une vie active que fuient tant de fils de la bourgoisie. Grâce à votre installation à la campagne, vous endurcissez vos élèves, vous faites des corps sains. Grâce à vos méthodes et surtout à la valeur morale de vos maîtres, vous leur enseignez la bonne *tenue du cœur*, la haine du mensonge, le sentiment du devoir, l'habitude d'agir juste sans contrainte physique, et de la sorte vous en faites des hommes capables de se conduire, et que vous ne jetez pas dans la vie avant de les avoir préparés à agir, au moyen d'un entraînement continuel de leur volonté.

Laissez-moi vous le dire avec sincérité, vous avez non seulement donné un bel et utile exemple à ceux qui s'occupent d'éducation, mais aussi rendu un réel service à notre pays de France.

Je suis bien heureux d'avoir l'occasion de vous envoyer aujourd'hui les biens sincères félicitations d'un homme *bonæ voluntatis*. Car j'en suis un. Je vous remercie de tout cœur d'avoir consacré votre vie à former de bons Français.

Bien à vous.

G. Bonvalot.

Impressions d'un Aumônier.

Je voudrais, dans ce *Journal* consacré aux souvenirs, placer, moi aussi, quelques impressions des premiers temps de mes venues à l'École.

Avant tout, je voudrais rendre à M. Demolins l'hommage que

je lui dois : j'ai trouvé chez lui, d'emblée, le sens le plus juste de la place que la religion doit tenir dans la formation des jeunes. Il voulait que ses élèves arrivent à avoir une vertu authentique, et il savait la force morale sans limite qui vient des convictions chrétiennes. Il voulait qu'ils deviennent des personnalités, et il savait que ceux qui ont ce lien vivant avec Dieu, qui s'appelle la foi, ont le secret essentiel pour devenir quelqu'un. Que de fois, dans son cabinet de la Guichardière, pendant qu'il tisonnait les bûches, dans ce foyer que je vois d'ici, nous causions de la sorte. Je n'étais pas d'accord avec lui sur la place qu'il donnait à la religion dans la « nomenclature », mais nous n'avions guère de divergence sur la valeur pratique du sentiment religieux. Ce qu'il avait d' « anglo-saxon » dans l'esprit, sur ce sujet, n'était pas pour me déplaire et je sympathisais sans difficulté avec ses idées qui étaient, en somme, si proches de celles de ce noble abbé de Tourville, sur les convictions personnelles, et sur la méthode individuelle dans l'instruction religieuse. Il allait volontiers presque au paradoxe, et je me souviens du jour où il me disait qu'il fallait enseigner la vertu « comme un sport ». Il entendait par là une chose au fond très juste, c'est que la vie morale et spirituelle doit tellement faire partie de nous-mêmes, que nous en fassions constamment l'expérience, comme des forces qui grandissent par la pratique et qui sont de plus en plus nôtres. — Je voyais bien ce qu'il fallait ajouter à ceci du point de vue chrétien de la grâce, mais il y avait tant à apprendre d'un homme qui ne cessait pas de réfléchir aux aspects nouveaux que l'éducation doit prendre !

Et quels souvenirs j'ai gardés de mes premiers contacts avec les élèves — mes leçons d'instruction religieuse se faisaient d'une façon simple et intime, autour d'une table. Mais tout de suite, avec tant de sérieux ! Mes élèves posaient des questions, désiraient creuser les problèmes, non pour le plaisir de discuter, mais pour arriver à des croyances nettes auxquelles ils puissent s'attacher avec solidité. C'était le samedi soir, dans un bureau des Pins, que venaient, dans ces premiers jours, Silhol, d'Hauteville et d'autres. Le lendemain dimanche, après le culte, nous nous promenions dans le bois des Pins ou sous les arbres du Vallon. Et souvent j'ai retrouvé là, de fort loin sans doute, par ma faute, quelque chose de ce que Taine rapporte de ces jeunes gens de Platon qui cherchaient la sagesse. Mais la grandeur de l'Évangile comble ce qui manque à l'insuffisance de l'éducateur. Combien j'en ai rencontré de ces grands garçons, maintenant des jeunes hommes qui certainement voulaient forger pour la vie leurs croyances et leurs habitudes : Louis Glaenzer, Guy Thurneyssen

me restent comme des exemples de ce que beaucoup d'autres auraient pu devenir.

Nos cultes étaient, au plus haut degré, ce que les premiers chrétiens auraient appelé des cultes « de la chambre haute »; vrais cultes de famille, tout intimes et recueillis. Au moment où nous allons avoir une chapelle donnant bien le sentiment du sanctuaire (dans le prolongement du bâtiment des classes), j'ose regretter le temps où nous étions reçus si cordialement dans le salon de Mlle Rousselot, qui a été pour moi une auxiliaire si convaincue et si précieuse, et dans le salon des Pins, préparé par Mme Campaux avec une si exquise bienveillance, et parfois dans l'admirable maison des Sablons, et longtemps dans la salle à manger du Vallon préparée chaque dimanche matin avec tant de ponctualité et de cœur par M. et Mme Jenart. Que de bonne grâce nous a été montrée! Que d'amis il faudrait remercier, dans ces Roches où l'on a, au plus haut degré, le respect des convictions, où il est entendu d'avance que chacun, dans la confession religieuse à laquelle il se rattache, n'est pas discuté, où l'on ne comprendrait pas même qu'il en fût autrement! N'est-ce pas ici que se réalise la communion des âmes dans l'essentiel?

Mais les souvenirs, aux Roches, ne sont pas un retour attendrissant vers le passé. Ils sont des expériences fécondes et des promesses d'avenir. S'il y a un milieu où nous sentons, dans toute sa valeur, le prix de l'éducation chrétienne, c'est bien celui-là. Les résultats le montrent jusqu'à l'évidence. Mais c'est ici également que l'on voit combien il faudrait se donner davantage, et former les jeunes non seulement avec des préceptes, mais par le sacrifice de soi-même.

Ce noble idéal a été de tout temps celui des vrais maîtres des Roches. On pourrait citer, à propos d'eux, ce que j'entendais dire d'un admirable pasteur à qui l'on rendait ce témoignage de forme inattendue, mais si touchant dans le fond, « qu'il s'était fondu, dans sa paroisse, comme un morceau de sucre dans un verre d'eau ». Je sais combien cet esprit est celui de notre Directeur actuel à qui je n'ose rendre ici tout l'hommage que je voudrais. Ce qui est sûr c'est que, plus l'École grandit, plus cette intimité sera nécessaire, plus le contact permanent, d'esprit à esprit, d'âme à âme, sera le secret même des succès à remporter. Et nous tâcherons de le mieux réaliser à l'avenir, afin de former des individualités plus fermes, plus conscientes de ce que Dieu attend d'elles, plus capables de le réaliser.

Jean MONNIER,

Pasteur.

L'ÉCOLE DES ROCHES ET SA MÉTROPOLE

A l'époque préhistorique de l'École — j'entends : celle des grottes de Rougemont — à l'époque de nos *diplodocus* et de nos *brontosaures*, il eût été hasardeux d'aborder un pareil sujet. Le fougueux quadricycle de Saillard était la terreur de Verneuil. Nos garçons furent parfois, et je ne les défends pas, les Attilas des chats et les Assourbanipals des canards. Il y eut souvent à redire et cela est certain. Nous réprimons autant qu'il est en nos moyens ces tendances brutales et je suis convaincu pour ma part, avec l'Ane de Victor Hugo, que c'est un acte atroce d'écraser sciemment un crapaud.

A part ces fautes certaines et dont je fais la part, à part quelques autres encore, vraiment que pourrait donc nous reprocher Verneuil? A l'histoire de nos « crimes » s'ajoute une légende, qui comme toutes les légendes... Je ne la discuterai pas! — Nous sommes tous des « Anglais », cela est entendu, tant a été profond le retentissement du livre de M. Demolins!

Ce n'est pas, penserez-vous, une chose très élégante que de s'attacher à faire valoir ses propres mérites. — Je le pense avec vous, mais il n'est pas moins vrai que nous avons besoin, quelquefois, de nous défendre contre l'ingratitude provinciale et paysanne. Et Verneuil m'a semblé, il y a quelques années, à l'égard de nos Roches, et à bien des reprises, un petit phénomène d'ingratitude.

Nous sommes en Normandie, et savez-vous la faute que nous devons faire oublier, avant toutes les autres? — C'est notre qualité d'étrangers. Et je ne dis pas d'Anglais, je dis de Pari-

siens, ou bien de gens de Pontoise… ou de gens de Nancy. Voilà : nous ne sommes pas des ENFANTS DU PAYS et, aux yeux des Normands, cela est essentiel car, comme les *légumes du pays*, les *enfants du pays* valent deux fois plus cher.

Ah ! c'était bien la peine que ce vieux 89 fît tomber tant de barrières pour tout centraliser. Le sentez-vous, ici, le terroir des provinces ? Et nous qui justement, selon la nouvelle mode, décentralisons à plaisir, voilà comme nous sommes accueillis ! Mais pourquoi emboucher une trompette épique ? N'est-il pas préférable de dire bien simplement que les « metèques » de l'École des Roches voudraient faire oublier leur crime involontaire, et y tâchent constamment, en apportant l'appoint de leur bonne volonté ou même de leur talent à la petite cité verdoyante qui les accueillit.

C'est de jour en jour davantage, que nos professeurs sont amenés à habiter Verneuil, et ils ne trouvent pas toujours facilement à s'y loger. Quelle « poule aux œufs d'or » est cette bonne École, pour nombre de propriétaires. A part quelques petites maisonnettes comme la mienne, qui font la joie quotidienne de leur locataire, sur combien de sombres façades l'écriteau se balancerait-il encore mélancoliquement sans l'inappréciable trésor que constitue l'invasion rémunératrice de nos professeurs.

Après la question des loyers, traiter la question du commerce, ce serait enfoncer des portes ouvertes. Seuls, les livres de compte de la maison « Une Telle » avant la fondation de l'École et depuis, pourraient devenir ici des documents probants. Il serait indiscret d'en demander, je pense, la communication ; je serais néanmoins curieux de les connaître, d'autant plus que ce gros consommateur : l'École, ne me semble pas traité en règle générale à des prix bien spéciaux. Et cette maison « Une Telle », combien a-t-elle de noms ? Dans nul autre domaine, nous ne sommes, je pense, un foyer de prospérité plus manifeste.

* * *

Mais ce sont là, direz-vous, phénomènes économiques et indépendants en quelque mesure de la volonté humaine. Ce sont effectivement des forces qui agissent. et si les habitants de Verneuil doivent en constater avec nous la bienfaisance, dans cette loi rigide de l'offre et de la demande, sans doute ne voient-ils



Photo Deslandres.

La salle centrale du batiment des classes agrandi.

pas une intention bien nette de leur venir en aide ou de leur faire plaisir.

Que ne nous en fournissent-ils plus souvent l'occasion ! Ce serait une joie pour nous de répondre à leur appel. Qu'est-il de plus facile à nos professeurs que de faire une conférence, par exemple, à telle société de jeunes gens? Le cas s'est présenté et je sais un collègue qui ne demande qu'à recommencer.

M. Dupire a donné plusieurs fêtes dans la salle des conférences de Verneuil transformée par ses soins. La représentation du *Petit Lord* y fut tout spécialement charmante. Si la salle ce

soir-là, n'était pas tout à fait remplie, est-ce à l'École des Roches qu'il faut en tenir rigueur?

Il faut en avoir fait l'expérience personnelle, pour se rendre bien compte des obstacles que rencontre le monsieur enthousiaste et plein d'illusions qui veut galvaniser une petite ville de l'Ouest. Ah! les bonnes petites vieilles habitudes séculaires, les cafés, les billards, les manilles à heure fixe, les partis politiques et le souci du qu'en dira-t-on!

Nous ouvrons, néanmoins, nos séances de l'École, à de très nombreuses reprises, à la population vernolienne et si nous devons parfois ou demander les cartes au contrôle de la porte ou percevoir un droit, c'est que nous avons des frais que nous devons couvrir ou que trop de liberté introduit des abus.

Faut-il rappeler, ici, la participation de nos musiciens à de nombreuses cérémonies nuptiales ou funèbres et l'important appoint qu'a fourni bien souvent la compétence de M. Jenart aux divers comices agricoles?

J'en passe... et des meilleurs (d'ailleurs, c'est toujours des meilleurs, quand on en passe!). Mais je ne puis pas conclure sans adresser ici, une mention spéciale à l'œuvre de M. Storez.

M. Storez a quitté Paris, en plein épanouissement de sa jeunesse et de son talent. Il est venu s'installer à Verneuil simplement, largement, pour élever sa famille, avec cette idée bien ancrée que sa prospérité rejaillisse sur les autres. Ce n'est pas un vain mot : M. Storez est une idée sans cesse en éveil, un goût charmant. Il agit, mais surtout il incite à agir. C'est un ferment exquis dans la pâte vernolienne. Il applique le principe qu'il faut faire travailler tout le monde sans préférence, sauf celle due au mérite. Je ne sais si ce principe est des plus provinciaux et si, dispersant les bienfaits, il centralise la reconnaissance. Il ne s'en émeut guère et distribue la besogne. Les divers ateliers se plaignent d'être surchargés, mais ils n'ont jamais fait d'aussi brillantes affaires. Il faut croire que tout va, car le bâtiment va. Mais remuer des moëllons, ce n'est pas là l'idéal de M. Storez. Il aime, encore bien mieux, remuer les esprits, saper les vieilles façades et tout ce qui est faux, donner le goût du beau qui

s'appuie sur le vrai et bâtir des maisons, grandes ouvertes au soleil comme l'est sa propre vie, et gaîment colorées, comme l'est son caractère.

Nous avons donc donné et donnons à Verneuil passablement de nous-mêmes. A l'exemple constant de nos équipes de jeu, ne nous doit-il pas son foot-ball? à notre intervention auprès de la Compagnie, son train de trois heures, le dimanche?

Nous projetons plus encore : améliorer la gare, vraiment un peu... fanée, l'égayer, la fleurir. Un chef de gare fort intelligent entre dans nos vues. Nous pensons qu'une station n'est pas fatalement un monument d'horreur, et la gare n'est-elle pas, pour qui revient de Paris, le premier sourire de Verneuil.

L'économe de l'École s'occupe également de la constitution d'une société de tir; la possibilité d'ouvrir en plein Verneuil un petit restaurant anti-alcoolique, dans ce département de l'Eure qu'infeste le fléau, réaliserait, je le sais — et puisse-t-il aboutir! — un des vœux les plus chers de M. Bertier.

Tel est, très résumé, le bilan de nos actes et celui de nos projets. Verneuil nous a donné ses beaux ombrages verts et sa tour magnifique. Nous lui devions bien quelque chose. Nous nous en acquittons : on commence à le sentir.

J'en accueille, cette semaine, le plus heureux présage dans les paroles de M. Oudin, premier adjoint, disant de M. Demolins et de M. de Glatigny, unis pour fonder notre École : « Nous apprécions le service immense qu'ils rendirent ainsi à la ville de Verneuil et combien cette École contribue à la prospérité du commerce local. »

Mais ce n'est pas notre but, du moins notre seul but. Le professeur des Roches qui habite à Verneuil, aura mieux rempli sa journée, s'il a pu, au hasard d'une conversation, d'une flânerie, d'une promenade, faucher un préjugé, préserver une doctrine, faire comprendre une belle chose, élever un esprit.

René Des Granges.

DEUXIÈME PARTIE

HISTOIRE DE L'ÉCOLE PENDANT L'ANNÉE 1909-1910

PRINCIPAUX FAITS DE NOTRE VIE SCOLAIRE

Vie physique.

Jeux. Quand je commence à écrire cet article, il est quatre heures du soir : le cricket régulier vient de finir, mais à peine les plus jeunes élèves ont-ils quitté le champ que les grands, ne prenant pas le temps de goûter après les travaux pratiques, piquent leurs « wickets » et commencent à « bater ». Après le déjeuner et le dîner, trois jeux réguliers s'organisent, chaque jour, sur notre gazon bien vert et bien uni, et les joueurs deviennent de moins en moins inhabiles. Ah ! je vous prie de croire que seuls restent dans les maisons ceux que le travail y retient : tous les autres prennent leurs ébats au soleil vivifiant et exercent leurs muscles, leur adresse et... leur patience. Ce n'est pas, en effet, la moindre vertu du cricket que d'habituer l'enfant au calme, à la discipline et en même temps à l'attention longtemps soutenue. Nous sommes donc très heureux de voir nos élèves tout à fait pris, cette année, par leur jeu d'été. Le foot-ball reste très en honneur : les matches de l'École — la plupart du temps victorieux — sont très suivis et quand nous jouons au dehors, en particulier à Normandie, on attend ici les dépêches avec impatience, presque avec anxiété.

Il nous reste à mieux organiser et à mieux enseigner le tennis : ce n'est pas, je le sais, la coutume des écoles anglaises, et ce sera, pour nos professeurs de jeux, un gros sacrifice d'amour-propre. Mais l'ordre général de l'École gagnera à cette organisation plus méthodique et nos élèves, plus habiles au tennis, trouveront là une de leurs saines distractions de vacances.

Sports. L'entraînement pour les sports (sauts, courses, etc.) fut, cette année, excellent, et cette partie de la Décennale tout à fait réussie.

Équitation. Je n'en dirai pas autant de l'équitation ; nos élèves n'y ont pas le même entrain que l'an dernier. Pourquoi ? Mystère. Et pourtant ils ont maintenant, pour les mauvais jours, un manège couvert et nous ne pouvons que nous louer de la complaisance et du dévouement de l'écuyer, M. L'Hôte.

Gymnastique. La gymnastique s'est faite, cette année, sous une double forme : pendant les deux premiers termes, nous nous sommes exercés presque uniquement au système Muller. Pendant le terme d'été, en plus de cette gymnastique de chambre qui s'est continuée dans les dortoirs, tous les élèves ont fait par groupes des mouvements d'assouplissement et des exercices aux agrès. Peut-être n'avons-nous pas donné, à la gymnastique respiratoire, surtout pendant le dernier terme, la place qui lui est due. Nous y veillerons de plus en plus. Ce qui est, par contre, incontestable, c'est le progrès de la discipline : tous les exercices se font dans un ordre parfait et on n'entend qu'une voix, celle du maître. Cela est dans l'ordre : mettons la liberté là où elle doit être, et usons-en largement, mais réclamons aussi énergiquement l'ordre et le silence quand le temps en est venu.

Boxe et escrime. L'escrime a nettement fléchi, mais la boxe est en progrès.

Danse. Nous avons inauguré des leçons de danse et chacune de nos maisons a multiplié les petites soirées d'hiver, de sorte qu'au Mardi-Gras, nous avons eu beaucoup moins de figurants et beaucoup plus de danseurs que d'habitude, et même, à dire vrai, n'y dansa pas qui voulut. Nous n'avons pas l'intention de faire l'apologie des bals et nous savons un grand moraliste qui les comparait aux champignons : « le meilleur ne vaut rien, disait-il. » Mais nous pouvons prendre, sans aucune gène, la défense de nos soirées dansantes : la plus mauvaise d'entre elles fut très bonne et comme leçon de souplesse, et comme leçon de bonne tenue, et comme joie franchement saine.

Excursions. En été, la danse fait place au cricket et à la bicyclette. Chaque maison a eu ses piques-niques et ses promenades du dimanche. Et les excursions de demi-terme ont été très réussies : les Pins s'en furent à Erquy, sous la conduite de M. Macpherson ; le Vallon à Honfleur, Dives, Courseulles, Arromanches et Bayeux ; les Sablons à Chartres, Maintenon, Anet et Dreux ; la Guichardière à Elbeuf, Rouen, Louviers et Évreux. Un bon point surtout aux deux dernières maisons qui ont fait l'excursion tout entière (200 kilomètres pour l'une et un peu plus pour l'autre) à bicyclette et à pied. A part cela, je ne sais à qui donner la palme. M. Marty excite l'envie de toute l'École, parce qu'il a vu et fait voir à ses compagnons le *Pourquoi-Pas?* et les aéroplanes de Rouen ; mais l'on dit que les deux jours d'Erquy furent charmants et que l'excursion du Vallon fut pleine d'entrain, voire d'enthousiasme. Le Coteau reste battu. Pauvre Coteau ! Son chef de maison n'a pas osé divorcer, même pendant trois jours, avec le directeur, et ses excursionnistes ont dû se diviser en deux groupes : les grands ont accompagné le Vallon, les petits, les Pins. Le chef de maison profite de ses bonnes relations avec le directeur de l'École pour remercier ici Mme et M. Jenart et M. Macpherson. Il a eu tant de plaisir à voir les bonnes figures épanouies de ses « boys » lundi soir et mardi matin !

État sanitaire. Les excursions, si longues qu'elles fussent, n'ont laissé chez personne aucune fatigue durable. Notre infirmerie a continué, après comme avant, à être très peu courue. Voilà deux ans passés sans aucune épidémie et les journées d'infirmerie ont, depuis trois ans, baissé de moitié. Rendons une fois de plus un hommage de gratitude à notre cher docteur Carcopino.

Travaux manuels. Ce progrès dans la santé de nos élèves nous tient à cœur. Mais il y a eu cette année, aux travaux manuels, un effort qui nous a causé au moins autant de joie; un de nos professeurs anglais, M. Jones,



Photo Deslandres.

SCIAGE D'UNE BILLE DE BOIS.

a obtenu d'un groupe d'élèves qu'ils construisissent avec lui un pavillon au champ de foot-ball. Enfin! Il suffisait — et je m'en doutais bien — d'un enthousiaste pour allumer l'enthousiasme de nos élèves et le diriger vers une œuvre utile à la communauté. Que M. Jones soit remercié ici de cette belle et bonne action. D'autres menuisiers ont travaillé aux décors, à quelques objets nécessaires aux maisons : il y a là un progrès que j'aime à signaler. « Par soi et pour tous », la belle devise

de la Guichardière doit être aussi celle de l'École et celle de chacun de nous. M. Malavieille, à l'atelier de la Guichardière, a obtenu de ses élèves quelques jolis objets en bois découpé : il a exposé en particulier, à la fête de l'École, une carte de France, en bois de différentes couleurs, qui est un petit chef-d'œuvre de patience et d'adresse. Le travail du fer et celui de l'aluminium, le modelage sont aussi en progrès. M. Dupire a laissé un plus libre cours à l'imagination de ses élèves : son atelier s'est, à certains jours, transformé en fabrique d'automobiles, de locomotives, de canots... en terre ou en plastiline. L'atelier d'en face continue à agir, lentement mais sûrement. Chut! ne mettons pas la brouille dans le ménage des artistes... Tous nos amis savent d'ailleurs qu'il y a entre les artistes de l'École une émulation courtoise et éminemment pacifique. C'est ce qui nous permet d'avoir deux ateliers d'étain repoussé, l'un dirigé depuis deux ans, par Mlle Sainte-Marie, l'autre fondé cette année, par Mme Mentré. Le premier s'est adjoint des travaux sur corne, le second du cuir repoussé et de la pyrogravure. Leurs expositions étaient très riches d'objets, bien présentées, et témoignaient d'efforts consciencieux et bien dirigés.

Vie intellectuelle.

Nos travaux manuels marchent, en somme, assez bien : nous ne perdons pas de vue pourtant l'idéal, que nous avons vu réalisé, au moins en bonne partie, à Bedales et dans les écoles du Dr Lietz : nous voudrions encore plus de vigueur, plus de sincérité et de naturel, plus d'entrain. De même, si nous sommes en progrès pour les études, nous voulons résolument obtenir plus, surtout en ce qui concerne le travail écrit et l'effort personnel.

Baccalauréats. Voici quels furent, l'an dernier, les résultats du baccalauréat :

(Sessions de juillet et novembre 1909.)

Classes de Mathématiques et Philosophie. — 3 Candidats. — Reçus.

Édouard Adler, reçu à la Philosophie (*mention Bien*).
Jean Langer, reçu aux Mathématiques.
Pierre Lyautey, reçu aux Mathématiques (*mention Assez bien*).

Classe de Première C. — 3 Candidats. — Reçus.

François Gall.
Étienne Martin.
Noël Martin.

Classe de Première D. — 8 Candidats. — 5 Reçus.

Pierre Guiraud.
Étienne Martin.
Noël Martin.
Pierre Matras.
Jean de Pourtalès.

Classe de Première B. — 5 Candidats. — 3 Reçus. — 1 Admissible.

Robert Gillet.
Pierre Guiraud
Henri Leroy.
Pierre Matras.

Institut chimique de Nancy. — 1 Candidat. — Reçu.

Jean Brueder (*mention Assez Bien*).

Total : 20 Candidats. — 15 Reçus. — 1 Admissible.

Ces chiffres portent sur *tous* les élèves de nos classes d'examens : aucun ne s'est présenté en dehors de ceux-là. Nous n'entonnons pas de chant de victoire. C'est honorable, sans plus, et nous devons encore arriver à mieux que cela.

Que nous réserve 1910 ? Au moment où j'écris, il y a un candidat présenté et un succès. Jolie moyenne à coup sûr, mais qui ne se maintiendra pas.

Inspection. Nous avons eu les inspections habituelles de M. Maluski pour les sciences, et de M. Bezard pour les lettres.

M. Maluski a été content de notre classe d'Élémentaires : toutes les copies ont obtenu des notes au-dessus de la moyenne et l'une d'elles était excellente. La Première fut beaucoup plus terne. Cette inspection et ce jugement sévère l'ont galvanisée et, en fin d'année, M. Jungné était nettement plus satisfait d'une bonne partie des élèves de C et de D.

M. Bezard qui, l'an dernier, nous avait donné de si excellents conseils sur la composition, a insisté surtout, cette fois, sur l'explication. Ah! quelle jolie leçon il nous fit et si française par ses qualités d'ordre, de logique, de bon sens et de finesse! Mes chers élèves, n'est-ce pas très cruel de parler de vous maintenant? Vous avez bien quelques-unes de ces qualités, mais elles sont en bouton et piquées çà et là. Elles paraîtraient un peu maigres, à côté de cette belle gerbe de fleurs épanouies. Toutes les fois que j'entends faire par un vrai maître l'explication précise, à la fois vigoureuse et subtile d'un beau texte, je me sens un peu plus fier d'être Français. Quel peuple sait, comme le nôtre, manier avec adresse les idées, les mettre en relief avec force, en saisir et en exprimer toutes les nuances? L'explication française est vraiment le plus intelligent des exercices et le meilleur critérium de la valeur d'un esprit. Les élèves de Première et de Seconde furent d'ailleurs d'une bonne moyenne, et, en latin, les Premières firent assez bonne figure. Seules deux copies étaient faibles, mais l'auteur de l'une n'a guère plus de deux ans de latin et l'auteur de l'autre... se consacre désormais à la musique et abandonne l'examen.

M. Landormy a surtout examiné les élèves de Philosophie et de Mathématiques et sur le programme philosophique uniquement. Les classes de cette année étaient intelligentes, originales, elles savaient soutenir une discussion ... un peu trop peut-être ..., elles étaient aussi peu livresques que possible. Et je dirai : trop peu livresques. Elles ont eu raison de croire que la philosophie est, avant tout, affaire de pensée et d'effort person-

nels, mais elles étaient trop ignorantes parfois de définitions élémentaires et de notions historiques indispensables. M. Landormy a eu le mérite de diagnostiquer leurs manques et leurs besoins et d'obtenir plus de précision dans leur travail.

M. Hamel, professeur au lycée Montaigne, a bien voulu venir entendre deux classes de latin en Cinquième et en Quatrième. Il a bien voulu se montrer très satisfait des deux, surtout de la seconde. La prononciation surtout l'intéressait. Il est certain que les élèves de M. Trocmé ont, au bout de deux ans de latin, beaucoup de sûreté dans l'accentuation et dans l'application de toutes les règles de la prononciation normale. Contrairement à ce que nous pensions et espérions l'an dernier, la classe de Première n'a pas maintenu cette année la méthode nouvelle. Les classes de Deuxième et de Troisième prononcent comme nous le désirons, mais avec beaucoup moins de netteté et de précision que leurs camarades plus jeunes.

Enseignement préparatoire. Le latin n'a pas nui — tout au contraire — aux études des élèves de Cinquième. Nous avons lieu d'être très satisfaits de cette expérience de deux ans.

La classe la plus difficile de notre enseignement préparatoire reste la Huitième. Cette année, elle a été éprouvée par la maladie de son professeur, mais ce n'est pas, à beaucoup près, la principale raison de sa faiblesse. Nous avons eu encore trois jeunes enfants qui nous sont arrivés à neuf ans, après avoir reçu un enseignement élémentaire insuffisant et qui ne savaient ni faire des efforts d'attention en classe, ni travailler seuls. Nous avons dû en mettre deux dans une petite classe de Neuvième créée par quelques professeurs pour leurs enfants et très bien menée par M[lle] Sainte-Marie. Nous saisissons cette occasion pour appeler à nouveau l'attention des parents sur une petite note — que je puis bien louer, puisqu'elle est l'œuvre de M. Trocmé — et qui est excellente de simplicité et de précision. Elle est intitulée « Programme proposé à un enfant qui veut entrer à l'École des Roches, en classe de Huitième ». Nous la tenons à la disposition de tous les parents qu'elle pourrait intéresser : nous

aimerions à ce qu'on la méditât et surtout à ce qu'on s'en inspirât dans la plus large mesure.

Enseignement secondaire. Cette note est, en quelque sorte, une préface à nos programmes, dont nous venons de publier une édition nouvelle; nous avons profité, dans ce remaniement, de notre expérience des cinq dernières années. La nouvelle édition est, comme la première, l'œuvre commune du directeur et des professeurs, mais c'est encore à M. Trocmé que nous sommes redevables de la rédaction définitive et de l'impression. Nous tenons ces programmes à la disposition des parents de nos élèves et de tous nos amis. Ils ne marquent aucune transformation brusque et tiennent compte, simplement, de l'évolution lente des études de l'École vers une adaptation plus exacte aux besoins de notre temps et une synthèse plus complète. A ce dernier point de vue, nous signalons l'effort que nous avons fait pour harmoniser avec notre programme d'histoire les auteurs latins, anglais et allemands.

Nous ne parlons pas encore des auteurs espagnols, bien que l'étude de l'espagnol ait réalisé, cette année encore, un progrès, — ni des auteurs grecs, bien que nous ayons actuellement un hellénisant authentique et que nous soyons sur le point d'en avoir deux ou trois autres.

Les sciences se font une place toujours plus grande dans notre vie d'école, comme dans la vie du monde. M. Fleury s'est organisé une belle salle d'histoire naturelle; il espère ouvrir en octobre sa seconde salle et avoir ainsi un bel amphithéâtre et un vaste laboratoire. M. Fleury ouvrira-t-il sa seconde salle en octobre? M. Bodé aura-t-il, lui aussi, en octobre, son laboratoire et son amphithéâtre?

Vous avez la parole, monsieur l'Architecte, mais je vous entends répondre : « Les entrepreneurs »... Et les entrepreneurs, quand je m'adresse à eux, me disent à leur tour : « Les ouvriers... ». Et vous pouvez vous retrancher, monsieur l'Architecte, derrière la Question sociale. C'est un sûr abri.

En attendant son laboratoire, M. Fleury a fondé une Société

d'histoire naturelle. Elle comprend quelques professeurs et un bon nombre d'élèves : la cotisation de chacun des élèves est de 2 francs, celle des professeurs est variable. Elle se réunit une fois par quinzaine pour entendre des communications faites, en général, par son fondateur, et discuter certaines questions d'actualité. Elle s'abonne à des revues et se monte une assez jolie bibliothèque d'ouvrages de sciences. Cette fondation est tout à fait dans l'esprit de l'École et je l'ai saluée avec une vraie joie.



Travail pratique de labour.

En attendant son laboratoire (les littéraires ne me pardonneront pas cette répétition, mais les scientifiques m'en sauront gré), M. Fleury fait aussi de l'astronomie. Les laboratoires de physique, chimie et histoire naturelle, ont uni leurs crédits d'appareils pour acheter, chez Secrétan, une belle lunette astronomique. C'est incontestablement un virement de fonds dont on ne nous tiendra pas rancune, je pense, M. l'Administrateur délégué. Nous avons, comme tout le monde, attendu la comète avec impatience et non sans émotion : force nous est bien d'avouer que, malgré notre excellente lunette, nous n'avons pas vu grand'chose. Nous nous rattrapons sur les satellites de Jupiter et sur la lune : pour la plupart de nos élèves, c'est d'ailleurs très nouveau.

Une petite note de MM. Bodé et Champault dit comment ils ont réussi à établir, pour 0 fr. 95, un appareil de radiographie. On devine, sous la rigidité des chiffres, l'enthousiasme des deux professeurs, mais celui des élèves fut au moins égal et ils attendaient avec impatience la pie ou le moineau *radiographiables*.

Le dessin graphique, beaucoup moins passionnant, nous a donné pourtant de bons résultats et quelques très belles épures ont été exposées par M. Malavieille, à la Fête de l'École. Pour nos futurs élèves de Centrale et des écoles techniques, il y avait là un progrès nécessaire et que je suis heureux de signaler.

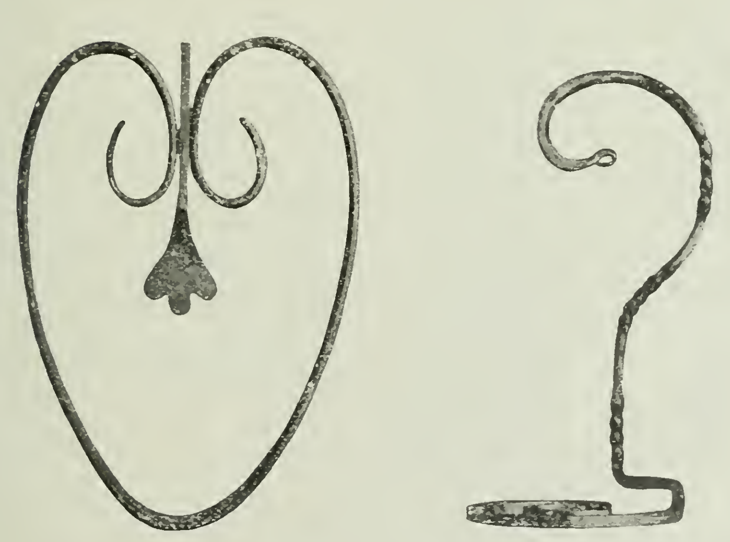
A propos des travaux manuels, j'ai dit déjà les efforts de nos professeurs de dessin. Je veux du moins signaler la très belle affiche du Salon de l'École, due à Jean Cousin (Vallon) et la collaboration si intéressante qui s'est établie entre M. Fleury et M. Dupire pour l'enseignement de la botanique en Troisième. « Le dessin dans toutes les classes », disais-je, l'an dernier, dans toutes les classes et surtout dans les classes de sciences. Nous n'y sommes pas encore tout à fait, mais nous y arrivons. Bon nombre de professeurs autorisent et encouragent les devoirs illustrés; je les engage à s'entendre avec un des professeurs de dessin comme l'ont fait M. Fleury, MM. des Granges et Ouinet. Leurs remarques ne peuvent qu'y gagner en précision et en utilité.

Salles de classe. Pour finir, un mot de nos salles de classe. C'est très peu « Science sociale », dira un critique, d'en parler en une conclusion. Ne faut-il pas toujours étudier le lieu avant le travail? Pure taquinerie, n'est-ce pas?

Nous avons quatre salles nouvelles, bien claires, bien gaies, bien organisées et meublées de manière très pratique. Un bon point à notre architecte. Notre salle « Rostand » est délicieusement arrangée par M. Des Granges : nous pouvons la donner en modèle à la société de l'Art à l'École. Mais me permettra-



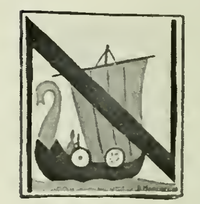
Jean Cousin (Vallon). Affiche du Salon exécutée en deux couleurs.



Objets en fer forgé.
Salon 1910.





Lettres ornées.



Fer forgé.



Projet d'horloge.
par G. Eysséric.



Coffret en étain repoussé.

Salon 1910.

t-on de la citer comme exemple aux propriétaires des autres classes? Bon nombre de professeurs ont désiré avoir *leur* salle de classe et je m'efforce de la leur donner. Pourquoi chacune d'elles, en un style différent, ne deviendrait-elle pas une chose charmante comme la salle 4? Il y a là un progrès vraiment facile et, vraiment aussi, nécessaire.

Section spéciale. On sait combien nous avons à cœur la bonne organisation de notre Section spéciale. Cette année, nous avons ajouté plusieurs cours nouveaux : un cours de droit et un cours d'économie politique, faits tous deux par M. de Prat, docteur en droit, ancien magistrat et avocat à Fontainebleau. Le programme du cours de droit est à la fois original, très intéressant et très logique. M. de Prat suit un petit Français depuis sa naissance jusqu'à sa mort et il étudie toutes les questions de droit que peut soulever chacun des actes de sa vie. Le cours de droit est devenu un des cours les plus aimés de la Section spéciale; résultat peu banal si mes souvenirs d'étudiant ne sont pas trop noircis par le temps. Ils ne sont d'ailleurs pas très, très vieux.

Un autre cours, fait par M. Desfeuille, a pour objet l'étude de l'histoire du commerce, des notions commerciales usuelles et de la comptabilité.

C'est également sous la direction de M. Desfeuille que les élèves de nos Cours pratiques ont appris la machine à écrire : trois d'entre eux sont d'assez bons dactylographes.

Nous nous inspirerons, pour l'an prochain, des études si originales et si fécondes de M. Jean Périer sur la Formation Supérieure aux carrières contemporaines (F. S. C. C.) qu'il compte organiser à Londres. Il s'occupera, lui, de formation supérieure; nous, plus modestement, nous donnerons à nos élèves une formation secondaire, mais l'esprit des deux enseignements sera le même.

Les examens de cette année seront passés, au moins pour une bonne partie, par des examinateurs étrangers à l'École, membres de l'Université ou hommes d'affaires connus. Pour la

première fois, nous remettrons un certificat aux élèves de première année qui auront eu une moyenne suffisante et un diplôme aux élèves de seconde année [1]. Dès maintenant, notre diplôme dispense de l'examen d'entrée pour les écoles de commerce du Havre et de Nancy, l'excellente École d'architecture Trélat, et l'École de filature de Mulhouse. Nous nous efforcerons, d'une part, de rendre l'accès de plus en plus difficile et d'élever le niveau de nos Cours pratiques, d'autre part d'obtenir pour notre diplôme en France et à l'étranger, toutes les fois que nous le pourrons, l'équivalence avec le baccalauréat. Et, par les exemples que nous donnons déjà, on voit que notre projet n'est pas un rêve.

Vie morale.

Tandis que nous organisions la Section spéciale, la pensée de M. Demolins nous revenait sans cesse à l'esprit : elle était sa constante préoccupation, et chaque fois que nous en parlions ensemble, il aimait à me redire qu'il voyait en elle l'avenir de l'École.

La Décennale et les hommages rendus à M. Demolins.

La pensée de M. Demolins a été constamment présente à chacun de nous en cette année où nous fêtions la Décennale de l'École, où nous inaugurions le buste de notre maître, où enfin nous ramenions son corps à notre chapelle. A cette translation, l'abbé Desmonts prononça un ferme et vibrant éloge de notre cher mort, où il nous redit le commandement : *Depositum custodi!* Gardons fidèlement le dépôt qui nous est confié, non seulement en rendant un hommage respectueux au

1. Certificat et diplôme sont à la disposition des anciens élèves de la Section spéciale qui ont eu des notes satisfaisantes. Le diplôme donne droit aussi à un livret contenant les appréciations détaillées des professeurs, chef de maison et directeur, et qui pourra recevoir les « testimoniales » des premiers patrons de nos anciens élèves. Nous avons réalisé ainsi une idée très chère à M. Demolins.

tombeau de notre fondateur, mais surtout en restant fidèles à son idéal, en laissant librement se développer et s'épanouir les germes de vie que ses livres et sa parole ont déposés en nous.

Les devises des maisons.

Chacune des maisons de l'École a pris cette année une devise : chacune de ces devises précise, à un point de vue différent, une des idées fondamentales de M. Demolins et de l'École.

Par soi, pour tous, dit la Guichardière. C'est le mot d'ordre du vrai particulariste qui regarde comme un point d'honneur de donner son maximum d'efforts, de développer toutes ses énergies, mais qui fait servir au bien de tous la valeur acquise par l'initiative personnelle. C'est le complément nécessaire de la devise de l'École.

Force et douceur, ajoute le Coteau. Oh! certes, soyez des hommes, disons-nous à nos élèves, ayez des corps résistants, des intelligences vigoureuses, une moralité inébranlable. Mais ne soyez pas des « écraseurs », soyez doux, soyez bons, sachez vous pencher sur les faibles et les relever, sachez vous donner à ceux qui vous entourent, sachez trouver dans l'amour des autres vos plus pures joies.

Le monde est un océan de sympathie dont nous ne buvons qu'une goutte,

dit le poète. Soyez bardés de fer pour les luttes de la vie, mais sous votre cuirasse, laissez battre un cœur aimant.

Recta non rigida; les pins sont droits, mais souples; ils savent se plier assez au vent pour ne pas se briser comme le chêne de la fable; au bord de la mer, sous les coups de la rafale, ils donnent à la fois l'impression de vigueur et de souplesse. La devise des Pins redira, sous une autre forme : Force et douceur.

Les Sablons proclament : *Loyalté me lie*. C'est, en vérité, toute la vie de leur chef, et je ne sais guère de plus bel éloge à faire d'une vie. Nous voulons tous que ce soit le principe de

nos élèves : qu'ils soient fermes, parce qu'ils sont libres, parce qu'on a confiance en eux, parce que, pour des Français, la franchise est une tradition de race et pour des chrétiens un devoir essentiel.

C'est encore la loyauté et l'énergie que commande la devise du Vallon : *Droit et profond*. Le mot « droit » ne signifie pas, à vrai dire la seule sincérité : en demandant à nos élèves d'aller droit devant eux, nous voulons leur préciser aussi le devoir de la continuité dans l'effort, de l'unité dans la vie. Il faut que, dès l'École, ils s'habituent à mener jusqu'au bout un travail commencé, à creuser une question, à avoir pendant longtemps le même « hobby », le même exercice préféré et mieux connu, la même spécialité. Dans la vie, ils ne deviendront vraiment des valeurs, des autorités et des compétences, que s'ils restent fidèles à la même tâche, que s'ils creusent longtemps, droit et profond, le même sillon.

Appels et lectures du soir.

Voilà ce que j'ai redit à mainte reprise à toute l'École dans les appels de quinzaine; voilà ce que chaque chef de maison redit à ses enfants plus souvent encore à l'appel du soir.

A cet appel nous avons ajouté une lecture personnelle silencieuse, faite dans un livre choisi librement par chaque élève, avec les conseils de son aumônier, de son maître de maison ou d'un professeur qui s'intéresse plus spécialement à lui. Nous voyons dans ces quelques minutes de réflexion morale qui précèdent l'examen de conscience de la journée une habitude excellente à garder toujours, pour qui du moins veut diriger et dominer sa conduite et ne pas se traîner, comme une épave, à la remorque du courant le plus fort.

Œuvres sociales.

La vie morale est faite, en grande partie, de bonnes habitudes prises dès le jeune âge. C'est pour cela que nos élèves doivent, dès leurs années d'École, s'intéresser aux œuvres sociales.

Cette année, en plus des œuvres anciennes que nous main-

tenons, nous avons réuni, par notre fête de Mardi-Gras et des dons venus des parents de nos élèves, surtout de nos élèves étrangers, la somme de dix-huit cent cinquante francs pour les inondés de la Seine. Cette somme fut versée à une des sections de la Croix-Rouge et distribuée directement à des familles éprouvées, par la mère d'un de nos élèves qui voulut bien surveiller elle-même, pendant des semaines, la répartition de nos dons. Ainsi nos enfants ont pu contribuer à l'œuvre de charité vraie et de beau dévouement qui a rapproché, dans les premiers mois de cette année, les classes sociales de notre pays. Il semble que les résultats de cet effort chrétien durent encore et qu'il y ait, depuis cette catastrophe, plus d'union dans notre patrie.

Concert de l'Enseignement libre. Nos professeurs de musique qui nous ont tant aidé au Mardi-Gras, avaient donné le 14 janvier, à la salle Gaveau, gracieusement mise à notre disposition, un beau concert de musique classique, dirigé par M. Parent. Nous avons pu remettre une somme de cinq cents francs à la Caisse de retraite des vieux professeurs de l'Enseignement libre.

Pour l'École : Exposition de Nancy, Conférences. Nous pensons, tout de même, un peu à nous. Nous avons exposé à Nancy et obtenu un diplôme d'honneur pour l'ensemble de notre stand, une médaille d'argent pour la belle exposition de MM. Dupire et Storez au pavillon de l'Art à l'École, trois médailles de bronze pour MM. Trocmé, Lange et Mentré, une autre médaille de bronze pour la participation du directeur de l'École à la gestion de la Caisse des retraites de l'Enseignement libre.

Cette année, nous aurions voulu, par patriotisme plus que par ambition personnelle, exposer à Bruxelles un album illustré donnant de l'École une idée d'ensemble. Nous devions nous contenter de le faire figurer au Congrès d'éducation familiale, car le gouvernement français a réservé aux écoles d'État le

monopole de l'exposition. Nous le constatons sans amertume. mais non sans un certain regret. A Bruxelles, où la lutte sera assez vive entre France et Allemagne, il nous semble que l'École des Roches eût fait assez bonne figure et montré tout au moins une initiation intéressante dans l'enseignement français.

La Ligue d'Hygiène scolaire a bien voulu nous inviter à faire une conférence sur l'éducation nouvelle à l'École des Hautes Études sociales. Cette conférence paraîtra dans le volume *Hygiène et pédagogie* que publie la Ligue chaque année. Nous avons été heureux de cette double occasion de semer le bon grain.

A la Réunion des Étudiants, c'est de l'*Éducation de la responsabilité* que nous avons parlé[1]. Nous avons essayé de rester le moins possible dans l'abstrait et de montrer, par des faits et des expériences, comment on peut, dans la famille et dans l'école, préparer les enfants à rechercher et à aimer les responsabilités. C'est toujours, mais vu sous un certain angle, le problème de la préparation à la vie intense.

Mort de M. de Glatigny. Au moment même où j'écris cet article, M. de Glatigny vient de mourir à Verneuil. C'est en partie à lui que notre École doit de vivre, puisqu'il apporta à M. Demolins, pour l'inciter à la fonder, l'acte d'achat de la propriété des Roches. Je tiens à rendre à sa mémoire, au nom de l'École tout entière, un hommage de respectueuse gratitude.

G. Bertier.

1. Conférence publiée dans la *Revue de Philosophie*, juillet 1900.

LE PERSONNEL DE L'ÉCOLE

Fondateur : M. Edmond DEMOLINS.

Conseil d'Administration.

MM.

Paul DE ROUSIERS, secrétaire général du Comité Central des Armateurs de France, président.

Maurice BOUTS, avocat, administrateur délégué.

Alexandre ANDRÉ, industriel.

Albert DE BARY, ancien officier, industriel.

Le Vte Ch. DE CALAN, chargé de cours à la Faculté des lettres de Rennes.

Louis MONNIER, banquier.

Émile PIERRET, publiciste.

Auguste THURNEYSSEN, administrateur de la Compagnie des chemins de fer du Midi.

Docteur TRIBOULET, médecin des hôpitaux de Paris, chevalier de la Légion d'honneur.

Maurice FIRMIN-DIDOT, imprimeur-éditeur.

Directeur.

M. Georges BERTIER, licencié ès lettres, chef de la Maison du Coteau. (Janvier 1901[1].)

1. La date inscrite entre parenthèses à la suite de chaque nom est celle de l'entrée du professeur dans l'École.

Chefs de Maison.

MM.

Bernard Bell, gradué (B.-A.) de l'Université de Cambridge, chef de la Maison des Pins. (Avril 1901.)

R. C. Coulthard, gradué (M. A.) de l'Université d'Oxford, chef de la Maison de la Guichardière. (Septembre 1905.)

Paul Jenart, ingénieur-agronome, ancien élève de l'*Institut national agronomique*, chef de la Maison du Vallon. (Septembre 1903.)

Henri Trocmé, licencié ès lettres, chef de la Maison des Sablons (Octobre 1902.)

Maîtresses de maison.

Mmes

Edmond Demolins, maîtresse de Maison de la Guichardière.

Georges Bertier, maîtresse de Maison du Coteau.

Bernard Bell, maîtresse de Maison des Pins.

Paul Jenart, maîtresse de Maison du Vallon.

Henri Trocmé, maîtresse de Maison des Sablons.

Aumôniers : M. l'abbé Gamble, licencié en droit, ancien directeur à l'École Fénelon. (Octobre 1900.)

M. l'abbé Fonck, licencié ès lettres et en théologie. (Octobre 1909.)

Pasteur : M. Jean Monnier, professeur à la Faculté de théologie protestante de Paris. (Octobre 1900.)

Médecin : M. le Dr Carcopino, chevalier de la Légion d'honneur. (Octobre 1899.)

Professeurs.

Mlles

Berthe Derousseau, 1er prix du Conservatoire royal de Bruxelles et de l'École de musique de Verviers. (Janvier 1907.)

Valentine Sainte-Marie, diplômée du brevet supérieur et du certificat d'aptitude pédagogique. (Octobre 1906.)

MM.

C. Bodé, licencié ès sciences, ingénieur électricien de l'Institut électrotechnique de Nancy, ex-préparateur à la Faculté de Nancy. (Octobre 1907.)

L. Bonjean, 1er prix du Conservatoire royal de Bruxelles et de l'École de musique de Verviers. (Janvier 1907.)

F. R. Champault, licencié ès sciences, ingénieur chimiste (octobre 1909).

O. Corbusier, 1er prix du Conservatoire royal de Liège et de l'École de musique de Verviers. (Janvier 1904.)

E. Cuny, ancien élève de l'Institut philologique de Saint-Pétersbourg, professeur de russe. (Mai 1906.)

R. des Granges, licencié ès lettres. (Octobre 1902.)

E. Deslandres, professeur de photographie. (Janvier 1907.)

P. Descamps, ingénieur de l'École des mines de Mons. (Janvier 1906.)

J. Desfeuille, professeur d'enseignement commercial. (Mai 1908.)

G. Dupire, ancien élève de l'École des Arts décoratifs. (Octobre 1899.)

E. Fleury, docteur ès sciences naturelles. (Novembre 1907.)

F. Grunder, diplômé du certificat d'aptitude de l'enseignement secondaire. (Janvier 1907.)

C. A. Jones, diplômé (B.-A.) de l'Université d'Irlande (Octobre 1909.)

L. Jungné, licencié ès sciences, professeur de l'Université. (Octobre 1901.)

L. Lambotte, médaillé de l'École de musique de Verviers et diplômé de la Schola Cantorum. (Janvier 1909.)

G. Lange, licencié ès sciences, ancien professeur de l'Université. (Octobre 1901.)

F. Lombard, licencié ès sciences, professeur de l'Université. (Mai 1909.)

A. G. Macpherson, gradué (M.-A.) de l'Université d'Oxford (Octobre 1909.)

H. Marty, licencié ès lettres. (Mai 1908.)

P. Méline, licencié ès lettres et en droit. (Octobre 1907.)

F. Mentré, licencié ès lettres, ancien professeur de l'Université. (Octobre 1903.)
H. Morée, licencié ès lettres. (Octobre 1909.)
E. Ouinet, professeur de l'Université en congé, diplômé du brevet supérieur et du certificat d'aptitude pédagogique. (Octobre 1905.)
A. Parent, chef du « Quatuor Parent », chevalier de la Légion d'honneur. (Octobre 1900.)
P. de Prat, ancien magistrat, docteur en droit. (Octobre 1909.)
M. Storez, architecte diplômé du Gouvernement. (Janvier 1905.)

Économe : M. Champenois. (Juillet 1903.)
Comptable : M. Brédy. (Janvier 1901.)
Infirmier : M. Minier. (Septembre 1900.)

LISTE DES ÉLÈVES

I. — Maison du Coteau.

1. Maurice de Barrau, a passé trois mois en Angleterre, parle allemand.
2. Louis Boucquey, parle anglais et allemand.
3. Adrien Charlier, a passé quatre mois en Angleterre.
4. Pierre Cousin, a passé six mois en Allemagne.
5. Jacques Crépy, a passé quatre mois en Angleterre et six mois en Allemagne.
6. Eugène Dauprat, a passé trois mois en Angleterre.
7. Philippe Daeschner, parle anglais.
8. Jacques Dumaine, parle allemand.
9. Thierry Faure, a passé six mois en Angleterre.
10. Xavier Fels, a passé trois mois en Allemagne.
11. Paul Foisy, a passé trois mois en Angleterre.
12. Pierre Garreau, a passé trois mois en Angleterre et six mois en Allemagne.
13. Paul Giraud-Jordan, a passé trois mois en Angleterre et trois mois en Allemagne.
14. Pierre Giraud-Jordan, a passé trois mois en Angleterre.
15. Christian Glaenzer, a passé trois mois en Angleterre, parle allemand.
16. Raoul Hervey, parle anglais.

17. Jacques DE LA BRUYÈRE, a passé trois mois en Allemagne et trois mois en Angleterre.
18. Pierre LYAUTEY, a passé six mois en Allemagne et trois mois en Angleterre.
19. Pierre MATRAS, a passé trois mois en Angleterre.
20. Henri MUSNIER, a passé trois mois en Angleterre.
21. Maxime OBERLÉ, a passé six mois en Angleterre et trois mois en Allemagne.
22. Philippe PÉRIER, parle anglais.
23. Pierre PRIEUR, parle allemand.
24. Raymond PRIEUR, a passé six mois en Allemagne et un mois en Angleterre.
25. Claude SAINT-LÉGER, a passé cinq mois en Allemagne.
26. Louis SPRAUEL, a passé trois mois en Allemagne et trois mois en Angleterre.
27. Robert THIBAUD, a passé six mois en Angleterre.
28. Robert DE VINCELLES, parle allemand.
29. John WADDINGTON, a passé trois mois en Allemagne, parle anglais.
30. Georges WITZ, a passé quatre mois en Allemagne.

II. — MAISON DE LA GUICHARDIÈRE.

1. Constantin CAPSCHA, parle russe.
2. Guy CARON, a passé trois mois en Angleterre.
3. Jacques CASTAN, a passé trois mois en Angleterre.
4. Édouard CHAUVOT.
5. Georges CHENEST.
6. Jean DEMELLE, parle anglais.
7. Paul ESTRABAUT, a passé deux mois en Angleterre, parle allemand.
8. André FERRAND, a passé trois mois en Angleterre et six mois en Allemagne, parle russe.
9. Marcel FERRAND, a passé six mois en Angleterre et trois mois en Allemagne, parle russe.
10. Léon FORESTIER, a passé six mois en Angleterre.
11. François GALL, a passé deux mois en Allemagne.
12. Georges GRANDJEAN.
13. Hubert KHNOPFF, parle allemand.
14. Siegfried KHNOPFF, parle allemand.
15. Henry LEROY, parle anglais.
16. Ivan DE MAIGRET.

17. René Martin, a passé six mois en Angleterre.
18. Georges Mercado.
19. Paulo de Moraes Barros, a passé deux mois en Angleterre, parle allemand.
20. Édouard Mörch, a passé sept mois en Angleterre.
21. Jean Néraud, a passé trois mois en Allemagne.
22. Aristotèle Pappia.
23. Pierre Polot, a passé six mois en Angleterre.
24. Jacques Pozzi, a passé trois ans en Angleterre.
25. Jacques Renauld, a passé trois mois en Allemagne.
26. Lucien Riom, a passé trois mois en Allemagne, parle anglais.

III. — Maison des Pins.

1. Gaston Bardot, parle allemand.
2. Henri Boyer.
3. Mario Brandao.
4. Louis Charonnat, a passé trois mois en Angleterre.
5. Roger Chauchat.
6. Jean Cousin, a passé trois mois en Angleterre.
7. Paul Derihon, a passé trois mois en Angleterre.
8. François Firmin-Didot.
9. Hervé Gauthier-Villars, a passé six mois en Angleterre.
10. Édouard Giraud, parle russe.
11. André Grange, a passé trois mois en Angleterre.
12. Marcel Grange, a passé trois mois en Angleterre.
13. Louis Huchard, a passé huit mois en Angleterre.
14. Roger de Madariaga, parle allemand.
15. Maurice Mercy, parle allemand.
16. José Moreira de Serpa Pinto.
17. Harry Kilpatrick Morgan, a fait un stage de trois mois en Allemagne et parle anglais.
18. Jacques Mottheau, a fait un stage de six mois en Angleterre.
19. Arthur O'Neill, parle anglais.
20. Paul Plisson, a passé un mois en Angleterre.
21. Roger Picot.
22. Antoine Potocki, parle russe, anglais et allemand.
23. Jean de Pourtalès, a passé deux mois en Allemagne et parle anglais.
24. Mariano Procopio, parle anglais.
25. Paulo Procopio, parle anglais.
26. Robert Réquédat, a fait un stage de trois mois en Angleterre.
27. Preston Sturjes, parle anglais.

28. Remy Thiébaut, parle espagnol.
29. Gilbert Triboulet, a passé un an en Angleterre et six mois en Allemagne.
30. Francis Triboulet, a passé trois mois en Angleterre et six mois en Allemagne.
31. Marc Valentin, a passé six mois en Angleterre.

IV. — Maison des Sablons.

1. Maurice Auzépy, parle anglais.
2. Max Auzépy, parle anglais.
3. Étienne de Bary, a passé six mois en Angleterre, parle allemand.
4. Robert de Bary, a passé trois mois en Angleterre, parle allemand.
5. Jean de Bavier, parle anglais.
6. Michel Bréal, parle anglais.
7. Jean Bureau, a passé un an en Allemagne.
8. Georges Delmas, parle anglais.
9. André Drieux.
10. Pierre Drieux.
11. Jean-Paul Grinda, parle anglais.
12. André Guiraud, a passé cinq mois en Angleterre.
13. Henri Guiraud, a passé cinq mois en Angleterre.
14. Pierre Guiraud, a passé six mois en Angleterre.
15. Maurice Lagier, a passé six mois en Angleterre.
16. Marcel Langer, a passé quatre mois en Angleterre.
17. Maurice Langer, parle allemand.
18. Roger Langer, parle allemand.
19. Étienne Martin, parle anglais et allemand.
20. Olivier Martin, parle anglais et allemand.
21. Wassili Mestchérine, parle russe.
22. Jean Moussy, a passé trois mois en Allemagne, parle russe.
23. André Nivard, a passé un an en Angleterre.
24. Jacques Palluat de Besset, parle anglais et allemand.
25. Joseph Palluat de Besset, parle anglais.
26. Louis Rocher, a passé un an en Angleterre.
27. Marcel Rougeault, a passé six mois en Angleterre.
28. François Salmon-Legagneur.
29. Henri Seyrig, a passé six mois en Angleterre, parle allemand.

V. — Maison du Vallon.

1. Charles Ardouain, parle espagnol.
2. Robert Ardouain, parle espagnol.
3. Lucien Berthet.
4. Jacques Bocquin, parle allemand.
5. Jean Castan, a passé six mois en Angleterre, et trois mois en Allemagne.
6. Eugène Cernatesco.
7. Jean Colin, a passé cinq mois en Angleterre.
8. Evelyn Conlon, parle anglais.
9. Pierre Corbière, parle anglais.
10. Marcel Courtade, a passé trois mois en Angleterre.
11. Jean Cousin, a passé six mois en Angleterre.
12. Robert Cousin, a passé six mois en Angleterre.
13. Charles Delbruck, a passé six mois en Angleterre, parle allemand.
14. Robert Fournaraki.
15. Léon Gardères-Roux, a passé six mois en Angleterre.
16. Marcel Gaveau, a passé cinq mois en Angleterre.
17. Olivier Glaenzer.
18. Jean Griset.
19. Marcel Japy, a passé trois mois en Angleterre.
20. Paul Lebouteux, a passé six mois en Angleterre.
21. Maurice Luchaire, a passé deux mois en Angleterre.
22. Patrice Mac Avoy.
23. Edgardo de Magalhaès, parle anglais.
24. Alexandre de Manziarly, a passé trois mois en Angleterre.
25. Noël Martin, a passé deux mois en Allemagne et deux mois en Angleterre.
26. Frédéric Mason, a passé six mois en Allemagne et un an en Angleterre.
27. Étienne Mermier, a passé six mois en Angleterre.
28. Paul Morin, a passé trois mois en Angleterre.
29. Stéphane de Pierres.
30. Robert Tedesco.
31. José de Verda.
32. Luis de Verda.
33. Jean Vincent.
34. Jean Wetzel, a passé six mois en Allemagne et six mois en Angleterre.

VI. — Élèves en stage.

1. Maurice Aubry, à Ilsenburg.
2. Raymond Decauville, à Eastbourne.
3. François Dunod, à Saint-Léonard's-on-Sea.
4. Jean Dunod, à Bexhill.
5. Louis Dunod, à Saint-Léonard's-on-Sea.
6. Roger Faure, à Holt.
7. Jean Floch, à Rhyl.
8. Jean Gaico, à Bromley.
9. Michel Grange, à Cologne.
10. Jean Hardy, à Eastbourne.
11. Pierre Juin, à Bischofstein.
12. Henri Lebouteux, à Hove.
13. Gustave Laurent, à Cochem-sur-Moselle.
14. Roger Ligault, à Bognor.
15. Daniel Morch, à Winchfield.
16. Henry Merlin, à Eastbourne.
17. Louis Nozal, à Bieberstein.
18. Félix Peniaux, à Caterham-Valley.
19. André Prieur, à Eastbourne.
20. Paul Rémond, à Torquay.
21. Lionel Riom, à Bournemouth.
22. Ernest Romeu, à Eltham.
23. Jacques Sabouraud, à Margate.
24. Émile Sabouraud, à Margate.
25. André Seyrig, à Eastbourne.
26. Jean Steiner, à Haubinda.
27. Alain Triboulet, à Halton.
28. Maurice Triboulet, à Halton.

LE BAPTÊME DE LA CLOCHE

L'année 1908-09, la dixième de l'École, avait vu construire notre jolie chapelle. Depuis l'hiver, on l'apercevait de la grand'route, au coin du chemin de Mandres, avec son pignon rose, avec son grand toit courbé descendant jusqu'à terre, comme les ailes d'une mère poule qui couve ses poussins. De plus loin encore on voyait poindre son clocher, mais ce clocher était sans voix.

Les premiers communiants de cette même année[1], résolurent de lui en donner une et demandèrent à leurs parents de nous offrir de quoi fondre et monter une cloche : ce qui fut fait, et largement. Pour parrain, ils choisirent l'un d'entre eux, Paul Giraud-Jordan, et pour marraine, Suzanne Corbière, la sœur d'un autre, et le 30 janvier 1910 tout était prêt pour le baptême.

Suspendue à des troncs de sapins enguirlandés, vêtue par sa marraine, comme un nouveau-né, de soie blanche et de dentelle, la cloche apparaissait au milieu du sanctuaire. L'assemblée, malgré les inondations de la Seine et les difficultés de la circulation, était nombreuse. Monseigneur l'Évêque d'Évreux, empêché, nous avait exprimé son regret de ne pouvoir nous donner à cette occasion une nouvelle marque de sa bienveillance. Délégué par sa Grandeur, M. le Doyen de Verneuil vint présider la cérémonie.

Couvert de la chape aux reflets d'or, il donna à la cloche ses noms de Paule Suzanne, puis, en quelques paroles vigoureuses, il dit tout ce que l'Église et la France attendaient des jeunes chrétiens formés aux Roches et la bénédiction commença. Lavages, onctions d'huile sainte, encensements furent faits selon les rites de la liturgie, pendant que le clergé récitait les psaumes. Les prières finies, avec leur beau symbolisme, avec l'évocation de tant de souvenirs bibliques, le diacre lut en saint Luc l'évangile de Marthe et Marie : car la cloche est une orante, toujours en adoration devant le Tout-Puissant. Alors le célébrant, le parrain et la marraine frappèrent chacun trois fois la cloche avec le battant de bronze et la cérémonie se termina par le salut du Saint-Sacrement. Enfin, quand tout fut achevé, les dragées du parrain n'oublièrent personne[2].

Depuis lors, chaque jour, le matin, à midi et le soir, notre pe-

1. Maurice Aubry, Marcel Ferrand, Jacques Bocquin, Jean Hardy, Guy Caron, Paul Giraud-Jordan, Louis Charonnat, Henry Merlin, Pierre Corbière, André Prieur, Raymond Decauville, Lionel Riom, Xavier Fels, Georges Witz.

2. L'inscription suivante a été gravée sur la panse : « L'an du Seigneur 1910, le 30 janvier, j'ai été nommée Paule Suzanne, par Paul Giraud-Jordan et Suzanne Corbière. J'ai été bénite par Armand Bouchard, Doyen de Verneuil, Pie X étant Pape, Philippe Meunier, Évêque d'Évreux, Edmond Demolins, fondateur de l'École des Roches, Georges Bertier, directeur, Maurice Gamble, aumônier, E. Biron, fondeur.

tite cloche sonne l'angelus. Voix du ciel, elle élève nos âmes. Chaque dimanche, elle nous invite à la prière commune de la sainte messe et du salut. Elle nous rappelle qu'un jour, là-bas, à Nazareth en Galilée, par le consentement de la douce Vierge Marie, le Fils de Dieu s'est fait homme pour nous sauver et qu'il renouvelle tous les matins sur l'autel l'immolation du Calvaire. Elle nous dit qu'une autre cloche a sonné gaiement à notre baptême et qu'une autre encore sonnera pour notre départ suprême. Voix de la terre, tantôt joyeuse, tantôt plaintive, elle fait monter vers Dieu notre reconnaissance ou notre désolation, elle adore et elle implore, elle remercie et elle demande pardon. Et ainsi, comme le prêtre, elle parle à Dieu de la part des hommes et aux hommes de la part de Dieu.

Ah! puisse-t-elle, quand sa jolie voix berceuse et monotone murmure dans l'air autour de nous, remplissant, mais sans le troubler, le silence de nos prairies, puisse-t-elle faire mourir d'autres voix! Voix âpre de l'intérêt, voix trompeuse de l'orgueil, voix lancinante de la chair, voix insolente du mensonge. Celles-là, font beaucoup de bruit, comme le mouvement d'une grande ville, étourdissant et tapageur, mais elles sont stériles. Puisse-t-elle pénétrer jusqu'au fond de nos âmes et y faire chanter des voix moins bruyantes, mais plus fécondes! Voix de loyauté, d'activité, de repentir, voix d'amour du prochain et d'amour de Dieu. Pour entendre celles-ci il faut prêter l'oreille, mais si une fois on a goûté leur charme, on ne s'en lasse plus, elles remplissent le cœur jusqu'à déborder. Puisse l'aimable voix de notre cloche leur ouvrir la porte!

Puissions-nous tous aux voix décevantes du mal dire avec le doux chantre Verlaine :

> Ah! les voix, mourez donc, mourantes que vous êtes!
> Sentences, mort en vain, métaphores mal faites
> Toute la rhétorique en fuite des péchés.
> Ah! les voix, mourez donc, mourantes que vous êtes!
>
> . . . .
>
> Car notre cœur n'est plus de ceux que vous cherchez.
> Mourez parmi la voix que la prière emporte au ciel...

Abbé GAMBLE.

SONNET

« A mes petits élèves de Quatrième. »

Mes chers petits, quand je m'éveille, le matin,
Je suis parfois bien las, bien triste et bien morose;
Le rêve était en vers et la vie est en prose,
Et mon navire est vieux et le port est lointain!

Il faudra naviguer jusqu'au soir incertain
Et le soir sera-t-il tempête ou soleil rose?
Souvenez-vous d'Ulysse épuisé qui repose
En rêvant d'Ithakè, dans l'aurore et le thym.

Ainsi, lorsque je viens sur le seuil de ma classe,
Un clair soleil d'avril naît de vos yeux et chasse
Les lourds oiseaux d'orage et les flots malfaisants.

J'abdique, en arrivant, mon triste droit d'aînesse
Et je bois à ce frais ruisseau de vos treize ans
Et je me rajeunis avec votre Jeunesse!

René Des Granges.

Les Roches, juillet 1910.

MES PETITS

Voici que se termine pour quelques-uns d'entre eux le cycle des études enfantines parcouru en trois ans. Cette année, les trois classes préparatoires fonctionnent et sont pompeusement décorées des dénominations qui rapprochent de celles des « grands » : ce sont la 9e, la 10e et la 11e. Dans cette dernière



Photo Deslandres.

LA CLASSE DES PETITS.

classe, les trois petites filles qui la composent ont quatre ans ; ce sont Monique Bertier, Élisabeth Trocmé, Cécile Storez. Naturellement il n'est question ni de lecture, ni d'écriture ; mais nous apprenons à compter au moyen d'une foule d'objets aussi variés que possible et combinés à l'infini ; puis, nous fixons nos petites attentions bien courtes, grâce à notre curiosité naissante, en expliquant de nombreuses images : par elles, on apprend à observer, le langage s'enrichit d'une foule de mots, d'expressions, et les connaissances usuelles s'augmentent au jour le jour. Puis, c'est la mémoire qui s'exerce à retenir de petites poésies;

l'oreille et la discipline qui se forment, grâce à toutes nos chansons mimées, et l'on se sépare chaque jour, après 30 ou 40 minutes de classe, sans avoir eu le temps d'éprouver autre chose que le sentiment d'avoir été très sage, très occupée, et l'on est fière de rapporter à sa maman la belle image qui constitue la récompense quotidienne.

En 10ᵉ, trois petites filles encore : Anne-Marie et Marie-Louise Storez, Yvonne Jenart. Ce sont des études beaucoup plus vastes que nous abordons : l'histoire de France expliquée par de jolies images, l'histoire sainte. La géographie, enseignée d'abord par des cartes en relief, du sable disposé par les enfants sur de grandes feuilles de papier bleu, représentant la mer, est devenue l'étude préférée. Maintenant que nous savons très bien nos définitions, nous étalons sur la table une grande carte ; et tandis qu'un petit doigt y trace le parcours d'un grand voyage, nous consultons les albums de vues, où nous trouvons des photographies de villes ou de régions traversées. Si la mémoire ne retient aucun de ces itinéraires par ordre des étapes, au moins acquiert-on la connaissance du rapport de la carte avec la réalité, et nous aurons au moins donné à ces petites intelligences, la clé de l'étude de la géographie. L'histoire naturelle a conquis aussi toutes les sympathies, et en feuilletant nos albums illustrés, nous sommes capables de nommer un grand nombre d'animaux, d'en citer les habitudes, et d'indiquer les régions où ils vivent. La lecture, l'écriture, l'arithmétique et la grammaire sont étudiées en dehors de la classe.

Enfin, voici les grands de 9ᵉ qui deviendront au mois d'octobre de « vrais élèves » en entrant en 8ᵉ, ce dont ils se réjouissent vivement d'ailleurs : ce sont Antoine et Marie-Rose Bertier, Raoul Hervey, Robert Minier, Robert Tédesco. Les études ont été très sérieuses et les résultats satisfaisants. Cette année, nous aurons vu en entier la grammaire de Ragon, cours préparatoire, avec exercices correspondants, écrits en dehors de l'heure de la classe. En arithmétique, les quatre règles, la table de multiplication, et les éléments du système métrique. En géographie, l'Europe, l'Asie, l'Afrique avec un grand nombre de vues et de récits sur les

pays étudiés. L'histoire de France : des Gaulois à la guerre de 1870 comprise. En histoire naturelle : insectes, poissons, reptiles, oiseaux, mammifères, et quelques notions élémentaires sur le corps humain. Enfin, à l'étude de l'histoire sainte, s'est ajoutée cette année celle des éléments du catéchisme. Comme devoirs écrits, tout était nouveau cette année, et tout a plu ; mais je dois dire que les rédactions ont eu le plus grand succès et dénotent déjà une réelle habitude d'observation, due, je crois, à l'usage si fréquent des images pour l'enseignement de toutes les matières étudiées depuis trois ans.

Et voilà un aperçu bien court et bien incomplet des études des tout petits ; il ne donne ni l'impression de leur discipline et de leur bonne tenue, ni celle de la naïveté et de l'imprévu de leurs petites réflexions si franches et si personnelles : ah ! que trois années passent vite au milieu de ces attachantes petites natures, de ces petites intelligences dont on a guetté l'éveil et dirigé les premiers progrès. Ah ! vous vous réjouissez de grandir, de devenir de « vrais élèves » : j'ai tâché de vous y amener peu à peu, et maintenant que vous voici parvenus au seuil, je me prends à me demander pourquoi vous grandissez si vite, et à regretter ce temps qui demain sera le passé, pendant lequel vous étiez encore « Mes petits ».

V. Sainte-Marie.

LES CONFÉRENCES ET LES SÉANCES RÉCRÉATIVES

L'histoire de l'art et l'histoire de la musique ont été, cette année, le sujet de deux séries de conférences.

M. le lieutenant Romieux, après avoir rappelé les caractères généraux de l'art, nous a montré de fort belles projections des œuvres de l'art quaternaire, de l'art préhistorique en Égypte et à Troie, de l'art de l'Assyrie et de l'Inde.

M. Landormy a repris ses intéressantes causeries. Il nous avait fait assister, l'année dernière, aux progrès de la musique instrumentale jusqu'au XVIIIe siècle ; continuant son exposé, il nous fit voir comment la technique perfectionnée par les Ita-

liens fut utilisée par les grands maîtres allemands : Bach et Haendel, Haydn et Mozart, Beethoven. Il nous dit leur vie, et de chacune de ces vies d'artistes pour qui la Fortune et la Gloire n'eurent souvent que de tardifs sourires, il a su tirer la leçon. Bach et Haendel furent contemporains; pour expliquer l'intimité et la complexité du premier, il faut connaître la modestie de son existence restreinte et la profondeur de son sentiment religieux; le second, plus mondain, plus ambitieux, nous a laissé des œuvres brillantes et sobres à la fois qui annoncent l'âge classique, tout entier résumé par les noms glorieux de Haydn et de Mozart. Beethoven, qu'on ne peut enfermer dans le cadre factice d'une école ou d'une époque, est au nombre de ces génies dont il est difficile de parler sans les amoindrir : aussi le conférencier, ne s'attardant pas aux commentaires inutiles, nous raconta-t-il simplement la vie de soucis, d'inquiétudes matérielles ou morales, la destinée tragique qui produisit une œuvre tourmentée et surhumaine.

Rappelons ici que M. Landormy a récemment publié une *Histoire de la Musique :* elle n'a pas seulement le mérite d'être le premier ouvrage de ce genre destiné à l'enseignement secondaire; elle est, de plus, remarquable par son information comme par la sûreté et l'indépendance de son jugement.

Le 13 janvier, M. Paul Landormy et M. Parent organisèrent avec le concours des professeurs de musique de l'École, un concert au profit de la Caisse Mutuelle des professeurs de l'enseignement libre, salle Gaveau. M. Landormy débuta par une charmante causerie sur la musique au collège. M. Parent, admirablement secondé par M. Lambotte qui venait d'exécuter avec fougue et virtuosité *la Bourrée fantasque*, de Chabrier, interpréta d'une façon magistrale la sonate de Franck. Puis, avec sa brillante élève, Mlle C. Demolins, il transporta d'enthousiasme son auditoire en exécutant le concerto pour deux violons, de Bach. Le wagnérien poème pour violoncelle de Vreuls, par M. Corbusier, et le trio en *ré* mineur de Schumann dans lequel M. Bonjean montra tout son talent de violoniste, complétèrent ce concert si réussi.

Comment sortir du domaine de l'art, sans parler de M. des Granges et de ses voyages qui sont toujours des pèlerinages vers la Beauté? Plusieurs d'entre nous sont allés en Allemagne, et chacun en a rapporté des impressions différentes. L'un s'est plu à éveiller, dans les villes romantiques, l'ombre de la vieille Allemagne, idéaliste et rêveuse; l'autre est revenu émerveillé par une nation dans laquelle les lois sont appliquées et les règlements observés. M. des Granges ne s'est pas attardé aux belles légendes du passé; il a laissé à d'autres le soin d'étudier le colosse aux énergies puissantes, et l'Allemagne qu'il nous a dépeinte dans une attachante conférence était nouvelle pour beaucoup, inattendue pour quelques-uns. Voyageant en artiste et en compagnie d'un artiste, il a été frappé par le renouveau artistique qui se manifeste dans la légendaire patrie du mauvais goût : rejetant les formules faciles et surannées, se dégageant des erreurs funestes aux premiers apôtres du style moderne, les Allemands se sont hardiment engagés dans une voie nouvelle, harmonieuse, sobre, un peu rigide, et ont réalisé, dans la décoration des édifices et l'ornementation des intérieurs, de remarquables ensembles. Il serait, je crois, dangereux d'insister sur l'originalité de ces tentatives qui procèdent de la réforme tentée par Morris en Angleterre, et ce serait préparer au voyageur d'amères désillusions que de trop généraliser; mais le renouveau, s'il est encore limité, est incontestable et nous sommes malheureusement loin de voir en France une administration et un public suivre l'admirable exemple qui nous est apporté d'Outre-Rhin.

M. des Granges est toujours le causeur incomparable que nous ne nous lassons pas d'entendre; il est toujours le lecteur habile à rendre la finesse d'un dialogue et la musique d'un vers : aussi *Chantecler*, lu par lui, fut-il un triomphe.

Au moment où j'écris ces lignes, M. Burnand, le peintre des *Paraboles*, nous quitte après nous avoir entretenus de l'art religieux et plus particulièrement de la peinture religieuse italienne. Selon lui, l'art religieux doit, pour se renouveler, retrouver la sincérité d'inspiration et la simplicité dont il s'est

écarté depuis les Primitifs : aux idéales madones de Botticelli et de Fra Angelico, on peut opposer la recherche et la mondanité des vierges de Raphaël et de Léonard de Vinci. M. Burnand est un apôtre du renouveau artistique chrétien, mais sa formule n'est-elle pas un peu étroite et ne pouvons-nous voir un véritable sentiment religieux dans la *Pieta* de Michel-Ange et dans le plafond de la Chapelle Sixtine?

L'École a donc largement fait place cette année aux questions artistiques, — et je n'ai cité que les conférences; c'est encore d'art que nous a entretenus Mme de Custines, de l'art délicat et difficile qui préside aux relations et aux rapports sociaux.

Plus graves furent les autres conférences. Au mois d'octobre, M. de Rousiers réunit l'École et parla avec force de la discipline à laquelle doit se soumettre l'homme d'action moderne. La discipline sociale est indispensable dans une éducation qui prétend préparer à la vie : quelle coordination d'efforts ne suppose pas l'existence la plus solitaire,

Car au temps où nous sommes
Nul ne peut se vanter de se passer des hommes?

Dans nos sociétés à complexité croissante, où les hiérarchies s'entremêlent et ne sont plus superposées, la discipline est plus nécessaire qu'elle ne l'était autrefois. La forme sous laquelle elle se présente à nous a également varié : nous rejetons la soumission passive et déprimante, et nous prétendons accepter et imposer une discipline volontaire basée sur la maîtrise de soi-même.

Quelque temps après, M. de Rousiers étudia devant nous la vie du port de Marseille. Marseille fut longtemps le trait d'union entre l'Europe occidentale et le Levant; il reste peu de chose de cet ancien rôle commercial; le port a maintenant une activité toute industrielle et, pour prospérer, il semble devoir étendre de plus en plus sa fonction régionale : le temps est passé des ports à fonction unique, le commerce maritime se soude fortement au commerce terrestre et les ports doivent se relier plus étroitement à un arrière-pays qui fournira un appoint

considérable à leur commerce ou à leurs industries. Cette conférence a clos la série des études dont M. de Rousiers voulut bien nous donner la primeur et qu'il vient de réunir en volume.

Plus intime fut la causerie que M. de Rousiers fit aux professeurs sur l'emploi de la Science sociale dans leur enseignement. Comme il le rappelait dans le discours prononcé à la cérémonie de l'inauguration du buste de M. Demolins, les origines de l'École sont tout entières dans la Science sociale. Fondée sur les conclusions de cette science, l'École doit, dans son enseignement, tenir compte de ses travaux et des résultats auxquels elle arrive. Il ne s'agit pas d'initier les jeunes esprits de nos élèves à ses méthodes scientifiques, mais elle peut être une aide précieuse pour celui qui sait l'employer et qui par elle donne plus de vie et d'unité à l'exposé des faits conditionnés par l'activité des sociétés humaines.

C'est au même auditoire que s'adressait M. Descamps quand il communiqua les intéressantes observations qu'il a recueillies dans les écoles anglaises. M. Descamps a mis en lumière un fait de première importance : le système scolaire anglais est étroitement relié à la hiérarchie sociale du pays; à telle classe de la société correspond tel genre d'école et un membre de la *middle class* n'aura pas l'idée d'envoyer son fils dans une école réservée aux représentants de la classe inférieure. Les écoles nouvelles anglaises, en réaction contre cette conception, ne se recrutent pas dans une classe déterminée.

Comment ne pas rappeler ici les charmantes réunions des Sablons, dans lesquelles chacun vient tour à tour faire profiter les autres de ses lectures? Commencées il y a deux ans à peine, elles ont déjà leurs fidèles, et cela n'est pas seulement dû à la diversité des lecteurs et des lectures, mais encore à l'accueil si simple et si cordial que M. et Mme Trocmé ont le secret de nous réserver.

La salle à manger des Sablons était trop étroite pour contenir tous ceux qui voulurent entendre les deux conférences de M. Bureau sur les corporations du moyen âge. L'origine des

corporations doit, pour M. Bureau, être recherchée dans un certain *sens social,* un sens des intérêts collectifs, propre à cette époque et nettement opposé à l'individualisme moderne. Simples rapports de voisinage au début, les associations corporatives se virent obligées de réglementer la fabrication, l'achat des matières premières, l'embauchage... etc. Après le XIV[e] siècle, les corporations évoluèrent : l'extension de la clientèle, le développement industriel, l'action plus égoïste des maîtres, les transformèrent jusqu'à amener leur disparition.

Nous n'avons entendu qu'une conférence scientifique : M. le D[r] Sabouraud nous a, pendant une heure trop brève, initiés aux secrets de la *domestication des microbes.* Peu à peu et d'une façon d'abord empirique, l'homme a compris comment il pouvait utiliser les microbes; il a su, à la suite des travaux de Pasteur, comment il lui était possible de diriger à sa guise les fermentations qui lui fournissent le levain du pain, le vinaigre, le vin, le lait caillé, le fromage... etc. Les résultats ont surtout été merveilleux dans la domestication des microbes nuisibles ; à propos du choléra des poules et du charbon des bestiaux, Pasteur comprit qu'on pouvait domestiquer le microbe et se faire du microbe domestiqué une défense contre son congénère sauvage : c'est le vaccin. Mais il y a des maladies microbiennes qui ne se vaccinent pas, comme le croup, le tétanos; leurs microbes tuent par les poisons qu'ils secrètent et qu'absorbe le malade. En filtrant des cultures de ces microbes, on peut manier le poison sans les microbes, et en l'inoculant à des animaux, on a observé que lorsqu'ils ne mouraient pas, c'est parce que leur organisme avait fabriqué une dose de contre-poison proportionnelle au poison qu'ils avaient reçu. De là toute une méthode de traitement imaginée par Roux et Behring... De ces travaux sont résultés d'immenses progrès dans l'hygiène publique, aussi bien que d'inappréciables conséquences financières. La vie des hommes qui ont créé la microbiologie, la vie de Pasteur, de Koch, de Lister, de Roux, sont un exemple magnifique de ce que peuvent l'énergie et la volonté appliquées au bien. C'est par une leçon de dévouement et de ténacité dans l'effort que s'est

terminée cette savante dissertation, si bien mise à la portée de tous par l'éminent conférencier.

Maintenant, il me reste à rappeler les séances de la Saint-Nicolas, du mardi-gras, celle qu'organisa l'Équipe de foot-ball et celle de la fête de l'École. La fête du mardi-gras, avec son cortège historique si bien réglé par M. Dupire, restera longtemps dans notre souvenir : M. des Granges y fit représenter deux savoureuses farces du XVe siècle dans lesquelles se révélèrent de jeunes acteurs tels que Th. Faure, Dumaine, P. Giraud-Jordan, P. Cousin, Caron et R. de Bary. Tout dernièrement nous avons applaudi leurs aînés, Boucquey, Lyautey et Guiraud dont le jeu ne pâlit pas à côté de l'expérience d'acteurs de profession et de l'entrain de Mlle Lemaire. Je voudrais parler de tous ces petits actes amusants ou pathétiques, de ces chansons et de ces récitations qui nous ont fait passer des heures joyeuses et bonnes, mais l'espace m'est mesuré et je veux employer mes dernières lignes à remercier, au nom de tous, ceux qui sont venus nous faire part de leur science et ceux qui ont su tour à tour nous divertir et nous émouvoir.

Henri MARTY.

COMMENT ON FAIT SOI-MÊME UN APPAREIL DE 100 FR. POUR 0 FR. 95.

Un jour, nous entreprîmes de faire des expériences de radiographie. Des rats, des grenouilles, des oiseaux succombèrent; de nombreuses plaques photographiques furent voilées; sur l'écran au platino-cyanure, nous n'apercevions que de vagues squelettes et d'informes objets!...

Ce qui manquait à notre bobine, c'était un interrupteur fonctionnant bien. Il fallait remplacer notre trembleur par un Wehnelt.

Nous feuilletons le catalogue :... 100 francs!

A la fin de l'année, c'était cher! les crédits de la Physique et de la Chimie n'étaient plus qu'un souvenir. Que faire? Fallait-il nous contenter des pauvres résultats auxquels nous étions

arrivés? Évidemment, c'était impossible. Construire l'appareil nous-mêmes puisque nous ne pouvions l'acheter? Il est vrai que nous aurions pu commencer par là.

La réussite fut complète; l'appareil que nous avons cons-



LE LABORATOIRE DE CHIMIE DES GRANDS ENTIÈREMENT AMÉNAGÉ PAR M. CHAMPAULT ET SES ÉLÈVES.

truit fonctionne admirablement et la terreur a envahi la gent des oiseaux et des grenouilles.

Maintenant, voulez-vous savoir ce que nous a coûté cet interrupteur électrolytique, marqué 100 fr.?

1 vase en verre (obtenu en coupant 1 vieux flacon cassé).	0 fr. 05
1 tube à essais et son bouchon........................	0 fr. 10
1 fil de platine de 3 cm de long......................	0 fr. 50
1 lame de plomb (découpée dans un vieux tuyau)	0 fr. 25
Acide sulfurique.....	0 fr. 05
Total....	0 fr. 95

Dix-neuf sous : fonctionnement parfait, simple et pratique. Vous pouvez essayer!

Ch. Bodé et F. Champault.

P.-S. — Nous exécutons toutes les radiographies qu'on veut bien nous confier : recherche des *projectiles* dans le corps humain, des *fractures* des os, examen de tous objets non entièrement métalliques, visite des malles suspectes, sans besoin de les ouvrir, etc...

Le prix de chaque cliché est de 5 francs, versés au budget spécial de radiographie.

LA MUSIQUE

Je voudrais essayer en quelques lignes de donner un aperçu des résultats que nous avons obtenus ici au point de vue musical depuis la création de l'École.

Tout le monde reconnaît que la musique a pris depuis quelques années une extension presque soudaine; on ne compte plus le nombre des concerts et conférences qui se donnent tous les jours et qui sont suivis assidûment non seulement à Paris, mais aussi en province. C'est pour répondre à ce nouveau besoin que nous avons fait ici à l'École des Roches une si large place à cet art. Si, en effet, la musique est l'expression de la pensée et des sentiments humains par les sons, on conçoit facilement l'importance qu'elle peut avoir dans l'enseignement général et dans l'éducation.

Il s'agit donc d'initier l'enfant à la connaissance de l'intellectualisme de la musique par les mêmes moyens que l'on emploie pour lui apprendre la grammaire et la littérature.

D'abord enseigner à tous les élèves la lecture, l'écriture et l'orthographe de la musique par des classes de solfège obligatoires et progressives jusqu'à la fin de la seconde. Nous voudrions arriver à les initier tous à l'harmonie et leur apprendre à analyser une œuvre au moins au point de vue des accords et de la modulation, voire même à leur en faire comprendre la structure.

Pour cela, ce qu'il faut avant tout, c'est « intéresser les élèves », et il semble que le chant soit le meilleur moyen et le plus facile pour leur donner le goût et l'envie de se dévelop-

per. On ne connaît pas assez en France l'importance du chant, soit au point de vue physique, soit au point de vue éducatif. Les chœurs anglais, allemands, hollandais, belges sont renommés partout, et cela vient de ce que, tout jeunes, les enfants sont habitués à chanter et arrivent, si peu doués qu'ils soient, à développer leur voix et à éduquer leur oreille. Les violonistes débutants auraient infiniment moins de peine à jouer juste si, depuis longtemps, ils étaient familiarisés par le chant et le solfège, avec la valeur exacte des comas. Il existe dans l'anthologie chorale des xvie et xviie siècles de petites merveilles qui peuvent s'adapter à des voix d'enfants et qui sont, par la difficulté de leur écriture contrapontique, un excellent exercice d'assouplissement et de discipline. Nos professeurs de musique sont arrivés à faire chanter, le terme dernier, au concours du chant de maisons, cinq de ces petites œuvres de Capella avec une justesse presque parfaite et beaucoup d'ensemble.

Je dois ajouter que les enfants s'y étaient tellement intéressés que, dans le but d'arriver à une exécution aussi bonne que possible, ils avaient volontairement répété, pendant quelques-uns de leurs temps libres, les parties difficiles qui demandaient un peu plus de travail.

Un autre moyen de faire pénétrer la musique dans l'éducation est de faire connaître par des conférences et des auditions l'histoire de la musique et celle des grands maîtres, et d'expliquer le sens intellectuel des œuvres. M. Paul Landormy nous fait en ce moment une série de conférences sur ce sujet, et à chaque séance notre petite classe d'orchestre donne une ou plusieurs auditions comme exemple à l'appui.

De plus, Mme Demolins donne chez elle, à la Guichardière, depuis dix ans, plusieurs fois par terme, des soirées musicales où l'on ne vient que pour écouter de *la musique pure,* de la musique de chambre.

On est donc ici au courant des idées musicales modernes; d'Indy, Debussy, Franck ou Lekeu sont tout aussi aimés et appréciés que Beethoven, Mozart ou Rameau.

Le côté instrumental n'est pas négligé non plus, bien que ce

soit le point le plus difficile dans une école. Les natures vraiment douées sont rares et tous ne disposent que de peu de temps à consacrer à l'étude d'un instrument. Nous sommes arrivés cependant à former de bons exécutants qui pourront se faire plaisir et aborder des œuvres importantes et difficiles. Pour ma part, j'ai toujours été frappé du nombre de mes anciens élèves des Roches qui venaient, après leur départ de l'École, me remercier de les avoir fait travailler un peu sérieusement et de leur avoir procuré un développement artistique qui leur servira et dont ils jouiront toujours.

Je suis heureux et fier d'annoncer que Mlle Camille Demolins. qui a fait toutes ses études musicales à l'École des Roches, vient d'obtenir, après deux ans d'études à la Schola Cantorum de Paris, son diplôme du deuxième degré avec la mention *Très bien.*

Il me semble qu'un gros progrès a été réalisé et qu'un pas est fait vers une nouvelle méthode d'enseignement musical.

Il ne s'agit plus d'inculquer quelques notions arides et sèches de solfège à ceux dont le seul idéal est de jouer un petit morceau de salon pour leur famille les jours de fête. On ne forme ainsi ni musiciens ni intellectuels. J'espère que la jeune génération actuelle ainsi éduquée sera capable, sinon de prendre part au nouvel essor si rapide et si beau de nos compositeurs modernes, du moins de s'y intéresser.

Je suis l'interprète de tous ici pour exprimer la reconnaissance que nous devons à M. Demolins pour la liberté si complète qu'il nous a laissée d'accomplir progressivement ces réformes, et même bien souvent il fut le premier à nous aider à frayer notre route au milieu des programmes de plus en plus chargés des examens.

J'ajoute que le directeur de l'École, M. Georges Bertier, facilite singulièrement notre tâche par le désir qu'il a de voir tous les élèves se perfectionner dans un art qu'il apprécie. Je l'en remercie.

Armand Parent,
directeur de la musique
à l'Ecole des Roches.

Principaux morceaux exécutés pendant l'année 1909-1910.

Orchestre et chœurs.

Concerto grosso. . . .	CORELLI.
Concerto grosso. . . .	HAENDEL.
5e Symphonie	BEETHOVEN.
1re Symphonie.	BEETHOVEN.
Concerto pour violon et orchestre	BACH.
Symphonie en *sol* min.	MOZART.
Symphonie en *mi* maj.	HAYDN.
Il est bel et bon. . . .	PASSEREAU.
Le joli mois de May. .	JANNEQUIN.
Le joli bois.	JERMISY.
Mignonne, allons voir si la rose.	COSTELEY.
Hymne.	BEETHOVEN.
1re Cantate avec orchestre.	BACH.
O Jesu dulcis.	VITTORIA.
Tantum ergo	BACH.
Ave Maria.	ARCADELT.
Psaume CL.	C. FRANCK.
Adoramus te.	PALESTRINA.
Andante de la sonate en *ut* mineur	BACH.
Andante en *sol* mineur.	LOCATELLI.
Ronde chantée.	GEVAERT.

Samedis de la Guichardière.

Pièces en trio.	RAMEAU.
Toccata et fugue en *ré* mineur.	TAUSIG BACH.
Sonate pour violoncelle.	VALENTINI.
Quatuor piano et cordes.	BEETHOVEN.
4e Sonate piano et violon.	BEETHOVEN.
Variations pour violoncelle.	L. LAMBOTTE.
Sonate piano et violon.	HAENDEL.
Sonate op. 90 pour piano.	BEETHOVEN.
Romance en *sol*. . . .	BEETHOVEN.
Sonate piano et violon.	G. LEKEU.
Pièces inédites pour piano.	ORBAN.
Poème pour violoncelle.	VREULS.

Séance du 9 juillet 1910

Avec le concours de Mlle Marthe Dron, M. Parent, Mlle C. Demolins, MM. Bonjean, Corbusier et Lambotte.

Programme.

Quintette (piano et cordes).	SCHUMANN.
Adagio pour violon et violon (1re audition).	L. LAMBOTTE.
Sonate (en *ré* min.) piano et violon.	SCHUMANN.

L'Administrateur-Gérant : Léon GANGLOFF.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — PARIS

AOUT-SEPTEMBRE 1910 — 72e et 73e LIVRAISONS

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE SCIENCE SOCIALE

NOUVEAUX MEMBRES

M. Charles PHALEMPIN, 27, Bramham Gardens, Londres S. W., présenté par M. Jean Périer.

M. Pierre LACROIX, 5, Hargreave Villas, Londres W., présenté par M. Jean Périer.

LES RÉUNIONS MENSUELLES

Compte rendu de la séance de mai.

M. L. POINSARD attire l'attention de ses collègues sur l'importance primordiale de l'éducation de la femme et met en discussion les moyens à employer pour résoudre ce problème.

M. Poinsard insiste sur ce point qu'il ne faut pas confondre éducation et instruction. C'est la grande erreur de notre époque, en France surtout. L'éducation, c'est avant tout la formation du caractère. Il est absolument indispensable d'éduquer d'abord les mères si l'on veut éduquer les enfants. L'Angleterre elle-même traverse actuellement une crise assez grave, qui semble être une répercussion de l'insuffisance de l'éducation féminine devant les nécessités nouvelles. De là des symptômes de désorganisation familiale en Angleterre, moins graves sans doute qu'en France, mais qui expliquent la crise actuelle.

M. DESCAMPS, qui vient de poursuivre une enquête en Angleterre, tant dans les écoles de filles que dans les écoles de garçons, a constaté qu'un effort très intense existe pour mettre l'éducation à la hauteur des exigences actuelles. Pour les filles notamment, il s'est créé un certain nombre de collèges qui imitent les Public schools des garçons, tout en tenant compte de la différence des sexes.

M. Descamps ne croit pas que la crise actuelle soit bien alarmante en Angleterre. Ce pays se trouve continuellement en état de crise; mais ce sont des crises de croissance.

M. POINSARD pense, au contraire, que la crise anglaise actuelle diffère des crises anciennes en ce qu'elle montre des tendances centralisatrices très dangereuses. L'intervention de plus en plus grande des pouvoirs publics ne serait là, comme ailleurs, qu'une conséquence d'un affaiblissement des forces privées.

Quant aux Public schools, quels que soient leurs mérites, elles ne peuvent remplacer la famille si celle-ci se désorganise.

M. DESCAMPS dit que sa première enquête en Angleterre n'a porté que sur l'éducation à l'école. Il ne peut donc donner aucune indication précise sur l'état actuel de la constitution familiale, mais il dirigera le plus possible ses investigations dans cette direction au cours de la seconde enquête qu'il doit effectuer pendant les grandes vacances.

M. POINSARD pense qu'il serait intéressant de savoir ce qui se passe en Amérique. Il semble que l'éducation des deux sexes suive une marche parallèle, et il se-

rait curieux de savoir quels en sont les résultats.

M. Durieu est d'accord avec M. Poinsard sur la définition générale de l'éducation : la formation du caractère. Toutefois, cette définition lui semble trop vague, et il y aurait lieu de préciser ce que l'on entend par caractère, ou, si l'on veut, quels sont les qualités de caractère que l'on croit bon de développer.

M. Poinsard voit trois qualités principales à développer : la volonté, la droiture et l'initiative.

M. Durieu constate l'intérêt qu'il y a à préciser les choses. Pour lui, les trois qualités principales sont la prévoyance, l'attention et la discipline. Avoir du caractère, c'est savoir se tirer d'affaire dans les entreprises matérielles.

M. Périer dit que la prévoyance n'est pas une qualité anglo-saxonne. La supériorité des Anglais provient principalement de leur grande ténacité. La guerre du Transvaal en est un bel exemple.

M. de Rousiers dit qu'il faudrait étudier, dans chaque pays, quelles sont les qualités du caractère que l'éducation tend à développer. Il n'y a pas d'éducation préparant à tous les milieux. Une Américaine, par exemple, serait très malheureuse en Orient.

M. Bureau se demande si la vie publique est bien une conséquence de la vie privée. Il se demande aussi si l'influence de la mère est réellement plus grande que celle du père dans l'éducation des enfants.

M. Poinsard dit qu'il y a plusieurs espèces de crises, mais la crise politique actuelle de l'Angleterre lui semble une conséquence d'un affaiblissement de la vie privée.

Quant à l'influence du père, elle est forcément moins importante que celle de la mère, car il n'est généralement en contact avec ses enfants qu'une très faible partie de la journée.

M. Bureau répond qu'il ne faut pas mesurer le degré d'influence au temps pendant lequel on est en contact. Certaines personnes ont une influence énorme en peu de temps.

M. de Rousiers dit que, dans ce cas, il ne peut être question que d'une influence intellectuelle, mais non d'une influence formatrice du caractère.

M. Périer a constaté qu'en Angleterre, le père a, moins que partout, une influence quelconque sur l'éducation de ses enfants.

M. de Rousiers, en parlant de la crise anglaise, dit qu'un changement n'est pas forcément un signe de désorganisation.

M. Poinsard approuve ce que M. de Rousiers vient de dire. L'évolution est bonne, lorsque l'obéissance passive est remplacée par la discipline ; elle est au contraire mauvaise, si elle est remplacée par l'indiscipline.

M. Olphe-Galliard souhaite que l'éducation des filles se rapproche de plus en plus de celle des garçons. Il appelle fortement l'attention sur ce fait que l'éducation commence dès le premier jour de la naissance.

M. Blanchon dit qu'il faudrait étudier chaque société séparément, et voir dans quel sens se fait l'évolution de l'éducation. On pourrait ainsi arriver à élucider la question de la ressemblance entre l'éducation des deux sexes.

M. Poinsard à propos du Portugal, où il vient de faire une enquête, dit que le type de l'enfant gâté y est très répandu, et ceci explique pourquoi la mollesse et l'oisiveté sont si générales. A côté de cela, les Portugais ont des qualités résultant du milieu où ils vivent : l'amabilité due à la vie urbaine, la sobriété imposée par le climat, etc. En terminant, M. Poinsard émet le vœu de voir le plus tôt possible la Société de science sociale en mesure de publier une étude de l'état social de la France actuelle.

Compte rendu de la séance de juin.

M. Descamps fait le compte rendu d'une partie de sa mission sur les écoles anglaises, celle qui concerne les écoles de garçons.

Le système scolaire anglais, d'apparence un peu confus, devient compréhensible lorsqu'on le rattache aux autres faits sociaux. Parmi ceux-ci, les plus importants au point de vue de l'explication du

système scolaire, sont les deux suivants :

1° L'Angleterre est un pays nettement hiérarchisé en classes sociales qui remplissent des fonctions différentes. A chaque classe sociale correspond un genre d'école différent ;

2° L'Angleterre est un pays qui évolue lentement, mais constamment, de sorte que des formes anciennes et nouvelles coexistent côte à côte.

En ce qui concerne le premier point, voici la liste des classes sociales et des écoles correspondantes :

1° La *lower class* (ouvriers), dont les enfants vont dans les *elementary schools*, de 8 à 14 ans ;

2° La *lower middle class* (artisans, boutiquiers, contremaîtres, petits fermiers) qui a les *secondary schools* pour les enfants de 8 à 16 ans ;

3° La *middle class* (grands patrons et petits rentiers, carrières libérales inférieures), dont les enfants vont d'abord dans de petites *private schools* de 8 à 12 ans, ensuite dans des *grammar schools* de 12 à 18 ans ;

4° La *Upper middle class* (mêmes éléments que la classe précédente, mais plus riches et surtout plus stables : anciennes maisons de commerce ; propriétaires terriens, professions libérales éminentes) : les enfants sont généralement destinés à prolonger leurs études jusqu'à l'enseignement supérieur, et vont dans une *preparatory school* de 8 à 12 ans, puis dans une *public school* de 12 à 18 ans, enfin à l'*University* ou dans une école spéciale ;

5° La *Upper class* ou haute noblesse titrée : mêmes écoles que la classe précédente, mais écoles plus exclusives et plus aristocratiques ; par exemple *Eton* comme public school.

Voici quelques-unes des caractéristiques de ces différentes écoles :

En montant dans l'échelle sociale, on voit les prix des écoles s'élever ; on va de l'externat vers l'internat, ce qui permet une influence plus grande de l'école ;

On va de l'enseignement subventionné vers l'enseignement libre ;

On va des écoles donnant surtout l'instruction vers celles qui s'occupent de plus en plus de l'éducation.

Il en résulte que c'est dans les *public schools* que le système de l'éducation scolaire anglais est le plus complet et le plus développé ; les autres écoles essaient de copier ce système dans la mesure de leurs ressources.

Les principaux traits de cette éducation sont les suivants :

Pour l'*éducation physique*, il y a lieu de distinguer :

Les sports obligatoires parce qu'ils sont éducatifs : le foot-ball développe l'esprit de discipline, et le cricket, l'esprit d'attention ;

Les jeux permis qui agissent seulement sur les muscles : hockey, golf, fives, etc. ;

Les jeux défendus pour une raison quelconque ; ici c'est la bicyclette, là le tennis, etc. ;

Les exercices gymnastiques ;

Les travaux pratiques existent partout mais perdent de leur importance en s'élevant dans la hiérarchie sociale.

Pour l'*éducation intellectuelle*, on vise plus à développer la personnalité et les facultés (esprit d'attention, jugement personnel) que la quantité de connaissances. Dans les classes inférieures, l'enseignement comprend des matières utilitaires générales. Dans les classes supérieures, il tend à faire des spécialistes en choses inutiles plutôt qu'à faire des encyclopédistes.

Pour l'*éducation morale*, on a vu que les sports et les exercices intellectuels y contribuaient déjà. Il faut y ajouter la formation spéciale et progressive du sens de la responsabilité, à l'aide du système hiérarchique de capitaines, sous-capitaines, etc. On est responsable d'abord d'une petite chose, puis d'une plus grande ; enfin, on est responsable d'un groupe d'élèves, et l'on arrive aux qualités de direction, de commandement. C'est ainsi que l'Angleterre parvient à former une élite dirigeante.

M. Olphe-Galliard demande s'il n'y a pas en Angleterre un mouvement d'opinion en faveur des écoles professionnelles.

M. Périer dit qu'il lui semble en effet

avoir constaté un mouvement dans ce sens en Angleterre. Il y a une réaction contre l'insuffisance de l'instruction théorique.

M. Bureau se demande si les écoles anglaises ne sont pas notoirement inférieures aux écoles françaises correspondantes, au point de vue de l'instruction générale. Si l'on compare l'Anglais et le Français de la même classe sociale, on constate que le niveau intellectuel du premier est plus bas que celui du second. Cette infériorité a porté un préjudice assez grave à l'industrie britannique.

M. Descamps répond qu'il ne faut pas généraliser et que cela dépend de la classe sociale que l'on veut considérer Dans la classe ouvrière, la supériorité serait du côté des Anglais, car il n'y a pas d'illettrés, et l'instruction est obligatoire jusqu'à 14 ans.

Pour les autres classes, il est certain qu'il y a un mouvement pour relever le niveau des études scientifiques, mais il n'apparaît pas que les Anglais soient disposés à abandonner l'apprentissage pratique, comme base principale. L'apprentissage théorique ne viendra jamais que comme complément.

M. Périer déclare se rallier à cette façon de voir.

M. de Rousiers dit qu'il ne faut pas généraliser l'insuffisance des études en Angleterre. L'avocat anglais soutient haut la main la comparaison avec l'avocat français. Au Parlement anglais, les citations latines sont comprises et sont très fréquentes. En serait-il de même au Parlement français? Le niveau des études n'est inférieur que pour les ingénieurs. Il en est résulté un certain préjudice principalement dans les industries chimiques et électriques, mais l'Angleterre maintient encore sa supériorité dans plusieurs branches, notamment dans la construction des navires, des métiers à filer et à tisser, etc.

Ce qui ressort d'une façon nette de l'enquête de M. Descamps, c'est que ce peuple si pratique et si utilitaire maintient jalousement dans ses écoles les études désintéressées.

M. de Sainte-Croix dit que peut-être beaucoup d'Anglais manquent de culture générale, mais si l'on prend à part chaque profession, on constate que le livre le mieux fait concernant cette profession a été écrit par un Anglais.

M. Olphe-Galliard demande comment il se fait que la loi sur l'instruction obligatoire a été plus efficace en Angleterre qu'en France.

M. Descamps répond que d'une façon générale les lois sont plus strictement appliquées en Angleterre qu'en France. L'esprit de clan ne vient pas en contrecarrer l'action. De plus, en Angleterre, les enfants travaillent moins tôt. Dans les campagnes françaises, les enfants aident leurs parents très jeunes, et les écoles sont désertes à certaines saisons.

M. de Rousiers dit qu'en France la loi scolaire, généralement bien appliquée dans les villes, l'est beaucoup moins dans certaines campagnes. Les administrations locales sont tolérantes pour bien des causes : difficultés de communication, travail des enfants, etc. De plus, en Angleterre, le type du paysan n'existe plus; par suite, l'ouvrier rural, salarié au même titre qu'un ouvrier d'usine, n'est pas porté à se faire aider par ses enfants, comme il arrive très fréquemment dans les tenures familiales si répandues en France sous forme de petites propriétés, de petites fermes ou de métairies.

A PROPOS DE L'ŒUVRE DE Mme SELMA LAGERLOF

L'observation sociale scientifique ne peut donner tout son fruit que lorsque celui qui s'y livre s'élève de la constatation matérielle des faits à leur explication. Les répercussions qu'il relève entre les phénomènes observés ne sont elles-mêmes, prises isolément, que des constatations. Pour aboutir à la loi sociale, but suprême de ses efforts, il faut qu'il construise une hypothèse. C'est grâce à l'enthousiasme que lui causera cette hypothèse, œuvre personnelle de son esprit, qu'il entreprendra, sans se lasser, de nombreuses vérifi-

cations, qu'il suscitera d'indispensables contradictions, provoquera de nouvelles recherches et fera ainsi avancer la science, quel que soit d'ailleurs le sort définitif de l'hypothèse d'où tout ce mouvement sera parti.

Les savants les plus réputés connaissent fort bien ce rôle de l'hypothèse dans la science [1]. Dans le domaine spécial de la science sociale, les travaux accomplis sans que l'hypothèse soit venue les féconder demeurent sans intérêt et presque sans portée. Ce sont de simples matériaux à l'usage de ceux qui viendront les mettre en œuvre. Et ils présentent cet inconvénient grave qu'ils nuisent à la bonne renommée des travaux méthodiques. « Faut-il donc être ennuyeux à ce point, se dit-on en les lisant, pour faire de l'observation scientifique? » Or, c'est précisément parce qu'ils manquent de l'élément vivifiant et scientifique de l'hypothèse qu'ils dégagent cette impression de morne platitude.

La première recommandation à faire à un observateur inexpérimenté est donc d'imaginer des hypothèses. Mais cet utile conseil comporte un danger. En effet, les hypothèses valent suivant celui qui les construit et un cerveau sans expérience, manquant de points de comparaison, ignorant comment s'enchaînent les phénomènes les plus simples de la vie courante, ne peut guère donner le jour qu'à des hypothèses sans fécondité, lorsqu'il se trouve en face des phénomènes complexes d'une société où tout lui est étranger.

C'est pourquoi il est prudent de guider les jeunes hommes qui débutent dans l'observation sociale en leur indiquant quelques hypothèses à vérifier, sauf pour eux à les abandonner ou à les transformer quand elles s'évanouissent à la lumière des faits. Mais, là encore, on se heurte à un danger grave : les hypothèses de cabinet ont bien rarement la vertu pratique des hypothèses faites sur le terrain même de l'observation. Elles ne s'adaptent pas fidèlement aux circonstances parce qu'elles ont été conçues loin d'elles et dans leur ignorance; elles manquent de profondeur; elles demeurent « en l'air ». Rien ne remplace l'intuition rapide de l'observateur qui, démêlant au milieu de la complexité qu'il a sous les yeux les éléments premiers, les facteurs essentiels des phénomènes qu'il veut étudier, les voyant avec leur physionomie propre, saisit avec prestesse un des rapports qui les lie et échafaude sans retard une explication de l'ensemble. L'observateur ressemble en cela à l'homme de guerre, au grand chef qui « voit sur le terrain » et découvre la solution du problème dont ce terrain, la disposition des forces de l'ennemi et mille autres circonstances fournissent les données. Et comme aucune bataille n'est l'exacte reproduction d'une autre, il ne s'agit presque jamais d'appliquer une solution ancienne, mais bien d'en trouver une nouvelle.

Cependant, il est absolument nécessaire de former des observateurs et, quel que soit l'avenir qui leur est réservé, chacun d'eux commence forcément par le début, c'est-à-dire par le manque d'expérience. Le Play recommandait avec raison aux auteurs de monographies de consulter les « autorités sociales » des pays qu'ils visitaient. Ces « autorités sociales » représentent fort bien, en effet, l'ensemble des conceptions sur lesquelles vit une société donnée. Elles ont, de plus, l'expérience éclairée que donne la direction du travail et des affaires d'intérêt général. Mais elles peuvent très bien remplir leur fonction sans être douées d'esprit critique; elles visent plus à bien gouverner les groupes à l'activité desquels elles président et à y maintenir la paix sociale qu'à déterminer la philosophie de leur gouvernement; elles sont plus préoccupées de résultats pratiques que d'explications scientifiques. Pour ces raisons, elles sont rarement aptes à fournir des hypothèses.

Ce que les observateurs trouvent difficilement auprès de ces « autorités sociales », il peut se faire qu'ils le rencontrent chez une catégorie de personnes à laquelle les hommes de science ont rarement recours. Je veux parler des romanciers, tout au

1. V. notamment l'Introduction de l'ouvrage *La Science et l'Hypothèse*, par H. Poincarré.

moins, de ceux qui écrivent des romans sociaux. Je sens bien que l'affirmation a quelque chose d'osé, mais je prie qu'on y réfléchisse. Il ne s'agit pas, bien entendu, de demander aux romanciers un contrôle auquel ils ne prétendent pas, mais de leur emprunter des hypothèses à contrôler. Les lecteurs anciens de la *Science sociale* ont certainement conservé le souvenir d'une série d'études publiées par Edmond Demolins sur les romans d'Alphonse Daudet. Certaines des hypothèses de l'illustre romancier, par exemple celle du mensonge provençal expliqué par le soleil du midi, y étaient assez maltraitées, et c'était justice, mais Edmond Demolins avait mis au point les hypothèses hasardées et reconnu la fécondité de plusieurs autres. Et il n'est pas douteux qu'un homme ayant lu *Numa Roumestan* et même *Tartarin* est préparé à comprendre l'avocat politicien et le rentier vantard de nos provinces méridionales. Il a dans la tête un certain nombre d'idées sur les types de ces régions, et ces idées sont des hypothèses à vérifier. De même dans un ordre de travaux différent, on peut conseiller à un historien étudiant les débuts du dix-neuvième siècle en France de lire les romans de Balzac, non pas sans doute qu'il faille les considérer comme l'expression définitive de la vérité historique, mais parce que les passions individuelles qui s'y agitent, et qui relèvent de la fantaisie de l'auteur, ont pour cadre la société de ce temps; que les intrigues se nouent et se dénouent par des moyens empruntés aux circonstances caractéristiques de cette société et que, par suite, les mobiles éternels de nos actes, l'amour, l'ambition, le dévouement, l'avarice, la jalousie, prennent une direction, adoptent des moyens et aboutissent à des résultats tout différents qu'ils ne l'auraient fait dans un autre temps ou dans un autre pays. Ils sont conditionnés dans leur exercice par l'état social dans lequel ils se développent.

Faut-il encore d'autres exemples? Quoi de plus révélateur sur l'éducation anglaise dans une *public school* du milieu du siècle dernier que *Tom Brown's School Days?* Quelle meilleure définition a jamais été donnée du « gentleman » anglais, ce rouage essentiel de l'organisation sociale de nos voisins, que celle qui se dégage de *John Halifax?* Et que dire encore des œuvres de Dickens, de Thackeray, de Rudyard Kipling et de tant d'autres? Tous ceux qui ont lu ces livres sont prêts à émettre un jugement sur la société anglaise. Et, sans doute, ce jugement est extrêmement incomplet; il peut conduire aux pires erreurs ceux qui l'admettent sans contrôle, mais il peut guider utilement, à titre d'hypothèse provisoire, ceux qui se proposent de faire une étude de détail poussée, telle que la comporte l'observation monographique. A défaut d'autre mérite, l'adoption de cette hypothèse les empêchera de voir sans chercher à comprendre. Elle suscitera en eux un désir d'explication, un appétit de connaître la raison des phénomènes, et c'est là le commencement de la science sociale.

Ces réflexions me sont revenues à l'esprit avec une insistance et une vivacité surprenantes en lisant deux ouvrages de Selma Lagerlöf : *Jérusalem en Dalécarlie* et *La Légende de Gösta Berling* [1]. J'ai dû les lire gloutonnement, en dépit du grand charme des tableaux qui s'y déroulent, de l'angoisse tragique, profonde, réelle, des situations qui y sont dépeintes, tant j'avais hâte d'y relever les traits précis qui marquent les fortes influences du milieu. Assurément, Mme Selma Lagerlöf n'a pas eu souci de la science sociale en écrivant ces œuvres puissantes, simples et colorées; mais elle a mis en relief, avec un instinct très sûr, les causes de l'enchaînement des faits qu'elle raconte. Elle a créé des types, mais on sent, à ne pas s'y méprendre, qu'elle les fait mouvoir dans un cadre réellement existant; que ces types sont une expression vivante de l'éducation, de la formation sociale scandinave; que les traits personnels qu'elle leur prête ont été eux-mêmes influencés par des causes d'ordre général. Bref, il est impossible à un adepte de la science sociale de la lire

1. Traduit et adapté du suédois par André Bellessort. Éditions Nilsson, 7, rue de Lille, Paris.

sans être jeté violemment dans une série d'hypothèses sur l'éducation suédoise, c'est-à-dire, sur un des sujets qui nous tiennent le plus au cœur pour les causes que l'on sait.

Nous connaissons le paysan des Fjords de la Norvège par l'étude magistrale de M. Paul Bureau qui a marqué une étape dans les progrès de la science sociale. Mais, à côté du paysan des Fjords, d'autres types demandent à être précisés pour que nous puissions émettre une hypothèse générale sur la société norvégienne. Visiblement, certains phénomènes caractéristiques de l'éducation nous échappent en partie. Par exemple, nous ne voyons pas bien comment les vies réglées et bien assises des paysans des Fjords se rejoignent au déséquilibre agité que nous décrivent les romans d'Ibsen ou même ceux de Björne Björnson. Ni la Nora de la *Maison de Poupée*, si prompte à planter là son mari et ses enfants; ni *Sollnetz le constructeur* dans ses affirmations éperdues d'athéisme; ni *Brandt* dans son hallucination religieuse, ne paraissent avoir reçu les graves et fortes leçons morales du *gaard* isolé. Tout au moins, leur impression calme et profonde s'est effacée en eux sous l'action d'autres influences qui nous demeurent inconnues.

De la Suède, comme du Danemark, nous savons moins encore. La Suède nous apparaît comme une Norvège plus riche, plus agricole, plus forestière et plus industrielle. Le Danemark nous est connu par les organisations coopératives agricoles et les syndicats professionnels qui s'y sont rapidement développés dans ces dernières années. Et cependant, ces pays offrent pour les études de science sociale un intérêt de premier ordre, car, à des degrés divers et suivant des modalités à déterminer, ils représentent le lieu d'origine le plus important de la formation particulariste. Un indice certain en est qu'aux États-Unis, les Américains de l'Ouest les plus authentiques considèrent Norvégiens, Suédois et Danois comme les citoyens les plus désirables pour l'avenir du pays. De plain-pied ces rejetons de paysans, transportés dans le Minnesota ou le Dakotah, entrent dans la vie américaine intense, en comprennent et en partagent les aspirations, sont aptes à en réaliser les problèmes. Visiblement, ils appartiennent à la même formation sociale que les Américains; ils se groupent avec eux sans heurt; ils concertent leur action avec la leur sans malentendu, comme s'ils exécutaient un plan arrêté d'avance et à la suite d'un long entraînement. Ni les Anglais, auxquels revient l'honneur d'avoir imprimé aux États-Unis la marque profonde de leur action; ni les Allemands du Nord, pourtant si appréciés là-bas comme colons, ne s'adaptent aussi complètement et aussi promptement que les Scandinaves aux exigences de leur nouvelle patrie.

Mme Selma Lagerlöf nous permet de jeter un peu de lumière sur cet étrange phénomène en ce qui concerne les Suédois des régions où se passent ses récits. Voici quelques-unes des hypothèses qui se présentent naturellement à l'esprit en les lisant.

Nous avons toujours considéré la faculté d'isolement comme une des conditions premières de la colonisation en territoire vacant et, par suite, comme une des marques auxquelles se reconnaît la formation particulariste. En Norvège, le paysan des Fjords en fait l'apprentissage tout naturellement par la dispersion des *gaards* sur un large territoire et par le séjour d'été des animaux sur le söter. Les *gaards* décrits par Mme Selma Lagerlöf sont peut-être un peu moins éloignés les uns des autres, mais l'éternelle forêt de sapins qui s'étage sur tous les escarpements est une vaste solitude et les paysans suédois emploient une partie notable de leur temps à l'exploiter et à fabriquer le charbon.

« Peu de temps après la fonte des neiges, Ingmar et Stark redescendirent vers les habitations pour faire marcher leur scierie. Ils avaient passé tout l'hiver sous la forêt, abattant les gros pins et les carbonisant.

Quand Ingmar se retrouva dans la plaine, il se produisit à lui-même l'effet d'un ours enfin sorti de sa tanière ensommeillée. Le ciel découvert et l'éclat du soleil dont il s'était déshabitué lui faisaient cligner les yeux. Le grondement

du torrent et la voix des hommes l'étourdissaient, et le vacarme de la ferme qui bourdonnait à ses oreilles lui causait un véritable martyre. » Parfois l'habitude de la fréquentation des hommes se reprend même difficilement, paraît-il, et le même Ingmar que nous venons de voir si ahuri par le retour à la lumière et à la vallée peuplée, constatant plusieurs semaines plus tard que son camarade Stark demeure maussade et taciturne, hasarde cette explication : « Je crois que tu as le mal de la forêt. »

La solitude d'un homestead dans l'Ouest américain n'est pas pour effrayer des hommes capables de supporter un pareil isolement et même de l'aimer au point d'en avoir la nostalgie. A cet égard, la Suède ne paraît pas, au moins dans les parties décrites par Mme Selma Lagerlöf, laisser une empreinte moins forte que la Norvège des Fjords.

Mais la faculté d'isolement ne doit pas engendrer l'incapacité de vivre en société. Exagérée, elle tourne à la sauvagerie. Le colon de l'Ouest américain doit savoir s'adapter aussi bien à la vie solitaire des débuts de la colonisation qu'à l'action concertée dont la nécessité éclate dès que le pays commence à être mis en valeur. Il faut organiser le *township*, bâtir des écoles, une église, créer ou développer les chemins de fer, administrer les affaires publiques de tout ordre. La faculté d'isolement ne joue plus alors, ou du moins elle ne joue plus d'une façon directe. Fort heureusement, la vie suédoise paraît fournir d'autres éléments de formation sociale. A côté de la forêt il y a la ferme, et la ferme organisée d'une façon plus complexe que dans les Fjords norvégiens, la ferme hiérarchisée, avec un chef, des serviteurs permanents, des aides occasionnels. Il est vrai que le chef lui-même saisit les mancherons de sa charrue, conduit ses attelages, fauche et moissonne, travaille comme un paysan; mais il dirige aussi, il gouverne son petit royaume. Et son autorité s'étend même parfois au delà des limites restreintes de ce royaume : « Du vivant de mon père, dit Ingmar Ingmarsson, tous les voisins l'imitaient en tout ce qu'il faisait. Le même matin qu'il commençait le fanage, eux aussi commençaient à faner. Le même jour que nous nous mettions à labourer, ils enfonçaient leurs charrues sur toutes les pentes de la vallée. On prétendait que les Ingmarsson avaient été assez longtemps en ce monde pour connaître la volonté du Seigneur. On les suppliait presque à genoux de régner sur la commune. Ils nommaient le pasteur et le sacristain. Ils décidaient de l'époque où curer le fleuve et de la place où bâtir l'école. » En relevant dans l'œuvre de Mme Selma Lagerlöf une masse de traits de ce genre, on imagine assez bien comment des cadets Ingmarsson peuvent être considérés en Amérique comme des « citoyens désirables ».

Cette aptitude au gouvernement, développée par la direction des travaux de la ferme et la gestion des affaires locales, paraît, au surplus, avoir sa source première dans une rare capacité de réflexion et nous voyons réapparaître ici l'influence de la vie isolée de la forêt et des loisirs qu'elle comporte. Les Ingmar Ingmarsson sont réfléchis et lents à donner une réponse. Quand un de leurs descendants se transporte, par une sorte d'hallucination, dans la grande ferme que l'on suppose leur avoir été attribuée dans le Paradis, pour les consulter sur une décision particulièrement délicate, leur aréopage se prononce avec une sage lenteur. Tout d'abord, c'est à son père seul que s'adresse le petit Ingmar, c'est-à-dire l'Ingmar vivant. Il lui expose son cas en détail, répond à toutes ses interrogations, le presse de lui donner une solution, mais le père « baisse les yeux et commence à réfléchir ». Ingmar insiste encore, « le vieux demeure assis sans répondre ». Il ajoute de nouveaux détails, « le père ne dit toujours pas un mot »; et, pendant plusieurs pages, le monologue d'Ingmar se poursuit, toujours plus pressant, toujours avec le même insuccès. Les formules seules varient : « Père ne répond pas »; « Père continue de garder le silence: Père réfléchit et reste muet; Père demeure silencieux; Père ne bronche pas; je n'obtiens pas un mot de père ». Enfin, vaincu par l'insistance de son fils, le père Ingmar,

ayant rassemblé ses idées, relève les paupières et dit : « C'est une question difficile, Ingmar : je crois que je vais rentrer demander aux autres Ingmarsson ce qu'ils en pensent ». Alors commence la consultation des Ingmarsson ; plusieurs heures s'écoulent; Ingmar, anxieux d'obtenir une réponse, va retrouver son père : « Patience, petit Ingmar, patience. C'est une question difficile ». Et tous les vieux sont là, les yeux clos, à réfléchir.

Cependant Ingmar revient de son hallucination et, tout à coup, sans que les vieux Ingmarsson aient remué les lèvres, la lumière se fait dans son esprit : « C'est bizarre, se dit-il gravement; quand on demande un conseil à quelqu'un, on *voit soi-même, pendant qu'on explique la chose, ce qu'on a mis trois grandes années à ne pas trouver* ». Oh! la belle, l'admirable leçon que donnent là ces vieux Ingmarsson muets! se mettre bien en face des problèmes que l'on a à résoudre; se les exposer clairement à soi-même comme si on voulait les faire comprendre à un autre, quel meilleur moyen de s'éclairer et de découvrir leur solution! Et il n'est pas inutile de se demander ce qu'en penseraient ceux au jugement desquels on tient, ceux que l'on a l'honneur de continuer, s'ils se trouvaient transportés dans un monde qu'ils n'ont pas connu. Assurément, ils trouveraient que la question est difficile, ils seraient désorientés; mais celui qui, demeurant fidèle à leurs traditions essentielles, est en contact avec les nécessités et les contingences de son temps, saura trouver auprès d'eux la réponse que leurs lèvres se refuseront à formuler.

Même en dehors de la vie éternelle, qui comporte une dose de patience inconnue aux simples mortels en exercice, les Ingmar Ingmarsson sont — à nos yeux de Français — exaspérants par leur lenteur à répondre. Mais leurs compatriotes voient, au contraire, dans ce trait de leur caractère, la forte empreinte d'une longue lignée, quelque chose comme une marque de noblesse : « Il est de la vieille souche, pensa Stark, ce n'est ni aujourd'hui ni demain que j'aurai sa réponse ».[1]

Des gens qui ruminent ainsi leurs idées n'en changent pas aisément, et déjà la consultation d'Ingmar Ingmarsson auprès de ses ancêtres montre clairement que nous avons affaire à des traditionnels qui se transmettent de génération en génération un certain fonds d'idées. Une de celles qui apparaît le plus fortement est l'attachement au domaine ou gaard. Quand le petit Ingmar, chassé d'Ingmarsgaard par la ruse coupable d'un beau-frère, se décide enfin à y remettre les pieds à l'occasion d'une fête, son émotion est grave et profonde; puis ce premier sentiment fait place à une sorte de joie débordante. Chose inouïe, ce silencieux se transforme en bavard; sa fiancée, Gertrud, n'en revient pas de lui entendre raconter d'interminables histoires : « Il devient un tout autre homme dès qu'il sent sous ses pieds la terre de sa ferme », pense-t-elle. Pauvre Gertrud! cette ferme si aimée sera pour elle une rivale! Pour devenir à nouveau le maître d'Ingmarsgaard, son fiancé acceptera d'épouser une autre femme. Il oubliera leurs tendres serments; il oubliera le premier tronc d'arbre choisi entre mille, coupé avec tant de soins, descendu par lui de la forêt au village, le premier tronc d'arbre destiné à construire leur nouvelle maison. Ou plutôt, il n'oubliera pas, il aura conscience de sa trahison, il en souffrira cruellement; mais il n'aura pas le courage de refuser la fille de Berger Sven Persson qui lui apporte en dot Ingmarsgaard. « Retourne vers Gertrud, mère Stima, dit-il à une vieille femme; dis-lui que j'ai trahi sa foi et que je me suis vendu pour la ferme. Prie-la de ne plus jamais penser à un misérable comme moi. »

Mais quel beau geste que celui de ce Berger Sven Persson, ancien petit valet des Ingmarsson, devenu un riche paysan et fier d'accomplir une sorte d'œuvre de bien public en ramenant sur sa ferme le fils de ses anciens maîtres. « Qui eût dit, quand je courais ici comme un pauvre petit berger, que j'aurais un jour le pouvoir de remettre un Ingmar Ingmarsson à Ingmarsgaard! » On croirait entendre un général triomphant replaçant sur le trône le fils du souverain dont il aurait été jadis le page!

Dans le même sens il faut lire le délicieux épisode de Hok Matts Erikson, le vieux paysan qui, sur les pressantes instances de son fils, a accepté de vendre sa ferme pour émigrer en Palestine avec tous les siens. On lui a fait une obligation de conscience de cette décision. Dans les réunions de croyants on lui a prêché et on l'a convaincu « qu'une seule place sur toute l'étendue de la terre est digne de recevoir le grand message » et que cette place est Jérusalem. Mais quand, de sang-froid, par une matinée de printemps, il se rend à l'autre extrémité de la commune, en compagnie de son fils, pour signer l'acte de vente de son gaard ; quand il voit « la grasse verdure des champs de seigle et les belles prairies que le trèfle doit bientôt rougir et embaumer » ; quand il rencontre d'autres paysans avec leurs chaussures couvertes d'argile et leurs mains pleines de terre, il sent que son cœur ne peut se détacher du sol natal cultivé et fécondé par son travail. C'est en vain que son fils lui dit la joie de traverser bientôt la vallée du Saron et le désert de la Judée ; voici que deux charrettes de chaux viennent sur le chemin et, de suite, il forme le projet de chauler sa terre à l'automne. — « A l'automne, père ? murmure le fils d'un ton de reproche. — Oui, je sais qu'à l'automne je vivrai sous les tentes de Jacob et que je planterai dans la vigne du roi ». Mais cette réponse résignée n'est pas la réponse du cœur. Lorsque, le texte de l'acte ayant été lu, il faudra apposer sa signature pour le ratifier, le vieux Hok Matts Erikson aura un mouvement de révolte et raturera « du haut jusqu'en bas, à gros traits, le papier détestable ». « C'était bien mon intention de me défaire de la ferme, dira-t-il en s'excusant, mais il n'y a pas eu moyen. »

Par ce trait comme par l'aptitude à l'isolement les Suédois décrits et mis en scène par Selma Lagerlöf ressemblent aux paysans des Fjords que nous connaissons déjà. *Jérusalem en Dalécarlie* nous montre précisément la lutte tragique qui s'établit entre l'exaltation religieuse issue de la faculté intense de réflexion que favorise l'isolement et l'amour de la terre qui rive le paysan au sol. Par là, cette œuvre nous permet de risquer une hypothèse sur l'explication d'un contraste frappant. Lorsqu'on étudie le paysan des fjords de Norvège, l'impression très nette laissée par la lecture de M. Paul Bureau est celle d'une haute moralité sanctionnée par la religion et la tradition. On a devant soi une population fortement assise, raisonnable, hardie sans doute, mais hardie avec sagesse. Puis, lorsqu'on lit les chefs-d'œuvre de la littérature nationale, l'impression est toute différente. Ce n'est plus la tradition qui sert de guide aux héros et aux héroïnes d'Ibsen ou de Bjorne Bjornson, mais l'idée fixe. Tous sont en proie à une idée fixe. Elle naît timidement, par degrés, ou soudainement ; mais elle s'empare du cerveau, dirige la volonté et finit par s'installer souverainement en maîtresse absolue. *Jérusalem en Dalécarlie* nous explique mieux qu'aucun autre livre à ma connaissance, comment l'idée fixe naît dans ce milieu et pourquoi. La commune où vivaient les Ingmar était réputée parmi les communes de la Dalécarlie pour sa fidélité à la religion traditionnelle et à tous ses usages indistinctement. Les prêcheurs anabaptistes ambulants se détournaient d'elle et quand les « Réveillés » des communes voisines entendaient sonner les cloches de son église, ils prétendaient qu'elles sonnaient : « Dormez dans vos péchés ! Dormez dans vos péchés ! » Le pasteur était un homme simple ramenant tous ses sermons à une même idée, la Providence et les merveilleux et étranges moyens par lesquels Dieu gouverne le monde. L'instituteur se permettait de trouver cela insuffisant ; il estimait que ce pasteur, son meilleur ami du reste, défendait mal la forteresse de la foi et il en vint, un beau jour, à ouvrir une chapelle, non pas contre l'Église officielle, mais à titre de renfort en quelque sorte. Bien entendu, il prêchait dans sa chapelle, expliquant à ses auditeurs qu'il ne pouvait pas faire autrement, l'Esprit étant descendu sur lui et, comme c'était un homme véridique, ses auditeurs ne doutaient pas de sa parole.

Au bout de peu de temps, l'Esprit étant venu visiter plusieurs d'entre eux, il s'ensuivit une grande confusion, quelques explications pénibles, et finalement l'instituteur prit le parti de fermer sa chapelle. Mais un résultat avait été atteint. Désormais la commune ne vivait plus dans l'unité de foi; une profonde inquiétude religieuse avait été créée. C'est alors qu'entre en scène un certain Hellgum, américain marié à une émigrante suédoise, très prenant par la parole, capable d'exercer une action intense sur ces paysans simples et craignant Dieu. Peu à peu, il détermine plusieurs familles à se transporter à Jérusalem pour y vivre loin des pêcheurs et y bâtir la nouvelle Sion.

Une pareille aventure serait absolument invraisemblable dans une de nos communes rurales françaises. Elle se comprend très bien en Suède et en Norvège. Les paysans de ces pays sont des gens réfléchis, mais non pas seulement à la manière des nôtres qui ruminent longuement les problèmes d'économie politique à leur portée ; ils réfléchissent à des problèmes moraux, à des sujets religieux. Là-dessus tous ceux qui les ont dépeints, observateurs ou romanciers, sont bien d'accord. Et ils y réfléchissent à la façon particulière des taciturnes, des isolés, de ceux qui demeurent longtemps seuls en face d'une même pensée. Ajoutez que leur cerveau n'est pas encombré d'idées comme celui d'un savant ou simplement d'un homme instruit. Les éléments qui y pénètrent n'ont pas de difficulté à s'y faire une place et bientôt à y prendre toute la place. L'équilibre se trouve ainsi rompu, l'idée unique prend un développement monstrueux; elle garde les avenues du cerveau contre l'introduction de toute autre idée; elle devient l'idée fixe. C'est le cas des disciples d'Hellgum qui vendent leurs fermes pour se précipiter dans une folle aventure religieuse à la suite d'un inconnu. C'est aussi le cas d'une foule de héros et d'héroïnes d'Ibsen que la domination absolue et exclusive d'une seule préoccupation rend insensibles à toute autre considération.

Ainsi les habitudes d'isolement, de réflexion profonde et solitaire, et de réflexion sur des sujets moraux et religieux expliquent aussi bien le paysan du *gaard*, l'exalté partant pour la nouvelle Sion, ou Brandt rêvant de construire une église immatérielle par delà les nuages. Un des mérites de l'œuvre de Mme Selma Lagerlöf est de nous faire toucher du doigt le voisinage mental de ces différents types. Ilok Matts Erikson, qui refuse au dernier moment de vendre sa ferme, a pris une part active aux réunions des Hellgumiens; il a prêché, lui aussi, et il a chanté : « Tiens-tu ta fenêtre ouverte du côté de Jérusalem ? » Mais l'attachement au sol a été plus fort que son enthousiasme religieux. Au contraire, Karine Ingmarsson, l'héritière d'Ingmarsgaard, celle qui personnifie aux yeux de tous la forte aristocratie paysanne, va jusqu'au bout de sa résolution et, froidement, durement, mais non sans souffrir une cruelle angoisse, jette au vent des enchères et la ferme et la vieille argenterie de famille, orgueil de sa maison. Entre les deux la différence n'est pas si grande. Il n'y a qu'une question de degrés.

Jusqu'ici nous n'avons relevé que des caractères à peu près communs à la Suède et à la Norvège. Cependant un contraste s'accuse fortement entre les deux pays dans plusieurs des ouvrages de Mme Selma Lagerlöf et principalement dans la *Légende de Gösta Berling*. Tandis que la Norvège est un pays de situations sensiblement égales et modestes, de petits paysans, la Suède possède une aristocratie. Une aristocratie terrienne d'abord, car il est difficile de refuser ce titre à des lignées héréditaires de riches paysans comme les Ingmarsson, commandant à de nombreux valets, travaillant eux-mêmes, il est vrai, mais dirigeant plus encore qu'ils ne travaillent. A côté d'eux apparait une classe plus riche, celle des grands patrons métallurgistes, des seigneurs maîtres de forges, propriétaires de nombreuses fermes, conduisant en outre de puissantes usines, étonnant le pays par le spectacle de leur opulence, souvent aussi de leur dissipation. Autour d'eux, formant une sorte de cour, vivent dans le désordre et

la folie des groupes de « cavaliers », anciens officiers des grandes guerres, gentilshommes hors cadre, enfants perdus de toutes sortes. Telle est, du moins, la légende dont Gösta Berling constitue une des figures les plus caractéristiques. Gösta Berling est un ministre de l'Évangile adonné à la boisson dès son jeune âge. Chassé de sa paroisse, il parcourt la campagne en vagabond lorsqu'il rencontre la commandante d'Ekebu, maîtresse de sept forges dans le Vermland, mariée jadis contre son gré, révoltée contre la vie, contre le genre humain; il s'enrôle sous ses ordres parmi les cavaliers d'Ekebu, cherchant parfois à se frayer un chemin dans la vie par son propre travail, mais retombant toujours dans les mêmes fautes et « se retrouvant cavalier d'Ekebu, persuadé que, pour un prêtre destitué, toutes les voies de la régénération sont à jamais fermées ».

Elle est bien de la même race que les paysans, cette aristocratie suéduoise! Elle est tragique parce qu'elle a de la vie une conception sérieuse et intense. Ses écarts ont quelque chose de monstrueux; ses remords sont profonds; ils aboutissent à la régénération ou à la révolte. Rien de cette insouciance élégante et raffinée d'un roué de salon de notre XVIII[e] siècle qui prend l'existence comme une comédie, s'efforçant par-dessus tout de la rendre amusante et gaie. Aucune mesure dans leurs plaisirs, dans leurs haines, dans leurs vengeances, dans leurs actions de toutes sortes. Ce sont des excessifs, dès qu'une règle morale précise et observée ne détermine plus leurs actes. En somme, ces hommes et ces femmes représentent des forces puissantes, redoutables quand elles sont déchaînées, admirables lorsqu'elles reçoivent une utilisation normale. Même en faisant la part de la légende, de l'œuvre d'imagination et des exagérations qu'elle comporte, les livres de M[me] Selma Lagerlöf laissent l'impression profonde que les régions suédoises décrites par elle constituent un grand réservoir de forces sociales, dont une partie a été longtemps inutilisée ou mal utilisée, faute de direction, ou incomplètement utilisée. Si cette impression est exacte, on comprend quel avenir peut être réservé à ces forces par les conditions de la vie contemporaine qui offrent à toutes les énergies de si merveilleuses occasions de développement. Des familles capables de tout abandonner pour suivre un prêcheur exalté en Terre-Sainte; des hommes et des femmes décidés à transformer leur existence pour répondre à un idéal moral, pour combattre ce qu'ils considèrent comme une injustice ou une oppression, représentent un échantillon supérieur d'humanité, surtout lorsqu'à l'exaltation intérieure ils joignent le sens pratique de la réalisation et l'effort persévérant nécessaire à la solution des problèmes quotidiens. Et sans parler de l'avenir, le rôle actuel des émigrants scandinaves aux États-Unis s'explique fort bien par l'hypothèse que nous inspire M[me] Selma Lagerlöf. De telles gens sont, en effet, des citoyens particulièrement désirables dans ces pays neufs à ressources abondantes et très imparfaitement mises en valeur. La mesure n'est pas là, en effet, la qualité la plus nécessaire. Deux éléments, au contraire, y sont indispensables : une hardiesse énergique et durable pour assurer l'essor matériel; une forte conviction morale pour assurer le règne de l'ordre, la saine liberté du bien. Les Scandinaves paraissent précisément en être pourvus.

Paul DE ROUSIERS.

APPRÉCIATIONS DE LA PRESSE

Nous lisons dans le *Temps*, à propos du livre que notre ami M. Durieu vient de publier chez Giard et Brière, sur *les Parisiens d'aujourd'hui* :

« Il ne s'agit pas des Parisiens du boulevard, ni de ceux des clubs, ni même de ceux que nous côtoyons tous les jours, ouvriers, commerçants, industriels, boursiers, mondains, rentiers dont l'ensemble constitue le public parisien. Quand M. Joseph Durieu a commencé, au Collège libre des sciences sociales, ses cours sur « les Parisiens d'aujourd'hui », c'est de types

spéciaux, pour la plupart entourés d'une légende, qu'il a voulu faire la monographie.

« Nous savons bien qu'il y a dans quelques recoins de la grande ville des gens dont le métier est d'aller, à travers champs, cueillir le mouron. A la terrasse des cafés, soir ou matin, nous voyons bien le mégotier faire mélancoliquement sa chasse à travers les tables et sous les chaises. Nous connaissons bien le chiffonnier qui parfois nous est apparu à l'aube tandis qu'il fouillait avidement quelque poubelle. Mais quel est le genre de vie, quelles sont les mœurs actuelles des uns et des autres? M. Joseph Durieu ne s'est pas contenté de récapituler les renseignements fournis par ses devanciers; il a pénétré dans l'existence des êtres dont il voulait analyser le tempérament et comprendre la vie.

« Voici le « mouronnier » qui part le matin, de bonne heure, avec sa charrette et avec son chien. Il faut aller loin pour cueillir du mouron. Il y a des étapes traditionnelles. Ici, c'est un petit vin blanc, dont seule la couleur est une tentation. Plus loin, un petit vin rouge au bouquet duquel on ne peut pas résister. Puis, avant de travailler, il faut déjeuner. On n'en a que plus de courage pour « faire la botte ». Ce n'est qu'après ces rites sacrés que le « mouronnier » cherche et trouve son champ d'exploitation. Alors, à l'ouvrage! D'un coup de doigt rapide il saisit la touffe de mouron; quand il en a réuni dans la main une grosse poignée, il la lie avec une paille. La botte est faite. Au bout d'une heure et demie deux cents à deux cent cinquante bottes sont réunies. La journée est finie. C'est au chien de montrer son savoir-faire et sa vigueur en ramenant la charrette chargée. Le lendemain, le « mouronnier » vend le produit de sa chasse, et le surlendemain il retourne à la cueillette. Ils sont environ quatre cents à Paris qui vivent de ce métier de simple récolte, au jour le jour et au petit bonheur du mouron...

« Le « mégotier » nous est plus familier. Nous l'avons aperçu souvent déambuler à nos côtés sur les boulevards, les yeux fixés à terre, ne s'arrêtant que pour piquer le « mégot » du bout de sa canne magique qui ne manque jamais le coup. Bien modeste, l'outil, cependant : un bâton, à l'extrémité duquel il y a quelques petits clous. Le métier ne nourrit pas toujours son homme, mais il lui assure « la verte »; quand le « mégot » ne donne pas, le « mégotier » fait le « dégot », c'est-à-dire qu'il se met à la poursuite des pièces de monnaie perdues; quelquefois aussi il fait le « bagot », et ceci est plus dur. N'avez-vous jamais été surpris de l'attitude d'un dépenaillé suivant au pas de course une voiture chargée de bagages? Il fait ainsi deux trois, quatre kilomètres. Quand le véhicule est arrivé à destination, le voyageur est à peine descendu que quelqu'un l'interpelle et lui offre de monter les colis. Si la proposition est acceptée, c'est la journée ou la demi-journée gagnée. Mais que de fois on écarte l'importun qui ne paye pas de mine! Si c'était un cambrioleur!

« Et l'homme repart bredouille, non sans maugréer. La joie d'avoir fait du *footing* ne lui suffit pas.

« Nous avons eu l'occasion de décrire à plusieurs reprises la vie du chiffonnier dont le type s'est profondément modifié depuis un quart de siècle. Le chiffonnier coureur n'existe pour ainsi dire plus, du moins dans la ville même. Le chiffonnier est maintenant un commerçant presque patenté. Les poubelles où il chiffonne sont sa chose et il ne tolérerait pas qu'un autre vînt chasser, c'est le cas de le dire, sur ses terres. Il a maintenant conscience d'exercer une charge dont il est jaloux. Il n'y a pas encore d'associations de « mouronniers » et de « mégotiers »: mais il y a un syndicat de chiffonniers, en vérité peu florissant, mais la tentative a été faite comme aussi celles des coopératives. Il y a des chiffonniers psychologues. Ils jugent l'état social, la condition des locataires d'après les résidus de leur boîte à ordures. Dans la poubelle, après quelques mois d'expérience, ils reconnaissent le tas qui provient de chaque étage, celui du bourgeois du premier, celui des rentiers du troisième, celui de Jenny l'ou-

vrière. Au tas ils jugent s'il y a du coulage ou de l'ordre dans la maison. Mais ils ont de l'honnêteté et ne trahissent jamais la cuisinière prodigue.

« On connaît moins encore les représentants d'autres métiers dont l'existence est cependant intimement liée à la vie de Paris, maraîchers qui chaque nuit apportent aux Halles de quoi remplir le ventre de Paris, depuis le grand fermier, sorte de haut seigneur de la terre, jusqu'au petit fermier, spécialiste de telle ou telle culture. Ici la poire, là l'asperge et le petit pois, et la pêche et je ne sais quoi encore. Au milieu de tous ces gens triomphe le cabaretier. Il est familier, beau parleur, il discourt sur les grands problèmes politiques, il tutoie le député ou quelqu'un qui approche le député. Dans la campagne, près des grandes fermes, c'est devant son comptoir que s'ébauchent les grèves, qu'elles se développent aussi. Je ne dis pas qu'il les attise. Elles ne l'enrichissent pas.

« M. Joseph Durieu a étudié aussi, pour l'agrément et pour l'instruction des auditeurs du Collège libre des sciences sociales, tout un ensemble de corporations qui trouvent leur emploi dans les environs de Paris; les bûcherons de l'Ile de France, presque toujours originaires du Nivernais, quelquefois de Belgique, solides gaillards, sérieux pour ne pas dire taciturnes, hardis à la besogne; les ouvriers des carrières et des plâtrières, les champignonnistes et tant d'autres, avec une allure, des habitudes, un genre de vie spéciaux à chaque métier. Dans Paris pour qui ils travaillent et qui les fait vivre, ils gardent leur personnalité propre. Paris les dissimule, mais ne réussit pas à les absorber. M. Durieu n'a pas fait un effort inutile en contribuant à les faire connaître mieux de ceux qui n'en avaient qu'une notion vague et à révéler ce qui fait leur originalité. »

Du *Journal des Débats*, sous la signature de D. Zolla :

Sous le titre de *Parisiens d'aujourd'hui*, M. Joseph Durieu publie, chez *Giard* et *Brière*, une série de travaux qui se rapportent au petit cultivateur, au grand cultivateur, à l'ouvrier de grande culture, au bûcheron, etc., etc... dans les environs de Paris. Ce volume est d'une lecture très agréable; c'est l'œuvre d'un observateur sincère, perspicace, qui a vu et bien vu tout ce dont il nous parle.

M. Durieu analyse les faits, en dégage une conclusion qui nous paraît juste la plupart du temps et fait preuve d'un talent exceptionnel au point de vue de la compréhension des choses de l'agriculture. Tous les esprits curieux seront de notre avis, et nos lecteurs liront avec autant de plaisir que de fruit le volume très intéressant que nous leur signalons.

BIBLIOGRAPHIE

Le droit international américain. Son fondement. Sa nature d'après l'histoire diplomatique des États du Nouveau-Monde et leur vie politique et économique, par Alexandre Alvarez, docteur en droit, diplômé de l'École des sciences politiques, conseiller au Ministère des affaires étrangères du Chili. Un vol. in-8° de 377 pages, 1910. A. Pédoue, édit.

Peu de personnes, même parmi les spécialistes des questions internationales, tiennent suffisamment compte du rôle joué, de nos jours, sur la scène de la politique mondiale par le droit américain. Les lecteurs de la *Science sociale* ne seront pas surpris de son importance. En réalité, il synthétise une nouvelle conception du droit des gens, qui s'est développée sans interruption depuis l'émancipation des États américains. Comment se sont dégagés ces nouveaux principes juridiques, quelles en sont les plus notables manifestations, telles que la fameuse doctrine de Monroë, dont on parle tant, tout en l'interprétant si mal, les congrès panaméricains et les conventions conclues entre ces États, la pratique de l'arbitrage, les solutions des questions relatives à la nationalité; c'est ce que nous expose M. Alvarez, en se plaçant surtout au point de vue de l'Amérique latine. Les matières sont trai-

tées de main de maitre, avec une compétence et une documentation qui ne laissent rien à désirer. Ces lecteurs de la *Science sociale* trouveront avec plaisir un emploi judicieux de la méthode scientifique, dans un domaine où elle a été si longtemps méconnue. Je tenais à signaler l'apparition de cet ouvrage, de tout premier ordre, en attendant d'en développer le sujet un peu plus explicitement dans cette Revue.

G. OLPHE-GALLIARD.

L'organisation de la vie privée. L'orientation particulariste, par Gabriel Melin, chargé du cours de science sociale à l'Université de Nancy. Un vol. in-16 de la collection Études de morale et de sociologie. Prix : 2 fr. 50. Bloud et Cie, édit.

Il est superflu de recommander longuement cet ouvrage aux lecteurs de la *Science sociale*, qui l'ont déjà lu avec autant d'intérêt que de profit, et qui apprendront avec plaisir sa publication sous une forme qui leur permettra de le répandre plus au loin et de faire connaître davantage la Science sociale. En exposant les conditions que doit réaliser l'individu dans sa vie privée pour orienter, par un effort de sa volonté, sa formation sociale vers le particularisme, M. Melin montre combien sont féconds dans la pratique de la vie les enseignements de la science sociale. Peut-être, dans l'ensemble des conditions qu'il énumère, n'a-t-il pas donné une place relative suffisante à ce facteur essentiel et souverain que constituent les occupations professionnelles. On pourrait aussi lui reprocher d'avoir peint son particulariste beaucoup plus beau que nature : est-ce bien un reproche, puisque les conseils de l'auteur ont pour objet de contribuer au progrès social encore plus que de l'observer froidement? Ils auront pour résultat, espérons-le, de faire non seulement connaître, mais aimer la science sociale.

G. OLPHE-GALLIARD.

L'idée individuelle et l'idée chrétienne. — Essai sur le fondement du droit chrétien, par Henri Lorin. 1 vol. in-16 de la collection Science et Religion, n° 568. Prix : 0 fr. 60. Bloud et Cie.

L'idée individualiste, suscitée par la Réforme en haine de l'idée sociale du catholicisme, perd de plus en plus du terrain aujourd'hui. Ce ne sont pas seulement les catholiques sociaux qui l'attaquent : il n'est plus guère de penseurs qui ne reconnaissent le caractère essentiel des rapports sociaux dans la vie de l'homme, et le solidarisme n'est pas autre chose qu'une forme de cette reconnaissance. Il n'est pas indifférent, pour la science sociale, de contater cette fortune diverse des deux idées, et de connaître les principes que professe la philosophie chrétienne en matière d'organisation sociale. Ces principes, on les trouvera exposés d'une façon aussi claire que substantielle dans l'ouvrage de M. Lorin, le président des Semaines sociales de France.

G. OLPHE-GALLIARD.

De la Prière. — Un vol. in-32, XIV-191 p., par M. Louis Ballu, curé de Parnay, par Montsoreau (Maine-et-Loire). 1 franc. *franco* 1 fr. 10, en vente chez l'auteur.

L'abbé de Tourville ne fut pas seulement un initiateur puissant en science sociale. Sa méthode de travail appliquée aux questions religieuses lui ouvrit des aperçus lumineux. Un de ses fervents, M. le curé de Parnay, s'est inspiré de son enseignement et le cite souvent dans le livre « De la Prière » qu'il donne, aujourd'hui, au public.

L'Homme en proie aux enfants, par Albert Thierry (chez Ollendorff).

A ceux qu'inquiètent les questions d'éducation à l'école et qui veulent avoir une impression sincère, on peut donner le livre de M. Albert Thierry. C'est un miroir où, en ombres vivantes, mouvantes, légères, se peignent l'âme d'une enfance française à demi-paysanne et l'âme subtile et tendre de son professeur. Race nerveuse, éveillée, âpre, un peu sèche, de l'Ile de France ; professeur épris de rêve et passionné de

beauté, anarchiste et moraliste à la fois.

On voit l'homme à la découverte de ces cœurs d'enfants. Il note ses maladresses, ses faux-pas, ses illusions. *A tâtons*, s'appelle la première partie. Plus tard il analyse mieux leurs démarches. Il reconnaît d'abord leur absence de personnalité. Sauf au jeu, où l'être spontané se dégage invinciblement, ses élèves ne sont que des échos. Écho de la famille, du milieu social, ou sinon du maître lui-même. C'est bien conforme aux constatations de nos observateurs sociaux.

Il s'agit d'une classe d'école primaire supérieure. On demande quelles sont les professions ambitionnées. Les réponses arrivent, empreintes de la même unanime lâcheté : Une carrière sans risque, assurée, calme, douce, régulièrement rétribuée et donnant droit à une retraite, honorifique enfin parce que « libérale » : voilà l'idéal unique. Le travail manuel est sale, fatigant, désagréable, ingrat, déshonorant, pas « poétique ». Rien n'égale la livrée de fonctionnaire.

En fait, sauf un, les trente-cinq élèves du maître, en dépit de sa critique, deviennent petits employés, clercs, instituteurs, etc. « Paperasserie universelle, romans feuilletons lus à l'ombre dans les bureaux puant la poussière, s'écrie l'auteur, dégoûtante torpeur : idéal sommeillant de la Démocratie !...

« Ma petite pensée irritée n'a pas eu la force de combattre une si tranquille routine, ce si ancien, ce si lugubre mouvement des esclaves qui, ne sachant ce que sont les hommes libres, veulent d'abord devenir des tyrans. En avait-elle même le droit ?

« Le regardeur de nuages me l'a montré un jour : mon exemple démentait mes paroles. J'en étais un aussi, moi, descendant des pauvres, un de ces « arrivés » et de ces « parasites » que j'injuriais.

« Personne ne me l'avait dit à temps. Aucun maître fiévreux et triste n'avait jeté dans mon cœur de quinze ans cette douleur qui les trouble, maintenant qu'ils ont vieilli, à comprendre et à plaindre ce suicide prodigieux des producteurs qui s'abolissent en enfantant. »

De telles lignes méritent d'être signalées aux amis de la *Science sociale*.

G. B.

LIVRES REÇUS

Leçons de philosophie sociale. I. — Introduction. — La famille ouvrière, par le R. P. Schwalm, avec une préface de M. Gabriel Melin, chargé du cours de science sociale à l'Université de Nancy. Un vol. in-16. Prix : 4 fr. Bloud et Cie, édit.

Le droit international américain; son fondement ; sa nature, par Alexandre Alvarez, conseiller au ministère des Affaires étrangères du Chili, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Un vol. in-8°, A. Pedoue, édit., 1910.

La République Argentine. Description, étude sociale et histoire, par H.-D. Sisson, 3e éd. Un vol. in-12. Prix : 3 fr. 50. Plon-Nourrit et Cie, édit., 1910.

Monographie historique de Rochefort-sur-Mer du Xe siècle à 1908, par G.-L. Duprat. 1 vol. in-8° de 228 pages, 4 fr. (Jouve, édit., 15, rue Racine, Paris).

Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Marseille pendant l'année 1909 (Barlatier, rue Venture, Marseille).

L'attitude sociale des Catholiques français au XIXe siècle, par l'abbé Ch. Calippe. Préface du comte Albert de Mun. Un vol. in-16. Prix : 3 fr. 50. Bloud et Cie, édit.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SCIENCE SOCIALE

FONDATEUR

EDMOND DEMOLINS

CONFÉRENCE SUR LE PROJET DE CRÉATION A LONDRES D'UNE MAISON D'ÉTUDIANTS

Par J. PÉRIER

II

LE ROLE ET LES LIMITES DE LA SCIENCE SOCIALE

Par P. de ROUSIERS

III

LA TERRE DE CIRCÉ ET LE PAYS DES MORTS DANS L' « ODYSSÉE »

Par Ph. CHAMPAULT

IV

PHILOSOPHIE ET SCIENCE SOCIALE

Par G. OLPHE-GALLIARD

PARIS

BUREAUX DE LA SCIENCE SOCIALE

56, RUE JACOB, 56

Août-Septembre 1910

SOMMAIRE

CONFÉRENCE

FAITE LE 21 JUIN 1910 A L'HOTEL DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE

Par M. Jean PÉRIER

ATTACHÉ COMMERCIAL DE FRANCE EN ANGLETERRE

SUR LE PROJET DE CRÉATION, A LONDRES, D'UNE MAISON D'ÉTUDIANTS

Ainsi que vous le savez, j'ai à vous entretenir, ce soir, d'un projet de création, à Londres, d'une maison d'étudiants pour les anciens élèves de l'École des Roches. Mais, avant de vous exposer ce projet en lui-même, il m'est absolument nécessaire de vous expliquer, tout au long, l'idée directrice dont il est sorti et les motifs qui militent en sa faveur. Ce sera la première partie de cette conférence.

S'il m'est tant besoin d'insister, d'abord sur l'idée directrice, sur la genèse du projet en question, c'est que je me suis aperçu que, déjà, des malentendus se sont produits autour de ce projet, faute sans doute, de ma part, d'avoir assez montré, dans son plein jour, cette idée directrice.

Cette idée directrice, la voici, et je vous prie de ne pas la perdre de vue au milieu de tout ce qui va suivre. Si je vous propose d'envoyer vos fils à *Londres*, certes, c'est pour qu'ils s'y perfectionnent en anglais; certes aussi, c'est pour qu'ils s'y familiarisent avec la vie sociale anglaise: *mais c'est, avant tout et encore plus, pour que, dans ce grand carrefour des peuples, plongés, si je puis dire, toute la journée dans la pratique commerciale, ils y prennent le goût de l'action; pour que, le soir, on leur*

explique le sens de ce qu'ils auront vu durant le jour et que l'on commence à leur ouvrir l'esprit à la connaissance du monde contemporain.

Travailler à ouvrir l'esprit de leurs compatriotes aux choses de l'étranger est l'un des premiers devoirs des attachés commerciaux français. Or, ce soir, c'est comme attaché commercial de France en Angleterre que j'ai l'honneur de me présenter devant vous. En cette qualité, c'est-à-dire comme une sorte de vigie placée en avant pour surveiller l'horizon, j'ai déclaré plusieurs fois et je ne cesserai de répéter : *qu'il y va tout simplement de notre avenir de ne plus vivre repliés sur nous-mêmes, mais de regarder autour de nous, d'avoir les yeux constamment ouverts sur le vaste monde.*

Telle est bien, de plus en plus, en effet, l'une des conditions du succès dans la vie pour les individus comme pour les peuples. Voilà dix ans que, par profession et par inclination personnelle, j'étudie, je recherche, tant en Angleterre qu'en France, les causes qui, à notre époque, assurent généralement le succès dans la vie, aussi bien dans le commerce et l'industrie que dans les autres carrières. Mais, avant de vous faire part des résultats de mes recherches, je tiens tout d'abord à m'expliquer sur ce que j'entends par *succès dans la vie.*

I. — LES CINQ PRINCIPALES CONDITIONS ACTUELLES DU SUCCÈS DANS LA VIE POUR LES JEUNES GENS DES CLASSES DIRIGEANTES.

Réussir dans la vie, ce n'est pas seulement, selon moi, avoir acquis une fortune dans une profession lucrative, ou avoir brillé dans une carrière libérale. Cela, c'est simplement le succès individuel et, en l'atteignant, on peut n'avoir été qu'un écraseur, qu'un arriviste, c'est-à-dire un homme plus nuisible qu'utile. En effet, ne l'oublions pas, l'homme ne vit pas isolé, mais il vit en société. Pour déclarer qu'un homme a complètement réussi dans la vie, il faut donc savoir :

1° Si, à l'aide de ce qu'il avait apporté à la vie et de ce qu'il

en avait reçu, il a pleinement développé sa personnalité, dans le sens de ses aptitudes et en se conformant aux règles de la morale;

2° Si, par des moyens d'existence honnêtes et suffisants, il a pu constituer une famille à enfants nombreux et s'il a su bien élever ceux-ci;

3° S'il s'est rendu utile à la collectivité.

Bref, avoir réussi dans la vie, c'est avoir été *utile,* non seulement *à soi-même,* mais aussi *aux siens* et *aux autres,* c'est avoir réalisé cette belle devise d'une des Maisons des Roches : « Par soi et pour tous ». Encore une fois, pour qu'il y ait eu succès, la fortune n'est point nécessaire. Elle n'est pas un but. Mais, comme elle est un bien désirable et qu'elle peut être un puissant moyen d'action, si elle est venue par surcroît et s'il en a été fait un noble usage, le succès dans la vie est alors particulièrement complet. Autant une classe d'écraseurs ou d'arrivistes est nuisible pour une nation, autant une classe de riches généreux et surtout créateurs de travail est un immense bienfait.

Maintenant que j'ai défini ce que je voulais dire par le succès dans la vie, voici, telles que l'observation m'a permis de les dégager, les cinq principales conditions actuelles du succès dans la vie pour les jeunes hommes des classes dirigeantes. A ces jeunes hommes, il faut :

1° *Un caractère bien trempé;*

2° *Une vigoureuse santé;*

3° *Une bonne instruction secondaire, classique ou moderne, avec ou sans la sanction du baccalauréat;*

4° *Une spécialité;*

5° *Une culture générale contemporaine, accompagnée de la connaissance d'au moins une langue étrangère.*

Voyons si l'éducation et l'instruction reçues à l'École des Roches mettent en mesure de satisfaire à ces diverses conditions de succès.

1° et 2°. Si j'en juge par les anciens élèves des Roches qui sont déjà venus à Londres dans les affaires, il est certain que ces jeunes gens m'ont toujours paru être, au point de vue moral,

plus énergiques et plus sérieux, au point de vue physique plus robustes, que ne le sont habituellement les jeunes Français des classes dirigeantes.

3° Il me semble aussi que l'École des Roches façonne des esprits ouverts, et que l'instruction qu'elle leur donne peut rivaliser avec celle de n'importe quel autre établissement d'enseignement. D'ailleurs, pour s'en rendre compte, il suffit de connaître les excellents résultats que ses élèves obtiennent aux divers baccalauréats.

4° Il est nécessaire, viens-je de dire, d'acquérir la connaissance d'une spécialité. C'est, en effet, le terrain solide sur lequel s'appuie en quelque sorte l'avenir de chacun de nous. Un jeune homme qui, entre dix-huit et vingt-cinq ans, n'aurait pas fait l'apprentissage d'une profession quelconque, et qui se serait contenté d'apprendre un peu de tout sans rien approfondir, verrait son succès dans la vie presque sûrement compromis. Aussi, pour se former en vue d'une spécialité, les anciens élèves des Roches entrent : les uns tout de suite dans la pratique commerciale ou industrielle, et les autres dans des écoles techniques. Mais, soit dit en passant, je crains que ceux qui vont dans des écoles techniques ne soient trop nombreux. Il y a quelques années, nous n'avions pas assez en France de techniciens de la chimie et de l'électricité ; avant longtemps nous en aurons trop, comme nous avons déjà beaucoup trop d'ingénieurs, de professeurs, d'hommes de loi et autres spécialistes des carrières dites libérales. Ce qui nous manque, par contre, ce sont des spécialistes bien préparés du commerce et de l'industrie, des dirigeants du monde des affaires. Au cours de nombreux voyages dans nos grands centres commerciaux et industriels, j'ai trop souvent constaté la place considérable que les étrangers, arrivés jeunes chez nous, y tiennent dans le commerce, dans l'industrie, dans la finance, grâce à leur esprit d'initiative, grâce à leur connaissance des langues étrangères et des choses du dehors. C'est donc peu vers les écoles techniques, mais avant tout vers la pratique des affaires, que je souhaiterais de voir se diriger les anciens élèves des Roches.

5° Mais lorsque, dans cette direction ou dans toute autre, ils auront acquis la connaissance d'une spécialité, ils réuniront donc les quatre premières conditions du succès dans la vie. Cependant, pour devenir dans leur spécialité et quelle que soit celle-ci, des hommes distingués ou même supérieurs, il leur faudra, en plus, satisfaire à la cinquième condition du succès; il leur faudra posséder : *une culture générale contemporaine*, accompagnée de la connaissance d'au moins une langue étrangère.

Avant de m'expliquer longuement sur ce que j'entends par une *culture générale contemporaine* ou encore par *humanités contemporaines*, je ne crains pas de dire que si l'École des Roches veut rester en France l'école vraiment nouvelle, l'initiatrice du progrès en matière d'éducation et d'instruction, elle devra s'assigner pour tâche, durant la décade qui vient, la création de l'*enseignement* dit *contemporain*. En dix ans, elle a créé en France ce que j'appellerai l'*éducation morale et physique d'après-demain;* en rendant plus attrayant l'enseignement secondaire, classique ou moderne, elle en a fait l'*enseignement de demain*. Mais si elle a complètement innové au point de vue de l'éducation, elle a seulement amélioré au point de vue de l'enseignement. Elle se doit maintenant à elle-même et à sa réputation d'innover aussi en ce qui concerne l'enseignement et de créer l'*enseignement contemporain*, qui sera l'*enseignement d'après-demain*. En effet, nous avons déjà l'*enseignement classique ou littéraire* et l'*enseignement moderne ou scientifique*. Voici que va naître, pour répondre à des nécessités nouvelles, un enseignement nouveau : l'*enseignement contemporain*, ou *économique et social*, qui viendra *je ne dis pas remplacer*, mais *compléter l'enseignement classique* et l'*enseignement moderne*.

II. — UTILITÉ D'UNE CULTURE GÉNÉRALE : LA CULTURE GÉNÉRALE CONTEMPORAINE.

A toutes les époques et dans toutes les professions, on a remarqué que les hommes de valeur étaient des gens qui avaient reçu ou acquis par eux-mêmes une culture générale, c'est-à-dire des hommes capables de s'élever au-dessus de leur spécialité, pouvant la dominer et ne pas être dominés par elle, des hommes possédant une imagination à la fois vive et positive, ayant des idées larges, sachant embrasser les ensembles, manier et exposer les idées générales.

Si j'avais encore des doutes à ce sujet, il me suffirait, pour me convaincre, de regarder en ce moment autour de moi. Tous ces hommes distingués que je vois : professeurs, négociants, industriels, directeurs de grandes associations commerciales, seraient-ils ce qu'ils sont, je vous le demande, s'ils n'avaient été dotés d'une culture générale? Je ne voudrais pas faire de personnalités, cependant je prendrai deux échantillons, deux variétés que j'ai devant moi. C'est, tout d'abord, un grand propriétaire rural. Eh bien, je suis persuadé qu'il serait toujours resté simplement un grand propriétaire rural s'il n'avait pas été en Amérique, en Angleterre et en Allemagne, et s'il ne nous en avait pas rapporté les beaux ouvrages que vous connaissez. Et le Comité central des Armateurs de France n'aurait pas été chercher M. de Rousiers pour en faire son Secrétaire général. Je vois ensuite un professeur de lettres. Eh bien, ce professeur de lettres serait resté toujours un simple professeur de lettres, distingué sans doute mais ignoré, s'il n'avait pas été attiré par des idées extérieures à la technique de sa profession. Et s'il n'avait toujours travaillé à s'ouvrir l'esprit, il ne serait pas devenu l'un des hommes qui font le plus d'honneur à l'enseignement français. Je suis sûr d'être l'interprète de tous en saisissant l'occasion et en exprimant publiquement à M. Bertier notre affection et notre reconnaissance pour tout ce qu'il fait

à l'égard de nos fils comme directeur de l'École des Roches. Je n'ai pas besoin de prendre d'autres exemples, ces deux-là sont suffisants pour expliquer ma pensée. Vous voyez donc qu'il est très important, très profitable, pour réussir dans la vie, d'avoir une culture générale.

Maintenant, si nous nous penchons sur l'histoire, nous voyons qu'en ce qui concerne le développement d'une culture générale, les civilisations occidentales ont passé, depuis dix siècles, par quatre périodes différentes :

1° *La période de la culture générale gréco-latine.* — Durant de longs siècles, *les moyens de communication* étant tous très imparfaits ou inexistants, les hommes se connaissaient fort peu de peuple à peuple. Ils vivaient tellement repliés dans leur petite vie locale, qu'ils ignoraient même le passé de leur propre pays. Aussi, pour se donner une culture générale, on étudiait les deux seules civilisations que l'on connût alors la romaine et la grecque, et l'on apprenait leurs langues ; le latin devint un véritable langage international. Un Français instruit du Moyen Age, et même du XVIIe siècle, connaissait l'antiquité, mais fort peu ses voisins les Anglais et les Allemands. C'est chez les Grecs et les Romains qu'il cherchait ses pensées et ses modèles d'action. *De là l'enseignement classique gréco-latin.*

2° *La période de la culture générale française.* — Peu à peu *les moyens de communications* se perfectionnant et *des relations* s'établissant entre les diverses régions d'un même pays, chaque nation prit conscience de son existence en tant que nation, et sentit que la connaissance de sa propre histoire et de sa littérature fournirait un précieux élément de culture générale. Aussi, en France, notamment à partir du milieu du XVIIIe siècle et surtout du début du XIXe. nous voyons apparaître la culture générale française. L'École historique fit connaître le passé de la France, tandis que l'École romantique mit en honneur notre littérature du Moyen Age et de la Renaissance qu'avaient tant méprisée les hommes cultivés du XVIIe et du XVIIIe siècles. *De là l'enseignement classique français,* qui vint se greffer sur l'enseignement gréco-latin.

3° *La période de la culture générale scientifique.* — Elle est née à la fin du XVIIIe siècle et s'est surtout épanouie durant le XIXe siècle avec le formidable progrès des sciences. L'on a compris alors la nécessité de s'ouvrir l'esprit aux choses scientifiques. En même temps les applications des sciences commençant à développer, dans des proportions jusqu'alors inconnues de l'humanité, les *moyens de communication* entre les peuples, l'on a senti le besoin d'apprendre les langues étrangères. *De là l'enseignement dit moderne,* basé sur la connaissance des sciences et des langues vivantes.

4° *La période de la culture générale contemporaine.* — Cette nouvelle période vient de s'ouvrir à la suite de deux événements considérables :

a) La découverte finale de notre planète;

b) Le prodigieux développement des *moyens de communication.*

Il y a seulement 35 ou 40 ans, d'immenses régions étaient encore à explorer, notamment tout le centre de l'Afrique. Beaucoup de pays étaient fort mal connus : le Japon, par exemple, que nous tenions pour un peuple enfant et qui s'est révélé rapidement comme une grande puissance, sachant manier les armes les plus dangereuses de destruction. Maintenant, par contre, toute la planète est découverte : on a été, dit-on, au pôle nord et l'on s'est approché à 180 kilomètres du pôle sud.

Mais, il y a un autre fait plus important encore : c'est la révolution des transports. Quoi de plus symbolique à cet égard que le cas des œufs chinois. Certainement vous considérerez avec moi qu'il n'y a rien de plus fragile et de plus périssable qu'un œuf. Cependant vous mangez déjà des œufs venant de Sibérie. Mais cela va être bien mieux, car vous mangerez très prochainement des œufs chinois. On s'occupe en ce moment de leur envoi en Europe, ce qui va devenir possible avec l'achèvement de grandes lignes ferrées chinoises et du Transsibérien. C'est vous dire à quel point les peuples vont entrer en communication et aussi en concurrence. Durant de longs siècles, ils avaient mené une *vie seulement locale,* ensuite ils

ont passé à une *vie nationale,* désormais ils vont mener une *vie mondiale.* Pour nous permettre de tenir tête aux terribles concurrences qui s'annoncent, il faut nous préparer à les étudier. *Dans tout ordre de connaissances, dans l'agriculture, dans l'industrie, dans le commerce, dans les professions libérales et administratives, dans les arts, dans les sciences, dans la politique,* il devient absolument nécessaire, pour progresser et pour se maintenir contre les rivalités étrangères, de savoir ce qui se passe au dehors. « *Pour réussir à notre époque,* disait récemment M. Carnegie, le célèbre milliardiaire américain, *il nous faut savoir tout ce qui se fait, à la surface de la planète, dans notre spécialité.* » C'est même, par contre-coup, la meilleure manière de comprendre ce qui se fait dans notre propre pays. L'éminent directeur de l'École des Sciences politiques, M. Anatole Leroy-Beaulieu, l'expliquait récemment en visant un ordre spécial de connaissances, mais ce qu'il disait est également vrai pour tous les autres ordres de connaissances : « Un trop grand nombre de nos compatriotes, déclarait-il, ne connaissent que la France, ne regardent que la France. Leur horizon ne dépasse pas celui de nos étroites frontières. Leurs vues sociales ou politiques n'en sont pas seulement bornées, elles en sont faussées. Les Français, dont les regards demeurent enfermés dans les limites de la France, ne sauraient comprendre ce qui se passe en France. »

Mais, pour nous conformer au conseil de M. Carnegie, pour comprendre complètement ce qui se fait ailleurs dans notre spécialité et pour, décidément, nous élargir l'esprit et l'ouvrir aux choses du monde contemporain, nous devons *étudier la manière de travailler, d'agir, de vivre et de penser des peuples contemporains,* ou tout au moins de ceux que chacun de nous a le plus d'intérêt à connaître. C'est cette connaissance qui constitue essentiellement la culture générale contemporaine ou les humanités contemporaines. De là la constitution prochaine d'un enseignement nouveau : l'*enseignement contemporain,* ou économique et social.

Voyons comment il convient de donner et de recevoir cette

culture générale contemporaine et quelles sont ses subdivisions. En tout premier lieu, il est capital de noter que *cette culture générale contemporaine* doit toujours avoir *pour point de départ la pratique*, c'est-à-dire *notre spécialité*, et *marcher continuellement de pair avec elle.* Il faut chercher à nous meubler l'esprit en ne perdant jamais le contact avec la pratique, en ayant comme solide point d'appui notre spécialité, et *en élargissant de plus en plus nos connaissances, mais toujours dans l'axe de notre spécialité.*

Quant à la seule pratique, *elle est insuffisante.* N'oublions pas, en effet, qu'elle est en somme *seulement ce que l'on a fait avant nous* et qu'elle peut facilement dégénérer en *routine. S'en tenir seulement à la pratique, c'est souvent ramper à terre; s'en tenir seulement à la théorie, c'est être dans les nuages. Rapprocher la théorie de la pratique, les unir, c'est faire descendre l'éclair des nuages, c'est galvaniser la pratique.* En France, nous nous sommes trop longtemps complus dans la théorie, nous sommes trop longtemps restés dans les nuages. Par contre, les Anglais, les Yankees, longtemps ont trop cru à la seule pratique. Ils en reviennent. Maintenant, que voit-on aux États-Unis? une multiplicité d'écoles de tous genres qui initient à la théorie. Même spectacle en Allemagne. L'Angleterre, elle aussi, se met en marche dans cette direction.

Mais, pour en revenir à l'*enseignement contemporain,* voici exactement en quoi il consiste :

1° C'est chercher à acquérir la connaissance de ce qui se fait dans notre spécialité, non plus seulement autour de nous ou dans notre pays, mais, suivant la formule de Carnegie, sur la surface de la planète.

2° C'est chercher à acquérir la connaissance de la manière de travailler, d'agir, de vivre et de penser des peuples contemporains, ou tout au moins des plus grands d'entre eux, ou de ceux que nous avons un intérêt spécial et personnel à bien connaître. C'est donc là une culture générale, économique et sociale. — sociale au sens le plus large du mot, puisqu'elle comprend la connaissance de la manière de penser des peuples contempo-

rains, c'est-à-dire une certaine connaissance de leur littérature.

3° C'est aussi chercher à acquérir la connaissance de la langue étrangère la plus mondiale : l'anglais ; et, en outre, s'il est nécessaire, la langue qui est le plus utile à notre spécialité.

4° C'est enfin chercher à acquérir la connaissance des grandes théories scientifiques. Un « honnête homme » du XXe siècle ne peut, en effet, s'en désintéresser, car aujourd'hui elles pénètrent notre vie de tous côtés et il en est continuellement parlé dans les journaux, dans les revues, dans nos conversations.

Je suis tellement persuadé de l'importance capitale que va prendre, désormais, la culture générale contemporaine, et je suis aussi tellement convaincu de la nécessité et de l'avenir de l'enseignement dit contemporain, que je ne puis me retenir de vous dire la part qui me revient dans la vulgarisation de cet enseignement, j'allais presque dire : dans son invention.

Certes, d'autres avant moi l'avaient pressenti. Tel a été le cas d'un éminent universitaire, Raoul Frary, dont le grand malheur fut d'écrire trente ans trop tôt. Tel a été aussi le cas d'Edmond Demolins, dont il suffit de relire l'*Éducation nouvelle* pour voir qu'il avait prévu la nécessité d'un enseignement nouveau.

Enfin, tous les esprits ouverts de notre temps pratiquent la culture générale contemporaine sans le savoir, comme M. Jourdain faisait de la prose. Ce qu'il faut maintenant, c'est qu'ils la pratiquent, le sachant, d'une manière organisée et méthodique.

Dès 1904, je m'étais ouvert de mes vues à Edmond Demolins, qui avait bien voulu m'encourager vivement à les approfondir. Mais c'est dans un rapport officiel du 17 mai 1906[1] que j'ai examiné tout au long la question. Encore une fois, si je n'ai pas été le seul à pressentir la prochaine venue du nouvel enseignement, du moins j'ai été le premier à en déterminer le programme et à lui donner le nom qui, ce me semble, lui convient

1. (P. 24 à 26). Envoi *franco* par l'Office du Commerce extérieur, 3, rue Feydeau, Paris, contre 0 fr. 40 en timbres.

bien : *Enseignement contemporain.* — Juste un an après, en 1907, il était créé à Paris, rue Lhomond, l' « Institut économique » qui mettait en pratique un programme d'enseignement contemporain, identique à celui que j'avais exposé en 1906. Cet Institut, qui a débuté avec sept élèves, en compte maintenant trente-deux. Je ne saurais dire si les fondateurs de cet établissement se sont inspirés de mon rapport de 1906 — ce qui d'ailleurs aurait été leur droit — ou s'ils ont été conduits, par l'observation des faits, aux mêmes conclusions que moi. La chose est fort possible, et ne ferait que me confirmer dans la conviction que mes vues sont bien dans le sens de la marche des faits. En tout cas, je me réjouis sincèrement qu'elles aient déjà été l'objet d'une première application.

Il ne faut donc pas vous le dissimuler, l'École des Roches a été devancée. Cependant il n'est pas trop tard pour elle de regagner largement le temps perdu : en adoptant les vues auxquelles je suis arrivé, depuis 1906, après quatre années de nouvelles études, c'est-à-dire en créant à Londres, au *grand carrefour des peuples contemporains,* une filiale où la *théorie, au lieu de précéder la pratique, marchera de pair avec elle.*

Mais pour ce qui est de l'établissement en Angleterre d'une filiale, l'École des Roches doit se hâter, car, sur ce point encore, elle a été devancée par l'Institut commercial de l'avenue Wagram à Paris, qui a installé, à Liverpool, une succursale ne comptant pas moins déjà de quinze élèves.

Je suis tellement convaincu de la justesse[1] des idées que je viens d'exposer que si, par hasard, je ne parvenais pas à les faire mettre en pratique par l'École des Roches, je me tournerais d'un autre côté, malgré l'estime et l'amitié que j'ai pour son directeur et son corps professoral. Il est, en effet, de mon devoir d'attaché commercial de faire connaître tout ce qui peut

1. La présente conférence a été faite le 21 juin; or, le 25 juin paraissait, dans le *Correspondant*, une étude de M. Max Turmann, développant des idées analogues aux miennes. Encore une fois, je suis donc en droit de dire que ces vues sont bien conformes à la marche des faits.

nous aider à mieux soutenir la lutte contre les concurrences étrangères et je ne puis, à cet égard, laisser la vérité sous le boisseau. Mais je crois bien avoir été entendu et suis persuadé que l'École des Roches va complètement réaliser mon programme actuel.

III. — CRÉATION A LONDRES D'UNE MAISON D'ÉTUDIANTS.

Je vais maintenant vous montrer comment, après nous être concertés, M. de Rousiers, M. Bertier, M. Jules Demolins et moi, nous sommes arrivés à concevoir la possibilité de créer à Londres une Maison d'Étudiants. Les anciens élèves des Roches, soit à leur sortie même de l'École, soit après avoir poursuivi des études spéciales quelconques, pourront venir à Londres pour se perfectionner en anglais; mais surtout pour *développer,* par un séjour plus ou moins prolongé dans ce grand centre d'activité mondiale, *leur goût de l'action* et pour commencer à s'ouvrir *l'esprit à la connaissance du monde contemporain.*

Dans ce qui précède, nous avons vu que l'adolescent, après avoir reçu au collège, jusqu'à l'âge de seize à dix-sept ans, une première formation physique, morale et intellectuelle, a encore besoin, pour devenir un homme et un homme de valeur, de recevoir :

1° *Une formation technique;*

2° *Un complément de formation morale, en vue de l'action;*

3° *Un complément de formation intellectuelle en s'initiant à la culture générale contemporaine.*

Les anciens élèves des Roches qui se destinent à certaines carrières spéciales, devront toujours, pour acquérir leur formation technique, entrer dans une école spéciale. Mais, s'ils veulent accroître considérablement leurs chances de réussite dans leur spécialité, ils feront bien, ensuite, de venir à Londres pour prendre un complément de formation morale en vue de

l'action et pour commencer à s'ouvrir l'esprit à la connaissance du monde contemporain.

Quant aux anciens élèves des Roches qui se destinent au commerce, à l'industrie, à la finance, c'est à Londres même, dans la pratique des affaires, qu'ils seront le mieux placés pour acquérir leur formation technique. Et, plus qu'aucun autre de leurs camarades, ils auront besoin aussi de ce *double complément* de *Formation morale* et *intellectuelle* que leur procurera la Maison d'Étudiants de Londres et que réclament déjà et *vont de plus en plus réclamer toutes les carrières contemporaines.*

C'est en ce sens que la filiale de l'École des Roches pourra, à juste titre, être appelée la *Maison d'Étudiants de Londres pour la Formation aux Carrières Contemporaines* ou, par une abréviation commode, *la F. C. C.*

Mais pourquoi, d'abord, avons-nous choisi Londres pour y établir notre Maison d'Étudiants?

C'est que Londres est le *grand entrepôt mondial.* C'est qu'il est aussi le *plus grand marché de distribution de nos ventes* à l'Angleterre, pays qui est le meilleur de nos clients et qui absorbe près du quart de notre exportation totale. C'est à Londres qu'il faut aller pour acquérir *la langue la plus mondiale.* A Londres, enfin, on est comme sur *un tremplin* d'où l'on peut le plus facilement prendre son élan pour s'élancer sur n'importe quel autre point du globe.

Nulle ville n'est plus indiquée pour *former* vos jeunes gens à *la vie pratique.* Ils y seront également très bien placés en vue d'acquérir une formation supérieure pour l'initiative, Londres étant en Europe le *plus grand centre de la vie intense.* On y est chez celui de nos voisins qui sait le mieux dresser sa jeunesse à l'effort personnel et à l'initiative hardie et qui, en dépit de quatre siècles d'une prospérité inouïe, a su le mieux l'écarter de l'oisiveté, la prémunir contre les périls moraux de la richesse. En Angleterre, comme vous le savez, tout le monde travaille, et jusqu'à un âge assez avancé, mais sans agitation, posément, régulièrement, avec de fréquentes et sages périodes de repos. En France, trop souvent, une génération s'épuise à

la tâche, tandis que la suivante vit, oisive, inutile, ou même nuisible à elle-même et à autrui.

C'est à Londres qu'aboutit en quelque sorte le système nerveux du monde contemporain : tous ces câbles télégraphiques qui y apportent, à chaque heure, les nouvelles du monde entier. L'on s'y trouve comme sur un très haut belvédère, d'où l'on apercevrait toute la planète. L'on y est, en outre, au *grand carrefour des peuples*, en particulier au carrefour des quatre grandes civilisations contemporaines : l'anglaise, l'allemande, la française et la yankee. L'on est, enfin, chez le peuple qui, depuis la République romaine, est celui qui a le mieux compris et pratiqué *l'art de gouverner*, chez celui dont les *classes dirigeantes* ont toujours su, depuis près de trois siècles, résoudre à temps, dans l'ordre, la discipline et la liberté, les graves problèmes sociaux et politiques qui ont bouleversé tant d'autres pays. En nul autre point du globe l'on n'est donc mieux à même *d'acquérir cette formation intellectuelle, à la fois utilitaire et développante, que j'ai appelée l'Enseignement contemporain.*

Maintenant que toute la planète est découverte, maintenant que les peuples, de plus en plus, communiquent entre eux et entrent en concurrence, il est grand temps d'apprendre à les connaître, il est grand temps de se mettre à ces *Humanités contemporaines* qui vont devenir de plus en plus, une *formation nécessaire pour toutes les carrières contemporaines.*

Par un séjour plus ou moins prolongé à la Maison d'Étudiants de Londres, les anciens élèves des Roches ne viendront prendre qu'*une première, mais décisive et précieuse initiation à la culture générale contemporaine*, qu'ils auront, ensuite, à développer en eux pendant toute leur vie.

En vue de la création de la Maison d'Étudiants de Londres, nous nous sommes assurés la collaboration d'un professeur particulièrement qualifié au point de vue moral et intellectuel : M. Jules Demolins, licencié ès sciences, président de l'Association des Anciens Élèves des Roches. Ayant passé, durant son enfance et son adolescence, de nombreuses années en pays de langue anglaise, il parle l'anglais sans aucun accent et en a

une connaissance parfaite. M. Jules Demolins vient de séjourner deux ans aux États-Unis, d'abord comme étudiant à l'Université d'Harvard, puis, comme professeur de mathématiques supérieures à l'Université de Vermont. Il s'y est livré à une sérieuse étude des méthodes américaines d'éducation et d'enseignement, dont quelques-unes sont parmi les plus « contemporaines » qui soient.

M. Jules Demolins s'installera avec vos jeunes gens, dans un des grands et confortables « boarding-houses » de Londres. On sait ce que sont ces maisons de famille et combien l'on y vit dans un milieu très anglo-saxon lorsqu'il s'agit d'un « boarding-house » *bien choisi*, et fréquenté surtout par des Américains et des Anglais des colonies (Australiens, Canadiens, fonctionnaires de l'Inde en congé, etc.); les conversations y sont au plus haut degré mondiales, et l'on y est en contact avec des Anglo-Saxons plus ouverts d'esprit, plus communicatifs et d'ordinaire supérieurs en énergie aux Anglais d'Angleterre.

Dans ce boarding-house vos jeunes gens auront chacun leur chambre et ils disposeront, en outre, avec M. Jules Demolins, d'un salon commun pour leurs réunions de la soirée.

Mais, pour habiter ensemble, vos jeunes gens n'en seront pas moins fortement plongés dans la vie anglaise, et placés dans d'excellentes conditions pour se perfectionner en anglais. De 9 heures du matin à 5 ou 6 heures du soir, occupés à la « City » dans des maisons de commerce, ils seront en complet contact avec les Anglais. Le soir, en rentrant à leur « boarding-house » et jusqu'après leur dîner, ils causeront encore en anglais. Ce n'est donc qu'après le dîner, et lorsqu'ils se réuniront dans leur salle commune, qu'ils auront vraiment l'occasion de parler entre eux. Et encore, souvent, ils termineront la soirée en conversations avec leurs commensaux du « boarding ». De plus, comme je l'ai indiqué, ils auront sans doute, parfois, des causeries faites par des amis anglais. Enfin, comme ils appartiendront à des clubs sportifs, ils se trouveront aussi avec des Anglais, le samedi après-midi, et en été, fréquemment, de 6 heures à 8 heures. Vous voyez donc qu'à part les quelques heures

de la soirée — heures courtes mais extrêmement utiles — ils seront toujours dans un milieu anglais.

Cette existence en commun dans un « boarding-house » sera, pour vos fils, autrement gaie et éducative que celle qu'ils auraient s'ils vivaient isolément dans des familles anglaises. Je tiens à m'expliquer, à cet égard, sur les inconvénients habituels de ce second système. Mon expérience de dix ans des jeunes Français en Angleterre m'a surabondamment démontré que, si ceux-ci vivent trop isolés dans les familles anglaises, ils sont rapidement atteints de nostalgie et n'aspirent qu'au moment de retourner en France. Parfois même, l'ennui est mauvais conseiller. En tous cas, les jeunes Français vivant ainsi isolés ne tardent pas, avec l'esprit de sociabilité de notre race, à se faire des amis, mais ces relations, faites au hasard, ont fréquemment de fâcheuses conséquences. J'ajouterai que les familles anglaises qui prennent des pensionnaires appartiennent généralement à une classe sociale assez peu éclairée. C'est un milieu triste, peu ouvert, peu communicatif. Enfin, les membres de ces familles sont absolument incapables de faire comprendre à vos jeunes gens ce que ceux-ci verront autour d'eux. Or, encore une fois, si je vous conseille d'envoyer vos fils en Angleterre, c'est surtout *pour qu'ils y prennent une leçon*. Cette leçon, ils la comprendront peu, mal, ou pas du tout, si on ne la leur explique pas. Pour atteindre le but que nous visons il faut que, *le soir, on leur expose le sens de ce qu'ils auront vu durant la journée*. Si vous voulez que vos fils agissent, il ne suffit pas de les placer dans un milieu agissant, il faut encore leur faire expliquer pourquoi et comment il est nécessaire d'agir. Ce que j'en ai vu de ces Français, ayant vécu plusieurs années dans des familles anglaises et dans les affaires, et qui cependant ne comprenaient à peu près rien à la vie anglaise. Enfin, soyez certains que, pour nous autres Français, issus d'un milieu social dont les tendances, sinon toujours, du moins le plus souvent, vont à l'encontre du « particularisme », c'est-à-dire du développement de l'initiative, la meilleure façon de nous orienter vers le particularisme, c'est de pratiquer cette formule : « Connaître pour agir ». C'est là toute l'histoire de la

création de l'École des Roches. Si Demolins n'avait pas connu, il n'aurait pas instauré en France l'Éducation Nouvelle.

Pour tous les motifs que je viens d'énumérer, il est donc très bon que les jeunes gens vivent avec des camarades bien choisis, et qu'ils soient réunis en un groupement, non pas en un groupement quelconque, mais en un groupement organisé et dirigé. C'est d'ailleurs ce qu'ont parfaitement compris les Anglais. On ignore complètement, dans leurs villes universitaires, le type de l'étudiant français, que j'appellerai l'étudiant en chambre, et les maisons d'étudiants sont nombreuses à Londres. Cette vie en commun, lorsqu'elle est organisée, comme en Angleterre, sur les principes de « Self-Government » est très éducative, très *particulariste*, et tend à développer l'énergie et l'initiative de chacun. Aussi on la retrouve dans tous les pays de *particularisme*. L'Angleterre et les États-Unis sont les véritables terres d'élection des maisons d'étudiants, comme d'ailleurs de tous les autres genres d'associations. Cela est souvent fait pour nous surprendre, car, en France, nous *confondons fréquemment Individualisme et Particularisme*. Pour ma part, je suis tombé parfois dans cette confusion. Mais l'observation nous montre que l'étudiant à formation « particulariste » aime à vivre en groupe; que de même l'étudiant à formation très « communautaire » peut également vivre en groupe et que, par contre, l'étudiant à formation individualiste répugne à vivre avec d'autres camarades. Tout cela prouve, une fois de plus, qu'il est toujours très nécessaire de bien distinguer entre les associations à esprit communautaire et les associations à esprit particulariste. Il ne faut pas *se laisser tromper par les formes extérieures des associations; ce qu'il faut connaître c'est l'esprit qui les anime.*

Il est bien entendu que vos fils, lorsqu'ils sortent de l'École des Roches, ne sont plus des collégiens; ils entrent dans la vie. Nous voulons les considérer pour ce qu'ils sont déjà, nous l'espérons, c'est-à-dire des jeunes hommes ayant une réelle maîtrise d'eux-mêmes. Ce n'est donc plus comme élèves que nous leur demandons de venir compléter à Londres leur formation morale et intellectuelle, mais à titre de *collaborateurs* de la F. C. C.,

dont l'*esprit* devra être celui du *Self Government* le plus complet. La F. C. C. sera leur chose; et, sous la direction à la fois vigilante, amicale, libérale et éclairée de M. Jules Demolins, ils pourront, ils devront en faire quelque chose de très vivant, de très éducatif, de très « élévatoire » et de très nouveau. Dans la F. C. C., *chacun d'eux aura son rôle et ses fonctions*. Chacun d'eux aussi y conservera sa liberté d'aller et de venir. Mais il va de soi que M. Jules Demolins se réservera le droit d'éliminer tout jeune homme qui abuserait de la liberté qui sera de principe à la F. C. C. et dont la conduite serait d'un mauvais exemple. D'ailleurs nous sommes certains que vos jeunes gens ne seront même pas tentés de mésuser de cette liberté, car ils trouveront un vif plaisir à rester dans la compagnie de leurs commensaux du « boarding-house », de leurs camarades, et de M. Jules Demolins. Ce dernier, *avec la collaboration de tous,* s'ingéniera à rendre la vie de la F. C. C. aussi gaie, aussi intéressante, aussi prenante que possible. Dans leur salon commun, de fréquentes réunions de lecture ou de musique seront organisées; on s'efforcera d'y faire faire *des causeries* par des amis anglais que la F. C. C. se fera peu à peu, soit dans son propre « boarding-house », soit au dehors, ainsi que par des membres distingués de la colonie française de Londres. Enfin, le samedi après-midi, jour de demi-congé en Angleterre et le dimanche, vos jeunes gens, qui feront tous partie de *sociétés sportives,* se livreront à des jeux divers ou à des excursions dans la campagne.

En vue de les tremper tout de suite dans la vie pratique et dans l'action, le premier et constant effort de M. Jules Demolins sera d'aider les membres de la F. C. C. à trouver des situations, d'abord de volontaires, ensuite d'employés rétribués dans des maisons de commerce. Mais, comme je l'ai démontré dans mes rapports, le placement des jeunes étrangers n'est pas toujours facile en Angleterre et réclame un certain délai. Aussi, et ce ne sera pas là l'un des moindres services que rendra la Maison de Londres : tant que vos jeunes gens ne seront pas casés dans les affaires, ils ne resteront pas du moins inactifs. Ils travailleront l'anglais et échangeront notamment des conversations avec

des personnes de leur « boarding » ou du dehors ; ils apprendront à se servir de la machine à écrire ; ils aideront M. Jules Demolins dans l'administration de la F. C. C. et feront, sur ses suggestions ou même avec lui, des promenades instructives dans la City, dans les Docks, dans les Musées, etc. Ils commenceront, enfin, leurs « humanités contemporaines » par des lectures régulières et méthodiques d'ouvrages anglais et français sur l'Angleterre et les principales nations. A cet égard, il existe, en anglais, une admirable littérature sur les divers peuples, dont il sera fait grand usage.

A la fin de la journée, tous vos jeunes gens, ceux qui seront employés dans la City comme ceux qui ne le seront pas encore, se retrouveront dans leur maison de famille. Étant des étudiants et non pas des collégiens, ils auront la faculté de sortir le soir, d'aller par exemple au théâtre. Mais d'eux-mêmes ils seront heureux de rester dans le milieu confortable, attrayant et instructif de leur « boarding-house ». Leurs soirées s'y passeront agréablement en utiles conversations avec les Anglo-Saxons si divers qu'ils auront pour commensaux ou en lectures individuelles ou collectives et en discussions sur ce sujet vers lequel M. Jules Demolins fera converger toute la vie intellectuelle de vos jeunes gens : *la connaissance des civilisations contemporaines*. Durant le *jour*, dans cette City de Londres où se répercute à tout instant l'action de ces civilisations, ils les *verront*, en quelque sorte *dans la pratique ; le soir*, ils les étudieront *dans la théorie*, ils en *recevront l'explication*.

Si j'ai été suffisamment clair, vous avez compris que la culture générale contemporaine est déjà, et va nous devenir de plus en plus utile à tous, quelle que soit notre profession. Il est donc bien entendu que la *Maison de Londres est destinée*, *non seulement aux anciens élèves de l'École des Roches qui se préparent aux affaires*, *mais aussi à ceux qui, après des études spéciales quelconques*, *voudraient venir à Londres se perfectionner en anglais*, *s'entraîner à l'action et s'ouvrir l'esprit à la connaissance du monde contemporain. On les y acceptera les uns et les autres*, *aussi bien pour quelques semaines ou quel-*

ques mois, que pour quelques années. Ceux d'entre eux qui ne viendraient à Londres qu'en vue de poursuivre une enquête quelconque, y seraient conseillés et dirigés, et, de la sorte, s'éviteraient maintes pertes de temps.

Quant au programme de culture générale contemporaine de la F. C. C., il ne sera appliqué ni au moyen de cours, ni d'une manière scolastique, autoritaire et uniforme. Mais il sera mis en pratique : *d'une part, au moyen de suggestions, de conseils, de lectures individuelles conformes aux besoins, aux goûts, aux aptitudes, à la spécialité de chacun; et, d'autre part, au moyen de conversations, de discussions, de lectures collectives, et de causeries faites par des amis compétents de la F. C. C.*

En ce qui me concerne, je suis tout prêt, dès maintenant, à être le grand ami et le conseiller de la F. C. C. Elle sera, en effet, la réalisation du rêve que je caresse depuis longtemps : aider à créer, dans nos classes dirigeantes, une élite de jeunes hommes énergiques et à l'esprit ouvert aux choses du dehors.

Voici, maintenant, les matières constituant le programme de la culture générale contemporaine et dans lequel puisera la F. C. C.

1° *Les Livres des professeurs d'énergie* [1]. — Il en existe beaucoup, écrits par des Anglais ou des Américains. Un très grand nombre de livres de ce genre (Comment devenir un homme d'action? Comment réussir dans les affaires? etc.) ont été aussi publiés en France depuis 1898. On peut à juste titre les appeler la « Monnaie de Demolins », car ce sont les retentissants ouvrages du fondateur de l'École des Roches qui ont suscité leur apparition

2° *Livres sur les peuples d'énergie*, sur leur façon de travailler, d'agir, de vivre et de penser, et sur leur commerce avec la France (Angleterre et ses Colonies, États-Unis, Allemagne), ainsi que sur les « grandes petites nations » (Norvège, Danemark, Hollande, Belgique, Suisse).

3° *Livres sur les pays d'expansion pour les Français*, c'est-à-

1. Pour satisfaire à un désir qui a été exprimé de divers côtés, la liste complète de ces livres sera publiée, prochainement, par la *Science sociale*.

dire sur ceux qui peuvent offrir un débouché, non plus seulement à notre commerce, mais à des entreprises agricoles, industrielles ou financières (Colonies françaises, Russie, Italie, Espagne, Pays de l'Amérique Latine, Orient et Extrême-Orient).

4° *Livres sur les diverses régions de la France agricole, industrielle et commerciale,* vue à travers son commerce avec l'Angleterre, sujet sur lequel je possède une forte documentation dont je suis toujours très heureux de faire profiter mes jeunes compatriotes qui viennent à Londres.

5° *Livres sur les Méthodes dans le travail et dans la vie.* Méthodes dans le travail : (Organisation scientifique d'un bureau. Système des fiches. « Follow up system », etc., tous ces procédés nouveaux encore peu connus en France et qui, avant peu, vont amener de grands changements dans l'organisation commerciale de notre pays.)

Méthodes dans la vie, c'est-à-dire tout ce qui tend à remplacer l'agitation par l'action efficace, à économiser le temps, à faire obtenir le maximum de résultats avec le minimum d'efforts; bref, tout ce que les Anglais résument en ce mot si expressif : *efficiency*. De même les ouvrages, sur l'usage de la parole en vue de l'action, sur l'art de composer, d'exposer et de discuter un rapport sur une question pratique.

6° *Livres de culture générale scientifique.* — Il est certain qu'à notre époque, il est indispensable à tout esprit cultivé et ouvert de connaître les grandes théories scientifiques, les méthodes des sciences et notamment la méthode de la *Science sociale,* cette science nouvelle, si pleine de promesses, si utile à tous ceux qui veulent ne pas se contenter de savoir ce que sont les peuples contemporains, mais *pourquoi ils sont tels.*

Bien entendu, il ne faut pas compter que la F. C. C. soit en mesure d'appliquer, dans son entier, à chacun de vos jeunes gens, le programme que je viens de définir. Mais encore un coup, *il sera largement puisé dans ce programme général, dans ce vaste arsenal, pour établir un plan plus réduit de lectures, fait en quelque sorte à la taille et conforme aux aptitudes, à la spécialité, de chacun d'eux.*

L'important, le principal est *d'occuper utilement leurs loisirs et d'éveiller leur curiosité intellectuelle* à l'égard de ce programme général, afin de leur donner le désir de l'assimiler peu à peu au cours de leur existence, et de développer ainsi, par eux-mêmes, leur culture générale contemporaine. Dans ce but, au moment où chaque membre de la F. C. C. quittera Londres, il lui sera remis *une liste de ce qu'il faut lire dans la vie*. Mais cette liste devra être tenue à jour. Aussi je propose à cet égard une nouvelle idée. Je prévois que dans quelques années, la F. C. C. sera amenée, en collaboration avec le corps professoral de l'École des Roches, à créer un *Office des Renseignements intellectuels*. Si vous voulez en effet que vos jeunes gens continuent à se tenir au courant des choses de leur temps, il sera nécessaire de les diriger, et leur faire savoir ce qu'il faut lire. L'action de cet office pourra être singulièrement accrue et complétée par la création de *Coopératives de lectures*, telles que celles qui, à mon instigation, ont déjà été organisées, avec plein succès, à l'École des Roches et à Londres, pour la lecture en commun.

Nous arrivons maintenant au prix de pension. Je ne puis pas pour le moment vous fournir de précisions à cet égard. M. Jules Demolins vous les fera connaître dans quelque temps. Mais je suis certain d'avance que ce prix ne dépassera pas ce que vous dépenseriez pour entretenir isolément votre fils à Londres, car, par la réunion d'un certain nombre de jeunes gens, l'on arrivera à obtenir pour eux des conditions beaucoup plus favorables.

Nous l'avons déjà vu, le principal but à atteindre, pour M. Jules Demolins, sera d'aider vos jeunes gens à trouver, aussi promptement que possible, des emplois rémunérés dans les affaires. Mais ceux-ci, dès qu'ils seront rétribués, comprendront d'eux-mêmes qu'il serait honteux à leur âge d'avoir à compter complètement sur leurs parents. Ils le comprendront d'autant mieux qu'ils vivront dans un pays où c'est un principe, presque général, qu'un jeune homme de dix-huit ans, même lorsqu'il habite chez ses parents, doit payer de ses gains la totalité ou

une large partie de ses dépenses. Aussi bien, dès que les jeunes gens de la maison de Londres seront rétribués, leurs appointements pourraient venir *diminuer* d'autant *les dépenses de leur famille*. Rien ne serait plus éducatif et nous ne saurions trop insister auprès de vous pour que cette règle, que nous vous proposons, soit strictement appliquée.

Enfin, nous espérons que l'Association des anciens élèves, avec l'aide de quelques-uns de ses membres qui, ayant la fortune, ont par suite le devoir de l'employer utilement, surtout à aider les capables, nous espérons, dis-je, que l'Association tiendra à créer quelques *demi-bourses* ou *quart de bourses*. Nous espérons aussi que de riches philanthropes apporteront leur aide dans le même but. Ainsi l'on pourra envoyer à Londres des jeunes gens dont les parents ne seraient pas, autrement, en mesure de le faire.

En terminant, je vous demande de ne pas oublier que tout ce que je viens de vous dire n'est pas basé sur des vues théoriques, mais sur l'expérience que j'ai acquise en m'occupant, depuis dix ans, en Angleterre, d'une foule de jeunes gens français, et, notamment déjà, de quinze à vingt anciens élèves de l'École des Roches. En somme, il ne s'agit donc plus que de faire développer, systématiser, par M. Jules Demolins, des procédés que je connais bien, mais qu'il m'est impossible d'appliquer complètement moi-même, et que je n'ai pu, jusqu'ici, appliquer que d'une manière empirique.

Je vous l'ai déjà dit en débutant, et je vous le répète en concluant : si je vous conseille d'envoyer vos fils à Londres : certes c'est pour qu'ils s'y perfectionnent en anglais ; certes, aussi, c'est pour qu'ils y apprenent à connaître la vie sociale anglaise. *Mais c'est surtout, et avant tout, pour que, par l'exercice de la vie commerciale et par l'enseignement contemporain qui leur sera donné, ils y reçoivent un complément de formation pratique, morale et intellectuelle ; c'est enfin pour qu'ils commencent à acquérir une culture générale contemporaine et la méthode de travail leur permettant de développer en eux-mêmes cette culture, leur vie durant.* Et pour que vos fils béné-

ficient de cette culture si nécessaire, maintenant, dans toutes les carrières contemporaines, il faut qu'ils soient groupés dans une maison d'étudiants.

L'éducation et l'enseignement des Roches tendent déjà à bien armer vos garçons pour la vie. Avec la Maison de Londres, qui sera le prolongement, le développement de l'École, on pourra les *aider à bien entrer dans la vie*. Le but qu'on leur propose d'atteindre est de *devenir des hommes d'action pratiquement préparés par une culture générale contemporaine aux carrières contemporaines*, *des hommes aimant leur époque*, *la connaissant, la comprenant et tournés vers l'avenir*. Or, cet avenir, comme Edmond Demolins l'écrivait, dès 1899, dans son livre « l'Éducation Nouvelle » : « *Cet avenir n'appartiendra pas à ceux qui se replient sur eux-mêmes, mais à ceux qui s'ouvrent des vues sur le dehors, qui savent regarder ce qui s'y passe et en faire leur profit. A mesure que les communications s'étendent et que les relations entre peuples se multiplient*, *c'est une condition de succès dans la vie que de mieux comprendre la langue et les mœurs des autres pays.* »

Je crois fermement qu'en mettant vos fils à même de venir à Londres, pour y prendre le goût de l'action et s'y ouvrir l'esprit aux choses et aux idées du monde contemporain, vous leur rendrez un immense service. Je crois aussi qu'en le faisant, vous ne sauriez mieux continuer l'œuvre si belle, si féconde pour vos enfants, de cet homme vraiment admirable, de ce grand Français qu'a été Edmond Demolins.

Jean Périer.

POURQUOI NOUS FAISONS DE LA SCIENCE SOCIALE

LE ROLE

ET

LES LIMITES DE LA SCIENCE SOCIALE[1]

Mesdames, Messieurs,

En essayant, ce soir, de vous exposer pourquoi nous faisons de la science sociale, j'entreprends une tâche malaisée. Tous ceux de nos amis qui sont venus à la science sociale depuis sa fondation, n'ont pas, en effet, été attirés vers elle par des raisons identiques. Les uns, possédés du désir d'étendre leurs connaissances, d'avoir des lumières plus vives sur la constitution des sociétés et les lois qui les régissent, sont venus étudier scientifiquement les phénomènes sociaux sans aucune préoccupation immédiate d'appliquer dans un sens ou dans un autre les conclusions qui résulteraient de ces études. Ce sont les scientifiques. D'autres, au contraire, sans être indifférents aux questions de science pure, ne venaient pas à nous avec l'intention de se livrer à des travaux méthodiques, mais plutôt avec le dessein de profiter des conclusions tirées des travaux de leurs collègues pour guider leur action sociale dans la vie. Ce sont les hommes d'action. A coup sûr, ces deux préoccupations se rencontraient à des degrés divers chez plusieurs adeptes et je ne cherche-

1. Discours prononcé à l'ouverture du Congrès de science sociale, le 30 mai 1910.

rais pas à faire un dosage exact des motifs qui ont attiré chacun d'entre nous vers la science sociale. Ce que je me propose d'examiner aujourd'hui avec vous, c'est l'avantage que peut offrir la science sociale, d'une part, aux esprits scientifiques soucieux d'étudier méthodiquement les phénomènes sociaux, d'autre part, aux hommes d'action désireux d'éclairer leur marche et de guider leurs efforts dans la voie des améliorations sociales.

Pour cela, il convient tout d'abord de délimiter exactement l'objet de connaissance que la science sociale se propose et, par conséquent, ce que peuvent en attendre les hommes de science. Il faut aussi délimiter exactement l'utilité que les hommes d'action peuvent en tirer au point de vue de l'application. Cette double délimitation me paraît indispensable. On a beaucoup parlé, tout récemment encore, d'une prétendue faillite de la science. On a soutenu que la science contemporaine n'avait pas fait honneur aux engagements qu'elle avait pris. En réalité, la science a toujours tenu ses engagements; mais il ne lui était pas possible de remplir ceux que des disciples imprudents, trop enthousiastes ou trop téméraires, avaient cru pouvoir souscrire en son nom. Pour éviter à la science sociale la mésaventure survenue à d'autres sciences, il faut que ceux qui ont l'honneur de parler en son nom renferment exactement son objet dans ses limites propres. C'est à eux qu'incombe la responsabilité d'éviter dans l'avenir cette apparence de faillite, toujours fâcheuse pour la réputation des sciences, et c'est le sentiment profond de cette responsabilité qui me pousse aujourd'hui à établir avec vous l'objet strict dans lequel la science sociale doit se renfermer.

Il importe également de restreindre à ses justes proportions l'utilité pratique que les conclusions de la science sociale peuvent oftrir pour les hommes d'action. Combien d'entre eux, en effet, croyant trouver là une règle de vie complète et absolue et se rendant compte, après expérience, que des lacunes se rencontraient dans les directions données par la science sociale seule, pourraient être amenés à se détourner d'elle avec découragement et reviendraient aux méthodes empiriques ou aux

méthodes à priori dont ils s'étaient détournés en faveur de la science sociale à l'époque de leur premier enthousiasme! Ici encore il est indispensable que la science sociale ne fasse pas naître plus d'espoirs qu'elle ne peut en réaliser.

1. — L'OBJET PROPRE DE LA SCIENCE SOCIALE.

Afin de déterminer l'objet propre de la science sociale, je me vois obligé de vous rappeler sa définition, bien que la plupart d'entre vous la connaissent déjà. La science sociale a pour objet les lois qui régissent les groupements que les hommes forment entre eux pour agir. Deux mots dominent dans cette définition : celui de lois et celui de groupements. Permettez-moi d'insister un instant sur chacun d'eux.

Les lois scientifiques ont été définies, il y a longtemps déjà, de la manière la plus nette, par Montesquieu. « Les lois, dit-il, sont les rapports nécessaires qui résultent de la nature des choses. » Ainsi l'objet de la science sociale est proprement l'étude des rapports nécessaires qui existent entre les différents faits sociaux. Et vous apercevez de suite que tout ce qui dépend du libre arbitre dans les actes humains échappe à la science sociale. En effet, tout ce sur quoi nous pouvons nous décider librement échappe par là même à tout déterminisme. Ce n'est plus un rapport nécessaire, c'est un rapport volontaire.

L'autre mot capital de la définition de la science sociale est celui de groupements. Lorsque nous parlons de groupements humains, nous ne voulons pas indiquer seulement les cadres fixes produits par l'action combinée des hommes, par exemple, les cadres de l'atelier, de la famille, de la cité, de l'État, etc.., nous voulons parler aussi de tout groupement momentané, de toute action concertée ou combinée, nécessaire pour atteindre un but même individuel. En d'autres termes, du fait que la science sociale étudie les groupements humains, elle étudie toutes les combinaisons d'actions humaines, même les plus éphémères. La seule chose qui lui échappe, c'est la partie

purement individuelle de l'acte humain. Mais pour peu que l'on réfléchisse, il est facile de s'apercevoir que les actes humains réputés les plus individuels supposent ou entraînent avec eux une série d'actes combinés, d'actions concertées, de groupements par conséquent, qui tombent directement dans le domaine de la science sociale.

Quelques exemples me permettront de donner à l'idée que je viens d'exprimer une forme plus concrète.

Je ne pense pas qu'on puisse trouver facilement un acte humain plus individuel, plus immatériel, plus isolé, que celui de la pensée. Considérez un savant réfléchissant dans son cabinet, loin du tumulte des affaires. Il semble que l'acte auquel il se livre soit sans rapport nécessaire avec aucune action combinée d'autres hommes. Nous avons même tellement ce sentiment que nous disons souvent d'un pareil savant qu'il « s'isole dans sa tour d'ivoire ». Cependant, cet isolé ne peut réaliser l'acte individuel de sa pensée qu'en raison d'une longue série d'actes combinés antérieurs. Il a fallu que des hommes bâtissent la maison dans laquelle il travaille; filent, tissent l'étoffe des vêtements qu'il porte; extraient le charbon qui le chauffe; fabriquent l'huile, le gaz ou l'électricité qui l'éclaire, etc. Il a fallu également que cet homme vive dans une société arrivée à un degré de complexité suffisant pour que le fruit de son travail isolé soit apprécié par ses contemporains et qu'en échange du fruit de ce travail, ils consentent à lui fournir tous les objets matériels nécessaires à la vie, objets qu'il ne contribue en aucune manière à produire lui-même. Allons plus loin : l'exercice même de sa pensée serait impossible si tous les éléments de cette pensée ne lui étaient fournis par la vie qui l'environne.

Mais, me direz-vous, penser est un acte complexe. Prenons, si vous le voulez, un exemple infiniment plus simple, celui d'un acte individuel parfaitement libre, rentrant dans le courant de la vie. Voici, mesdames, un acte auquel vous vous livrez souvent et avec plaisir : vous allez chez votre modiste choisir un chapeau. C'est là évidemment un choix qui dépend essentiel-

lement de votre libre arbitre; disons plus simplement de votre fantaisie. Et vous savez bien que cette fantaisie peut vous permettre, tout au moins dans les limites que la tyrannie de la mode lui assigne, de choisir ce chapeau avec les formes les plus diverses. Il dépend de vous qu'il soit infiniment réduit dans son volume, extrêmement plat, ou bien qu'il affecte des formes très amples, ou qu'il s'élève avec des formes ambitieuses. Il dépend de vous également qu'il soit en paille, en feutre, en fourrure; qu'il repose sur une légère armature métallique; il dépend de vous qu'il soit orné de plumes, de fleurs, de rubans, d'oiseaux, que sais-je encore! Mais pour que votre choix s'exerce librement entre toutes ces différentes solutions, il faut qu'une série d'actions combinées antérieures se soit produite. Pour que vous portiez un chapeau de paille, il faut qu'un laboureur ait fait pousser le blé ou le riz auquel cette paille a été empruntée; il faut qu'elle ait été tressée par un fabricant; il faut qu'elle ait été mise en forme par un autre fabricant. Si vous choisissez un chapeau de feutre, il faut qu'un chasseur diligent ait abattu le lapin de garenne ou qu'une fermière active ait élevé le lapin de choux qui a fourni la matière première de ce feutre; il faut qu'un fabricant ait transformé cette matière première. Et, si vous recourez à cette armature métallique légère, dont je parlais tout à l'heure, voilà toute la métallurgie qui entre en scène! Oh! sans doute, pour un très faible tonnage, mais enfin, pour que ce léger fil de fer puisse soutenir les ornements que vous y joindrez, il faut que du minerai de fer ait été extrait, que de la houille ait été produite, que des hauts fourneaux aient été élevés et mis en marche afin de transformer ce minerai de fer en fonte; que les convertisseurs des aciéries aient transformé cette fonte en acier; que les laminoirs aient pris à leur tour le lingot d'acier pour l'étirer en longues barres; que les tréfileries se soient emparées de ces barres pour les transformer en fils. Toutes ces différentes combinaisons d'activité, et elles sont fort complexes, sont nécessaires pour vous permettre de choisir seulement la forme de votre chapeau. Et vous voyez combien d'autres combinaisons sont également nécessaires pour

vous permettre de l'orner : production de la soie nécessitant l'élevage des vers à soie, la filature, le tissage, l'industrie de la rubanerie; les ateliers de fleurs artificielles avec leurs matières premières à origines variées; les ateliers de préparation de plumes empruntées aux volatiles les plus divers. Combien de modes de l'activité humaine, combien de combinaisons entre ces modes, combien d'intermédiaires entre toutes les industries qui transforment successivement leurs matières premières pour arriver à vous fournir seulement un des éléments du chapeau que vous portez! Mais ces transformations successives et les intermédiaires qu'elles nécessitent ne mettent en relief que le côté économique de la question. Voyez maintenant combien de problèmes sociaux, et des plus graves, ont été posés par chacune des opérations auxquelles je viens de faire une brève allusion : Dans toutes les usines, dans tous les ateliers qui ont concouru, pour une part quelconque, à la production de votre chapeau, la question de la propriété de l'industrie, la question du salaire, la question de la longueur des journées de travail, la question de l'hygiène, la question de la moralité, ont été résolues d'une façon ou d'une autre, bien, mal, ou médiocrement, permettant aux ouvriers et aux ouvrières de résoudre à leur tour le problème personnel de leur vie ou les mettant, au contraire, en face de difficultés presque insurmontables. Parfois même, l'exercice de votre choix a pu influer d'une façon directe et précise sur un des plus graves problèmes de l'industrie moderne : celui du chômage. On a vu à différentes reprises les ateliers de fleurs artificielles condamnés à des chômages subits par un brusque revirement de la mode. D'autre fois, c'est l'industrie de la rubanerie qui subira de la même manière la répercussion de votre fantaisie. Ainsi, dans cet acte si simple, si courant, qu'est le choix de votre chapeau, non seulement il y a, une série d'actions combinées antérieures, une série de rapports sociaux nécessaires; mais la décision que vous prendrez peut influer directement dans certains cas sur un ou sur plusieurs de ces rapports sociaux.

C'est précisément par cet aspect du fait individuel que la

science sociale l'examine. Le fait social n'est pas un fait extraordinaire ou un fait spécial; c'est un fait quelconque, envisagé sous l'aspect des rapports sociaux qu'il suppose ou qu'il détermine, et j'espère vous avoir montré que même les actes en apparence les plus indifférents et les plus individuels supposent et déterminent des rapports entre une série de phénomènes sociaux.

Tel est l'objet précis et le domaine exact de la science sociale : l'étude des rapports nécessaires entre les différents faits sociaux.

II. — COMMENT LA SCIENCE SOCIALE ATTEINT SON BUT.

C'est par l'observation méthodique des faits que la science sociale atteint son objet propre. Pour cela elle emploie trois procédés : l'analyse, la comparaison et la classification des faits observés. Or, le fait même qu'elle est une science d'observation indique suffisamment qu'elle n'atteint pas d'une façon absolue les rapports nécessaires qu'elle se propose de déterminer. En réalité, pour s'en tenir à la valeur stricte des termes, elle établit, non pas l'existence d'un rapport nécessaire, mais l'existence d'un rapport de concomitance. Lorsqu'elle dit, par exemple, que l'art pastoral se lie à l'organisation patriarcale de la famille, elle n'a pas le droit d'affirmer qu'il y ait un rapport nécessaire, éternel, incommutable, entre le fait de l'art pastoral et le fait de la famille patriarcale. Elle constate simplement que dans toutes les observations qui ont pu être faites, partout où on a rencontré l'art pastoral à l'état pur, on a trouvé en même temps les groupes qui s'y livraient organisés en familles patriarcales. La science sociale ne prétend donc pas à l'établissement de rapports qui ne pourraient pas être autrement qu'ils ne sont; elle aboutit simplement à l'établissement de rapports constatés par toutes les observations entreprises, sans être démentis par aucune d'elles. Il en est de même de tous les autres exemples qu'on pourrait

prendre. Lorsque la science sociale enseigne que le développement du machinisme dans l'industrie est un élément de la concentration industrielle, elle n'entend pas dire qu'il y ait entre ces deux phénomènes un lien nécessaire au sens absolu du mot; mais elle constate que, partout où on relève l'existence du machinisme dans l'industrie, ce fait du machinisme est accompagné de phénomènes de concentration industrielle. En d'autres termes, ce n'est pas un lien de nécessité logique, c'est un lien de concomitance constatée que la science sociale établit entre les phénomènes qu'elle étudie.

Il résulte de là que les lois formulées par elle ont un caractère à la fois relatif et provisoire. Elles ont un caractère relatif parce qu'elles reposent uniquement sur les observations faites et qu'elles ne sont vraies, par conséquent, qu'en fonction de ces observations. Ce sont, en réalité, des apparences, et la véritable formule de toute loi de science sociale devrait être : « Les choses se passent comme si tel phénomène produisait toujours tel autre phénomène à titre de conséquence nécessaire. » C'est pour la commodité du langage que l'on emploie une formule plus abrégée et plus absolue et que l'on dit : « Tel phénomène est lié à tel autre par un rapport nécessaire. » Mais il y a là une inexactitude qu'il importe de signaler.

En second lieu, ces lois ont toujours un caractère provisoire. En effet, puisqu'elles ne sont en réalité que des hypothèses vérifiées par une série d'observations, elles courent toujours le risque d'être démenties par une observation nouvelle. Au surplus, les savants ne s'alarment pas de ces démentis; ils les considèrent, au contraire, comme une des marques du progrès, comme un pas de plus dans la voie de la vérité recherchée. Malgré sa jeunesse, la science sociale offre déjà des exemples de semblables démentis. Au cours de ses longues et minutieuses observations sur les familles européennes, Frédéric Le Play avait relevé un lien de concomitance entre l'aptitude des jeunes gens à s'établir au dehors, à y fonder des établissements durables en créant des entreprises marquées par une initiative hardie, d'une part, et une certaine organisation de la famille,

définie par lui avec beaucoup de précision, et qui se caractérisait par la transmission intégrale du patrimoine à un seul de ses enfants, d'autre part. Ses études répétées, tant dans l'Europe orientale que dans l'Europe occidentale, avaient apporté à son hypothèse première une série de confirmations. Non seulement l'initiative particulièrement féconde, qui crée l'expansion organisée et triomphante de la race, se rencontrait chez les familles à transmission intégrale, qualifiées par Le Play de familles souches; mais les familles pratiquant un autre mode de transmission ne donnaient pas à leurs rejetons les qualités relevées chez les premières. Il semblait, par conséquent, que la loi fût bien établie et elle l'était, en effet, de la façon relative et provisoire que nous venons de dire. Plusieurs années après la mort de Frédéric Le Play, d'autres observateurs ayant porté leurs investigations sur les sociétés du Nouveau Monde, furent frappés de rencontrer aux États-Unis une puissance d'expansion, une vigueur d'initiative et une aptitude à créer des sociétés nouvelles en territoire vacant, à un degré plus intense encore qu'il n'avait été donné à Le Play de le relever dans aucun des groupes européens observés par lui. Cependant la transmission intégrale n'était pas pratiquée par les familles dont ces émigrants étaient originaires. L'hypothèse se trouvait donc infirmée par ces observations, et, en effet, les Américains des États-Unis, habitués, par suite des circonstances au milieu desquelles ils se développent, à changer de métier plusieurs fois dans leur vie, ne peuvent avoir aucune préoccupation de transmettre à un de leurs enfants l'entreprise agricole, industrielle ou commerciale à laquelle ils consacrent leur activité au moment de leur mort. C'est alors que l'École de la Science sociale, abandonnant l'hypothèse première de Le Play, proposa une seconde hypothèse rendant compte à la fois et des observations de Le Play et des observations faites depuis sa mort. Elle rattacha, non plus à un phénomène de transmission des biens, mais à un phénomène d'éducation, les qualités premières que Le Play avait relevées principalement chez les Anglo-Saxons. C'est l'hypothèse sur laquelle nous vivons encore et il est à espérer que nous la

modifierons quelque jour en analysant avec plus de netteté les éléments précis de l'éducation auxquels se rattachent les qualités de la race anglo-saxonne.

III. — UTILITÉ PRATIQUE DE LA SCIENCE SOCIALE.

Ainsi, les conclusions auxquelles la science sociale aboutit ne prétendent pas à être l'expression de la vérité essentielle, éternelle et incommutable ; ce sont uniquement des lambeaux de vérité arrachés par un opiniâtre labeur au secret de l'organisation sociale. Mais comme elles sont le fruit d'un travail humain, il se rencontre précisément qu'elles sont appropriées à nos besoins et susceptibles par là de merveilleuses applications.

Nous avons jusqu'ici réduit à un rôle modeste les lois de la science sociale. Il n'est pas inutile de remarquer que les lois de toutes les sciences d'observation quelles qu'elles soient présentent la même infirmité. Et, cependant, il n'est pas besoin d'insister pour rappeler les fécondes applications qu'ont reçues, dans l'organisation de la vie moderne, les vérités incomplètes et fragiles découvertes par ces sciences. Nous ne savons rien, par exemple, de l'essence de l'électricité qui nous éclaire, que nous transportons à de grandes distances sur un fil ténu ; que nous transformons à volonté en force, en chaleur, en lumière ; à laquelle nous faisons accomplir mille besognes merveilleuses qui allègent le fardeau du travail imposé à l'humanité et augmentent dans une proportion remarquable la maîtrise de l'homme sur la nature.

On ne doit pas attendre moins de la science sociale, pour les applications à la vie sociale, que l'on a reçu des autres sciences d'observation pour des applications d'un autre ordre. On peut tirer de la science sociale une sorte de technique de la vie ; mais, au regard de l'utilité pratique, une différence fondamentale distingue cette technique de celle des autres sciences appliquées.

En effet, aucun homme vivant ne peut avoir la prétention de connaître à fond toutes les techniques des différentes sciences appliquées. La vie d'un homme doué d'une intelligence vive y suffirait à peine et ce serait un labeur sans utilité. En pratique, chacun de nous a un immense avantage à s'en rapporter, pour la technique d'une série de sciences appliquées dont il profite, aux spécialistes de cette technique. Il est bien évident, par exemple, qu'un agriculteur, un ouvrier de l'industrie textile, un commerçant, ont avantage à s'en rapporter aux spécialistes de la mécanique, de la chimie, de l'électricité, de la métallurgie, de l'art, des mines, etc..., pour la production de tous les objets dont ils se servent directement ou indirectement. Tout le monde comprend qu'il y a intérêt à confier à des spécialistes le soin de nous fabriquer des bateaux à vapeur, des canons, des locomotives, des machines à tisser et à filer, des explosifs etc.

Au contraire, nous ne pouvons déléguer à personne la direction de notre propre vie, la responsabilité des décisions que nous avons à prendre lorsque nous choisissons un métier ou que nous fondons une famille, ou que nous décidons d'une entreprise, ou que nous établissons notre foyer dans tel ou tel endroit, etc..., etc... Et, si nous ne pouvons déléguer à personne la direction de notre vie et l'organisation des rapports que nous avons avec nos semblables, il est nécessaire, par conséquent, que nous connaissions la technique de cette fonction particulière qu'est la direction de notre vie.

La science sociale peut à ce point de vue rendre à chacun de nous des services de premier ordre.

En premier lieu, la science sociale explique la vie. Elle établit, en effet, sous les réserves que j'ai indiquées tout à l'heure, le lien nécessaire qui existe entre nos décisions librement prises et leur résultat final. Elle est, par conséquent, comme une sorte de longue prévoyance nous permettant de déterminer par avance les conséquences sociales de nos actes. Elle nous apprend comment nous ne pouvons pas nous orienter dans le sens de la liberté sans en courir les risques; nous donner les garanties d'une sécurité immédiate sans avoir à

supporter certaines dépendances; développer la richesse autour de nous sans créer des dangers moraux auxquels il faut pourvoir; nous renfermer, au contraire, dans un isolement économique d'apparence prudente sans risquer d'aboutir à des résultats positivement inférieurs à nos besoins les plus élémentaires. Elle donne de la même façon les raisons de ces « injustices sociales » qui révoltent les cœurs généreux et contre lesquelles ils sont trop souvent portés à engager une lutte inintelligente. La seule et vraie manière de faire cesser les injustices sociales est de connaître les causes qui les ont produites, de s'attaquer à ces causes elles-mêmes et non pas au résultat qui nous scandalise justement. Ceux qui plaignent les opprimés ne peuvent leur rendre service qu'à la condition de connaître pourquoi ils le sont et comment ils pourraient cesser de l'être.

La science sociale donne le goût de la vie. En constatant le merveillenx enchaînement des faits, l'admirable mécanisme de leur répercussion, l'utilité à tirer de la connaissance de cet enchaînement, on s'éprend de la vie. Elle n'apparaît plus comme un jeu de hasard, une aventure dominée par l'aveugle destin; elle apparaît comme un problème dont les données varient à l'infini, mais qui apporte avec lui-même les éléments de sa solution. Il s'agit de découvrir ces éléments et la science sociale est précisément une méthode de découverte des éléments de solution des problèmes sociaux.

La science sociale est encore une leçon d'énergie. De même que la connaissance des forces latentes de la nature et des éléments d'activité innombrables que nous fournissent les sciences appliquées, suscite des initiatives, enflamme des énergies, est productrice d'efforts de la part d'une foule d'inventeurs, d'ingénieurs, d'industriels, de tous ceux qui concourent aux différentes techniques de ces sciences appliquées; de même, la connaissance des forces latentes de l'ordre social provoque leur meilleure utilisation, suscite l'énergie et l'initiative chez tous ceux qui aperçoient des éléments de solution, chez tous ceux au cœur desquels naît l'espérance d'un avenir meilleur par la réalisation possible des problèmes que la vie pose devant eux.

Ainsi la connaissance des lois sociales, bien loin de nous conduire à un déterminisme décourageant, nous donne, au contraire, le sentiment profond de notre puissance d'action. C'est qu'elle ne porte pas, comme nous l'avons expliqué déjà, sur l'action individuelle et libre, mais sur les groupements, c'est-à-dire sur les conditions de l'action concertée. Et comme l'action concertée est supposée ou déterminée par la plupart de nos actes individuels, la connaissance des lois sociales nous révèle les conditions d'efficacité de nos efforts personnels. Elle nous enseigne le bon rendement de l'effort.

A ceux qui douteraient de la nécessité de cette leçon, je rappelerai brièvement combien d'héroïsme, de générosité, d'énergie est gaspillé chaque jour, soit par une application inconsidérée, soit par l'absence des conditions préalables qui en auraient assuré l'heureux effet. Vous vous souvenez de l'effort héroïque de l'Angleterre pendant la guerre sud-africaine. Les hommes de guerre compétents ont constaté maintes fois, au cours de cette campagne, la proportion énorme d'officiers anglais tués à l'ennemi. On ne peut que saluer avec émotion et admiration le courage de ceux qui sont ainsi tombés sur le champ de bataille; mais on est bien obligé de constater que si tant d'officiers ont trouvé la mort au Transwaal, c'est parce que les troupes qu'ils avaient à commander ne les suivaient pas avec une discipline suffisante; qu'elles n'étaient pas entraînées par eux; qu'elles n'étaient pas dans leur main. Et, au lendemain de la guerre, ce fut une préoccupation générale en Angleterre d'accomplir une réforme de l'armée, afin que l'héroïsme des chefs fût soutenu par la bonne organisation de leurs troupes. Leur effort valeureux n'avait pas donné un bon rendement parce qu'il ne s'exerçait pas dans les conditions qu'exige impérieusement son efficacité.

Dans le cours de la vie journalière, combien d'actions individuelles généreuses, inspirées par les plus nobles sentiments de l'âme humaine, restent en partie stériles ou aboutissent à des résultats contraires à ceux que se proposent leurs auteurs, parce

qu'ils ne s'adaptent pas aux besoins qu'ils ont en vue ! Un philanthrope fonde à la campagne, dans le voisinage de ses terres, un hôpital destiné à soulager la misère des malheureux d'alentour. Quelques années après, il s'aperçoit que les avantages assurés par lui aux habitants de la région y attirent une foule de familles peu recommandables, désireuses simplement d'acquérir les conditions de séjour qui permettent plus tard à leurs membres de vivre sans travailler. Un chef d'industrie soucieux d'améliorer le sort de ses ouvriers, de les attacher à leur foyer, construit des maisons à leur intention, leur en facilite l'acquisition et se flatte d'avoir résolu le problème de la propriété du foyer ouvrier. Mais à peine ce résultat est-il atteint dans une famille, que la mort du père survenant, la maison est mise en vente par les héritiers et rachetée par des spéculateurs, de telle sorte que l'on revient tout naturellement à la situation antérieure. Bien heureux si l'effort désintéressé du patron — nous n'envisageons, bien entendu, que le cas d'un effort désintéressé — n'est pas considéré par ceux auxquels il a voulu rendre service, comme une sorte de piège tendu pour les rendre plus dociles. C'est là un des épisodes de cette faillite du paternalisme à laquelle nous assistons aujourd'hui et en qui, pourtant, des hommes bien intentionnés avaient mis naguère leur confiance. C'est qu'aucun artifice, même inspiré par la plus noble sollicitude vis-à-vis de la classe ouvrière, ne peut résoudre les problèmes qui lui incombent à elle personnellement et qu'elle est seule capable de mener à bien. Aussi les efforts de ceux qui se dévouent à l'amélioration de son sort doivent-ils tendre avant tout à la rendre capable et non à la dispenser de l'être.

Voyez encore ce qui arrive à beaucoup de colons inexpérimentés qui, pleins d'une belle ardeur, vont s'installer dans la solitude du Far-West américain. Il en est qui n'échouent ni par manque d'initiative, ni par manque de persévérance, ni par absence de préparation agricole, mais simplement parce qu'ils n'ont pas appliqué leur effort dans des conditions qui en assurent l'efficacité. Par exemple, ils ont fait choix d'une excellente terre, fertile, profonde, propre à leur donner de riches récol-

tes ; ils l'ont labourée avec soin et de lourdes gerbes sont venues se coucher sous leurs moissonneuses; mais ils ont négligé un détail important : la terre choisie par eux est à 40 milles de tout chemin de fer; dans ces conditions, le transport des grains à la gare voisine est une opération longue, coûteuse, qui absorbe presque tout le bénéfice de l'exploitation. Et tandis que tel autre fermier aura travaillé, à 7 ou 8 milles du chemin de fer, une terre moins féconde et réalisera d'importantes sommes d'argent par la vente de ses produits, lui connaîtra la misère au milieu de l'encombrement des richesses naturelles qu'il aura créées.

Prenez encore le cas, plus rapproché de notre vie à tous, d'un père et d'une mère de famille ardemment désireux de bien élever leurs enfants et s'attelant à cette entreprise qu'ils considèrent comme l'entreprise capitale de leur vie. Combien en connaissez-vous qui aboutissent simplement à faire des enfants obéissants, dociles, soumis, mais sans initiative, sans ouverture sur le monde extérieur, sans aucune des qualités nécessaires à la solution du problème de leur vie au milieu de la lutte très âpre à laquelle se heurtent aujourd'hui la plupart des existences. Ces parents n'ont manqué ni de bonne volonté, ni de courage, mais simplement de clairvoyance, et là encore l'effort méritoire n'a pas donné un bon rendement, parce qu'il n'a pas été appliqué de la manière qui convenait à l'objet qu'il s'agissait d'atteindre.

Contre tous ces échecs, d'autant plus douloureux qu'ils frappent des personnes dignes d'estime et de respect, la science sociale peut être une sauvegarde, et ce n'est pas le moindre mérite qu'on puisse lui assigner.

IV. — LA SCIENCE SOCIALE EST-ELLE UNE RÈGLE DE VIE?

On pourrait croire, d'après cela, que la science sociale suffit à donner une règle de vie. Nous n'avons jamais entendu élever cette prétention. Nous le répétons, la science sociale peut en-

seigner le bon rendement de l'effort, mais elle ne dit pas quel doit en être le but. Elle peut donner à cet effort toute sa valeur sociale, mais elle ne suffit pas à inspirer et à assurer sa valeur morale. Celle-là, en effet, tient au motif qui décide l'homme à accomplir l'effort, au sentiment du devoir et de la responsabilité personnelle. Ainsi, ni la source de l'effort, ni sa direction, ne sont fournies par la science sociale. Cette source et cette direction se trouvent dans des convictions métaphysiques et religieuses que la science ne peut avoir à aucun degré l'ambition de remplacer. Nous pouvons éclairer un homme généreux sur les moyens d'atteindre le but qu'il se propose dans la vie. Nous ne saurions ni le rendre généreux, ni assigner au nom de la science un but supérieur à son existence.

A coup sûr il est possible de tirer de la science sociale une sorte de morale sociale élémentaire. C'est ce que Le Play avait tenté de faire, et on peut admettre au nom de la science les conclusions auxquelles il était arrivé, savoir qu'aucun groupement humain ne peut subsister longtemps sans accepter un certain nombre de règles élémentaires de morale sociale. Une société fondée sur le vol, l'adultère, le faux témoignage, serait à peu près dans l'impossibilité de durer sans de perpétuels bouleversements. C'est au point qu'une association de brigands ne parvient à se maintenir que si elle observe, pour elle-même, entre ses différents membres, le respect du bien d'autrui qu'elle viole vis-à-vis des autres. On y partage suivant des règles précises les profits de l'industrie exercée et toute fraude en cette matière menace l'association de ruine prochaine. Mais, outre que cette morale sociale élémentaire serait très loin d'être complète, elle n'aurait aucune chance d'aboutir à une morale individuelle comportant des préceptes généraux positifs et respectés. C'est seulement, en effet, au nom de l'intérêt général que les adeptes de la science sociale pourraient prêcher aux individus l'accomplissement de certains actes ou l'exclusion de certains autres. De pareils sentiments ont malheureusement peu de prise sur l'ensemble de l'humanité et n'en ont à peu près aucune sur les individus entraînés par de fortes passions. Par

suite, l'utilité que l'on peut attendre de la science sociale ne va pas jusqu'à assurer, même dans les limites de la faiblesse humaine, l'exercice de la vertu. Nous ne croyons pas qu'il soit possible de démontrer à quiconque rejette tout précepte de morale que son intérêt particulier doit plier devant l'intérêt général du groupe auquel il appartient. A plus forte raison est-il impossible de le décider en fait à sacrifier son intérêt particulier à l'intérêt général.

Cela nous ramène à une question qui a été souvent agitée, depuis quelques années, parmi les adeptes de la science sociale. On s'est demandé si cette science reposait sur un postulat spécial, par exemple, sur celui de la bonté de la vie, de l'utilité de la permanence des sociétés, etc. Je ne vois pas, en ce qui me concerne, que la science sociale pure, c'est-à-dire la détermination des rapports nécessaires entre les phénomènes sociaux, s'appuie sur d'autres postulats que celui de la causalité ou encore sur celui de la réalité du monde extérieur, bases de toutes les sciences d'observation possibles. Mais il en va tout autrement en ce qui concerne l'application de la science. Là, il ne faut pas à proprement parler un postulat, mais il faut, à qui veut appliquer la science sociale, prendre parti entre telle ou telle conception générale de la vie. Tel recherchera uniquement le succès personnel à tout prix; tel autre se préoccupera d'élever ses semblables autour de lui; tel autre d'améliorer leur condition matérielle, etc., et ils ne pourront faire d'application de la science qu'en fonction du but extérieur à la science auquel ils voudront l'appliquer.

Pour cette raison et pour beaucoup d'autres dans le détail desquelles je ne puis pas entrer ici, il importe que les amis de la science sociale distinguent toujours avec le plus grand soin leur participation à l'œuvre scientifique, d'une part, et l'application qu'ils peuvent faire des conclusions acceptées, d'autre part. Les recherches scientifiques exigent absolument la rigueur des procédés et la modestie des affirmations. L'application, au contraire, exige une sorte de parti pris; car la vie nous oblige à prendre parti chaque jour, bien que nous ne soyons pas com-

plètement éclairés sur toutes les conséquences du parti que nous prenons. Le seul mérite de la science sociale au point de vue de la vie pratique, c'est de nous éclairer sur une partie de ces conséquences, c'est-à-dire sur celles qui sont liées à nos actes par des rapports nécessaires et connus.

Et maintenant, Mesdames et Messieurs, je me permets, en terminant, d'adresser un double appel à ceux qui me font l'honneur de m'écouter. A tous les hommes de science, à tous ceux que guide le désir désintéressé de savoir, d'avoir plus de lumière, sans se préoccuper des applications possibles, je demande leur précieux concours, non seulement pour acquérir un trésor d'observations nouvelles, mais aussi pour perfectionner par l'usage la méthode qui nous a été léguée par Le Play et Henri de Tourville, à laquelle Edmond Demolins a attaché son nom et que nous suivons avec la profonde conviction de sa fécondité.

A tous ceux qui veulent éclairer leur propre voie, à tous ceux qui, animés du généreux désir de travailler au bien général, sont disposés à ne ménager ni leur temps, ni leur peine, je demande de ne pas négliger les indications que la science sociale est en mesure de leur fournir. Si le mérite de leur effort se mesure à sa valeur morale, l'efficacité de cet effort ne se mesure qu'à sa valeur sociale, et c'est une noble ambition de travailler à rendre cet effort productif, de tendre à ce résultat que des êtres humains aient une existence meilleure, plus heureuse et plus féconde, parce que quelques âmes généreuses auront été éclairées par les lumières de la science sociale.

Paul de Rousiers.

LA TERRE DE CIRCÉ
ET LE PAYS DES MORTS
DANS L' « ODYSSÉE »

C'est une question de géographie avant l'histoire que je vais traiter ici.

Par son objet, il est clair qu'elle est étrangère à la science sociale. Et cependant la solution que je donne à cette question procède de notre science et n'a vu le jour que grâce à elle.

C'est ce que je montrerai en terminant.

Et il suivra de là que, même pour des documents surnageant seuls d'une époque, la science sociale constitue un moyen nouveau et vraiment précieux de critique;

Ce que les spécialistes appellent un moyen de critique interne;

Permettant d'abord de vérifier par l'étude d'une œuvre considérée en elle-même son authenticité entendue dans le sens large, et son état de conservation;

Et ensuite d'en faire jaillir des lumières toutes nouvelles, grâce aux relations étroites, parfaitement coordonnées, et jusqu'ici d'ailleurs complètement ignorées en dehors de la Science sociale, qui ont de tout temps lié les faits sociaux entre eux d'abord, et avec les faits historiques et géographiques ensuite.

Cette partie considérable de l'*Odyssée* d'Homère que l'on appelle couramment le *Nostos*, et qui est consacrée aux voyages maritimes d'Ulysse, a-t-elle, au point de vue géographique, une valeur documentaire? Peut-on prendre au sérieux les indications

nombreuses et parfois circonstanciées que le vieux poème renferme sur les pays parcourus ?

La question est très intéressante, voici pourquoi :

Les navigations d'Ulysse commencent par une pointe de neuf jours et neuf nuits dans les mers situées à l'ouest de la Grèce. Et elles ne peuvent guère se poursuivre qu'au delà, dans la direction du nord ou du couchant. En d'autres termes, elles ont pour théâtre la Méditerranée occidentale ou la Méditerranée centrale, si elles ont une réalité quelconque. A supposer qu'elles se limitent au centre de la Méditerranée, cette région elle-même, à l'époque du vieil aède, est à peine connue. Dans ces deux hypothèses, comme dans toute autre que l'on pourrait faire, le *Nostos* enfin situé et compris, ce serait sans aucun doute un lever de rideau sur la géographie d'avant l'histoire.

Mais les homérisants modernes veulent nous interdire ces attrayantes perspectives. Pour eux, le *Nostos* est une œuvre d'imagination pure ; ou au moins il est indéchiffrable dans son état actuel, et, partant, sans intérêt documentaire [1].

Or, cette géographie que l'on dit impossible, j'ai tenté de la refaire. Comme le simpliste qui se mettait à marcher pour prouver le mouvement, j'ai réuni toutes les indications topographiques du *Nostos*, et il en est sorti des sites parfaitement reconnaissables, et ces sites constituent un ensemble géographique localisé dans un espace restreint : la mer Tyrrhénienne et ses alentours.

A titre d'exemple, qu'il me soit permis de prendre ici les deux pays en apparence les plus fantastiques du vieux poème, le séjour de Circé la Magicienne, et la terre des Morts. Dans le premier, il semble que nous soyons en plein merveilleux ; dans le second, nous touchons à l'Au-delà. Quand même il aurait partout ailleurs respecté la vérité géographique, Homère

1. Le grand ouvrage de M. Victor Bérard, *Les Phéniciens et l' « Odyssée »*, remarquable à d'autres points de vue, n'a fait que rééditer, sauf en deux cas, les vieilles identifications traditionnelles, qui de tout temps ont été insoutenables : elles le sont encore après cet effort.

pouvait, chez les Mânes et chez l'Enchanteresse, se livrer à toutes les fantaisies de son imagination. Si donc nous constatons l'exactitude de ses descriptions ici et là, à fortiori devrons-nous croire à cette exactitude partout ailleurs.

Nous allons grouper d'abord toutes les indications géographiques éparses dans le texte au sujet de nos deux sites, sans en omettre aucune; nous reconstituerons ainsi deux descriptions évidemment incomplètes, mais cependant plus détaillées et plus précises qu'on ne supposerait au premier abord.

Nous chercherons ensuite à identifier ces deux descriptions, et nous arriverons à les superposer avec tous leurs détails à des réalités géographiques que nous pouvons au xxe siècle, voir de nos yeux, fouler de nos pieds et toucher de nos mains.

Cela fait, il semble bien que nous aurons le droit d'affirmer la valeur documentaire du *Nostos*.

I. — LES SITES DE CIRCÉ ET DES MORTS DANS LES TEXTES

A. — Nous commençons par la terre de Circé.

1° Le pays de la Magicienne est une île, dit Ulysse, et il le dit trois fois[1].

2° Cette île est franchement détachée de toute terre voisine; c'est une île de haute mer. « J'ai vu, continue le héros, la mer infinie qui, de toutes parts, l'entoure comme une couronne[2]. » L'épithète « infinie » étant une épithète homérique, une épithète de nature, le texte ne permet pas d'affirmer qu'il n'y ait aucune terre en vue. Notre île est encerclée par la mer, mais il ne s'ensuit pas nécessairement qu'elle soit isolée au milieu des flots.

3° Elle est plate : « elle gît basse », dit le texte dans une expression énergique[3]. Voilà une note assez imprévue : presque

1. *Odyssée*, X, 195; XI, 70; XIII, 3.
2. *Od.*, X, 195.
3. *Od.*, X, 196.

toutes les îles méditerranéennes sont en effet non seulement accidentées mais montagneuses[1].

4° Évidemment cela n'exclut pas tout mouvement de terrain, et le poète indique, dans Circé, « un vallon », « des parties hautes », « une guette rocheuse » et « un lieu bien en vue »[2].

5° Notre île est assez petite. D'un point découvert où il est monté, et d'où l'œil ne pouvait porter très loin, puisque ce point est, comme tout le reste, de faible altitude, Ulysse, nous le savons déjà, a vu l'île se découper partout sur les flots. Si elle s'était prolongée au loin dans une direction quelconque, les terres, même basses, auraient, au moins de ce côté, arrêté le regard.

6° Cependant ce n'est pas un îlot; car des habitants y vivent, et puisqu'elle est en haute mer, ils doivent vivre en grande partie de ses produits.

7° Concluons aussi de là qu'elle est favorable à la culture.

8° Elle est d'ailleurs très boisée. Elle possède en particulier des chênes en massifs épais[3]. De plus, elle produit de la vigne[4].

Voici pour les traits généraux de la terre de Circé; ils suffisent à exclure le site traditionnel, le cap Circeo, au Sud du Latium, lequel est constitué par un massif montagneux, atteignant près de 600 mètres, et très largement soudé, sur trois faces, au continent italien[5].

9° Passons maintenant aux traits spéciaux à telle ou telle partie du pays de la Magicienne.

Le port où débarque Ulysse se trouve en un point de l'île « où sont les levers du Soleil et la maison de l'Aurore[6] ». La première expression désigne clairement pour nous l'Est; la seconde le désigne non moins clairement dans la cosmographie chaldéo-

1. Tout à fait dans le même sens paraît être l'épithète εὐρυοδείη (*Od.*, X, 149) à laquelle on ne voit pas d'autre sens que « largement ouverte à la circulation, largement découverte ».

2. *Od.*, X, 148, 210, 211, 281.

3. *Od.*, X, 150.

4. *Od.*, X, 235.

5. M. Victor Bérard (ouvr. cité), tient, malgré tout, pour ce site.

6. *Od.*, XII, 3.

égyptienne[1]. Ajoutons que, aussitôt après avoir donné cette indication, Ulysse ensevelit sur la rive de ce même port un de ses compagnons, Elpénor[2], c'est-à-dire, dans les langues sémitiques, « celui qui est vers la lumière ». N'est-ce pas là une façon d'indiquer une fois de plus l'orientation du port, peut-être même de nous en donner le nom en lui fabriquant un héros éponyme?

10° Ce port est, au moins en partie, une marine à échouage, puisqu'on y peut tirer les nefs sur le sable[3].

11° Près de là, il y a une grotte s'ouvrant à quelques mètres au-dessus du flot. Car Ulysse ordonne d'y remiser, non pas la nef elle-même qui est simplement amenée à terre, mais au moins les « agrès et le bien de l'équipage[4] ».

12° Non loin de ce même port, se dresse la hauteur rocheuse sur laquelle est monté le héros à son arrivée et d'où il a découvert toute l'île[5].

13° Sur le chemin qui va de cette butte au port, on trouve un abreuvoir qui doit être un ruisseau, ou, à la rigueur, une source, un simple point d'eau[6].

14° Près de là Ulysse tue un cerf énorme. Il faudra expliquer ce cerf avec ses dimensions anormales, sur lesquelles insiste Homère[7], ce cerf subsistant, dans une île restreinte, à côté d'habitants évidemment munis d'armes.

15° Notons enfin que, au temps d'Ulysse, l'établissement principal, le palais de l'Enchanteresse, est situé vers le centre de l'île[8];

16° Et que du port on y arrive par une région basse, par un vallon[9].

1. Maspéro, *Hist. anc.*, I, p. 17 et 128 ; 543 et 596, et surtout *Recueil de Philologie*, XII, p. 78.
2. *Od.*, XII, 10, sq.
3. *Od.*, X, 403.
4. *Od.*, X, 404.
5. *Od.*, X, 146.
6. *Od.*, X, 159.
7. *Od.*, X, 158, 171, 180.
8. *Od.*, X, 196.
9. *Od.*, X, 275.

Nous voici donc en face de seize indications, qui ressortent toutes de la lettre du texte, et composent un ensemble de haute valeur, laissant peu de place à une fausse identification.

Plus loin nous en trouverons une dix-septième, plus particularisante à elle seule que tout ce que nous venons de dire.

B. — Mais ce n'est pas tout : l'île de Circé n'est pas isolée dans le monde homérique. Elle a partie liée avec le Pays des Morts.

Elle est en effet rattachée par une distance et une orientation au fleuve Océan qui est comme le vestibule de ce pays. Grâce à ce trait d'union, elle va constituer avec la Terre des Ombres un ensemble qu'il faudra identifier d'un bloc, sous peine de ne rien identifier du tout.

La Magicienne vient de déclarer au héros qu'il doit allerc hez Hadès pour consulter l'ombre du devin Tirésias : « O déesse, s'écrie Ulysse, jamais sur une nef personne n'est allé chez Hadès! Pour un pareil voyage, qui donc sera mon pilote? » — « Sur la route que tu auras à suivre, reprend Circé, pas n'est besoin de pilote : à la sortie du port dresse ton mât, tends ta blanche voile, et assieds-toi. Borée conduira ta nef au but [1]. » Borée étant le vent du nord-est, c'est dans le sud-ouest qu'il mènera Ulysse, ou dans une direction voisine; car l'orientation indiquée doit s'entendre avec une certaine latitude, Homère ne connaissant que quatre directions principales des vents [2].

Le héros obéit à la déesse. Il quitte le port Circéen à l'aurore [3]. Et le soir « à l'heure où les chemins s'emplissent de ténèbres », c'est-à-dire vers la nuit close, il arrive au fleuve Océan [4].

Que représente une journée de navigation ainsi comprise?

1. *Od.*, X, 501-507.

2. Cette orientation, aussi précise que peut la donner Homère, était particulièrement embarrassante pour M. Victor Bérard qui place son Pays des Morts non pas au sud-ouest de sa Circé, mais dans l'est-sud-est, à 90° de l'orientation homérique. Prudemment il a passé la difficulté sous silence (*Ouvr. cité*, II, 314). Mais il jouait de malheur; car il a cru, grâce à un contresens, retrouver cette malencontreuse orientation à partir du Pays des Morts (*Odyssée*, XII, 3, 4). Et alors il a bravement imprimé qu'on partait non de chez les Morts, mais de chez les Lestrygons (*Ouvr. cité*, II, 261). N'est-ce pas une façon par trop simpliste de sortir d'embarras?

3. *Od.*, XI, 541, sq.

4. *Od.*, XI, 11 et 12.

Environ dix-huit heures, pour deux raisons : d'abord les navigations homériques doivent se calculer en journées d'été, parce que l'on ne navigue pas pendant la mauvaise saison. Puis, dans le cas particulier qui nous occupe, un trait montre bien que nous sommes au cœur de l'été : un compagnon d'Ulysse a passé la nuit qui précède le départ sur le toit de la maison de Circé où il est allé chercher le sommeil à cause de la chaleur [1]. Dans le nord de la mer Tyrrhénienne où nous sommes, comme nous le verrons tout à l'heure, et dans une île, naturellement rafraîchie par la brise marine, on n'aime à dormir sur les toits que pendant les jours caniculaires. C'est donc bien une durée de dix-huit heures qu'il faut entendre ici.

Or, d'après l'ensemble des documents anciens, dix-huit heures de navigation représentent en vitesse moyenne 110 kilomètres environ, et en vitesse maxima, encore assez fréquente, aux alentours de 160 kilomètres [2].

C'est donc au plus à cent soixante kilomètres de Circé et dans une direction voisine du sud-ouest que nous devons découvrir l'Océan.

Mais là qu'aurons-nous à retrouver au juste? Qu'était-ce que l'Océan dans la pensée d'Homère? Et qu'est-ce que ce nom devait représenter pour les contemporains du poète? L'*Odyssée* parle plusieurs fois de ses courants profonds et violents, mais c'est tout. Par contre, si nous interrogeons la géographie d'alors, elle nous montre à l'occident de la Méditerranée, à un endroit où les terres du sud et du nord paraissent se rejoindre pour enclore définitivement cette mer, elle nous montre, dis-je, un détroit resserré et balayé par des courants violents, qui emportent, à de certaines heures, les nefs vers l'au delà sans bornes. Dans les idées géographiques et religieuses d'alors, ces courants appartiennent au gigantesque fleuve l'Océan qui entoure le monde entier de ses eaux tumultueuses, et qui, à l'endroit où

1. *Od.*, X, 549 sq.

2. La vitesse moyenne ordinaire des navigations antiques est de 150 kilomètres par vingt-quatre heures. Cependant, pour certains itinéraires, Scylax indique 220, Strabon 216, Hérodote 230 kilomètres (Scylax dans *Géogr. Min.* Didot, p. 90, Strabon, p. 612; Hérodote, IV, 86).

le soleil se couche dans ses ondes, baigne les régions habitées par ceux qui sont allés dans les ombres du Couchant éternel. Au delà du détroit, les terres occidentales qui s'écartent vers le sud et vers le nord sont donc considérées comme le Pays des Morts, et le détroit aux grands courants est lui-même l'accès à ce pays.

Notre nef odysséenne, dont les courses précédentes se placent dans la mer de Tyrrhénie, reste bien loin du détroit de Gibraltar; elle n'atteint donc pas l'Océan que nous venons de dire. Mais sans doute, ce sont des conditions analogues de lieu qu'elle trouve, et que nous devons retrouver après elle, aux frontières de cette mer Tyrrhénienne : des conditions analogues de lieu ayant suggéré des analogies de croyances.

C. — Poursuivons. Qu'est-ce qu'Homère indique au delà de l'Océan?

Trois choses :

Le peuple et la ville des Cimmériens; le havre de Perséphoneia, et le site proprement dit de l'Enfer ou plutôt de l'Évocation des Mânes.

Tout cela doit d'ailleurs se rencontrer à une distance faible du point où le héros pénètre dans l'Océan; car sans doute, ici comme là-bas, l'Océan est le vestibule et le commencement des funèbres régions, et en fait le récit paraît bien sous-entendre que la navigation océanique est très courte.

1° Parlons d'abord des Cimmériens.

« Ce sont, dit le texte, des hommes enveloppés de ténèbres et de brumes : jamais le soleil ne les éclaire de ses brillants rayons, ni quand il monte dans le ciel étoilé, ni quand du ciel il redescend vers la terre; sur ces mortels tremblant d'effroi s'étend une nuit funeste[1]. »

Qu'y a-t-il sous ces phrases mystérieuses?

Deux choses, semble-t-il :

Un nom des indigènes qui, dans leur idiome évidemment italiote, a un sens analogue à celui de « Cimmériens », vocable

1. *Od.*, XI, 14 sq.

sémitique signifiant *obscur, ténébreux*. Cimmérien en serait une traduction due aux premiers navigateurs de la Méditerranée, aux Phéniciens.

Peut-être aussi le milieu de notre texte doit-il faire songer pour la ville à un site remarquablement orienté au nord. C'est, en effet, le matin ou le soir que le soleil a le plus de chances de visiter un tel site. Si le poète avait voulu indiquer une opacité spéciale de l'atmosphère, il aurait parlé du soleil à l'heure où ses rayons sont moins obliques et plus pénétrants, à l'heure de midi.

On pourrait cependant faire une autre hypothèse assez différente, et songer à une population exploitant des mines en galeries, et se livrant ainsi, dans une obscurité sans fin, à un labeur rude et rempli de dangers : tout le passage s'expliquerait également bien.

Ajoutons que la ville des Cimmériens ou au moins leur territoire est maritime, car Ulysse y aborde[1]; et c'est en longeant le cours de l'Océan qu'il arrive au havre de Perséphoneia[2]. De l'un à l'autre, la distance est assez faible, car le héros fait le chemin, et même celui de Perséphoneia au lieu de l'Évocation, avec des compagnons peu marcheurs : il pousse devant lui des brebis destinées au sacrifice[3].

2° Le havre de Perséphoneia doit répondre à quatre indications. Il y faut évidemment une disposition de la côte présentant un port. Du large un rivage « petit », c'est-à-dire bas et étroit, le signale au navigateur[4]. Non loin de la rive, s'élève un bois dédié à Perséphoneia[5]; c'est donc un lieu de culte infernal. Notons encore que ce bois se compose de hauts peupliers et de saules stériles[6].

3° Au delà commence le site infernal proprement dit, le lieu de l'Évocation des Morts. Nous en connaissons trois particularités topographiques. On y rencontre d'abord l'Achéron; puis une

1. *Od.*, XI, 20.
2. *Od.*, XI, 21 et 22.
3. *Od.*, XI, 20.
4. *Od.*, X, 509. On a également traduit « un rivage pouvant être creusé » (en port). Mais c'est un contresens dans les marines primitives.
5. *Od.*, X, 509.
6. *Od.*, X, 510.

roche isolée, ou une montagne rocheuse ; et enfin deux rivières et leur confluent[1].

Le poète ne dit rien de l'Achéron. Mais l'antiquité a présenté ici et là, dans les pays grecs et latins, des sites infernaux et des pèlerinages à Pluton, dans le voisinage desquels elle plaçait un Achéron : c'était toujours ou une rivière pestilentielle ou des marécages. Il semble qu'ici il faille préférer un marécage ou un lac fangeux; car deux rivières s'y jettent aussitôt après avoir mêlé leurs eaux.

De ces deux rivières ou ruisselets (le terme grec laisse cette latitude) l'un s'appelle le Pyriphlégéton, c'est-à-dire « le brûlant » ; l'autre le Cocyte, c'est-à-dire « le pleurant[2] ». Le premier pourrait être caractérisé par une source chaude ; le second semble devoir être un ruisseau gémissant, un filet d'eau courant sur une pente raide et caillouteuse, par conséquent un torrent à faible débit; un grand torrent eût été le « tonnant » ou le « tempêtueux ».

Avant le confluent de ces deux rivières, le héros rencontrera des rochers[3]; l'expression imprécise que je traduis ainsi désigne aussi bien tout un massif escarpé qu'une roche isolée[4]. Entre ces rochers quels qu'ils soient et la rivière principale[5], mais à quelque distance des premiers et de la seconde — car l'on est au milieu d'une prairie d'ailleurs couverte d'asphodèles[6] — se place le lieu même de l'Évocation[7], que le texte appelle expressément la maison de Hadès[8].

1. *Od.*, X, 513 et 515. Le Styx, également nommé ici, appartient pour Homère à l'Enfer souterrain.

2. *Od.*, V, 513, 514.

3. *Od.*, X, 515.

4. Chez les Laistrygons, elle désigne une enceinte rocheuse assez vaste encerclant tout un port (Cf. *Od.*, X, 85).

5. *Od.*, X, 528, 529.

6. *Od.*, XI, 539.

7. Cette évocation fait défiler devant Ulysse d'abord une foule de morts les uns après les autres; puis devenue plus intense, des scènes entières avec leur décor infernal. Évidemment des interpolations étaient ici faciles, et il a dû s'en produire; cependant la science sociale porte à regarder comme authentique le défilé des femmes illustres se rapportant à Thèbes phénicienne où les influences matriarcales sont très vraisemblables (Voir Ph. Champault, *Phéniciens et Grecs en Italie d'après l'* « *Odyssée* », p. 328). Or, ce passage est un des plus contestés.

8. *Od.*, X, 512; XI, 69, 150, 164,

Voici donc dégagée de la lettre du texte, pour l'Océan et le Pays des Morts, une série d'indications topographiques, moins précises à la vérité que celles relatives à Circé, mais dont l'ensemble est néanmoins assez particularisant, surtout si l'on se rappelle, comme nous l'avons fait observer, que le tout doit se grouper dans un espace restreint.

Ici encore un simple coup d'œil sur les lieux, ou même sur une carte, suffit à convaincre que l'identification classique avec les Champs Phlégréens n'est pas soutenable.

Aux Champs Phlégréens, il n'y a ni confluent, ni deux rivières, ni une rivière, ni roche remarquable, ni rien qui puisse être l'Océan avec ses courants profonds, en un mot rien d'homérique[1]. Ce qu'il y a là, c'est tout autre chose : c'est un culte local de Hadès ou de Pluton à l'usage des premiers habitants de Naples, que Virgile s'est chargé d'immortaliser.

II. — LES SITES DE CIRCÉ ET DES MORTS DANS LES RÉALITÉS GÉOGRAPHIQUES.

Si maintenant, dans la géographie méditerranéenne, nous retrouvons des sites réunissant tous les détails que nous venons de relever pour l'île de la Magicienne, pour le fleuve Océan et pour le Pays des Morts, et si nous les retrouvons dans les conditions assez étroites de voisinage et d'orientation que nous venons de dire, le doute ne sera vraiment plus possible, et le problème que nous poursuivons sera résolu.

Mais, réflexion faite, ce n'est pas toute la Méditerranée qui s'ouvre à nos recherches, avec liberté entière de nous y arrêter au mieux ici ou là.

Le champ de nos investigations est considérablement rétréci par la nécessité où nous sommes de partir, avec Ulysse, du pays où il s'est arrêté immédiatement avant l'île de Circé, et d'aboutir sans nous en éloigner considérablement. Si nous sommes dans le vrai, cette nécessité va faciliter notre tâche et l'abréger :

1. N'empêche que, sans broncher, M. Victor Bérard accepte et défend cette identification. Pour faciliter sa tâche, il déclare d'ailleurs interpolés les vers qui le gênent le plus. Nous dirons plus loin ce qu'il faut penser de ce procédé commode.

par contre, elle aura vite fait de couper court à nos recherches si nous poursuivons une chimère.

En définitive, il devient presque impossible d'identifier à faux tout cet ensemble de détails et de conditions topographiques. Nous voilà presque dans la situation d'un astronome qui aurait à retrouver, non pas dans tout le ciel. mais dans une région céleste déterminée, une constellation décrite en termes clairs. quoique incomplets et peu scientifiques.

Or la station odysséenne qui précède Circé est le pays des Laistrygons. Ce pays s'identifie fort bien avec l'anse de Porto Pozzo sur la côte nord-est de l'île de Sardaigne, en face la Maddalena, le grand port militaire italien dans les eaux sardes[1]. De plus, quand il est arrivé là, Ulysse venait du sud et s'élevait dans le nord. Il est probable que, lorsqu'il en part pour aboutir à Circé, sa course se continue dans le même sens, c'est-à-dire vers le nord.

A. — C'est l'île de la Magicienne que nous cherchons d'abord ; commençons donc par la chercher dans cette direction.

Voici précisément au nord-nord-est de Porto Pozzo, à moins de deux journées de navigation, une terre qui répond fort bien à la description de Circé. C'est une île de l'archipel Toscan située au-dessous d'Elbe, une île aujourd'hui peu connue : Pianosa.

Elle se détache nettement de toutes les terres voisines ; Elbe est à 14 kilomètres dans le nord, la Corse à 47 dans l'ouest, la côte d'Italie vers l'Ombrone à 70 dans l'est. Ce n'est pas une île isolée, mais on peut fort bien dire d'elle que la mer l'entoure largement de toutes parts.

Comme son nom l'indique, elle est plate et basse. La *Pianosa* de nos jours était déjà *Planaria* dans l'antiquité. « De niveau avec la mer, elle échappe pour cette raison aux navigateurs, » disait Pline l'Ancien. Tandis que Elbe, Montecristo. la Corse, et dans l'horizon la côte italienne dressent leurs montagnes en énormes pyramides ou en dômes prodigieux, Pianosa se rase au niveau des flots. Sur le pont du paquebot, pourtant bien

1. Voir mes *Phéniciens et Grecs en Italie*, p. 526.

modeste, de la compagnie Rubattino, il semble que l'on soit au niveau de ses falaises. Et je n'oublierai jamais l'impression de radeau flottant qu'elle me fit un soir de novembre au soleil couchant, lorsque, du haut des collines de Marina di Campo dans Elbe, je la vis à travers une brume d'or se dessiner, sans plus de relief qu'une carte d'atlas, sur la nappe azurée des flots.

A côté de ses voisines qui atteignent toutes plusieurs centaines de mètres, elle se tient entre des altitudes de 8 à 24 mètres. Ses deux points culminants en ont seuls 29.

Elle est de dimensions restreintes : 6 kilomètres sur 4 ; sa superficie n'est que de 10 kilomètres carrés.

Cependant elle suffit à nourrir une population. Son sol est entièrement cultivable et vraiment fertile. Actuellement elle fournit les principaux moyens de subsistance à 8 ou 900 habitants.

Elle est défrichée depuis quelques années seulement ; mais naguères, elle était, dans sa majeure partie, le domaine incontesté du maquis. Ses habitants d'alors, étant surtout pêcheurs et peu nombreux, se contentaient de quelques jardins maraîchers.

Deux lieux dits, inscrits sur la carte de l'état-major italien, rappellent des bois de chênes: c'est le *poggio alla Quercia* et le *campo ai Lecci*. De tout temps ses vignes ont produit d'excellent vin.

Quelque plate que soit notre île, elle présente des mouvements de terrain très appréciables, et suffisant aux exigences d'ailleurs modestes de nos textes. Nous venons de parler du poggio alla Quercia ; « poggio » veut dire colline ; le « campo » ai Lecci est par contraste une plaine. Au surplus, la carte indique d'autres lieux dits se rapportant à des reliefs du sol ; et les courbes de niveau, sans l'encombrer, y jouent leur rôle.

Le point central qui a porté jadis le palais de Circé pourrait fort bien être celui qu'occupent aujourd'hui les bâtiments du *podere* del Cardon, le principal établissement de Pianosa après le port, et le centre des défrichements essayés à différentes époques. Comme le palais de l'Enchanteresse, ce *podere* est relié au port par un vallon ; c'est ici une dépression encadrée à droite et à gauche par des pentes douces la dominant d'une dizaine de mètres.

De l'un des points culminants de 29 mètres dont nous avons parlé, de celui qui porte aujourd'hui un belvédère, on embrasse du regard Pianosa tout entière, et on la voit de tous côtés encerclée par l'azur des flots.

C'est sur la côte orientale que se place le seul port que possède actuellement l'île. Deux criques assez abritées le composent. Immédiatement à côté vers le nord, une plage en demi-cercle, la *cala* San Giovanni, constitue une belle marine à échouage. Partout ailleurs les rivages sont escarpés, coupés à pic, et formés par des lignes trop droites pour être hospitaliers. A la simple inspection de la carte, on se rend compte que Pianosa ne peut avoir d'autre port que le port actuel et la baie contiguë. Et, en fait, l'histoire ne lui en a jamais connu d'autre. Placé sur la côte orientale et en plein est de la masse de l'île, cet ensemble est à la lettre tourné vers l'aurore et le lever du soleil. Les marins antiques préférant les plages à échouage, c'est la cala San Giovanni qui a dû être le port homérique.

Tout près de la plage de sable et dans le nord, un peu dans les terres, la butte rocheuse du Belvédère répond bien à la grotte sur laquelle monte le héros pour découvrir le pays.

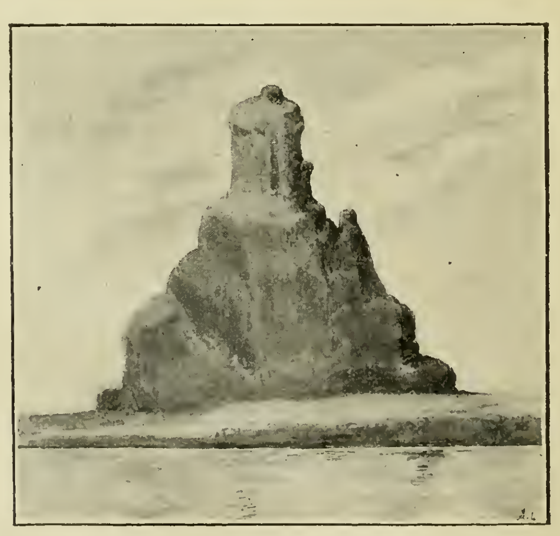
Sur le chemin du Belvédère, près des ruines romaines du palais d'Agrippa, une des rares aiguades de Pianosa (il n'y en a que trois dans toute l'île) a pu être l'abreuvoir du Cerf.

Quant à ce dernier animal, de dimensions prodigieuses au dire d'Homère, il se retrouve à Pianosa avec les susdites dimensions, mais d'une façon imprévue au premier abord, à l'état de débris fossiles. Pianosa possède des brèches osseuses en assez grand nombre; elles sont à fleur de terre, d'un accès facile, très riches en ossements, et ont dû, de tout temps, attirer l'attention des habitants. Or, ces brèches renferment des bois de cerf très reconnaissables, mêlés à des restes de grands mammifères, ours, bœuf et cheval. Évidemment assez forts en ostéologie pour reconnaître des ramures de cerf, mais incapables d'aller au delà, les premiers habitants de Circé ont attribué au cerf les débris d'animaux beaucoup plus grands avec lesquels ils ont trouvé les ramures enfouies et mélangées.

Les grottes sont nombreuses à Pianosa. L'une d'elles, située à quelque distance au nord de l'anse sableuse, est connue sous le nom de Grottone (la grande caverne). Une autre s'ouvre sur le flanc sud du port actuel à une certaine hauteur au-dessus du flot; l'une et l'autre peuvent fort bien avoir abrité les agrès de la nef et le bien de l'équipage.

Mais ce n'est pas tout.

En relevant tout à l'heure les indications topographiques qui seraient à identifier, j'ai, de propos délibéré, laissé de côté un passage qui paraissait sans valeur pour nos recherches. Le voici : « J'envoie, dit le héros, des compagnons à la maison de Circé pour en rapporter le cadavre d'Elpénor, qui n'est plus! Nous coupons du bois; et sur le rivage, non loin du port, en un endroit où le sol se relève, nous l'ensevelissons en versant d'abondantes larmes. Après avoir brûlé son corps et ses armes, nous entassons un tumulus, et nous le surmontons d'une stèle (colonne trapue et cylindrique); puis au sommet du tumulus (pas de la stèle), nous dressons sa rame bien faite [1]. »



La tombe d'Elpénor, d'après une photographie. (Gravure extraite du *Cosmos*.)

1. *Od.*, XII, 9 sq. J'ai ajouté dans ma traduction « non loin du port ». Mais cette addition est justifiée par les vers qui précèdent.

Eh bien! ce texte, qui paraît étranger à la topographie, n'est pas autre chose que la description de la principale curiosité naturelle de Pianosa!

En arrivant en face du port, j'eus la stupéfaction et le vif plaisir de découvrir de mes yeux, à ma gauche, et tout à fait sur la rive, la tombe d'Elpénor. C'est une masse rocheuse, dont l'aspect est vraiment celui d'un monument funèbre antique de dimensions gigantesques. Sur une plate-forme légèrement relevée, la roche dessine une butte renflée en forme de tumulus suffisamment régulier. Une tour rocheuse surmonte ce tumulus, un peu forte à la vérité pour une stèle. Sur le côté qui regarde le port, au pied de la tour, et à la hauteur où, dans les monuments de l'époque classique se placeront les trophées, la roche détache un piédestal où Homère peut supposer que, deux siècles avant lui, Ulysse a planté la rame bien faite. De l'endroit où stationnent les paquebots en avant du port, il faut y regarder à deux fois pour se rendre compte que l'on n'est pas en face d'un monument élevé, au moins en partie, de main d'homme. Évidemment c'est l'aspect de cette roche, vue du large, qui a suggéré au vieil aède l'épisode des funérailles d'Elpénor.

Remarquons d'ailleurs que l'ensemble, quoique gigantesque, n'excède pas des dimensions maintes fois réalisées; il a environ 20 mètres de haut sur 25 mètres de diamètre à la base. Le tumulus seul ne s'élève pas à 15 mètres. Homère n'a pas fait ici la faute de goût que se permettra Virgile en imitant ce passage. La tombe que le poète latin fait dresser à Misène par le pieux Énée est une montagne de 92 mètres de hauteur sur un demi-kilomètre de long.

Pianosa répond donc, trait pour trait, au texte homérique; elle présente non seulement les caractères généraux de l'île de Circé, mais encore tous ses détails, et surtout l'un d'eux, le plus original et le plus particularisant que l'on puisse imaginer [1].

1. Cette description de Pianosa est faite partie avec mes souvenirs personnels, partie avec la carte de l'état-major italien au 1/20000e, partie avec les travaux de MM. Zuccagni, Gastaldi et Chierici et partie avec les renseignements dus à l'obligeance de M. le directeur du pénitencier.

Tout cela cependant serait insuffisant, nous l'avons déjà dit, si, à la distance et dans l'orientation voulues, nous ne retrouvions l'Océan et un peu au delà le Pays des Morts.

Quittons donc Pianosa sans tarder. Elle est d'ailleurs aussi peu hospitalière que possible aux honnêtes gens. Pour les autres, elle l'est trop à leur gré. Depuis quelques années, on l'a transformée en bagne. Et maintenant, comme Circé sa devancière, elle garde, pour une captivité dégradante et souvent perpétuelle, ceux que le Destin jette sur ses rives. Ceux-là aussi, comme les prisonniers de la Magicienne, ont cessé d'être des hommes!

B. — Contournant la tombe d'Elpénor, nous cinglons vers le sud-ouest. Mais voici que sur notre droite se dresse, comme un rempart infranchissable, la muraille corse, prolongée, à perte de vue, par la muraille sarde. Cependant tout à coup, dans l'interminable obstacle, une percée se fait : entre les Lavezzi et les Razzoli, voici vers l'ouest des flots jusqu'à l'horizon. Les courants d'un détroit resserré, des bouches de Bonifacio, enlèvent la barque (par certains vents, ils seraient, au contraire, assez forts pour lui barrer la route) [1]. A mesure qu'elle avance, l'horizon s'élargit, tandis que la moindre déviation à droite et à gauche suffit à fermer la passe en arrière. Déjà les côtes occidentales de Corse et de Sardaigne s'écartent les unes vers le nord, les autres vers le sud, et bientôt elles abandonnent l'audacieux esquif, s'il pousse droit devant lui. C'est une mer nouvelle, c'est l'inconnu sans bornes!

Le site est tout à fait celui des Colonnes d'Hercule avec des dimensions moindres. Ici comme là-bas, après le courant d'un détroit resserré, en face d'une mer infinie dans l'ouest, le navigateur antique a dû se croire arrivé au bout du monde, au fleuve Océan qui précède et baigne le Pays des Morts, et aux dernières terres occidentales qui constituent le funèbre séjour.

Au delà des Bouches de Bonifacio, le fleuve Océan et les Morts ont donc pu fréquenter, au moins un temps, les côtes sardes, et cela d'autant mieux que la Sardaigne était dès lors

1. D'après les *Instructions nautiques*, n° 563, *Sicile et Sardaigne*, p. 228.

couverte de milliers de nuraghes, édifices bizarres que les indigènes, comme nous le verrons plus loin, appellent encore des maisons de Pluton ou des Morts, *domos de Orcu*. Sans doute les Phéniciens de Mauritanie et d'Ibérie apprirent bientôt à leurs frères de la mer Tyrrhénienne que l'océan était beaucoup plus loin dans l'ouest; mais la croyance primitive avait suffi à créer là une tradition qu'Homère devait mettre en œuvre.

L'Océan tyrrhénien a donc baigné là les dernières terres connues des navigateurs tyrrhéniens; comme l'Océan grec a baigné en Épire les dernières terres grecques[1], comme l'Océan méditerranéen a baigné les dernières terres méditerranéennes[2].

Les Bouches sont d'ailleurs à 150 kilomètres de Pianosa, et dans le sud-sud-ouest par rapport à cette dernière. Elles se trouvent donc tout à fait dans les conditions de distance et d'orientation requise par le texte. La vitesse de la barque odysséenne est ici celle des navigations rapides : il n'y a pas à s'en étonner, les conditions du voyage étant à peu près surnaturelles.

C. — Et maintenant, nous aussi, franchissons le détroit. Nous dépassons à notre gauche, sur la côte sarde, le cap della Testa, qui, dans l'antiquité, portait le nom d'Érébantion, c'est-à-dire, cap de l'Erèbe. N'était-ce pas l'annonce du pays où le Couchant ne finit plus?

A 40 kilomètres plus loin, toujours sur la côte sarde, voici bien, ce me semble, la station de Perséphoneia.

Depuis l'embouchure du *riu* d'Eneas, c'est-à-dire depuis 6 à 7 kilomètres, le rivage n'est plus constitué que par un cordon littoral assez bas, qui maintenant va s'abaissant encore, et disparaît bientôt en pointe amincie au milieu des flots. Il laisse alors place à l'estuaire du Coghinas, un fleuve modeste, quoique le second des fleuves sardes, qui se jette à la mer sous un angle très aigu. Doublons la pointe de sable qui appartient au fleuve autant qu'à la mer, et abordons sur la rive opposée. En face de nous, s'étend une vaste prairie couverte, par places, de la

1. *Od.*, XXIV, 11.
2. *Od.*, IV, 563, 567, 568.

végétation arborescente des maremmes : des bouquets de peupliers et de saules en constituent les plus beaux spécimens. Et puis l'estuaire que nous laissons derrière nous a de tout temps constitué un havre commode aux petits vaisseaux, et d'ailleurs unique sur cette côte. C'est bien là tout ce que demande le texte pour la topographie de Perséphoneia. Remarquons en outre le nom du lieu où nous voilà débarqués : c'est San Pietro. Ce lieu est donc sous le patronage d'un saint qui détient les clefs du Paradis, et a tout l'air d'avoir bâti sa chapelle sur les ruines du temple de la déesse infernale, pour christianiser une dévotion païenne. On sait qu'aux premiers siècles de l'ère chrétienne, ces superpositions étaient chose courante; en particulier dans le monde maritime où nous sommes, saint Nicolas, patron des mariniers, a pris pour lui presque tous les temples à Neptune. D'ailleurs nous voici bien sur l'emplacement d'un lieu antique d'échanges, d'un débarcadère antique; c'est en effet sur la colline prochaine que se dressait, à l'aurore du moyen âge, le marché maritime d'Ampurias, l'Emporium de l'époque romaine. Les archéologues discutent encore sur son emplacement, mais bien à tort; car un lieu-dit qu'ils ont négligé en garde le souvenir d'une façon claire : d'après la carte de l'état-major italien, notre colline s'appelle Imperio, comme aussi la région qui l'entoure; évidemment elle suspendait jadis Emporium au-dessus des miasmes paludéens.

En arrière de San Pietro, s'étend une vaste plaine triangulaire de 20 à 25 kilomètres carrés, qui représente évidemment un ancien golfe comblé par les apports du Coghinas. Dans sa partie sud-ouest, la moins vaste et la plus rapprochée de San Pietro, la plaine relativement asséchée offre de grands pâturages semés d'asphodèles à profusion. L'asphodèle est d'ailleurs, avec le *chamærops excelsa,* la plante caractéristique du maquis paturable en Sardaigne. Dans sa majeure partie, au nord, c'est un ensemble de marécages à travers lesquels serpente le fleuve divisé en canaux vaseux, et allangui en de paresseux méandres. Cette région est une des plus malsaines de l'île, et l'était assurément davantage il y a deux ou trois mille

ans, alors que le colmatage moins avancé laissait plus de place au marais. Le tout est encadré par un vaste amphithéâtre de collines aux pentes raides qui, sur certains points, deviennent des montagnes. Sur la lisière nord-est des marais, le Coghinas reçoit son dernier tributaire, le *riu* Balbara. Au-dessus du confluent, une série de croupes escarpées et rocheuses développe une vaste muraille, portant à 600 mètres un point culminant, la *punta* Bianca. Vigoureusement détachée et haute encore de 250 mètres, une de ces croupes s'avance dans la direction du Coghinas vers la frontière commune au marais et aux pâturages. C'est le mont Nuraghe. En venant de Perséphoneia-San Pietro, nous rencontrons le front rocheux avant d'arriver au confluent qui est plus au nord.

Cet ensemble, on l'a sans doute remarqué, s'adapte d'une façon très satisfaisante à la description homérique. Voilà bien les eaux pestilentielles, à la fois rivière fangeuse et marécage délétère, qu'a toujours évoquées le nom d'Achéron. Voilà bien les deux rivières qui se réunissent avant de se perdre dans les méandres et les lagunes du marécage. Voilà bien les masses rocheuses qui dominent le confluent, et parmi elles une croupe en forte saillie et bien en vue s'avançant vers le fleuve principal, et tout indiquée pour marquer la maison de Hadès, cette maison que le texte nomme expressément. Voilà bien entre la Roche infernale et le fleuve, la prairie d'asphodèles, théâtre de l'Évocation, s'élevant en pente douce du fleuve à la montagne à travers le maquis. Et cette Roche est bien avant le confluent...

D'ailleurs les noms modernes semblent répondre encore aux appellations homériques. Le Coghinas (du sarde *coghere*, cuire) est à la lettre un fleuve brûlant : à l'époque romaine, c'était le Thermos; au surplus, il doit son nom à une source très chaude (74 degrés), abondante et célèbre. Étymologiquement Balbara paraît désigner un ruisseau *bégayeur* ou *balbutiant*[1]; au point de vue du bruit origine de ce nom, il n'y a pas loin de là au ruisseau *pleureur* qu'est le Cocyte. En tout cas, le

1. Je serais plus affirmatif si le sommet dont il descend n'était dédié à Santa Barbara.

Balbara est un torrent modeste au lit rocheux et caillouteux, auquel, dans la note funèbre, convient l'appellation homérique. Puis il est piquant de trouver dans la punta Bianca, une montagne blanche, reproduisant le nom de la *Petra Leucas* de l'Enfer épirote[1].

Enfin le mont Nuraghe, cet éperon qui domine la prairie d'asphodèles, a bien, dans son nom, gardé le souvenir d'une maison de Hadès ou des Morts. Quelle qu'ait été leur destination réelle, forteresses ou tombeaux, les nuraghes, ces monuments étranges dont la Sardaigne est couverte[2], sont encore de nos jours, pour le peuple sarde, des *domos de Orcu;* c'est là une appellation courante et fort ancienne. Or, le mot *Orcus* désigne deux choses, le dieu de la mort des mythologies italiotes, celui-là même qu'un Grec appellerait Hadès, et aussi une race de géants massacreurs et anthropophages, premiers habitants légendaires de l'île. Aujourd'hui sous l'influence du Christianisme, le premier sens est à peu près oublié; mais, dans l'antiquité, il devait se présenter d'abord à l'esprit. Le mont Nuraghe, c'est donc, à la lettre, ou bien le mont de la maison de Hadès, ou bien le mont de la maison des Morts les plus anciens et les plus redoutables. L'un et l'autre sens nous donnent satisfaction.

Il ne nous reste plus à retrouver ici que les Cimmériens.

A l'ouest du Coghinas s'étend la région occupée de toute antiquité par les Sassari, qui eux-mêmes prononcent leur nom *Tátari*. Et pour ce nom l'historien Vico a déjà proposé la forme primitive *Tartari*, avec le sens d'Infernaux, d'habitants du pays des Morts. L'appellation *Cimmériens* peut donc fort bien être Tátari, traduit dans leur langue par des Phéniciens. Remarquons-le d'ailleurs, que Vico ait eu tort ou raison de proposer cette étymologie de Sassari, la chose importe assez peu. Le nom de Sassari a évoqué pour lui l'idée d'habitants du Tartare ; cela suffit à montrer qu'il a pu en être de même pour des marins assurément moins lettrés que lui[3].

1. *Odyssée,* XXIV, 11.
2. On en compte aujourd'hui encore plus de trois mille.
3. Évidemment Vico ne soupçonnait rien de notre thèse, mais il rapprochait ce

D'autre part, l'étymologie grecque de Tartaros, nom de l'Enfer, paraît donnée par la répétition du radical ταρ qui éveille l'idée de terreur et d'effroi. Tartaros, c'est donc étymologiquement le *très effrayant*. Ainsi s'explique à son tour l'épithète « tremblants de peur » appliquée par Homère aux indigènes.

Enfin le site urbain et maritime le plus voisin est celui de Castel Sardo, à l'ouest du Coghinas. Bien qu'il ne soit pas vraiment privé de soleil, ce site est d'une façon très remarquable orienté au nord. C'est une pente raide descendant à la mer en tournant résolument le dos au midi ; on dirait un plateau d'abord horizontal ayant basculé d'une seule pièce vers le nord pour plonger sa rive dans les flots. De Castel Sardo au mont Nuraghe en passant par San Pietro, il y a 20 kilomètres en tout, distance ne dépassant certes pas les indications du texte [1].

Ajoutons que, si l'on préférait voir dans les Cimmériens des mineurs travaillant en galeries souterraines, on trouverait à tout le moins dans notre passage une désignation très satisfaisante de la Sardaigne qui fut, pour les premiers navigateurs méditerranéens, un pays de mines importantes.

En résumé, il résulte de tout cet ensemble que la toponymie et la topographie s'accordent à faire retrouver tout le pays homérique des Morts sur la côte nord-ouest de Sardaigne, aux alentours de l'embouchure du Coghinas.

Le Pays des Morts est donc bien là.

Comme le fleuve Océan est bien aux Bouches de Bonifacio.

Comme la terre de Circé est bien à Pianosa.

Malgré sa complexité, le problème que nous nous étions posé est donc résolu, non seulement dans ses grandes lignes, mais dans ses détails. Et la solution en apparaît simple, claire, et bien de nature à emporter la conviction.

nom de celui des habitants de Tartessos en Espagne, et supposait aux uns et aux autres une origine commune.

1. Cette description des alentours du Cophinas est faite avec la carte de l'état-major italien au cinquante millième, les ouvrages de la Marmora et du chanoine Spano, un guide italien du voyageur en Sardaigne, et divers renseignements obtenus par correspondance.

III. — LA SCIENCE SOCIALE MOYEN DE CRITIQUE INTERNE.

Tous les sites du *Nostos* peuvent se reconstituer et s'identifier ainsi, avec plus ou moins de certitude, suivant qu'Homère a laissé sur eux plus ou moins de détails.

Pourquoi donc la Critique moderne n'est-elle jamais arrivée à ces identifications? Pourquoi, en outre, a-t-elle complètement négligé ici les côtés sociologiques et historiques? Pourquoi, d'une façon générale, renonce-t-elle à tirer du *Nostos* des indications vraiment documentaires?

Et pourquoi nous, au contraire, admettons-nous cette valeur documentaire au point de vue géographique et à d'autres? C'est ce que nous allons montrer brièvement.

Au scepticisme de la Critique moderne, il y a ici une raison fondamentale : elle a perdu toute foi au texte.

Et l'on peut dire que c'est par la géographie que la déroute a commencé.

Jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, les amis d'Homère avaient, au point de vue de sa géographie, vécu sur des identifications traditionnelles, auxquelles, heureusement pour leur repos, ils ne regardaient pas de trop près. Lorsqu'on commença à les examiner, on eut vite fait de se rendre compte qu'elles ne tenaient pas debout.

Et alors on se mit à entreprendre le texte par tous les côtés, et depuis on lui a fait subir une triple torture.

Il a fallu d'abord en retrancher tout ce qui n'était pas d'époque homérique. Intention évidemment louable, mais besogne fort délicate et conduite, par-dessus le marché, avec beaucoup de légèreté. Parfois on s'est basé sur un détail archéologique jugé d'un âge postérieur, ou sur une institution attribuée à d'autres milieux ; si l'on avait été très sûr de son archéologie, et surtout si l'on avait eu la science sociale à son service, il n'y aurait rien eu à dire. Mais on n'en est pas resté là ; et alors, au gré de l'in-

géniosité de chacun, le texte a manifesté ici des « faiblesses indignes du génie », là des « rédactions d'allure non homérique », ailleurs des « longueurs alourdissant le récit », plus loin des « obscurités impossibles à éclaircir » ; on est alors en pleine fantaisie ; Dieu sait ce que tout cela donne, quoique les augures se regardent sans rire ! Plus d'une fois du moins, la galerie y a trouvé le spectacle savoureux d'un pontife proposant sur un sujet homérique quelconque une théorie fort savante, et se mettant ensuite à supprimer, pour cause d'indignité flagrante, des vers qui n'ont, en réalité, que le tort de le gêner.

Indépendamment de ces émondages qui ont la prétention de retrancher simplement ce qui n'est pas homérique, on a, depuis Wolf, dépecé l'ensemble des poèmes et classé les morceaux ainsi obtenus d'après deux théories qui ont été successivement en faveur.

Dans l'une, on a cru qu'une épopée nationale a toujours et partout commencé par des chansons populaires, qui se sont, peu à peu, coordonnées, agglutinées, puis transformées, on n'a jamais su comment, en une œuvre une et géniale. Dans ce système, le poème est fils de l'enthousiasme de toute une race. Une des conséquences en ce qui concerne l'*Odyssée* et l'*Iliade*, c'est que ce n'est plus un seul homme, c'est plus ou moins tout le monde qui se trouve avoir du génie !

Un peu moins audacieuse, la seconde théorie voit dans l'*Odyssée*, à fortiori dans l'*Iliade*, l'œuvre de plusieurs poètes, et attribue à chacun d'eux des parties plus ou moins considérables du poème. Ici on croit expliquer le poète de génie par plusieurs poètes de génie.

Bien entendu ces belles théories étaient surtout allemandes.

De nos jours, on a remplacé tout cela par un mélange de tout cela, très atténué, très affadi, très habilement dosé. Les deux opinions que nous venons de dire, et plusieurs autres, sont en cours, sans qu'aucune soit en faveur. On est moins extravagant sans être beaucoup plus raisonnable.

Et cela est en partie français.

Évidemment la conclusion finale à l'égard du texte est un

élégant et aimable scepticisme. On l'admire dans sa forme; mais, sauf pour les détails archéologiques auxquels on croit encore, on ne se préoccupe même plus des réalités qu'il peut renfermer : « Les Grecs, m'écrivait un des maîtres, ont toujours été merveilleux dans l'art d'inventer des choses fausses qui ressemblaient à des choses vraies. Et, pour ma part, je lis leurs vieux poèmes épiques avec une admiration profonde, mais sans la moindre foi en leur véracité. »

Ce scepticisme, qui ne laisse plus rien à faire, n'est d'ailleurs qu'un cas particulier des maladies mentales dues à l'érudition telle qu'on la pratique aujourd'hui.

Pour échapper à ce scepticisme, il faut, grâce à des moyens tout nouveaux de critique, avoir retrouvé, en faveur du texte, la foi qu'il comporte en réalité.

La science sociale a été pour moi l'instrument de cette révélation évocatrice[1].

Rigoureusement appliquée à toutes les notes sociologiques du *Nostos*, sa méthode d'analyse a commencé par me montrer, dans le peuple qui occupe la scène, les Phéaciens, un type social très consistant, très coordonné, manifestement élaboré par la vie, et dans lequel, chose curieuse, rentrent et s'expliquent fort bien toutes les notes, fantastiques au premier abord, qui avaient précisément conduit les modernes à voir en eux des êtres plus ou moins mythiques[2].

Je me trouvais donc en face d'un type social exactement reproduit.

1. Chose curieuse, elle n'a certainement pas été sans influence sur ce que les procédés de M. Victor Bérard ont de novateur. En maint endroit il tire bon parti de cette conception fort juste que, dans une mer restreinte comme la Méditerranée et avec un bateau resté le même dans ses parties essentielles, les procédés de la navigation et les mœurs des navigateurs ont peu varié. Et il conclut, non sans raison, de la vie, d'ailleurs connue, des marins méditerranéens, il y a quelques siècles, à la vie des marins gréco-phéniciens. Familier aux lecteurs de la science sociale, ce procédé avait été indiqué en détail à propos de la montagne grecque intransformable, dans mes *Héros d'Homère* (*Science sociale*, 1892).

2. En cela, la science était absolument d'accord avec Strabon (I, 19; III, 149) « les mythes homériques, dit celui-ci, ont toujours un fond d'histoire; leur merveilleux n'est pas vide : il est tiré de réalités ».

D'ailleurs ce type était manifestement dû au grand commerce en pays neufs.

Manifestement aussi, il était très différent des héros de l'*Iliade*, très différent également de tout le personnel grec de l'*Odyssée* et en particulier de l'Ulysse du *Nostos* lui-même[1].

Le poète grec qui avait peint ces gens-là, *étrangers à sa formation à lui*, des Phéniciens évidemment, avait donc nécessairement dû les étudier sur le vif, et il avait serré de très près son observation, puisqu'il était arrivé à substituer leurs mœurs aux siennes.

Dès lors il était à peu près certain que ce qu'il disait de leur pays et de leur ville était à fortiori tiré de la réalité, les faits de cet ordre étant d'une observation bien plus facile que les faits sociaux. On pouvait donc, avec toute chance de succès, prendre au sérieux les notes géographiques du texte au sujet de ce pays et de cette ville.

Mais là surgissait une difficulté.

Parmi les notes géographiques relatives à la terre des Phéaciens, les unes la situaient clairement dans la mer Tyrrhénienne ; les autres paraissaient la placer dens la mer Ionienne, non loin d'Ithaque. Heureusement la science sociale intervenait encore pour montrer que ces dernières indications n'étaient géographiques qu'en apparence, et qu'elles présentaient uniquement un sens social, au surplus déjà expliqué. Dès lors aboutir à Ischia, près du golfe de Naples, n'était plus qu'une affaire de patiente réflexion et de recherches minutieuses, finalement vérifiées par un voyage sur place.

M'étant fort bien trouvé, pour le pays des Phéaciens, d'avoir pris la géographie du texte à la lettre en l'éclairant par la science sociale, j'étais tout naturellement amené à en faire autant pour les autres sites odysséens.

En résumé, je dois à l'analyse méthodique du type social des Phéaciens d'avoir compris la réalité objective de ce type, à laquelle j'arrivais en prenant *à la lettre* les notes sociales du texte.

1. Mes études antérieures sur les *Héros d'Homère* me mettaient à même de m'en rendre compte.

De là, j'étais amené à croire aussi à l'objectivité de la géographie de l'*Odyssée*, et à prendre *à la lettre* les notes géograghiques du texte.

Et comme un état social ne peut se situer dans l'espace sans se dater dans le temps d'une façon plus ou moins précise, des données historico-sociales se dégageaient aussi du vieux poème.

Il convient d'ajouter que, même dans les questions géographiques et historiques, notre science m'a fourni beaucoup d'arguments de détails inédits et souvent décisifs.

En fin de compte, avec la science sociale pour initiatrice et pour compagne, je suis arrivé, au rebours de la Critique, à constater que le *Nostos* est un document de haute valeur au triple point de vue de la Sociologie, de la Géographie et de l'Histoire, et à en tirer des lumières décisives sur les Phéniciens à leur apogée, sur la Grèce en formation, et sur l'Italie avant sa naissance [1].

Philippe Champault.

1. Ceux que ce genre d'études intéresse en trouveront le détail dans mon ouvrage : *Phéniciens et Grecs en Italie d'après l'Odyssée* (Ernest Leroux 1906). Une partie de ce travail a d'ailleurs paru dans la *Science sociale* en 1903.

Auparavant, par la même méthode, j'avais étudié, dans *les Héros d'Homère*, le type social des Grecs de l'*Iliade* et de l'*Odyssée* (*Science sociale*, neuf articles de novembre 1891 à novembre 1893), et dans *les Patriarches bibliques* (*Science sociale*, trois articles, juin 1897 à février 1898), le type des grands ancêtres du peuple juif.

Un autre travail sur le *Personnage d'Odin et les Caravaniers Iraniens en Germanie* (*Science sociale*, trois articles de mai à juillet 1894) a appliqué la même méthode sous une forme à peine différente aux origines des grandes invasions germaniques.

PHILOSOPHIE ET SCIENCE SOCIALE

D'APRÈS UN OUVRAGE RÉCENT[1]

Voilà deux termes dont le rapprochement offusquera peut-être la vue de plus d'un lecteur. Peut-on traiter de philosophie à propos de science sociale? Ne sont-ce pas matières entièrement étrangères l'une à l'autre, et n'est-ce pas quasiment un crime de lèse-science que d'accoupler la première à la seconde? Moins prompts à se porter les champions de la SCIENCE outragée, beaucoup d'autres se demanderont où l'on veut en venir. Bien peu certainement soutiendraient que les deux domaines sont assez voisins pour se compénétrer.

Les lecteurs de cette Revue, ceux surtout qui ont suivi les séances des congrès annuels, savent que, depuis quelques années, la question des rapports pouvant exister entre ces deux branches de connaissances a été posée. Quelques velléités se manifestèrent même au début d'admettre la nécessité du postulat métaphysique à la base de la science sociale; mais l'accord se fit bientôt, tout au moins sur sa négation[2] : la science sociale se suffit à elle-même, foin de la philosophie! Sans doute le débat est toujours ouvert, et les discussions sur le point de savoir où finissent les limites de la science sociale, où commencent celles de la philosophie, ne paraissent pas jeter sur les esprits une lumière aveuglante et irrésistible. Le résultat le plus incontestable de ces débats a été de transformer le postulat en une

1. *Leçons de philosophie sociale*, par le R. P. Schwalm. I. Introduction. La famille ouvrière. Préface de M. Gabriel Melin, chargé du cours de science sociale à l'Université de Nancy. Bloud et Cie, édit. 1910.

2. V. notamment le *Bulletin de la société*, mai 1906, p. 60; juin 1907, p. 266; juillet, p. 287 et s., etc.

sorte d'épouvantail dont on ne parle que pour le honnir, et de reléguer la philosophie dans un domaine bien clos, avec la consigne de rester chez elle sous peine de voir ses dernières possessions lui être encore disputées.

Cette attitude de fille ingrate et dédaigneuse à l'égard d'une ancètre peut-ètre encombrante, mais toujours pleine de sollicitude pour sa progéniture, n'est pas nouvelle : les sœurs aînées de la science sociale l'ont toutes adoptée successivement. Toutes ont commencé par rompre bruyamment avec la philosophie, lorsqu'elles se sont senties capables de s'émanciper et de faire ménage à part. Puis, elles ont semblé sentir le vide et les peines de la solitude : elles se sont retournées, — ou plutôt leurs représentants ont esquissé un retour d'enfant prodigue vers celle qui berça leurs jeunes années. On n'a pas oublié la thèse soutenue il y a quinze ans par Berthelot à propos d'une controverse fameuse. Moins connue, mais non moins significative, a été l'évolution de la science du droit des gens du seizième au dix-neuvième siècle. L'histoire naturelle, comme l'astronomie, a conduit tous ses adeptes les plus illustres à inaugurer des systèmes philosophiques. La science sociale elle-même avait déjà traversé une phase analogue, lorsque, après avoir élaboré les matériaux qui avaient fait l'objet de ses patientes observations, Le Play songea à les utiliser pour le salut de ses concitoyens et à les mettre au service de son idéal philosophique. Il semble donc qu'en toute science, une période d'analyse, où la méthode s'affirme et répudie toute immixtion de la métaphysique pure, soit normalement suivie d'une période de synthèse, pendant laquelle le savant s'interroge sur la portée morale de son œuvre, se demande quelle en a été le fruit pour l'humanité, si elle a contribué à la rendre meilleure ou plus heureuse, recherche enfin par quels liens extérieurs à elle-même elle se rattache aux autres branches de son savoir et contribue à résoudre l'éternel problème des fins de l'humanité.

Si la science sociale traverse en ce moment une crise analogue, devons-nous bénir celle-ci comme une crise de croissance qui la rendra plus vigoureuse et plus féconde, ou au contraire la

rejeter comme une maladie mettant sa santé en danger? Dans tous les cas, n'y a-t-il pas quelque chose à en retenir, comme de toutes les opinions humaines, de nature à enrichir le domaine et la portée de nos observations sociales? Il m'a semblé que les *Leçons de Philosophie sociale* du R. P. Schwalm, que vient de publier M. Mélin, pouvaient nous aider à répondre à ces questions. Le nom même de l'un des collaborateurs de la première heure d'Henri de Tourville, dont les œuvres ont été appréciées de tous les lecteurs de la *Science sociale,* et comptent parmi les meilleures applications de la méthode, est une garantie capable de calmer les inquiétudes du téméraire qui ose s'aventurer sur ce terrain épineux et semé d'embûches.

I

La première question, ou tout au moins la moins dangereuse, que nous nous poserons au sujet des rapports entre la philosophie et la science sociale, sera celle de savoir ce que la première doit à la seconde. Ce n'est peut-être pas très logique, puisqu'elle est la première en date, et de beaucoup, mais la prudence nous impose cet ordre : cela déblayera toujours un peu le terrain.

Pour répondre à cette question, une condition primordiale s'impose, qui consiste à savoir ce qu'est la philosophie sociale et ce qu'est la science sociale, et ce qui les distingue l'une de l'autre : ce sera notre façon d'allumer notre lanterne. La philosophie sociale, nous dit le P. Schwalm, est cette partie de la philosophie morale qui a pour objet les opérations des groupements sociaux dans leur rapport avec la nature humaine. Quel est donc l'objet de la philosophie? C'est d'indiquer les causes des phénomènes tenant à la nature propre de ceux-ci : alors que la science recherche les causes immédiates et spéciales aux variétés particulières de l'objet étudié, la philosophie pousse jusqu'aux causes premières et universelles; elle peut être envisagée comme « la notion supérieure de l'ordre des causes et des effets, ou encore l'ordre démontré des causes suprêmes et des

effets universels ». Appliquée au fait social, cette distinction reviendra à donner pour objet à la science les causes immédiates du phénomène, spéciales au fait envisagé, et à la philosophie les causes premières, tenant à la nature de l'homme.

De là une première conséquence : c'est que le libre arbitre, principe premier des actes humains en tant qu'ils se rattachent à une fin supérieure, est en dehors du champ d'opérations de la science sociale, et appartient tout entier à celui de la philosophie. Celle-ci apprécie les motifs personnels qui déterminent l'individu à poser tel ou tel acte ; elle en pèse la moralité et la conformité avec la nature de l'homme et la fin de l'espèce. Celle-là le constate, une fois posé, et examine quelles influences extérieures à la volonté de l'individu ont contribué à l'engendrer, et de quelles conséquences il sera désormais la cause.

Une deuxième conséquence de la distinction consiste en ce que le philosophe se posera, au sujet de la nature de la société et des rapports de l'individu avec elle, un certain nombre de questions que lui seul est en mesure de résoudre. D'abord, ce groupement des individus qui constitue la société est-il bien une condition essentielle du développement de l'espèce humaine, ou n'est-il dans la vie de celle-ci qu'un accident? la science sociale, qui la prend pour objet, s'attache-t-elle à un élément fondamental, ou travaille-t-elle en pure perte, ayant pris l'ombre pour la réalité ? La réponse qui semble la plus naturelle est celle que saint Thomas emprunte à l'observation lorsqu'il dit : « L'homme est par sa nature un animal social, car il a besoin pour vivre de bien des choses qu'il ne peut se procurer par lui-même ; c'est donc sa nature qui l'insère dans un groupement dont il reçoit l'assistance afin de vivre comme il faut. » Ici, la science sociale rend à la philosophie le service de contrôler une formule un peu hâtive, en apparence, et de la pousser à des précisions qui en montrent toute l'exactitude : je connais des hommes, peut-elle répondre en effet, qui se passent fort bien de la société ; les sauvages chasseurs ont si peu besoin de leurs semblables pour vivre qu'ils les considèrent plutôt comme des concurrents, et les éliminent volontiers ou les fuient. Mais

l'animal lui-même, riposte le philosophe, vit en société : seulement, ces groupements qu'il forme avec ses congénères sont des sociétés imparfaites, à l'état d'ébauches, parce que son être, organisé uniquement en vue de la recherche de ses moyens d'existence, est supérieurement adapté à cette fin, grâce à sa force physique ou à son agilité, aux vêtements et aux armes dont la nature l'a pourvu, et surtout grâce à l'instinct qui le guide partout. L'homme n'a pas ces ressources, car le but qu'il poursuit est d'un autre ordre : doué de la raison qui lui permet d'entrer en contact avec la vérité, avec la divinité, il perd du côté de la vie matérielle ce qu'il gagne en s'élevant vers une existence plus spirituelle; la société, sans laquelle il ne pourrait d'ailleurs atteindre à cette nouvelle fin, lui est donc d'autant plus nécessaire pour suppléer son infirmité à subvenir seul à ses propres besoins, qu'il est plus avancé dans la voie spirituelle, ou, en d'autres termes, qu'il est moins animal et plus homme.

A cette question s'en rattache une autre, qui semble à première vue en être la démonstration expérimentale, mais qui se résoud, comme elle, par la philosophie : L'humanité a-t-elle commencé, en fait, par la vie en société impliquant un certain degré de civilisation, ou par l'embryon de société qui se retrouve chez les sauvages et chez les animaux? Les arguments d'observation en faveur de la première hypothèse seraient : l'incapacité de la plupart des populations sauvages à se civiliser et à se plier aux travaux d'extraction; les témoignages de la Bible attestant la présence de ces mêmes travaux chez les premiers hommes. La défense de la seconde hypothèse s'appuierait : sur les découvertes de l'anthropologie préhistorique qui constate, d'une part, l'état sauvage des hommes qui vivaient dans les régions et, à l'époque observées, et d'autre part, un progrès de cet état vers la civilisation; elle s'appuie aussi sur les expériences de civilisation des populations de l'Amérique du Sud par les missionnaires jésuites. Les arguments sont de même ordre et d'égale force, tant qu'un concept philosophique ne viendra pas s'ajouter à l'un des plateaux de la balance pour le faire pencher de son côté. Pour le philosophe chrétien, ce concept

sera celui-ci : la civilisation ne consiste pas seulement dans l'accroissement des ressources qui facilitent l'acquisition des moyens d'existence, mais aussi dans « la subordination des fins temporelles à la fin dernière, à la loi divine ». Or, l'histoire de l'humanité primitive nous fait assister à une décadence de ce second élément de la civilisation, qui ne s'explique que par un état originaire de civilisation complète, comprenant à la fois le bien-être matériel et la soumission à la loi divine [1].

En posant le principe qui vient d'être exprimé, le philosophe résoud par là même une nouvelle question : il tient dans sa main la pierre de touche qui lui permet de juger les diverses formations sociales et d'établir entre elles un rang de supériorité, un classement d'après un principe absolu et universel. Ici l'apport de la science sociale devient encore plus considérable que précédemment, puisqu'elle fournit la description de ces diverses formations sociales. Aussi le P. Schwalm a-t-il fait, dans ce chapitre encore plus que dans les autres, d'abondants emprunts aux travaux de l'école de Le Play et d'H. de Tourville. C'est la force d'un ouvrage comme le sien, puisqu'il s'appuie sur les faits contrôlés : c'est aussi son écueil, car il arrive au philosophe de se laisser influencer par des concepts philosophiques contestables déjà inclus inconsciemment dans la loi sociale qu'il invoque. On sait que Le Play avait formulé un critère analogue au précédent, lorsqu'il avait défini la prospérité sociale par la sécurité des moyens d'existence et par l'observation de la loi morale : or ces deux caractères, il les avait rencontrés dans des groupements à formations très différentes, chez les pasteurs de l'Orient et chez les Anglo-Saxons. On sait aussi comment cette notion s'est modifiée dans l'esprit de ses disciples, qui sont plus portés à l'attacher à « la faculté d'adaptation aux changements qui surviennent dans le milieu ». Il s'ensuit une distinction fondamentale entre la formation particulariste, la seule capable de

1. Cette explication ne se trouve pas développée en ces termes par le P. Schwalm ; mais elle nous paraît impliquée dans le parallèle qu'il établit entre la civilisation dépravée des descendants de Caïn et la civilisation « normale » des descendants de Seth.

procurer une prospérité vraie, une prospérité « progressive », et la formation communautaire à qui l'on concède une prospérité « simple ou stagnante [1] ». C'est cette distinction qu'adopte le P. Schwalm, en y ajoutant une idée de supériorité de la première formation sur la seconde, dont il dit en citant saint Thomas : « Au seul point de vue de la perfection spécifique de l'homme, ce type est imparfait : « C'est à chacun d'ordonner son activité, de juger ses propres actes. » La première formation, développant davantage l'initiative personnelle, est au contraire, à son jugement, plus conforme à la nature humaine. L'influence de la science sociale est ici patente. Malheureusement — ou heureusement, comme on voudra, — les circonstances économiques, toutes contigentes, qui ont conduit l'observateur à compléter en la précisant la définition de Le Play au sujet de la prospérité sociale, n'ont rien à voir avec la nature essentielle de l'homme. Le philosophe qui veut donner des bons points ou des mauvais points aux diverses sociétés ne doit donc pas se placer à ce point de vue, qui dérive d'un besoin nouveau et accidentel de l'humanité, mais seulement à celui des deux besoins, seuls essentiels, qui sont la sécurité du pain quotidien et la pratique de la morale. Sa conclusion ne se ressentira-t-elle pas de ce changement?

On pourrait faire des réserves du même genre au sujet de certaines applications de la loi naturelle : de ce que la souveraineté de l'homme sur la nature fonde son droit de propriété, et de ce que le travail par lequel il l'élabore à son usage fait de ce droit abstrait une réalité concrète, s'ensuit-il *de plano* que ce soit la propriété individuelle qui soit le meilleur facteur, *en soi*, du progrès matériel et de la paix sociale? Si l'on admet le principe du juste salaire, on doit considérer la théorie du salaire familial comme une de ses conséquences logiques, sans compter sur les subventions patronales auxquelles on accorde aujourd'hui une confiance beaucoup plus restreinte qu'à l'époque de Le Play. Lorsqu'on établit un classement entre les agents

1. V. le *Bulletin*, mai 1906, p. 61; juin 1907, p. 266.

de l'éducation des enfants, on peut hésiter à donner le premier rang aux parents parce que *nécessairement* plus compétents et plus désintéressés, et parmi eux à ne faire venir la mère qu'en deuxième ligne. Si la communauté politique est une société plus parfaite que les familles qui la composent, en ce sens qu'elle leur procure un bien nouveau qu'elles seraient incapables d'avoir individuellement, consistant dans la sécurité et les relations avec les autres communautés, il ne va pas tout seul que le rôle *naturel* de l'État soit secondaire et simplement supplétif par rapport à celui de la famille.

Les quelques exemples qui précèdent, pris au hasard dans les *Leçons* du P. Schwalm, montrent que la philosophie peut s'enrichir considérablement par les emprunts qu'elle fait à la science sociale, mais qu'elle s'expose aussi — c'est le revers de la médaille — à compromettre la sereine impassibilité de son absolu au contact des contingences de la réalité vivante. La réciproque est-elle vraie, et la science a-t-elle à gagner ou à perdre en acceptant le concours de la philosophie? La question supposant par elle-même une aide prêtée à la science par la philosophie, il faut, pour y répondre, commencer par savoir si aide il y a, ou si le concours de celle-ci est plus gênant qu'utile à la première.

II

Je n'examinerai pas ici la question de savoir si la science sociale, comme toutes les autres sciences, suppose ou non, à son point de départ, un postulat philosophique ; si le choix de son objet, la construction de sa méthode, la simple observation qui recueille ses éléments et le travail de l'intelligence qui élabore ses lois, sont des opérations autonomes de l'esprit ou procèdent de tout un système philosophique préconçu ; si l'évidence que produit sur l'esprit l'observation scientifique est absolue ou dépend d'un acte de la volonté de celui qui la perçoit. Un domaine aussi abstrait est trop mouvant, trop périlleux, et les discussions qui

en naîtraient seraient sans doute aussi inutiles que peu décisives. Je ne retiendrai que quelques sujets d'une portée plus pratique et d'une solution plus aisée.

Suivant une certaine opinion, la science sociale n'aurait nul besoin de la philosophie pour arriver à la notion de la prospérité sociale, et par suite au classement — impliquant hiérarchie, — entre les divers groupements sociaux : la prospérité d'un groupement consiste, suivant les uns, dans l'accomplissement intégral et harmonique de ses fonctions; suivant les autres, dans la faculté d'adaptation aux changements ambiants. On se rappelle la définition de Le Play, comprenant la sécurité des moyens d'existence et le respect de la loi morale. Des définitions de ce genre seraient, dans une autre opinion, entièrement étrangères à la science sociale, qui s'interdit tout concept de finalité et de fonctions, de même que tout jugement moral au sujet des faits observés[1].

Si l'on applique ici la distinction qui a été établie plus haut entre la philosophie et la science, la première recherchant les causes premières, la seconde examinant les causes immédiates, le jugement sur le débat n'est guère douteux : à la philosophie appartiennent la notion de finalité, de fonctions des organismes sociaux, lejugement porté sur tels groupements sociaux, suivant qu'ils se rapprochent plus ou moins du but assigné à la société, le désir d'une orientation en ce sens et les efforts tendant à sa réalisation ; la science sociale comprendra l'observation de *tous* les phénomènes sociaux directement observables, les répercussions qu'ils exercent les uns sur les autres, sans que ses résultats puissent être influencés par le caractère moral de ces répercussions.

Mais puisque aucun phénomène social n'échappe au domaine de l'observation scientifique, la prospérité du groupement ne doit-elle pas y rentrer aussi, n'est-elle pas un fait social? Le médecin qui diagnostique une maladie, un état pathologique et anormal, n'a nul besoin pour cela de louer ou de blâmer la cause qui l'a produit chez le malade, que ce soient des excès ou

1. V. le *Bulletin*, mai 1906, p. 61; juin 1907, p. 264-266; juillet 1907, p. 287 et suiv. — *Science sociale*, t. I, p. 101-102.

des mortifications, ni de songer aussitôt et irrésistiblement à le faire disparaître plutôt qu'à l'entretenir. L'observateur qui constate dans son analyse que les membres de tel groupement vivent en paix, contents de leur sort, sans souffrances physiques ni morales; que ceux de tel autre sont en conflits les uns à l'égard des autres, éprouvent des privations physiques et des afflictions, cet observateur ne fait que relever une situation qu'il peut considérer objectivement. Peu importe qu'il s'en réjouisse ou s'en afflige, il note des faits qui lui appartiennent désormais pour qu'il les analyse, qu'il en recherche les causes parmi les autres phénomènes sociaux et les répercussions sur eux. Toute crise sociale est donc objet d'observation au même titre qu'un état social qui en est exempt, et qu'on appelle prospère : chacun de ces états est effet et cause par rapport à d'autres phénomènes sociaux; on peut donc l'étudier dans les répercussions immédiates dont il est l'occasion, en appliquant simplement la méthode d'observation et sans faire intervenir aucun concept philosophique. A la condition de s'abstenir de tout jugement sur le caractère moral de cette situation, de toute aversion du cœur ou d'inclination de la volonté vis-à-vis d'elle, la prospérité sociale ainsi envisagée est bien un fait social scientifiquement observable.

Il faut aller plus loin. Notre médecin, appelé au chevet d'un malade et interrogé sur les moyens à employer pour recouvrer la santé, cesse-t-il de faire de la science lorsqu'il les lui indique? En matière sociale, le lien sera encore bien plus étroit. Qui dit cause, dit par là même conditions de réalisation du phénomène observé : l'observateur qui constate une situation prospère ou une crise, et qui dégage les causes qui l'ont amenée, indique, sans avoir besoin de recourir à d'autres considérations, les conditions opposées, celles dont la réalisation eût été nécessaire pour l'éviter. Ici encore il s'abstiendra de tout jugement, c'est entendu; de même que le médecin qui veut être uniquement homme de science et dépouiller le moraliste, ne conseillera pas plus à son client de recouvrer la santé que de rester malade, de même l'observateur, en tant que tel, n'éprou-

vera ni joie ni regret, ne formulera ni des louanges, ni des blâmes, au sujet de la situation qu'il constate; il ne conseillera pas de s'y maintenir ou d'en sortir. Mais tout le monde sachant parfaitement — au moins en général — à quoi s'en tenir sur la question d'application pratique, la leçon neutre et impersonnelle du sociologue, comme celle du médecin, sera aussitôt traduite par le lecteur en langage de conseils et de jugements moraux. En sorte qu'au total, après avoir fait en faveur de la science toutes les réserves qui lui sont dues, nous en venons à constater qu'il n'y a guère en fait que l'épaisseur d'un cheveu; la portée de la distinction est plus théorique que pratique, et nous verrons dans un instant qu'elle est à peu près insignifiante dans l'application.

La question du classement des sociétés n'offre guère plus de difficulté. Si l'on voulait établir un classement absolu, il faudrait faire appel aux caractères essentiels de la nature humaine, aux fins supérieures qui constituent la raison d'être en soi de la société, tous objets qui échappent à la science sociale et appartiennent au contraire au domaine de la philosophie. Tout autre classement ne peut être que relatif à telle fonction arbitrairement déterminée, et constituera dès lors un système ayant sa valeur scientifique à l'égard du phénomène pris comme point de départ, mais ne pouvant prétendre au titre de classement absolu et valant par lui-même. C'est ainsi qu'on peut déterminer par l'observation quels sont les groupements sociaux qui se rapprochent le plus de telle ou telle définition de la prospérité sociale, quels sont ceux, par exemple, où les moyens d'existence sont le plus assurés et la loi morale le mieux respectée, ou, si l'on préfère, quels sont ceux où l'individu est le mieux adapté aux changements ambiants. Ce sont là de simples constatations de fait, auxquelles la méthode scientifique s'applique parfaitement. Mais il n'en sortira jamais l'idée d'une supériorité quelconque, ni de la valeur en soi des sociétés qui auront obtenu le premier rang dans tel ou tel classement arbitrairement déterminé. Et l'écueil de semblables classements est précisément la tentation où ils induisent l'observateur qui ne se méfie pas suffisamment

de ses propres conceptions métaphysiques, d'attribuer tous les mérites aux sociétés qui l'emportent sur tel ou tel point et de charger les autres de tous les méfaits, de prendre les particularistes pour des modèles de la perfection humaine et de n'avoir pas assez de blâmes et de dédain pour ces arriérés de communautaires. Faisons notre examen de conscience : n'avons-nous pas prêté parfois, tout au moins à ce qu'on soit tenté de nous reprocher une attitude aussi peu scientifique?

C'est toujours la même notion du rôle de l'observation qui nous permettra de résoudre une autre question dont l'importance pratique est considérable. A la différence de la philosophie, qui n'appartient au domaine de l'observation qu'au titre de l'histoire des doctrines et de l'influence exercée sur elles par les autres faits sociaux, son rôle comme facteur social étant à peu près nul en fait, la religion et la morale peuvent être envisagées par l'observateur sous les deux aspects de sujets actifs et passifs de répercussions sociales. Ce second aspect est le plus facile à saisir : l'enchaînement des causes et des effets se manifestant entre les faits sociaux montre d'une façon très nette et certaine l'empreinte donnée, dans chaque société, par le mode de constitution de la famille, de la propriété, des pouvoirs publics, etc., qui lui est propre, aux doctrines religieuses admises par ses membres, aux rites qui en sont la manifestation extérieure, à la pratique morale qui en est la conséquence. Cette étude, profondément attachante, est du plus haut intérêt pour le philosophe qui veut se rendre compte de l'évolution des doctrines religieuses et de la pratique morale dans l'humanité, et utiliser les notions qui s'en dégagent pour fortifier ou faire progresser ses conceptions personnelles à ce sujet.

Le second point de vue n'est pas moins certain, quoiqu'il soit peut-être resté un peu dans l'ombre dans les travaux qui se sont inspirés de la méthode. Quelque idée que l'on professe en matière de morale religieuse, qu'on approuve ou qu'on déplore l'état social qui résulte de son observation, il est impossible de nier la relation très étroite qui existe entre cet état et la pratique morale agissant comme moteur de l'activité humaine. Il

n'y a là aucune contradiction, en dépit d'un rapprochement assez étroit avec la distinction qui a été formulée plus haut relativement aux rôles respectifs de la philosophie et de la science en face de la liberté individuelle : que l'homme se détermine dans ses actes sous l'impulsion de considérations d'ordre moral, c'est un simple fait qui n'implique en lui-même aucune position à prendre sur le degré de liberté qui préside à l'exécution de ces actes, pas plus que sur le degré de conformité de cette morale avec la nature de l'homme ou les prescriptions de la loi divine. Cette constatation n'implique pas non plus d'ailleurs la négation des répercussions qu'exercent les unes sur les autres les différentes classes de faits sociaux, sur lesquelles est fondé l'instrument de la méthode : la constitution de la famille, et par suite le caractère de l'éducation, dépend de celle de la propriété, laquelle dépend du mode de travail, etc. ; mais elle dépend aussi de bien d'autres causes, parmi lesquelles on peut citer l'hérédité, la loi, les relations de voisinage, etc., et notamment la pratique morale ; le travail ne dépend pas seulement du lieu, mais aussi de tous les autres faits sociaux, etc. A des degrés divers, chaque classe de faits réagit, ou peut réagir, comme une cause sur toutes les autres classes. Or, la place qu'occupe la pratique morale dans cet ordre de répercussions est prépondérante. Les relations du travail, l'exercice de la propriété, les rapports de famille, du patronage, des pouvoirs publics, etc., ont tous leur forme particulière influencée par une certaine conception et une certaine pratique de la morale : supposez que cette conception et cette pratique se modifient, toutes les autres influences restant d'ailleurs les mêmes, les rapports qui viennent d'être énumérés seront autres qu'ils n'étaient avant ce changement. Tout le monde sait — ou devrait savoir — que la place si importante donnée à l'enseignement de la morale dans l'éducation est loin de répondre uniquement à des préoccupations relatives aux fins dernières et à la destinée de l'au-delà : tous les parents qui s'attachent à cette partie de leur rôle vis-à-vis de leurs enfants la considèrent comme l'un des facteurs essentiels de la prospérité future de ceux-ci en ce monde.

Il serait enfantin d'insister sur des propositions aussi évidentes et aussi générales. Il n'est pas de causes génératrices de répercussions sociales que l'observateur rencontre sur sa route aussi souvent que celle-ci, et il lui serait impossible de faire la moindre analyse sociale sans en tenir compte et sans en noter l'action.

Il serait donc aussi inexact que funeste pour les résultats qu'on peut espérer de la méthode d'observation, de considérer la morale, ainsi qu'on l'a fait parfois, comme n'appartenant au domaine de l'observation qu'au seul titre de sujet passif de répercussion : elle en est en même temps l'une des causes les plus importantes. Notons en passant qu'ainsi se trouve justifiée la notion de la prospérité sociale telle que la formulait Le Play. Il ne faisait autre chose que constater l'influence de la morale sur la formation des sociétés, lorsqu'il faisait de son observation, avec le pain quotidien, l'un des besoins essentiels de l'humanité. Il est même à remarquer que ce n'est point une conception philosophique à priori qui aurait pu influencer ses conclusions sur ce point; c'est, au contraire, la constatation de cette influence, qu'il dégageait de ses observations comme une pure loi scientifique, qui a attiré son attention de philosophe sur la nécessité de renforcer la vie morale dans son entourage. C'est alors seulement qu'est intervenu le moraliste, qui a cherché à faire profiter ses contemporains des certitudes que lui avait fournies l'observation scientifique[1].

L'exemple de Le Play vient à l'appui des considérations qui ont été formulées plus haut au sujet des services que peut rendre la science sociale à la philosophie. A son tour, celle-ci n'est pas sans exercer une influence, plus ou moins profonde, mais rarement insignifiante, sinon sur la science sociale — puisque leurs objets et leurs procédés d'investigation sont distincts et ne se rejoignent pas — du moins sur l'observateur. Celui-ci n'est point en effet un enregistreur mécanique de perceptions laissant apercevoir, par le simple jeu de la comparaison des faits, les actions et les réactions que ces derniers exercent

1. Cf. E. Bouchié de Belle, *Frédéric Le Play, sa méthode et sa doctrine*, dans la *Science sociale*, mai 1907, p. 38 et suiv. — Schwalm, *op. cit.*, p. 127 et suiv.

les uns sur les autres; l'observateur, chez lui, se double d'un philosophe, car tous, quoique nous en ayons, nous faisons de la philosophie comme M. Jourdain faisait de la prose, et pour ne pas habiller de termes absconds nos raisonnements, nous n'en faisons pas moins concurrence aux plus illustres philosophes. Or, l'homme ne se dédouble pas à volonté : moins adroit que maître Jacques, il ne peut laisser à la porte son tablier de philosophe, lorsqu'il répond à l'appel de la science sociale. Au plus fort de ses observations, lorsque son esprit est le plus vigoureusement empoigné et captivé par la logique immanente des faits extérieurs, il n'échappe pas aux préoccupations du philosophe qui est en lui ; et si cette accointance n'apparaît pas toujours dans ses écrits, s'il ne met pas les lecteurs au courant des drames intimes de sa conscience, c'est qu'il garde par devers lui, dans un compartiment secret, mais non le moins précieux de sa pensée, l'idée métaphysique qui était en lui à ce moment. Sans doute, s'il est observateur sincère et impartial, il ne se laissera pas aller à donner aux faits le petit coup de pouce qui les aiderait à bien cadrer avec sa théorie. Souvent même — et ce n'est pas le côté le moins curieux de l'expérience que chacun peut faire sur soi-même à ce propos, — l'opposition des faits le conduit à abandonner sa théorie pour en adopter une autre encore plus élevée. Rarement il perd de vue entièrement son idéal. Si par malheur il se trouvait dans ce cas, il faudrait l'en plaindre, car il travaillerait dans le vide et sans profit — sinon pour les autres qui sauront peut-être mieux utiliser ses observations, du moins pour lui. Il serait facile de citer des noms et d'illustrer ces propositions par des exemples qui montreraient toute l'ampleur de l'idéal moral qui inspirait les auteurs des meilleurs travaux de la science sociale, lorsqu'ils exposaient les résultats d'une analyse obéissant à la méthode scientifique la plus rigoureuse. Ces travaux ont été aussi les plus féconds pour la science, s'il est vrai qu'une observation scientifique ne se suffit pas à elle-même, mais n'est qu'un pas vers la découverte de la vérité une et indivisible, dont les manifestations ne sont diverses et séparées que dans

l'intelligence de l'homme, en raison de son incapacité à la saisir dans son intégralité. Ne faisons donc pas fi de la métaphysique : en élargissant et en élevant les horizons de l'observateur, elle sert indirectement la science sociale et contribue à son progrès.

Au surplus, tous les raisonnements qu'on pourrait accumuler sur ce sujet n'ont en eux-mêmes qu'une valeur relative. Peu importe qu'on adopte telle théorie que l'on voudra sur la question : la seule chose qui importe, c'est que les travaux de la science sociale, qu'ils admettent ou non un postulat, qu'ils bannissent toute philosophie ou qu'ils s'en agrémentent à l'occasion, marquent un progrès de la science et en préparent de nouveaux. On peut dire de cette question ce qui a été dit de la méthode : l'important n'est pas que celle-ci réponde d'une façon irréprochable à tous les desiderata de la logique la plus sévère ; ce n'est même pas qu'on la suive lorsqu'elle se trouve en défaut et qu'elle gêne ; c'est qu'on en tire de bons résultats, dût-on pour cela lui donner de petits accrocs. C'est ce qu'exprimait Le Play dans ces termes : « A l'époque où je m'adonnais aux sciences physiques, j'ai souvent constaté la stérilité de ceux qui se flattent de les suivre en discutant sur le choix d'une méthode. Je m'aperçois chaque jour qu'il en est de même dans toute autre recherche... L'écrivain qui traite de la science sociale, doit surtout justifier de sa méthode par le résultat[1]. « Et H. de Tourville le disait aussi : « En toute science, il importe moins de disserter sur la meilleure méthode d'observation que d'en faire un bon usage et d'en fournir les résultats[2]. » Ce qui, appliqué à notre sujet, pourrait se traduire : Faites-nous de bonne science sociale, et on vous pardonnera votre philosophie.

G. OLPHE-GALLIARD.

1. Le Play, *La Réforme sociale en France*, t. I, p. 61.
2. H. de Tourville, préface de *La Question ouvrière en Angleterre*, par P. de Rousiers, p. IX-X.

L'Administrateur-Gérant : Léon GANGLOFF.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — PARIS

OCTOBRE-NOVEMBRE 1910 — 74e et 75e LIVRAISONS

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE SCIENCE SOCIALE

SOMMAIRE : Nouveaux membres. — Les cours de Science sociale. — Les réunions mensuelles. — La transformation de l'éducation professionnelle aux États-Unis, par Paul de Rousiers. — Extraits du rapport de M. E. F. Du Brul à la *National Association of manufactures*, sur l'éducation professionnelle. — Extrait du discours prononcé par M. Charles W. Eliott, président de l'Université de Harvard, devant les Massachusetts Board, of trade, sur la révolution accomplie dans le monde des affaires. — Bibliographie. — Appréciations de la presse. — Livres reçus.

NOUVEAUX MEMBRES

M. Geo Grégoire, 109, Pershore Road Birmingham (Angleterre), présenté par M. Jean Périer.

Exmo Snr. Agostinho de Campos, rue de S. Bernardo, 118, 1°, Lisbonne, présenté par M. J. Mattos Braamcamp.

M. R. Royer, banquier à Dourdan (Seine-et-Oise), présenté par M. le Dr G. Bailhache.

LES COURS DE SCIENCE SOCIALE

Nous sommes heureux d'annoncer aux lecteurs de la *Science sociale* la prochaine ouverture à Paris d'un cours de Méthode de Science sociale, professé par M. Paul Descamps.

Depuis longtemps la Société de Science sociale se préoccupait de la lacune laissée dans l'enseignement de la science sociale par l'interruption du cours de Méthode confié pendant plusieurs années à M. Robert Pinot. Grâce à la fondation Henri de Tourville, le cours de M. Paul Bureau continue à faire connaître au public les résultats de la science sociale, comme le faisait jadis celui d'Edmond Demolins, mais les jeunes gens que ces résultats attirent se trouvent embarrassés quand ils veulent se livrer eux-mêmes à des travaux d'observation. L'instrument de la méthode leur reste souvent trop inconnu pour qu'ils en tirent profit et il leur faut un effort personnel considérable pour en acquérir l'intelligence. Dans ces conditions, la science sociale risque de recruter plus d'adeptes que de collaborateurs, plus d'apôtres que de disciples; or, une science a surtout besoin de former des disciples.

Un de nos adhérents et collaborateurs les plus dévoués, M. le Docteur J. Bailhache, frappé de ce danger, a pris l'initiative d'une souscription en vue d'assurer l'organisation matérielle d'un cours de Méthode. La Société de Science sociale, obligée jusqu'ici d'appliquer ses ressources exclusivement au service des missions d'études et aux frais des congrès annuels, a été heureuse de voir ainsi écarté l'obstacle qui avait arrêté jusqu'ici la reprise de l'enseignement de la méthode à Paris. et le cours de M. Paul Descamps s'ouvrira sous ses auspices le 25 *novembre*, à 5 *heures*. à l'*Hôtel des Sociétés savantes*, 28, rue Serpente, pour continuer le vendredi de chaque semaine jusqu'à Pâques 1911.

Ce cours comprendra, après un exposé précis de la méthode d'observation appliquée à la science sociale, une explication détaillée de la nomenclature, c'est-à-dire de l'instrument d'analyse en usage pour l'étude des faits sociaux. Il constituera, par suite, la préparation la meilleure à cette étude. M. Paul Descamps est, au surplus, assez connu de tous ceux qui suivent nos publications pour que son nom seul soit une garantie de rigueur scientifique.

d'enchaînement logique et de clarté. Il possède à un haut degré, en même temps que la connaissance exacte et complète de la science sociale, l'esprit de saine critique qui permet de découvrir le point faible d'une règle adoptée et qui ouvre la voie à son redressement.

Mais pour faire un véritable apprentissage de l'observation, il ne suffit pas de bien connaître, pour l'avoir vu démonter et expliquer devant soi, l'instrument qu'est la nomenclature. Il faut avoir soi-même appris à s'en servir. M. Paul Roux, qui nous a donné toute une série de travaux remarqués à la suite d'observations poursuivies sur place en Allemagne, en Hollande, en Italie, a bien voulu accepter de guider dans cet apprentissage les jeunes gens désireux de travailler la science sociale. Un cours spécial professé par lui à Paris, et dont l'ouverture sera prochainement annoncée, viendra compléter la préparation immédiate des jeunes observateurs aux missions qui leur sont confiées par la Société de Science sociale.

Paul de Rousiers.

La réouverture du cours de M. Paul Bureau à la *Société de géographie*, 184, boulevard Saint-Germain, aura lieu le 23 *novembre* et se continuera tous les mercredis à 5 *heures*. M. Bureau traitera cette année le sujet suivant : *La famille : étude historique et analyse des principales variétés.*

Nous donnons ci-dessous le programme détaillé du cours que M. G. Melin professera cette année à la *Faculté de Droit de Nancy :*

La famille (*suite*). — *Préliminaires :* Définition et caractères généraux du groupement familial. — Les fonctions de la famille. — La famille, unité naturelle.

Les conditions de la prospérité familiale : Unité du lien conjugal (à cette occasion, étude de la polyandrie et de la polygamie). — Indissolubilité (divorce). — Autorité maritale et paternelle. — Ressources matérielles (l'habitation). — Observation de la loi morale. — Intelligence des temps nouveaux.

Jugement social porté sur les divers types familiaux étudiés au cours de l'année dernière.

La réouverture du cours de M. Durieu au *Collège libre des sciences sociales* aura lieu en janvier. Nous en publierons le programme en temps utile.

LES RÉUNIONS MENSUELLES

La reprise des réunions mensuelles aura lieu le *vendredi*, 25 *novembre*, *à* 8 *heures* 3/4, à l'*Hôtel des Sociétés savantes*, 28, rue Serpente (près la place Saint-Michel), à Paris; M. J. Durieu fera une communication sur le *Portugal*. Les réunions suivantes auront lieu régulièrement le 4e vendredi de chaque mois.

LES TRANSFORMATIONS DE L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE AUX ÉTATS-UNIS.

Pendant toute la période du début du développement industriel des États-Unis, les Américains ont eu peu de souci de l'éducation professionnelle et de l'instruction technique. Toute préparation théorique à l'exercice et à la direction d'un art usuel leur paraissait une perte de temps et c'était une opinion indiscutable à leurs yeux que les connaissances techniques s'acquièrent à l'atelier, par la pratique du métier.

Cette manière de voir correspondait aux besoins de l'époque. La fabrication américaine était fruste. On n'avait ni le temps ni l'argent nécessaires pour se livrer à des travaux soignés. Il s'agissait, en effet, de pourvoir tout d'abord à des nécessités urgentes, par exemple, de créer des moyens de transport afin de pouvoir mettre le pays en valeur, et la simplicité des procédés employés vers 1865 pour l'établissement des chemins de fer est demeurée légendaire. Pas de ballast, les petits cours d'eau franchis sur deux rails avec un assemblage quelconque, des gares en planches, etc. De plus, les produits fabriqués n'avaient pas à redouter la concurrence de l'étranger, — on avait fait la guerre de Sécession pour l'écarter par un

protectionnisme féroce — et personne ne songeait encore à leur trouver des débouchés en dehors du territoire de l'Union. Enfin, la clientèle courante ne se montrait pas difficile; elle recherchait le bon marché plus que la qualité. Dans ces conditions, le *self made man* hardi, assez ingénieux et d'esprit assez ouvert pour apprendre au fur et à mesure ce qui lui était indispensable, faisait son apprentissage à l'atelier ou à l'usine, en le complétant tant bien que mal par des cours du soir, des lectures personnelles et tout ce que les circonstances lui permettaient d'acquérir de connaissances théoriques.

Mais la situation s'est profondément modifiée aujourd'hui. Il ne s'agit plus seulement de faire vite, il s'agit aussi de faire bien. L'industrie américaine doit répondre aux exigences d'une clientèle riche. Les chemins de fer ne peuvent suffire au trafic intense que comportent l'immensité du territoire et l'activité générale qu'en établissant leurs lignes avec le plus grand soin. Enfin, les Américains ont commencé, dans certaines branches de fabrication, à exporter leurs produits et ont, par suite, à tenir compte de la concurrence étrangère en dépit des barrières douanières dont leur pays est entouré.

Par suite, ils se sont aperçus que leur méthode primitive était insuffisante. Ils ont créé d'abord, un peu au hasard, une série d'instituts technologiques, d'écoles professionnelles; ils ont multiplié les cours du soir, imitant plus ou moins ce qui se fait dans d'autres pays, notamment en Allemagne. Mais il ne semble pas que ces imitations aient produit un résultat satisfaisant, et, actuellement, des systèmes d'instruction technique correspondant plus directement aux conditions de l'industrie et de la vie américaine sont à l'essai.

Ce qui les caractérise essentiellement, c'est l'union très étroite de la pratique et de la théorie. Tout en reconnaissant l'utilité de celle-ci, les Américains sont préoccupés de la maintenir dans une dépendance absolue de la pratique. Au fond, ils demeurent fidèles à leur conception ancienne; ils ont seulement reconnu qu'au lieu de laisser l'enfant ou le jeune homme acquérir lui-même les connaissances dont la pratique lui démontre l'utilité, il fallait les lui enseigner au fur et à mesure que cette nécessité lui apparaissait.

La Revue *American Industries*, organe de la *National Association of Manufacturers*, nous apporte trois documents très curieux, qui donneront aux lecteurs de la *Science sociale* une idée de l'orientation nouvelle qui se produit actuellement aux Etats-Unis sur cette question.

Le premier est un rapport sur l'instruction et la formation des apprentis. L'auteur, M. du Brul, prône une combinaison qui, sous le nom de *Continuation school*, constitue une sorte de transition entre l'école primaire et l'usine. Dans ce système, les jeunes apprentis vont à l'école à certains intervalles et les maîtres — qui ont l'obligation de fréquenter les ateliers — doivent les instruire en prenant pour point de départ le travail des ateliers. C'est, en somme, l'union intime et logique de l'école primaire et de l'atelier.

Le second est emprunté au même auteur et a trait à la formation des jeunes ingénieurs. Pendant un cycle de six ans, au moins, le jeune homme, après avoir reçu une instruction primaire développée, partage son temps également entre l'usine et l'école. Il est ouvrier, travaille de ses mains et reçoit un salaire pendant son séjour à l'usine. Mais pendant son séjour à l'école, il travaille de la tête et s'applique à comprendre ce qu'il a vu à l'usine. L'expérience a donné de merveilleux résultats [1]. Il faut reconnaître qu'elle a été faite uniquement sur des sujets d'élite, choisis avec le plus grand soin. Elle repose sur une base analogue à celle de la *Continuation school*. C'est l'union intime et logique de l'école technique et de l'atelier.

Enfin le troisième document émane d'une haute personnalité américaine, le Dr Charles Eliott, président, de la Harvard University. Le Dr Eliott constate que les *university men*, les jeunes gens

1. En Angleterre, la coutume du demi-temps (*half time*) facilite pour les mêmes raisons l'ascension des jeunes ouvriers capables. (*La Science sociale*, février 1910. Etude de M. Descamps sur l'industrie textile dans la Flandre française, p. 45.

ayant reçu une haute culture générale, sont plus propres que les autres à diriger de grandes affaires. Et il trouve la raison de ce phénomène, un peu nouveau en Amérique, dans la transformation profonde de l'industrie et du commerce des Etats-Unis depuis vingt ans. Il est intéressant de rapprocher le discours du Dr Eliott de la conférence que notre ami M. Périer donnait à Paris vers la même date et sur un sujet analogue [1]. Ce n'est pas seulement en France, ni même en Europe, c'est en Amérique qu'on se rend compte aujourd'hui des hautes qualités de direction que les affaires modernes nécessitent de plus en plus et de l'élément utile que la culture désintéressée, le développement de l'homme intellectuel et moral, apportent à ces qualités.

Paul DE ROUSIERS.

EXTRAITS DU RAPPORT DE M. E. F. DU BRUL A LA « NATIONAL ASSOCIATION OF MANUFACTURERS » SUR L'ÉDUCATION PROFESSIONNELLE.

(*American Industries.* — August 1910.)

I

La « Continuation school ».

L'élément le plus curieux de l'éducation professionnelle primaire à Cincinnati est la Continuation school.

Cette école a été établie originairement comme école privée d'apprentis. Elle avait été créée et dirigée par un groupe de fabricants de machines pour leurs apprentis. On s'était rendu compte, en effet, que l'apprenti ordinaire arrivant dans un atelier pour apprendre le métier, avait perdu toute confiance dans la méthode sèche (*dry-as-dust*) et abstraite de l'école et que, abandonnant l'école de bonne heure, l'instruction qu'il y avait reçue était pratiquement sans utilité pour lui à l'atelier. Ce qu'il avait appris à l'école était même tellement dépourvu d'intérêt pour lui qu'il n'en retirait aucun profit.

Pour corriger les lacunes de cette première instruction, deux membres de notre Association créèrent à Cincinnati une école d'apprentissage, sous la direction d'un jeune instructeur qui avait été lui-même mécanicien : M. Renshaw a trouvé dans son expérience pratique la source de méthodes d'instruction entièrement différentes de tout ce qui a été fait jusqu'ici par les maîtres d'école. Il apprend aux enfants à épeler et à lire dans des catalogues; il leur enseigne l'arithmétique, la géométrie, l'algèbre et la trigonométrie, en prenant pour point de départ les machines qu'ils ont sous les yeux. Il leur enseigne la composition littéraire en leur faisant écrire des essais sur le gaspillage de la main-d'œuvre. Il leur enseigne la comptabilité sur des listes de salaires et des dépenses d'usines, tout cela dans le but de faire de l'apprenti un meilleur ouvrier et de lui donner une appréciation exacte du métier qu'il apprend.

Le succès de M. Renshaw a été si grand dans les deux écoles privées que nous venons de dire, que d'autres chefs d'établissements industriels se sont intéressés à sa méthode. Un Comité de l'Association métallurgique de Cincinnati a adressé une pétition au School Board et a demandé qu'une continuation school fût établie, à laquelle tous les apprentis de la construction mécanique pourraient être envoyés. Le programme a été dressé par M. Renshaw et le School Board a créé l'école. Les usines et fabriques envoient leurs apprentis pour une session ou pour une demi-journée par semaine, d'après les convenances de chacune d'elles. Les élèves reçoivent un demi-salaire pendant le temps qu'ils passent à l'école. S'ils arrivent en retard à l'école, ils sont frappés de fortes amendes. Il y a actuellement environ 275 garçons inscrits et leur nombre augmente chaque semaine. Chaque instructeur employé à l'école doit passer un jour par mois dans un atelier, de façon à se rendre compte des problèmes pratiques que l'apprenti rencontre dans son travail journalier.

Aussitôt que des installations matérielles nouvelles seront prêtes, c'est-à-dire à

1. Voir la *Science sociale*, fascicule n° 72.

l'automne prochain, l'école recevra cinq cents garçons provenant uniquement des ateliers de machines. Les industriels engagés dans d'autres branches ont demandé au surintendant de l'école s'il ne serait pas possible d'avoir une continuation school pour leurs apprentis. Il leur a été répondu qu'aussitôt qu'ils seraient en mesure de fournir un nombre de garçons suffisant pour légitimer la création d'une classe, le School Board créerait pour leur spécialité un enseignement correspondant à celui qu'il a créé pour les ateliers de machines.

Une continuation school pour les filles sera créée à l'automne prochain pour les demoiselles de magasins et pour les jeunes filles employées dans la couture, les fabriques de chaussures et de vêtements. Cincinnati se trouve avoir la première en date des continuation schools existant dans le monde, mais nous espérons que notre exemple sera suivi ailleurs.

La continuation school s'occupera de l'ouvrier ordinaire et lui apprendra ce qu'il a besoin de savoir pour comprendre entièrement le métier auquel il s'adonne. L'école primaire supérieure, avec son cours créé d'après le cooperative system, préparera les garçons aux situations comportant une faible responsabilité et les cours de l'Université destinés aux ingénieurs et à la formation commerciale prépareront les jeunes gens aux situations supérieures réclamant un degré plus élevé d'éducation. Tout cela est basé sur le cooperative system avec un minimum de dépenses, l'enseignement scolaire, le travail scolaire, l'enseignement de l'atelier et le travail de l'atelier étant tous dirigés d'après les méthodes commerciales.

L'école ne se verra plus dans la nécessité de dépenser des sommes importantes pour acquérir un outillage qui bientôt ne correspond plus aux progrès nouveaux et se trouve ainsi dépourvu de toute utilité pour l'instruction des jeunes gens. L'école ne préparera plus d'ouvriers incomplets comme les écoles dites professionnelles l'ont toujours fait jusqu'ici. L'influence des ateliers sur les écoles sera fort utile et l'influence correspondante de maîtres bien choisis sur les contremaîtres des ateliers produira aussi d'heureux effets. Tous les deux travailleront en harmonie, chacun apprenant de l'autre ce qui lui manque, et nous sommes convaincus que, dans dix ans d'ici, ces méthodes d'éducation professionnelle feront de Cincinnati un centre industriel de premier ordre.

A ceux que la question intéresse, nous adressons une cordiale invitation de venir à Cincinnati faire une enquête sur nos méthodes; nous leur promettons le meilleur accueil, tant dans les écoles que dans les ateliers et nous croyons que le plus grand service que nous puissions rendre à ceux qui viendront nous visiter, est de les mettre en mesure de nous imiter selon la parole évangélique : « Allez et faites de même ».

II

Le « Cooperative system ».

Il y a deux ans, j'ai eu l'honneur de faire un rapport sur la création et la marche d'un système d'éducation professionnelle, créé et expérimenté par le professeur Herman SCHNEIDER, directeur du collège des ingénieurs de l'Université de Cincinnati, et connu sous le nom de « Cooperative system ». Le trait essentiel de cette méthode consiste en ce que l'élève est apprenti dans une fabrique en même temps qu'il suit les cours de l'Université. Dans ce but, les élèves sont groupés par couples, l'un d'eux étant à l'Université pendant une semaine, tandis que son partenaire est à la fabrique, et la semaine suivante, celui qui était à la fabrique venant à l'Université, tandis que celui qui était à l'Université travaille à la fabrique. Cet essai compte maintenant quatre années de succès. Il a rendu de grands services à la fois à l'Université et aux industriels de notre ville. La première année, il fut difficile de trouver assez d'élèves pour faire l'essai. La seconde année, l'Université reçut environ 800 demandes; 60 élèves furent choisis. La troisième année, plus de 2.000 demandes furent reçues et on put prendre 80 élèves. Enfin, l'été dernier, au commencement de la

quatrième année, l'Université reçut plus de 3.000 demandes et ne put donner satisfaction qu'à 75, des difficultés matérielles d'installation ne permettant pas d'en recevoir davantage. Cette année, à la suite de dispositions prises par l'Université, elle pourra choisir environ 125 élèves parmi les 4.000 ou 5.000 qui demanderont à être admis.

C'est actuellement, comme on le voit, l'Université qui limite le nombre des jeunes gens suivant ce système d'éducation professionnelle. Les industriels qui, au début, à peu d'exceptions près, montraient peu d'enthousiasme pour le système proposé, sont maintenant convaincus de ses mérites et sont disposés à donner des places à autant d'élèves que l'Université pourra en prendre elle-même. Ils se sont, en effet, rendu compte depuis quatre années que les élèves ayant suivi le cooperative system leur rendent plus de services que les jeunes gens ayant conquis leurs grades à l'Université après quatre années de travail et ayant fait ensuite deux ou trois ans d'apprentissage spécial dans une usine. De son côté, l'Université a reconnu que les élèves du cooperative system travaillent plus pendant la moitié du temps qu'ils consacrent aux études, que l'élève ordinaire ne le fait en donnant tout son temps à l'étude.

Il est vrai que les étudiants qui suivent le cooperative system présentent un degré de capacité et de volonté remarquablement élevé. C'est le résultat de la sélection opérée parmi le très grand nombre de jeunes gens qui envoient des demandes à l'Université. Nous n'avons pas ce genre d'étudiant qui est *envoyé* au collège par des parents prévoyants et dévoués. Nos étudiants appartiennent, au contraire, à la catégorie de ceux qui *viennent* au collège de leur plein gré avec un appétit personnel d'instruction. La plupart d'entre eux n'auraient jamais pu s'assurer le bénéfice d'un cycle complet d'études sans la combinaison du cooperative system. Au cours de ce cycle, ils arrivent à gagner environ 2.000 dollars à Cincinnati, ce qui couvre en grande partie les dépenses de leur entretien. Nous n'avons pas de jeunes gens perdant leur temps, et la preuve en est que, jusqu'ici, il n'y a pas d'exemple d'un étudiant du cooperative system puni disciplinairement par la Faculté. Ils sont là pour leurs propres affaires. Ils utilisent chaque minute du temps qui leur est laissé pour acquérir des connaissances qui leur assureront des positions dirigeantes dans les industries mécaniques, électriques, chimiques, etc... Il y a actuellement environ 100 établissements industriels coopérant avec l'Université à l'éducation professionnelle de ces jeunes gens. Les directeurs des usines qui ont accueilli les élèves de la première année, seraient disposés à leur accorder, dès à présent, des situations comportant une responsabilité sérieuse, s'il n'étaient pas convenus avec l'Université d'un cycle de six ans.

A partir de l'été de 1911, la durée du cycle sera modifiée. Le premier essai comportait une durée de six ans, avec huit mois et demi chaque année partagés entre le collège et la fabrique et trois mois et demi passés entièrement à la fabrique pendant les vacances de l'Université. Mais le progrès des élèves a été si rapide, aussi bien à la fabrique qu'à l'Université, que la durée du cycle peut être réduite avantageusement à cinq années de travail partagées également entre l'école et l'usine. Par suite, à partir de l'année 1910-1911, l'Engineering College de l'Université sera ouvert pendant onze mois de l'année; les élèves partageront leur temps également entre le collège et l'usine pendant ces onze mois; et pendant le mois d'août le collège chômera entièrement, chacun des élèves passant la moitié de ce mois à l'usine et l'autre moitié en vacances. Cette combinaison permettta aux fabriques d'avoir un chiffre de personnel d'ouvriers-élèves constant pendant toute l'année, alors que jusqu'ici elles étaient obligées d'accueillir pendant les mois d'été un nombre double d'élèves.

Depuis cette année-ci, le cooperative system a été étendu à la construction mécanique pour laquelle jusqu'ici nous n'étions pas arrivés à faire une combinaison efficace. Actuellement, des arrangements ont été pris permettant aux élèves de travailler à la construction des ponts.

en semaines alternées, pour une certaine période. Nous avons aussi fait un arrangement avec la Compagnie de l'Union Pacific Railway, qui prend nos élèves pendant l'été pour les préparer à l'industrie des chemins de fer. La compagnie a organisé pour nous une combinaison tout à fait différente de celle qu'elle avait créée pour les élèves d'autres institutions et qui est connue sous le nom de *summer job*. C'est un témoignage rendu au professeur Schneider et à ses méthodes, que le fait d'une organisation spéciale établie par la Compagnie Union Pacific, en faveur de ses élèves. L'année prochaine, nous organiserons sur le même plan une école de métallurgie en coopération avec les fonderies, les laminoirs, les aciéries et les hauts fourneaux qui se trouvent dans le voisinage de notre ville.

Nous préparons également des plans pour l'établissement d'un collége de commerce, d'après le cooperative system. L'idée essentielle est que les jeunes gens ayant conquis leurs grades partageront leur temps entre l'Université et des situations commerciales, soit par semaines alternées, soit par trimestres alternés, d'après ce que l'expérience montrera possible. Nous sommes informés que l'Université de Pittsburg a décidé d'établir une section sur le même plan que le nôtre. Pittsburg offre un champ magnifique au cooperative system, avec ses industries importantes et variées qui ont besoin d'hommes possédant une haute technologie, particulièrement dans les situations dirigeantes. Il n'y a pas de doute que l'Université de Pittsburg, profitant de ses avantages, arrivera à prendre une situation de premier ordre dans la formation des ingénieurs. Nous estimons que c'est actuellement une question de temps et que toute institution de ce genre se rendra promptement compte de la valeur de notre méthode, surtout lorsque les chefs d'entreprises, ayant besoin de recourir à des hommes techniques, obligeront les directeurs de l'Université à organiser à la fois l'apprentissage pratique et l'instruction technique des ingénieurs.

Nous croyons que le principal mérite du cooperative system est de produire des ingénieurs ayant eu un contact intime, en qualité d'apprentis, avec toutes les classes d'ouvriers. Ils gagneront à ce contact une appréciation exacte des difficultés rencontrées par les ouvriers, aussi bien que de celles que les ingénieurs éprouvent eux-mêmes. Cette connaissance aura une grande importance lorsque nos ingénieurs occuperont des positions leur donnant l'autorité et tendra à diminuer les conflits entre ouvriers et patrons. Souvent, en effet, ces conflits prennent leur source dans l'ignorance des Directeurs qui n'ont jamais été associés, d'une façon intime, à leurs ouvriers. Nous pensons aussi qu'un débouché important se trouvera pour les jeunes gens ayant passé par notre système, dans le corps enseignant des autres institutions de tout ordre. Il faut un homme pratique pour enseigner un travail pratique à de jeunes praticiens. Dès aujourd'hui, le maître qui n'a reçu aucune formation d'école, n'est pas à la hauteur de sa tâche pour l'apprentissage manuel. On peut dire sans crainte que ce qu'on appelle aujourd'hui l'enseignement professionnel est une pure invention de maître d'école, développée jusqu'à la folie. Les professeurs de l'apprentissage manuel ont gaspillé des milliers de dollars à équiper des ateliers dans les écoles publiques, sans intéresser le moins du monde les enfants au travail industriel.

D'une façon générale, les jeunes enfants aiment la classe d'apprentissage manuel et c'est une pitié de voir que les connaissances de leurs maîtres ne leur permettent pas d'en tirer plus d'avantages qu'ils ne le font actuellement. Dans le Massachusetts, la *Fitchburg High School* a établi, sur le modèle de Cincinnati un cours qui est un véritable succès. M. Hunter, le directeur de l'école, a cité dernièrement, à une réunion de la National Metal Trades Association, des articles envoyés par ses élèves à des journaux de Pittsburg, montrant toute la valeur, qu'ils ont acquise par son enseignement. Il y a là un profit très supérieur à celui qu'aucune High School a jamais retiré de son soi-disant apprentissage manuel.

EXTRAIT DU DISCOURS PRONONCÉ PAR M. CHARLES W. ELIOTT, PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE HARVARD, DEVANT LE MASSACHUSETTS BOARD OF TRADE SUR LA RÉVOLUTION ACCOMPLIE DANS LE MONDE DES AFFAIRES.

(*American Industries*, August 1910.)

La préparation aux affaires.

Il y a à Chicago un vieux gentleman à peu près de mon âge, qui a reçu une éducation d'affaires à la vieille manière et qui, pendant de longues années, a dirigé avec grand succès une importante industrie. Il soutenait avec fermeté qu'une éducation de collège était non seulement inutile, mais absolument pernicieuse pour l'homme qui devait être à la tête d'une usine ou d'une grande entreprise quelconque.

Il éleva son fils d'après ses principes. Son fils ne fréquenta jamais le collège, mais fut mis aux affaires aussitôt que possible, réussit comme avait fait son père et acquit toute sa confiance. Mais le fils n'adopta en aucune manière les principes de son père, en ce qui concerne l'éducation de collège. Il s'aperçut bientôt que la direction de l'industrie était devenue une affaire exigeant un haut degré d'intellectualité; qu'elle réclamait un soigneux apprentissage de l'esprit avec une connaissance complète de tous les éléments de la branche d'industrie à diriger. En conséquence, il envoya son fils à Harvard, où le jeune homme prit ses grades, il y a environ cinq ans, avec distinction. Aussitôt après, il fut pris dans l'usine de son grand-père. Au bout de quatre ans, son grand-père reconnaissait loyalement qu'il était l'homme le plus compétent qui eût jamais contribué à la direction de l'usine. Aujourd'hui, ce jeune homme est à la tête de l'entreprise familiale, parce que son grand-père est devenu trop âgé et que son père a pris une situation dans un service public. Ce fait marque les changements prodigieux qui se produisent dans la conduite des grandes industries de ce pays. Elles sont toutes semblables à cet égard, qu'il s'agisse du coton, de la laine, du fer, de l'acier, du cuivre, de l'or ou de l'argent. Les hommes qui ont à conduire les industries se rapportant à ces objets, doivent être des hommes ayant reçu une haute éducation intellectuelle.

L'effort collectif et l'effort individuel.

J'ai souvent signalé la difficulté particulière qu'éprouve une démocratie à instaurer sur de sages principes une action collective; j'ai signalé que l'action collective ainsi établie peut souvent entraver la liberté individuelle que nos pères considéraient comme la seule chose qu'un gouvernement libre eût à assurer. Cette lutte entre l'action individuelle et l'action collective est à son début dans notre pays; elle continuera pendant plusieurs générations et, sans aucun doute, les intérêts collectifs seront de plus en plus importants par rapport aux intérêts individuels. Remarquons cependant que, dans son ensemble, la société humaine, dont tout groupement industriel fait partie, avance, comme le fait une armée, sous la direction d'individus, sous leur autorité et aussi grâce au dévouement des pionniers, de l'avant-garde d'hommes qui marchent en tête de la masse de l'armée. Les hommes qui inventent, grâce à la puissance de leur esprit, qui soumettent leur propre invention à des expériences de réalisation, prennent à leur charge les premiers risques. Nous ne nous passerons jamais des pionniers, des inventeurs, des conducteurs d'hommes, de ceux qui ont un grand pouvoir de commandement. Mais ce que nous voyons de plus en plus depuis ces vingt dernières années, c'est que, dans toutes sortes d'affaires, ces pionniers, ces chefs, ces inventeurs, ces hommes d'initiative dirigent des masses d'autres hommes, des intérêts d'une importance croissante et ont à leur disposition un pouvoir de plus en plus grand.

L'avenir nous montrera la continuation de ce que nous avons vu dans ces vingt dernière années. L'individu ne sera pas supprimé ou diminué. Il est possible qu'il y ait moins d'inventeurs et de pionniers, mais ils seront de plus en plus importants pour le progrès de la société démocratique. Les armées démocratiques ont toujours

eu besoin d'un chef de génie. Les armées industrielles seront précisément dans le même cas, mais leurs chefs devront être des hommes d'une haute éducation, des hommes pour lesquels on aura fait tout ce qu'il est possible de faire en vue d'augmenter leur rendement et leur puissance. Je ne pense pas qu'ils arrivent à cette haute situation plus tard qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici ; au contraire, si on applique des moyens d'éducation et d'entraînement appropriés et efficaces, les hommes de premier rang parviendront plus jeunes aux situations dirigeantes. Le très grand avantage d'un système démocratique d'éducation sur le système aristocratique est que la gratuité de l'école primaire, du collège et de l'université permet au garçon le plus pauvre de mettre en valeur les dons intellectuels et les dons de direction dont il peut être doué. Les écoles gratuites devraient avoir pour effet de sélectionner tous les hommes de cette sorte que contient une démocratie. Les formes aristocratiques d'éducation comme celles qui prévalent en Europe n'ont jamais fait cela. Elles ne le pouvaient pas. Elles n'étaient pas organisées pour découvrir l'individu remarquable ; mais maintenant, par le moyen de notre organisation scolaire gratuite, nous pouvons, si les maîtres sont capables d'établir une sélection, découvrir des garçons de génie ayant des facultés remarquables, et arriver à ce que ces garçons ou ces filles soient entraînés au rôle élevé qu'ils peuvent remplir. Nous avons l'habitude de penser que les cinquante dernières années ont été une période de changements et de révolutions. Cela est exact. Mais il y a des raisons de croire que les cinquante années qui vont suivre seront une période de changements, de révolutions et de progrès plus extraordinaires encore. C'est là une pensée réconfortante. Ceux d'entre vous qui ont contribué au développement d'une industrie, d'un commerce, d'une fabrication quelconque et qui savent combien ont été grandes les améliorations produites depuis cinquante ans, doivent se réjouir à la pensée que les cinquante années qui suivront seront encore plus profitables à l'humanité dans toutes les directions.

BIBLIOGRAPHIE

L'émigration basque. — Histoire, Économie, Psychologie, par Pierre Lhande, avec une préface de C. Pellegrini, ancien Président de la République Argentine. Nouvelle librairie nationale, 85, rue de Rennes. Un vol. in-16 illustré. 3 fr. 50.

M. Lhande avait déjà donné, l'année dernière, les éléments d'une monographie du Basque souletin, en un volume dont nous avons rendu compte ici même[1]. Il complète aujourd'hui cette étude par un exposé attachant des résultats de l'expansion du peuple basque dans les siècles passés et aujourd'hui, en Europe et surtout en Amérique ; ces résultats ont consisté en une influence tellement intense exercée par ces émigrants sur les États sud-américains, notamment le Chili et l'Argentine, qu'il n'est pas exagéré de considérer ces deux pays comme de véritables colonies basques.

Comment, en face d'un spectacle enfin merveilleux, M. Lhande peut-il douter des avantages réels de ce mouvement, au point de vouloir le restreindre? On retrouve là un peu de ce pessimisme que je relevais déjà dans le livre précédent, et qui fait vraiment tache avec le sujet étudié : le pessimisme n'est pas un sentiment basque. Je ne m'attarderai pas à montrer les avantages qui pourraient en résulter pour la France en général, car l'auteur nous indique lui-même que si nos nationaux n'en retirent pas plus de fruits, c'est qu'ils négligent de se baisser pour les ramasser. En ce qui concerne le peuple basque lui-même, « qui compte à peine cent cinquante mille âmes, en France, en détache quatre-vingt-dix mille presque en pure perte dans le cours d'un siècle », le profit, pour être moins apparent, n'en est pas moins considérable. Ainsi que M. Lhande le remarque lui-même (p. 276), c'est l'émigration qui a développé les caractères du tempérament basque, ou, comme nous disons en science sociale, de sa formation particulariste. Ce qui donne au peuple basque sa pros-

périté et sa valeur, ce qui en fait une pépinière d'hommes énergiques et capables, les meilleurs soutiens du pays auquel ils appartiennent, ce ne sont pas les quelques « Américains » qui reviennent dépenser leur fortune dans le village natal, ni les quelques subsides que certains émigrés envoient — rarement — pour racheter le bien de famille ou relever l'église paroissiale : c'est la masse de ceux qui ont quitté le foyer natal avec la pensée de s'en créer un nouveau en Amérique et d'y faire souche de « Basques-Américains », comme ils disent eux-mêmes. La conéequence — je dirais volontiers la récompense — de cette virile énergie, pour les souches qui émettent le tels rejetons, est que la formation morale nécessaire pour les produire s'accroît en intensité en s'étendant à tous les membres de la famille, à ceux qui restent comme à ceux qui partent. Contrairement à des préjugés assez répandus, ce ne sont pas les familles en voie de déchéance qui fournissent les meilleurs émigrants : seuls réussissent en règle générale ceux qui laissent derrière eux des familles prospères et vigoureuses. A ce sujet, je me permets de signaler à M. Lhande l'intérêt qu'il y aurait, d'une part, à rechercher ce que deviennent en Amérique les émigrants de ces foyers qui disparaissent, en Soule, et qu'il décrivait dans son précédent livre, et, d'autre part, à distinguer, parmi les Basques-Américains, ceux qui sont originaires de telle ou telle province française ou espagnole : les résultats d'une étude aussi précise serait certainement féconds en conclusions.

Au total, on ne peut en vouloir à M. Lhande de ses avertissements, même quand on ne les admet pas : ils lui sont inspirés par un ardent amour pour son pays, que tous ceux qui connaissent à fond le pays basque, autrement qu'à la surface, ne peuvent que partager. Ajoutons que ce livre contraste heureusement, par l'étendue et la sûreté de sa documentation, avec les autres ouvrages qui ont été parfois consacrés à des études de ce genre. Toutes réserves faites sur la méthode employée, c'est la meilleure source d'informations qui existe actuellement sur le sujet.

G. OLPHE-GALLIARD.

Le Pôle latin de l'Amérique. La République Argentine. — Description, étude sociale et histoire, par H.-D. Sisson. Un vol. in-16. Prix : 3 fr. 50. Plon, Nourrit et Cie.

Voici un livre attachant et plein d'intérêt, tant par son sujet, qui nous reporte au milieu de l'une des évolutions sociales les plus curieuses des temps modernes, que par la façon dont il est traité. L'auteur nous conduit, grâce à ces descriptions pleines de vie et d'entrain, parmi les divers éléments de la société argentine, depuis les *gauchos* de la pampa jusqu'aux *portegnos* de la capitale. Il termine par un résumé substantiel et instructif de l'histoire du pays. Peut-être n'a-t-il pas suffisamment insisté sur les conditions du travail, principalement du travail agricole, ce qui l'empêche de déterminer d'une façon précise le rôle social des *gauchos* et des *candillos*. On le louera dans tous les cas d'avoir su apprécier avec clairvoyance les caractères quelque peu contradictoires au premier abord de ce peuple et de s'être passionné pour tout ce qu'il y a de noble et de généreux dans les tendances libérales et pacifiques de son évolution.

G. OLPHE-GALLIARD.

Nouvelle méthode de prévision du temps, par Gabriel Guilbert (chez Gauthier-Villars).

Agriculteurs, voyageurs ou marins, bien des lecteurs de la *Science sociale* auraient avantage à savoir établir la précision du temps pour le lendemain. Aucune des méthodes proposées jusqu'ici n'avait donné de résultats satisfaisants. Celle de M. Guilbert est la première à y parvenir. Il en a publié l'exposé, qui vient de recevoir une haute récompense de l'Académie des Sciences. Le passage suivant de la préface, due à M. Bernard Brunhes, montrera à quelles questions répond la méthode de M. Guilbert. « En 1891, M. Gabriel Guilbert exposait à la Société

météorologique de France un certain nombre de règles pratiques qui lui permettaient de déduire d'une situation météorologique donnée, caractérisée par une carte d'isobares, les changements qu'éprouverait cette situation du jour au lendemain. Au Congrès que tint l'Association française pour l'avancement des sciences à Caen en 1894, il indiquait comment, en combinant l'observation des nuages et l'application d'une de ses règles, il pouvait prévoir l'arrivée imminente ou la brusque disparition d'une tempête, en un lieu quelconque, sans avoir besoin d'être en un bureau météorologique où le télégraphe apporte chaque matin des nouvelles de toute l'Europe. C'est en ce sens que le présent livre intéresse tous ceux que préoccupe, pour une raison pratique ou théorique, l'important problème de la prévision du temps à brève échéance. »

Le système de M. Guilbert n'est pas le résultat de considérations théoriques; il repose au contraire sur les observations de longues années faites par l'auteur sur la grève de son pays d'origine. C'est seulement pour relier ces constatations qu'il a formé des hypothèses. Entre ses mains sa méthode donne des réussites surprenantes dans des cas où les méthodes classiques échouent. Il y faut évidemment une certaine expérience et de l'habileté ; mais l'exposé des règles est simple et de nombreux exemples d'applications sont analysés au cours de l'ouvrage.

La préface de M. Bernard Brunhes résume, discute et justifie les lois posées par M. Guilbert. Le problème fondamental de la prévision météorologique est celui des déplacements et des transformations de ces dépressions barométriques dont le passage fait, comme on dit, la pluie et le beau temps. Ce sont ces bourrasques (en entendant par ce mot l'ensemble de la dépression barométrique et du système des vents qui tournent autour de son centre) que M. Guilbert étudie. Qu'une bourrasque soit aperçue dans le ciel ou sur la carte, annoncée par l'apparition des cirrus ou par la distribution des isobares, la question est de savoir si elle va grandir ou diminuer, reculer vers l'ouest, s'échapper vers le nord ou vers le sud. C'est à quoi répond M. Guilbert au moyen de trois règles simples dont l'une s'appuie sur la considération de la force des vents par rapport à ce qu'ils devraient être en vertu de la seule dépression. La seconde établit que la bourrasque marche vers les régions de moindre résistance; et la troisième montre dans quelle direction se propagera le relèvement du baromètre d'après le sens et la force des vents. L'auteur termine par le projet d'un service de prévisions pratiquées à vingt-quatre heures d'avance, à l'usage des agriculteurs et des marins. En attendant que ce service fonctionne, chacun peut, avec quelque assiduité attentive, appliquer la méthode pour son propre compte.

G. B.

« **Le droit de Grève et les Grèves** », par Enée Bouloc (Arthur Rousseau, édit., 14, rue Soufflot, Paris).

Sous ce titre, M. Enée Bouloc a réuni récemment dans une brochure une série d'articles parus l'année dernière dans la *Nouvelle Revue* et dans lesquels il s'efforce de démontrer que le droit de grève n'existe pas. Ici, une remarque s'impose. Comment M. Enée Bouloc définit-il la grève? « C'est, dit-il, la cessation du travail convenu » et, plus loin, il ajoute pour expliquer et compléter sa pensée : « Dans toute grève se trouve donc inévitablement et manifestement une violation, une inexécution, une rupture de l'engagement de travailler ». Si l'auteur avait été davantage pénétré de la méthode d'observation, il aurait bien vite aperçu tout ce que cette définition renferme d'excessif et d'inexact. Nous ne lui en donnerons comme preuve que la grève des textiles du Lancashire de 1892-1893 ou celle de la branche londonienne de *Amalgamated Engineers* de 1897-1898. Les deux étaient des cessations de travail qui ne comportaient aucune violation, aucune rupture du contrat de travail. Il n'y avait eu aucune surprise de part et d'autre et les déclarations de guerre avaient été faites d'une façon régulière, après que le délai-congé eût été observé et les moyens de conciliation épuisés. C'est

pourquoi nous nous permettrons d'émettre des réserves au sujet de cette définition. Il nous paraît beaucoup plus juste de dire avec M. Charles Gide, le distingué professeur à la Faculté de droit de Paris que « la grève est un moyen de contrainte exercée par l'une des parties sur l'autre partie pour la forcer à modifier les conditions du travail » ou même de la qualifier plus simplement encore de cessation concertée de travail. Nous insistons à dessein sur ce point pour éviter une confusion qu'il importe au plus haut degré de dissiper.

M. Enée Bouloc s'efforce de montrer dans son ouvrage que le droit de rompre brusquement le contrat de travail (ce qu'il appelle le droit de grève) n'est pas, comme beaucoup le pensent, une conséquence des lois de 1864 et de 1884.

Pour nous expliquer ce fait, l'auteur nous rappelle l'origine de la loi du 25 mai 1864 sur les coalitions. La Révolution avait prohibé les coalitions dans le but d'empêcher la reconstitution des anciennes corporations. Or, la grève suppose au préalable une entente ou plus exactement une coalition. La coalition peut ne pas être suivie de grève, mais elle en est la condition indispensable et nécessaire. Par conséquent, la Révolution ayant interdit les coalitions avait par là même prohibé les grèves. Qu'a fait la loi du 25 mai 1864? Elle a simplement abrogé les articles du Code pénal qui punissaient les coalitions.

« La loi du 25 mai 1864, dit M. Enée « Bouloc, ne fit pas autre chose que la loi « contemporaine du 27 mai 1867 qui a su- « primé la contrainte par corps en matière « civile. Et, de même qu'on n'a pas songé « à dire que celle-ci avait donné *le droit* « *de ne plus payer ses dettes*, de même on « ne peut dire que la première avait donné « *le droit de rompre le contrat de travail,* « *les engagements ou traités de travail.* »

La loi de 1884 a été plus loin encore. Elle a donné le droit d'association, c'est-à-dire de coalition permanente, et rien de plus. En d'autres termes, les lois de 1864 et de 1884 ont permis de faire collectivement ce que l'on avait jusqu'alors le droit de ne faire qu'isolément. Prenons un exemple. Avant la loi de 1864, un ouvrier pouvait aller trouver son employeur et lui signifier son congé en tenant compte du délai de préavis, ou, pour employer une expression courante, lui donner ses huit jours. Mais tous les ouvriers d'une même usine n'avaient pas le droit de se concerter et d'annoncer à leur patron qu'ils cesseraient le travail collectivement à telle date, même en respectant le délai-congé; à plus forte raison, cette interdiction était-elle faite à tous les ouvriers d'une même profession.

Actuellement, ces mêmes ouvriers peuvent tenir le langage suivant : « Les conditions de travail ne nous conviennent pas, nous abandonnerons collectivement le travail à l'expiration de notre contrat, si les clauses n'en sont pas modifiées. » Mais la loi de 1864, pas plus que celle de 1884, ne donnent le droit à l'ouvrier de rompre brusquement et sans préavis son contrat de travail, ce que M. Enée Bouloc appelle le droit de faire grève. On voit immédiatement les conséquences de ce raisonnement qui détruit cette légende malheureusement si répandue dans les syndicats ouvriers et même chez certains esprits cultivés, à savoir que la loi de 1884 a accordé à l'ouvrier le droit de rompre brusquement son contrat. Combien de conflits, au contraire, auraient pu être évités, si les délais de préavis avaient été toujours respectés, et, par suite, les situations envisagées avec calme et sang-froid. On n'aurait pas à regretter cet état d'insécurité dans lequel se trouve l'industrie et qui est si préjudiciable aux intérêts des patrons comme à ceux des ouvriers. Aussi doit-on savoir gré à M. Enée Bouloc d'avoir été un des premiers à essayer de dissiper cette erreur, source de tant de malentendus. L'idée d'ailleurs a fait des adeptes et le Conseil supérieur du travail était unanime à reconnaître, lors de sa dernière session (novembre 1909), la nécessité de ne pas confondre le droit de coalition, le droit syndical et le droit de grève. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à relire les déclarations très formelles faites sur ce point soit par M. Arthur Fontaine, directeur du Travail, soit par des repré-

sentants des patrons comme MM. Léopold Pralon et Touron, soit par des représentants des ouvriers comme MM. Edmond Briat et Keufer. Mais il importe aussi, dans l'intérêt même de cette thèse, de ne pas aller trop loin et de ne pas affirmer avec M. Enée Bouloc que le droit de grève n'existe pas. La cessation collective de travail est un droit; la rupture des engagements librement consentis est exorbitante de ce droit.

L'auteur effleure ensuite une série d'autres questions ayant un lien plus ou moins étroit avec le droit de grève et tels que le contrat collectif de travail, l'arbitrage, les syndicats jaunes, etc... En résumé, c'est là un ouvrage dont on ne saurait trop dire qu'il vient à son heure.

Maurice Fougère.

L'Énergie américaine (Évolution des États-Unis), par M. Firmin Roz. Bibliothèque de Philosophie scientifique, Ernest Flammarion. 1 vol. de 339 pages. Prix : 3 fr. 50.

Les ouvrages sur les États-Unis abondent, mais ils ne sont pas tous d'égale valeur. Celui que M. Firmin Roz vient de publier se classe, à coup sûr, parmi les meilleurs. Déjà le titre nous avertit que l'auteur cherche à dégager l'essentiel du copieux amas de faits dont tant de soi-disants observateurs se trouvent écrasés parce qu'ils donnent à chacun d'eux la même importance. Aux États-Unis, ce qu'il veut mettre en relief, c'est l'énergie américaine, et il a raison, car elle est le grand ressort de la société, le générateur de force motrice qui met tout en mouvement. Au surplus, il ne se borne pas à constater l'énergie américaine, à la mesurer, à en noter les manifestations; il en recherche aussi les causes, et c'est l'objet de son livre I consacré à l'*Individu et à la société*. Successivement, M. Firmin Roz passe en revue les éléments de la population, étudie le milieu et son caractère dominant, esquisse une psychologie de l'Américain et présente un tableau de la société américaine. Son entreprise, on le voit, se rapproche extrêmement, sinon par les procédés employés, au moins par le but poursuivi, de celle d'un adepte de la *Science sociale*. Le livre II a pour objet l'*Évolution économique* des États-Unis. C'est une histoire résumée du développement économique américain, d'abord dans la phase purement agricole, puis dans la phase actuelle où l'Est industriel soutient l'essor agricole de l'Ouest. Dans un chapitre intitulé : l'expansion économique, l'auteur indique les causes de ce double phénomène et les moyens employés pour réaliser le progrès matériel et en régler la marche. Enfin, fidèle à sa méthode, il cherche les caractéristiques de l'activité économique américaine et les trouve dans la concentration des moyens de production, notamment par les trusts, et dans la concentration des forces ouvrières. Le livre II fournit ainsi au lecteur, sous une forme succincte, un tableau exact et raisonné de la mise en valeur des États-Unis depuis leur origine. Il faut savoir un gré particulier à M. Firmin Roz de ne pas s'en être tenu là et de n'avoir pas borné son enquête aux faits purement économiques. Ces faits n'ont pas leur cause en eux-mêmes; la satisfaction des besoins matériels auxquels ils répondent ne suffit pas à les expliquer et les Peaux-Rouges auraient pu, tout aussi bien que les immigrants européens, faire *boomer* l'Amérique si des conditions d'ordre non matériel ne jouaient pas un rôle important dans leur détermination. Aussi l'auteur a-t-il présenté dans un livre III l'*Idéal national américain*, se rendant bien compte que le grand effort accompli dans l'ordre des moyens de production ne pouvait pas être étudié isolément. En lisant ses quatre chapitres : La Genèse d'une conscience collective, la Religion, l'Education, et l'Action sociale, on se rend bien compte que l'Amérique ne doit pas ses triomphes actuels au seul désir de gagner de l'argent, comme le croient et le répètent tant de braves gens. Les deux livres qui suivent traitent de l'*Évolution intellectuelle* et de l'*Évolution politique*. Enfin un sixième livre expose les principaux problèmes dont la solution s'impose à la société américaine.

Dans sa conclusion, M. Firmin Roz dé-

finit les États-Unis « une démocratie ordonnée et heureuse ». On peut toujours chicaner sur un jugement d'ensemble ramassé en une formule, mais je n'aurai garde de le faire. M. Roz explique, au surplus, sa pensée et, comparant la situation des Républiques Sud-Américaines à celle de la grande République du Nord, il constate que les premières n'ont pas su jusqu'ici s'adapter à la constitution politique qu'elles se sont donnée alors que la seconde a résolu ce problème. « Ce n'est donc pas, écrit-il, parce qu'ils sont en démocratie que les États-Unis ont la force dont nous les voyons doués et qu'ils ont pu accomplir les grandes choses dont nous leur envions la gloire : c'est parce qu'ils étaient capables de cette œuvre qu'ils ont pu réaliser une démocratie. » On ne saurait mieux dire. M. Firmin Roz ne dissimule pas, d'ailleurs, le rôle dirigeant que remplit dans la démocratie américaine l'aristocratie ouverte qui s'y forme. Il a compris l'importance considérable, et souvent ignorée ou méconnue, de ce facteur social La préoccupation du bien public, le souci d'élever tout ce qui est susceptible d'élévation, recommandent cette aristocratie à l'attention de tous ceux qui étudient le fonctionnement des sociétés modernes. Ce sont les traits les plus frappants de l'esprit américain; ce sont eux qui permettront aux États-Unis de résoudre les graves problèmes actuellement posés comme de surmonter les difficultés que l'avenir leur réserve.

Paul DE ROUSIERS.

La France d'aujourd'hui, par Barrett Wendell. Traduction Georges Grappe. Paris, Henri Floury, éditeur, 1 vol. de 464 pages.

On n'a pas oublié la très intéressante série de conférences donnée à la Sorbonne il y a quelques années par M. Barrett Wendell, l'éminent professeur à l'Université de Harvard. M. Barrett Wendell inaugurait la chaire fondée par M. James Hazen Hyde, où chaque année un représentant autorisé de l'Amérique intellectuelle vient présenter au public français le fruit de ses études. Tous ceux qui ont suivi son enseignement à la Sorbonne ont pu juger de la pénétration de son esprit, de l'originalité de ses vues, de son constant effort pour découvrir la raison profonde des choses. Aussi un livre écrit par lui sur la société française devait il justement exciter la curiostié. Ce n'est pas qu'on puisse attendre d'un étranger passant quelques mois en France une révélation de notre état social. M. Barrett Wendell ne connaît évidemment pas la France comme il connaît les États de la Nouvelle-Angleterre, ou même l'ensemble des États-Unis. Mais, s'ils sont moins complètement informés qu'eux, les étrangers ont sur les nationaux l'avantage d'observer avec un esprit plus libre, d'une manière plus objective. Les phénomènes qu'ils rencontrent sur leur chemin excitent leur curiosité d'une façon beaucoup plus vive. Et lorsque leur sagacité s'est aiguisée à l'occasion de leur propre pays, on est en droit de penser qu'elle leur inspirera des observations intéressantes sur ceux qu'ils visitent.

Cette attente n'est pas trompée par M. Barrett Wendell et, sur les sujets dont il traite, il donne des aperçus susceptibles à la fois d'éclairer ses concitoyens et d'éveiller la curiosité des Français. Tout naturellement, il a beaucoup fréquenté les membres de l'Université au cours d'un séjour en France qui comportait une mission officielle d'enseignement. Il en avertit loyalement son lecteur et consacre à l'Université le premier chapitre de son ouvrage. La comparaison de notre système d'instruction publique avec celui des États-Unis lui suggère des réflexions dont nous pouvons tirer grand profit. Je note en particulier ce trait sur lequel il insiste à plusieurs reprises, le caractère professionnel des études supérieures. Les étudiants des universités françaises, dit-il, « se préparent avec assiduité à une carrière fortement encombrée. Leur intelligence paraît manquer tout à fait de cette grâce de l'amateur qui caractérise, de maniere si séduisante, l'étudiant américain; par comparaison, ils apparaissent intensément prodigieusement des professionnels. » Même remarque au sujet des professeurs : « Nul ne saurait imaginer un travail plus assidu que le

leur ni plus joyeux dans son ardeur. Professionnel, une fois encore, voilà le mot qui vient à l'esprit. De même que la vie de l'étudiant français manque des qualités d'humanité qui suffisent à justifier la brièveté des études en Amérique, de même la vie du professeur français manque de cet élément social qui domine de manière admirable les universités anglaises et qui n'est pas inconnu chez nous. » M. Barrett Wendell met ici le doigt sur une véritable plaie de notre enseignement supérieur. Je n'entends pas dire qu'il l'ait découverte; des universitaires l'ont signalée et ont cherché à y porter remède; des réformes ont été introduites, notamment grâce à la la constitution plus autonome des Universités; mais aujourd'hui encore, la technique professionnelle domine aux dépens de la culture générale. Et cela est grave. Il est même piquant qu'un Américain vienne faire ce reproche à la vieille Europe. Nous sommes trop portés à croire que la culture générale de l'esprit est notre monopole. La grande diffusion de l'instruction secondaire nous fait illusion à cet égard. De ce qu'un bourgeois français moyen, ayant passé par le collège, a entendu parler d'une série de choses, nous concluons à tort qu'il a des clartés de tout. En réalité, il a eu à un moment donné dans la tête des connaissances de manuel, des noms, des dates, quelques jugements sommaires. Et il triomphe aisément d'un commerçant amécain entré dans les affaires avec le léger bagage des hautes écoles primaires. Mais un « university man » américain ou anglais, ayant fait jusqu'à vingt-deux ans environ des études désintéressées, possède une culture générale plus poussée qu'un élève de nos écoles de droit ou de médecine. De plus, il a vécu dans un milieu spécial qui n'existe pas dans la plupart de nos villes d'université. Il est vraiment le camarade de ceux qui ont étudié avec lui, même dans des branches de connaissances différentes; il ne s'est pas isolé dans un cercle restreint d'amis personnels. Et dans tout le cours de son existence, quel que soit le genre d'activité auquel il s'adonne, il conservera la marque distinctive de son passage à l'université; il restera, par rapport aux autres, ce qu'était un « honnête homme » du dix-septième siècle vis-à-vis de ses contemporains; son humanité aura été élargie et élevée. Voilà qui donne à réfléchir sur la nécessité de réformer en France et d'adapter aux conditions modernes de la vie l'enseignement supérieur d'ordre général auquel nos qualités nationales nous rendent si éminemment propres.

Sur la société française en général, M. Barrett Wendell émet des appréciations qui témoignent de sa sincère observation. Il nous lave du reproche tant de fois adressé aux Français de manquer de moralité et plaisante agréablement les étrangers venus à Paris en partie de plaisir qui raisonnent sur les hommes et les femmes de notre pays d'après les échantillons fâcheux qui se sont trouvés sur leur route. A ce propos, il étudie soigneusement l'influence déplorable du roman français sur notre réputation et recherche pourquoi nos plus illustres littérateurs mettent presque toujours en scène des hommes et des femmes d'une moralité douteuse. Toute cette partie de l'ouvrage mérite d'être lue avec une attention particulière. On voit que l'auteur, très frappé du contraste entre le tableau de mœurs que présentent nos romans et celui qu'offrent les familles françaises à ceux qui y pénètrent, s'est efforcé d'en découvrir les causes.

Un chapitre important est consacré à la Religion. Ce n'est pas le moins intéressant. On en appréciera le ton général par la phrase suivante sur la tolérance, qui en forme la conclusion : « Les Français croient qu'ils croient en la liberté. Ils ne paraissent pas pouvoir comprendre que la liberté, dans les choses de l'âme, signifie que nous devons rendre à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui est à Dieu. »

Enfin, les deux derniers chapitres traitent de la question politique. L'un, intitulé : « La Révolution et ses effets » est de nature à rectifier beaucoup de préjugés courants en Amérique et fondés sur une similitude d'expressions qui ne correspond aucunement à une réelle analogie. La République française a une constitution très éloignée de celle de la République des États-Unis. Notre démocratie est très dif-

férente de la démocratie américaine. Notre Révolution n'a eu ni les mêmes causes ni les mêmes effets que celle de 1776. Tout cela apparaîtra clairement aux compatriotes de M. Barrett Wendell qui liront ce chapitre. Il en est de même de celui qui porte pour titre : « La République et la Démocratie ».

En résumé, on ne peut que savoir gré à l'auteur de son effort loyal et souvent couronné de succès pour connaître et faire connaître la France d'aujourd'hui. C'est une entreprise malaisée, délicate, éminemment complexe; il l'a poursuivie avec une sympathie non dissimulée pour notre pays, mais sans complaisance exagérée. Ajoutons que la traduction de M. Georges Grappe a le double mérite de se lire agréablement et de conserver au texte une saveur originale.

Paul DE ROUSIERS.

APPRÉCIATIONS DE LA PRESSE

De la *Gazette de Lausanne* :

Un des élèves d'Edmond Demolins, l'auteur de *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*, M. Joseph Durieu, continuant son œuvre, nous donne aujourd'hui un livre qui est, en quelque sorte, la suite de celui du maître sur *Les Français d'aujourd'hui*.

C'est une étude des plus documentées où tous sociologues, moralistes, hygiénistes, administrateurs, hommes d'État, ou simples curieux, trouveront des renseignements du plus haut intérêt.

Pourquoi le chiffonnier, le mégotier et leurs pareils sont-ils réfractaires au socialisme? Quelles sont les raisons de l'esprit si démocratique des petits cultivateurs de la banlieue parisienne? A quoi tient l'invasion du socialisme dans la grande culture? Toutes ces questions soulèvent de graves problèmes sociaux. Cette étude n'est pas seulement scientifique, le pittoresque y tient aussi une grande place.

Les courses en rase campagne avec le *Mouronnier*, les aventures désopilantes du *Trimardeur*, les excursions à la *Maub*, chez les *Ramasseurs de mégots*, le monde des halles dans ses rapports avec le petit cultivateur, sont décrits de main de maître.

Ce livre se classe à côté de ceux d'Edmond Demolins et mérite de recevoir du public le même accueil.

De la *Revue* :

Un brillant élève d'Edmond Demolins donne, dans cet ouvrage, en quelque sorte une suite au livre sur *Les Français d'aujourd'hui*. Dans cette étude documentée à souhait sur les *Parisiens d'aujourd'hui* qui complète la série des conférences faites par l'auteur sur ce sujet au Collège libre des Sciences sociales, sociologues et moralistes, hygiénistes et administrateurs trouveront des renseignements et monographies du plus haut intérêt. Sur les métiers urbains « de simple récolte », le mouronnier qui fait sa cueillette, le mégotier, le chiffonnier, comme sur les métiers d'extraction (agriculture, forêts, mines), l'auteur a réuni les « documents humains » les plus variés et les plus pittoresques. Ils éclairent à merveille certains problèmes sociaux : pourquoi les chiffonniers et leurs pareils, et les petits cultivateurs de la banlieue parisienne sont-ils réfractaires au socialisme? A quoi tient, au contraire, l'invasion de celui-ci dans la grande culture? Des tableaux de récapitulation permettent de se rendre compte, très clairement, de la répercussion des éléments du travail sur la propriété.

LIVRES REÇUS

Charity and social life, par C. S. Loch, 1 vol. (Macmillan and C^o, édit. Londres).

Comment diminuer la misère (études faites en Belgique par un Anglais), par M. B.-S. Rowntree, 1 vol. in-8° avec graphiques, diagrammes, planches et similigravures, relié toile, 15 fr. (V. Giard et Brière, édit. Paris).

Le fléau romantique, par l'abbé C. Lecigne, 1 vol. in-12 à 3 fr. 50 (P. Lethielleux, édit. Paris).

L'accord social, par P. Desroches, 1 vol. in-12 à 1 fr. (Bureaux de l'Accord social, 29, rue J.-J.-Rousseau, Paris).

BIBLIOTHÈQUE DE LA SCIENCE SOCIALE
FONDATEUR
EDMOND DEMOLINS

LE PORTUGAL INCONNU

II

L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET LA VIE PUBLIQUE

PAR

Léon POINSARD



PARIS
BUREAUX DE LA SCIENCE SOCIALE
56, RUE JACOB, 56

SOMMAIRE

QUATRIÈME PARTIE[1]

L'INDUSTRIE ET LA VIE OUVRIÈRE

INDICATIONS GÉNÉRALES

Dans la seconde partie de ce travail, nous avons montré par quelles vicissitudes l'agriculture portugaise a dû passer à travers les siècles. L'histoire de l'industrie n'est guère moins accidentée. Toutefois, cette branche du travail n'a jamais eu, en Portugal, une importance comparable à celle de la culture, même chez les Maures, qui cependant avaient su développer une fabrication active et remarquable pour l'époque. La guerre de reconquête ayant détruit la plupart des ateliers et dispersé les ouvriers, la fabrication subit une éclipse qui dura longtemps. La population consommait alors, en grande majorité, des articles grossiers, fabriqués au moyen des procédés les plus primitifs, soit par le consommateur lui-même, soit par de petits artisans. Les articles de luxe venaient du dehors. A bien des reprises les souverains s'efforcèrent d'encourager la fabrication par des subventions et des privilèges. Mais cette initiative ne donna des résultats un peu importants qu'à partir du jour où les expéditions coloniales commencèrent à enrichir un certain nombre de familles, formant une clientèle pour les artisans spécialistes. A la fin du XVI[e] siècle, les orfèvres se comptaient par centaines à

1. V. les trois premières parties dans la *Science sociale*, mars-avril 1910.
Ce travail était à l'imprimerie, lorsque se sont produits les événements du 5 octobre. Nous n'avons rien changé à notre texte, le lecteur comprendra pourquoi, en parcourant la sixième partie, consacrée à la vie publique.

Lisbonne et à Porto. On y trouvait aussi des brodeurs, des dentellières, des gantiers, dont les produits étaient recherchés. En même temps, certaines industries et quelques métiers d'art florissaient dans une certaine mesure. Nous citerons comme exemples : la fabrication des faïences décorées (*azulejos*), celle des meubles sculptés, etc. Cette formation industrielle d'art et de goût a atteint un développement assez marqué pour laisser dans le pays une tradition persistante, en dépit des circonstances économiques nouvelles des révolutions et de l'appauvrissement du pays. Aujourd'hui encore, on trouve en Portugal certains centres où les métiers de luxe se maintiennent avec une remarquable persistance. Il en est ainsi notamment pour l'orfèvrerie à Porto et aux environs, pour la ganterie et l'ébénisterie à Lisbonne, etc. Du reste, les Portugais montrent une tendance si prononcée pour ce genre de production, que les écoles industrielles fondées dans les vingt-cinq dernières années se sont orientées tout naturellement vers l'art décoratif. Nous reviendrons sur cette question.

Les révolutions et la politique ont considérablement entravé l'essor de la grande industrie en Portugal. Mais, d'ailleurs, tout manquait pour constituer la grande usine. Nous savons comment l'éducation et les préjugés éloignaient la classe aisée des professions usuelles. Son instruction, superficielle et purement théorique, ne la préparait nullement aux occupations techniques. En outre, depuis 1703, le traité de commerce conclu avec l'Anglerre avait donné à celle-ci, en échange de quelques concessions favorables aux produits agricoles et surtout aux vins de Porto, un véritable privilège pour l'importation des produits manufacturés. Dans ces conditions, le Portugal, n'ayant pu suivre le mouvement industriel des autres pays, se trouvait encore, il y a peu d'années, sans patrons capables, sans ouvriers formés, sans matériel et sans capitaux disponibles, sans institutions auxiliaires de crédit, d'assurances, etc., sans bonnes écoles préparatoires. La nation était comme endormie dans une molle et obscure médiocrité, pendant que ses voisines déployaient une activité toujours plus grande.

Cette situation a notablement changé. Les vieux préjugés ont

en grande partie disparu. Beaucoup de jeunes gens sont allés chercher à l'étranger l'instruction pratique dont ils avaient besoin. L'enseignement des écoles spéciales a du reste été amélioré dans une mesure déjà sensible. Les entrepreneurs et les capitalistes du dehors, attirés soit par des circonstances spéciales[1], soit par la protection douanière, ont fondé, développé ou soutenu des usines plus ou moins importantes. C'est ainsi qu'une grande industrie mécanique a réussi à conquérir dans le pays une place encore restreinte, mais déjà appréciable. On estime à 80.000 à peu près le nombre des individus qu'elle emploie, et à 50.000 chevaux la force motrice qu'elle met en action dans ses ateliers. C'est peu pour un pays qui ne manque ni de matières premières, ni de main-d'œuvre, et qui, en outre, dispose d'un merveilleux réservoir de force constitué par son système de montagnes, qui condense les eaux, les canalise et les échelonne en chutes successives. Depuis bien longtemps, les Portugais emploient les chutes d'eau comme moteurs, mais sur une bien petite échelle en comparaison de ce que la nature leur offre. Ils déplorent la pauvreté de leur sol en charbon minéral, et ils ont raison. Mais pourquoi laissent-ils couler librement vers la mer tant de torrents et de rivières qui pourraient à bon compte les éclairer, mouvoir leurs usines et leurs chemins de fer, et arroser leurs champs par-dessus le marché? La chose paraîtrait invraisemblable, si elle ne s'expliquait par les circonstances compliquées exposées dans notre première partie.

Il faut dire aussi que la grande industrie est contenue dans son développement par l'insuffisance de sa clientèle la plus immédiate. La nation portugaise est petite, et en outre elle est pauvre; nos observations sur la classe rurale, de beaucoup la plus nombreuse, l'ont assez démontré. Nous savons de quelle façon sommaire le paysan se meuble et s'habille. L'ouvrier vit dans les mêmes conditions. Et si la classe moyenne recherche naturellement davantage le confort et l'élégance, il n'en est pas moins certain que son mode d'existence est en général d'une

1. V. plus haut ce que nous disons de l'industrie des conserves de poissons.

remarquable simplicité. Le luxe se manifeste principalement par l'usage de tissus très fins, de diamants, d'objets coûteux, d'automobiles, et autres articles analogues qui ne se fabriquent pas dans le pays. L'industrie locale ne profite donc guère de cette consommation. Bien plus, elle en souffre passablement, parce que l'or exporté pour payer les achats faits à l'étranger diminue d'autant les capitaux disponibles, lesquels se reconstituent péniblement, puisque l'exportation des produits nationaux est insuffisante pour équilibrer la circulation monétaire. Si les émigrants temporaires portugais n'envoyaient pas à leurs familles, chaque année, une cinquantaine de millions de francs, la situation deviendrait extrêmement difficile. Mais il est à la fois singulier et dangereux que le régime économique d'un pays dépende étroitement du travail accompli et de l'épargne réalisée en pays étranger par quelques milliers d'émigrants. Il y a dans ce fait un formidable aléa et, de plus, une rencontre curieuse, puisque, sous une forme nouvelle, l'or du Brésil pèse encore si lourdement sur la destinée de l'ancienne métropole. Mais il importe que le Portugal se libère le plus tôt possible de cette dépendance dangereuse. Comment pourrait-il le faire? Nous avons déjà répondu partiellement à cette question dans nos conclusions sur l'agriculture. L'idée se complétera plus tard. Maintenant, nous devons étudier de près l'industrie dans ses diverses manifestations, toujours en nous appuyant, pour juger les résultats, sur le témoignage précis que nous donnera l'étude de la famille ouvrière. Nos premières observations porteront sur l'industrie du bâtiment, qui a le mieux conservé les formes anciennes, et qui en même temps est la plus répandue. Elle nous fournira un bon point de départ et une base de comparaison. Ensuite, nous rechercherons quelle est la situation de la petite industrie artisane, qui se ressent davantage de l'influence de la complication de la vie moderne. Nous arriverons enfin à la grande industrie mécanique, entièrement dominée par cette même complication. Nous apercevrons mieux ainsi les détails de la marche et de l'enchaînement des phénomènes sociaux et économiques.

I

L'INDUSTRIE DU BATIMENT

L'industrie du bâtiment en Portugal. — Maçons, charpentiers et menuisiers des campagnes et des petites villes. — Les ouvriers du bâtiment à Lisbonne. — Le petit patron dans l'industrie du bâtiment. — Moyens d'élévation des ouvriers dans cette industrie.

L'industrie du bâtiment, qui joue dans les pays occidentaux un rôle si étendu, si considérable, comporte toute une série de métiers exigeant beaucoup de main-d'œuvre. En effet, presque tout le travail du bâtiment se fait à la main, au moins pour ce qui concerne la mise en place des matériaux et des accessoires. Dans les pays les plus développés au point de vue de la fabrication mécanique, certains des métiers du bâtiment ont été transformés par l'emploi du métal ou de la machine, et c'est en grand atelier mécanique que l'on y fabrique les charpentes en fer ou en acier, les pièces de menuiserie, les parquets, la serrurerie, etc. Mais, dans les pays moins avancés, presque tout se fait encore en petit atelier et à la main. Il en est ainsi notamment en Portugal. Il en résulte que, dans toute l'étendue du territoire et dans toutes les localités, on retrouve les différents types de gens de métier que le travail du bâtiment fait vivre et parfois prospérer : entrepreneurs, artisans, compagnons et apprentis. Cette branche d'activité mérite l'attention par le nombre des ateliers, la diversité des intérêts en jeu, les phénomènes économiques auxquels elle a donné lieu. Elle offre

aux familles ouvrières certains moyens d'élévation, grâce à la simplicité du travail dans la plupart des professions qui s'y rapportent. Mais ces moyens sont assez minces et exclusivement personnels, c'est-à-dire qu'ils profitent seulement à une élite restreinte de gens doués de qualités exceptionnelles ou favorisés par les circonstances. La grande majorité des familles végète dans une condition qui touche de fort près à la misère. Nous avons dû limiter nos observations à quelques cas suffisamment caractéristiques, car il eût été trop long de passer en revue tous les métiers qui se rattachent au bâtiment. On verra d'ailleurs qu'ils précisent d'une manière très nette la physionomie et les effets de cette industrie, car les faits enregistrés ici se retrouvent très analogues dans les autres professions connexes.

I. — MAÇON DE FAQUELLO (MINHO).

Voici d'abord un ouvrier maçon[1] qui habite une petite localité de l'extrême nord, Faquello, concelho d'Arcos-de-Val-de-Vez, dans l'ancienne province de Minho. Cette région montagneuse ne présente pas une bien grande activité. Elle est surtout rurale, assez pauvre, et le travail n'y abonde pas. Le bourg, qui compte à peu près 2.000 habitants, est bâti sur le Vez, affluent du fleuve Lima, à 100 mètres d'altitude à peu près. Le climat est humide et relativement froid en hiver, ce qui constitue encore une cause de chômage. La contrée, très fertile, produit en abondance le maïs, les légumes et des fruits variés, ainsi que du bétail; le voisinage de la mer procure à bas prix du poisson salé ou frais; ce sont là des conditions favorables au bon marché de la vie.

Antonio José de Freitas est âgé de 52 ans; il a eu trois frères. Sa femme, Clara Joaquina, compte 48 ans; elle a encore sa mère qui, ne pouvant plus travailler, vit surtout de la charité

1. D'après des notes dues à M. M. J. Ferreira Mendes, médecin à Arcos-de-Val-de-Vez.

publique, car ses quatre fils et sa fille n'arrivent pas à la faire subsister. Les époux Freitas ont quatre enfants : Manoel, 26 ans; Mariano, 18; José, 16; Julia, 26. En outre, ils en ont perdu un. Le père est ouvrier maçon, ainsi que ses deux fils aînés, et travaillent pour le compte d'un petit patron de la localité; José apprend le métier de cordonnier; la jeune fille est couturière ; la mère se consacre exclusivement aux soins du ménage. Ainsi, tout le monde, sauf la mère, apporte de l'argent à la maison. Freitas est payé par jour 400 r. (2 fr. 20); Manoel reçoit 360 r. (1 fr. 95), et Mariano 140 r. (0 fr. 77). Le jeune José, encore apprenti, a 40 r. (0 fr. 22) et la nourriture. La couturière qui va en journée chez des particuliers du voisinage, obtient 100 r. (0 fr. 55), et elle est nourrie. Le total des salaires cumulé par cette famille dépasse donc 4 fr. 50, sans compter la valeur des aliments dont profitent deux des enfants. La situation serait assez favorable si tous travaillaient régulièrement. A raison de 300 journées par an, le ménage recevrait une somme totale d'environ 1.300 francs, qui lui permettrait de vivre sans privations. Malheureusement, les chômages sont fréquents, surtout en hiver. La perte qui en résulte est au moins d'un sixième, chiffre moyen. Le gain total se trouve ainsi ramené aux environs de 1.100 francs, plutôt moins que plus. Notons, du reste, que, pendant bien des années, le salaire des parents a dû pourvoir à lui seul aux besoins de la nichée, qui alors ne mangeait certainement pas à sa faim tous les jours.

Dans ces conditions, on s'explique que le ménage n'ait pas réalisé une épargne importante. Notre maçon n'a même pas pu réussir à se construire une maison. Il loue deux petites chambres, mesurant à peu près chacune 27 mètres cubes, où toute la famille s'entasse. L'une d'elles sert à la fois de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher pour les garçons; les parents et la jeune fille couchent dans l'autre. Le mobilier est aussi sommaire que possible : deux lits de fer, des bancs sur lesquels on peut jeter des matelats, un coffre à linge, des vêtements suspendus au mur et abrités sous une toile, des ustensiles en fer battu, en terre ou en bois, quelques outils de maçon. Le

tout ne vaut pas plus de 300 francs. Dans un petit enclos attenant, Freitas élève des poules et deux porcs.

L'alimentation se compose : le matin, d'un morceau de pain de maïs avec quelques olives, ou des fruits, ou par exception un peu de morue sèche; à midi, d'une soupe aux légumes, avec un plat de viande de porc, ou de morue, ou de riz, et de temps en temps un peu de vin; le soir, on mange la soupe, du pain de maïs accompagné parfois d'une sardine. La ménagère achète ses provisions partie au comptant, partie avec un crédit qui ne dépasse pas la semaine. La dépense quotidienne peut être évaluée à 2 francs à peu près, chiffre moyen, ce qui fait pour l'année environ 750 francs. L'entretien coûte, tout compris, à peu près 200 francs. Le loyer s'élève à 55 francs. Nous arrivons ainsi à un total de dépenses nécessaires qui atteint 1.000 francs. On voit que la marge actuelle entre les recettes et les sorties est fort limitée. Le moindre écart, un chômage trop prolongé, une maladie, suffirait pour mettre le budget en déficit. Aussi les économies du ménage se réduisent-elles à une petite somme de 200 francs à peu près, qui, selon l'habitude répandue dans tout le Portugal, a été placée en bijoux : une montre d'argent et une chaîne d'or dont la mère se pare le dimanche.

En dehors des fêtes religieuses, ces gens n'ont guère d'autre distraction que le cabaret, où ils se rendent l'après-midi du dimanche; ils y boivent du vin en quantité modérée et leur dépense est minime. L'ivrognerie est, dans la contrée, un fait exceptionnel. Cette existence si étroite, troublée trop souvent par le chômage, parfois aussi par la maladie, — car l'hygiène est nulle parmi ces pauvres familles, — trouve au besoin un appui, forcément limité, auprès de la Miséricorde, qui possède un hôpital et distribue des secours à domicile. Les parents sont totalement illettrés; les enfants, qui ont fréquenté l'école publique, savent un peu lire et écrire. Tous pratiquent avec zèle la religion catholique.

Freitas ne paie pas d'impôts directs, sauf une petite somme de 600 r. (3 fr. 30) pour le culte. Les taxes indirectes qu'il acquitte sur sa consommation montent à 50 francs environ, si on les

calcule au taux très modéré de 6 à 7 p. 100. L'ouvrier et son fils Manoel ont fait chacun trois années de service militaire. Aucun n'est électeur, le père faute de capacité, le fils aîné, parce qu'il n'a pas pris souci de se faire inscrire.

Les ouvriers de cette contrée ont à supporter la concurrence de quelques immigrants galiciens, presque tous maçons, dont la province est limitrophe de la frontière; quelques-uns sont marchands ambulants et vendent du poisson. Beaucoup de gens, rebutés par cette vie si souvent misérable, émigrent surtout vers les pays de l'Amérique du Sud, dont les villes à rapide développement leur offre un travail bien rémunéré. Certains envoient de l'argent à leurs familles, ou reviennent au pays avec de petites économies. La plupart disparaissent, usés de bonne heure par la dissipation des grandes cités.

L'ouvrier maçon que nous venons de décrire représente un type très commun dans les petites villes et les villages des diverses provinces. La modicité des salaires, les longs chômages, les charges de famille maintiennent indéfiniment ces gens dans un état de pauvreté très voisin de la misère. Il leur est donc très difficile de réunir les avances nécessaires pour sortir de la condition de salarié et passer dans celle de petit entrepreneur. Ce phénomène d'élévation sociale se produit plutôt parmi ceux qui, ayant reçu par héritage une petite exploitation rurale, peuvent y employer leurs journées de chômage, en tirent de précieux moyens de subsistance, et réussissent ainsi à épargner une fraction notable de leur salaire. Mais ce cas est exceptionnel. La situation est-elle meilleure pour les ouvriers des autres métiers du bâtiment, travaillant dans les petites agglomérations? C'est ce que nous allons voir par les exemples qui suivent.

II. — CHARPENTIER DE BRAGA.

Avec le charpentier de Braga [1] nous abordons un centre beaucoup plus important, en voie de développement depuis

1. Monographie faite avec le concours de M. le Dr Manuel Monteiro, avocat à Braga.

quelques années, où le travail est par conséquent assez actif. La comparaison est donc intéressante.

Braga, avec ses 25.000 âmes, est la troisième ville du royaume. Bâtie dans la riante vallée de la Deste, affluent du Cavado, elle est entourée de belles campagnes, et dominée par des collines boisées, qui se succèdent dans un capricieux désordre, en laissant entre elles de charmantes échappées de vue. Les terres environnantes produisent des céréales, des pommes de terre, des légumes, des fruits, de l'huile d'olive et du vin; l'humidité relative du climat permet l'élevage du gros bétail sur des pâturages naturels. La région fournit encore des porcs, des volailles, et des chèvres dont le lait sert à la fabrication des fromages. Le voisinage de plusieurs ports de pêche, reliés à la ville par le chemin de fer, permet d'avoir le poisson en abondance et à bas prix. Les marchés hebdomadaires de la ville peuvent donc être largement approvisionnés, si bien que la vie serait à très bon marché, sans le poids des taxes de consommation qui surchargent tous les prix.

Braga constitue un centre industriel assez actif. Des fabriques de cordonnerie et de chapellerie occupent ensemble à peu près 2.000 personnes; elles fonctionnent sous la forme du comptoir collectif; c'est-à-dire que la plupart des ouvriers viennent chercher les matières premières chez le patron, pour les élaborer ensuite à domicile. Les principales usines mécaniques sont des filatures et des tissages de lin et de coton; on trouve encore dans les environs un certain nombre de métiers à la main, conduits surtout par des femmes, dont les salaires sont extrêmement minimes. Le nombre de ces métiers décroît d'ailleurs d'année en année. Depuis un certain temps, une industrie nouvelle, celle de la coutellerie, tend à se développer dans cette ville; elle s'est organisée, elle aussi, sur le type de la fabrique collective avec travail à domicile. Enfin, de nombreux petits ateliers, d'origine ancienne, font à la main des articles de consommation courante : clous, soufflets en bois garnis de peau, articles de ferblanc, serrurerie, etc. En somme, c'est la petite industrie et le travail à la main qui prédominent encore ici, si bien que

Braga présente assez fidèlement l'aspect des villes du nord de l'Europe il y a une cinquantaine d'années, alors que l'industrie mécanique n'avait pas encore pris la première place et réduit le travail à la main à une situation accessoire, quand même elle ne l'a pas fait disparaître. D'une façon générale, les salaires payés à Braga dans les diverses spécialités sont très modiques, car la concurrence de la main-d'œuvre est d'autant plus grande que les villages environnants fournissent beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières aux comptoirs et aux ateliers du chef-lieu.

Braga fut autrefois, dit-on, une ville immense, capitale de la Lusitanie romaine. Sous la domination successive des Suèves, des Visigoths, des Maures et des Espagnols, son ancienne splendeur a disparu, ne laissant que quelques vestiges à peine visibles. C'est pourtant encore une cité intéressante, composée d'un vieux bourg fortifié dont l'aspect s'est à peine modifié depuis cinq siècles; les maisons anciennes y sont entassées près de la cathédrale et du château. Tout autour s'étendent des faubourgs largement percés, dont les rues se terminent en pleine campagne. Depuis quelques années, on a fait de sérieux efforts pour améliorer les services publics. L'eau de source a été amenée jusque dans la ville, où elle est distribuée par des fontaines publiques. Mais la quantité en est insuffisante — on s'en aperçoit à l'état des rues — et des travaux sont commencés pour amener l'eau du Cavado. Il existe un réseau d'égouts, resté d'ailleurs fort incomplet. Une compagnie a établi une usine à gaz, et une autre a construit récemment une usine électrique actionnée en partie par le Cavado, en partie par la vapeur. A ce point de vue encore Braga se trouve dans une position intermédiaire. Elle est certainement en progrès, tout en restant sensiblement au-dessous des besoins reconnus en matière de salubrité publique. Beaucoup de maisons sont malsaines, faute d'air, de lumière et d'eau pure. Bien des gens, du reste, parmi la population ouvrière, n'ont aucune notion d'hygiène, et la propreté laisse beaucoup à désirer. L'état moral de la population souffre aussi de la promis-

1. V. plus loin quelques indications sur la Miséricorde de Lisbonne.

cuité et de l'abandon dans lesquels vivent les familles ouvrières. Cette situation aggrave encore les effets de la misère résultant de la médiocrité des salaires. Aussi a-t-il fallu multiplier les institutions de charité. En outre de la confrérie de la Miséricorde, cette institution si répandue et si justement populaire en Portugal, on trouve à Braga : un hôpital public et un autre tenu par les Frères de Sainte-Croix; un dépôt de mendicité, d'ailleurs insuffisant; diverses autres institutions de charité, comme la société de St-Vincent-de-Paul; plusieurs orphelinats, et asiles de correction et de réhabilitation pour garçons et filles, etc. De leur côté, les ouvriers ont fondé un certain nombre de sociétés de secours mutuels pour l'assistance en cas de maladie. Tel est le milieu dans lequel vit la famille étudiée.

Custodio de Carvalho, âgé de 32 ans, s'est marié de bonne heure, mais sa femme est morte en lui laissant deux enfants : Joaquino, 10 ans, et Antonio, 5 ans. Sa mère, Francisca-Thereza Neves, qui a aujourd'hui 49 ans, veuve elle aussi, s'est alors installée chez lui. Le père est ouvrier charpentier, la grand'mère s'occupe du ménage, et les enfants vont à l'école.

L'ouvrier possède, en commun avec sa mère, dans un des faubourgs de la ville, deux petites maisons, composées d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage, avec grenier au-dessus. Il habite la première, derrière laquelle s'étend un jardin potager planté d'arbres fruitiers, et muni d'une pompe avec lavoir. La seconde est louée moyennant 30 milreis (166 fr. 50) par an. En outre, Carvalho possède les outils de son métier, valant 110 à 120 francs. Le mobilier qui garnit la maison est ainsi réparti : au rez-de-chaussée, la pièce qui donne sur la rue, et sert à la fois d'entrée et de parloir, est meublée d'une table ancienne, d'une armoire de sapin et de quelques chaises de paille. A côté se trouve la cuisine garnie d'une table, de bancs et des ustensiles indispensables, puis une petite pièce servant de débarras. L'escalier occupe le reste de l'espace disponible. Au premier étage, une chambre est réservée à la grand'mère et aux enfants; elle contient deux lits en fer et une commode ancienne sur laquelle est posée une pendule;

le père couche dans un étroit cabinet que son lit occupe presque en entier; une seconde chambre renferme une armoire ou garde-robe, deux commodes, une horloge, un prie-Dieu, et quelques photographies et images religieuses suspendues aux murs. L'ensemble de cette modeste habitation présente un certain aspect d'aisance, bien rare dans les demeures ouvrières. Si nous essayons d'évaluer l'avoir représenté par ce que nous venons d'énumérer, nous arrivons au résultat suivant : les deux maisons valent ensemble environ 7.500 francs, le mobilier, le linge et les vêtements, les outils, à peu près 1.000 francs; cela forme un total de 8.500 à 9.000 francs, somme qui provient principalement de l'épargne accumulée par les parents de Carvalho.

Le charpentier travaille pour un entrepreneur de la ville, qui l'emploie aussi régulièrement que possible, mais il se produit de temps en temps des périodes de chômage. En hiver, la journée dure du lever au coucher du soleil; en été, le travail commence à 6 heures du matin et se termine à 7 heures du soir; une heure est accordée pour le repas de midi. Le salaire est de 400 reis (2 fr. 20) par jour. Quand l'année est bonne, cela représente une recette totale de 670 francs environ, mais il est rare que l'on atteigne ce résultat. Il faut ajouter à cela le loyer de la seconde maison et la valeur des produits du jardin, soit ensemble 250 francs tout au plus. La famille doit donc vivre avec un budget dont les recettes annuelles sont comprises entre 800 et 900 francs, rarement plus.

On conçoit que, dans ces conditions, l'alimentation est d'une extrême frugalité. Elle se compose : le matin, d'un morceau de pain de maïs avec un peu de morue salée, une sardine ou du fromage; à midi, d'une soupe maigre, et d'un plat de légumes ou de riz, avec du pain de maïs et un peu de vin; le soir, d'une soupe, de poisson sec ou salé (sardines ou morue), de pain de maïs et de vin. Le dimanche, on ne fait que deux repas, mais ils sont un peu meilleurs; dans la matinée, on a du café au lait avec du pain de froment, et l'on dîne d'un pot-au-feu préparé soit avec du bœuf, soit avec du porc, et des lé-

gumes ou du riz. Quand le verger donne des fruits, leur dîner en est un peu amélioré. Les dépenses de nourriture peuvent être évaluées normalement à environ 14 francs par semaine, soit pour l'année entière à peu près 730 francs. Comme la famille n'a pas de loyer à payer et reste peu nombreuse, elle peut se tirer d'affaire tout juste. Mais, dans d'autres circonstances, elle devrait souvent se priver de nourriture, faute d'argent, car ici le crédit est exceptionnel, les achats devant être soldés au comptant, ou à peu près.

Les récréations principales de ces braves gens sont les fréquents pèlerinages dirigés vers les sanctuaires des environs, comme celui de *Bom Jésus,* construit sur une colline voisine de la ville dans un site admirable ; ou encore les brillantes cérémonies religieuses organisées dans les diverses paroisses les jours de fête. Ils vont aussi se promener dans les charmantes campagnes qui entourent Braga. Il va sans dire que ces distractions ne coûtent rien à l'ouvrier, sinon ses ressources ne les permettraient pas.

Bien que cette famille n'observe qu'une hygiène tout à fait rudimentaire, ses membres jouissent d'une bonne santé, et ne souffrent que rarement du fait de la maladie; lorsque celle-ci survient, c'est une calamité qui menace de troubler rapidement le pauvre budget du ménage.

Carvalho a reçu une assez bonne instruction primaire, et il a même passé l'examen final. Ses enfants fréquentent après lui l'école paroissiale gratuite. La loi rend cette fréquentation obligatoire ; mais bien des parents se soucient fort peu des prescriptions légales et laissent leurs enfants vaguer par les rues. La famille du charpentier est catholique et pratique sa religion avec beaucoup de ferveur. Elle assiste régulièrement aux offices, prend part aux processions, etc. Carvalho supporte l'impôt direct sur ses immeubles, et paie la *congrua*, ou impôt paroissial, dont le chiffre est de 800 reis (4 fr. 40). Il a été dispensé du service militaire, et classé dans le service auxiliaire, deuxième réserve. Il est électeur municipal et politique.

La famille dont nous venons de donner une description som-

maire se trouve dans une condition de médiocrité caractérisée, qui deviendrait de la misère sans l'appoint du revenu des économies réalisées par les parents de l'ouvrier. Beaucoup d'autres familles de la région vivent sur un salaire aussi mince, sans autres ressources accessoires que celle de la charité publique ou privée. Les moins malheureuses sont celles qui, habitant les villages de la banlieue, combinent le travail salarié avec l'exploitation d'une petite ferme. Dans tous les cas, l'existence est pour ces ménages particulièrement étroite et dure. L'observateur ne peut se défendre, en les étudiant, d'un douloureux sentiment de pitié, et il reste surpris de la paisible résignation de ces bonnes gens, que l'esprit de révolte n'a point encore démoralisés. Mais les excitations commencent à devenir pressantes, et, en exploitant une misère trop réelle, elles pourraient bien provoquer dans un avenir prochain des désordres regrettables. Ce ne sont pas, en effet, l'agitation politique et la révolte qui améliorent la condition des travailleurs. L'important est de leur assurer du travail ainsi que de meilleurs salaires, en développant l'activité de la production. C'est à la classe moyenne qu'il appartient d'y pourvoir, et elle réussira dans cette utile besogne, non pas en prononçant des discours, mais en prenant la direction du travail et en cherchant les meilleurs moyens de le faire progresser.

III. — MAITRE CHARPENTIER DE MONCHIQUE.

Transportons-nous maintenant dans l'extrême sud, en Algarve, contrée que nous avons déjà décrite[1], et nous observerons un type un peu plus développé et plus prospère. Il s'agit ici, non plus d'un simple ouvrier, mais d'un petit patron à la fois entrepreneur de charpente et de menuiserie et marchand de bois dans la petite ville de Monchique. Ce gros bourg rural est placé à mi-hauteur de la montagne, et tout entouré de futaies de

1. V. précédemment les monographies du paysan des environs de Monchique, et du saunier de Faro.

châtaigniers et de chênes-lièges occupant les pentes et les croupes, coupées de nombreuses vallées cultivées. Cette pittoresque et riante contrée produit une grande quantité de bois employé à la fabrication des meubles communs, des douves pour futailles, des planches et des madriers pour le bâtiment. Le Portugal, pays naturellement forestier, a été largement défriché; cependant il exporte encore des bois pour 4 à 5 millions de francs, et on en consomme sur place une quantité bien plus considérable.

La fabrication et le commerce des meubles ainsi que des bois d'œuvre ne pouvaient manquer dans ces conditions de prendre à Monchique une certaine importance. Il n'y a pas eu là d'ailleurs un développement industriel à proprement parler. Tout le mouvement est resté entre les mains de quelques artisans occupant un petit nombre d'ouvriers, et qui pour la plupart sont en même temps marchands de bois. Ils achètent les arbres sur pied, les abattent, les débitent à la main, travaillent eux-mêmes une partie du bois et vendent le reste à des intermédiaires. La difficulté des communications, le mauvais état des chemins, rendent cette exploitation fort difficile et opposent à tout progrès un obstacle insurmontable.

Grâce à la fertilité des vallées environnantes et à l'humidité relative du climat, l'approvisionnement de la ville est aisé pour ce qui concerne les aliments végétaux, mais la viande de boucherie est rare ; le poisson et les autres provisions et marchandises viennent de Portimao (25 kilom.) ou de Silves (18 kilom.), par voiture, sur une route accidentée, ce qui en relève le prix. Les logements sont d'un loyer peu élevé, mais d'un confort médiocre, surtout pour un climat d'une grande humidité hivernale.

Antonio Messias Pinto, âgé de 43 ans, exploite à Monchique un atelier de menuiserie et charpente, et un commerce de bois. Sa femme est âgée de 38 ans, et ils ont cinq enfants : Antonio, 17 ans; Francisco, 15; Maria, 12; Anna, 9; Joao, 5. Les fils secondent leur père avec l'aide d'un apprenti âgé de 16 ans. La mère se consacre aux soins du ménage en y associant déjà ses fillettes.

Pinto possède en ville une petite maison avec un terrain qui lui sert de chantier et de dépôt de bois et en outre un jardin situé hors du bourg, qui fournit des légumes et des fruits pour l'alimentation de la famille. Un petit capital est engagé dans son commerce comme fonds de roulement. L'habitation, composée de cinq pièces, est garnie de quelques bons meubles fabriqués par le père, tenue avec beaucoup de propreté et avec un souci du confort que l'on trouve rarement en dehors des grandes villes.

L'ouvrier produit surtout de la menuiserie ordinaire, ainsi que des planches et des madriers, le tout en bois de châtaignier. Il estime le salaire quotidien représentatif de son travail à 600 ou 700 r. (3 fr. 30 à fr. 3.88) par jour, mais ce chiffre s'applique à un contremaître plutôt qu'à un ouvrier; les salaires courants ne dépassent pas ordinairement 2 francs par jour.

L'alimentation est un peu plus recherchée que celle des paysans où simples ouvriers. Le premier déjeuner se fait avec de la soupe ou du café et du pain; le repas de midi comprend : la soupe, des légumes, du porc et des fruits; au souper, on mange du poisson salé, de la bouillie de millet ou des châtaignes, le tout arrosé d'un peu de vin. Les achats indispensables se font partie au comptant, partie à crédit, avec prompt règlement.

Le mode d'existence de cette famille reste, en somme, très simple, et dans les conditions favorables où elle se trouve actuellement, puisque les enfants commencent à travailler, elle pourrait jouir d'une phase de réelle prospérité. Malheureusement certaines causes de trouble agissent pour diminuer leurs chances de succès. La distraction à peu près unique des hommes consiste en de longues séances au cabaret où on joue en buvant de l'eau-de-vie d'arbouses. Cette habitude paraît avoir sur la santé générale une influence déprimante assez sensible, d'autant plus que les règles, même élémentaires, de l'hygiène sont partout mal observées. Pinto sait lire et écrire. Ses enfants peuvent fréquenter les écoles gratuites du bourg, qui d'ailleurs sont imparfaites et très insuffisantes; la commune verse à l'État pour sa part dans les dépenses scolaires 1 conto 800 milreis, c'est-à-dire

près de 10.000 francs. L'administration ne rend sur cette somme que 6.700 francs à peu près et garde le reste, au lieu de compléter l'organisation scolaire de la ville. Au point de vue religieux, cette famille a abandonné toute pratique, cas assez fréquent dans cette partie du pays. L'ouvrier paie l'impôt foncier à raison de ses propriétés et une taxe industrielle comme artisan, sans parler des impôts indirects. Il a été exempté du service militaire pour insuffisance physique. Son instruction lui vaut le droit électoral. Enfin, nous observons que l'immigration est très faible dans cette petite ville peu active où la main-d'œuvre est suffisante. L'émigration est également presque nulle, parce que les ressources locales ont réussi jusqu'à présent à maintenir la population dans une condition médiocre sans doute, mais pourtant à l'abri de la misère.

Ce type d'artisan relativement aisé, mais peu développé et peu progressif, est assez répandu dans la montagne de Monchique, où il est soutenu par l'abondance du bois d'œuvre, et par le commerce qui en résulte. On le retrouve dans les autres parties du pays, mais, généralement, les ateliers sont plus dispersés, parce que les conditions sont moins favorables. La simplicité générale de la vie fait que le travail du bâtiment reste assez peu abondant, sans beaucoup de recherche ni de complication. Cela explique à la fois la modicité des salaires des ouvriers, et celle des bénéfices des petits patrons. Les premiers ne peuvent que difficilement sortir de leur condition; les autres ont beaucoup de peine à développer leurs affaires et à s'élever au-dessus de la médiocrité.

Telle est la situation en province. Il est utile de montrer maintenant comme vont les choses dans une grande ville en plein progrès comme Lisbonne, où l'on élève beaucoup de constructions neuves, tout en améliorant les anciennes.

IV. — MAÇON DE LISBONNE.

Lisbonne compte dans le vaste périmètre de son mur d'octroi environ 360.000 âmes; il y a trente ans, elle avait à peine 250.000 habitants. C'est dire que son développement a été rapide. On connaît la position avantageuse de cette capitale sur le profond estuaire du Tage, qui forme un des plus beaux ports du monde. Bâtie sur le revers septentrional de la vallée, la ville forme, avec son amphithéâtre de rues escarpées, un panorama qui ne manque pas de grandeur. Les alentours, assez peu fertiles en général, ne donnent pas une production agricole très variée, mais comme Lisbonne est reliée avec toutes les parties du pays, son approvisionnement est aisé et on pourrait y vivre à très bon marché sans les lourds impôts de consommation qui grèvent toutes les denrées. La concentration de l'activité économique dans la capitale y procure aux ouvriers un travail assez abondant, mieux payé que dans les autres villes, et surtout dans les campagnes. On s'explique ainsi que Lisbonne soit devenue un centre d'attraction non seulement pour les Portugais, mais aussi pour un certain nombre d'étrangers. La salubrité est bonne, l'eau pure abondante, la circulation facile. De nombreuses institutions d'assistance interviennent pour soulager la misère et la maladie, et beaucoup sont dues à l'initiative privée.

Les industries assez nombreuses qui se sont développées à Lisbonne avec une certaine vigueur depuis un quart de siècle, ont constitué principalement des ateliers de réparation ou d'entretien ainsi qu'un certain nombre d'usines de moyenne importance pour la construction mécanique, la filature ou le tissage. Les métiers du bâtiment sont naturellement très actifs dans cette cité en voie de progrès, où se font déjà beaucoup d'affaires, bien que les choses soient encore, à tous égards, sensiblement en retard sur les grandes villes industrielles du nord de l'Europe.

Tel est, en résumé, le milieu particulier dans lequel vivent les familles que nous allons décrire. La première est celle d'un ouvrier maçon travaillant à la journée chez un entrepreneur de la capitale[1]. Elle est composée de cinq personnes : le père, Luiz Antonio, âgé de 45 ans; la mère, Joaquina Maria, 42 ans ; trois enfants : Aurelia da Conceiçao, 20 ans ; Maria Candida, 19 ; Manuel Francisco, 7. L'ouvrier est né à Aldéia Gallega, village situé en face de Lisbonne, sur l'autre rive du Tage. Son père était journalier, et s'employait surtout aux travaux qui exigent beaucoup de force, comme la manutention du sel. Cette denrée, produite dans de nombreuses salines établies sur les deux rives de la Mer de Paille, véritable lac marin, formé par l'estuaire un peu au-dessus de Lisbonne, est l'objet d'un commerce important[2]. Antonio a deux frères et deux sœurs, tous mariés dans le village natal et vivant du travail de leurs mains. Les relations entre eux sont nulles, car le prix de la traversée du Tage (2 fr.) suffit pour empêcher les visites réciproques. Ils ne s'écrivent même pas et savent seulement que les autres existent encore, qu'ils ont des enfants, mais très peu d'argent, et c'est tout. La mère est née à Linda-a-Pastora, dans les environs de Lisbonne; son père, charpentier de son état, est mort, et sa mère vit au village avec un de ses fils, auquel on a abandonné pour ce motif les pauvres meubles composant la succession du défunt. Joaquina Maria a eu dix frères et sœurs, dont quatre sont encore vivants : deux garçons, l'un maçon, l'autre charpentier, et deux sœurs, dont une déjà veuve sans enfants, l'autre mariée et mère d'une fillette. Ils ont en outre quelques autres parents habitant tous hors de Lisbonne.

Antonio est ouvrier maçon, employé régulièrement chez un entrepreneur, M. Carvalho, rua da Victoria, 53. Son salaire varie entre 700 et 750 reis (3 fr. 85 à 4 fr. 15) par jour. Sa femme est couturière-lingère ; elle travaille à domicile pour

1. Monographie faite avec le concours de M. J. de Mattos Braamcamp, au printemps de 1909.

2. V. dans la troisième partie la monographie du *Saunier de Faro*.

une petite clientèle, et en outre s'occupe de son ménage; avec l'aide de ses deux filles, elle gagne en moyenne, selon sa propre estimation, environ 200 reis par jour (1 fr. 10). Le garçonnet va entrer à l'école. Le salaire total de la famille peut ainsi être évalué à 5 francs par jour, chiffre moyen. Si le travail était régulier, ces gens arriveraient à gagner annuellement entre 1.500 et 1.600 francs. Mais il n'en est point ainsi, car les chômages causés par le mauvais temps ou par les retards imputables aux autres corporations, réduisent cette somme à un chiffre qui ne doit guère dépasser 1.400 francs. Le fait ne peut pas du reste être établi d'une manière absolue, car ces pauvres gens ne tiennent aucune espèce de compte, et, vivant au jour le jour, ils sont dans l'impossibilité de donner des renseignements plus précis.

Cette famille ne possède absolument que son petit mobilier. Antonio et sa femme n'ont rien hérité de leurs parents et n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à réaliser la moindre épargne en argent. Assez souvent même ils doivent recourir au crédit lorsque survient le moment où il faut payer le loyer et l'impôt, ou bien quand une période de chômage dure trop longtemps. Dans ce cas, on s'adresse au bureau de prêt sur gage, qui exige un intérêt de 7 p. 100.

Notre maçon habite la rue Saraiva de Carvalho; cette rue, assez propre, est bordée de maisons anciennes, presque toutes semblables, d'un aspect uniformément grisâtre et quelque peu triste. Son logement est situé au n° 88, dont il forme le 1er étage. Il se compose : d'un petit vestibule, d'une cuisine pourvue de l'eau de la ville, d'une grande chambre à deux fenêtres, l'une au nord, l'autre au sud, occupée par les deux jeunes filles; d'une autre chambre, celle des parents, exposée au nord; enfin d'une salle à manger donnant sur le midi, et près de laquelle se trouve un petit atelier. Toutes les pièces sont claires et bien aérées; les murs sont nus et blanchis à la chaux. Un jardinet, planté de quelques fleurs et de légumes, dépend de ce logement; Antonio y a installé une petite basse-cour, où se trouvent quelques poules. Toute la famille s'intéresse

vivement à ce coin de verdure ainsi qu'au poulailler. Le loyer annuel est de 60 milreis, c'est-à-dire environ 330 francs, prix modéré pour Lisbonne. Les meubles qui garnissent ce modeste logis ne sont ni neufs ni nombreux, mais ils sont tenus proprement. On voit dans la salle à manger, qui joue aussi le rôle de salon, une grande table servant pour les repas; une table plus petite, placée dans un coin, couverte d'un tapis et portant une plante verte dans un cache-pot de faïence; un dressoir pour la vaisselle; six chaises. La grande table repose sur un tapis de fabrication locale, imitant la moquette; au mur sont suspendus quelques chromos et des assiettes peintes, ainsi qu'une petite glace et une horloge au tic tac monotone. Une corbeille à ouvrage en osier occupe un angle, et une suspension au pétrole complète l'ameublement de cette pièce; dans sa pauvreté il révèle une intention de recherche et de confort qui paraît due principalement aux jeunes filles. L'atelier voisin est garni d'une table à repasser, d'une machine à coudre et de quelques sièges. La chambre des parents est meublée d'un grand lit à deux places, en fer, d'un lit plus petit pour Manuel, d'un lavabo aussi en fer à cuvette de faïence, et de deux coffres, un pour le linge, l'autre pour les vêtements; la chambre des jeunes filles renferme deux lits de fer, un lavabo et deux coffres. La cuisine est munie de deux petits fourneaux portatifs en fonte, de vaisselle de faïence placée sur des planches, et de quelques ustensiles en terre et en fer battu, le tout assez propre.

Chacun des membres de la famille a pour les jours ouvrables un vêtement de cotonnade, complété, pour les femmes, par un châle de laine, et, pour les dimanches, un autre costume un peu plus recherché, mais sans luxe. Le linge ne comporte pas un grand nombre de pièces, mais il est soigneusement entretenu. La mère, aidée de ses deux filles, confectionne la plus grande partie des vêtements et du linge. Enfin, les femmes possèdent quelques bijoux d'or : une paire de boucles d'oreilles pour chacune et deux chaînes de cou; en fait, ces modestes ornements constituent les économies du ménage : dans les moments de gêne, ils servent de gage pour les emprunts dont nous avons

parlé. La valeur totale des biens mobiliers de la famille peut être estimée à 1.400 francs environ. Il va sans dire que, s'il s'agissait de vendre tous ces objets, le produit de l'opération n'atteindrait certainement pas le chiffre que nous venons d'indiquer; mais si ces braves gens devaient reconstituer aujourd'hui leur mobilier, il leur faudrait dépenser au moins cette somme, et probablement davantage. Nous avons déjà remarqué que c'était là tout leur avoir.

L'alimentation est, comme on peut s'y attendre, à la fois simple et frugale. Le matin, on déjeune d'une tasse de café noir et d'un morceau de pain sec; pour l'enfant, un peu gâté par tout le monde, on prépare parfois l'*assorda,* soupe nationale à l'huile d'olives et au pain. Le père mange avant de partir à son travail — la journée commence à 7 heures en été, — les autres prennent ce léger repas un peu plus tard. A midi on dîne, généralement d'une soupe à l'huile et aux légumes, garnie de pain ou de pâtes, d'un plat de légumes ou de riz, avec du poisson frais ou de la morue salée; de temps en temps, on remplace le poisson par un peu de viande. Le soir, à 7 heures, on se contente souvent des restes du dîner, ou bien d'un potage maigre, de pain et de fromage.

Les dépenses de nourriture sont évaluées par la ménagère au chiffre moyen pour un mois de 85 francs environ, ce qui fait par an un peu plus de 1.000 francs.

En y ajoutant le loyer, qui coûte 330 francs, l'impôt, 24 fr. 75, diverses cotisations, 17 fr. 50, cela fait un total tout près de 1.400 francs qui laisse une bien faible marge pour l'entretien et le renouvellement du linge et des vêtements. En fait, pour couvrir les dépenses de cette nature, quand elles deviennent nécessaires, il faut économiser sur l'alimentation. Dans ces conditions, la moindre perturbation suffit pour troubler ce mince budget. Une maladie, un chômage jettent ces pauvres gens dans de poignantes angoisses, car le pain du lendemain dépend littéralement du salaire de chaque jour, d'autant plus que la pratique du crédit est très limitée, les achats se faisant presque toujours au comptant soit dans les petits magasins du

quartier, soit auprès des marchands ambulants qui promènent leurs échoppes roulantes à travers la ville.

Les récréations prises par Antonio et les siens sont peu coûteuses. Quelques rares visites faites à des connaissances, les promenades dans la ville le soir, après la journée faite, les dimanches et les jours de fête, et surtout l'entretien du jardinet, et c'est tout, ou à peu près. L'ouvrier quitte rarement son logis en dehors des heures de travail.

L'hygiène des familles de cet ordre est assez rudimentaire. Sans doute, l'aspect du logis et de ses occupants indique une préoccupation de soin et de propreté qui s'aperçoit tout d'abord. Mais de là au raffinement il y a loin, et d'ailleurs il serait difficile de demander beaucoup plus à des gens qui côtoient de si près la misère. Il est évident en outre que, en cas de maladie un peu grave, il faudrait recourir à l'hôpital pour se procurer les soins nécessaires, sinon il deviendrait indispensable de se priver davantage encore pour payer le médecin et le pharmacien. Or, il est bien certain que, même quand tout le monde se porte bien, on doit mesurer très juste à chacun la nourriture pour arriver à joindre les deux bouts. Ajoutons immédiatement que le chef de famille fait partie de diverses associations de secours mutuels, dont il tirerait quelques subsides en cas de maladie. La première est le *Monte pio de Nossa Senhora dos Remedios* [1]; moyennant une cotisation de 60 reis (33 centimes) par semaine, l'ouvrier gravement malade reçoit 160 reis (90 centimes) par jour, les soins médicaux, ainsi que les médicaments, et, en cas de décès, les frais d'inhumation sont à la charge de la société. La seconde est une association ouvrière : *A Voz do Operario,* à laquelle Antonio paie une cotisation hebdomadaire de 20 reis (11 centimes), ce qui lui donne le droit d'être porté au cimetière sur le char funèbre de la société et assure dans ce cas à sa famille un léger secours, 6 milreis (32 fr. 50); sa femme et ses enfants auraient

1. Cette société reçoit des membres des deux sexes, divisés en deux classes : 1° de 14 à 50 ans; 2° de 50 à 65 ans. Le droit d'entrée est de 240 reis (1 fr. 40), et la cotisation mensuelle de 240 reis (1 fr. 40) pour la première classe, 120 reis (70 centimes) pour la seconde. Les secours varient entre 160 et 80 reis par jour, selon la gravité du cas.

également droit aux honneurs funéraires. Ce sont là de bien faibles appuis, et les seuls sur lesquels l'ouvrier peut compter en dehors de la charité publique. Le petit effort pécuniaire qu'on exige de lui en échange : 260 reis (1 fr. 43) par mois en tout, représente un notable esprit de prévoyance, qui probablement s'élèverait jusqu'à l'épargne, si les ressources de la famille n'étaient pas si étroitement limitées.

La société ouvrière dont nous venons de parler, fondée en 1879, et reconstituée en 1904, est intéressante à titre de tentative d'auto-patronage mutuel, faite par les travailleurs eux-mêmes. Son titre complet indique bien son but : *Société d'instruction et de bienfaisance « la Voix de l'Ouvrier »*. Elle se propose spécialement de fonder une ou plusieurs bibliothèques, ainsi que des cours, ouverts dans la journée et le soir; d'acquérir un immeuble destiné à être le siège de la société; de venir en aide à ses membres et à leurs familles; enfin, de continuer la publication du journal hebdomadaire *A Voz do Operario*, qui a pour but de répandre parmi les ouvriers des renseignements utiles et des informations sommaires sur la vie publique du pays; la rédaction s'attache principalement à vulgariser les idées de coopération et de mutualité. Ce journal, tiré à plus de 30.000 exemplaires, est lu dans un grand nombre de familles et constitue un moyen de propagande d'une importance réelle. Nous avons dit plus haut le chiffre de la cotisation, et la nature des secours fournis par la société au moment du décès de ses membres. On se préoccupe surtout ici, en effet, de rendre aux camarades, à leurs femmes et à leurs enfants des honneurs funèbres, auxquels ces gens tiennent beaucoup, et d'assurer à la famille dont le chef vient de disparaître un viatique qui lui permet de traverser les premiers jours et de chercher un moyen de se retourner. Peut-être pourrait-on trouver dans une telle institution le germe d'une combinaison plus complète donnant aux ouvriers une sécurité qui leur manque actuellement. Mais, pour obtenir ce résultat, il faudrait qu'il y eût coopération entre patrons et ouvriers.

Comme un grand nombre de Portugais élevés à la campagne,

Antonio est complètement illettré. Sa femme et ses filles ont au contraire fréquenté l'école et savent lire et écrire ; de temps en temps, elles lisent à haute voix un journal populaire, ou quelque médiocre roman publié par livraisons ; il leur arrive bien rarement d'écrire une lettre. Néanmoins, on comprend dans cette famille l'utilité de l'instruction ; les grandes sœurs ont commencé celle du jeune Manuel, qui entrera cette année à l'école privée ouverte par la *Voz do Operario*, moyennant un écolage de 100 reis (55 centimes) par mois. Il y recevra non seulement l'enseignement, mais encore les fournitures scolaires. Cette école a la réputation de faire travailler les enfants plus et mieux que l'école communale ; elle les conduit jusqu'aux examens primaires du 1er et du 2e degré, qui procurent un certificat d'études.

Parents et enfants ont été élevés dans la religion catholique, mais ils ne la pratiquent plus, ni comme culte privé, ni comme culte public. Ils ont perdu l'habitude de la prière et abandonné toute pratique extérieure, en conservant toutefois des sentiments de moralité ; aussi, leur conduite est régulière.

Les familles ouvrières de Lisbonne sont assujetties à toute une série d'impôts. Elles paient d'abord une taxe directe sur le loyer, dont le taux nominal est fixé au dixième ; en fait, cette proportion n'est jamais atteinte. Dans le cas présent, l'impôt est d'environ 4.500 reis, soit à peu près 24 fr. 75, obligation déjà lourde pour un si modeste budget. En outre, l'ouvrier supporte sa part des nombreux impôts indirects qui frappent toutes les consommations, et qui atteignent au moins 6 % de la valeur des objets, et souvent bien davantage. Nous ne croyons pas exagérer en estimant à 100 francs environ, soit à peu près 7 % de son revenu total, les charges publiques qui pèsent sur cette pauvre famille. L'excès est évident, et l'on peut dire que, dans ce cas, l'impôt est véritablement prélevé sur la subsistance même des gens qui le paient, ce qui entraîne certainement une réduction notable à la fois dans la puissance productrice et dans la capacité de consommation de la classe inférieure.

Le service militaire est, en principe, obligatoire depuis 1887. Mais comme on n'appelle sous les drapeaux qu'un contingent

réduit[1], un bon nombre de jeunes gens échappent à l'obligation, soit parce qu'ils ont amené au tirage au sort un numéro élevé, soit parce qu'ils ont payé au Trésor une prime de remplacement. Une loi de 1901 a fixé à trois ans la durée du service actif dans l'armée de terre, mais ce temps peut être réduit à deux ans pour les hommes suffisamment instruits, et même à cent jours pour les très bons tireurs. Antonio n'a fait que six mois de service militaire, mais il a payé à l'État une somme de 50 milreis (275 francs).

Bien que cette famille soit établie au milieu d'une grande ville, elle vit dans un état d'isolement social à peu près complet. Nous avons constaté que ses deux points d'appui extérieurs sont les deux sociétés de secours mutuels. Nous savons aussi que ses relations de famille et d'amitié sont à peu près nulles. Il en est de même avec le voisinage. Les autres étages de la maison sont occupés par des *Gallegos* ou Galiciens d'Espagne immigrés dans la capitale portugaise. On trouve aussi dans cette catégorie des individus venus de l'extrême nord du Portugal. Ces gens, issus de populations montagnardes et rurales de formation nettement communautaire[2], sont poussés à l'émigration temporaire par la pauvreté de leur sol, et ils se répandent dans les régions avoisinantes, tout à fait comme les Auvergnats et les Savoyards français, pour exercer une foule de petits métiers. Dans leur désir de gagner leur vie, rien ne les rebute, et ils acceptent les travaux les plus pénibles et les plus grossiers. A Lisbonne, ils se chargent de toutes les corvées que les Méridionaux trouvent trop pénibles ou trop humiliantes. Ils sont débardeurs, portefaix, terrassiers, commissionnaires et cireurs de bottes, charbonniers, domestiques, etc. Les voisins d'Antonio sont, l'un ouvrier jardinier, l'autre marchand de charbon. Ils ont une famille et logent en outre des compatriotes. Tout ce monde vit entassé dans une promiscuité et une malpropreté qui

1. Environ 16.000 hommes pour l'armée de terre, et un millier de marins pour la flotte.

2. V. dans la première partie ce que nous disons des paysans du Barroso (Tras os Montes), et dans *Les Ouvriers européens*, t. V, p. 249, une curieuse monographie de paysans galiciens.

excitent à juste titre le dégoût chez notre maçon. Sa femme raconte que, chez le charbonnier, cinq personnes couchent dans la même chambre, et elle se plaint amèrement de l'état de malpropreté dans lequel ces gens laissent l'escalier. On pense bien que la famille d'Antonio ne tient pas à fréquenter des voisins si frustes et si mal appris. A vrai dire, ceux-ci n'ont guère le temps de causer. A force de travail, de privations et d'économie, ils réussissent à épargner quelque argent. On les voit alors s'établir dans un petit commerce : épicerie, débit de boissons, gargotes ou hôtels garnis, etc. ; parfois, ce sont des entreprises interlopes : prêts sur gage à la petite semaine (à raison de 25 % l'an), exploitation des enfants par la mendicité ouverte ou plus ou moins dissimulée, etc. [1]. Au cours de ce second stade, ils augmentent leur magot; beaucoup retournent alors au pays pour rentrer dans leurs familles et redevenir paysans. Quelques-uns demeurent à la ville, élargissent leur cercle d'opérations et font fortune.

On aperçoit dans cette situation deux phénomènes intéressants et d'ailleurs bien connus. D'abord, les communautés réduites de la montagne envoient au loin des émigrants que la nécessité a rendus laborieux et prévoyants. Ensuite, ces émigrants d'origine communautaire, obligés par les circonstances à montrer une certaine initiative, ne sont cependant pas aptes à la développer beaucoup, et sont maintenus par l'effet de leur formation dans une situation inférieure, à de rares exceptions près. Ils profitent en somme des avantages d'une éducation organisée, mais celle-ci est insuffisante pour les élever au-dessus d'un certain niveau.

Si Lisbonne renferme beaucoup d'étrangers, dont la collaboration contribue à développer son activité commerciale et industrielle, la capitale envoie aussi des émigrants au dehors. Ils se rendent principalement au Brésil, où le nombre des Portugais ayant conservé leur nationalité est évalué à 220.000.

En ce qui concerne la vie publique, Antonio y reste com-

1. Ce dernier fait est surtout imputable aux Castillans, qui se font aussi volontiers colporteurs.

plètement étranger. En effet, selon la constitution portugaise, tous les pouvoirs sont exercés par délégation, c'est-à-dire par l'intermédiaire de représentants élus. Or, notre maçon n'est électeur ni pour le conseil communal ni pour la chambre des députés. Cela tient à ce qu'il ne prend aucun souci de son inscription sur les listes électorales.

Le type de famille que nous venons de décrire représente à peu près la moyenne des ouvriers du bâtiment dans la capitale. Toutefois, sa situation est plutôt un peu meilleure que celle de la plupart des familles analogues, d'abord parce que le père est un homme sobre et rangé, et ensuite parce que sa femme et ses filles, économes et laborieuses, contribuent dans une large mesure au bien-être du ménage. Et cependant, nous avons constaté combien la vie de ces pauvres gens est étroite et comment elle confine constamment à l'état de misère, où le moindre accident suffirait à les précipiter. Antonio est relativement jeune, il peut espérer que son travail le fera vivre durant un bon nombre d'années encore. Mais rien ne permet de prévoir pour lui la possibilité de réaliser des économies. Aussi, bien qu'il vive avec régularité, la vieillesse le trouvera dépourvu de toute ressource. Si ses enfants sont alors en état de l'aider, il achèvera tranquillement ses jours. Mais dans le cas contraire, il connaîtra la vraie misère au moment où elle est le plus difficile à supporter. On sent immédiatement la douloureuse incertitude d'une telle existence, et on comprend du même coup la nécessité de faire quelque chose pour corriger cette incertitude. A qui appartient-il de le tenter? Aux intéressés avant tout, c'est-à-dire aux patrons et aux ouvriers. S'ils ne savent pas prévoir cette nécessité et s'entendre pour y pourvoir, on verra sous peu les politiciens s'emparer de la question pour essayer de la résoudre à leur manière, c'est-à-dire par des combinaisons artificielles, compliquées et coûteuses.

V. — MAITRE CHARPENTIER DE LISBONNE.

L'exemple que nous venons d'exposer représente bien la condition de la généralité des ouvriers du bâtiment à Lisbonne, et nous avons dû constater que cette condition n'est pas satisfaisante, surtout par l'effet de la cherté relative des logements et de la nourriture. Cependant, quelques-uns d'entre eux, bien servis par leur intelligence, par leur énergie, et aussi par les circonstances, réussissent à émerger de la masse salariée et à s'élever jusqu'au patronat. Tel est le cas pour les deux types que nous allons décrire. Le premier est un *maître charpentier* (petit patron), ancien compagnon qui a su trouver le moyen de s'établir, voici comment [1].

Joao Miguel da Cruz, âgé de 42 ans, est né à Ancora, province de Minho. Son père était maçon, mais notre homme préféra devenir charpentier. Il apprit son métier dans le nord, puis vint à Lisbonne, où le travail abondait. Il a eu deux frères, aujourd'hui décédés. Sa femme, Amelia dos Anjos, âgée de 36 ans, née à Carvalhal da Loiça, concelho de Ceia (Basse Beira), est la fille d'un ouvrier maçon, comme son mari. Le ménage n'a point d'enfants. Il est évident que ce fait lui a facilité les choses en réduisant ses dépenses nécessaires.

Da Cruz a débuté comme compagnon charpentier; puis, profitant adroitement de l'occasion favorable, il prit à son compte de petits travaux, réalisa quelques bénéfices, et augmenta l'importance de ses affaires, si bien qu'il est devenu entrepreneur de bâtisse. Il emploie actuellement huit ouvriers : deux charpentiers, cinq maçons, un tailleur de pierres. Ces ouvriers sont payés de 4 fr. 40 à 4 fr. 95 par jour. Le patron, ayant un courant d'entreprises assez régulier, les garde presque toute l'année.

1. Précis recueilli avec l'obligeante collaboration de M. A. Braamcamp de Matos, à Lisbonne.

La femme s'occupe exclusivement de son ménage, qu'elle tient elle-même, sans l'aide d'aucune servante.

Les époux da Cruz louent, dans une vieille maison de la rua Diario de Noticias, n° 44, un modeste logement de trois pièces et une cuisine; encore une des chambres à coucher est-elle sous-louée à un jeune homme pour 6 francs par mois. La maison est proprement tenue, mais comme le propriétaire se refuse à toute réparation, l'aspect des lieux n'est pas très gai, bien que l'air et la lumière n'y manquent pas. Le loyer de l'appartement n'est que de 36 milreis, ou environ 200 francs par an. Si on en déduit la sous-location, soit à peu près 72 francs par an, on voit que le ménage est logé pour 128 ou 130 francs à peu près. C'est un loyer fort modeste pour des gens qui sont relativement aisés, et ce fait atteste leur esprit d'économie.

Le mobilier qui garnit ce logis est simple, mais très soigneusement entretenu. La pièce qui donne sur l'escalier, et qui sert de salon, est meublée d'un canapé d'osier tressé, de deux chaises, d'une petite commode, de deux coffres à linge, et d'une machine à coudre. La commode porte quelques bibelots sans valeur, et les parois sont ornées de deux horloges et de photographies encadrées. Une lampe à pétrole est posée sur la table. Dans la chambre à coucher du ménage se trouvent un grand lit en bois, une armoire, une table, deux chaises, un lavabo en fer; des miroirs sont suspendus aux murs, et le lit est recouvert d'une cretonne imprimée. La seconde chambre contient un lit de fer, une table portant une lampe à pétrole, une malle; cette chambre est louée, ainsi que nous le disons plus haut. La cuisine est garnie d'un fourneau de fonte, de deux tables et de deux bancs de bois, d'ustensiles en fer battu et en terre, de la vaisselle et de la verrerie indispensables. C'est là que les époux prennent leurs repas.

Le ménage est pourvu largement du linge et des vêtements nécessaires. En outre, selon l'usage général, une partie des économies réalisées a été convertie en bijoux. M[me] da Cruz et son mari montrent, non sans fierté, une chaine et deux montres en or, deux montres en argent, une pièce de dix milreis (55 fr. 50)

— chose devenue bien rare dans le pays, — neuf bagues, trois paires de boucles d'oreilles, trois épingles de cravate, une paire de boutons de manchettes, un bouton de plastron, une chaîne de cou, le tout en or. La valeur totale des bijoux est évaluée par da Cruz à 750 francs, celle du linge et des vêtements à 500 francs; le mobilier vaut environ 350 francs, et l'outillage dont l'entrepreneur a garni son chantier, situé dans un faubourg de la ville. est estimé par lui-même à 750 francs à peu près. Le total représente une somme de 2.350 à 2.500 francs environ.

Comme da Cruz travaille personnellement avec ses ouvriers, il gagne d'abord un salaire quotidien auquel il faut ajouter le bénéfice qu'il réalise par ses entreprises. Mais il est impossible d'évaluer exactement son gain, car sa comptabilité est fort sommaire. Il estime son salaire normal à 1.200 ou 1.500 reis (6 fr. 65 à 8 fr. 25) par jour, mais c'est là un chiffre très élevé pour Lisbonne, et il est évident que les deux éléments : salaire et profit, sont ici plus ou moins confondus. Il est probable que le revenu moyen du ménage dépasse 4.000 francs par an.

Le maître-charpentier ne dépense pas beaucoup pour son loyer, mais il se nourrit confortablement. Le matin, dès 6 heures, premier déjeuner avec pain, beurre et café; à midi, déjeuner solide, composé d'une soupe, d'un plat de viande ou de poisson frit, d'un plat de légumes; le repas du soir est à peu près analogue à celui de midi, mais un peu moins copieux. Pour montrer la différence de cette alimentation avec celle des ouvriers déjà décrits, il suffira de dire que ce ménage de deux personnes consomme 5 kilos de viande par semaine, et 14 litres de vin, sans parler du reste.

Il en est de même pour les dépenses d'entretien. Da Cruz et sa femme s'habillent très convenablement. En outre, ils s'offrent de temps en temps une petite distraction : courses de taureaux ou théâtre; mais ces plaisirs coûteux sont plutôt rares. En général, on se contente de la promenade, ou bien l'on fait visite à des amis. De temps en temps une fête de famille : mariage ou baptême, fournit une occasion de s'amuser honnêtement.

Somme toute, le chapitre des distractions ne grève pas lourdement le budget.

En résumé, ces bonnes gens ont toujours vécu avec régularité et modération, ce qui leur a permis de réaliser des économies. Aujourd'hui, ils ne manquent de rien parce que, grâce à l'initiative et à l'esprit d'entreprise du mari, ils ont su se créer une bonne position. Mais leurs débuts n'ont pas été si commodes; ils ont dû alors se priver plus d'une fois pour joindre les deux bouts, ou pour réaliser leurs premières économies. Leur effort a du moins été récompensé; da Cruz est aujourd'hui bien lancé. Il est connu et apprécié; ses fournisseurs lui accordent un crédit suffisant; il a en banque un dépôt de plus de 1.000 francs qui forme son capital roulant. Sa santé est excellente, il est dans la force de l'âge, et l'avenir lui apparaît riche de promesses. C'est un ouvrier en plein développement, ou plutôt, c'est déjà un patron en voie d'atteindre la fortune.

Au point de vue de l'hygiène, le ménage montre une excellente tenue. Le petit logement est parfaitement propre et sain; la cuisine est munie d'un évier, chose rare dans les maisons de ce genre. Les soins du corps laissent également peu à désirer. On reconnaît là un sentiment de respectabilité très accusé.

Da Cruz n'a jamais recherché aucun appui extérieur, pas même celui des associations mutualistes. Il n'appartient à aucune d'entre elles et, d'ailleurs, il est aujourd'hui en mesure de se suffire pleinement à lui-même.

Il a fréquenté jusqu'à douze ans l'école primaire, où il a appris à lire, écrire et compter. C'est là tout son bagage intellectuel. Son succès provient donc avant tout de son caractère, de son intelligence et de sa capacité professionnelle. Sa femme n'a appris à lire que tard, et ne sait pas grand'chose. Les deux époux sont catholiques et montrent du respect pour la religion. A l'occasion : mariages, baptêmes, obsèques, ils vont à l'église et assistent aux offices sans aucune répugnance; mais, en fait, ils ne pratiquent pas, sous le prétexte que le temps leur manque. En réalité, l'esprit religieux les a abandonnés.

En ce qui touche les charges publiques, on peut dire qu'elles

pèsent assez lourdement sur notre petit entrepreneur. Il supporte un certain nombre d'impôts directs : taxe locative, timbre, taxe industrielle, etc., et les impôts indirects le frappent en raison de sa consommation. Il acquitte au moins 300 francs tant à l'État qu'à la commune. Assujetti au service militaire, il a pu s'en dispenser en payant un remplaçant. Il s'est associé pour cela avec deux autres conscrits, et a versé pour sa part 54 milreis (300 francs).

Au point de vue de la vie publique, nous observons que da Cruz est électeur municipal et politique. Mais le fait d'émettre un vote de loin en loin ne l'intéresse que médiocrement. Ce qu'il réclame avant tout, c'est la tranquillité nécessaire pour que les affaires marchent régulièrement et lui apportent du travail.

Bien qu'il y ait à Lisbonne beaucoup d'ouvriers étrangers, on ne les rencontre pas en grand nombre dans l'industrie du bâtiment. Notre entrepreneur n'en emploie pas actuellement. En sens contraire, sa famille a fourni une recrue à l'émigration. Un de ses frères est allé tenter la fortune au Brésil comme peintre en voitures. Mais, ayant médiocrement réussi, il revint mourir au pays sans avoir réalisé ses espérances. Le fait n'est d'ailleurs pas rare, et pour « un brésilien » qui revient avec une fortune plus ou moins ronde, beaucoup d'autres périssent misérablement ou rentrent sans sou ni maille. Mais on ne tient pas compte des insuccès, tandis que l'on remarque avec envie les villas et les équipages de ceux qui ont su trouver le chemin de la réussite.

VI. — PLOMBIER-INSTALLATEUR (PETIT PATRON) DE LISBONNE.

Voici un second exemple pris dans une autre profession, et dans des circonstances très analogues. Toutefois, l'ouvrier dont il s'agit ici en est encore à ses débuts comme petit patron, fait qui va nous permettre de saisir sur le vif toutes les difficultés d'une pareille évolution. Il appartient à la catégorie des

plombiers-installateurs, qui établissent dans les bâtiments les conduites d'eau et de gaz, les salles de bain, etc. [1].

Paulo Tavares est un brave ouvrier plombier qui, âgé aujourd'hui de 35 ans, a réussi par ses seules forces à se créer une position indépendante, nous verrons tout à l'heure comment. Il est né à Nesespeira, concelho de San Pedro do Sul, dans la province de Beira Alta, c'est-à-dire dans le nord du pays. Son père était un ouvrier rural, qui eut six enfants : quatre fils et deux filles. Paulo ne voulut point rester aux champs et demanda à apprendre un métier. On le plaça comme apprenti chez un plombier du chef-lieu, où il resta trois ans en cette qualité. Payé d'abord 80 reis (44 cent.) par jour, il vit son salaire augmenter peu à peu jusqu'à 160 reis (88 cent.). Devenu ouvrier, il travailla dans différentes villes ; puis, à peine âgé de dix-sept ans, il se rendit à Lisbonne, où il entra dans une grande maison d'installation du bâtiment, occupant 300 ouvriers. Tavares étant resté plusieurs années dans cet atelier, il y devint contremaître, ce qui lui valut à la fois un travail régulier et un bon salaire. Malheureusement pour lui, la maison ayant été fermée, il se trouva brusquement sur le pavé. Il lui eût été facile de trouver de l'emploi dans une autre entreprise du même genre. Mais comme il était actif et intelligent, il préféra s'établir comme petit patron. La chose n'était pas aisée, car il fallait avec de minces économies, et des relations extrêmement restreintes, organiser un atelier, trouver une clientèle, faire les avances indispensables, et assurer la vie de son ménage. Car, dans l'intervalle, Tavares s'était marié avec la fille d'un maçon de Lisbonne, Zulmira Marques, âgée aujourd'hui de 24 ans. Ils ont eu un bébé, Joel, qui a 2 ans.

Actuellement, notre plombier occupe, moyennant un loyer annuel de 375 francs, dans la *rua do Arco do Limoeiro*, un atelier qui donne sur la rue par une large porte, seule et unique ouverture du local. En outre du patron, qui travaille sans relâche, deux ouvriers et deux apprentis sont employés à monter des installations

1. Monographie faite avec le concours de M. A. Braamcamp de Matos.

pour l'eau et le gaz, à monter et à réparer des appareils sanitaires de toute espèce. Le salaire des ouvriers est de 900 reis (5 fr.) pour une journée de dix heures ; bien souvent Tavares la prolonge pour lui-même et ne quitte son atelier que vers 9 heures. Actuellement le travail ne manque pas ; mais pour soutenir la concurrence des grandes maisons, il faut accepter des prix très bas et se contenter d'un bénéfice minime. Aussi, le plombier assure qu'il est obligé de se donner beaucoup de peine, tout en gagnant moins qu'à l'époque où il était contremaître. Mais il espère qu'à force d'énergie et de persévérance, il élargira sa clientèle, augmentera ses bénéfices et réussira à se faire une bonne position. Cette belle confiance en l'avenir est assurément une force qui soutiendra efficacement Tavares dans la rude tâche si hardiment entreprise. Mais, pour le moment, il en est encore à ses débuts comme patron et ne s'élève guère au-dessus de la condition d'ouvrier. Toutefois, il sent déjà peser sur ses épaules les obligations, les charges, les initiatives du patronat, et son caractère en est développé et renforcé. Malheureusement, il ne dispose que de faibles moyens et se trouve par là à la merci d'un accident, par exemple d'une crise paralysant les travaux du bâtiment pendant une période un peu prolongée. Il est vrai que, dans ce cas, il congédierait ses ouvriers, et ferait lui-même, aidé par ses apprentis, les travaux qu'il pourrait encore trouver.

Le plombier occupe, au troisième étage d'une maison de la *rua Direita de Graça*, un logement composé de trois pièces et d'une cuisine, orienté à l'est, clair et aéré. Le loyer est de 36 milreis (200 fr.) payables en deux termes. Le logis est garni d'un modeste mobilier ainsi composé : dans la chambre à coucher, un grand lit de fer et un petit pour le bébé, un lavabo, une table de nuit, un bidet; dans la seconde pièce, qui sert de bureau, se trouvent un secrétaire en acajou, un guéridon, six chaises, une horloge et des portraits encadrés suspendus au mur; dans la troisième pièce on voit une machine à coudre, une commode, un coffre, un tub ; la cuisine contient une table et trois bancs de bois, un fourneau portatif, la

vaisselle et les ustensiles indispensables. Le tout est estimé environ 425 francs. Quant à l'outillage de l'atelier, il vaut à peu près 3.400 francs, et l'achat de ce matériel a absorbé toutes les économies de l'ouvrier.

L'alimentation du ménage, bien qu'elle témoigne d'une grande sobriété, est cependant déjà meilleure que celle des ouvriers en général. Le matin, le mari se contente d'une tasse de lait, la femme prend du café, du pain et du beurre; à midi, on mange une soupe, un plat de viande ou de poisson avec des légumes; le repas du soir est plus ou moins analogue au déjeuner. La dépense hebdomadaire est évaluée à 36 fr. 40, ce qui représente une dépense d'environ 1.900 francs pour l'année entière. Il faut y ajouter le loyer : 200 francs; les frais d'entretien : environ 350 francs; les menues dépenses, évaluées à 40 ou 50 francs; les cotisations payées à diverses sociétés dont il sera question tout à l'heure : 246 francs. Le tout forme une somme globale de 2.746 francs, qui représente le budget courant du ménage. Notre petit entrepreneur pourvoit aux dépenses de ce budget au moyen des profits que lui procure son atelier. Il estime à 1.000 francs par mois environ le produit brut de ses ventes d'appareils et autres fournitures: mais il faut ajouter au profit net réalisé la rémunération des travaux exécutés, travaux dont Tavares fait lui-même une bonne partie. Son revenu comprend donc deux éléments : salaire et bénéfice. Faute d'une comptabilité détaillée, il n'est pas possible d'en établir exactement le chiffre. Mais comme ce brave homme, loin de faire des dettes — il paie tout au comptant ou à court terme, — réussit au contraire à fournir les avances indispensables dans toute affaire, on peut être certain qu'il gagne net au moins 3.000 francs, et probablement davantage. Il est donc en bonne voie pour arriver à l'aisance, si aucun accident ne l'arrête en route. Sa santé n'est malheureusement pas excellente; il se croit même phtisique, bien que le médecin le déclare plutôt cardiaque. Sa femme et son enfant se portent bien, et comme ces gens se nourrissent convenablement, se tiennent proprement et occupent un logement sain et aéré, il est permis d'espérer

que la maladie du chef de famille ne viendra pas les arrêter dans leur développement.

Nous avons déjà constaté que Tavares s'est élevé par son seul effort, sans bénéficier d'aucun appui extérieur. Cependant il a senti le danger d'un isolement complet, et l'esprit de prévoyance, qui a été pour lui un si puissant élément de succès, l'a poussé à entrer dans plusieurs associations mutualistes ou coopératives. Il fait partie de trois sociétés de secours mutuels (maladie et invalidité), de deux sociétés coopératives de consommation, d'une société de récréations, enfin d'une société de bienfaisance. Sa femme est membre d'une société de secours mutuels et d'une coopérative. Nous avons noté plus haut qu'ils paient ensemble sous la forme de cotisations à ces divers groupements la somme considérable de 246 francs par an. Le type de la société de secours mutuels s'est présenté déjà dans les monographies précédentes; il ne diffère pas sensiblement des institutions analogues organisées dans les autres pays. Les coopératives de consommation, très prospères à Lisbonne, sont connues dans cette ville depuis assez longtemps déjà. La *Caisse économique ouvrière,* fondée en 1876, est dans sa 33e année d'existence, et si ses débuts ont été difficiles, sa situation est actuellement florissante. D'après ses statuts, elle pratique à la fois au profit de ses membres l'approvisionnement et le crédit mutuel. Elle compte à peu près 1.700 participants, avec un mouvement d'affaires d'environ 170.000 francs. Les bénéfices sont répartis entre les membres sous forme d'actions; Tavares possède un de ces titres. Les associés peuvent déposer leurs économies en compte courant portant intérêt, ou bien au contraire demander des prêts pour lesquels ils doivent présenter deux cautions faisant partie de la société. Ces institutions, fort intelligemment administrées par les ouvriers eux-mêmes, marchent avec beaucoup de régularité et de succès.

Les associations récréatives ne sont pas rares en Portugal. Ordinairement elles louent un local, de préférence avec jardin, où les associés se réunissent pour causer, jouer aux cartes, aux boules, etc., faire de la musique instrumentale ou chorale, ou

jouer la comédie. Elles organisent de temps en temps des concerts, des soirées familières, des bals, des excursions à la campagne, etc. On ne boit pas dans les réunions de ce genre. Ces associations sont tantôt exclusivement laïques, et tantôt placées sous le patronage du clergé.

Tavares et sa femme savent lire, écrire et compter. La femme a puisé son petit bagage intellectuel dans une école publique gratuite. Le mari, parti complètement illettré de son village, a appris seul, à force de patience et de persévérance. Cette énergie laborieuse explique le succès obtenu par l'ouvrier, qui doit tout à la fermeté de son caractère, à son travail et à son esprit d'économie. Au point de vue religieux, bien que Tavares et sa femme soient catholiques d'origine, ils ont abandonné toute pratique, se sont mariés civilement et n'ont pas fait baptiser leur enfant. Le mari déclare que la religion n'est qu'un ensemble de rites inutiles et qu'il suffit de suivre l'enseignement du martyr auquel on a donné le nom de Christ, c'est-à-dire de ne faire du mal à personne.

En ce qui concerne les charges publiques, ce petit entrepreneur devra payer un impôt direct d'une quarantaine de francs au moins — il n'a pas encore été taxé — et en outre les impôts indirects qui ne sont certainement pas inférieurs à la somme de 125 francs. Tavares n'a pas fait de service militaire. On l'a exempté pour une inaptitude physique. Il est électeur municipal et politique.

L'exemple de cet ouvrier montre bien que, en passant par la condition d'artisan petit patron, les ouvriers appartenant à certains métiers peuvent s'élever par leur propre effort, lorsqu'ils sont bien doués au point de vue du caractère, et bien préparés professionnellement. Mais ce cas ne peut être, et n'est en effet qu'une exception rare, d'abord parce que les ouvriers pourvus de toutes les qualités nécessaires : intelligence, volonté, capacité, audace, esprit d'épargne, sont eux-mêmes peu nombreux; ensuite, les professions et industries ne se prêtent pas toutes à de tels commencements. Le métier de plombier-installateur est précisément un des plus favorables à cet égard;

en effet, avec un matériel peu considérable et un faible capital, un artisan qui travaille de ses propres mains, peut facilement s'engager dans de petites entreprises, puis étendre peu à peu son champ d'action et finalement, s'il est assez capable, devenir un grand entrepreneur ou même un grand fabricant. Mais, répétons-le bien, ce ne peut être là que le fait d'une élite restreinte, dont le succès très légitime, mais sporadique, laisse dans son infériorité souffrante la masse de la classe ouvrière. Pour apporter un remède efficace à cette situation, il faudrait que la classe moyenne sût donner au travail une plus grande activité, que les charges fiscales fussent réduites pour diminuer le prix de la vie, enfin que les ouvriers apprissent à s'organiser pour défendre avec une énergie sage et mesurée leurs intérêts collectifs. Ce programme si vaste, bien qu'il tienne en peu de mots, n'est d'ailleurs pas spécial aux industries du bâtiment. Il s'impose également à toutes les autres, ainsi que nous allons le voir.

II

LA PETITE INDUSTRIE ET LES ARTISANS

La fabrication à la main, sa situation actuelle. — Les artisans et les ouvriers en province. — Le travail à la main dans les grandes villes. — Les petites industries de luxe à Lisbonne et à Porto. — Décadence du travail à la main. — Les petits métiers urbains. — Condition générale de l'ouvrier de la petite industrie.

I. — SITUATION ACTUELLE DE LA PETITE INDUSTRIE.

La fabrication à la main, à domicile ou en petit atelier, n'a disparu nulle part, en dépit des progrès de la machine et de l'usine. C'est que, par sa simplicité, sa souplesse, sa facilité d'adaptation, elle répond encore à des besoins déterminés, auxquels elle donne pleine satisfaction, et qui la maintiennent en lui conservant une clientèle fidèle. Par exemple, le cordonnier de village, accoutumé au goût des gens de la campagne, souvent même aux nécessités spéciales d'une contrée, indispensable d'ailleurs pour les réparations, trouve encore le moyen de vivre à côté de la grande manufacture. On en peut dire autant pour le forgeron, le charron, etc. Bien plus, certaines industries demeurent attachées au petit atelier pour des raisons techniques. C'est ainsi que les spécialités où l'habileté de la main et le goût jouent un grand rôle, restent principalement entre les mains de petits fabricants, qui déploient, ainsi que leurs ouvriers, une adresse, une intelligence, un sentiment

artistique surprenants; tels sont les orfèvres, les bijoutiers, et en général les fabricants d'articles de fantaisie, principalement dans les qualités fines et chères. Ceci revient à dire que le petit atelier et l'échoppe d'artisan gardent encore et garderont sans doute longtemps un rôle important à la fois par la diversité de la production et par le nombre des ouvriers qu'ils font vivre.

Cette importance, toutefois, n'est évidemment pas semblable dans tous les pays, ni même dans toutes les régions de chaque pays. Chez les nations où la grande industrie a pris tout son essor, l'article usiné à très bas prix remplace souvent dans la consommation le produit plus solide ou plus fin du petit fabricant. Celui-ci doit alors ou bien se spécialiser dans la production de luxe, ou bien devenir un simple réparateur employant ou revendant les produits de l'industrie mécanique, ou même abandonner la partie. Le Portugal se trouve actuellement dans une position intermédiaire. La grande industrie y fait évidemment des progrès, nous le constaterons tout à l'heure. Mais elle est encore bien loin de suffire aux besoins, en sorte que la fabrication à la main, tout en ressentant déjà, d'une façon assez pénible, les effets de la concurrence, conserve encore un large marché. Mais elle souffre dans plusieurs de ses branches, et son personnel ouvrier éprouve naturellement le contre-coup de cette crise irrémédiable. Jusqu'à présent, elle n'a pas causé des troubles bien visibles, parce que l'évolution a été lente. Mais la difficulté n'en existe pas moins, et elle s'aggravera en proportion de l'extension du machinisme. Il serait bon de profiter des expériences faites dans les pays plus avancés, pour étudier et prendre les mesures susceptibles de faciliter la transition. On éviterait par là des misères, des souffrances et des désordres dont nous avons pu déjà constater certains symtômes[1]. Nous en retrouverons dans ce chapitre un écho douloureux.

Dans les études qui vont suivre, nous exposerons la condition

1. V. plus haut, dans la troisième partie de ce travail, les observations relatives à l'industrie des conserves de poisson.

actuelle d'un certain nombre d'ouvriers et d'artisans appartenant à divers métiers, et dont la physionomie est suffisamment caractéristique. Nous ajouterons, en terminant, quelques observations complémentaires, propres à bien fixer les idées sur les dangers de la situation actuelle et les moyens les plus simples, les plus naturels, de les prévenir et d'en atténuer les effets.

II. — LE LIÈGE. BOUCHONNIER DE BARREIRO.

L'industrie du liège est actuellement très importante en Portugal, principal producteur de cette matière employée à tant d'usages différents. C'est un ouvrier bouchonnier que nous allons étudier. Il habite Barreiro, petite agglomération construite en face de Lisbonne, dont elle est en quelque sorte un faubourg. C'est là que, après avoir traversé le large estuaire du Tage, on trouve la tête de ligne des chemins de fer du Midi. Ses quelques centaines d'habitants sont concentrés sur un étroit espace autour de la gare et du quai qui sert de débarcadère. Quelques usines ont été établies dans cette localité, mais l'industrie principale est celle du liège, qui donne naissance à un trafic très important. Elle a été développée en ce lieu, qui est un point d'embarquement pour l'exportation, surtout par des Israélites d'origine allemande.

En parlant de la situation de l'agriculture dans les provinces méridionales, nous avons eu l'occasion d'indiquer les particularités intéressantes de la culture et de l'exploitation du *Cuercus suber*. Nous nous bornerons ici à esquisser les effets de la fabrication du produit principal extrait de la précieuse écorce : le bouchon. Disons immédiatement que l'industrie bouchonnière n'est pas concentrée à Barreiro. On trouve des ateliers plus ou moins importants disséminés dans toute la région méridionale, notamment à Evora, à Faro, dans les environs de Monchique, à Lisbonne, et aussi dans le nord, à Montalegre et à Bragança. Le travail se fait généralement à la main; cependant quelques

fabriques, surtout à Barreiro, sont munies de machines. Il arrive assez souvent que les maisons portugaises se bornent à dégrossir les planches de liège, pour les exporter ensuite, ou bien encore à tailler les matières en petits cubes de diverses grosseurs, expédiés ensuite à l'étranger pour y être transformés en bouchons. De même, les débris et rognures sont le plus souvent mis en balles et vendus au dehors pour la fabrication de certains matériaux de construction et aussi de poudres fines employées à divers usages. La valeur des produits ainsi exportés varie entre vingt et trente millions de francs par an; c'est une des branches capitales du commerce extérieur du Portugal.

Les ouvriers établis à Barreiro y forment une sorte de colonie de spécialistes du liège, parmi lesquels le métier passe de génération en génération. C'est dire que ces gens sont, en général, extrêmement habiles. Payés à la tâche, il fut un temps où tous ceux d'entre eux qui travaillaient bien et vite, gagnaient des salaires très élevés, presque fabuleux pour le Portugal. Les bouchonniers qui se faisaient jusqu'à 15 francs par jour n'étaient pas rares. Mais, aussi, ils vivaient pour la plupart sur un pied de véritable prodigalité. Bien que la vie fût bon marché à Barreiro, l'économie n'était pratiquée que par un petit nombre de ménages. Mais les mauvais jours sont venus. Les ouvriers se sont multipliés au moment même où les patrons introduisaient des machines anglaises et américaines très économiques. Dès lors les salaires ne pouvaient manquer de baisser, et ils ont été réduits, en effet. Les ouvriers, accoutumés à gagner beaucoup et à dépenser en proportion, ont protesté, se sont syndiqués, et ont organisé grève sur grève. La situation était fort difficile pour les patrons, qui se trouvent dans une assez large mesure à la merci de leurs ouvriers. Ceux-ci peuvent en effet, par une coupe plus ou moins adroite, réduire ou augmenter la quantité des déchets et, par suite, le prix de revient de la marchandise. Cependant, ils ont dû finalement subir la loi inévitable et se contenter de salaires plus modérés, qui d'ailleurs peuvent passer pour très avantageux, si on les

compare aux tarifs en usage dans les autres industries du pays.

Thomaz Campos est âgé de 30 ans; il a épousé, il y a quelques années, Maria Gertrudes, qui a maintenant 26 ans. Tous deux sont nés dans la localité, et ne l'ont jamais quittée. Leurs parents vivent encore, et ils ont autour d'eux une quantité de proches, souvent aussi ouvriers du liège. Le jeune ménage n'a encore qu'un enfant, José Pedro, âgé de 5 ans.

Campos est ouvrier bouchonnier, travaillant à la main dans la maison Herold et Cie, qui fait le commerce du liège en planches et en débris, ainsi que la fabrication des bouchons préparés ou finis. Il reçoit le liège en plaques d'épaisseur diverse, et, avec une lame mince et tranchante comme un rasoir, il y taille de petits cubes, dont il abat ensuite les angles pour leur donner une forme cylindrique ou légèrement conique. Ce travail est fait avec une régularité et une rapidité qui surprennent, et avec un outillage très réduit. Le salaire de Campos est variable, comme le travail lui-même. Lorsque le bouchon est demandé, l'ouvrier est occupé à la tâche et réalise de belles journées. Lorsqu'il doit coopérer, faute d'autre travail, à la préparation des planches, son gain descend à 900 r. (5 fr.) par jour. On peut estimer à 2.500 francs environ, chiffre moyen, le salaire annuel du bouchonnier. Sa femme n'y ajoute rien, parce qu'elle est absorbée par les soins du ménage. Dans ce faubourg, la nourriture n'est pas chère, et d'ailleurs on se contente d'une alimentation assez frugale, dont le pain, les pommes de terre, les pâtes, le poisson frais ou salé, les légumes, forment les éléments essentiels; la viande constitue un aliment plutôt exceptionnel. En revanche, on consomme assez largement le vin, le café, le sucre et le tabac. Les loyers sont, en général, peu élevés; Campos habite avec ses beaux-parents qui lui abandonnent deux chambres et une cuisine, moyennant la somme très minime de 2.200 r. (12 fr. 20) par an. L'ouvrier se trouve donc dans des conditions très favorables pour réaliser quelques épargnes; cependant il ne semble pas qu'il ait réussi à mettre de côté une réserve notable. La raison de cette imprévoyance se

trouve dans le fait que les ouvriers de cette catégorie sont grands amis du plaisir. Campos fait partie de diverses sociétés de récréation et va de temps en temps au théâtre à Lisbonne.

En outre de son salaire, notre bouchonnier reçoit de son patron un appui fort rare en Portugal; en cas de maladie, il aurait droit, pendant deux semaines, à un secours de 380 r. (2 fr. 10), par jour, qui ensuite est réduit de moitié pendant une seconde période. En outre, les soins médicaux et les médicaments sont fournis, avec une petite indemnité quotidienne de 100 r. (0 fr.55) par un *Monte pio* ou société de secours mutuels, moyennant une légère cotisation hebdomadaire. Campos jouit d'ailleurs d'une bonne santé et son fils aussi, mais sa femme souffre d'une maladie de foie.

Les deux époux savent lire et écrire. Ils ont appris à l'école paroissiale gratuite, que les enfants doivent fréquenter de six à treize ans. Ils sont catholiques d'origine, mais ils ont abandonné toute pratique, chose fréquente dans ce milieu.

Campos paie un impôt direct assez lourd : 7.500 r. (41 fr. 30), à titre de taxe industrielle, et, de plus, l'impôt paroissial, qui se monte à 100 r. (0 fr. 55). Il faut ajouter à cela les taxes indirectes dont sont grevés certains articles de consommation. L'ouvrier a obtenu sa libération du service militaire moyennant un versement de 150 milreis (832 fr. 50). Il est électeur politique et municipal au double titre de son instruction et du paiement de l'impôt direct.

Cette famille représente assez exactement le type du bouchonnier. Il faut noter seulement que, dans les familles nombreuses, on est obligé de restreindre le chapitre des distractions afin d'arriver à nourrir les petits. Mais le résultat final est à peu près le même. En dépit de ses gains élevés, l'ouvrier du liège est exigeant et indiscipliné. Dépensier, vivant au jour le jour, il n'a guère plus de sécurité que les travailleurs manuels moins bien payés.

Sa situation est d'ailleurs extrêmement menacée par l'introduction des procédés mécaniques, qui ne peuvent manquer de prévaloir si les fabricants veulent maintenir leur position. Sinon,

la concurrence des maisons étrangères restreindra de plus en plus leur champ d'action et le limitera à la simple préparation de la matière première. Nous retrouvons donc ici un état de choses identique à celui dont souffre les soudeurs de boîtes, et cela pour des raisons analogues.

L'ouvrier spécialisé voit la machine entrer en lutte avec lui, et il s'organise, non pas pour composer avec elle au mieux de ses intérêts, mais pour essayer de l'évincer. Là est son erreur. Il ne peut manquer d'être vaincu dans cette lutte inégale, soit qu'il accepte finalement une diminution de salaire en rapport avec la plus grande facilité de son travail, soit que son industrie disparaisse sous la pression de la concurrence extérieure. Les moyens artificiels préconisés parfois, comme l'interdiction d'exporter le liège brut ou en planches, ne suffiraient nullement à arrêter la marche de l'industrie. Ils aboutiraient seulement à restreindre la vente du liège portugais, au grand détriment de tout le monde.

III. — LA POTERIE. FAÏENCIER DE LISBONNE[1].

Parmi les plus anciennes industries du Portugal figure celle de la faïence qui, probablement, fut introduite dans le pays par les Hollandais[2]. Beaucoup de monuments publics et d'habitations particulières ont des parois revêtus d'*azulejos,* ou plaques de faïence décorées d'ornements, et parfois même de dessins dont l'exécution est remarquable. Cette fabrication a décliné, comme tant d'autres, au cours des deux derniers siècles, mais elle semble en voie de se reconstituer. Quelques bonnes fabriques produisent soit à Lisbonne, soit dans les provinces du nord, la majeure partie des articles communs utilisés dans le pays. Comme le Portugal possède d'excellentes matières premières : argiles,

1. Monographie faite avec le concours de M. A. Braamcamp de Matos.
2. Ou peut-être même par les Arabes, qui ont employé le même procédé d'ornementation.

kaolins, oxydes minéraux et sables siliceux, il serait tout naturel que l'on y établît d'importantes manufactures de poteries, ordinaires ou réfractaires, de faïence, de porcelaine ou de verrerie. Il faudrait pour cela de l'initiative, des capitaux, des connaissances techniques. Malheureusement ces trois éléments de succès sont trop rares. Les fabriques actuellement existantes sont peu nombreuses, d'une importance médiocre, dépourvues d'engins mécaniques, sauf exception rare, et limitent leur activité au marché national. Un type pris parmi les familles ouvrières qui vivent de cette fabrication, nous permettra de préciser ces indications générales.

Miguel Ferreira, âgé de 44 ans, sort d'une famille établie depuis longtemps à Lisbonne. Son père, né dans cette ville, était déjà potier-faïencier. Sa mère était originaire d'Evora (Alemtejo). Il a cinq sœurs, toutes mariées à des ouvriers de la capitale ou des environs. Sa femme, Léonarda Pina, 42 ans, est originaire d'Alcochete, où son père était matelot. Sa mère a servi comme nourrice dans une famille riche de la capitale, où Léonarda est venue elle-même comme servante. Suivant un usage répandu, le chef de cette famille a été son « parrain de noces », c'est-à-dire son témoin, honneur très recherché par les petites gens, d'autant plus qu'il leur vaut, en outre, quelque cadeau agréable. Elle a quatre sœurs, dont une est institutrice, et un frère, ouvrier tourneur. Les époux Ferreira ont deux enfants : une fille, Ilda, âgée de 19 ans, et un fils, Miguel, qui a 17 ans.

L'ouvrier travaille depuis longtemps comme tourneur en poteries dans une fabrique de faïences déjà ancienne, celle de Mme Vve Lamego, qui occupe un assez nombreux personnel. Il remplit les fonctions de contremaître et surveille la fabrication. Son fils Miguel est employé dans la même maison comme peintre sur faïence. La mère travaille à domicile comme repasseuse, et la jeune fille exerce, dans un magasin de la ville, le métier de modiste. Ainsi, tous les membres de la famille sont en état de travailler et de contribuer à alimenter le budget du ménage. Ferreira reçoit un salaire quotidien de 1.200 reis (6 fr. 65) et en

outre, à titre de contremaître, une gratification mensuelle de 6 milreis (39 fr. 30). Cela représenterait pour lui un gain annuel de près de 2.500 francs, si le travail était régulier. Sa femme et sa fille, qui gagnent l'une et l'autre en moyenne, 300 reis (1 fr. 65) par jour, recevraient chacune environ 500 francs par an, si tout leur temps était occupé. Enfin, le fils, qui n'est pas encore sorti d'apprentissage, est payé 160 reis (0 fr. 90) par jour, ce qui, pour une année complète, représente à peu près 280 francs. En totalisant, nous voyons que les recettes normales de la famille pourraient atteindre et même dépasser 3.700 francs, si chacun employait effectivement toutes ses journées. Mais les chômages sont assez fréquents, si bien que les recettes réelles du ménage ne dépassent guère, tout compris, une somme nette de 3.200 francs. Cet ouvrier ne possède rien en dehors de son petit mobilier et ne bénéficie d'aucune autre ressource que celle du salaire.

Les Ferreira occupent un logement spacieux au n° 19 de la *Travessa da Bica, aos Anjos*. Il est situé au 2e étage, avec des fenêtres orientées au nord-est. Ce quartier présente l'inconvénient d'être un peu excentrique, mais en revanche les logements y sont moins étroits et moins chers que dans le centre.

L'appartement comprend sept pièces, presque toutes fort grandes, l'une d'elles a 8 mètres de longueur. Trois de ces pièces sont des chambres à coucher, la quatrième sert de salle à manger et d'atelier pour la mère ; une cinquième est arrangée pour servir de salon; viennent enfin une antichambre assez vaste et une cuisine. Le tout est clair, gai et proprement tenu. Le loyer est de 50 milreis (277 fr. 50) par an.

Le mobilier qui garnit ce logis n'est certes pas luxueux, mais il est suffisant et révèle un sentiment réel de confort et de dignité personnelle. La chambre des parents est meublée d'un grand lit en bois, d'une commode, d'une garde-robe, d'une table et de quelques chaises. Celle de la jeune fille renferme un lit de fer, une garde-robe, une étagère supportant quelques modestes bibelots. Celle du jeune homme est garnie également d'un lit de fer, d'une table et d'un coffre pour le linge et les vêtements. Dans la salle à manger on trouve un vaisselier en bois commun verni,

une table ronde et au-dessus une petite suspension en cuivre avec lampe à pétrole, une machine à coudre et quelques chaises. Le mobilier du salon se compose d'un sofa recouvert d'une cotonnade à fleurs, six chaises de bois à siège de paille fine, un petit guéridon et, suspendus aux murs, une étagère supportant quelques menus objets sans valeur, ainsi que des photographies et des chromos encadrés. Enfin, la cuisine contient une table et deux bancs de bois, un petit fourneau de fonte, divers ustensiles de ménage et un peu de vaisselle placée sur des planches fixées au mur. La famille possède encore le linge et les vêtements indispensables, propres et bien entretenus mais sans luxe. Les parents et le fils sont pourvus chacun de deux vêtements complets ; Ilda, qui taille et coud pour toute la famille, en a trois; tous disposent de deux paires de chaussures. Enfin, comme la famille jouit, depuis quelques années, d'une réelle aisance, grâce à ce double fait qu'elle est peu nombreuse et que tout le monde travaille et gagne, elle en a profité pour s'offrir le luxe de quelques bijoux. Nous savons d'ailleurs que c'était là autrefois, pour beaucoup de petites gens, le seul moyen de placement. Maintenant, on commence à organiser des institutions pour provoquer et faciliter l'épargne, mais elles sont encore rares, peu connues et peu appréciées. Les Ferreira s'en tiennent encore à l'ancienne coutume ; ils n'ont point réalisé d'économies en argent, mais les deux femmes ont chacune une chaîne et une montre d'or, des boucles d'oreilles et quelques bagues, le tout valant environ 700 francs. En y joignant le mobilier, on arrive à un total d'à peu près 2.000 francs, qui représente toute la fortune de la famille.

En ce qui concerne l'alimentation, tout en se montrant sobre, ce qui est une qualité nationale chez les Portugais, les Ferreira se nourrissent bien. Le premier déjeuner se compose de café, pain et beurre; à midi, on mange la soupe à l'huile, au pain et aux légumes, avec un plat de poisson, de viande ou de morue salée et des légumes verts ou secs; le repas du soir est composé à peu près de même, mais il est moins copieux. La dépense moyenne par semaine est évaluée à 34 fr. 10.

Tous les achats sont faits au comptant.

Les dépenses annuelles de nourriture atteignent donc une somme ronde de 1.800 francs. En y joignant : pour l'entretien, à peu près 200 francs; le loyer, 277 fr. 50; l'impôt direct (taxe locative), 5 milreis (27 fr. 75); les cotisations payées à diverses sociétés, 580 reis (3 fr. 20) par semaine ou 166 fr. 40 par an, on arrive à la somme de 2.491 fr. 65; soit, en chiffre rond, 2.500 francs. En rapprochant cette somme de celle des recettes, on constate que les Ferreira disposent actuellement d'un excédent annuel de 600 à 700 francs, sur lequel il devrait leur être facile de réaliser de notables économies. Mais il ne semble pas que leur prévoyance aille jusque-là. Garantis des risques les plus immédiats par leur affiliation à des sociétés de secours mutuels, ils se bornent à jouir du bien-être du moment présent et à acquérir des bijoux qui, après tout, constituent une réserve. Ils font partie de trois associations différentes; le père appartient à la société *Fernandez da Fonseca,* la mère à la société *Fradernidade das Senhoras e Fernandez Thomaz,* les enfants sont membres de la société *Assura da Liberdade;* toutes ces associations garantissent à leurs participants des secours de maladie pendant une période limitée, ainsi que les soins médicaux, les médicaments, et aussi des funérailles convenables.

Nous avons constaté déjà que les Ferreira occupent un logement bien aéré, aussi sain que peut l'être un logis urbain. Cette famille a une bonne hygiène personnelle. Elle laisse une impression très favorable de propreté et de bonne tenue, tant au point de vue corporel qu'à celui de la demeure elle-même. Du reste, tous jouissent d'une bonne santé.

Indépendamment des distractions usuelles : promenades, concerts publics, etc., Ferreira offre quelquefois, en hiver, le théâtre à sa femme et à ses enfants. C'est la récréation la plus coûteuse qu'ils se permettent. Ils vivent en bons termes avec tout le monde, mais n'ont point de relations avec leur voisinage. Ils rendent visite de temps en temps soit à des parents, soit à des amis, qu'ils reçoivent également en des occasions d'ailleurs assez rares. Parents et enfants savent lire et écrire;

la jeune fille a même passé un examen élémentaire analogue à celui qui aboutit en France au certificat d'études primaires. Son frère, un peu négligent, a manqué cet examen.

Au point de vue de la religion, les Ferreira sont catholiques d'origine, mais ils ont abandonné toute pratique.

En ce qui concerne les charges publiques, indiquons d'abord que l'ouvrier n'a pas fait de service militaire; il en a été dispensé pour cause d'inaptitude physique. Actuellement il supporte l'impôt locatif et des taxes proportionnées à la consommation de la famille, et dont le total doit être voisin de la somme de 200 francs par an, si même il ne la dépasse pas. Ferreira est doublement qualifié pour jouir de l'électorat municipal et politique, puisqu'il est à la fois censitaire et instruit. Cependant, il affirme qu'il a été rayé des listes à la suite d'intrigues politiques, et il se propose de réclamer pour obtenir sa réinscription.

En résumé, cette famille traverse actuellement des circonstances particulièrement favorables; cette situation tient surtout aux qualités techniques de l'ouvrier, à l'esprit laborieux et à la bonne conduite de tous, à une certaine régularité dans le travail, enfin au petit nombre d'enfants que les Ferreira ont eu à élever. Mais c'est là un ensemble de conditions qui se trouvent assez rarement réunies, en sorte que les familles de ce type forment dans la classe ouvrière une minorité.

IV. — L'ARTICLE DE LUXE. GANTIER DE LISBONNE.

Nous prendrons comme type de cette catégorie un *gantier* travaillant à domicile pour une maison de Lisbonne, qui lui fournit la matière première et paie un salaire convenu à raison du travail accompli. C'est le système dit de la fabrique collective [1].

José Rufino Freire de Miranda, actuellement âgé de 58 ans, est

1. Monographie faite avec le concours de M. A. Braamcamp de Matos.

né à Lisbonne. Il était le fils unique du concierge de l'un des hôpitaux de cette ville. Sa femme, Euphemia da Conceiçao, âgée de 38 ans, est née probablement à Bejà où elle fut trouvée peu de temps après son arrivée dans ce bas monde, sa mère l'ayant abandonnée. Ils ont trois filles : Mathilde, 19 ans; Alice, 17 ans, et Gabriela, 2 ans.

Miranda a appris le métier de coupeur de gants. C'est un bon et habile ouvrier, très apprécié par la maison qui l'emploie depuis des années et lui fournit du travail avec beaucoup de régularité. On lui confie des peaux qu'il emporte à domicile, et dans lesquelles il coupe les gants en s'appliquant à réduire les déchets au minimum. Son salaire dépend de la quantité d'ouvrage qu'il réussit à faire dans la journée. Il l'estime à 1 milreis (5 fr. 55) par jour, soit environ 1.700 à 1.750 francs par an.

La mère est entièrement absorbée par les soins du ménage. La fille aînée est modiste; quand elle est occupée, elle gagne environ 240 reis (1 fr. 32) par jour; la seconde coud des gants, et son salaire équivaut à peu près à celui de sa sœur. La famille n'a pas d'autres ressources que les salaires dont nous venons de parler; leur total est évalué à 2.500 francs, bon an mal an.

Les Miranda habitent la rue Francisco Sanches, artère nouvelle, tenue très proprement et bordée de maisons neuves. Ils occupent un logement assez spacieux, clair et gai, situé au deuxième étage, et composé de quatre pièces : une salle à manger, une chambre à coucher pour les parents, qui sert aussi d'atelier, une autre chambre pour les jeunes filles et enfin une cuisine. Derrière la maison se trouve un enclos subdivisé en petits jardins; les Miranda ont le leur, avec une cabane abritant quelques poules et quelques pigeons. Ce jardinet est partagé en petits carrés où croissent des herbes potagères : persil, menthe, coriandre, etc., entourées de bordures de fleurs. Ce coin de verdure est soigné avec amour, et la famille y passe la plupart de ses soirées. L'appartement coûte 60 milreis (330 fr.) par an.

Le modeste mobilier qui garnit le logement du gantier est ainsi composé : dans la salle à manger, qui est en même temps

la pièce de réception, nous voyons une table, avec une toile cirée servant de nappe et des tapis; six chaises recouvertes en tapisserie; au mur est suspendue une étagère qui porte de menus objets: coquillages, tasses de porcelaine, etc... Des chromos et des photographies ornent les parois; une suspension à pétrole se balance au-dessus de la table qui porte un vase rempli de fleurs. On voit qu'une préoccupation sensible de goût et d'élégance a présidé à l'arrangement de cette pièce. La grande chambre à coucher est meublée d'un lit à deux places, d'une table sur laquelle le gantier travaille, de deux tables plus petites, d'un lit pour le bébé et de quelques chaises; on y voit, en outre, les outils de l'ouvrier, deux machines à coudre, dont l'une ordinaire et l'autre pour la ganterie. La chambre des jeunes filles contient deux lits, une commode et deux ou trois chaises. La cuisine est garnie de deux tables, de deux bancs de bois, d'un buffet avec la vaisselle indispensable, de quelques ustensiles et d'un fourneau de fonte; c'est là aussi qu'on fait sa toilette.

Chacun des membres de la famille est pourvu de deux costumes : un pour le travail, un autre pour sortir. Les vêtements féminins sont faits par Mathilde, l'aînée des filles. Chacune des femmes possède en outre quelques bijoux très modestes. Enfin, le ménage est muni du linge indispensable, très soigneusement entretenu par la mère et les jeunes filles. La valeur totale de l'avoir de ces braves gens, calculée d'accord avec eux, ne dépasse pas 1.800 francs.

Les repas de la famille sont, selon l'habitude du pays, au nombre de trois : le matin, du café et du pain avec un peu de beurre; à midi, la soupe à l'huile et aux légumes, du poisson ou de la viande; le soir, un peu de viande ou de fromage, du pain et du thé. Le tableau de la dépense hebdomadaire s'établit ainsi : pain 1.260 reis (7 fr. 10), sucre 240 reis (1 fr. 32), poisson 400 reis (2 fr. 20), légumes verts 160 reis (90 cent.), huile 540 reis (2 fr. 92), épiceries, lard, etc., 840 reis (4 fr. 62), morue 240 reis (1 fr. 32), viande 540 reis (2 fr. 95), pommes de terre 280 reis (1 fr. 55), vin 350 reis (1 fr. 92), eau 100 reis

(0 fr. 55), charbon 350 reis (1 fr. 87). La dépense totale s'élève à 29 fr. 22, soit pour une année 1.519 fr. 44. En y ajoutant le loyer, 330 francs, on arrive au chiffre approximatif de 1.850 francs. A cette somme il faut ajouter les frais d'entretien, calculés à 50 francs par personne en moyenne, en tout 250 francs, et l'impôt direct qui monte à 40 fr. 73. L'ouvrier paie encore diverses cotisations, ensemble 63 francs. Tout compté, cela représente un budget des dépenses montant à 2.200 francs en chiffre rond. La différence entre cette somme et celle des recettes est faible. Du reste, il y a très peu d'années que le travail des jeunes filles est vraiment productif, et il semble que les dépenses sont un peu plus fortes que le chiffre calculé à peu près faute de tout compte de ménage, car cette famille n'a réalisé aucune épargne. Ce n'est pas qu'elle soit tout à fait dépourvue de prévoyance. L'ouvrier fait partie d'une société de secours mutuels appelée *Adriano Cavalheiro* à laquelle il paie une cotisation hebdomadaire de 200 reis (1 fr. 10). En retour, il recevrait en cas de maladie 300 reis (1 fr. 65) par jour, les soins médicaux et les médicaments. La seconde association a pour but l'entretien d'une école privée destinée aux enfants de la communauté protestante ; l'ouvrier verse dans ce but 100 reis (55 cent.) par mois.

Tous les membres de la famille savent lire et écrire ; Miranda a même reçu une bonne instruction primaire et sait un peu de français. Ajoutons qu'il a été exempté du service militaire. Au point de vue religieux, Miranda appartient à la petite congrégation protestante évangélique qui a un temple à Lisbonne. La famille suit avec assiduité le service divin et les conférences organisées par la paroisse. Ce sont à peu près ses seules distractions, avec la promenade, les soins prodigués au jardinet et quelques visites à des amis.

L'ouvrier est en outre en correspondance avec un ancien camarade qui, parti il y a déjà des années pour la colonie portugaise de Lourenço-Marquès comme employé dans une maison de commerce, a réussi à s'établir et dirige maintenant une affaire à lui.

Bien que Miranda ait doublement le droit de se faire inscrire sur les listes électorales comme censitaire et comme citoyen instruit, il ne s'est pas soucié de la revendiquer, et, par conséquent, ne prend pas part à la vie politique.

Cette famille se trouve placée, comme la précédente, dans des circonstances plutôt favorables. Son existence est très régulière ; elle n'a point à souffrir de chômages prolongés, et les salaires qu'elle gagne représentent une somme totale relativement élevée, grâce à l'habileté du père et au travail des deux filles. Ses dépenses ne montrent aucune exagération notable. Cependant elle se plaint des difficultés de la vie et déclare qu'elle a peine à joindre les deux bouts. Cela confirme les mélancoliques confidences des ouvriers moins favorisés encore, qui connaissent trop souvent la faim ! Il faut dire que, à la rigueur, la famille Miranda pourrait économiser quelque chose sur son loyer, en se contentant d'un logement situé dans une vieille maison et dans un quartier moins agréable. Mais qui donc oserait reprocher à ces gens le sentiment de respectabilité qui leur fait aimer leur chez-soi, et les conduit à se priver de certains plaisirs pour être un peu mieux logés. Nous constatons en définitive que, si les Miranda parviennent à vivre mieux que beaucoup d'autres familles de leur condition, une maladie ou un chômage prolongés, une infirmité, seraient pour eux des causes de profondes misères. Pour le moment, les choses s'équilibrent à peu près. Le gantier trouve même le moyen d'obliger de temps en temps un camarade encore plus pauvre, en lui prêtant une petite somme. Mais il se voit au seuil de la vieillesse sans aucune garantie pour lui et pour les siens, et cette situation n'est pas sans l'effrayer.

V. — CORDONNIER A FAÇON DE LISBONNE.

Nous venons d'étudier toute une série d'ouvriers, salariés par la petite industrie, mais travaillant cependant pour des entrepreneurs dont les affaires sont souvent considérables. Ces deux

termes : petite industrie et grandes affaires, peuvent sembler au premier abord inconciliables. Mais, en réfléchissant, on verra que la fabrication à la main garde toujours un caractère de simplicité, de lenteur relative, qui est indépendant de l'importance des transactions réalisées par une maison. En outre, la fabrication à la main exige toujours un personnel étroitement spécialisé, ce qui fait naître une quantité de questions, dont la fabrication mécanique se préoccupe assez peu. Ces questions sont à peu près les mêmes pour tous les ateliers où l'on travaille à la main. et pour donner une idée de leur importance, il suffira de citer celles de l'apprentissage, du recrutement des ouvriers habiles, du travail à domicile, etc.

Toutes ces difficultés se retrouvent avec une acuité particulière chez le petit artisan qui, avec des connaissances et des moyens limités, doit faire face à toutes les nécessités techniques et commerciales de son métier. A la fois patron et ouvrier, il doit suffire à tous les besoins et en outre fournir un travail personnel aussi large que possible; aussi son existence est-elle souvent fort dure. Nous avons déjà rencontré ce type sous un aspect un peu particulier parmi les ouvriers du bâtiment. Nous devons maintenant préciser la condition de cette catégorie de travailleurs, en étudiant des artisans pris dans l'une des professions les plus usuelles.

Observons d'abord que la position économique du petit patron se présente sous un aspect bien différent, selon le lieu où il est établi. Dans les grandes villes, les difficultés d'établissement sont plus grandes, la concurrence est plus active, les frais sont plus élevés, les clients moins fidèles que dans les bourgs et les campagnes. Dans le premier cas, la réussite est plus brillante, mais aussi plus difficile et plus rare que dans le second. C'est ce que nous allons vérifier en observant deux cordonniers à façon, établis l'un à Lisbonne, l'autre dans la banlieue de la petite ville de Coimbra. Le premier, qui est un débutant, se trouve en proie à toutes les difficultés d'une position extrêmement pénible. Le second, au contraire, a rencontré le succès modeste auquel l'artisan doit, en général, limiter son ambition.

Joao Sertié, ouvrier cordonnier[1], est établi au numéro 2 de la rue dos Cegos, qui escalade la colline en pente raide, ce qui n'empêche pas le tramway de la gravir allègrement. Cet ouvrier est âgé de 40 ans; son père, d'origine belge, marié deux fois, eut de sa première femme neuf garçons, qui tous sont morts âgés de plus de 50 ans; sa seconde femme lui donna cinq garçons, dont deux seulement survivent : Joao et un frère émigré au Brésil. La femme de notre cordonnier, Dulce, âgée de 31 ans, est née à Rio Dadeo, concelho de S. Joao da Pesqueira, près de Porto. Son père était menuisier, sa mère tenait un petit commerce. Elle a eu quatre sœurs, dont deux survivent. Déjà mariée une première fois, paraît-il, elle a apporté en dot à Sertié un jeune garçon nommé Mario, âgé aujourd'hui de 12 ans, dont la première éducation a été sans doute fort négligée, car il montre un incorrigible esprit de vagabondage et de mendicité. En dernier lieu il s'était échappé tête nue et sans veste; sa mère l'ayant aperçu quelques jours plus tard, mais sans pouvoir le rejoindre, avait constaté qu'il était de nouveau vêtu. On en concluait qu'il devait être tombé entre les mains d'un de ces entrepreneurs qui recrutent des enfants pour les exploiter par la mendicité. Les deux époux ont eu depuis leur mariage une fille, Maria, actuellement âgée de 5 ans. Ces gens habitaient précédemment Porto, où la vie est un peu moins chère qu'à Lisbonne; ils ont quitté la métropole du nord pour des raisons mal déterminées.

Sertié travaille comme ouvrier à domicile pour deux marchands de chaussures de la ville, qui lui fournissent les pièces toutes préparées pour l'assemblage, et le paient à la tâche. En outre, il travaille à façon pour une petite clientèle qu'il a réussi à former. Il lui faut pour cela acheter les cuirs et les fournitures, les préparer et les couper. Sa femme l'aide comme piqueuse. Malheureusement, le travail n'est pas régulier. L'ouvrier souffre non seulement de la concurrence des quelques fabriques mécaniques de chaussures établies à Lisbonne, mais encore de celle

1. Observations faites avec le concours de M. A. Braamcamp.

des paysans de l'Algarve qui, tout en cultivant leurs petites exploitations, fabriquent de la chaussure commune à très bas prix. L'irrégularité des commandes l'oblige parfois à travailler avec acharnement jusque tard dans la nuit, tandis qu'en d'autres moments le travail manque presque totalement. Aussi, Sertié préférerait-il travailler en grand atelier dans une bonne fabrique pour avoir des journées et des gains plus réguliers. Le fait est important à noter, car il constitue un symptôme caractéristique du malaise qui atteint bien souvent l'artisan sous la pression du machinisme, et montre en même temps comment celui-ci peut atténuer la crise causée par son propre développement.

Le salaire de cet ouvrier est estimé par lui-même à 600 reis (3 fr. 35) par jour, chiffre moyen. Il évalue son gain annuel total à 250 milreis (1.375 fr. environ), y compris les gains de sa femme qui, lorsqu'elle a de l'ouvrage, se fait 400 reis (2 fr. 20) par jour; mais le travail lui manque souvent et pour de longues périodes. A l'époque où nous avons visité cette famille, la femme était sans ouvrage depuis plus d'un mois. En fait, elle s'occupe principalement des soins du ménage. Ainsi, bien que la chaussure se vende cher à Lisbonne, l'ouvrier en petit atelier ne gagne que péniblement sa vie, d'abord parce que le travail est irrégulier, et ensuite parce qu'on doit payer cher le cuir, les outils, le logement et la nourriture.

Sertié ne possède rien en dehors de son mobilier et de ses outils. Les parents de sa femme ont laissé un petit bien dont elle a eu pour sa part une maisonnette, vendue presque aussitôt 50 milreis (275 fr.). Cet argent fut dépensé en peu de temps.

Le logement occupé par cette famille est extrêmement médiocre. C'est une chambre de 4 à 5 mètres de côté, donnant directement sur la rue par une porte à double battant, seule et unique ouverture de ce logis. La chambre a été divisée en deux parties au moyen d'une cloison légère de 2 mètres de hauteur à peu près. La première, sur la rue, sert d'atelier; pour l'éclairer, il faut laisser la porte ouverte en toute saison. La seconde partie forme chambre à coucher pour les parents et le jeune garçon. Au fond, une petite pièce noire munie, d'une cheminée,

est utilisée comme cuisine. On y a placé le lit de la fillette. Le loyer de ce logis étroit, triste et malsain, s'élève à 70 milreis (385 fr.). Ce prix est exorbitant, et l'ouvrier ne l'a subi que parce qu'il espérait se faire dans le quartier une bonne clientèle. Ses prévisions ont été en grande partie déçues, aussi ne sait-il pas si son séjour à Lisbonne se prolongera encore longtemps; son espoir est de pouvoir bientôt émigrer au Brésil; nous verrons tout à l'heure pourquoi et comment.

Le mobilier qui constitue toute la fortune de cette famille est réduit à sa plus simple expression. Il se compose d'un lit en fer à deux places; de deux petits lits, également en fer, pour les enfants; d'une table, avec deux bancs, en sapin, d'une autre petite table couverte d'un tapis fait au crochet; de deux coffres à linge; d'un porte-manteau; d'un peu de vaisselle et de quelques ustensiles de cuisine; enfin de l'outillage professionnel, y compris une machine à piquer les tiges de bottines. Le tout ne vaut pas 500 francs. Ce pauvre ménage est proprement tenu.

L'alimentation est nécessairement très frugale. Elle se compose : le matin, de thé avec un peu de lait et de pain; à midi, d'une soupe à l'huile, d'un plat de viande ou de poisson, avec des légumes, et deux décilitres de vin; le soir, on mange la même soupe, et les restes de midi avec du thé. La ménagère évalue ainsi la dépense hebdomadaire :

Pain, 700 r. (3 fr. 85); vin, 1/2 litre, 80 r. (0 fr. 44); thé, 75 r. (40 cent.); sucre, 1 kilo, 200 r. (1 fr. 10); viande, 1.250 r. (6 fr. 40); poisson, 120 r. (70 cent.); pommes de terre, légumes, huile, épicerie, 2.100 r. (11 fr. 60); légumes verts, 210 r. (1 fr. 15); charbon, 210 r. (1 fr. 15); eau, 50 r. (28 cent.). Soit une dépense totale de 27 fr. 07, et, pour l'année entière, 1.400 francs environ. En ajoutant à cette somme celle du loyer, soit 385 francs, on arrive au total de 1.785 francs, cela sans tenir aucun compte des dépenses d'entretien. On voit que, dans ce cas encore, la famille ne peut s'alimenter d'une façon régulière, et qu'elle est obligée bien souvent de restreindre ses dépenses de nourriture. On mange à sa faim quand il y a de l'argent au logis, mais on doit fréquemment se contenter de pain sec. La vie de ces pau-

vres gens est donc à la fois difficile, pénible et incertaine, bien qu'on ne puisse leur reprocher, semble-t-il, aucun excès ni aucun écart de conduite. Ils ne reçoivent aucun appui de l'extérieur[1], aussi longtemps qu'ils ne se résignent pas à recourir à la charité publique ou à l'hôpital.

En ce qui concerne l'instruction, les époux Sertié savent lire et écrire, et ils apprécient la valeur de la culture intellectuelle. Ils avaient soin d'envoyer à l'école publique le jeune Mario, qui, du reste, n'en a guère profité. La mère commence à enseigner à sa fillette les éléments de l'alphabet. Les deux époux sont catholiques, mais ne pratiquent pas.

Sertié supporte les charges publiques dans la même proportion que les autres familles ouvrières déjà décrites. Il paie certainement une somme d'impôts supérieure à 120 francs par an, étant donnée l'importance de son loyer. Il n'a pas fait de service militaire, la commission de revision l'ayant déclaré dispensé. Enfin, bien qu'il ait le droit d'être inscrit sur les listes électorales, il ne s'en est point soucié et n'a fait aucune démarche dans ce but. On voit que les questions politiques ne le préoccupent guère ; celles qui se posent presque chaque jour dans le cours de sa vie privée suffisent en effet pour retenir toute son attention.

Nous avons déjà dit qu'un frère de Sertié a émigré au Brésil. Parti comme compagnon menuisier, il fut employé dans une fabrique de meubles de Sao-Paulo, fondée par un Français, dont il devint l'associé. Un incendie ayant dévoré leurs ateliers, les deux hommes se séparèrent et revinrent chacun dans son pays. Mais bientôt après, le Français repartait pour le Brésil, et, en passant à Lisbonne, il décida son ancien associé à le suivre. Ils ont remonté leur fabrique, qui paraît aujourd'hui en voie de prospérer. L'émigré a promis aux époux Sertié de leur fournir

1. A Porto, l'ouvrier faisait partie de plusieurs sociétés, dont quatre de secours mutuels, deux pour secours funéraires, une coopérative de consommation. Le total de ces cotisations montait à 500 r. (2 fr. 75) par semaine. En cas de maladie, il aurait reçu 1.200 r. (6 fr. 60) par jour pendant la première période. Mais, n'étant pas certain de rester à Lisbonne, il ne s'était pas encore préoccupé de cette question à l'époque de notre visite.

les moyens de le rejoindre, et ils attendent ce moment avec une grande impatience, espérant que là-bas, dans le pays neuf, la vie leur sera plus clémente. Un grand nombre de Portugais vivent actuellement dans le même rêve, dans la même espérance.

On trouve à Lisbonne et à Porto bien des familles de ce genre, les unes placées dans une position à peu près analogues, les autres plus prospères. Mais, d'une façon générale, l'existence leur est plutôt difficile, soit parce qu'elles ont à subir la concurrence du grand atelier mécanique, soit parce que, trop nombreuses, elles se concurrencent elles-mêmes. Il n'est donc pas surprenant que, obligés de se priver et de travailler beaucoup, les artisans se montrent exigeants et avares vis-à-vis des ouvriers qu'ils emploient. A Lisbonne comme ailleurs, le *sweating system* sort directement du petit atelier et du travail à la main. Il est cependant plus rare ici que dans les grandes capitales, parce que l'entassement de la main-d'œuvre est moins accentué et la misère moins sombre, moins cruelle. Quoi qu'il en soit, nous trouvons là un contingent assez nombreux de travailleurs, dont la situation est souvent précaire ou même douloureuse.

VI. — MAITRE CORDONNIER DE LA BANLIEUE DE COÏMBRA.

Nous arrivons maintenant au second des deux types que nous voulons comparer. Il s'agit d'un maître cordonnier[1] établi dans un village situé dans la banlieue de la petite ville universitaire de Coïmbra, nommé Cellas. Il est bâti sur un plateau sec, mais assez fertile, qui domine la ville. Les paysans trouvent à Coïmbra, cité de 18.000 âmes, un débouché pour leurs produits, et forment une clientèle qui n'est pas à dédaigner. Mais c'est parmi les bourgeois urbains que notre artisan a su trouver ses meilleurs clients. Ce voisinage a donc été pour lui un point

1. Cette étude a été faite avec la collaboration de M. le Dr Serras e Silva, professeur à l'Université de Coïmbra.

d'appui très précieux. Il est resté cependant dans son village natal, au lieu d'aller s'établir en ville, parce que cette combinaison présentait de grands avantages, surtout pour un homme actif et avisé. En effet, à Cellas, qui n'est séparé de Coïmbra que par quelques centaines de mètres, les loyers, la nourriture, et aussi la main-d'œuvre sont sensiblement moins chers qu'en ville. Ainsi, à la condition de se remuer, de savoir chercher et trouver de l'ouvrage à la fois dans les deux localités voisines, on pouvait profiter de ces avantages et arriver à concurrencer les boutiquiers de Coïmbra, qui aujourd'hui vendent le plus souvent des chaussures fabriquées à la mécanique dans les grands centres ou même à l'étranger. Toutefois, des droits de douane élevés atténuent très sensiblement la concurrence du dehors.

Avelino de Moura, âgé de 46 ans, est né dans ce village, où son père exerce encore la profession de tailleur d'habits. Ce dernier a eu douze enfants, dont six sont encore vivants. C'est dire que la misère a souvent fait sentir ses effets dans le ménage. L'ouvrier, ayant appris le métier de cordonnier, a été occupé longtemps chez divers patrons de la ville voisine. C'était un bon travailleur, sobre et économe, comme le sont souvent les gens du nord. Avec un maigre salaire il réussissait non seulement à vivre, mais encore à aider ses parents. C'est d'ailleurs une tradition générale dans le pays que les enfants en état de travailler soutiennent leurs parents malades, infirmes ou âgés. Tantôt ils se cotisent pour fournir aux anciens une subvention mensuelle en argent ou en nature, tantôt ils les hébergent à tour de rôle pendant une période déterminée, ordinairement mensuelle, coutume usitée parmi toutes les populations désorganisées. L'ouvrier s'est marié il y a près de dix-huit ans avec Maria da Conceiçao, qui a également 46 ans. Ils ont deux enfants : Guilherme, 17 ans; Mario, 15 ans.

Moura avait trop d'énergie et de valeur morale pour rester simple ouvrier. Malgré la modicité de son salaire et les charges qu'il avait acceptées, il réussit à mettre de côté les quelques centaines de francs nécessaires pour monter un petit atelier de

cordonnier à façon. Par son activité, la qualité des articles qu'il livrait, et aussi par son intelligente initiative, il parvint à trouver peu à peu, tant à Coïmbra qu'à Cellas, des pratiques assez nombreuses pour nécessiter l'aide de plusieurs ouvriers ou apprentis. Actuellement Moura en emploie neuf, qui travaillent dans son atelier, sous sa direction immédiate. Le patron va visiter les clients, prend les commandes, fait ses achats, coupe les cuirs, distribue et dirige la besogne. Il ne fabrique rien à l'avance, ce qui limite au minimum le capital engagé. Enfin, il se charge des réparations. Sa femme, tout en faisant son ménage, trouve encore le temps de piquer à la mécanique les pièces de chaussure et de surveiller l'atelier pendant les absences obligées du mari. Le second des fils apprend le métier de son père et travaille avec lui; son frère aîné a préféré le métier de typographe, qu'il exerce à Coïmbra, tout en demeurant chez ses parents.

Les ouvriers employés par Moura sont de braves gens, simples, rarement ivrognes, mais peu développés, volontiers flâneurs et babillards. Ils ne consentent à travailler le lundi que lorsque la besogne est particulièrement urgente. Ils sont payés à la tâche, et gagnent de un à deux milreis (5 fr. 55 à 11 fr. 10) par semaine, selon leur habileté. Cela représente un salaire de 1 fr. 11 à 2 fr. 22 par journée de 11 heures. Ces ouvriers campagnards ignorent totalement l'association, et n'ont guère à compter, en cas de besoin, que sur les sentiments charitables du voisinage. S'ils réussissent à vivre dans ces conditions, c'est grâce au bon marché de la vie dans ce village, à leur frugalité et aussi à ce fait que presque tous disposent d'un petit potager qui leur fournit une partie de leur subsistance.

Notre artisan est propriétaire de la maison dans laquelle il a son atelier au rez-de-chaussée et son logement au premier étage. Trois pièces sont réservées à l'atelier : la plus grande, avec une porte et une fenêtre sur la rue, réunit tous les ouvriers; dans la seconde, très petite, et éclairée seulement par la porte, se trouve l'établi de coupe et la machine à piquer; au fond, la troisième pièce, simple cabinet noir, sert de magasin pour les cuirs, etc. Le logement, auquel on accède par un esca-

lier placé au fond de la cour, comprend cinq pièces : une cuisine où l'on mange; une sorte de petit salon ou parloir; une chambre pour les parents, garnie d'un grand lit de bois; une autre chambre pour les fils, avec deux lits de fer; enfin une chambre en réserve. Toutes sont claires, bien aérées, et leur volume varie de 20 à 25 mètres cubes. Le mobilier est très simple, mais proprement tenu. La valeur de l'immeuble est de 900 milreis (4.550 fr. environ). Moura loue une partie du rez-de-chaussée moyennant une redevance annuelle de 10 milreis (55 fr. 50). Cette maison représente les économies qu'il a faites sur ses bénéfices, et ce n'est pas là un mince résultat pour un homme qui non seulement est parti de rien, mais encore a dû traverser beaucoup de difficultés. Il convient d'y ajouter la valeur du mobilier, 100 milreis (environ 555 fr.), et celle de l'outillage, qui vaut à peu près autant.

L'alimentation de ces bonnes gens, bien que meilleure déjà que celle des ouvriers, reste simple et frugale. Le matin, ils déjeunent d'un bol de café avec un morceau de pain blanc; à midi, ils ont la soupe aux légumes, un plat de morue avec des pommes de terre, ou des sardines, et un peu de vin; le jeudi et le dimanche, l'éternelle morue sèche est remplacée par un plat de viande; le repas du soir est composé d'une soupe à l'huile et de quelques sardines, avec du vin. Le pain est communément fait de farine de maïs. Les denrées de consommation se paient au comptant, mais l'artisan jouit d'un crédit raisonnable chez le négociant de Coïmbra qui lui vend ses matières premières. Ce crédit ne dépasse d'ailleurs guère 30 milreis (165 fr.).

Moura évalue son gain quotidien à un milreis (5 fr. 55), mais il comprend dans cette somme la valeur du travail de sa femme. Cela représente pour l'année entière un revenu net qui doit varier entre 1.700 et 1.800 fr. L'aîné des fils reçoit à l'imprimerie 200 r. (1 fr. 35), et le plus jeune gagne chez son père 200 r. (1 fr. 10). Le total des recettes de la famille est ainsi de 8 fr. par jour environ, soit 2.400 à 2.500 fr. par an. Si le travail se maintient sans chômage prolongé, les Moura sauront en profiter pour économiser sur ce modeste budget les ressources néces-

saires pour la garantie de leur vieillesse. Pour le moment, les choses vont bien, et. sauf quelques mauvaises créances qui occasionnent chaque année pour une centaine de francs de pertes, rien ne vient troubler la quiétude de ces laborieux artisans. Leur santé est bonne, grâce à la salubrité du lieu plus qu'à leur hygiène, qui est très élémentaire.

Moura a toujours soutenu ses affaires par son propre effort, sans recourir à aucun appui extérieur. Il a pour maxime que l'on doit déranger les autres le moins possible. En revanche, il rend volontiers service à ses voisins, par exemple en prêtant à un confrère un outil qui lui fait défaut. Son fils Guilherme fait partie du *Monte pio* de son imprimerie, c'est-à-dire d'une société de secours mutuels, dont il recevrait une subvention de 240 r. (1 fr. 32) par jour en cas de maladie, et en outre les soins médicaux et les médicaments en échange d'une petite cotisation hebdomadaire de 80 r. (0 fr. 42). Il a versé en outre un droit d'entrée de 2.400 r. (13 fr. 30).

Tout le monde dans cet atelier, à l'exception d'un apprenti, sait lire et écrire, grâce à l'école paroissiale gratuite, dont la fréquentation est légalement obligatoire de six à douze ans. Au point de vue religieux, les Moura sont catholiques et pratiquent assez régulièrement, mais sans ferveur. Nous sommes ici au village, où la foi s'est mieux conservée que dans les villes, et où l'on tient au moins à garder les apparences.

Moura acquitte toute une série de taxes directes. C'est d'abord l'impôt sur les loyers qui monte à 4 milreis (22 fr. 20); puis viennent : l'impôt foncier (*predia*), 2.800 r. (15 fr. 50); la contribution industrielle, 3.000 r. (16 fr. 65); la taxe de voirie 200 r. (1 fr. 10); la taxe sur les chiens (l'ouvrier possède un de ces animaux), 640 r. (3 fr. 52); la *congrua* paroissiale, 200 r. (1 fr. 10). Cela fait un total de 60 fr. 07, auquel il faut ajouter le montant des impôts indirects sur la consommation, soit au moins 90 fr., et pour l'ensemble environ 150 francs. Nous estimons que ce chiffre est plutôt inférieur à la réalité. L'ouvrier a été dispensé du service militaire.

Le maître cordonnier possède les droits électoraux au double

titre du cens et de l'instruction primaire ; il y tient et les exerce régulièrement.

Dans ce village, les influences étrangères n'ont presque aucune action. On n'y voit paraître que très exceptionnellement des ouvriers du dehors. En revanche, il commence depuis quelques années à fournir son contingent à l'émigration. Plusieurs membres de cette famille sont partis pour le Brésil. Ce fut d'abord un frère du père ; il a passé l'océan avec le projet de gagner sa vie comme ouvrier. On pense qu'il réussit à vivre, mais comme jusqu'ici il n'a point envoyé d'argent, les siens commencent à craindre un insuccès. Tout récemment, un neveu de la mère, jeune ouvrier cordonnier, a émigré à son tour ; puis un second l'a suivi dans l'intention d'ouvrir là-bas un petit commerce. On ignore encore ce qu'ont été leurs débuts.

En résumé, si cette famille vit d'une manière modeste, presque pauvre, il n'en est pas moins certain qu'elle se trouve actuellement dans un état de prospérité bien caractérisé. Ce résultat, que l'on doit considérer comme exceptionnel, tient à trois causes principales : 1° à l'effort laborieux et à l'esprit d'économie de l'ouvrier et de sa femme ; 2° à ce fait que leurs enfants sont restés peu nombreux et, par conséquent, ne leur ont pas coûté beaucoup ; 3° enfin, à ce que ces mêmes enfants sont maintenant en état de gagner leur vie, si bien que leurs salaires viennent alimenter le budget commun. Il est évident, en effet, que si les Moura avaient à leur tour élevé douze enfants, ils ne seraient certainement pas arrivés au degré d'aisance relative que nous venons de constater. En outre, il a fallu des conditions de milieu très favorables pour permettre à Moura de réussir même dans ces proportions modestes. Le voisinage immédiat de la ville et l'extrême bon marché de la main-d'œuvre l'ont particulièrement servi. Mais pour un ouvrier qui s'élève ainsi d'un degré, combien d'autres sont retenus indéfiniment dans la pauvreté, sinon dans la misère ! Ainsi, la condition générale de la petite industrie est très analogue à celle du bâtiment en ce qui concerne la situation des familles ouvrières et les moyens d'élévation dont elles disposent.

A un autre point de vue, il est bien évident que la petite industrie à la main ne saurait constituer, à notre époque, la base d'une grande expansion économique. Cependant, elle représente encore, surtout dans un pays comme le Portugal, un élément de prospérité qui n'est pas à dédaigner. Les Portugais conservent des traditions de goût, d'élégance, de luxe, qui leur permettraient de reconstituer assez facilement et sur un pied avantageux certaines fabrications artistiques, qui ne peuvent se faire parfaitement bien qu'à la main. On peut citer à ce propos l'exemple du Danemark qui a su, dans ces dernières années, ouvrir le marché international à sa production d'articles de goût : porcelaines, orfèvrerie, objets d'ornementation. De même, le Portugal pourrait vendre au dehors avec profit des meubles, des bijoux, des faïences, des porcelaines et d'autres articles de prix, à la condition de leur donner une originalité et un fini propres à tenter la clientèle riche. Il faudrait aussi chercher à atteindre cette clientèle par des moyens appropriés. Nous verrons bientôt qu'il existe déjà dans le pays une tendance très caractérisée vers cette branche d'activité économique. Il convient de l'encourager avec sollicitude, car elle pourra donner avec le temps des résultats très appréciables.

III

L'INDUSTRIE MÉCANIQUE

Retard de la grande industrie en Portugal, ses causes. — La fabrication mécanique dans le nord. — La filature et le tissage à Guimaraes et dans les montagnes de l'est. — La fabrication mécanique à Porto et à Lisbonne. — État de la vie ouvrière dans la grande industrie. — Tendance actuelle de l'évolution industrielle. — Le problème de l'avenir.

En Portugal, le développement de la grande industrie a été singulièrement gêné par les événements. Au moment même où la machine allait faire son apparition et transformer la fabrication, les Portugais délaissaient celle-ci pour se consacrer à l'exploitation administrative ou commerciale de leurs colonies. Trompés par une fausse richesse, basée sur une action politique, bien plus que sur le travail, ils se considéraient un peu comme des grands seigneurs opulents, qui laissent à autrui les professions techniques. Quand vint la période funeste des révoltes et des coups d'État, la fortune disparut, sans que le travail pût y suppléer. Et lorsque enfin cette nation réussit à se reprendre et à jouir d'une paix suffisante pour laisser les affaires suivre un cours régulier, les hommes d'action se heurtaient à une situation extraordinairement difficile. Ils étaient peu nombreux. L'instruction technique était faible, le capital rare et timide, la clientèle petite et pauvre, la concurrence extérieure puissante. En un mot tout était à faire pour conquérir non pas les marchés étrangers, mais le marché national lui-même. Voilà le fait dont il est juste de

tenir compte pour juger la situation actuelle du Portugal au point de vue industriel.

Malheureusement ce qui faisait le plus défaut, c'étaient les hommes et surtout les chefs, les patrons. Nous avons constaté combien ils manquent à la culture. Leur petit nombre a causé de même la faiblesse de l'industrie, en la laissant aux mains de l'artisan, comme la terre était abandonnée aux mains du paysan. Depuis cinquante ans, cette situation tend à se modifier lentement. La classe moyenne s'est développée; le nombre des industriels a augmenté peu à peu; l'esprit d'entreprise s'est répandu. Mais l'engouement irréfléchi pour les carrières libérales et la politique a considérablement gêné le recrutement de la classe industrielle supérieure. En outre la gestion médiocre des affaires publiques a porté la fiscalité à un degré excessif, qui surcharge la production. La politique douanière a généralement manqué d'unité et de logique; après le régime du traité Methuen, qui ouvrait le pays aux articles anglais, on s'est porté vers un système de protection excessive, qui a dépassé le but. De tout cela est résulté un retard industriel qui n'est point encore récupéré, et qui ne le sera jamais si les Portugais de la classe aisée ne s'appliquent pas à évoluer dans un sens propre à les mettre en mesure de soutenir la compétition étrangère.

Aujourd'hui, on remarque aisément dans ce pays un mouvement industriel progressif qui certes n'est pas négligeable. Il est dû à deux causes principales. D'abord, la jeunesse instruite trouve les carrières intellectuelles si encombrées, si peu productives, qu'elle est poussée presque malgré elle à se tourner vers d'autres métiers. L'industrie et le commerce, et même l'agriculture, en ont profité quelque peu. Ensuite, la protection douanière, en réservant le marché national, a certainement favorisé ce mouvement. Mais cette seconde cause, toute artificielle, renferme un sérieux péril. Si la protection se relâche, les industries basées sur l'élévation des prix, conception anti-économique par excellence, tomberont certainement. Mais alors, par crainte de provoquer une telle crise, on se trouve lié au régime de la protection exagérée, qui a pour effet d'imposer aux consommateurs

un sacrifice, et les porte à réduire leur consommation. C'est là un cercle vicieux dont on ne sortira que par l'effort individuel des entrepreneurs. Sans eux, la protection ne donnera rien de bon, et restera un expédient employé en permanence pour soutenir la faiblesse et le laisser aller. Si au contraire ils veulent prendre la peine de préparer le terrain par leur intelligence, leur savoir, leur application, leur activité, la protection sera ce qu'elle doit être, c'est-à-dire un appui temporaire propre à préparer l'avènement d'un régime régulier et naturel du travail industriel.

En supposant que les jeunes gens de la classe aisée reconnaissent enfin que le travail productif constitue la base essentielle de la prospérité, de la force des familles et de la nation entière, trouveraient-ils dans leur pays les éléments nécessaires pour alimenter la grande industrie? Oui, dans une mesure très suffisante. Le Portugal est muni d'une population ouvrière nombreuse, intelligente et assez laborieuse; elle n'attend que des chefs capables pour produire un travail considérable à un prix modéré. Le territoire fournit une quantité importante de matières premières, qui seraient plus abondantes encore si elles étaient bien exploitées. D'ailleurs, la position maritime de ce pays lui permet d'importer dans les meilleures conditions les minerais, les métaux, les textiles, etc. Il en est de même pour le charbon qui pourrait du reste être suppléé par les forces hydrauliques immenses de la région montagneuse. Ainsi, ce ne sont pas les ressources qui font défaut, mais bien la volonté, le savoir, l'expérience et l'activité nécessaire pour les employer.

Parmi les industries qui déjà ont évolué vers le régime du grand atelier mécanique, la plus ancienne et la plus importante est celle des textiles qui occupe à elle seule environ 25.000 personnes; elle est établie principalement dans les provinces du nord. La métallurgie a des usines à Lisbonne et à Porto, mais leur production est relativement faible, et se limite à des objets généralement peu compliqués et d'usage commun. En dehors de ces deux branches on ne trouve guère que des fabriques isolées, ou du moins très peu nombreuses dans chaque spécialité. Au-

dessous, on peut encore citer des fabriques d'une certaine importance, mais où le travail se fait surtout à la main, en sorte que leur condition se rapproche de celle de la petite industrie, au moins quant aux répercussions sociales; telles sont les tanneries, les fabriques de poteries et de briques, les teintureries, etc. Nous le répétons, des progrès notables ont été réalisés surtout depuis vingt ans dans la plupart de ces industries. Elles ont augmenté fréquemment leurs installations, leur personnel et le chiffre de leurs affaires. Mais, tout compte fait, l'activité de la grande industrie compte relativement pour peu de chose dans l'ensemble de la production du pays. Elle est encore loin d'offrir à la population le travail et les salaires qui pourraient compléter utilement les ressources fournies par l'agriculture, et améliorer d'une façon générale la condition de la classe ouvrière. Ces deux branches de l'activité nationale sont encore bien loin de s'équilibrer. La culture est trop pauvre pour consommer largement les produits fabriqués et faire prospérer l'industrie. Celle-ci est trop faible pour concentrer les travailleurs et offrir à la culture des débouchés avantageux. Ainsi se maintient de part et d'autre l'état de médiocrité économique, de retard technique, de pauvreté de la famille ouvrière qui caractérise la situation actuelle. Nous allons voir cette impression générale se dégager avec netteté des monographies qui suivent.

I. — L'INDUSTRIE TEXTILE DANS LE NORD.

Les centres principaux de l'industrie textile sont Lisbonne et Porto, mais surtout cette dernière ville, qui renferme les filatures et les tissages les plus considérables de tout le pays. Nous en parlerons tout à l'heure. Il nous paraît préférable de décrire en premier lieu un type appartenant à l'une des petites villes de fabrique dispersées dans les montagnes du nord et de l'est. Ici, l'industrie est généralement rurale, ce qui lui donne une physionomie particulière.

Guimaraes est une petite ville de moins de 10.000 âmes, située

dans la région verdoyante et pittoresque qui s'étend entre le Douro et le Minho. Elle est dominée par de hautes collines granitiques entre lesquelles se creusent de profondes vallées couvertes d'une belle végétation. La région environnante donne en abondance le seigle, le maïs, la pomme de terre, les légumes, les fruits, l'huile et le vin. On y élève beaucoup de porcs et un peu de gros bétail. Autrefois, les terres basses produisaient en notable quantité le chanvre et surtout le lin. Cela explique l'ancienneté de la fabrication des tissus dans cette région. La concurrence des pays du nord a réduit de beaucoup la production des plantes textiles. Mais l'industrie de la filature et du tissage s'est pourtant maintenue et développée, toutefois aujourd'hui elle emploie principalement le coton. Il n'y a pas très longtemps que tout se faisait à la main; les femmes filaient à la quenouille et tissaient la toile, pendant que les hommes se livraient à la culture des champs. Un assez grand nombre de métiers, disséminés dans tous les villages de la région, battaient de façon plus ou moins régulière. Aujourd'hui, tout cela a bien changé. On ne trouve plus de fileuses promenant avec elles leur paquet de fibres grises ou blondes qu'elles tordaient entre leurs doigts. Quant aux métiers à bras, on en entend encore, mais ils disparaissent d'année en année devant le métier mécanique. En même temps, cette industrie tend naturellement à se centraliser, et elle a maintenant à Guimaraes un de ses groupements principaux.

Nous avons indiqué tout à l'heure que cette ville n'a qu'une faible population. Mais cela ne donne pas une idée exacte de son activité, car un bon nombre de ses ouvriers habitent les villages avoisinants, où ils peuvent se loger et se nourrir à meilleur compte. En outre, les familles paysannes envoient aux usines un assez grand nombre de femmes et de jeunes filles dont le salaire s'ajoute au produit de la petite ferme. Enfin, des fabriques sont établies dans les vallées voisines, où elles utilisent la force des cours d'eau. Guimaraes est reliée par un embranchement à la ligne ferrée qui, partant de Porto, se dirige vers le nord pour se rattacher au réseau espagnol. Quelques

bonnes routes la mettent en communication avec les autres villes de province, mais, plus on avance vers le nord et plus les chemins deviennent étroits et difficiles. Ce fait n'est évidemment pas favorable à la prospérité industrielle de la contrée. Etudions maintenant, à titre d'exemple, une famille ouvrière adonnée principalement à la filature.

L'ouvrier habite un hameau, nommé Campellos, situé à quelques kilomètres de Guimaraes, sur le territoire de S. João da Ponte, paroisse de 700 habitants. Il s'appelle Antonio da Silva, et est âgé de 47 ans. Originaire de la localité, il a épousé la fille d'un de ses voisins, Joana Rosa, âgée de 49 ans. Le ménage a cinq enfants : trois filles et deux fils, qui tous vivent avec leurs parents. La mère de famille se consacre aux soins de la maison. Le second fils, âgé de 14 ans, est entré l'année dernière en apprentissage. Son aîné, âgé de 16 ans, a choisi l'état de forgeron et travaille comme aide chez un artisan du voisinage. Da Silva et ses trois filles sont occupés dans la même filature. Cette fabrique a été établie à Campellos en 1890, sur les bords d'une petite rivière qui lui fournit la force motrice, assez irrégulièrement d'ailleurs; cela nécessite l'emploi intermittent d'une machine à vapeur. L'établissement appartient à une société anonyme, et fonctionne avec des capitaux et un personnel portugais. En 1902, la même société a fondé à Guimaraes un tissage, qui facilite la marche de la filature; cette nouvelle usine est mue exclusivement par la vapeur. Un directeur gère l'ensemble des affaires, et des agents techniques dirigent les deux fabriques. Celle de Campellos ne travaille que du coton, importé brut des Etats-Unis et du Brésil. Elle compte 30.000 broches, et emploie environ 150 personnes. Les produits de cette filature ont pour unique débouché les tissages de la région; elle ne fabrique d'ailleurs que des filés dans les numéros moyens et gros, avec un matériel acheté en Angleterre. L'affaire marche avec régularité, et paraît être assez prospère. Mais cela tient surtout au bon marché de la main-d'œuvre, d'une part, et, de l'autre, à une protection douanière très élevée. Sans cette double circonstance, l'industrie cotonnière ne pourrait certainement pas sou-

tenir longtemps la concurrence extérieure. Son marché est trop restreint; elle n'est pas suffisamment spécialisée, ce qui complique beaucoup ses conditions techniques et économiques; enfin le rendement du personnel est médiocre. Chaque ouvrier conduit en moyenne 420 broches et produit à peu près 32 kilos de filés, avec une journée de 11 heures [1]. L'organisation syndicale et les grèves sont inconnues parmi cette population ouvrière, composée pour les quatre cinquièmes de femmes. La direction de l'usine dont il est ici question se préoccupe d'une manière notable du bien-être de ses ouvriers, ainsi que nous le constaterons tout à l'heure.

Da Silva est employé principalement comme fileur, mais, quand les machines chôment, on l'occupe à la manutention des marchandises. Son salaire est de 500 r. (2 fr. 75) par jour. Ses filles, âgées de 24, 22 et 19 ans, sont toutes les trois fileuses et reçoivent 200 r. (1 fr. 10). Ces salaires sont bien au-dessous de ceux que reçoivent les ouvriers similaires du nord de l'Europe, mais aussi la productivité de ces derniers est supérieure.

La famille que nous étudions ici tire presque tous ses moyens d'existence du travail salarié. Elle ne possède aucune propriété foncière, et occupe à titre de locataire un rez-de-chaussée composé de deux chambres, d'une cuisine et d'un bûcher. Cet étroit logis est meublé de la façon la plus sommaire, et ses habitants sont entassés les uns sur les autres; le loyer en est de 12 milreis (66 fr. 60) par an. Da Silva loue, en outre, pour 3 milreis (16 fr. 65), un petit enclos planté d'arbres fruitiers et cultivé en légumes; il élève un porc qui lui fournira sa provision de viande pour l'hiver. Ces ressources accessoires sont précieuses pour compenser la médiocrité du salaire. En effet, l'ouvrier gagne, dans les bonnes années, tout au plus 825 fr.; ses filles apportent ensemble, également dans les conditions les plus favorables, un

1. En Alsace, l'ouvrier fileur travaille 10 heures, conduit 450 à 500 broches, produisant en chaîne, n°s 28-33 anglais, 30 kilos sur métiers renvideurs et 35 kilos sur métiers continus à anneaux. On estime que la production est sensiblement la même en Belgique, en France et en Suisse, mais que le rendement est un peu supérieur en Angleterre.

peu moins de 1.000 fr.; le jeune forgeron, payé 190 r. (1 fr. 05) par jour, se fait environ 315 fr. par an. Ainsi, le revenu de la famille, sans y comprendre les produits du verger et le porc engraissé, atteindrait, au maximum, le chiffre de 2.100 fr. Ce résultat est assez satisfaisant, surtout dans un lieu où la vie est peu coûteuse. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'il est dû à ce fait que quatre enfants sur cinq sont déjà en état de gagner quelque argent. Du reste, on ne peut considérer ces gains comme acquis d'une manière régulière. De temps en temps, des périodes de chômage viennent en réduire le chiffre. Aussi est-il à peu près certain que le revenu réel en argent du ménage ne dépasse guère 1.800 francs. Il est donc heureux que, dans cette région, le prix de la vie soit plutôt bas, pourvu qu'on se contente des denrées du pays.

L'alimentation de la famille est suffisante mais frugale. Le matin, on déjeune généralement d'une soupe aux légumes et au pain; à midi, le dîner se compose d'un plat de poisson sec ou de viande de porc, avec des pommes de terre, ou du riz, ou des haricots, du pain et du vin; le soir, on se contente d'une soupe. La dépense n'est pas considérable, car on n'achète guère qu'un peu d'épicerie, d'huile et de poisson. Comme le linge et les vêtements sont d'une extrême simplicité, l'entretien n'est pas non plus très coûteux. Il semble donc que Silva devrait être actuellement en état de réaliser de petites épargnes. Sa situation est d'ailleurs assez exceptionnelle, surtout parmi les familles qui vivent complètement du travail industriel; leur condition est la plupart du temps inférieure à celle des Silva, soit parce que leurs salaires sont moins élevés, soit parce qu'elles ont à leur charge des enfants en bas âge. La société propriétaire de la filature où travaille da Silva a fait des efforts louables pour améliorer cet état de choses. Elle patronne une coopérative de consommation, distribue des secours aux malades et aux infirmes, subventionne des écoles et commence à construire des maisons ouvrières.

En ce qui touche l'instruction, da Silva, sa femme et l'une des filles, Maria, savent lire; les garçons également. On trouve dans

la paroisse une école fondée par l'initiative particulière. Tous sont catholiques et pratiquent.

L'ouvrier paie, d'une part, à l'État la taxe industrielle : 1.020 reis (5 fr. 65) et, de l'autre, la *congrua* ou impôt paroissial : 150 reis (0 fr. 85). Il faut y ajouter, bien entendu, le montant des taxes indirectes sur les articles de consommation que nous estimons à 70 ou 75 francs. L'ouvrier a été dispensé du service militaire pour cause d'incapacité physique. Il est électeur politique et municipal.

Dans son ensemble, la population industrielle de cette région vit pauvrement, souvent même misérablement, parce que les salaires sont très modiques, tandis que les familles sont en général nombreuses. De plus, la combinaison du travail agricole avec celui de l'usine tend à rendre la main-d'œuvre moins exigeante, mais aussi elle est en moyenne peu habile. L'industrie textile rurale, maintenue principalement par le bon marché de la main-d'œuvre, et par une forte protection douanière, dépend exclusivement d'un marché intérieur fort limité. Il est donc difficile de prévoir une amélioration du régime actuel, qui au contraire serait aisément troublé par la moindre perturbation économique. C'est ainsi que, dans la région de l'Estrella où la filature et le tissage de la laine ont été prospères, les affaires ont périclité au cours des dernières années, en présence d'une concurrence étrangère par trop supérieure pour la qualité comme pour les prix. Une partie de la population ouvrière a cruellement souffert de cette décadence et a été rejetée soit vers la culture, déjà encombrée, soit vers l'émigration. D'où provient cet état de crise quasi permanent? Évidemment d'une médiocre organisation technique et économique. Les usines sont pour la plupart petites et faiblement outillées; elles ne produisent que des articles communs, et elles sont obligées de varier beaucoup les types, ce qui complique le travail. Les fabricants ne se donnent pas grand'peine pour chercher la clientèle; ils considèrent que l'exportation leur est impossible, sauf vers les colonies portugaises, qui leur sont réservées au moyen d'un tarif prohibitif; mais c'est là un débouché peu

important. Pourrait-on mieux faire et rendre à cette industrie une prospérité qui est aujourd'hui bien compromise? Pour répondre à cette question, nous devons d'abord étudier cette même industrie dans les villes de Lisbonne et de Porto, où elle a maintenant ses centres principaux.

II. — L'INDUSTRIE TEXTILE A LISBONNE ET A PORTO.

L'industrie textile s'est développée à Lisbonne assez récemment, principalement sous l'influence des mesures artificielles prises pour favoriser l'extension du travail mécanique. Lisbonne est d'ailleurs admirablement placée pour devenir un grand centre industriel, car la concentration des ouvriers, des matières premières et des denrées alimentaires y est très facile. En revanche, on y manque de capitaux et il faut importer à peu près tous les engins et outils dont on a besoin pour installer les usines. Ce sont là des difficultés sérieuses, mais non pas insurmontables, puisqu'un certain nombre de fabriques ont été montées et travaillent avec activité. Le plus difficile est de trouver les hommes capables d'écarter les difficultés en profitant des avantages de la situation.

L'ouvrier étudié dans ce précis se nomme Antonio d'Almeida Marcello [1]. Né à Rio Torto, concelho de Gouveia, où son père était ouvrier rural, il a aujourd'hui 35 ans. Sa femme, Maria Thomazia, âgée aussi de 35 ans, fille également d'un journalier, est originaire du même village. Ils ont émigré vers la grande ville dans l'espoir d'y trouver de meilleurs salaires.

Les époux Marcello ont trois enfants : Adelaïde, 12 ans ; José, 10 ans; Antonio, 2 ans. Ce dernier est actuellement en nourrice à la campagne. Une cousine, Adélaïde Martins Passas, âgée de 34 ans, habite avec la famille moyennant un petit loyer mensuel ; elle prend en outre sa part des travaux du ménage, lorsque ses occupations le lui permettent. L'ouvrier et sa

1. Étude faite avec le concours de M. A. Braamcamp de Matos.

femme sont employés dans la même fabrique : celle de M. Rato, qui produit des tapis et des tentures de qualité commune, en laine, en jute et en fibres, ainsi que des toiles d'emballage et des sacs confectionnés. Fondée en 1888 sur un pied très modeste, avec des métiers à la main, cette usine a réussi et occupe actuellement 170 ouvriers. Des métiers mécaniques et des machines accessoires ont été intallés, ainsi qu'une machine à vapeur de 25 chevaux, qui consomme annuellement environ 250 tonnes de charbon anglais, dont le prix actuel est de 31 francs la tonne, rendue à la fabrique. En parcourant les ateliers, on a l'impression que l'affaire est prospère et aussi qu'elle a grandi vite, car elle se trouve maintenant à l'étroit dans les bâtiments qu'elle occupe. Il en résulte de l'entassement et un certain désordre dans la distribution du matériel. Cependant, d'une façon générale, on remarque une préoccupation de bonne tenue et de propreté, bien que les locaux manquent un peu d'entretien. L'outillage vient d'Allemagne, d'Angleterre ou de France. Les matières premières : fils de laine, de coton, de jute et de coco, sont tirées principalement d'Angleterre, d'Égypte et de l'Inde. Quant à la production, elle se répartit entre la métropole et ses colonies; la première achète les tapis et tentures; les colonies demandent des sacs pour emballer le sucre, le cacao et le café. Ces débouchés se maintiennent grâce à une forte protection douanière, que les fabricants jugent absolument nécessaire. Le travail est assez régulier, et les ouvriers n'ont que rarement à souffrir du chômage; notons à ce sujet que, visitant la fabrique le 1er mai, nous l'avons trouvée déserte, le personnel observant soigneusement ce jour férié du calendrier syndical. Cela ne veut pas dire, du reste, que les ouvriers de Lisbonne sont des révolutionnaires ardents et turbulents. Ils ont bien leurs syndicats (*Associaçaoes de Classes*), et il existe même un groupement socialiste qui a un centre, et aussi des règlements minutieusement détaillés en de nombreux articles. Mais il y a là plus de façade que de fond. Les syndicats n'ont que peu de membres et une faible activité. Quant au parti socialiste, ce n'est guère, lui aussi, qu'une juxtaposition de petits

groupes dirigés par des personnalités rivales. D'une façon générale, l'ouvrier portugais est intelligent et s'adapte facilement aux nouveautés; il est tranquille et assez docile, lorsqu'il est dirigé d'une main ferme. Mais, comme tous les désorganisés, il devient aisément frondeur et flâneur, aussitôt que la direction faiblit. Dans ces conditions, bien que les conflits du travail ne soient pas très rares dans les grandes villes du Portugal, ils sont cependant moins fréquents et moins aigus que dans beaucoup d'autres pays. Le personnel de la maison Rato est passablement mélangé; on y trouve non seulement des Portugais venus un peu de toutes les provinces, mais encore des Espagnols, déjà anciens dans l'établissement, qui ne donnent aucun sujet de plainte. La journée normale dure dix heures. Les patrons sont bienveillants pour tout le monde, sans faire rien de spécial pour le bien-être ou l'avancement de leurs ouvriers. La seule institution à noter est une caisse de secours aux malades, alimentée avec le produit des amendes infligées au personnel en cas de retard, de malfaçon, etc.

Revenons maintenant aux époux Marcello. Le père, qui conduit un métier à tisser, gagne en moyenne 500 reis (2 fr. 75) par jour. Comme il s'agit ici de tissus communs ou même tout à fait grossiers, l'apprentissage est court et le travail facile. Il est rare qu'un tisseur surveille à la fois plusieurs métiers; ce n'est pas l'habitude, et on estime qu'il y a là une trop grande difficulté pour l'ouvrier. Cela explique, pour une part, la modicité du salaire. La mère, qui est employée comme aide et fait toutes sortes de menues besognes, reçoit 140 reis (0 fr. 78). Cela représente un gain annuel d'environ 825 francs pour le mari, et de 235 francs pour la femme, pour 300 journées de travail. Le total serait à ce compte 1.060 francs à peu près, bon an mal an. Mais comme le patron réserve à cet ouvrier certains travaux supplémentaires qui se font le dimanche matin, on peut estimer l'ensemble des salaires à une somme ronde de 1.200 francs. C'est avec cette maigre somme que la famille doit pourvoir à tous ses besoins, car elle ne possède aucune autre ressource, sauf une petite pièce de terre

dont Marcello a hérité de ses parents, et qui vaut 20 milreis (110 fr.); elle est louée à un beau-frère et rapporte annuellement 2 milreis (11 fr. 10), impôt non déduit. Les enfants ne gagnent encore rien; toutefois, la petite Adelaïde s'applique déjà aux soins du ménage pendant que son frère José est à l'école. La cousine qui demeure avec eux travaille au dehors à la journée, pour son compte personnel.

Cette famille habite tout près de la fabrique, rua des Admoreiras, une vieille maison construite dans une cour, le Pateo de Viagem. Leur logement, situé au rez-de-chaussée, se compose d'une chambre dont la porte d'entrée constitue l'unique ouverture; au fond de cette pièce s'ouvrent deux cabinets entièrement dépourvus d'air et de lumière, et c'est tout. La pièce d'entrée sert de cuisine et de salle à manger; en outre, la cousine y couche avec Adélaïde et son frère aîné dans un seul et même lit. Les parents dorment dans un des cabinets noirs. Le loyer coûte 26.400 reis (144 fr.) payables à raison de 12 francs par mois; la cousine verse pour sa part 700 reis (3 fr. 85), ce qui réduit la dépense mensuelle à 8 fr. 15.

Le mobilier de ce pauvre logis est réduit au strict nécessaire. La chambre des parents est garnie d'un lit de fer et de trois coffres en sapin qui servent à resserrer le linge et les vêtements. Dans la pièce d'entrée se trouvent une table et quatre bancs en sapin, un lit de fer, une malle, un petit fourneau en terre cuite, que l'on place dehors près de la porte quand on l'allume; quelques planches fixées au mur supportent la vaisselle indispensable et quelques ustensiles de cuisine. Il est à peine besoin de dire que les objets de lingerie et d'habillement répondent tout juste aux nécessités élémentaires. Tout compris, l'inventaire ne représente pas une somme supérieure à 350 francs. Ajoutons que mobilier et hardes sont tenus proprement.

Passons maintenant à l'alimentation de la famille. Elle est extrêmement simple : le matin, on mange un peu de pain avec du café noir; à midi, une soupe maigre, au pain ou aux pâtes et les légumes qui ont servi à la faire; le soir, une soupe à l'huile, ou bien un plat de morue avec des pommes de terre,

et du pain, tel est l'ordinaire. On y ajoute de temps en temps un verre de vin. La dépense normale par semaine est évaluée à 23 fr. 55.

Si cette dépense hebdomadaire se reproduisait régulièrement pendant cinquante-deux semaines, on arriverait à une somme totale de 1.224 fr. 60 qui, indépendamment de tout autre dépense, dépasse déjà les ressources du ménage. Aussi, quand un achat ou un paiement s'impose, on économise sur la nourriture. Les commerçants font d'ailleurs très peu de crédit. On paye au comptant les articles d'alimentation, et pour le surplus le crédit ne dépasse pas une semaine. Il s'ensuit que, si une période de chômage vient aggraver cette situation déjà si pénible, c'est la noire misère qui pénètre chez ces pauvres gens. Il en est de même en cas de maladie prolongée.

Marcello ne fait partie d'aucune association, principalement parce que l'étroitesse extrême de ses ressources ne lui permet pas de payer régulièrement les cotisations. D'ailleurs, il est peu au courant de ces choses. Son travail l'absorbe, d'une part, et de l'autre, étant complètement illettré, il reste en dehors du mouvement créé ou développé par les journaux populaires. Sa femme n'est pas plus savante que lui, et sa fillette, utilisée dans le ménage le plus tôt possible, n'a pas pu fréquenter l'école. L'aîné des garçons est plus favorisé, il va en classe, mais sans grand enthousiasme, car il n'est guère avancé pour son âge puisqu'il commence à peine à lire, et écrit tout juste son nom.

Les Marcello sont catholiques, mais ils ne pratiquent pas. Tout leur temps, disent-ils, étant absorbé par le travail, il n'en reste pas pour aller à l'église. En réalité, ils ont perdu l'esprit religieux, comme la grande majorité des ouvriers urbains.

En ce qui concerne les charges publiques, l'ouvrier ne paie pas l'impôt direct à Lisbonne ; mais nous avons constaté qu'il est taxé pour le lopin de terre dont il est propriétaire au village. Il acquitte en outre les impôts indirects et verse ainsi à l'État une somme qu'on peut évaluer à 50 ou 60 francs. Malgré cela, il est exclu du droit électoral. Marcello n'a pas fait de service

militaire, grâce au bon numéro qu'il a tiré au sort; un de ses neveux est actuellement soldat dans la Guinée portugaise.

Quant aux influences extérieures, nous avons constaté plus haut que la fabrique Rato emploie des ouvriers de nationalité espagnole. Ce fait est fréquent dans l'industrie textile. Celle-ci étant assez développée dans le nord de l'Espagne, principalement en Catalogne, les industriels portugais ont été souvent très satisfaits d'accueillir des ouvriers catalans expérimentés pour organiser chez eux la filature et le tissage mécaniques. On a fait venir aussi parfois, surtout pour le travail du coton, des contremaîtres anglais, belges ou allemands.

Cette famille représente un type social très analogue au précédent, en dépit de la différence des milieux. On peut donc le considérer comme normal dans les industries textiles portugaises. Il se place à un niveau très inférieur de la vie ouvrière, car les familles de ce genre sont maintenues indéfiniment dans un régime de pauvreté qui confine à la misère, et leur ferme toute issue vers une condition meilleure, ainsi que tout espoir d'avancement. Cette douloureuse situation a pour cause principale la simplicité extrême du travail, dans la grande majorité des fabriques, où on ne fait que l'article commun. Cela permet d'employer des hommes peu habiles, des femmes et des enfants, auxquels on offre un salaire d'autant plus minime que la main-d'œuvre abonde, grâce à la fécondité des familles et à la petitesse des exploitations rurales, insuffisantes pour employer tous les bras. Dans le nord de l'Europe, la situation de l'ouvrier textile est bien meilleure en général. Mais il est aussi plus adroit, plus actif et conduit par des patrons qui ont su porter leur industrie à un haut degré de perfection, tout en s'ouvrant des débouchés immenses.

Nous compléterons ce qui précède par quelques indications sommaires relatives à la situation de l'industrie textile dans la seconde ville du royaume, Porto. La capitale du nord a, depuis de longs siècles, la réputation d'une ville de commerce importante; mais, depuis cent ans, l'industrie a rapidement développé sa prospérité. Vers 1810, elle comptait à peine 80.000

âmes; en 1850, elle en avait 100.000, puis 140.000 en 1880; elle a 172.000 habitants aujourd'hui. Cette ville est ainsi devenue un centre assez important de fabrication, surtout pour les matières textiles; on y trouve des filatures et des tissages de coton, dont plusieurs occupent jusqu'à 2.000 ouvriers.

Quelques-unes de ces usines sont bien organisées, et installées dans des locaux vastes et aérés. Mais d'autres sont médiocres et insalubres. Leur situation économique est assez difficile, parce qu'elles doivent varier beaucoup leurs genres, ce qui augmente les faux frais et les pertes de temps. Elles ne produisent guère, du reste, que des articles de consommation courante, vendus soit dans le pays, soit dans ses colonies. Les ouvriers et ouvrières sont aisés à conduire, quoique enclins à la flânerie et à la critique. Beaucoup d'entre eux n'habitent pas la ville. Ils appartiennent à des familles agricoles des environs; comme il leur est impossible de rentrer chez eux chaque soir, ils se groupent pour louer dans les faubourgs des logements sordides, où ils s'entassent pour dépenser moins. Afin de leur permettre de retourner au village le samedi de bonne heure, on ne travaille ce jour-là que pendant la matinée, mais les autres journées sont portées à 10 heures et demie, au lieu de 10 heures, durée usitée dans les autres industries. On pense bien que ce régime de promiscuité n'est favorable ni à leur santé ni à leur moralité. La plupart vivent au jour le jour, sans souci du lendemain, sans réaliser la moindre économie sur un salaire d'ailleurs très modique. C'est dire que le niveau technique de ces ouvriers n'est pas supérieur à ce que nous connaissons déjà. Cependant, on nous a signalé quelques tentatives faites pour améliorer la production, notamment en habituant quelques tisseurs à conduire deux métiers à la fois. Mais cela est encore peu de chose, et l'organisation générale de ces industries reste loin en arrière de celle de leurs concurrentes étrangères. Ici encore on est amené à constater une insuffisance parallèle chez l'entrepreneur et chez l'ouvrier, qui ne sont évidemment ni l'un ni l'autre en état de faire face aux difficultés de l'organisation moderne du travail industriel.

C'est à la même cause qu'il faut attribuer la quasi-disparition du mûrier, du ver à soie, du moulinage, des cocons et du tissage de la soie dans le nord du Portugal, districts de Portalegre et de Bragança, où la production de la soie était autrefois assez prospère. Quelques tissages survivent encore, et Porto en possède un de quelque importance. Mais tous tirent maintenant de l'étranger leur matière première, et ne trouvent, comme les autres industries textiles, que des débouchés très limités.

III. — INDUSTRIES DIVERSES.

Après l'industrie textile, la plus importante paraît être celle de la construction mécanique, qui est représentée à Lisbonne et à Porto par des établissements d'une certaine importance. Ces usines, qui font de la petite construction et de la réparation, ont été généralement fondées par des étrangers. Il en est du reste de même pour les quelques fabriques qui produisent des tabacs, du sucre, de la pâte à papier et du papier, de la verrerie commune, etc. Elles achètent au dehors la majeure partie de leur matériel, — en particulier leurs machines, — ainsi qu'une forte proportion de leurs matières premières. Leurs ouvriers sont portugais pour la plupart. On rencontre quelques contremaîtres ou spécialistes appelés des pays du nord, et surtout des ingénieurs, bien que les techniciens portugais formés en France, en Belgique, en Suisse ou en Allemagne commencent à être assez nombreux.

Le personnel ouvrier ne manque ni d'intelligence, ni d'adresse, ni de docilité. Mais sa formation technique est en moyenne assez faible, et son rendement reste médiocre à cause de sa tendance à la lenteur et à la flânerie. Pour en obtenir un résultat suffisant, il faut le surveiller de très près, le tenir continuellement en main, et le guider d'une façon soutenue, sinon l'ouvrier perd du temps et travaille avec une certaine négligence. Or, il arrive trop souvent que le patron portugais ne se montre pas très assidu à ses affaires. C'est une habitude natio-

nale de veiller fort tard, aussi n'arrive-t-on au bureau qu'à une heure avancée dans la matinée, quand les ateliers sont en activité depuis longtemps. Malgré cela, on quitte les bureaux d'assez bonne heure dans l'après-midi, et ces courtes journées ne suffisent pas pour donner à une entreprise moderne l'élan et la surveillance dont elle a besoin. Comme, d'un autre côté, les capitaux sont rares et chers, les prix de revient et de vente se maintiennent à un niveau élevé, vis-à-vis d'une clientèle intérieure dont le pouvoir d'achat est relativement minime. Quant à l'exportation, il n'y faut pas songer en présence d'une concurrence extérieure qui domine le marché portugais lui-même pour tous les articles frappés modérément par la douane, et aussi pour beaucoup d'appareils, de machines et d'objets que l'industrie locale se voit dans l'impossibilité de fabriquer.

La condition des ouvriers employés dans les industries précitées n'est pas très sensiblement supérieure à celle de la main-d'œuvre textile, au moins en règle générale. On trouve là, sans doute, des spécialistes dont le salaire atteint un niveau assez avantageux, parce que les individus habiles sont relativement rares. Mais la majorité des travailleurs manuels doit se contenter d'une rémunération faible, même pour un pays où les gens n'ont pas de grands besoins. On a tenté d'organiser les ouvriers pour arriver à améliorer leur sort. Nous connaissons déjà les syndicats créés sous le nom de « Associations de Classes ». Ces groupements ont sur le papier une existence abondamment réglementée, mais en réalité leur action est faible et leur influence à peu près nulle. En fait, l'ouvrier est, dans la plupart des cas, abandonné à lui-même. Il essaie de se couvrir partiellement contre les risques de la vie au moyen des associations de secours mutuels, mais il n'y parvient même pas toujours, parce que ses ressources ne lui permettent de payer que de très faibles cotisations. Aussi ressent-il souvent l'étreinte de la misère, et on ne doit pas s'étonner de le voir recourir, quand il le peut, à l'émigration pour échapper à une position si peu sûre et souvent si pénible.

L'esquisse rapide d'une famille d'ouvrier mécanicien de Porto

va nous permettre de donner une portée plus précise et plus vivante aux observations qui précèdent.

Il y a quelques années, un Portugais, M. C. dos Santos, a fondé à Porto un atelier mécanique pour la construction et la réparation des appareils électriques, de la petite mécanique et de l'automobile. Son affaire a réussi, et marche avec une activité satisfaisante. Il occupe assez régulièrement 50 à 60 ouvriers de diverses spécialités, principalement des mécaniciens. La réparation des moteurs à gaz et à pétrole fournit une part importante du travail exécuté par l'atelier. La diffusion de l'électricité, pour laquelle on forme beaucoup de projets, pourra donner à cette entreprise un sérieux développement, quand on aura réussi à vaincre les obstacles politiques et administratifs qui, ici, tendent toujours à paralyser les initiatives.

José Fillippe, âgé de 24 ans, est employé dans cette maison comme ouvrier mécanicien. Il est occupé plus spécialement à l'entretien et à la réparation des voitures automobiles qui fréquentent un garage annexé à l'établissement. Il a appris en outre à conduire, ce qui lui vaut certains profits supplémentaires. Ainsi, sans être absolument spécialisé, cet ouvrier montre pourtant des aptitudes qui le placent au-dessus de l'ouvrier ordinaire. Il est marié, et sa femme, Rosa-Maria Silva, âgée de 25 ans, a eu déjà deux enfants ; Diamantino, 3 ans ; Maria, 17 mois. Elle s'occupe uniquement des soins réclamés par le ménage et les enfants. Fillippe reçoit un salaire de 600 reis (3 fr. 30) par jour, soit, pour l'année, environ 1.000 francs. En outre, lorsque son patron l'emploie comme conducteur d'automobiles, cet ouvrier reçoit des gratifications, dont il estime le total à environ 40 milreis (222 fr.) par an. Cela représente en tout un revenu dépassant un peu 1.200 francs. C'est avec cette somme que le ménage doit subvenir à tous ses besoins. Il occupe au deuxième étage un petit logement composé de deux pièces et d'une cuisine, pauvrement meublé et d'une propreté médiocre. Le mobilier se compose de : un lit de fer, un berceau, une commode, une table de sapin, quatre chaises, une toilette, un bain de pied, un petit fourneau de

cuisine, les ustensiles et la vaisselle indispensables. En outre de quelques vêtements très simples, le ménage possède : six draps, deux couvertures, douze chemises, quatre caleçons, six paires de bas, six jupons, des mouchoirs et autres menues pièces de lingerie; une paire de bottes, une paire de sabots, une paire de souliers, une paire de pantoufles. La valeur approximative de tous ces objets ne dépasse pas 40 milreis (220 fr.).

Essayons maintenant d'évaluer les dépenses de la famille. Le loyer du logement est de 24 milreis (132 francs). L'alimentation, très frugale, se compose essentiellement de soupes à l'huile et aux légumes, de morue sèche ou de poisson, qui est abondant et à bon marché, de légumes frais ou secs, de riz et de pain. Les jours de fête, on remplace le poisson par un peu de viande. L'ouvrier boit du vin en petite quantité : à peu près un verre à chaque repas. L'ordinaire comprend trois repas : le matin, une tasse de bouillon et du pain; à midi, la soupe, du poisson avec des pommes de terre et un plat de légumes; le soir, le menu est à peu près le même qu'à midi. Ceci représente le régime normal, mais il est arrivé plus d'une fois qu'on a dû réduire la consommation pour équilibrer la recette et la dépense. En effet, les frais de nourriture, calculés sur la base que nous venons d'indiquer, atteignent 525 reis (2 fr. 90) par jour, ce qui ferait pour l'année entière 1.058 francs. L'entretien coûte environ 100 francs. Les dépenses nécessaires forment donc un total de 1.300 francs, qui dépasse déjà sensiblement le revenu constaté. Mais ce n'est pas tout. Il faut ajouter à cela certains besoins, les uns exceptionnels, les autres réguliers. Tels sont les frais occasionnés par la naissance des enfants; l'un d'eux, malade dès ses premières semaines, a coûté à lui seul 30 milreis (160 fr.); chaque baptême est revenu à 1.500 reis (8 fr. 50), y compris le petit régal traditionnel. L'ouvrier a obtenu de son patron un prêt dans le but de racheter une partie de son service militaire, et il rembourse peu à peu cette somme à raison de 600 reis (3 fr. 33) par semaine. Enfin, Philippe est fumeur, et boit de temps en temps un verre de vin avec les camarades; l'ouvrier estime à 600 reis (3 fr. 33) par semaine les

dépenses de ce chef, dont 420 reis (2 fr. 30) pour le tabac; on sait que les besoins superflus sont aussi les plus tyranniques. Ces chiffres indiquent à quel point le budget de cette famille est instable. Comme elle fait la plupart de ses achats au comptant et n'obtient aucun crédit au delà d'une semaine, quand l'argent manque, il faut économiser sur la nourriture. On vit alors de soupe, de pommes de terre et de pain sec.

Notons encore une autre dépense dont l'utilité n'est pas contestable. L'ouvrier fait partie d'une société de secours mutuels, à laquelle il verse 33 cent. par semaine. En échange, il recevrait en cas de maladie 260 reis (1 fr. 43) par jour, pendant un mois et, en outre, les soins médicaux. Il appartient aussi à un syndicat dont la cotisation est de 42 reis (20 cent.) par semaine; en cas de décès, le syndicat pourvoit aux funérailles de ses membres. Le ménage trouve encore un certain appui réciproque chez ses voisins. En cas de besoin, on garde les enfants, on soigne les malades, on se rend de petits services. Tout cela n'est pas à dédaigner, car cette aide mutuelle est précieuse pour de pauvres gens dont les moyens d'existence sont si étroits.

Fillippe et sa femme savent un peu lire et écrire; ils ont appris à l'école paroissiale gratuite. Ils sont catholiques et vont à l'église sans répugnance lorsque l'occasion s'en présente, par exemple pour un mariage, un baptême ou un enterrement. Mais, en dehors de cela, ils ne pratiquent point, et c'est là un esprit très général chez les travailleurs de Porto.

L'ouvrier paie, en outre, des taxes indirectes sur sa consommation, l'impôt direct sur les loyers, dont le montant est pour lui de 3 milreis (16 fr. 65) par an. Il a été déclaré propre au service militaire et incorporé, mais, après six mois de séjour à la caserne, il a obtenu sa libération moyennant un versement de 85 milreis (471 fr. 75). Nous avons déjà indiqué que cette somme lui a été avancée par son patron, dont il a reçu par là une remarquable preuve de confiance et d'intérêt.

Au point de vue des droits politiques, l'ouvrier ignore s'il

est inscrit sur les listes électorales, et ne paraît pas s'en soucier beaucoup[1].

Les ouvriers de Porto ont à soutenir la concurrence d'un assez grand nombre de travailleurs venant soit des campagnes du nord, soit de la Galice espagnole. Nous avons déjà signalé l'activité de l'émigration dans les provinces du nord, ainsi que ses causes. Elle se fait surtout par Porto, qui lui fournit aussi son contingent sous la poussée de la misère.

La famille Fillippe représente assez exactement le type moyen de l'ouvrier de Porto. Quelques-uns sont dans une situation meilleure, mais beaucoup se trouvent dans une position plus difficile encore parce que leurs enfants sont plus nombreux. Il en est ainsi jusqu'au jour où ceux-ci, commençant à gagner leur vie, apportent dans la maison une aisance relative. C'est là un état de choses que nous avons rencontré déjà bien des fois, parce qu'il indique vraiment le niveau habituel de l'immense majorité des familles ouvrières en Portugal. Nous pensons que la démonstration de ce fait capital résulte indiscutablement des monographies qui précèdent.

* * *

Les observations que nous venons de résumer nous amènent à une double conclusion.

En premier lieu, il est évident que la classe aisée, prise dans son ensemble, s'est montrée jusqu'à ce jour hors d'état de surmonter les difficultés très réelles qui s'opposent en Portugal au développement de la grande industrie mécanique. Il ne faudrait pas croire, en effet, que ces difficultés sont la cause unique ou même principale du retard industriel de la race lusitanienne. Si le milieu a ses inconvénients, il présente aussi des avantages dont on aurait pu tirer bien meilleur parti. Aussi l'observateur se sent-il en droit d'affirmer que l'obstacle essentiel provient de l'insuffisance sociale de la classe supérieure. Paralysée par ses défauts d'éducation, par ses préjugés, par

1. Les éléments de cette notice ont été réunis par M. dos Santos, chimiste à Porto.

son instruction superficielle et purement théorique, par sa prédilection pour les carrières intellectuelles et politiques, cette classe n'a pas suivi le mouvement moderne. Elle s'est attardée dans des idées, des méthodes et des procédés vieillis qui la mettent dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis des peuples du nord. On observe sans doute en Portugal un réveil de l'opinion, bien tardif malheureusement, mais déjà sensible, qui paraît orienter la jeunesse vers des préoccupations plus pratiques et plus utiles que celles du passé. Il faut encourager ce mouvement par tous les moyens possibles, et si on réussit à lui donner l'ampleur nécessaire, on verra bientôt que le Portugal peut faire avec succès de la grande industrie, car il possède de magnifiques réserves en forces vives, en main-d'œuvre, en matières premières. Nous le répétons, la seule chose qui manque encore ici, c'est le ressort humain. Tant qu'il demeurera insuffisant, la fabrication mécanique sera dans l'impossibilité d'étendre son activité, de varier sa production, d'alimenter la consommation intérieure, de tenir tête à la concurrence du dehors.

En second lieu, nous constatons que, grâce à sa faiblesse constitutionnelle, la grande industrie ne parvient pas à procurer le bien-être aux ouvriers qu'elle appelle dans ses ateliers. Elle ne peut leur offrir que des salaires très faibles, insuffisants pour permettre à la très grande majorité des familles de s'élever au-dessus de la misère. Cette situation est une conséquence naturelle de la précédente. Une industrie faible, médiocrement outillée, pauvre en capitaux et en débouchés, ne peut se maintenir que par la compression énergique des frais généraux, et par conséquent des salaires. Ajoutons que, si la classe dirigeante montre une aptitude assez médiocre pour l'industrie, la classe ouvrière, malgré de réelles qualités, n'est pas elle-même dressée suffisamment pour soutenir l'effort très rude du travail moderne. Nous dirons donc, pour nous résumer, que le peuple portugais n'a aucune chance de prendre rang parmi les nations industrielles, s'il ne réussit pas au préalable à modifier son éducation, de manière à préparer pour ses ate-

liers de nombreux patrons en état de comprendre, d'organiser et de conduire le grand atelier très concentré et très puissant, ainsi que des ouvriers assez adroits, actifs et avisés pour bien manier le machinisme moderne et pour s'entendre et s'associer en vue de défendre avec une ferme modération leurs intérêts collectifs.

CINQUIÈME PARTIE

LES TRANSPORTS ET LE COMMERCE

I

LES TRANSPORTS MARITIMES

Situation de la marine marchande en Portugal. — La navigation intérieure et le cabotage. — La navigation au long cours; l'intercourse avec les colonies. — Position actuelle du Portugal au point de vue maritime. — Le marin portugais; état des populations maritimes.

1. — INDICATIONS GÉNÉRALES.

Nous avons eu déjà l'occasion d'indiquer suffisamment les avantages et les inconvénients de la position maritime du Portugal [1], et nous avons constaté que les progrès de la marine à vapeur lui ont plutôt nui. En effet, la marine à voile y trouvait autrefois des points de relâche presque indispensables dont les paquebots n'ont plus autant besoin. D'un autre côté, le Portugal n'étant ni une région de grande production, ni un pays de transit, un mouvement maritime intense ne s'expliquerait

1. V. la première partie de ce travail.

guère. Malgré cela, les ports du royaume voient entrer chaque année plus de dix mille navires jaugeant environ 13 millions de tonneaux, et si on ajoute à ce mouvement celui des ports coloniaux, on dépasse les chiffres respectables de vingt-six mille navires et de 24 millions de tonnes. Hâtons-nous de dire, du reste, que ces chiffres imposants, tout en montrant que les ports portugais sont encore très fréquentés, ne représentent nullement la circulation réelle des marchandises introduites dans le Portugal et dans ses colonies, ou exportées. En effet, beaucoup de bâtiments ne débarquent ou ne prennent que des voyageurs, des ballots de correspondance, ou quelques tonnes de provisions ou de marchandises. La part du pavillon national dans ce trafic est minime [1]. En 1907, la marine marchande ne comptait dans la métropole que sept cents embarcations de toute espèce [2] pour 120.000 tonnes, dont cent six bateaux à vapeur pour 58.000 tonnes, et le reste à voile. Ces bateaux sont employés presque exclusivement au petit cabotage de port à port, ou bien au grand cabotage colonial, strictement réservés à la marine portugaise. La navigation au long cours se réduit à une ligne régulière entre Lisbonne et New-York, et à quelques voyages faits vers la côte d'Afrique, le Brésil et l'Argentine, surtout par des voiliers. Encore doit-on dire que ce mouvement est plutôt en voie de diminution. Ainsi, d'une part, malgré les circonstances nouvelles, le Portugal est encore touché par de nombreux navires, et, de l'autre, sa propre marine est en décadence. Cette anomalie s'explique par les causes générales qui ont déprimé l'essor économique de la nation, en la désorganisant dans ses institutions sociales.

Après ces indications générales, nous entrons dans l'examen sommaire de diverses branches des transports par eau.

1. Nous devons sur ce point de précieux renseignements à M. Pereira de Mattos, lieutenant de vaisseau et secrétaire de la *Liga navale;* il a publié un important ouvrage sur la marine marchande.

2. Non compris les bateaux de pêche.

II. — LA NAVIGATION INTÉRIEURE ET LE CABOTAGE.

La navigation intérieure n'est pas sans importance en Portugal, parce que les fleuves de ce pays, soutenus par la marée, peuvent être remontés plus ou moins. Mais seul le Douro, le Tage et le Guadiana admettent dans leur cours inférieur des bâtiments de mer d'un certain tonnage. La batellerie ne va pas beaucoup plus loin, parce qu'elle ne tarde pas à se heurter aux terrasses de la zone montagneuse, qui rendent les courants rapides et irréguliers. D'ailleurs, la sécheresse de l'été ne laisse aux rivières que bien peu d'eau. Quant aux canaux de navigation, ils sont inconnus en Portugal; ils seraient, du reste, difficiles et coûteux à établir en un tel pays; mieux vaut donc s'en tenir aux voies de terre. Ainsi, les transports fluviaux ne peuvent jouer qu'un rôle très secondaire, mais cependant déjà utile.

Le cabotage présente un intérêt beaucoup plus considérable, à cause du développement des côtes et de l'importance économique des villes qui les avoisinent. Les ports sont relativement nombreux et souvent très bons pour la petite navigation, qui n'a pas besoin d'une grande profondeur. Au nord du Tage, on en trouve cinq qui se relient aux chemins de fer, ce sont : Vianna do Castello, Villa do Conde, Leixoes, Aveiro, Figueira da Foz. Quelques autres sont séparés de la voie ferrée par une distance de plusieurs kilomètres, ce qui réduit sensiblement leur action. Au sud du Tage, le cabotage se rattache aux rails à Setubal; mais ensuite il faut aller jusqu'en Algarve pour les retrouver; là, les caboteurs desservent Lagos [1], Portimao, Faro, Olhao, Tavira et Villa Real. Mais ici le chemin de fer suit la côte et ne pénètre dans l'intérieur que par une seule voie. celle qui se dirige vers le nord du pays. Si les voies de terre étaient plus développées, le cabotage en profiterait sûrement

1. Ce petit port est situé sur une vaste baie, qui pourrait bien devenir l'une des stations de la grande voie maritime rattachant la Méditerranée au canal de Panama.

dans une mesure sérieuse. Dans les conditions actuelles, il occupe un certain nombre de barques à voile, jaugeant presque toutes moins de 100 tonnes et montées par quelques centaines de matelots. Ces braves gens font un dur métier dans cette mer presque toujours agitée et souvent dangereuse. La monographie qui suit va nous donner à cet égard des indications précises et intéressantes. Elle concerne un *Patron caboteur de Sétubal*[1], qui représente la moyenne des entrepreneurs de cette catégorie.

Nous avons eu déjà l'occasion de décrire la petite ville de Sétubal, située à l'embouchure du fleuve Sado. C'est à la fois un port de pêche très important, principalement pour la sardine, mais il arme aussi pour Terre-Neuve. On y trouve même de petits chantiers de construction, où l'on fait des bateaux en bois jaugeant jusqu'à 500 tonneaux, très fins voiliers, destinés à pratiquer le grand cabotage entre la métropole et l'archipel des Açores ou la côte d'Afrique. Depuis des siècles, on y récolte dans de nombreuses salines un sel très estimé pour la conservation du poisson, et qui s'exporte au loin. De multiples fabriques de conserves de sardines se sont établies sur l'estuaire, de telle sorte que les barques peuvent leur apporter directement le poisson ou charger les caisses préparées pour l'expédition. Aussi la ville, qui n'était guère qu'un gros bourg il y a trente ans, compte aujourd'hui plus de 25.000 âmes. Elle est reliée par chemin de fer avec Barreiro, faubourg de Lisbonne, sur la rive gauche du Tage, et de là avec le réseau général du pays. Mais c'est principalement par le cabotage que Sétubal expédie ses produits à Lisbonne, qui en consomme une partie et exporte le reste.

Parmi ces produits, outre le sel et le poisson conservé, il faut noter le vin, les oranges et autres fruits, ainsi que les légumes des nombreuses *quintas* qui font à la ville une ceinture verdoyante et fleurie. Les alluvions du Sado sont fertiles et la campagne est protégée des vents du nord par une chaîne assez

1. Étude faite avec le concours de M. Oliveira Leone, capitaine au long cours.

élevée, la Serra de Arrabida, qui sépare les deux fleuves voisins. Aussi peut-on pratiquer dans ce coin de terre privilégié les cultures les plus variées [1]. Les habitants de Sétubal disposent donc de ressources variées, en sorte que la vie matérielle n'est pas chère.

Le chef de la famille étudiée dans cette monographie, Manoel dos Santos Casaca, âgé aujourd'hui de 43 ans, est un petit entrepreneur de transports maritimes. Fils d'un capitaine au long cours [2], il a lui-même appris le métier de marin et a navigué d'abord comme mousse, puis comme matelot, puis comme patron de barque. Il habitait alors Lisbonne, où il fit en 1889 la connaissance d'une servante, Maria Caetana, originaire de Vizeu, où elle est née en 1861 ; ses parents étaient des paysans. Le marin l'épousa, bien qu'elle fût plus âgée que lui de quelques années, et il n'a pas eu à le regretter, car elle se montra excellente ménagère. Casaca alla s'établir à Sétubal il y a quatorze ans, réalisa quelques économies, ce qui lui permit de trouver un peu de crédit et de devenir maître caboteur, en profitant d'une bonne occasion. En 1902, un bateau de 70 tonnes, du type employé dans ces parages, encore en très bon état, fut mis en vente. Pour l'avoir neuf, il aurait fallu payer à peu près 14.000 francs; on l'adjugea à notre marin pour 10.000 francs. Il ne possédait que 3.000 francs d'économies, mais l'une de ses tantes et quelques amis lui vinrent en aide pour compléter la somme. Auprès des banques il n'aurait trouvé aucun crédit, malgré son bon renom.

Entre temps, le ménage avait eu deux enfants : Adélaïde, âgée aujourd'hui de 19 ans, et Manoel, qui en a 17. La jeune fille aide sa mère dans les soins du ménage, et le jeune homme navigue avec son père depuis l'âge de quatorze ans.

L'entreprise de Casaca ne tarda pas à prospérer. Chargeant à

1. Nous y avons vu notamment une pépinière établie par un Français, M. Perrier, pour la culture du palmier d'ornement, qu'il expédie dans les pays du nord.
2. Les officiers de la marine marchande sont brevetés après un examen pratique passé à dix-huit ans. Ils doivent naviguer au moins une année comme lieutenants.

Sétubal les produits de la région, il les transportait à Lisbonne, passant par une courte traversée de l'estuaire du Sado à celui du Tage, et revenait avec un chargement destiné au commerce de son port d'attache. Ce trafic côtier, réservé au pavillon portugais, est assez strictement réglementé. Le nombre des hommes d'équipage, notamment, est fixé par la loi; les patrons et les pilotes doivent être munis d'un brevet, etc. Les matelots sont généralement rétribués à la part; on fait masse des sommes payées à titre de fret, et, après déduction des dépenses de navigation et de nourriture, le produit net est divisé en deux portions inégales. La première, fixée par l'usage à 55 %, appartient à l'équipage, le reste est attribué au bateau. En moyenne, le patron touche une centaine de francs par mois, et en plus une gratification de 10 francs par voyage. Les matelots reçoivent environ 60 francs, et le mousse de 30 à 60 francs, selon son âge. Lorsque le propriétaire du bateau est en même temps patron, il cumule le salaire prélevé comme chef de l'équipage et le profit acquis à titre d'entrepreneur. Dans ces conditions, Casaca pouvait réaliser bon an mal an entre 3.500 et 4.000 francs. Son fils gagnait de son côté, en dernier lieu, de 40 à 50 francs par mois. C'était là un excellent résultat, qui avait permis au marin de rembourser les emprunts faits pour acheter son premier bateau. De plus, la douane ayant mis en vente une barque de 20 tonnes confisquée à des contrebandiers, Casaca s'en était rendu acquéreur. Elle avait valu neuve 5 à 6.000 francs. Il l'eut pour 3.000 francs, somme qu'il put fournir en partie, et il emprunta le surplus. Il l'emploie également au service de cabotage entre Sétubal et Lisbonne. Mais un grand malheur est venu interrompre cette prospérité, qui lui avait permis de rembourser déjà presque complètement sa seconde dette. Dans l'hiver de 1908-1909, le plus grand des deux bateaux drossé par les courants, par temps de calme plat, s'est échoué et perdu sur les rochers de la côte. Il n'était pas assuré, à cause du taux élevé de la prime exigée par les compagnies, si bien que Casaca n'aurait reçu aucune indemnité, sans la touchante solidarité des maîtres caboteurs de Sétubal, au nombre d'une dizaine,

qui, se cotisant spontanément, remirent à leur camarade une somme de 1.000 francs et lui payèrent en outre six mois de son loyer. De leur côté, les clients de Casaca lui ont offert aussitôt de lui prêter la somme nécessaire pour acheter un autre bateau. Nous saisissons ici une application des lois économiques qui font des transports une industrie auxiliaire, nécessaire à toutes les autres. Le commerce qui a besoin du cabotage, vient au besoin le soutenir de son argent. Mais le brave homme hésite devant ces charges nouvelles et préférerait trouver un emploi de patron sur un bateau appartenant à autrui.

Comme toutes les villes en progrès, Sétubal a des quartiers anciens, avec des rues étroites, tortueuses, mal odorantes. Le niveau du terrain ne dépasse guère celui du fleuve, et il en résulte une humidité malsaine. Mais à côté, sur un sol plus élevé, on trouve des voies nouvelles que l'on a eu le bon goût de faire larges, propres, égayées par de la verdure et des fleurs. Les Casaca habitent dans le quartier neuf, avenue Todi, dans une maison de bonne apparence. Leur appartement, placé au dernier étage, est fortement mansardé. Il se compose de huit petites pièces, y compris la cuisine. Plusieurs sont claires et gaies; d'autres, avec leurs lucarnes, en forme de hublot, rappellent un peu trop une cabine de navire. Néanmoins, comme il est neuf, peint de couleurs claires, et tenu avec une propreté méticuleuse, ce logis est avenant et sympathique.

Le loyer annuel est de 66 milreis (366 francs). L'ameublement est très simple, mais suffisant et bien entretenu. On sent ici l'action d'une parfaite ménagère. La mère de famille est activement secondée par sa fille qui sait introduire dans le logis une certaine recherche en ornant les murs et en brodant des napperons, des tapis et des rideaux. Cet intérieur, où vit une famille que ses antécédents, son éducation, son mode d'existence rattachent évidemment à la classe ouvrière, laisse une excellente impression de confortable, de décence, de respectabilité. L'alimentation de ces braves gens, sans être recherchée, est cependant meilleure que celle des familles de simples matelots. Elle se compose principalement de légumes, de poisson,

de fruits; de temps en temps on remplace le poisson par de la viande de boucherie, qui dans cette ville est d'assez bonne qualité et d'un prix abordable. Les achats se font ordinairement au comptant, sauf pour l'épicerie que l'on paie par semaine. Les membres de cette famille ne sont guère exigeants au point de vue des récréations : les promenades dans la campagne avec des amis, avec arrêt dans quelque auberge où l'on joue aux boules en buvant un verre de vin, de temps en temps une séance de cinématographe — institution devenue partout essentiellement populaire, — parfois aussi le spectacle, quand une troupe théâtrale passe à Sétubal, voilà leurs distractions les plus coûteuses. Les Casaca étaient trop préoccupés d'amortir leurs dettes pour gaspiller leur argent en dépenses inutiles. C'est ce qui leur a permis de devenir en peu d'années propriétaires de deux bateaux, instruments d'une petite fortune espérée à bon droit, lorsque le malheur est venu ruiner d'un seul coup le résultat principal d'un si laborieux effort. Aussi comprenons-nous avec sympathie l'émotion du marin et des siens quand ils nous montrent, placé sous verre, un petit modèle du bateau qu'ils viennent de perdre. Cette catastrophe a douloureusement troublé leur existence, mais Casaca se sent encore jeune et vigoureux, et, loin de se décourager, il compte bien reconstituer son épargne et assurer la paix de sa vieillesse.

Nous avons constaté que le maître caboteur avait trouvé chez ses collègues, ses amis et ses clients un appui efficace, que lui-même saurait à l'occasion donner réciproquement. Il n'a recherché aucun autre soutien, bien qu'il existe dans la localité diverses associations. On y trouve notamment des syndicats de marins, de charpentiers de navires, d'ouvriers du liège, de soudeurs de boîtes, etc., et aussi diverses sociétés de secours mutuels. Les pauvres sont secourus par la Miséricorde, qui possède en outre des hôpitaux, où elle soigne les malades gratuitement ou moyennant pension, selon les cas.

Casaca a reçu une bonne instruction primaire, et ses deux enfants ont été instruits dans les mêmes conditions. La mère sait à peine lire. On trouve à Sétubal quatre écoles primaires

pour les garçons, et autant pour les filles. Un lycée donne l'enseignement secondaire aux jeunes gens. Au point de vue religieux, les ouvriers pratiquent peu; ceux qui sont originaires du nord du pays, ainsi que les femmes, montrent un peu plus de zèle, mais la véritable ferveur est rare.

Notre marin paie comme impôt direct 10 % de son loyer, c'est-à-dire environ 36 francs. En outre, la ville est assujettie à l'octroi sur les denrées de consommation au profit de l'État, sans parler des diverses autres taxes indirectes. Il n'a pas fait de service militaire, grâce à des influences qui l'ont fait dispenser. Il est électeur politique et municipal.

En ce qui concerne le mouvement de la population, on trouve dans les ports de Sétubal et de Cézimbra de nombreux marins pêcheurs, originaires de la côte nord du Portugal et attirés dans les ports du midi par l'activité de la pêche de la sardine et du thon pour l'approvisionnement des fabriques de conserves. Ces gens du nord gardent assez fidèlement leurs mœurs, un peu différentes de celles des méridionaux; ils sont plus calmes, plus sobres, plus religieux, mais aussi plus lourds, plus routiniers, plus indifférents au confort et à l'hygiène. On remarque aussi une nuance sensible dans le caractère féminin. Dans les ménages du nord, la femme se montre généralement active et énergique; souvent c'est elle qui mène la maison. Dans le midi, les femmes sont plus molles, plus insouciantes; elles vivent volontiers un peu isolées dans leur intérieur et ne cherchent guère à exercer une influence dirigeante. Il y a là une différence d'éducation qui paraît tenir surtout aux conditions du travail. Les marins du nord naviguent beaucoup au long cours et pratiquent souvent l'émigration temporaire. Pendant l'absence des maris, ce sont les femmes qui gouvernent la maison, dont dépend fréquemment une petite exploitation rurale. Cela leur donne une autorité que les habitudes différentes du midi ne font pas naître.

En sens contraire, la région de Sétubal fournit quelques émigrants pour l'Afrique et le Brésil. Mais ils sont peu nombreux, parce que le travail ne manque pas dans la localité.

La famille que nous venons de décrire est exceptionnelle par

son esprit d'entreprise et de prévoyance. Cependant, on trouve à Sétubal plusieurs exemples analogues, qui témoignent des qualités propres de la race, et montrent ce qu'elle pourrait donner avec une éducation familiale plus forte, produisant en plus grand nombre les individus d'élite. Nous voyons en outre par cet exemple comment le petit cabotage est maintenu à Sétubal à la fois par les besoins du commerce qui trouve un grand avantage à l'employer, et par la protection de l'État. La situation est exactement la même non seulement pour les caboteurs des autres ports métropolitains, mais encore pour les petits bâtiments qui vont porter aux Açores, à Saint-Thomé, à Angola, des vins, des tissus et autres articles, et en rapportent du sucre, du café, des arachides, etc. L'activité de cette navigation reste naturellement, comme importance, en relation étroite avec celle des affaires. La première ne peut progresser que parallèlement à la seconde. Grâce au privilège légal assuré au pavillon national, le cabotage est d'ailleurs certain de conserver sa clientèle et de prospérer avec elle, le cas échéant.

III. — LA MARINE AU LONG COURS.

Abordons maintenant la question de la navigation au long cours, qui se divise en deux catégories. La première s'applique aux relations entre la métropole et ses colonies. Ici, le mouvement d'affaires n'est pas sans importance, et, de lui-même, le pavillon portugais en prend une certaine part au moyen de la navigation à voile, la plus simple, celle qui exige le moins de capitaux. Mais il se fût totalement effacé devant la concurrence étrangère, pour les services à vapeur, sans l'appui énergique du gouvernement. Le trafic avec les colonies africaines a été réservé, par assimilation avec le cabotage, et des lignes régulières ont été créées avec le secours du Trésor public. Le grand cabotage colonial vit donc surtout par l'emploi de moyens artificiels et il en sera ainsi tant que le Portugal restera placé dans les circonstances sociales et économiques que nous connaissons, tant que ses colonies seront

elles-mêmes dans une condition médiocre comme population et comme production. On nous a d'ailleurs affirmé que les services maritimes privilégiés et subventionnés ne sont pas dirigés de façon à répondre entièrement aux besoins. Le public se plaint fréquemment de la lenteur, de l'insuffisance, de l'irrégularité et de la cherté des transports. Ceci est un résultat inévitable du régime social combiné avec le monopole.

La navigation au long cours proprement dite, c'est-à-dire celle qui a pour but de mettre le Portugal en relation avec des pays étrangers, est réduite à peu de chose, nous le savons : une ligne de vapeurs vers New-York, quelques bateaux, presque tous voiliers de faible tonnage, expédiés dans l'Amérique du Sud, rien de plus. Comment pourrait-il en être autrement? Il n'y a en Portugal ni constructeurs, ni fabricants qui s'intéressent directement à la marine, ou du moins leur nombre est insignifiant, et leurs moyens d'action sont minimes. Pour constituer une marine marchande, on devrait acheter tout au dehors et engager des capitaux considérables, qui seraient fort mal rémunérés, car la concurrence étrangère ne permettrait pas de surélever le prix des frets. On ne peut s'attendre à voir les capitalistes jeter inutilement leur argent à la mer. Aussi, la marine au long cours aurait-elle déjà totalement disparu sans le secours de l'État qui, à force de subventions et de faveurs, lui permet de végéter chétivement. Le Trésor a fait dans ce but des dépenses considérables. Des entrepreneurs étrangers ont construit à ses frais : à Lisbonne des quais de 4.470 mètres de longueur, avec des hangars, des grues de 40 à 75 tonnes, deux formes de radoub, des voies ferrées; à Leixoes, près de Porto, un port d'abri qui reste très incomplet [1]; à Vianna dans le nord, un autre port plus petit, mais intéressant. L'usage de ces installations coûte aux navires portugais moitié moins cher qu'aux étrangers. Mais cela ne suffit pas pour créer ou pour entretenir une marine ; ce qui manque, ce sont les grands intérêts particuliers, seuls capables de faire les efforts et les sacrifices nécessaires pour atteindre un pareil but. Ces intérêts

1. Dans ces ports on a créé, à l'usage des émigrants, des postes de désinfection bien organisés.

sont si peu développés qu'ils interviennent à peine dans la gestion des ports. Celui de Lisbonne est administré par une commission nommée par le gouvernement, et celui de Leixoes, par une compagnie de chemins de fer qui le laisse dans un déplorable abandon. Les Chambres de commerce, si directement intéressées, n'ont qu'une influence très restreinte sur l'administration des ports; cela est le contraire même de la logique. Ajoutons que la législation maritime, quoique souvent remaniée, est incomplète et confuse, surtout en matière d'avaries, d'hypothèques, d'assurances, ce qui donne lieu à une jurisprudence contradictoire.

La condition du personnel de la marine au long cours est naturellement en harmonie avec l'état de cette industrie. Les matelots, originaires pour la plupart des villages maritimes qui bordent la côte nord, reçoivent un maigre salaire, dont ils délèguent une partie à leurs femmes. Souvent ils sont propriétaires d'une petite maison et d'un champ; la femme cultive celui-ci avec l'aide de ses enfants, et en tire de précieuses ressources alimentaires. Mais il est bien difficile à ces familles de marins de s'élever à une meilleure situation. Nous savons déjà que la pêche ne leur est pas beaucoup plus favorable. Il faut donc des circonstances tout à fait exceptionnelles pour qu'une famille de matelot échappe à la pauvreté chronique et parvienne à une certaine aisance.

Est-il permis d'espérer qu'une amélioration interviendra au profit de la marine marchande portugaise? Pour répondre à cette question, il faut distinguer. Le cabotage est certainement susceptible d'un sérieux progrès, car les éléments à transporter sont relativement abondants. Pour réaliser ce progrès, il faudrait employer des capitaux plus considérables, remplacer par de petits vapeurs les barques à voiles employées jusqu'ici, donner au service plus de rapidité et de régularité. Tout cela est possible, et nous savons que l'on y pense. Mais les projets de cette sorte se heurtent toujours au défaut d'argent. Si les négociants sont disposés à consentir exceptionnellement de petites avances à un marin tel que Casaca dont la conduite et les capacités sont bien connues, il n'en est plus de même quand

il s'agit de monter une entreprise exigeant des sommes assez élevées. Aussi est-il à prévoir que les choses resteront encore longtemps dans l'état primitif et médiocrement avantageux où elles se trouvent aujourd'hui.

Quant à la grande navigation, ses chances d'avenir sont plus faibles encore. En effet, la concurrence maritime est arrivée à un tel degré d'intensité, que toutes les marines du monde, ou à peu près, souffrent d'une crise extrêmement grave. Les navires sont si nombreux, les frets si bas, que beaucoup d'entreprises doivent laisser inactifs et désarmés une partie de leurs bateaux. Ainsi, le moment n'est pas favorable à un développement maritime quelconque. Mais en outre, quand bien même les transports maritimes n'auraient pas à souffrir de la pléthore actuelle et de la concurrence qui s'ensuit, le Portugal serait-il en position de constituer une marine au long cours un peu considérable? Nous devons insister sur ce point, qui préoccupe en Portugal beaucoup de bons esprits, car ils y voient l'un des éléments principaux du problème économique actuellement posé dans leur pays.

Rappelons d'abord que la concurrence acharnée des grandes marines ne permettrait en tout cas le développement de la marine marchande en Portugal qu'à l'ombre d'une protection allant jusqu'à la prohibition des navires étrangers, ou à peu près. C'est là déjà une grave difficulté. Ensuite, pour alimenter une marine, il lui faut un fret de départ. Nous savons que le Portugal en fournit peu, soit par lui-même, soit par le transit. Il faudrait donc avant tout augmenter considérablement la production indigène en vue de l'exportation. Ce ne sera pas l'œuvre d'un jour. La marine, pour couvrir ses dépenses, doit trouver en outre du fret de retour. Elle en obtient une certaine quantité dans les colonies portugaises, qui fournissent à la métropole du sucre, du café, des arachides, etc. Elle pourrait aussi, si la concurrence le lui permettait, importer du charbon, des matières premières et des marchandises de consommation. Mais, la chose fût-elle possible, que cela n'irait pas très loin, parce que le pays n'est pas un grand consommateur et ne demande pas, par conséquent, de grosses quantités de marchandises. Le Portugal

pourrait-il devenir un entrepôt emmagasinant des matières premières et des denrées pour les répartir ensuite entre les autres pays? La chose est devenue pratiquement impossible, parce que des pays mieux placés ont déjà pris ce rôle et le remplissent d'une manière à peu près complète. On ne voit pas bien comment une petite nation faiblement organisée pourrait réussir à concurrencer les pays du nord, qui ont une avance si sérieuse.

Nous ne pouvons donc partager l'illusion des Portugais, qui espèrent rendre à leur patrie une prospérité maritime appréciable. Ce pays a aujourd'hui contre lui trop d'éléments contraires. Mais si, par un effort soutenu et vigoureux de l'initiative privée, on pouvait arriver à augmenter peu à peu la production agricole et industrielle, à développer les colonies, à activer les relations commerciales entre le Portugal et certains pays consommateurs, comme l'Angleterre, la France, les États-Unis et le Brésil, il est bien évident que la marine nationale, privilégiée comme elle l'est, ne pourrait manquer d'en profiter. Mais sa prospérité ne peut être qu'une conséquence du progrès général de la production métropolitaine et coloniale. C'est ce progrès qu'il convient donc de poursuivre avant tout. En attendant, il serait bon d'étudier de près la situation et le fonctionnement des lignes subventionnées, afin de voir s'il n'y a pas là des erreurs à redresser et des réformes utiles à réaliser. Nous avons déjà constaté que la même étude s'impose d'une manière urgente en ce qui touche l'organisation, la gestion et les débouchés des ports.

II

LES VOIES TERRESTRES

Routes et chemins. — Leur insuffisance. — Isolement de certaines régions. — Dommage économique causé par cette situation. — Les chemins de fer. — Lenteur de leur développement. — Intervention de l'État. — Situation actuelle. — Les ouvriers de chemins de fer.

I. — ROUTES ET CHEMINS.

A bien des reprises, nous avons dû constater l'insuffisance des routes et chemins, soit au point de vue du nombre, soit à celui de l'entretien. Et pourtant, il n'est que juste de le reconnaître, des efforts sérieux ont été faits au siècle dernier pour réparer la négligence impardonnable des générations précédentes. Des routes ont été établies entre tous les centres de population un peu importants. Ces routes sont souvent bonnes, quoique l'entretien en soit médiocre. Mais en beaucoup d'endroits, de simples pistes ou des sentiers défoncés relient entre eux les villages. Des contrées entières sont absolument dépourvues de chemins dignes de ce nom, et demeurent ainsi dans un état d'isolement qui ne permet ni de les mettre en valeur, ni de les coloniser. Aussi les procédés de transport sur routes sont-ils fort primitifs. Le paysan ne connaît que le char à bœufs, lourd et lent. Souvent même ce véhicule ne peut passer, et il faut porter les denrées à dos de mulet, de cheval ou d'âne. Dans ces conditions, tout charroi est onéreux. Beaucoup de

produits deviennent invendables, et restent sur place. Les denrées agricoles se répartissent mal, ne se vendent pas au meilleur prix. Il est du reste impossible, dans bien des cas, de faire les cultures les plus avantageuses, parce que le transport rapide des récoltes est impossible. Enfin les chemins de fer ne sont pas alimentés comme ils devraient l'être pour donner de bons résultats. C'est là évidemment une cause capitale de stagnation économique et sociale.

Cette situation si dommageable n'est pas imputable aux pouvoirs publics seuls. Peut-être auraient-ils pu faire davantage, mais ils avaient à pourvoir à des besoins immenses et variés, non seulement dans la métropole, mais encore aux colonies. La tâche dépassait réellement les ressources. Les particuliers auraient dû aider l'État, et dans ce pays de grande propriété foncière, il semble bien que les maîtres du sol auraient pu contribuer de leur côté, et dans leur propre intérêt, à l'amélioration et au développement des chemins secondaires. Mais pour cela il eût fallu résider dans les campagnes, s'intéresser aux choses de la terre, prendre une part active à la gestion des affaires communales, comprendre le rôle des transports, et s'associer pour les organiser. Des propriétaires absentéistes ne songent guère à ces détails. Leurs domaines rapportaient, soit par le petit fermage, soit par l'élevage extensif, cela suffisait; à quoi bon se donner du souci pour mieux faire? Mais, pendant ce temps, le pays ne se développait que fort peu, en comparaison des autres États occidentaux, et peu à peu l'orientation sociale s'établissait dans le sens de l'expropriation graduelle des anciennes familles. Ainsi va le monde. Les forces sociales méconnues agissent sourdement, sans repos ni trêve, et se tournent contre ceux qui n'ont pas su comprendre leur fonction et faire leur devoir. Pour créer et maintenir la propriété dans toute sa réalité et dans toute sa puissance, il ne faut rien négliger pour la rendre productive et utile à l'ensemble de la société. Malheureusement, cette grande vérité sociale est, aujourd'hui encore, trop peu comprise en Portugal, et cette erreur a sa répercussion naturelle dans l'insuffisance des voies de

communication. Cela maintient une partie importante de la surface du pays à l'état de désert inculte et gêne partout le mouvement des échanges.

II. — LES VOIES FERRÉES.

Tous les transports sont régis par les mêmes lois générales, qui agissent avec une force proportionnelle à celle des moyens mis en œuvre. Lorsqu'une agriculture déjà florissante, une industrie en progrès, un commerce actif, en sentent vivement le besoin, ni les concours, ni les capitaux ne font défaut. L'initiative privée suffit pour entreprendre et construire les chemins de fer; elle sait trouver à bon compte les capitaux nécessaires. En outre, la même influence intervient pour conserver à l'exploitation le caractère d'industrie auxiliaire qui est également celui de la marine. Elle veille à ce que les tarifs restent modérés, et, au besoin, elle suscite des lignes concurrentes. Le fait s'est produit maintes fois en Angleterre et aux États-Unis. On comprend alors que, en règle générale, un chemin de fer ne doit pas être considéré comme destiné à réaliser par lui-même de forts bénéfices. Il suffit qu'il rémunère à un taux modéré les capitaux employés. Sinon, il manque à sa fonction la plus essentielle, qui est de faciliter le jeu de toutes les autres entreprises. Pour quelle raison, en effet, attribuerait-on aux compagnies des concessions comportant des avantages si exceptionnels : faculté d'user du domaine public, d'exproprier et de traverser la propriété d'autrui, de créer des causes de gêne et de trouble pour les particuliers, etc. Tout cela est accepté dans l'intérêt public, mais cet intérêt est trompé si le chemin de fer ne donne pas en échange toutes les facilités possibles aux transports. Ici encore le principal bénéfice doit être indirect, et se répandre sous la forme de travaux, de fournitures, de salaires, de fret à bon marché. Quand ces intérêts indirects n'existent pas, les chemins de fer n'apparaissent pas davantage. Il faut alors que l'initiative vienne du dehors, ou de l'État.

Mais, dans ce cas, la règle générale est faussée; l'entrepreneur exige davantage, ou bien l'État construit plus chèrement, le public paie la différence, grâce à l'élévation des tarifs ou à l'impôt. C'est là précisément ce qui s'est produit en Portugal. Dès 1844, le comte de Thomar proposa la construction d'une voie ferrée entre Lisbonne et la frontière. Mais ce projet ne fut réalisé que beaucoup plus tard, avec le concours des capitaux, des entrepreneurs et des ingénieurs étrangers, français surtout. En même temps, et avec la même lenteur, on établissait une autre ligne pour relier Porto à la précédente. Cette première artère reçut peu à peu de petits embranchements pendant qu'une ligne était poussée par lentes étapes de Barreiro, au delà du Tage, vers Beja et l'Algarve. Mais certains échecs financiers s'étant produits, le progrès s'arrêta et le réseau demeura incomplet. En pareil cas, l'intérêt général est trop évident pour qu'un gouvernement tant soit peu éclairé reste indifférent. Il est fatalement amené à intervenir. Déjà le Trésor avait soutenu la construction au moyen de garanties d'intérêt et de privilèges. En présence de l'indifférence des particuliers, on alla plus loin, et un réseau d'État fut commencé. Aujourd'hui, il s'étend sur une longueur de 1.000 kilomètres environ, et tend à faire des progrès assez rapides sous l'impulsion d'un fonctionnaire énergique et instruit, M. F. de Sousa, qui, en même temps, a su donner à l'exploitation une marche normale et régulière à laquelle on n'était pas habitué. De leur côté, les compagnies exploitent à peu près 1.700 kilomètres, dont près de 300 à voie étroite.

Il faut dire que la construction des chemins de fer présentait des difficultés sérieuses dans ce pays presque tout en montagne, hérissé d'obstacles, et où il fallait importer tout le matériel nécessaire. En outre, on ne pouvait compter sur un trafic très considérable, car l'agriculture vend et achète relativement peu, et les industries établies dans l'intérieur sont de faible importance. Cela suffit pour expliquer l'hésitation des capitalistes et les sacrifices prolongés du Trésor public. Aujourd'hui, malgré tant de difficultés, un réseau déjà étendu parcourt les régions

les plus riches du pays, commence à pénétrer les contrées les plus isolées, et se relie dans toutes les directions aux lignes espagnoles. Il est divisé en deux parties principales : celle qui est administrée par la Compagnie royale, et celle qui est régie par l'État; le surplus, exploité par de petites compagnies, est peu de chose. D'une façon générale, la gestion est bonne et régulière, mais dominée par une tendance qui ne répond pas à la nature des choses. Déjà, l'insuffisance du trafic tend à maintenir les tarifs à un niveau assez élevé. En outre, d'autres circonstances agissent encore dans le même sens. Les capitaux étrangers engagés dans cette entreprise réclament de hauts dividendes; de son côté, l'État, toujours besoigneux, s'efforce de tirer des chemins de fer le plus d'argent possible, soit pour enrichir le budget des recettes, soit pour fournir une garantie d'intérêt aux constructions neuves. Tout le système reste ainsi en dehors de la règle générale posée plus haut; il se meut dans un cercle vicieux, où personne ne trouve vraiment son avantage, car, si les capitalistes sentent leurs intérêts toujours plus ou moins menacés, le public, de son côté, paie les transports trop cher.

Le personnel des chemins de fer est assez nombreux. Aucune autre industrie portugaise n'emploie sous une forme aussi concentrée une telle foule de salariés. Il en est peu qui patronnent aussi largement le personnel, au moins pour ce qui concerne les grands réseaux. Des caisses de secours et de retraites ont été établies; elles sont alimentées par des retenues sur les traitements, auxquels s'ajoutent des subventions fournies par l'exploitation. Mais l'échelle des salaires est plutôt faible, et les petits employés se trouvent sensiblement dans la condition ordinaire de l'ouvrier en Portugal, c'est-à-dire qu'ils ont de la peine à vivre.

Nous pouvons résumer cette rapide esquisse en quelques formules indiquant les répercussions principales de la situation.

La lenteur du développement de la production a fait celle de la construction des voies ferrées.

La nécessité de tirer du dehors tout le matériel employé a

contribué également à retarder l'extension des chemins de fer, car celle-ci n'était appuyée directement sur aucune industrie nationale.

Le recours aux capitaux et au personnel étrangers, en accroissant les charges, a dénaturé dans une certaine mesure le rôle des chemins de fer en renchérissant le prix du transport.

L'intervention de l'État a contribué à accélérer la construction, mais celle-ci a été entravée, d'un autre côté, par les charges fiscales imposées aux compagnies. D'ailleurs, l'État agit directement pour maintenir les tarifs à un niveau assez élevé, afin de se procurer les ressources nécessaires pour étendre son réseau. Or, il n'est pas normal que le trafic subventionne la construction, car alors celle-ci se fait aux dépens des transports actuels, qui sont surchargés au profit de l'avenir.

Enfin, les chemins de fer ont à souffrir d'une façon générale de l'insuffisance des routes et chemins, des ports, de la médiocre organisation du travail, qui entraîne l'insuffisance de la production, enfin des agitations politiques, qui troublent la vie économique par une foule d'interventions injustifiées.

III

LE COMMERCE

Les spécialités commerciales, leur raison d'être et leurs effets. — Commerce intérieur. — Commerce d'importation. — Commerce d'exportation. — Protection ou libre-échange. — Le tarif douanier et les traités de commerce. — La Banque et les capitaux. — La circulation monétaire et le crédit.

I. — GÉNÉRALITÉS.

Le commerce, intermédiaire placé entre la production et la consommation, leur est si nécessaire, que nous le voyons apparaître dès les origines de l'histoire. Un facteur économique de cette importance ne peut manquer, évidemment, de jouer en même temps un rôle social de premier ordre. En effet, le commerce, exercé comme métier principal, a positivement dirigé l'évolution de certains peuples, parmi lesquels il suffira de citer les Grecs et les Carthaginois. Plus tard, les Italiens ont été aussi fortement influencés par le commerce, et les Portugais eux-mêmes, après la décadence des républiques marchandes de l'Italie, se sont tournés, également, avec trop d'exclusivisme vers cette branche du travail. La découverte de la route des Indes et de l'Amérique les a par la suite engagés plus encore dans cette voie. Or, la pratique trop exclusive du commerce présente un grand danger. Comme c'est là une fonction économique auxiliaire, si elle n'est pas basée sur une production nationale

intense, elle reste soumise à bien des causes de trouble. Et si la concurrence, la guerre, la découverte de voies nouvelles, ou de nouveaux centres de production viennent à réduire l'activité commerciale, la prospérité entière de la nation est compromise. C'est l'inconvénient ordinaire des spécialités exclusives, mais ici il est aggravé encore par la mobilité extrême des circonstances susceptibles d'influencer le mouvement commercial. En outre, le commerce, par ses exigences spéciales, tend à désorganiser les familles qui le pratiquent. Il ne les attache pas très solidement au pays, car un comptoir se déplace assez aisément; il pousse au mélange des types, puisque le commerçant voyage et s'établit là où le mènent les affaires; son caractère aléatoire basé sur le calcul et les combinaisons, donne à l'esprit une tournure particulière, faite de finesse et de tendance spéculative; le gain facile, l'accumulation de la richesse, portent au luxe et à la corruption, agents très actifs de désorganisation sociale. L'habitude d'un travail, qui repose avant tout sur les prévisions et les combinaisons de l'esprit, éloigne des métiers techniques et pousse vers les professions purement intellectuelles. Plus la formation sociale primitive est ébranlée, et plus grande est l'action dissolvante de ces diverses influences. La race portugaise a ressenti vivement toutes ces influences, qui furent un des facteurs essentiels de son évolution.

Aujourd'hui, le commerce n'a plus le caractère trop exclusif d'autrefois. Il est rentré dans son rôle normal d'auxiliaire. Aussi est-il dans une situation exactement parallèle à celle de la production, qui l'alimente, et à celle de la consommation, aux besoins de laquelle il pourvoit. Nous savons que la production agricole est peu variée, et qu'elle ne dispose pas d'une grande quantité de denrées pour la vente ; il va de soi que ce fait prive le commerce d'un aliment important. L'industrie ne déploie qu'une activité assez médiocre, elle ne saurait fournir au commerce une quantité considérable d'articles. Enfin, la masse de la population est pauvre, et vit le plus possible sur son propre fonds; dans ces conditions, on achète relativement peu, et le commerce ne trouve pas le moyen de progresser

beaucoup. Tout cela est naturel, par conséquent fatal, inévitable[1].

II. — LA SITUATION COMMERCIALE.

Mais serrons les faits de plus près en examinant les diverses branches du commerce. Voici d'abord le trafic intérieur. Il se subdivise en deux catégories : le débit des denrées et articles de consommation courante et commune ; la vente des produits de luxe. Le premier est directement soumis à l'influence déprimante de cette pauvreté moyenne du peuple rappelée tout à l'heure. Le commerçant ne trouve devant lui qu'une clientèle à faible pouvoir d'achat, d'ailleurs sobre et peu exigeante ; sa vente est minime, et il cherche une compensation dans l'élévation des prix. Peu aisé, il se refuse au crédit, ce qui empêche bien des transactions. Du reste, il ne trouve pas lui-même grand crédit, et ne peut s'approvisionner facilement, d'autant moins que les transports sont souvent chers et lents. La valeur des marchandises débitées se ressent enfin de la protection douanière et de l'élévation des impôts. En résumé, la faible consommation engendre un commerce faible et une cherté qui tend à la restreindre davantage encore. Nous nous retrouvons toujours dans le même cercle vicieux difficile à franchir. Or, ce n'est pas le commerce qui peut le rompre, précisément parce que son rôle est purement auxiliaire. Si la production et la consommation se développent, il progressera avec elles, mais ce n'est pas lui qui les entraînera. Quant à la vente des articles de luxe, elle ne trouve naturellement qu'une clientèle restreinte, et elle est considérablement entravée par ce fait que, obligée de tirer presque toutes ses marchandises de l'étranger, elle se heurte à un tarif fiscal porté à un taux presque exorbitant. Ainsi, dans son ensemble, le commerce purement intérieur est limité par des obs-

1. Andrade, dans son *Portugal economico* (Lisbonne, 1902) reconnaît que, dans son pays, le commerce s'est développé moins vite que dans les autres Etats européens, même en Espagne.

tacles naturels ou artificiels contre lesquels il ne peut pas réagir d'une façon efficace par ses seuls moyens. Les sociétés coopératives, fondées çà et là par des groupements ouvriers et les syndicats agricoles, s'occupant d'achats ou de ventes pour le compte de leurs membres, constituent des palliatifs d'un effet local et restreint. Mais ces institutions clairsemées ne peuvent suffire à corriger tous les inconvénients qui résultent de la condition générale de la race.

Le commerce extérieur est retenu par les mêmes entraves, mais, ici, elles sont peut-être plus lourdes encore. A l'importation, le négociant est gêné par les besoins limités de la clientèle, par la cherté des capitaux, par l'élévation des taxes douanières, par la permanence de l'agio sur l'or. Le tarif douanier affecte un double caractère. D'une part, il est protecteur, et l'on a eu grand soin de grever les articles que peut fournir l'industrie portugaise. D'autre part, les produits que celle-ci ne fabrique pas ont été divisés en deux catégories. La première comprend les machines, instruments, outils, matières premières[1], indispensables à la fabrication locale; ils sont modérément taxés. Dans la seconde figurent les produits de luxe, lourdement frappés par un tarif qui devient un véritable impôt somptuaire, car ces articles ne rencontrent dans le pays aucune marchandise similaire à concurrencer. En outre, le commerce d'importation est limité par des prohibitions ou des monopoles portant sur les céréales, le sucre, l'alcool, le tabac, etc. Enfin des taxes de consommation viennent encore surcharger les prix. Il est difficile d'imaginer un régime, à la fois plus artificiel, plus compliqué, plus fiscal, établi dans un pays où déjà les circonstances sont médiocrement favorables à l'action du commerce. Aussi le Portugal est-il un des États où le mouvement de l'importation est le plus réduit, toute proportion gardée. La douane l'estime à environ 340 millions de francs pour 5 1/2 millions d'habitants[2].

1. Pour favoriser la fabrication, on a admis la restitution des droits sur la matière première lors de l'exportation, ce qui a conduit à la surveillance effective (exercice) de beaucoup de fabriques.

2. Ce chiffre est certainement inférieur à la réalité, d'abord parce que le com-

En Suisse, il est évalué à environ 900 millions de francs pour moins de 3.500.000 âmes; la Norvège, pays peu industriel, dont la population n'est que de 2.250.000 habitants, importe pour plus de 360 millions de francs de produits, et cependant son territoire est plus restreint et plus pauvre que celui du Portugal.

Le commerce d'exportation a pour effet d'étendre hors des frontières la clientèle des producteurs nationaux, et semble mériter par conséquent toute la faveur des pouvoirs publics. En Portugal, on lui oppose cependant des difficultés assez gênantes, notamment des droits de sortie dont on a d'ailleurs dispensé certains produits parmi les plus abondants, comme l'huile et le liège. Avec une production aussi strictement limitée que celle du Portugal, l'exportation est nécessairement restreinte en quantité et en valeur. Nous avons constaté l'imperfection de certains produits agricoles, et l'insuffisance des autres; l'industrie ne trouve un marché que dans les colonies. Il résulte de tout cela que le total des exportations ne dépasse guère la moitié de celui des importations, d'après les chiffres officiels; en réalité, cette proportion n'est probablement même pas atteinte. Les articles qui alimentent principalement ce commerce sont le vin, le liège, le poisson conservé et les fruits. L'industrie proprement dite n'expédie guère que des cotonnades à destination de l'Afrique. Cette faiblesse de l'exportation fait naître un phénomène monétaire fort préjudiciable aux affaires. Les Portugais achètent ou dépensent relativement beaucoup au dehors, et y vendent peu. Il en résulte nécessairement une rareté permanente de la monnaie d'or, seule acceptée dans les relations internationales. En outre, l'abus du crédit a substitué le papier d'État à la monnaie métallique. Ces faits élèvent le prix du métal jaune, évalué en papier, et cette augmentation constitue l'agio dont nous avons déjà constaté la mauvaise influence. Il agit à la fois par son poids qui augmente les prix, et par sa variabilité, qui rend les transactions instables. La situation économique très défavorable

merce s'ingénie à réduire ses déclarations, ensuite parce qu'une contrebande active s'exerce sur toutes les frontières.

qui résulte de cet ensemble de circonstances est en partie masquée par un fait dont nous avons constaté l'existence à bien des reprises. Les nombreux émigrants portugais qui vont travailler à l'étranger, surtout au Brésil, envoient incessamment au pays une forte partie de leurs épargnes. On estime qu'une cinquantaine de millions de francs, payables en or, se trouvent ainsi chaque année, par l'intermédiaire de la poste, mise à la disposition du Trésor portugais. Celui-ci s'acquitte à l'intérieur en argent ou en papier, et dispose d'un crédit en or qui lui permet d'améliorer sa situation financière, notamment pour le paiement des coupons de sa dette extérieure. Mais c'est là encore une circonstance artificielle qui offre peu de sécurité. Des causes diverses peuvent venir la troubler et jeter le pays dans une crise économique périlleuse. Ainsi, on a prêté au Brésil l'intention d'entraver cette exportation d'or qui complique sa propre situation. Ce serait là, de la part de la république sud-américaine, à la fois une injustice et une maladresse. En effet, si le Brésil importe du travail, c'est qu'il en a besoin ; et si le Portugal exporte ce travail, il doit en être payé. Somme toute, chacune des deux parties tire profit de la combinaison : le Brésil en attirant une main-d'œuvre qui lui est nécessaire, le Portugal en compensant par l'exportation du travail l'insuffisance de celle des produits. Ce n'est certes pas la position de ce dernier pays qui est la plus enviable et la plus solide. Pour l'établir sur une base inébranlable, il n'y a qu'un moyen : développer à l'intérieur le travail et la production surtout par l'initiative et l'effort des particuliers, et bientôt on verra s'établir un équilibre économique durable. C'est là, dira-t-on peut-être, une vérité élémentaire. Sans doute, mais encore faudrait-il la comprendre et la mettre en pratique, ce qui n'est pas chose si facile ; elle demanderait des efforts considérables, éclairés et soutenus.

III. — LA POLITIQUE DOUANIÈRE.

L'étude du commerce nous amène à parler de la question si importante, si controversée, et généralement si mal comprise de la politique douanière. Nous avons montré ailleurs[1] que l'on peut diviser les États en quatre catégories parfaitement distinctes, ayant chacune sa direction naturelle, son penchant logique, vers un certain système économique. La première comprend les pays où la production prépondérante vient avant tout de la nature, où le pâturage, la pêche, la culture, la simple extraction des minéraux bruts sont la principale affaire, parce que le milieu est particulièrement favorable à ce genre de travaux, tandis que la race est peu capable d'organiser d'autres exploitations. Dans la seconde catégorie, se rangent les États qui, au contraire, sont arrivés à développer l'industrie avec une puissance colossale, dominatrice, auprès de laquelle les productions naturelles ne jouent plus qu'un rôle très secondaire. Ces deux premiers types sont spontanément libre-échangistes, parce qu'ils n'ont guère à redouter la concurrence du dehors. L'Argentine a-t-elle besoin, par exemple, de se protéger contre les blés et les bestiaux? Évidemment non : les qualités particulières de son sol et de son climat lui donnent à ce point de vue une supériorité manifeste, et son intérêt primordial est de favoriser la production agricole en ne faisant rien qui puisse renchérir les articles dont le cultivateur a besoin. De même, l'Angleterre a été longtemps sans rivale pour la fabrication du fer, de l'acier et des articles métalliques ou textiles. Elle ne songeait guère alors à protéger ses usines métallurgiques, et si des idées restrictives ont pris corps en ces dernières années, c'est parce que des États aussi favorisés que la Grande-Bretagne, et aussi actifs, ont commencé à lui faire concurrence sur son propre marché. Malgré cela, bien des Anglais se refusent encore

1. *La Production, le Travail et le Problème social*, etc. Paris, Alcan, 1908.

à rétablir le tarif, parce que leur puissance industrielle, basée sur une organisation sociale très forte, ne leur paraît pas menacée de façon alarmante. Ainsi, le libre-échange nous apparaît ici comme une suite logique des circonstances sociales, naturelles, économiques de certains peuples.

Prenons maintenant les deux autres catégories. Dans la première, nous rangeons les nations chez lesquelles, sous l'influence de l'état social et du milieu, la production naturelle et la production industrielle ont progressé en même temps. Ce caractère mixte ne permet point la prééminence, et rend la concurrence plus difficile dans les deux branches d'activité à la fois. Ainsi la France n'est pas par son éducation, son sol, son climat, en situation de rivaliser avec la pampa ou la prairie américaines. Il ne lui est pas moins difficile de soutenir la concurrence des pays où les matières premières abondent sous la main d'une race très énergique. Aussi lui fut-il toujours impossible de se passer tout à fait de la protection. Elle n'a pas besoin d'un tarif élevé; ceux qui le réclament n'écoutent que des intérêts limités et égoïstes. Mais des droits modérés lui sont indispensables pour compenser les avantages naturels ou sociaux dont jouissent certains autres pays. Tous les États placés dans cette position mixte seront donc fondés à recourir à une protection raisonnable,

Une dernière catégorie réunit les pays qui, admirablement doués par la nature, sont occupés en outre par une race dressée à l'activité, à l'initiative énergique. A leurs débuts, ces peuples se trouvent en présence de groupes plus anciens, organisés et outillés pour une production intense, contre lesquels il est impossible de lutter avec des moyens encore incomplets et imparfaits. Pour permettre au travail local de former son personnel, d'outiller ses usines, de réunir des capitaux, il faut opposer à la concurrence étrangère une haute barrière, sans laquelle il serait impossible de développer l'industrie et de tirer parti des ressources offertes par le pays. Ici, la protection peut être énergique, car on n'a pas à craindre que la nation s'en fasse un oreiller de paresse : elle en profitera au contraire pour préparer sa propre suprématie. Tel est encore le cas des États-Unis, qui

du reste ne tarderont guère, sans doute, à changer de situation, et à passer dans la catégorie des pays à production industrielle prépondérante. On les verra alors devenir les champions fervents du libre-échange et soutenir au besoin leur nouvelle doctrine à coups de canon.

Il y a donc une politique douanière naturelle, qui répond mieux que toute autre aux besoins réels d'un pays donné. Cette politique, indiquée par la nature des choses et la logique des faits, doit être l'idéal d'un gouvernement éclairé. Mais cela ne veut pas dire qu'il sera toujours possible de la suivre intégralement. Des circonstances contingentes et passagères peuvent exiger des tempéraments, et on serait bien maladroit en ne s'en rendant pas compte. Quoi qu'il en soit, il faut de toute nécessité bien distinguer la tendance générale de la situation du pays dont on a la charge afin de s'en écarter le moins possible. C'est ainsi certainement que l'on parviendra le mieux, en tout état de cause, à sauvegarder l'intérêt général de la nation, sans sacrifier absolument certains intérêts particuliers respectables. Demandons-nous donc dans quelle catégorie économique on doit ranger le Portugal.

Les études qui précèdent nous ont révélé les faits suivants. La terre lusitanienne jouit d'avantages naturels considérables : sol souvent fertile, climat doux, minerais abondants, rivages poissonneux, position maritime commode. Toutefois, ces qualités sont balancées dans une certaine mesure par des défauts graves : la montagne écarte souvent la charrue, la sécheresse de l'été exige des travaux d'irrigation compliqués, la formation de la race est affaiblie, la richesse publique est insuffisante. Ces défectuosités rendent la concurrence difficile vis-à-vis de beaucoup d'autres pays. Faut-il donc protéger énergiquement les producteurs portugais pour leur permettre de prendre le dessus? Non, car leur organisation sociale les porterait à s'endormir à l'abri de ce mur presque impénétrable. Il convient plutôt de les aider par des droits modérés en faisant tout le possible pour les pousser à perfectionner et à développer leur production. Un tarif élevé n'est donc ici qu'un procédé fiscal qui renchérit la vie

sans profiter réellement au progrès économique, ou même qui lui nuit plutôt. En conséquence, le haut tarif ne doit servir qu'à former une base de négociation avec les autres pays, pour obtenir chez ceux-ci des conditions plus favorables au profit des denrées nationales. Toute mesure excessive ne peut manquer de devenir, en pareille situation, une source d'abus, de privilèges plus ou moins directs, de spéculations malsaines, et finalement une cause de malaise pour la masse du peuple.

Le gouvernement de M. Wenceslao Lima, en 1909, semblait avoir bien compris cette situation, puisqu'il s'attachait à négocier des traités de commerce inspirés par une tendance plutôt libérale. Malheureusement, les variations de la politique et les besoins du Trésor interviennent incessamment pour introduire dans le régime douanier un regrettable élément d'incertitude et de fiscalité. Cet inconvénient grave n'est pas près de disparaître, parce qu'il résulte de toute une série de faits étroitement liés les uns aux autres, et dont nous avons déjà constaté l'effet sur l'organisation de la vie privée. Ils agissent tout aussi fortement sur la vie publique, ainsi que nous le verrons bientôt, et entravent constamment la marche normale des affaires publiques. La politique économique ne peut échapper à cette influence déplorable ; de là ses excès et ses irrégularités.

IV. — LES CAPITAUX.

Les agriculteurs, les industriels et les commerçants ont besoin de divers auxiliaires qui facilitent leurs opérations, ou bien donnent à celles-ci plus de sécurité. Ce sont d'abord les banques, dispensatrices du crédit. En Portugal, il y a une banque nationale dont l'action est utile, mais cependant très limitée par l'insuffisance de la circulation monétaire. Un tel établissement devrait être le régulateur du marché des capitaux, en empêchant, par ses interventions raisonnées et mesurées, les fluctuations trop accentuées de l'intérêt, de l'escompte et du change. Mais pour cela, il faut avoir de puissantes réserves métalliques

qui n'existent pas ici. Quant aux banques privées, qui sont pour une bonne part des succursales de maisons étrangères, elles ne disposent, en général, que de capitaux restreints, les prêtent difficilement et à gros intérêts. Lorsqu'il s'agit de transactions avec l'extérieur, le règlement se stipule nécessairement en or, et il faut supporter, en outre, des intérêts, commissions, remises, etc., un agio qui, au moment de notre passage à Lisbonne, s'élevait à près de 8 % ; c'est-à-dire que, pour payer 100 francs en or, il fallait verser en monnaie locale 107 fr. 70. On comprend à quel point les affaires sont entravées par des difficultés aussi grandes et des charges aussi lourdes. Dans un système économique bien équilibré, les banques ne sont pas seulement d'amples réservoirs de capitaux, toujours prêts à seconder le travail aux meilleures conditions possibles. Ce sont encore des centres d'information et d'initiative, qui recherchent et suscitent les affaires afin de procurer au capital une rémunération plus considérable. Cette féconde et naturelle liaison des intérêts n'existe guère en Portugal, parce que l'argent disponible y est trop rare, l'initiative trop insuffisante, le travail trop peu actif, la tendance à la spéculation pure trop fréquente. Celle-ci paraît même en voie de se développer d'une façon tout à fait anormale, et cela s'explique encore par les circonstances de ce milieu où beaucoup de gens sont désireux de s'enrichir, mais non pas de travailler. Or, une loi inéluctable veut que les affaires saines souffrent et se raréfient partout où foisonnent les affairistes. Il faut donc voir là un danger grave, surtout pour un pays qui, déjà, a beaucoup de peine à maintenir sa position.

Les autres organisations économiques auxiliaires sont restées à un niveau inférieur encore à celui de la banque. Les institutions d'épargne, si utiles pour le petit commerce, les assurances, les services de renseignements, les associations propres à faciliter les achats ou les ventes au dehors, en un mot tout ce qui simplifie la tâche du négociant, tout ce qui atténue ses risques ou ses pertes, se trouve dans un état de retard marqué et de notoire insuffisance. Il y a donc pour les jeunes gens, dans toutes ces branches de l'activité économique, un champ d'action

où les chances de succès abondent. On peut rappeler ici, à juste titre, le mot du vieux fabuliste : C'est le fonds qui manque le moins. Quelques-uns s'en rendent compte et se tournent vers les professions lucratives. Ce mouvement doit être encouragé, éclairé, guidé, par tous les moyens possibles, notamment par une orientation plus pratique et plus moderne de l'enseignement public. Il existe bien en Portugal des écoles de commerce, d'ailleurs très rares, mais, de l'avis de personnes autorisées, elles sont bien au-dessous des besoins actuels. Il faudrait reviser leurs programmes, y instituer des cours pratiques, envoyer les élèves à l'étranger pour y faire des stages et apprendre les langues. Surtout, il est indispensable de rétablir l'équilibre des finances publiques, d'assainir la circulation monétaire, de rassurer les capitaux, enfin — nous sommes toujours ramenés à ce point essentiel — il est indispensable d'activer la production, qui apportera alors au commerce de nouveaux éléments de transactions. Et nous apercevons ainsi une fois de plus, l'enchaînement étroit de toutes les circonstances sociales et économiques qui forment la trame de la vie nationale, car, en effet, on ne parviendra à activer la production qu'en organisant mieux le travail, et la bonne marche de celui-ci dépend étroitement du régime de la famille. En d'autres termes, la vie privée n'est pas établie, en Portugal, sur des bases suffisamment normales, stables, progressives, et tout en souffre, même la vie politique, ainsi que nous allons le voir.

SIXIÈME PARTIE

LA VIE PUBLIQUE

I

LA VIE INTELLECTUELLE ET MORALE

L'éducation et ses auxiliaires. — L'enseignement primaire, son organisation, son insuffisance. — L'enseignement professionnel, les écoles de Navarro, leur évolution et leurs résultats. — Encore un mot sur l'enseignement agricole. — L'enseignement secondaire, son caractère et ses effets. — L'enseignement universitaire et les carrières libérales.

I. — L'INSTRUCTION PRIMAIRE ET PROFESSIONNELLE.

Les faits très nombreux énumérés dans cette étude montrent à quel point le régime du travail influe sur l'organisation sociale. Nous avons indiqué aussi que le type social est conservé par l'éducation, qui peut par conséquent modifier ce même type, si on oriente dans une direction nouvelle la formation du caractère chez les jeunes. L'éducation, cet élément capital de la vie nationale, est surtout une formation familiale. Il est bien évident que la famille est l'organisme le plus naturel, le mieux adapté aux besoins de l'éducation, qui doit commencer son action dès le plus jeune âge et la continuer jour par jour,

heure par heure, au moins jusqu'à l'adolescence. Rien ne peut remplacer complètement une famille bien constituée dans cette œuvre faite d'affection, de dévouement, de devoir et de sacrifice. Aussi est-ce commettre une colossale méprise que d'attribuer à une administration ou à un corps de pédagogues le rôle d'éducateur exclusif. Ces instruments artificiels peuvent bien suppléer la famille quand cela est indispensable, mais d'une façon générale leur fonction consiste à l'aider plutôt qu'à en tenir lieu.

Dans nos sociétés compliquées, la famille a besoin en effet de certains auxiliaires pour remplir complètement sa fonction. Le premier est l'enseignement scolaire, car il est impossible que tous les enfants reçoivent dans la famille une instruction même élémentaire. L'école est ainsi devenue l'aide indispensable des parents pour donner aux enfants ce complément nécessaire de l'éducation : la culture de l'esprit. Nous avons montré ailleurs le véritable rôle de l'éducation [1], nous ne pouvons y revenir ici. Cependant, nous devons insister sur cette idée essentielle, qu'il faut absolument distinguer entre l'éducation, qui a pour but la formation du caractère, et l'instruction, accessoire précieux, mais simple auxiliaire destiné à seconder le caractère par le développement des aptitudes intellectuelles. Quelle est actuellement la situation de l'instruction publique en Portugal ? On ne saurait méconnaître qu'elle a progressé notablement depuis vingt ans. Mais cela ne veut pas dire que son état présent donne toute satisfaction, il s'en faut de beaucoup. Voici, résumées en peu de mots, les observations que nous avons pu réunir à ce sujet.

L'instruction primaire a été longtemps abandonnée au clergé, qui, jouissant alors de grands revenus, devait entretenir les écoles. Ce devoir était d'ailleurs médiocrement rempli [2]. Aussi, lorsque l'Église fut privée de ses biens, l'enseignement primaire

1. *La Production, le Travail et le Problème social dans tous les pays au début du* XXe *siècle,* t. II, conclusions.

2. Selon R. Oliveira, au XVIe siècle, l'ignorance était générale et profonde. Deux personnes seulement s'occupaient à Lisbonne d'enseigner la lecture aux jeunes filles. On trouvait alors dans cette ville douze écrivains publics.

tomba presque complètement. en dépit de quelques louables initiatives particulières. A la fin du dernier siècle, le nombre des illettrés atteignait ou dépassait en Portugal le chiffre de 80 p. 100. Ce fait regrettable suscitait de temps en temps de vives critiques, auxquelles fut donnée une apparence de satisfaction par la loi de 1894 sur l'enseignement obligatoire et gratuit, qui créait d'un seul coup, sur le papier, tout un régime scolaire : écoles normales de district, inspections et sous-inspections, écoles paroissiales, corps d'instituteurs divisé en trois classes, avec primes d'encouragement, indemnités de logement et retraites[1]. Les communes doivent fournir les locaux et le matériel scolaire; l'État solde les dépenses avec l'aide de subventions fournies par les communes qui, en fait, supportent presque toute la charge, et parfois même au delà. Les enfants sont obligés de fréquenter l'école de six à douze ans, sinon les parents ou tuteurs peuvent être frappés d'amende.

Malheureusement cet appareil législatif n'est qu'un beau décor, les monographies qui précèdent l'ont suffisamment prouvé. Presque partout, hors des villes importantes, les écoles sont insuffisantes, mal aménagées, mal outillées, si bien qu'un grand nombre d'enfants ne reçoivent aucune instruction, ou bien ne sont munis que de notions insuffisantes. La loi est donc fort mal appliquée, grâce à la pauvreté des communes, à la pénurie du Trésor, à l'indifférence fréquente des parents[2] et à la mollesse des autorités, tenues en échec par les influences politiques. Aussi le nombre des illettrés est-il encore de 60 à 70 p. 100.

L'initiative privée fait quelques efforts pour pallier l'insuffisance de l'enseignement public. Nous avons cité des exemples intéressants. Mais ce sont là des cas exceptionnels et de faible in-

1. Le traitement annuel de l'instituteur est de 130, 150 ou 170 milreis (715, 830. 935 francs), selon la classe. Les primes peuvent augmenter ces chiffres de 192 fr. 50, 247 fr. 50, ou 367 fr. 50, selon la classe.

Les instituteurs libres doivent être pourvus d'un diplôme et autorisés : leurs écoles sont soumises au contrôle de l'État.

2. D'où vient cette indifférence chez des paysans d'ailleurs intelligents? De la petitesse de leurs exploitations auxquelles suffit un travail simple et routinier, en sorte que le besoin de l'instruction se fait peu sentir.

fluence. Comment en serait-il autrement dans un pays où les gens aisés sont concentrés dans les villes, laissant à elle-même la population paysanne, qui est de beaucoup la plus nombreuse.

A l'école primaire, il faut rattacher l'enseignement professionnel, qui doit la continuer et la compléter. Le législateur portugais s'en est occupé également, mais son succès n'a pas été ici plus décisif. Un ministre très bien intentionné eut l'idée, il y a un peu plus de vingt ans, d'improviser tout un réseau d'écoles industrielles. Il fit décréter qu'il y aurait une de ces écoles par district, soit 17 au total, et fit venir un certain nombre de professeurs étrangers pour en organiser l'enseignement, pour installer des laboratoires, des ateliers, des collections, des bibliothèques. Mais il fallait de l'argent, et c'est là ce qui manquait le plus. Aussi, les professeurs, bientôt découragés, reprirent-ils pour la plupart le chemin de leurs pays respectifs. Que reste-t-il aujourd'hui de cette grande entreprise? Sauf les trois écoles de Lisbonne, Porto et Coimbra, on ne trouve plus que de simples cours où l'enseignement se borne au dessin, au portugais et au français. Il n'y a ni ateliers, ni outillage, ni matériel. Quant aux établissements qui ont gardé leur caractère primitif, ils ont évolué d'une façon assez curieuse, mais logique. On avait voulu fonder beaucoup d'écoles industrielles dans un pays sans industrie; elles ne pouvaient manquer, soit d'échouer, et c'est ce qui est arrivé dans la plupart des cas, soit de s'orienter d'après les besoins réels du pays. Quels sont ces besoins? La majeure partie de la population se contente d'articles très communs, que des ouvriers ordinaires suffisent à fabriquer. Point n'est besoin d'écoles pour préparer ces ouvriers. La classe aisée, qui demande des objets de luxe, doit les faire venir pour la plupart et à grands frais de l'étranger. C'est qu'ici les ateliers et les bons ouvriers font en général défaut. Comme on peut contribuer à la préparation des ouvriers spéciaux par l'enseignement technique, celui-ci devait trouver naturellement sa place dans les centres les plus actifs et les plus riches. Nous ne devons donc pas nous étonner en constatant que les deux

écoles professionnelles qui ont subsisté, celles de Lisbonne et de Porto, sont devenues avant tout des écoles d'art industriel. Une troisième, créée récemment, celle de Coimbra, a suivi d'emblée leur exemple. Il n'est pas sans intérêt de résumer ici l'histoire de cette dernière. En 1884, conformément au vaste plan de Navarro, des cours publics du soir furent créés à Coimbra. Ils portaient principalement sur les sciences usuelles, avec travaux de laboratoire, et sur le dessin. Le succès de cet enseignement fut très vif, grâce au tour pratique qu'on lui donna dès le début. Nous signalons avec plaisir la grande part prise dans cette organisation par un chimiste français, M. Lepierre, appelé dès l'origine comme professeur. Aujourd'hui, plus de 400 auditeurs fréquentent ces cours ; un bon nombre sont des étudiants de l'Université, qui viennent chercher là un enseignement scientifique expérimental. L'école professionnelle a été pour ainsi dire le couronnement de ces cours du soir ; elle a reçu l'impulsion artistique qui la domine actuellement, d'un homme de talent : M. Antonio Augusto Gonsalvès. Organisée depuis quatre ans, elle comporte une durée d'étude de cinq années, et par conséquent n'est pas encore au complet. Les programmes portent sur la céramique décorative, l'ébénisterie et la sculpture sur bois, la serrurerie artistique et mécanique, le modelage et le stuccage. Ils comportent des leçons de mathématiques, de sciences, de dessin, et des travaux d'atelier. Cet enseignement est nettement destiné à préparer des ouvriers d'art. Les élèves reçoivent d'abord un petit salaire quotidien de 27 centimes qui s'élèvera graduellement jusqu'à 1 fr. 10 pour la cinquième année. L'école a déjà reçu quelques commandes de meubles, de céramique, de sculpture religieuse, etc., et ses débuts permettent d'espérer le succès.

L'école professionnelle de Porto, plus ancienne, a suivi une évolution très analogue à celle que nous venons de résumer. C'est aussi une pépinière d'ouvriers d'art. L'école de Lisbonne, placée dans un milieu plus étendu, mieux soutenue, mieux pourvue, est devenue un établissement assez important, où l'instruction technique proprement dite a pris une plus grande extension

que dans les deux autres, mais ses programmes sont trop chargés, trop ambitieux pour ainsi dire. Aussi est-elle bien plus théorique que pratique, et elle tend à former surtout des demi-ingénieurs, qui généralement dédaignent l'atelier et deviennent de préférence employés, dessinateurs ou fonctionnaires de l'État. Cette institution a dépassé le but et ne rend pas les services qu'on attendait d'elle.

En résumé, pour les raisons que nous avons exposées précédemment, l'industrie portugaise trouverait avantage à se spécialiser d'une façon générale dans les industries de luxe et de goût. La direction prise spontanément par les écoles professionnelles montre bien que cette spécialisation répond à une tendance caractérisée de la tradition nationale, et aussi à l'impulsion des circonstances. Il y a là une indication que l'on aurait tort de négliger.

En ce qui concerne l'enseignement agricole, nous avons suffisamment insisté déjà sur son importance capitale, sur le défaut de direction dont souffre la culture et sur la faiblesse de son instruction technique. Celle-ci ne saurait d'ailleurs remplacer l'influence directrice d'une classe patronale nombreuse et éclairée. Cependant un enseignement professionnel bien organisé rendrait de notables services. On s'en rend bien compte en Portugal, et une quantité de projets ont été mis en avant. Par exemple, on a parlé d'instruire d'un seul coup toute la population paysanne au moyen de cours itinérants ou de conférences[1]. On a proposé encore de rappeler au pays des Portugais établis en Californie, où ils réussissent dans la culture fruitière, afin d'en faire des moniteurs pour leurs compatriotes. Dans tout cela il y a beaucoup d'illusions, car on ne peut songer, ni à aller trop vite en besogne, ni à éclairer d'un seul coup toute une population de paysans ignorants, routiniers

1. Nous avons noté déjà les efforts faits dans ce sens par M. le comte Sucena. On nous a signalé, depuis, l'intelligente initiative de M. Bento Carqueja, professeur à l'Académie polytechnique de Porto, directeur du journal *O Commercio de Porto*. Des conférences itinérantes sont faites le dimanche, d'une façon très pratique, et sur des sujets bien spécialisés, avec exemples à l'appui (taille de l'olivier, emploi des engrais, etc., etc.).

et pauvres. On obtiendrait des résultats bien plus certains et sérieux en créant quelques bonnes fermes-écoles, avec un enseignement simple, pratique, approprié aux besoins spéciaux de chaque région, et réparti sur deux années au plus.

Ce qui manque surtout, en effet, ce sont les chefs d'exploitation bien préparés pour la conduite d'une entreprise agricole. L'école d'agriculture de Coïmbra, avec son vaste domaine et ses belles installations, est loin de rendre à ce point de vue les services qu'on attend d'elle, en dépit de l'intelligence, du savoir et du zèle déployés par ses professeurs. Son organisation est bien trop complexe; c'est à la fois un lycée, une école professionnelle et une faculté agricole où l'on prétend tout enseigner à la fois. Dans ces conditions, le résultat ne peut être que médiocre, car, à vouloir trop faire, on n'aboutit qu'à préparer des diplômés, qui savent mal une quantité de choses différentes. Il faudrait simplifier cet organisme, élever l'âge d'admission, et créer pour certaines branches des écoles spéciales : laiterie, huilerie, culture fruitière et florale, où les élèves pourraient trouver un enseignement complet en vue d'un genre d'entreprise déterminé. Quant à l'Institut agronomique de Lisbonne, il a pu rendre des services par les recherches et les observations personnelles de ses professeurs. Mais son enseignement théorique n'exerce qu'une influence bien minime sur la culture.

Des tentatives intéressantes ont été faites par des hommes de bien pour organiser l'enseignement professionnel des enfants infirmes : aveugles ou sourds-muets, ainsi que des enfants abandonnés ou coupables. Il nous est impossible d'étudier ici ces institutions, mais nous ne voulons pas manquer de citer celles qui nous ont été signalées : l'école des aveugles fondée à Lisbonne et dirigée par M. Branco Rodriguez [1], et l'asile de correction pour enfants, actuellement dirigée par M. E. de Vasconcellos, qui a la réputation d'un homme plein de dévouement pour son œuvre, laquelle a donné de bons résultats. Mais nous ré-

1. Il en existe également une à Porto, dirigée par M. Miguel Motta.

pétons ici ce que nous avons dit ailleurs : l'éducation ou le relèvement en masse des âmes délaissées, déviées ou déchues est une œuvre presque irréalisable. Le succès, quand il se rencontre, dépend entièrement de la valeur d'un homme ; lorsque celui-ci disparaît, son œuvre est compromise. Le meilleur système consiste à placer les enfants isolément dans des familles rurales choisies et contrôlées où ils sont élevés d'une façon naturelle. Les enfants trop âgés ou incorrigibles ne peuvent être pliés à ce régime, et pour eux il faut bien admettre l'internement. Il convient de limiter l'emploi de ce procédé aussi étroitement que possible et de replacer l'enfant dans le cadre familial, chaque fois que cela est faisable.

II. — L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR.

L'enseignement secondaire a été dispensé autrefois, lui aussi, par des collèges religieux florissants, dans lesquels on cultivait à peu près exclusivement les belles-lettres. La grande crise religieuse du siècle dernier a fait disparaître presque tous ces établissements. En 1910, on n'en trouvait plus que quelques-uns, dirigés surtout par les Jésuites sous la forme de l'internat[1]. Pour remplacer et étendre à la fois l'ancien enseignement des congrégations, on a créé dans chaque district un lycée, qui reçoit exclusivement des externes, et conduit les élèves jusqu'au baccalauréat ; la durée des études est de cinq ans. Sept lycées, placés à Lisbonne, Porto, Coïmbra, Braga, Évora, Vizeu et Ponte Delgado, dits lycées centraux, comportent un cours supérieur d'une durée de deux ans. La population de ces établissements a sensiblement augmenté au cours des dernières années : c'est un résultat du développement de la classe aisée, précédemment noté. Le corps enseignant est assez hétérogène. On recrute les professeurs effectifs parmi les élèves diplômés du cours supérieur des lettres de Lisbonne, du cours supérieur

1. Les journaux ont annoncé la fermeture immédiate de ces collèges aussitôt après le succès du régime républicain.

des lycées centraux, de la faculté de mathématiques de Coïmbra, enfin des écoles polytechniques de Lisbonne et de Porto. Mais leur nombre est insuffisant : l'augmentation du chiffre des élèves a nécessité l'admission de maîtres provisoires (*interinos*), qui doivent être agréés par le corps des professeurs effectifs. Il arrive trop souvent qu'ils sont imposés par des influences politiques. Pour être *interino*, il faut posséder au moins le diplôme de bachelier. Des médecins, des avocats, des fonctionnaires même ont ainsi ajouté à leur pratique ou à leur charge une chaire de lycée.

Au lycée central de Coïmbra, on compte 14 professeurs titulaires, et 16 provisoires. Les traitements sont modestes : pour les maîtres des lycées centraux, 600 milreis (3.330 fr.) et un tiers en sus comme prime d'exercice, laquelle est réduite proportionellement aux absences; ceux des autres lycées ont 500 milreis (2.715 fr.) avec une prime d'un tiers; les maîtres provisoires touchent un tiers en moins. Les professeurs titulaires sont inamovibles et ont droit à une retraite. La valeur de ce personnel est très inégale; les bons maîtres, laborieux et zélés, n'y manquent pas. Mais d'autres sont au-dessous de leur tâche; le contrôle est d'ailleurs à peu près nul. Dans l'ensemble, la préparation pédagogique est plutôt insuffisante, surtout au point de vue de l'enseignement scientifique, qui exigerait une formation à la fois plus complète et plus pratique. Aussi les leçons restent-elles encore beaucoup trop théoriques et livresques. Souvent les cours sont faits sans grand effort personnel, au moyen de manuels, sans applications objectives et surtout sans expérimentation. Comme les programmes sont excessivement chargés, on gave les élèves d'une érudition superficielle, mal dirigée et mal comprise, qui les prépare médiocrement à la vie active. Ce grave défaut ne pourra être corrigé que par une préparation technique des professeurs, mieux adaptée aux besoins modernes, par la simplification des programmes, par la création dans les lycées de collections et de laboratoires, enfin par une inspection sérieuse.

L'enseignement secondaire libre échappe pratiquement au

contrôle de l'État : ses maîtres ne sont astreints qu'au diplôme de bachelier. Les élèves passent les mêmes examens que ceux des lycées nationaux et sont, par conséquent, soumis aux mêmes programmes surchargés.

L'enseignement supérieur se trouve actuellement en Portugal dans un état de transition, et peut-être aussi de confusion, qui n'est pas sans inconvénients. Autrefois, il était représenté par la seule université de Coïmbra, fondée en 1290 à Lisbonne, et installée définitivement à Coïmbra, en 1537. On a évité de nuire à cette vénérable institution, en créant d'autres universités, qui semblaient avoir peu de raison d'être dans un petit pays. Toutefois, les grandes villes prospères développent toujours un besoin de haute culture qui a fait surgir à Lisbonne et à Porto des établissements d'enseignement supérieur. On trouve dans la première une école supérieure des lettres, des écoles de médecine et de pharmacie, une école polytechnique, une école des beaux-arts, un conservatoire de musique, un institut agronomique ; en outre, les écoles militaire, navale, coloniale et de médecine tropicale ont été également installées dans la capitale. Porto a créé des écoles de médecine et pharmacie, polytechnique, des beaux-arts. Cette abondance de l'enseignement supérieur chez une nation où la classe aisée n'est pas très nombreuse, relativement, est encore un symptôme de la tendance exagérée de cette classe vers les carrières intellectuelles[1]. Cet enseignement fabrique incessamment une sorte d'aristocratie nouvelle, celle des diplômés, dont les inconvénients sont au moins aussi grands que ceux de l'aristocratie nobiliaire. Nous avons déjà suffisamment signalé ce fait.

Le centre universitaire de Coïmbra s'enorgueillit d'un long passé, qui n'est ni sans mérite ni sans gloire. Jadis, il a joui d'une assez grande autonomie, et son enseignement avait alors de la réputation. Mais il a décliné comme tout le reste sous l'influence de la crise sociale et politique du XVIIIe siècle. En 1836, une réorganisation partielle fit de l'université un simple

1. Andrade, dans son ouvrage déjà cité, note le penchant exagéré des jeunes gens à délaisser le métier paternel pour se porter vers les carrières libérales.

corps administratif, gouverné par un recteur à la nomination du pouvoir central, et les professeurs se trouvèrent en fait réduits à la condition de simples fonctionnaires. Sous ce régime, elle s'engourdit dans un demi-sommeil, fait de coutumes vieillotes, d'imitations serviles, de traditions qui donnaient à l'enseignement un caractère purement théorique et livresque. L'université se trouva en peu de temps bien en retard sur celles des autres pays d'Occident, transformées par la critique, l'observation et l'expérimentation. Certains professeurs s'étant enfin rendu compte de la stérilité d'une telle pédagogie, commencèrent à préparer une renaissance qui, aujourd'hui, paraît être en bonne voie. Quelques laboratoires ont été créés et certains professeurs ont abandonné les formules purement livresques, les procédés scolastiques, pour s'attacher davantage à l'examen des faits et à l'expérience. En 1907, une louable réforme a rendu à l'université une autonomie suffisante pour lui permettre de secouer de façon notable la torpeur du passé. Elle envoie en mission des professeurs qui entrent en contact avec leur collègues du dehors, étudient les méthodes nouvelles et rapportent des tendances progressives. Sans doute, il reste beaucoup à faire, mais on peut augurer favorablement de l'avenir.

L'université se divisait en six facultés : théologie, droit, médecine, mathématiques, sciences, pharmacie; la faculté de théologie vient d'être supprimée par simple décret. Les professeurs sont nommés au concours. Il faut acquérir successivement les grades de bachelier, de licencié et de docteur, en traversant des épreuves qui pourraient être avantageusement dégagées de certaines controverses directement inspirées par le vieil esprit scolastique. Du reste, les jeunes professeurs montrent, dans leurs interrogations, une tendance très nette à remplacer les discussions vaines par un examen serré des faits et des idées. Après cela vient le concours du professorat, qui comporte une thèse, deux leçons d'essai et des discussions portant sur les sujets traités dans ces leçons. Tout cela peut du reste se faire plus vite qu'on ne le penserait au premier abord, puisqu'un jeune homme arrive, au besoin, à terminer toute la série d'épreuves à

vingt-deux ans. Ceci montre bien que le système est assez superficiel, en dépit de sa rigueur apparente. Avec une bonne mémoire et un esprit un peu délié, on se tirait assez facilement de toutes ces épreuves, mais elles tendent à devenir pratiques, et par suite plus difficiles.

Il va sans dire que l'enseignement valait naguère en raison de la préparation des professeurs. On se bornait en général à paraphraser devant les étudiants un livre, étranger le plus souvent, dont on leur faisait apprendre par cœur un résumé, sans jamais exercer leur jugement par un travail personnel, et sans l'éclairer par l'analyse ou des travaux pratiques. Ces procédés arides et inféconds sont abandonnés de plus en plus, et la renaissance s'accentue d'année en année. Si cet effort est continué avec persévérance, Coïmbra deviendra enfin un centre scientifique digne de l'intelligence et de l'activité d'esprit qui sont l'apanage naturel de la race portugaise. Mais il faut continuer un mouvement à ses débuts, qui nécessitera encore beaucoup d'efforts énergiques et persévérants. C'est la démonstration documentaire et expérimentale qui a donné à l'enseignement moderne sa puissance de pénétration et ses précieuses qualités d'application pratique. L'instruction ne peut plus être un simple ornement de l'esprit, ou un instrument de pure controverse. C'est un flambeau qui éclaire le chemin devant les pas du producteur. Dans les hautes écoles portugaises, ce flambeau est loin d'avoir acquis tout son éclat. Mais la réforme est en bonne voie, et si les ressources ne manquent pas, on arrivera au but. Déjà l'intérêt s'accentue pour ces organes rajeunis de la vie intellectuelle. Les anciens élèves de l'Université ont fondé une association dans le but de créer des bourses de voyage en faveur des étudiants; cela montre bien que tout ce qui vit, entraîne les esprits et appelle leur sollicitude.

Les diverses écoles supérieures de Lisbonne et de Porto sont de création moderne, mais leur enseignement appelle à peu près les mêmes observations que celui de Coïmbra. Il est plutôt en progrès, tout en présentant encore de graves lacunes au point de vue de l'orientation et des procédés pédagogiques. Tou-

tefois, la sanction des études n'est pas identique. Ces écoles ne confèrent pas le grade de docteur, réservé à l'université de Coïmbra. Elles n'enseignent pas le droit, également réservé à cette université. Leurs diplômes ne sont en fait que des certificats d'études, et pour exercer les professions libérales, il faut au préalable subir un examen d'État devant un jury officiel. Ici encore, il y a beaucoup à faire pour donner à l'enseignement le caractère original, précis, expérimental, indispensable pour préparer les jeunes esprits aux nécessités de la vie contemporaine.

Puisque les carrières libérales sont encombrées, il en résulte naturellement que la vie intellectuelle a plus d'activité que l'on ne pourrait s'y attendre au premier abord. Pour une nation qui compte tant d'illettrés, plus de 400 publications périodiques sont mises au jour, et il y en a d'excellentes. Le peuple aime naturellement la musique, le chant, le théâtre. La classe aisée montre de la curiosité d'esprit, du goût, de l'intérêt pour les questions scientifiques ou artistiques. Il existe un certain nombre de littérateurs et quelques artistes, qui font honneur à leur pays. La capitale est le siège de deux Académies : celle des Sciences et celle des Beaux-Arts, ainsi que d'une Société de géographie déjà ancienne, dont les collections sont remarquables. On y trouve encore diverses sociétés scientifiques et une bonne bibliothèque. Porto et Evora ont aussi des bibliothèques intéressantes. Coïmbra a également la sienne, installée dans une magnifique annexe de l'Université, bâtie au XVIII[e] siècle; cette ville a son Institut scientifique et littéraire, mais il est sans activité et sans influence. Du reste, la plupart de ces institutions sentent trop l'artificiel et l'imitation, mais le rajeunissement des études supérieures ne manquera pas de leur donner une vitalité plus active.

III. — L'ORGANISATION CULTUELLE.

Si l'éducation est basée sur la formation du caractère, obtenue par un dressage méthodique et patient, on peut dire que l'enseignement de la loi morale constitue le couronnement de l'œuvre, et porte au plus haut degré sa valeur sociale. Or, toute religion digne de ce nom est constituée par une double doctrine : celle qui a pour but de formuler le dogme, et celle qui codifie en quelque sorte les préceptes de la loi morale. C'est à ce dernier titre que les églises peuvent être considérées comme les auxiliaires de l'éducation, et que leur rôle doit être étudié.

Chez les Portugais, le catholicisme tient une place presque exclusive. Les cultes dissidents sont tolérés, à la condition de ne faire aucune manifestation extérieure. L'Église était représentée autrefois par un double élément : le clergé séculier et les congrégations. Ces dernières ont tenu jadis dans le pays une place immense. Supprimées en 1834 [1], elles ont laissé la place libre ou à peu près devant le clergé séculier, qui est assez nombreux, et dont l'organisation est reconnue et subventionnée par l'État. Pour nous rendre compte plus clairement de cette organisation, nous prendrons comme type un des principaux évêchés du pays. Ce diocèse compte 319 paroisses et 672.500 âmes. Le bas clergé se recrute principalement dans les familles rurales, surtout dans celles du nord. Les enfants sont admis à douze ans au séminaire, où ils reçoivent pendant cinq années une instruction générale analogue à celle des lycées, et tout aussi superficielle. Viennent ensuite les cours que l'on peut appeler professionnels; leur durée est de quatre ans à Coïmbra et à Santarem, de trois ans dans les autres diocèses. Les études théologiques sont partout conduites par une méthode ancienne, basée sur une vénérable routine. Aussi sont-elles d'une faiblesse constatée et reconnue par tous les prêtres éclairés. Le séminaire

1. Jusqu'à la récente révolution, quelques congrégations enseignantes ou charitables étaient tolérées, mais elles ne pouvaient posséder que les immeubles indispensables.

de Coïmbra, sans échapper à cette règle, montre cependant des tendances progressives notables. Ainsi, à côté de l'enseignement ordinaire, on y a institué des cours complémentaires d'archéologie, de sociologie, d'agriculture et d'hygiène. Il y a dans cette innovation une idée très juste. Si le prêtre peut rendre à ses paroissiens des services matériels, son influence religieuse et morale en sera fortifiée et facilitée. D'ailleurs, dans un pays où les autorités sociales sont rares parmi le peuple des campagnes, il est excellent de préparer le prêtre à les suppléer dans toute la mesure du possible. Donc, plus il sera muni de connaissances pratiques et plus son rôle prendra de l'importance, même au point de vue religieux.

Le clergé paroissial est divisé en deux classes. Les jeunes prêtres débutent dans la seconde, et peuvent entrer dans la première, au fur et à mesure des vacances, après trois ans d'exercice comme curés; le diplôme en droit de l'Université donne un droit de préférence pour les postes les plus avantageux. Les revenus des paroisses sont fournis par deux éléments : 1° la *derrama,* impôt spécial, établi d'après les facultés de chacun par une commission, laquelle procède d'une manière assez arbitraire; il est du reste payé d'une façon irrégulière, car, soit par l'effet de la mauvaise volonté du contribuable, favorisé souvent par des influences politiques [1], soit par suite de l'indifférence ou du désintéressement des curés, bien des gens y échappent; 2° le *pé d'altar*, ou casuel, qui rend généralement peu, à cause de la pauvreté moyenne des paroissiens. On estime que le revenu des curés peut varier entre 200 milreis (1.100 fr.) et 500 milreis (2.775 fr.).

Il arrive parfois qu'une fondation en rentes est constituée au profit d'une cure; dans ce cas, on réduit ou on supprime la *congrua*. Somme toute, le curé se trouve, on le voit, au point de vue matériel, dans la condition d'un petit employé.

En ce qui concerne les garanties assurées aux prêtres et le contrôle de leur gestion, nous constatons que, une fois nommé

1. La *derrama* est perçue par l'autorité administrative, qui souvent la néglige pour se concilier les électeurs.

dans un poste (*collado*), le curé devient inamovible. Il jouit dans sa paroisse d'une grande liberté; il faudrait un véritable scandale pour provoquer l'intervention de l'autorité supérieure, c'est-à-dire de l'évêque, qui applique alors la peine de suspension. Le curé préside le conseil paroissial, qui contribue à la gestion communale, ainsi que nous le verrons plus loin.

Les évêques sont présentés par le gouvernement à la curie romaine, qui leur donne l'investiture. La politique joue dans ces désignations un rôle d'autant plus grand, que les prélats ont un siège de droit à la Chambre des pairs. Les revenus des évêchés proviennent : 1° d'une *congrua* payée par le Trésor et fixée à 2.400 milreis (13.330 fr.), somme dont on déduit les revenus de la mense épiscopale; 2° un émolument fourni par la *camara* ecclésiastique; 3° les revenus de la mense. Pour le siège que nous avons pris comme type, ces trois éléments montent respectivement à 1.200, 1.600 et 1.300 milreis, en tout 4.100 milreis (22.750 fr.). Chaque évêché a son comité de chanoines, qui assiste l'évêque et assume la charge de l'enseignement du séminaire. Les relations de l'évêque avec son clergé sont réduites au minimum, si bien que son action sur les curés est faible. Les rapports entre évêque et archevêque sont à peu près nuls. Ils sont fort rares avec le patriarche de Lisbonne. La curie romaine est représentée par un nonce qui se tient en relations, assez peu suivies du reste, avec les évêques, auxquels il transmet les instructions du Saint-Siège. Mais la faiblesse du pouvoir épiscopal sur des curés inamovibles et laissés à eux-mêmes rend cette intervention peu efficace sur la masse des prêtres et des fidèles. Il y a là certainement une grande force, mais elle est pour ainsi dire latente et sans influence concertée, tant qu'on ne la menace pas dans sa source.

La situation morale de ce clergé est plutôt médiocre en moyenne. Il compte dans ses rangs un bon nombre de prêtres dont l'intelligence, la respectabilité, la piété sont indiscutables. Mais beaucoup d'autres sont inférieurs à leur tâche [1]. Cela tient

1. On incrimine souvent, dans certains milieux, les mœurs du clergé. Il est probable qu'il se produit des cas isolés de corruption, mais, après notre enquête nous

à leur préparation médiocre, à l'absence de toute émulation, ainsi que de tout contrôle efficace. Certains tombent dans l'oisiveté et la négligence, délaissant complètement l'enseignement religieux, qui doit être donné à l'église les jours de congé scolaire. Généralement, cet enseignement reste tout à fait superficiel et machinal. Malgré cela, la tradition religieuse se maintient fortement dans les esprits parmi les populations agricoles et paysannes du nord, tandis qu'elle est très affaiblie au sud du Tage et dans la plupart des villes; nos observations précédentes nous ont montré tout cela d'une façon précise. Il va sans dire que l'influence du clergé dans chaque région est proportionnée au nombre des croyants. Elle est renforcée dans une certaine mesure par des éléments étrangers à la religion, auxquels pour ce motif même le clergé tient beaucoup. Il dresse les actes de l'état civil, délivre les certificats d'indigence, et, très souvent, s'occupe passionnément de politique. En s'appuyant sur ces soutiens artificiels, le clergé portugais commet une fatale erreur, qui compromettra sa situation comme elle a compromis celle de l'Église de France. Son champ d'action naturel, c'est l'exercice du culte, l'enseignement infatigable, éclairé, pratique, du dogme et de la loi morale; accessoirement, il peut rendre aux petites gens de grands services, en les aidant à améliorer leur méthode de travail et leur vie matérielle. Mais, en compromettant leur caractère dans les luttes politiques, en se faisant les recruteurs de tel ou tel parti, ils perdent peu à peu leur prestige et courent au devant de la persécution. On voit par ce bref exposé que le clergé, considéré comme auxiliaire de l'éducation, ne remplit pas sa noble fonction comme il le pourrait et le devrait. Il est à craindre qu'il ne porte lui-même, dans un avenir assez rapproché, la peine de son erreur et de son insuffisance[1].

avons lieu de croire qu'ils ne sont pas aussi fréquents qu'on le dit dans des groupes et des journaux hostiles.

1. Le régime nouveau ne manquera pas de modifier l'état de choses que nous venons de résumer, et aussi de justifier nos prévisions.

II

LA VIE LOCALE

Indications préliminaires. — La commune rurale, organisation et ressources. — Le *concelho,* caractère exceptionnel de cette circonscription. — Les grandes villes : la dictature municipale et ses effets. — La municipalisation des grands services urbains. — Le district, son caractère et son rôle. — La politique dans les affaires locales.

1. — INDICATIONS PRÉLIMINAIRES.

Beaucoup de gens, dans tous les pays, aiment à croire que la vie publique, c'est-à-dire le fonctionnement des organes de gestion des intérêts communs de la nation, constitue la chose essentielle, la machine motrice, le cœur même de la vie nationale. Cette idée si répandue est radicalement fausse, et par conséquent fort pernicieuse. Il convient de la combattre en toute occasion avec la dernière énergie. Toute société est composée de groupements distincts, ayant chacun son régime particulier et sa fonction propre. Le premier et le plus important de tous, celui qui constitue la véritable molécule sociale, sans lequel il ne peut y avoir par conséquent ni nation, ni gouvernement, c'est la famille, et non pas l'État. Voilà un premier point qu'il faut bien saisir et retenir, car il est capital. En effet, ce n'est pas la constitution du gouvernement qui importe le plus, mais bien celle de la famille, car le régime de celle-ci déterminera facilement, par une série de répercussions, la

forme de celui-là, ainsi que son organisation et son fonctionnement. En second lieu, quelles sont les sources vives où la famille puise ses moyens d'existence? Ce sont le travail et la propriété. Sans eux ni la famille, ni la société ne pourraient subsister et durer. Aussi déterminent-ils la constitution de toute une série de groupements spéciaux, superposés à la famille : ateliers, comptoirs, associations diverses. C'est le rapprochement de tous ces groupements qui rend nécessaire l'organisation de la vie publique, c'est-à-dire le règlement harmonique des relations entre eux. Ainsi, il apparaît comme évident, que les groupements de la vie publique ne sont que la conséquence et le complément de ceux de la vie privée. Et voilà pourquoi, précisément, la vie privée a tant d'influence sur l'organisation et la marche de la vie publique, pourquoi, loin d'être le moteur de la vie nationale, la politique n'est qu'une suite et une dépendance du régime de la famille et du travail. Dès lors, ceux qui espèrent modifier et améliorer sensiblement et de façon durable la situation d'un pays par la seule action gouvernementale, vivent dans une illusion qui trompera tous les efforts, découragera leur bonne volonté, et les laissera finalement dans le désarroi et l'angoisse.

Ceci nous explique en même temps pourquoi il est absurde de vouloir imposer à tous les peuples des gouvernements et des constitutions identiques. Les groupements primordiaux, ceux qui naissent de la famille, du travail et de la propriété, n'étant pas régis partout par la même coutume, il est naturel et nécessaire que les groupements auxiliaires soient adaptés aux premiers et par conséquent différents eux aussi. Partant de là, on pourra donc dire : 1° que le régime de la vie privée commande dans la plus large mesure celui de la vie publique ; 2° que les formes des organes de gestion de la vie publique doivent être adaptées au régime de la vie privée, sinon, et en dépit de toutes les combinaisons artificielles, le gouvernement s'y adaptera de lui-même. Mais alors la contradiction entre la forme et le fond de l'organisme public produit des difficultés et des troubles souvent dangereux. Ainsi, il ne suffit nullement

d'instaurer dans un pays le régime représentatif et parlementaire pour y faire naître vraiment la liberté; un État sans Chambres ou sans responsabilité ministérielle peut jouir en fait d'une liberté très étendue. Ici plus qu'ailleurs les apparences sont trompeuses, mais il est périlleux de se tromper, car les erreurs ont un retentissement douloureux sur la vie nationale tout entière.

Nous avons rappelé, au début de ce travail, qu'il existe trois types de sociétés, dont tous les autres ne sont que des variétés ou des mélanges. Chacun de ces trois genres a son système naturel de gouvernement, celui qui s'adapte le mieux à son mode d'existence, et qui, ainsi que nous le disions tout à l'heure, reparaît avec une persistance inéluctable derrière les façades artificielles dont on le décore. Pour bien comprendre la situation actuelle du Portugal, il est nécessaire de préciser cette indication importante.

Le type qui repose essentiellement sur la communauté des biens et le patriarcat plus ou moins absolu, combine toujours l'autonomie de l'unité communautaire : famille, tribu, commune, avec le despotisme réel, mais tempéré par la coutume, du pouvoir central. Pour ne prendre qu'un exemple, nous rappellerons que, dans l'empire chinois, la famille dans les bases terres, la tribu pastorale sur les hauts plateaux de l'intérieur, s'administrent avec une très grande liberté par application de traditions immémoriales. Le pouvoir impérial n'intervient autocratiquement que dans les rapports entre communautés ou entre tribus. En fait, son autorité est fort réduite, mais devient facilement abusive à cause du défaut d'entente entre les petites unités sociales qui vivent repliées sur elles-mêmes, sous le despotisme intérieur du chef de famille. Quand le mal devient trop grand, il se produit des coalitions temporaires qui aboutissent à la révolte. Ce régime est favorable à la paix intérieure des communautés, mais non à l'ordre général, ni au progrès des institutions.

Avec le type désorganisé, le groupe communautaire disparaît, et il ne peut plus être question d'autonomie. L'autorité du pouvoir

central ne rencontrant plus aucun obstacle, s'étend et se renforce. Elle domine tout et règle tout. Chez les barbares, c'est le despotisme tyrannique, exigeant et souvent cruel du chef de tribu ou de clan. Chez les civilisés, c'est la centralisation bureaucratique, la prédominance de l'autoritarisme administratif, plus ou moins déguisé sous des formes politiques mal comprises et surtout mal appliquées. La désorganisation de la famille ayant détruit le ressort de la vie privée, la vie publique ne saurait avoir, par contrecoup, ni activité vraie, ni force naturelle. On ne trouve ici que l'autorité du règlement et la gestion du fonctionnaire, la liberté étant remplacée par une agitation maladive, faite de théories creuses, de discours vagues, d'intrigues basses, de contraintes abusives.

Enfin, le type particulariste, qui base son organisation sociale sur la valeur propre du particulier, établit son régime politique sur l'action et la collaboration graduée de tous les intérêts et de toutes les forces. Ces intérêts étant compliqués, il est normal de les subdiviser et de confier la gestion de chaque fraction à ceux qui la connaissent le mieux et en sont les plus rapprochés. On est donc conduit à donner à chaque groupement de la vie publique : commune, district, province, etc., une autonomie aussi large que possible. Souvent de très petits groupes d'habitants sont ainsi mis à même d'agir pour leur bien commun, ils sont invités à s'entendre pour construire une chapelle, une école, un chemin de raccordement, un ponceau. C'est leur affaire propre, et ils la règlent aussi simplement que possible, soit seuls, soit avec l'assistance, au besoin, d'un groupement plus étendu. Les choses vont de même pour la circonscription communale, où le conseil local réclame le concours de commissions de citoyens pour étudier les questions ou contrôler la marche des services. Le district et la province font de même. Et lorsque les intérêts se combinent ou s'étendent, on forme des unions temporaires entre localités. Enfin, le gouvernement pourvoit aux intérêts généraux, les seuls qui soient bien de son ressort et de sa vraie compétence. Dans ces conditions, il n'a point à se noyer dans une administration infiniment étendue et compliquée, qui comporte des détails

innombrables, variés, spéciaux, lointains, et tout à fait indifférents à des employés peu compétents et irresponsables. Ce régime a ses défauts, comme toute institution humaine. Mais il représente, plus que tout autre, l'exercice de l'initiative directe, de l'action personnelle du citoyen dans la vie publique. Il réalise vraiment le régime de la liberté politique, puisqu'il donne à tous les hommes capables, l'occasion de jouer un rôle dans les affaires communes, de participer à leur gestion. C'est cette infinie division du travail qui fait la force, la souplesse, l'efficacité, la grandeur de ce système de vie nationale. Aussitôt qu'on prétend l'altérer, le compliquer, le dénaturer par des interventions artificielles, le désordre apparaît. L'Angleterre nous en fournit actuellement un frappant témoignage.

Appliquons maintenant ces principes à l'étude des choses du Portugal.

II. — LA PAROISSE.

Le groupement public le plus simple est celui qui réunit, en vue d'un intérêt local très restreint, les efforts d'un petit nombre d'habitants. Ces corporations minuscules, temporaires ou permanentes, fondées soit sur un besoin commun, soit sur une préoccupation charitable, ne sont pas inconnues en Portugal. Nous avons déjà montré comment, dans les montagnes de l'extrême nord, les habitants sont dressés à l'association par les exigences impérieuses du milieu qu'ils habitent. Nous avons cité aussi diverses corporations spéciales, répandues un peu partout, comme les miséricordes, les sociétés de secours mutuels, etc., dont la prospérité relative montre que les Portugais pourraient faire davantage pour l'organisation de la vie locale, s'ils étaient mieux encadrés. Mais la faiblesse générale de l'organisme familial, l'insuffisance du régime du travail, la concentration des gens éclairés et aisés dans les grandes villes, font que cette nation témoigne actuellement d'une incapacité notoire à gérer directement ses intérêts locaux. Cela est aisé à constater en ana-

lysant les institutions locales dans leur fonctionnement réel.

D'une façon générale, l'administration des intérêts publics est répartie entre quatre échelons superposés : la paroisse, le *concelho,* le district et l'État. A première vue, cette division répond assez bien à la gradation des intérêts communs des groupes d'habitants, aussi bien qu'à l'ordonnance du contrôle administratif. Mais la réalité ne répond pas à cette première apparence. Pour bien comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de revenir en peu de mots sur les antécédents historiques.

Au cours des siècles passés, la classe supérieure a dérivé presque toute son activité vers les entreprises extérieures, et laissé à eux-mêmes les petites gens, groupés dans de gros villages et des bourgs. Il était difficile de confier à des paysans et des artisans sans traditions fortes, sans esprit public, sans expérience administrative, la gestion d'intérêts assez considérables. Aussi le gouvernement prit-il de bonne heure toutes les mesures nécessaires pour réserver à ses propres agents une autorité indiscutée et une compétence très étendue. Il n'en fut pas de même dans les montagnes du Tras-os-Montes, parce que la famille avait conservé là une organisation assez forte, et parce que les agglomérations étaient petites, et les intérêts peu compliqués, tout en restant étroitement liés aux moyens d'existence des familles. Aussi les montagnards du nord sont-ils demeurés bien plus longtemps maîtres de leur vie locale, précisément à cause du maintien de leur régime de vie privée.

Le système absolutiste fut consacré et régularisé par une loi générale de 1842, appelée code administratif. Ce régime centralisé était commandé par les circonstances, mais on aurait pu en préparer peu à peu l'évolution, en faisant appel, par exemple, à des commissions de citoyens, pour seconder les administrateurs dans leur tâche, ce qui aurait accoutumé les particuliers à la vie publique autonome, et permis avec le temps l'extension des pouvoirs des assemblées locales. Au lieu de procéder ainsi par une gradation prudente, on voulut un jour, sous l'inspiration d'idées purement théoriques, instaurer en

Portugal la liberté communale presque complète. Cette réforme fut réalisée en 1878 par la promulgation d'un nouveau code administratif. Livrés du jour au lendemain à tous les risques de leur inexpérience, les conseils locaux se laissèrent aller aux plus coûteuses fantaisies et s'endettèrent à qui mieux mieux. Il fallut les plier de nouveau au contrôle préventif de l'administration. Le code libéral de 1878 disparut en bonne partie dès 1886. Au cours des années suivantes, profitant de ce que certaines libertés financières leur avaient été laissées, les assemblées locales, imitant du reste en cela l'exemple qui leur était donné par le parlement, dépassèrent encore, dans beaucoup de cas, leurs ressources normales. Pour mettre fin à ce gaspillage, le code de 1842 fut rétabli en 1896 d'une façon à peu près complète.

Le code administratif du 4 mai 1896, qui ne compte pas moins de 462 articles, détermine minutieusement le régime de la vie publique dans la paroisse et le *concelho*. Voici, dans ses traits essentiels et dans sa portée pratique, l'organisation qui en résulte.

La paroisse rurale, constitue une circonscription absolument fixe, établie par des circonstances généralement anciennes, et où tout est réglé et unifié par le code administratif. Elle a parfois ses écoles et ses biens propres : terres labourables ou autres, amodiées en *foros* ou emphythéoses, au moins en partie, le surplus étant soit loué par parcelles, soit laissé à la jouissance commune. Les biens et intérêts de la paroisse sont gérés, d'après des règles strictement fixées, par une *junte* de trois membres jusqu'à mille habitants et cinq au-dessus, dont nous apprécierons le rôle tout à l'heure. La paix publique est assurée par le *regedor*, agent du pouvoir central, assisté de gardes, auxquels les employés du fisc prêtent main-forte à l'occasion. Les ressources du budget paroissial sont fournies d'abord par les revenus des biens, et en outre par une taxe additionnelle pouvant aller jusqu'à 15 p. 100 de l'impôt foncier, et par quelques menues recettes, variables avec les localités. Tout Portugais domicilié dans la paroisse y participe à tous les

avantages comme à toutes les charges; les étrangers sont exclus de certains droits : participation aux biens, élections et électorat, mais ils sont traités pour le surplus avec une large bienveillance. La gestion est remise à la junte dont il est question plus haut, siégeant sous la présidence du curé, et en présence du *regedor;* elle est élue par tous les citoyens majeurs, payant l'impôt direct ou sachant au moins lire et écrire. En dehors de la formalité de l'élection, le citoyen n'a aucune part à la gestion communale.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'augmenter les taxes locales, la décision doit être acceptée par les vingt électeurs les plus imposés. En outre, presque toutes les décisions du petit corps paroissial sont soumises à l'approbation du gouverneur civil du district, ou du gouvernement dans quelques cas. La gestion temporelle du culte est étroitement liée à celle des intérêts communaux, et le curé, président de la junte, joue le rôle de maire. En fait. l'inaction des citoyens, l'étroitesse du conseil de paroisse, l'intervention des plus imposés, le contrôle préventif de la loi, la surveillance administrative permanente, font que des paroisses importantes, comptant des milliers d'habitants, n'ont qu'une vie locale en quelque sorte machinale, sans initiative, sans activité propre, en un mot sans liberté. En dépit du suffrage à peu près universel, la démocratie n'a aucune influence réelle sur la vie communale, qui est cependant sa sphère naturelle unique. En revanche. cette vie est souvent troublée par des compétitions purement politiques, dont l'acharnement nous apparaîtra plus tard.

III. — LE CONCELHO.

Au-dessus de la paroisse nous trouvons le *concelho,* circonscription hybride, tenant à la fois de la commune et du canton. Le *concelho* est une aggrégation de paroisses, qui en comprend parfois cinquante, avec plus de 20.000 habitants; d'autres sont beaucoup plus petits. C'est. en somme, une circons-

cription artificielle, composée de sections formées par les paroisses. Ils sont divisés en deux classes : la première comprend les *concelhos* comptant plus de 15.000 âmes, la seconde englobe ceux qui en ont moins. Un premier fait nous frappe : c'est l'incohérence des intérêts dans cette agglomération de communes, les unes rurales, les autres urbaines, groupées arbitrairement, d'une façon qui ne répond, bien souvent, à aucune de leurs tendances. Les unes sont éloignées du centre, et n'ont aucune relation naturelle avec lui. Certaines, sans être très distantes, sont en relations bien plus étroites avec un autre bourg ou une autre cité. En outre, la plupart des paroisses n'ont entre elles presque aucun intérêt commun en dehors des liens administratifs. Telle paroisse, par exemple, a de si faibles rapports avec son chef-lieu, qu'il n'existe pas même de route entre elle et lui. Une autre a son marché, ses fournisseurs, son hôpital, son école du second degré, etc., dans une ville autre que le chef-lieu, et à laquelle elle est reliée par une bonne route ou par le chemin de fer. On voit tout de suite l'inconvénient de ces combinaisons territoriales artificielles, basées sur un intérêt purement électoral ou administratif, et non sur le jeu naturel des intérêts des populations. Il en résulte que le groupe ainsi formé ne travaille pas avec l'élan et le soin nécessaires au bien commun de la circonscription entière, puisque certaines subdivisions ont des vues différentes ou parfois totalement opposées. Le *concelho* représente en théorie ce que l'on a nommé très heureusement un « pays membre de la province », mais le pays vrai est une circonscription délimitée par la nature, où la population s'est groupée par le jeu des circonstances historiques, qui lui ont donné des idées, des tendances et des intérêts communs; cela facilite singulièrement la marche des institutions et leur donne une vitalité et une utilité grandes.

Le *concelho* a des biens propres, fonciers et mobiliers : terres, édifices, valeurs diverses. Les terres sont souvent amodiées par emphytéose (*foros*), ou affermées : beaucoup sont abandonnées à la vaine pâture; les bois sont sous le contrôle de l'État (il en est de même pour la paroisse). Le revenu de

ces biens entre dans le budget du *concelho*. Quant aux intérêts, ils sont multiples et importants en théorie : gestion des biens, voiries, captation des eaux, établissements publics d'assistance, police locale, etc., etc. Le code administratif a accumulé entre les mains de l'administration du *concelho* les attributions les plus diverses, confondant, en un mélange surprenant, les intérêts municipaux et les intérêts cantonaux. Mais l'erreur commise dans le tracé de la circonscription complique singulièrement le jeu de ces intérêts. En effet, il arrive très souvent que les vues des paroisses rurales sont contraires à celles des paroisses urbaines, ou bien que telle paroisse, ou tel groupe de paroisses, aspire à des combinaisons absolument opposées aux désirs d'un autre groupe, en sorte que les idées de l'un des deux doivent forcément être sacrifiées. Dans la réalité des choses, on se borne à faire l'indispensable, les gens s'intéressent peu à cette combinaison qui les dépasse et souvent les touche à peine; ainsi la vie du *concelho* demeure incomplète, paresseuse, et d'une efficacité médiocre.

Pour couvrir ses dépenses, le *concelho* dispose, en outre du revenu de ses biens, d'une taxe additionnelle aux contributions directes, taxe dont la proportion est limitée à 75 p. 100 du montant principal de l'impôt. En outre, on perçoit diverses menues taxes locales de marché, d'inhumations, de voirie, etc. Le total varie naturellement beaucoup, selon l'importance de la population. La perception en est faite soit par les percepteurs de l'État, soit par un receveur spécial, selon les cas. Les contraintes imposées aux habitants, soit par la loi, soit par les règlements municipaux, diffèrent peu de ce que nous connaissons en France : elles sont du reste supportées avec docilité par cette population très pacifique, très soumise à l'autorité administrative. Les participants à la vie du *concelho* sont avant tout les paroisses qui le composent et doivent combiner tant bien que mal leurs intérêts intercommunaux; en outre, les particuliers prennent également part à la vie de ce groupement, parce que, en vertu de la singulière confusion signalée plus haut, le *concelho* est à la fois une commune et un canton. Cela complique

la gestion, en juxtaposant des intérêts généraux et des intérêts personnels, qui peuvent être contradictoires, et en tout cas deviennent nombreux et embarrassants quand il s'agit d'une circonscription aussi vaste. Si la vie locale était très active, le *concelho* comporterait une administration presque aussi complexe que celle des grandes villes. En fait, elle se réduit à peu de chose parce qu'elle limite son action au minimum.

Les autorités sont doubles. D'une part, on trouve un comité électif de gestion, et, de l'autre, un agent administratif de contrôle. Le premier est formé par une *camara municipal* de 5, 7 ou 9 membres, selon la classe du *concelho*. Cette Chambre est élue par les électeurs politiques, au scrutin de liste. On est frappé tout d'abord de la disproportion manifeste entre le nombre des membres qui la composent, et l'étendue du territoire à gérer. Beaucoup de paroisses n'ont pas de représentant dans son sein, et il est aisé à un clan politique de l'accaparer entièrement. Pour les élections législatives, la loi a prévu une représentation des minorités. L'électeur ne peut porter sur sa liste qu'un certain nombre de noms; un même groupe ne réussit donc à faire passer qu'une partie de ses candidats. Mais cette atténuation ne s'applique pas ici, et le système de représentation ne laisse au citoyen qu'une participation insignifiante aux affaires. La gestion est assurée par la Chambre et par son président ; le code prévoit une réunion ordinaire par semaine, avec faculté de convoquer des réunions extraordinaires; l'administrateur, agent de contrôle dont nous parlerons tout à l'heure, assiste aux séances avec voix consultative. La Chambre vote les mesures et les crédits, le président exécute les décisions et ordonnance les dépenses; c'est aussi la chambre qui nomme les employés municipaux et élit son président. Quant au contrôle, il est à la fois préventif, permanent et répressif. En effet, les lois ordinaires et le code spécial prescrivent à titre obligatoire la plupart des décisions à prendre, l'administrateur veille constamment à l'observation des règles légales, et enfin les autorités centrales ou de district vérifient les résolutions prises et peuvent les compléter ou les annuler. En droit, la chambre municipale

est chargée d'attributions considérables; en fait, c'est avant tout un instrument de la loi et du règlement et qui ne peut guère se mouvoir en dehors des lisières légales. En définitive, le *concelho* est régi par une sorte d'aristocratie élective très restreinte[1], dont les actes sont soumis à des règles strictes et à un contrôle de tous les instants. L'autorité supérieure a en effet ici un agent permanent, l'administrateur, nommé par le pouvoir central, rétribué par la municipalité et chargé d'assurer l'application des lois, de diriger la police, de surveiller le mouvement politique; il est donc dans le *concelho* l'œil et la main du gouvernement. Quand c'est un homme ferme et habile, il exerce une influence décisive. Lorsqu'il a en face de lui un président agissant et dominateur, il se produit des conflits aigus, surtout si le président et l'administrateur appartiennent à des clans politiques différents. On voit alors s'étaler au grand jour l'anomalie de cette organisation locale, qui met en contact deux autorités dont le rôle est naturellement si différent.

Prenons maintenant, pour préciser les idées, un exemple concret. Le *concelho* de Serpa, situé dans le sud de l'Alemtejo, sur la rive droite du Guadiana, a pour chef-lieu la petite ville de Serpa, qui compte 7.000 âmes, réparties en deux paroisses urbaines. Cette ville est placée à deux kilomètres du chemin de fer d'intérêt local qui va de Béjà à Moura, vers la frontière d'Espagne. Plusieurs paroisses se rattachent normalement à ce dernier bourg, qui est leur vrai centre d'affaires.

Le concelho de Serpa possède des biens fonciers partiellement amodiés en *foros* qui donnent un revenu d'environ 9.000 milreis, près de 50.000 francs. Il a en outre des actions de la banque rurale créée en 1840 sous le patronage de la chambre municipale, ainsi que des fonds publics. Il faut ajouter à cela le produit des taxes foncières : 8.160 milreis; poids publics, marchés, etc., 124 milreis; droits de sépulture, concessions, etc., 30 milreis, en tout 8.304 milreis (un peu plus de 46.000 francs).

1. A laquelle il faut ajouter les citoyens les plus imposés, qui doivent être consultés en cas d'aggravation des impôts locaux.

Le total des recettes est donc voisin de 25.000 milreis (138.750 francs). Cette somme est entièrement absorbée par les dépenses, en grande majorité prescrites obligatoirement par le code administratif. Ajoutons que le *concelho* a une petite dette d'environ 8.000 milreis (44.000 francs). Les frais de gestion s'appliquent aux édifices publics, aux routes et chemins, à l'assistance des aliénés et malades ou indigents, enfin à la solde du personnel. Celui-ci comprend : outre la *camara municipal* de sept membres, dont les fonctions sont gratuites, trois commis, un secrétaire, deux copistes, un garçon de bureau, un caissier, deux surveillants, un gardien de cimetière et quelques autres préposés inférieurs. Cinq médecins sont désignés pour le contrôle de l'hygiène publique et le traitement des pauvres; ils reçoivent de ce chef une indemnité. Les appointements et indemnités payés par le budget local varient entre 80 et 300 milreis (de 444 à 1.660 francs).

Dans cette circonscription du *concelho,* déjà considérable, il est évident que, en tout état de cause, la gestion des intérêts communs doit échapper à la démocratie. Avec un peuple plus fortement organisé, on verrait se constituer une élite à la fois rurale et urbaine, qui pourrait prendre en mains la conduite des affaires. Ici, elle appartient aux chefs du parti politique dominant, lesquels sont en général presque tous établis dans le bourg ou la petite ville qui sert de chef-lieu au *concelho*. La représentation même des paroisses rurales reste donc, nous l'avons déjà remarqué, incomplète et insuffisante. Ainsi, même dans les affaires locales, ce sont les clans politiques qui gouvernent selon leur tendance égoïste, et non pas l'ensemble des citoyens les plus capables et les plus qualifiés. C'est bien, au fond, une aristocratie qui régit le *concelho* sous l'initiative et le contrôle incessant du pouvoir central, mais c'est une aristocratie artificielle, issue de la politique. Là encore il n'y a ni liberté locale vraie, ni organisme social spontané.

IV. — LES GRANDES VILLES.

Chacune des grandes cités forment un *concelho* urbain, subdivisé en paroisses, avec une chambre municipale de 9 membres (onze à Porto et quinze à Lisbonne). Les villes sont ainsi totalement isolées des campagnes, car aucun organisme intermédiaire, comme celui de la province par exemple, ne les réunit pour la discussion de leurs intérêts communs. Le plus souvent, un homme énergique et influent prend la direction de la chambre municipale urbaine, et conduit les affaires en dictateur au petit pied, car, d'une part, les citoyens disposés à s'occuper sérieusement de l'administration municipale sont rares, et d'ailleurs la loi ne leur accorde aucune influence directe; d'autre part, surtout si le président appartient au clan politique régnant, le pouvoir central lui laisse carte blanche tant qu'il ne s'écarte pas trop des règles légales. Quant aux électeurs, leur rôle se borne à une élection périodique conduite par les agents électoraux ordinaires ; il est donc réduit à presque rien, car ici les intérêts sont bien trop compliqués pour que la démocratie puisse agir utilement. Quand le président de la chambre, ou maire, est un homme intelligent, prudent, honnête, il conduit son administration urbaine convenablement, avec l'aide de la petite assemblée municipale. Mais ainsi tout dépend de la capacité, des qualités personnelles d'une seule individualité, ou tout au plus de deux ou trois, qui assument la direction exclusive d'un groupe très important de population, ayant des intérêts compliqués et multiples. Ce n'est pas là, évidemment, une situation normale et logique. Elle ne peut ni assurer la bonne gestion des affaires municipales, au moins de façon suivie et permanente, ni préparer un nombre suffisant de bons administrateurs, ni amener les citoyens à s'intéresser à leurs affaires communes. Comme les gens intelligents et éclairés sont nombreux dans les grandes villes, cette situation ne donne pas des résultats aussi mauvais qu'on pourrait le craindre au premier

abord, mais ses inconvénients n'en sont pas moins sensibles: nous allons le constater par quelques indications de détail.

La ville de Lisbonne compte actuellement, dans l'immense périmètre délimité par le mur d'enceinte de l'octroi, environ 360.000 âmes. En 1880, c'est-à-dire il y a trente ans, on estimait sa population à moins de 250.000 habitants. Cette cité est donc en voie de rapide développement. Ce fait provient d'une extension notable, dans la capitale, de l'activité commerciale et industrielle. Ce n'est pas que la région soit spécialement favorable à l'industrie : elle est fort pauvre en matières premières, et son agriculture elle-même donne assez peu. Les industries nouvelles sont principalement celles qui se rattachent au bâtiment, à l'alimentation ou au vêtement, ou encore des ateliers de réparation et d'entretien. Les autres villes du royaume sont loin d'avoir crû dans la même proportion, à l'exception de Porto, et aussi de la petite cité de Sétubal, enrichie par l'industrie des conserves de sardines et l'exportation des fruits. Lisbonne possède un des plus beaux ports du monde. Praticable à toute heure, il est d'une sécurité absolue ; les quais, construits récemment par une société française, bordent la rive nord sur une longueur de 4 kilomètres ; ils portent des voies ferrées, des hangars, des entrepôts. Tout cela, ou presque, a été établi aux frais de l'État. La ville, principale intéressée, n'a fait que bien peu de chose par elle-même.

Étagée en amphithéâtre, Lisbonne a été rebâtie après le tremblement de terre de 1755 dans un style assez monotone. Les vieux quartiers ont souvent des rues étroites, escarpées, parfois même en escaliers; les quartiers neufs, au contraire, sont largement percés d'avenues plantées d'arbres. On y voit de belles constructions, et çà et là des villas, qui affectent souvent des formes bizarres, rappelant les bungalows de l'Inde, les pagodes chinoises, les vérandas tropicales, etc. Ce sont les habitations des émigrants enrichis, revenus au pays et désireux de frapper l'imagination de leurs concitoyens par l'originalité de leurs goûts et l'éclat de leur luxe. Dans son ensemble, avec ses magasins nombreux, ses rues toujours pleines d'une foule gaie, paisible et affable, ses belles échappées de vue sur le fleuve et sur les montagnes

de la rive méridionale, cette ville laisse une impression agréable et sympathique, due pour une notable part au goût éclairé de ses édiles, qui s'attachent d'une façon particulière à l'embellissement de leur cité, alors qu'ils semblent moins pénétrés de ses intérêts économiques.

Il existe autour de la capitale des régions fertiles; cependant l'approvisionnement de Lisbonne laisse à désirer. Cela tient pour une part à la médiocre organisation de la culture et à l'apathie des producteurs, qui n'aiment guère à se déranger; ils font ainsi la fortune de quelques gros commissionnaires, qui monopolisent la vente des légumes et des fruits, et peuvent ainsi établir les prix presque à leur guise. Cette situation est aggravée par les mesures artificielles que nous avons déjà signalées, et qui tendent à renchérir le pain et la viande [1]. Les étaux de boucherie créés par la ville lui ont causé, paraît-il, depuis 1877, une perte sèche de plus de 3 millions de francs qu'il a fallu récupérer par l'impôt. Les octrois et la douane agissent de leur côté pour entretenir la cherté des vivres, tissus, etc.

Les logements sont d'un prix relativement modéré, mais ils sont aussi d'une simplicité extrême et trop souvent privés de toute commodité et même de salubrité. Une loi permet l'inspection des maisons pour en surveiller la construction et la disposition, mais elle est mal observée. Aussi, bien que la ville soit assez proprement tenue, pourvue d'une eau de bonne qualité, et que son atmosphère soit purifiée par des brises marines, la santé générale de la classe ouvrière est plutôt médiocre. La mortalité infantile est grande, l'anémie et la tuberculose font beaucoup de victimes.

L'étranger est toujours surpris, en visitant Lisbonne, de constater l'étonnant mélange de la population. Sauf dans les quartiers neufs, on aperçoit souvent des masures sordides adossées à des demeures somptueuses; ce fait provient sans doute des nécessités résultant autrefois de l'existence d'une enceinte fortifiée. Les relations entre les diverses classes sont, du reste, faciles et

1. V. dans notre deuxième partie, les indications données à ce sujet dans le chapitre consacré à la culture dans le centre.

toujours courtoises, cordiales même. Bien que les rues soient presque toujours encombrées d'une véritable foule, car les Portugais vivent beaucoup en plein air, les cas de trouble et de désordre sont rares. En outre, cette population est remarquablement bienveillante, serviable et probe.

L'eau est fournie par une compagnie privilégiée, qui a capté des sources à 35 kilomètres de la ville; le prix est d'environ 1 fr. 10 par mètre cube, plus 0 fr. 60 par mois pour location de compteur. Le service n'est pas toujours très régulier. Le gaz et l'électricité sont aussi fournis par une société munie d'un monopole de quatre-vingt-dix-neuf ans. Le gaz est vendu 0 fr. 25 pour l'éclairage, 0 fr. 20 pour le chauffage. Il est fabriqué avec du charbon anglais (Newcastle), qui a coûté 29 fr. 50 la tonne en 1909. Le coke est vendu à l'industrie 2 fr. 75 les 100 kilos, au commerce 4 fr. 40 et aux petits consommateurs 5 fr. 50. L'électricité, produite par la vapeur, coûte cher; cependant la consommation augmente. Une société étrangère a établi un bon réseau de tramways électriques.

Nous savons par les monographies reproduites dans la quatrième partie de ce travail que les ouvriers de Lisbonne ont une existence assez difficile. Cependant beaucoup d'entre eux se rendent le dimanche dans les environs, en famille, pour passer l'après-midi dans les cabarets suburbains. Cela n'a pas de conséquences graves au point de vue de la paix publique, car Lisbonne est une des capitales les plus tranquilles et les plus sûres de l'Europe, mais il en résulte une dépense inutile, qui souvent aggrave la misère. Aussi la mendicité, surtout enfantine, sévit-elle avec une déplorable intensité. Cela tient d'abord à des misères trop réelles, mais aussi à l'intervention d'entrepreneurs qui exploitent l'enfance, et à une indifférence regrettable des parents en matière d'éducation. D'ailleurs, les pauvres ne restent pas sans secours, car le Portugais a bon cœur et la main facilement ouverte. Des associations nombreuses font visiter les malades, distribuent des secours, du lait pour les enfants du premier âge; des dispensaires médicaux ont été établis, quatre hôpitaux civils reçoivent les malades, et la reine Amélie a fondé

un sanatorium spécial pour les tuberculeux. La Santa Casa da Misericordia, institution nationale, joue ici comme partout son rôle généreux. Ce sont là de belles œuvres privées, leur succès et leurs services constituent des exemples dont on devrait s'inspirer davantage. Enfin les bureaux de police donnent en cas de besoin des secours urgents. Peut-être pourrait-on regretter que tous ces efforts ne sont pas suffisamment coordonnés, faute de ce sentiment général d'ordre, de méthode, de tradition, qui fait toujours défaut chez les sociétés désorganisées.

Au milieu de cette population concentrée et composée d'éléments divers et hétérogènes, la moralité est médiocre, sans être franchement mauvaise. La précocité extrême des jeunes gens aggrave le mal. Aussi la religion est-elle ici en pleine décadence, comme dans toutes les villes un peu importantes du pays. La position du clergé devient ainsi difficile, pour des raisons que nous avons expliquées en détail. Une autre cause encore contribue à troubler les esprits. La vie politique est plus active dans la capitale que partout ailleurs, car les intrigues se nouent et se dénouent avec rapidité autour du gouvernement et des Chambres. Le public y assiste en spectateur par l'intermédiaire des journaux, et ne se passionne que trop pour ces luttes stériles. Diverses tentatives ont été faites pour embrigader les ouvriers dans des clans variés, principalement dans les groupes socialistes. Mais ces combinaisons n'ont pas encore une bien grande portée, et, au fond, la foule se montre assez sceptique, non sans raison. Les mouvements révolutionnaires qui ont agité Lisbonne il y a peu de temps n'avaient pas, en réalité, des racines bien profondes, et ils ont été l'œuvre des politiciens agitateurs de toutes nuances, et non pas du peuple lui-même [1]. Au fond, la population subit avec docilité la pression d'un gouvernement très bureaucratique. L'expérience lui a prouvé qu'elle ne pouvait guère faire autrement, faute d'un esprit public solidement fondé sur une forte organisation de la vie privée.

1. Nous rappelons que ceci a été écrit bien avant le 5 octobre. On verra plus loin pourquoi nous n'y avons rien changé.

L'administration locale est remise à une petite Chambre municipale de quinze membres, élus au suffrage quasi universel. Cette assemblée et son président assument la lourde charge de régir les intérêts compliqués de cette grande ville, et ils le font avec assez de liberté d'action, car si la loi leur impose un programme strictement réglé, le gouvernement use en général très discrètement de ses pouvoirs d'intervention et de contrôle. Mais on voit immédiatement le vice capital du système. Entièrement basé sur le type représentatif, il concentre toutes les affaires municipales entre un très petit nombre de mains, et ne laisse aux autres citoyens aucune action sérieuse sur la gestion de leurs intérêts locaux. On ne trouve là ni comités secondaires, partageant et allégeant la charge de la Chambre municipale, ni initiative, ni contrôle des citoyens. Si le président est un homme de valeur et d'autorité, il dispose d'un pouvoir quasi absolu, sinon, c'est l'anarchie, et l'intervention active du pouvoir central devient indispensable. Les rapides indications qui précèdent nous ont montré que l'administration de Lisbonne, ainsi réduite à une sorte de directoire dictatorial, reste dominée par des théories économiques et des procédés fort discutables.

Les choses vont-elles de même dans la seconde ville du royaume, Porto? Cette cité, assise dans une position admirable, à quelques kilomètres de l'embouchure du Douro, réunit toutes les conditions favorables au développement commercial et industriel. Une vaste région très fertile l'avoisine, et son action s'étend jusque sur une partie des plateaux espagnols. Par son fleuve, elle est en communication directe avec les colonies et avec les pays qui sont les pourvoyeurs ordinaires ou les meilleurs clients du Portugal. Nous verrons bientôt que les habitants de Porto n'ont pas su profiter de ces avantages dans toute la mesure possible. La ville est bâtie sur la rive droite; sur la rive gauche, plus près de la mer, on aperçoit les entrepôts de Villa Nova de Gaya, où sont concentrées les expéditions maritimes; une belle et longue avenue relie la cité au nouveau port, dont nous reparlerons. Grâce à de bonnes routes et aux chemins de

fer, l'approvisionnement de la ville est facile, mais comme elle est entourée d'un double octroi, celui de l'État et celui de la municipalité, le prix de la vie est augmenté d'un bon tiers, sinon plus. Cependant il est moins élevé qu'à Lisbonne.

Au début du XIXe siècle, Porto ne comptait pas plus de 80.000 âmes. Vers 1850, elle avait atteint le chiffre de 100.000, nombre porté à 140.000 en 1880, et aujourd'hui à 172.000 environ. Porto a donc progressé grâce surtout au développement de son industrie, qui aurait pu être bien plus considérable si l'organisation de la race avait suffi à la tâche. La population est paisible et laborieuse; souvent les familles sont fort pauvres, et vivent dans des ruelles rendues malsaines par l'entassement, le défaut d'hygiène et l'humidité du climat. Ici encore l'éducation est faible, l'enfant manque facilement l'école, court la rue et mendie volontiers. Parmi la classe aisée, le type de l'enfant gâté est fréquent; les jeunes gens montrent un goût médiocre pour le travail soutenu et se portent volontiers vers les carrières libérales, vaguement pratiquées; on se retire tôt des affaires pour vivre de ses rentes, aussi est-il assez rare de voir le fils succéder au père à la tête d'une entreprise.

Ce médiocre régime social a permis aux gens du dehors de prendre une bonne partie du mouvement des affaires. Ainsi la métropole du nord a conservé le quasi-monopole du commerce des vins de son riche bassin; mais ce commerce est entre les mains d'un bon nombre de maisons anglaises, qui ont pris le plus large débouché, c'est-à-dire le marché anglais, ne laissant guère aux maisons portugaises et à la compagnie privilégiée que les colonies et le Brésil. Or, nous le savons, une race, qui se laisse facilement distancer dans le domaine du travail, ne saurait montrer une large aptitude à conduire ses affaires publiques.

La lourde tâche d'administrer cette grande cité incombe à une chambre composée de onze membres seulement qui font souvent de bonnes choses quand ils ne sont pas trop divisés par la politique. Mais cette organisation est bien insuffisante pour

gérer des intérêts aussi complexes. A côté de cette petite assemblée représentative, il existe à Porto une riche association industrielle et commerciale, qui s'est fait bâtir un véritable palais, à la fois Bourse, tribunal et école de commerce, centre de réunion, bibliothèque, etc. Mais cette association n'a qu'une médiocre activité et ne rend pas les services qu'on pourrait en attendre. Un exemple va nous montrer l'insuffisance de cette vie locale énervée par les défauts de l'organisation sociale de la race. Nous avons dit que l'estuaire du Douro n'est pas accessible aux navires à grand tirant d'eau, ce qui compromettait l'avenir de Porto. On réclamait donc un port en eau profonde. Mais, au lieu d'entreprendre eux-mêmes cette œuvre capitale, les gens de Porto ont préféré laisser l'État s'en charger. Un emplacement fut choisi à l'embouchure d'une petite rivière, située un peu au nord du Douro, et une maison française enferma entre la terre et deux digues en enrochements un morceau de mer de 80 hectares, dont 40 en fonds de plus de 8 mètres. Vingt-trois millions furent ainsi dépensés, puis on laissa l'affaire en suspens. On se rendit compte alors que le nouveau port, qui n'avait ni quais, ni entrepôts, ni outillage, se trouvait déjà insuffisant, que, du reste, il était peu sûr par les gros temps, et qu'en outre, le commerce était peu disposé à y transporter ses magasins, installés à Villa Nova. Enfin, le port n'était relié au réseau ferré que par un chemin de fer à voie étroite, sorte de boyau bien insuffisant. Il est certain que, si Porto avait su faire ses affaires elle-même, par sa propre initiative et ses seules forces, comme tant d'autres villes maritimes, le résultat eût été tout autre. Tel est l'effet d'une notoire insuffisance de la vie municipale; elle entraîne l'intervention nécessaire de l'État, et celui-ci fait médiocrement des choses qui ne sont pas naturellement de son ressort[1]. Ajoutons que, si les grands services publics fonctionnent depuis quelques années d'une façon digne d'une grande cité commerçante, ils laissent cependant apercevoir encore la même faiblesse. Ainsi, ce sont des sociétés étrangères qui, au cours des dix ou douze der-

1. L'une des digues, entamée par le flot, était percée d'outre en outre au printemps de 1909 et menacée d'une totale destruction, faute d'entretien régulier.

nières années, ont développé et complété l'installation du gaz, construit une station centrale d'électricité, creusé un réseau d'égouts, capté, amené et distribué les eaux d'un affluent supérieur du Douro. Une compagnie portugaise a établi de bons tramways électriques, initiative que nous notons avec plaisir. Il convient d'indiquer également que Porto possède quelques bons hôpitaux, hospices et asiles et que, ici comme à Lisbonne, la charité publique et privée rivalisent pour soulager les maux de la population ouvrière ; ce noble zèle ne peut malheureusement pourvoir à tout, ni surtout remplacer les ressources que fournirait une plus grande activité du travail. La criminalité est assez faible, grâce à la douceur du caractère national et à l'honnêteté traditionnelle de la population. En revanche, les mœurs sont trop souvent relachées, la séduction et l'abandon ne rencontrent ni la répression légale, ni la réprobation publique méritée par ces faits. La prostitution affecte des proportions regrettables. Le sentiment religieux est d'ailleurs très affaibli ici comme à Lisbonne, et la politique y sévit également, sous l'aspect d'un esprit frondeur qui tient plus à l'indiscipline des caractères, fruit d'une éducation faible, qu'à un véritable esprit public. Tout ceci appelle au plus haut degré l'attention des hommes réfléchis, car il en résulte un grave danger pour l'avenir de Porto, menacé par la concurrence victorieuse de la capitale.

Nous avons signalé à diverses reprises la tendance des municipalités à confier à des sociétés étrangères l'installation de leurs grands services : eau, gaz, électricité, etc. On relève déjà, cependant, une propension à prendre en régie directe ces exploitations, faisant ainsi ce que l'on a appelé, improprement d'ailleurs, du socialisme municipal. Ce procédé n'est pas sans danger dans un pays où la vie locale est si restreinte, et où les influences politiques sont si puissantes. A un autre point de vue. il est intéressant de savoir si, comme entrepreneurs industriels, les municipalités exercent un patronage meilleur que celui des particuliers. Un rapide précis monographique va nous renseigner à cet égard.

Antonio Abranches Machado, âgé de 37 ans, et sa femme, qui

en a 36, sont nés dans les environs de Coïmbra. Mariés depuis une quinzaine d'années, ils ont eu neuf enfants, dont quatre sont morts en bas âge; les cinq survivants ont de six mois à treize ans. Machado est serrurier de son métier, et il a travaillé d'abord comme tel chez divers patrons. Il y a quelques années, la municipalité, composée de sept membres et présidée par un professeur de la faculté de droit, homme entreprenant et énergique, décida d'exploiter en régie l'usine à gaz. La direction en fut confiée à un chimiste français, M. Ch. Lepierre, professeur à l'Ecole professionnelle, chef des travaux du laboratoire microbiologique de l'Université. Machado entra alors au service de cette usine, pour travailler aux installations nécessaires pour la distribution du gaz. Il gagne 500 r., ou 2 fr. 75 par journée de 10 heures, soit environ 825 fr. par an, pour un travail régulier de 300 jours. Sa femme emploie les quelques heures laissées libres par le ménage et les soins nécessités par les enfants, à des travaux de broderie, qui lui rapportent en moyenne 120 francs par an. La famille n'a pas d'autres ressources. L'aîné des enfants, Julio, est entré en apprentissage chez un ferblantier, qui lui donnera pendant la seconde année un petit salaire de 0 fr. 66 par jour. Ce sera déjà un appoint fort utile, montrant une fois de plus qu'une famille ouvrière réalise véritablement une épargne en élevant beaucoup d'enfants.

Ce ménage habite, dans la basse ville, un rez-de-chaussée composé d'une cuisine et de trois chambres, dont la plus vaste mesure 3 mètres de côté et 2m50 de hauteur de plafond. Ce pauvre logis ouvre sur une rue étroite, sombre, humide et malodorante. Le mobilier qui le garnit vaut à peine 40 milreis (220 fr.), linge et vêtements compris. Chacun possède un vêtement décent pour le dimanche; les habits de travail sont faits d'une simple cotonnade, et les enfants sont vêtus d'ordinaire, sommairement, au moyen des défroques données par des voisins plus aisés. L'ordre et la propreté laissent à désirer; sans l'habitude de blanchir périodiquement les maisons au lait de chaux, et la possibilité de vivre beaucoup au grand air, la population très concentrée de ce pays serait bientôt décimée par les

contagions. On peut dire que la plupart des familles ouvrières des villes sont incessamment guettées par la tuberculose, cela d'autant plus que leur alimentation est réduite au minimum. Les Machado vivent de soupe maigre, de pain de maïs, de légumes et de poisson salé; ils ne mangent de la viande qu'une fois par mois, et le père seul boit un peu de vin. Encore arrive-t-il souvent que la quantité d'aliments ne suffit pas pour contenter les appétits. Sous un climat plus rude, ce régime serait intenable; ici, il diminue tout au moins l'énergie musculaire et la force de résistance des individus.

Si étroit que soit son mode d'existence, cette famille ne peut guère équilibrer ses recettes et ses dépenses qu'en se privant. La nourriture lui coûte par an 670 francs, l'entretien 100 francs, le loyer aussi 100 francs; il faut ajouter environ 50 francs de frais divers dont 11 fr. 10 pour l'impôt direct; soit un peu plus de 900 francs. L'ouvrier ne dépense presque rien hors de chez lui et fume très peu. Tout besoin imprévu soulèverait un problème insoluble, si la caisse de l'usine ne consentait de petites avances, qu'elle récupère ensuite sur le salaire. Mais il faut alors économiser sur la nourriture, c'est-à-dire contracter alliance avec la faim, pour faire face à la nécessité.

Malgré tout, la santé moyenne des Machado, comme celle de leurs voisins, est plutôt bonne. Cela tient d'abord à la sélection opérée par la forte mortalité infantile [1], et ensuite à la rareté des tares héréditaires les plus dangereuses, comme la syphilis et l'alcoolisme.

L'ouvrier fait partie d'une société de secours mutuels à laquelle il a versé par petits acomptes un droit d'entrée de 7 fr. 80, et il paie 0 fr. 33 par semaine pour recevoir, en cas de maladie, 1 fr. 10 par jour et les soins médicaux. Les sociétés de secours mutuels de Coïmbra se sont groupées pour établir à frais communs une pharmacie qui leur fournit les médicaments à prix réduit.

Nous avons vu déjà que l'usine fait à ses ouvriers des avances

1. La ville de Coïmbra alloue de petits secours aux familles pauvres qui ont des enfants en bas âge.

remboursables. En outre, la municipalité a établi et subventionne à leur profit une caisse de retraite, à laquelle chacun verse l'équivalent d'une journée de travail par mois. Tout ouvrier municipal peut ainsi s'assurer à 60 ans une petite pension. C'est là un louable essai de patronage, mais le résultat est encore bien minime, car un bon nombre d'ouvriers, comme Machado, sont dans l'impossibilité de payer régulièrement la cotisation prévue. D'autres se méfient et hésitent à confier à l'administration un argent si difficile à économiser. Aussi, sur 60 ouvriers du gaz, 15 seulement étaient inscrits à la caisse en 1909.

On voit par cet exemple que la condition des ouvriers municipaux n'est pas sensiblement différente de celles de leurs camarades de l'industrie privée. Il ne saurait, du reste, en être autrement, car si les administrations publiques voulaient faire à leur personnel une situation exceptionnellement favorable, elles jetteraient sur le marché du travail, aux frais des contribuables, des éléments de revendications, de conflits, de troubles, très dangereux pour les intérêts privés, la paix des ateliers et même celle de la rue. Elles peuvent seulement essayer d'améliorer cette situation au moyen d'un patronage bienveillant et éclairé. Mais ce patronage collectif est nécessairement réglementaire, raide, peu apte à se plier aux besoins divers des familles. On voit par là quelles sont les complications et les difficultés de la régie directe des services industriels par les municipalités, ou par l'État lui-même, — nous en savons quelque chose en France. Ces inconvénients sont d'ailleurs d'autant plus sensibles, si les organismes de la vie publique, constitués d'une façon défectueuse, manquant d'une base solide, ne peuvent compter sur la collaboration active et désintéressée d'un bon nombre de citoyens instruits et indépendants.

V. — LE DISTRICT.

Le district est une simple division administrative et politique, interposée entre le pouvoir central et le *concelho*. Il facilite le

contrôle de la gestion municipale, surveille l'application des lois en général, et oriente d'une façon plus ou moins directe les opérations électorales. Sa circonscription est un simple démembrement de la province, laquelle n'est plus qu'un souvenir historique. Pour en fixer les limites, on s'est basé uniquement sur des motifs de commodité et de convenance administrative ou politique. Aussi, les districts sont-ils fort irréguliers comme étendue et comme population. Celui de Coïmbra, par exemple, compte 332.000 habitants répartis sur 3.900 kilomètres carrés. Un tel groupe de population ne peut manquer d'avoir des intérêts communs considérables et variés, parfois même opposés, à cause de la diversité des situations. Le district a la charge de la construction et de l'entretien de certaines routes; il doit aussi établir et gérer certains établissements publics : hospices, asiles, prisons, dépôts de mendicité, caisses de secours, etc.; il peut les subventionner quand ils sont à la charge des paroisses ou des concelhos. Pour couvrir ses dépenses, il ne dispose d'aucune ressource spéciale, il n'a point de budget particulier. C'est le Trésor public qui pourvoit aux frais nécessités par l'exécution des lois. Donc, si le district comporte une certaine autonomie administrative, ce n'est à aucun degré un organe de la vie locale proprement dite.

La gestion des affaires du district est confiée à un gouverneur civil, qui n'est pas un fonctionnaire de carrière, mais plutôt un homme politique, jouissant de la confiance du clan au pouvoir. On voit certains gouverneurs civils continuer, en outre de leurs fonctions, leur profession antérieure, celle de médecin par exemple. Chacun est assisté d'un suppléant, nommé dans les mêmes conditions et libre de suivre une carrière privée. Les gouverneurs sont d'ailleurs fort modestement rétribués, et ils ont auprès d'eux un secrétaire général de carrière qui est le véritable chef du service administratif. Ensuite vient l'auditeur de district, ordinairement pris dans la magistrature; il est juge administratif de première instance, et décide de même en matière électorale. Enfin, un comité de trois membres, élus par les chambres municipales, examine les comptes des communes rurales. La tutelle

des communes urbaines est exercée directement par le pouvoir central, représenté par le ministère de l'intérieur. Dans le district de Coïmbra, deux villes seulement : le chef-lieu et Figueira da Foz, petit port de la côte, sont dans ce cas. Le rôle du comité de district est donc purement administratif et consultatif. Ses décisions sont toujours commandées par une loi ou un règlement : c'est un auxiliaire du gouverneur civil et non pas une assemblée délibérante. Les citoyens sont donc sans influence sur les affaires du district, qui leur échappent entièrement. Ils n'ont ni à les gérer, ni à les contrôler.

En résumé, les affaires locales sont, en Portugal, placées sous la tutelle stricte et étroite du pouvoir central, qui a son agent jusque dans la plus petite paroisse, et presque partout dirige, administre, contrôle avec un paternalisme bienveillant. Là où, par hasard, quelques citoyens prennent intérêt aux affaires, comme cela se produit dans quelques villes, on les laisse aller tant qu'ils observent les règles minutieuses du code administratif. Mais, en règle générale, le citoyen n'agit pas. Dans les affaires locales, il est sans initiative, sans liberté d'action, et ne s'en soucie guère. Encore trouve-t-il le moyen de transporter sur cette scène si étroite, si morne, si peu active, les agitations de la politique de clan. Bien souvent les élections pour les chambres et juntes municipales donnent lieu à des compétitions qui n'ont rien à voir avec les intérêts locaux. On se préoccupe avant tout de conserver à tel ou tel clan politique une influence aussi large que possible, en vue des élections générales. Aussi bien des juntes sont-elles composées sans aucune considération pour les intérêts réels de la localité. Or, ne l'oublions pas, ce sont les libertés locales, exercées avec soin et conservées avec amour, qui constituent le fondement solide, essentiel, de la liberté politique. Mais les libertés locales ne sont vivaces que dans les pays où les particuliers sont formés par l'éducation à la pratique de l'indépendance personnelle et du travail productif. Ainsi, nous voyons reparaître partout les questions primordiales de l'éducation, c'est-à-dire de la formation du caractère et de l'organisation du travail, c'est-à-dire des moyens d'existence de chaque famille. En Portugal, où

l'éducation est insuffisante et le travail faiblement organisé, le gouvernement local est trop souvent abandonné par l'indifférence des citoyens à l'action du pouvoir central. Nous allons voir comment ce laisser-aller retentit sur la politique proprement dite, en compliquant la gestion de l'État, tout en réduisant à bien peu de chose le contrôle effectif de la nation[1].

1. On lira utilement, à titre de comparaison, l'excellent travail de M. P. Bureau, *Le paysan des fjords de Norvège* (seconde partie, la Vie collective, dans la *Science sociale*, 2e période.

III

LE GOUVERNEMENT ET LA POLITIQUE

Origines du pouvoir centralisé. — Les services publics et les finances. — Le régime des clans politiciens. — Les Chambres. — Condition de la Pairie. — Le Souverain. — L'Administration. — Cause essentielle des vices de l'organisme politique. — Post-scriptum.

I. — ORIGINES DU POUVOIR CENTRALISÉ.

L'organisation politique du Portugal a traversé, au cours des siècles, bien des péripéties. Cependant, elle présente au fond un caractère de réelle unité, en ce sens que, toujours, le pouvoir personnel a prévalu sur la liberté soit des particuliers, soit des circonscriptions locales.

On a cru longtemps qu'à ses débuts, la monarchie avait été basée sur le système électif. On racontait que les Cortès de Lamego de 1143 avait attribué aux représentants des trois ordres : clergé, noblesse, bourgeoisie, le pouvoir d'élire le souverain, de légiférer et de voter l'impôt. Mais des historiens compétents, comme Herculano et Gama Barros, ont démontré que les Cortès de Lamego n'ont jamais existé, pas plus que le régime électif. En réalité, la guerre étrangère et la guerre civile obligèrent dès le début le souverain à s'imposer par la force. La couronne fut et resta toujours héréditaire. Les Cortès, réunies à de longs intervalles et en des circonstances plus ou moins critiques.

n'exercèrent que bien rarement une influence appréciable. Le plus souvent, elles ne furent convoquées que pour couvrir d'une apparence de légalité des mesures fiscales rigoureuses. Dès l'époque du roi Diniz, l'une des plus grandes figures de l'histoire lusitanienne, l'absolutisme du pouvoir souverain était à peu près complet et consacré. Sans doute, cette autorité sans limites fut souvent discutée et combattue, mais ceux qui se posaient en adversaires du roi n'avaient nullement pour idéal la sauvegarde des libertés publiques. Nobles et prélats ne recherchaient, dans la révolte et les complots, que l'acquisition ou le développement d'une situation personnelle privilégiée. Les petites gens avaient à se plaindre d'eux plus encore que du pouvoir royal, et les sessions des Cortès sont remplies de l'écho de leurs doléances contre les exactions des puissants. Aussi, les périodes où la faiblesse du souverain permettait aux grands de ressaisir quelque autonomie, n'amenaient parmi la nation que l'indiscipline, le désordre et la guerre civile, non la liberté et la décentralisation.

La désorganisation et la corruption produites par les expéditions d'outre-mer, par l'exploitation abusive des colonies, par la domination espagnole, achevèrent d'ailleurs la ruine des dernières traditions d'autonomie locale, au moins dans toutes les parties accessibles du pays[1]. La noblesse devint une pépinière de soldats, de fonctionnaires, de courtisans, vivant des ressources du Trésor, ou dans la domesticité honorée de l'entourage royal. La bourgeoisie demeura affaiblie et sans influence. Le pouvoir absolu prit une forme définitive, régulière, bureaucratique, admirablement personnifiée par ce marquis de Pombal, qui fut si longtemps le maître du royaume.

Cependant, le triomphe de la bureaucratie autoritaire est toujours suivi de difficultés et de troubles, parce que, ainsi que nous l'avons déjà observé, il est impossible que des intérêts politiques étendus et compliqués soient gérés avec un succès

1. Nous avons montré comment les gens du Tras os Montes avaient su conserver jusqu'à l'époque actuelle une réelle autonomie, grâce aux circonstances particulières du lieu et du travail.

complet et prolongé par des organes centralisés. La chute de Pombal laissa le pays dans une situation extrêmement fâcheuse. La nation n'avait plus aucune action normale sur le gouvernement, entièrement livré aux intrigues de cour, au caprice personnel et aux abus des factions. Peu après, les convulsions politiques de l'époque révolutionnaire et impériale compliquent encore cette situation. Le Brésil se sépare. La famille royale se divise en deux branches ennemies qui, ayant chacune son clan, se disputent le trône. Après bien des intrigues, bien des violences et bien des misères, la branche miguéliste ayant renoncé à continuer une lutte fatale à la prospérité du pays, la guerre civile prit fin, et, depuis 1834, la paix intérieure n'a plus été troublée que par quelques émeutes locales sans durée.

Est-ce à dire que l'existence politique du Portugal s'est écoulée depuis lors dans une paix régulière et féconde? Non, malheureusement. Les anciens, clans rangés autrefois derrière les chefs des deux branches de la maison de Bragance, et toujours prêts à prendre les armes, ont fait place à des partis politiques moins belliqueux, mais tout aussi ardents à se disputer le pouvoir et à en abuser. La charte de 1826, remaniée ou modifiée à diverses reprises de 1852 à 1896, a été inspirée par celle de l'Angleterre, comme presque toutes les constitutions occidentales [1]. En adoptant les éléments essentiels du régime politique anglais, les hommes d'État du continent ont prouvé généralement qu'ils ne le comprenaient pas. Ils n'ont pas su voir, en effet, que ce régime reposait sur deux bases nécessaires : 1° une tradition longue et forte unissant les institutions politiques de la manière la plus étroite à l'évolution sociale de la nation britannique; 2° des libertés locales très étendues par lesquelles l'esprit public a été formé, éclairé, développé de génération en génération. Comme tant d'autres pays, le Portugal n'avait ni forte organisation de la vie privée,

1. Les Portugais ont pris pour modèles immédiats les constitutions du Brésil et de l'Espagne. Mais toujours, sous l'abondance verbeuse des textes, on retrouve le même esprit emprunté à l'Angleterre, accommodé dans l'application au régime social de chaque peuple, et, par conséquent, défiguré dans la plupart des cas.

ni traditions politiques, ni libertés locales, ni esprit public. C'est pourquoi le parlementarisme anglais ne pouvait donner là que de médiocres résultats. Demandons-nous ce qu'ils ont été effectivement.

II. — LES SERVICES PUBLICS ET LES FINANCES.

Pour apprécier la valeur d'un régime gouvernemental, on trouve deux échelles de comparaison très précises : d'abord dans les œuvres d'utilité publique qu'il a créées, et ensuite dans l'état de ses finances. Les premières témoignent de la valeur pratique de son action; les secondes de l'habileté, de l'intégrité et de la prévoyance de sa gestion. Au cours de cette étude, nous avons eu l'occasion de constater bien des fois que le pouvoir central n'avait réalisé que dans une bien faible proportion les entreprises d'utilité publique réclamées par les nécessités modernes. Il est indéniable qu'à ce point de vue la situation du Portugal est inférieure à ce qu'elle pourrait être. Les moyens de communication sont encore très restreints. Les forces naturelles sont presque totalement négligées. L'instruction publique reste manifestement insuffisante à tous les degrés. L'outillage militaire est faible. Les colonies sont pour la plupart fort peu développées. En un mot, les forces nationales sont loin de trouver dans le gouvernement l'auxiliaire vigilant et actif, qu'il devrait être. Il serait d'ailleurs injuste de méconnaître ce qui a été accompli depuis un demi-siècle dans l'intérêt commun. Nous avons signalé, chemin faisant, les progrès réalisés dans la vicinalité, les chemins de fer, les ports, les écoles, etc.; dans les colonies même on a fait quelques tentatives sérieuses pour favoriser les exploitations des richesses naturelles. Mais il est établi qu'en toutes choses le résultat est resté bien au-dessous des besoins du pays et des sacrifices qui lui ont été imposés. Aussi, en étudiant en toute bonne foi cette nation sympathique, l'observateur ne peut se défendre d'un profond sentiment de tristesse en constatant le retard considérable qui la laisse en arrière

des peuples du nord, au triple point de vue de l'activité économique, de l'outillage général et de l'organisation politique. Évidemment, la principale cause de ce retard, c'est la désorganisation sociale dont nous avons relevé tant de fois les symptômes. Il en résulte une insuffisance notoire de la race dans la conduite de sa vie privée, spécialement du travail; de là découlent tout naturellement, d'un côté, le retard économique, de l'autre, le désordre politique. Dans ces conditions, et en dépit des bonnes volontés fréquentes, des dépenses considérables, le gouvernement ne réussit pas à remplir pleinement sa fonction. Il est à la fois trop chargé d'attributions de détail, et mal contrôlé.

L'état des finances du Portugal n'est pas plus satisfaisant que celui des œuvres d'utilité publique. Depuis des siècles, l'ordre et l'économie ont été, en général, le moindre souci du gouvernement portugais. Tant qu'il eut à sa disposition les trésors si aveuglément arrachés aux colonies, il dépensa au hasard et sans compter. Lorsqu'il eut perdu ses sources principales de revenu, le gaspillage continua, mais cette fois aux dépens de la nation elle-même. Après la terrible crise qui dura pendant tout le premier tiers du XIXe siècle, la situation du Trésor fut très critique, car le pays, abandonné et presque ruiné, ne pouvait payer que des impôts très faibles, alors qu'il supportait déjà une dette assez lourde. Depuis lors, sans marcher à souhait, les choses se sont améliorées.

La nation a réussi à payer des impôts élevés, et comme le chiffre de la population a grossi considérablement, le revenu public a crû en proportion. Mais, comme le remarque M. Anselmo Vieira dans un très bon ouvrage[1], si les recettes du Trésor ont augmenté d'après une progression arithmétique, les dépenses ont suivi une progression géométrique.

Depuis plus de cinquante ans, le budget de l'État n'a pour ainsi dire jamais connu l'équilibre. A de rares exceptions près, chaque compte annuel s'est soldé en déficit, et l'insuffisance a

1. *A Questão fiscal e as Finanças Portuguezas*. Lisbonne, 1905, 1 vol. in-8°.

généralement dépassé 25 p. 100 des recettes en moyenne. Dans un rapport présenté à la Chambre des députés en 1897, un membre de cette assemblée évaluait le total des insuffisances pour la période 1851-1896, soit en tout quarante-cinq ans, à une somme de près de 280 millions de milreis, ou environ 1 milliard 350 millions de francs, qu'il avait fallu demander au crédit. En 1892, la situation se trouva si désespérée, que le gouvernement ne vit pas d'autre moyen d'alléger ses charges que de réduire arbitrairement de 30 p. 100 l'intérêt de sa dette. En outre, il imposa aux fonctionnaires publics une taxe extraordinaire sur le montant de leurs traitements et créa toute une série d'impôts nouveaux, dans le but de procurer au budget cet équilibre toujours rêvé, jamais atteint. Malgré de si lourds sacrifices, le gouffre est resté ouvert; d'année en année il se creuse davantage, les découverts s'accumulent, la dette flottante grossit, et le danger grandit avec elle[1]. En 1890, le Trésor avait une dette consolidée de 575 millions de milreis (3.165 millions de francs). En 1907, malgré la réduction forcée de 1892, le chiffre du passif était de 722 millions de milreis (tout près de 4 milliards). En outre, la dette flottante approchait de 400 millions de francs[2].

En comparant le mouvement de la dette portugaise avec celui des engagements des autres pays, on trouverait, en général, une grande différence[3]. Cependant ces pays ont réalisé des travaux ou des réformes considérables, certains ont eu à supporter des guerres longues et onéreuses. Le Portugal, au contraire, n'a traversé depuis 50 ans aucun conflit grave; son effort inté-

1. En 1907, on a essayé de renforcer le contrôle administratif en le confiant au directeur de la comptabilité, qui doit confronter les crédits avant d'autoriser les ordonnancements. Cette mesure partielle est bien insuffisante. L'exercice court du 1er juillet au 30 juin, avec règlement immédiat.

2. En 1851, la dette consolidée s'élevait à 450 millions de francs environ.

3. Montant actuel de la dette de quelques petits États :

Belgique, 3.400 millions;
Pays-Bas, 2.300 millions;
Suède, 515 millions;
Danemark, 370 millions.

Tous ces États ont un actif qui, parfois, dépasse le montant de leur passif.

rieur est resté médiocre. Or, il a dépensé au delà de ses ressources et contracté une dette énorme. La conclusion qui s'impose est que les finances du pays n'ont pas été administrées avec la sagesse et l'économie nécessaires. Les besoins étaient grands, sans doute. Mais ils n'ont été satisfaits que très imparfaitement, et l'argent a disparu tout de même par mille fissures secrètes. La pire chose, peut-être, c'est que, pour satisfaire à l'insuffisance continuelle du Trésor, on a créé une fiscalité excessive qui agit comme une sorte de frein énergiquement opposé au mouvement économique de la nation. Les comptes publics énumèrent une quantité incroyable de taxes, qui frappent la production et la consommation dans tous leurs actes, pour arriver le plus souvent à de maigres recettes, grevées de frais de perception énormes. Les visites à l'entrée des villes, le contrôle permanent dans les fabriques, les monopoles, constituent pour la fabrication, la culture, la circulation, des obstacles dont on ne peut mesurer l'effet déprimant qu'en étudiant les choses de près.

Par ces procédés arriérés jusqu'à l'aveuglement on obtient de cette population pauvre, en moyenne, une somme de 275 millions de francs, dont 165 millions par les impôts indirects. La Hollande, pays très riche, ne demande guère à l'impôt que 330 millions de francs, dont 160 millions par l'impôt indirect; c'est dire que ce pays, dont la consommation est considérable, suit une politique financière exactement contraire à celle du Portugal; il évite avec le plus grand soin de contrarier l'activité de la production et de la consommation. La Hollande est un pays prospère; le Portugal est un pays dans un état permanent de crise.

III. — LE RÉGIME DES CLANS POLITIQUES; LES CHAMBRES.

La cause première de ce désordre chronique, c'est l'inertie des citoyens, ou plutôt leur soumission aveugle au régime du clan politique. Dans un pays où les libertés locales n'existent

pas, et où par conséquent tout se reporte vers le centre, c'est-à-dire vers le gouvernement, la conquête de celui-ci apporte un prestige, un pouvoir et des profits qui ne peuvent manquer de séduire un certain nombre d'hommes parmi les plus hardis, les plus intrigants, ou les plus avides. Ceux-ci forment des clans pour la conquête de l'autorité politique, attirent à eux des hommes loyaux et sincères dont ils exploitent la réputation, et embrigadent les électeurs par tous les moyens possibles. Nous avons eu l'occasion de citer quelques exemples frappants du système de recrutement des clans politiques en Portugal. Il faut bien se garder de confondre de pareilles associations, fruit de l'intrigue, de la faveur ou de l'intimidation, avec les partis qui se constituent dans les pays libres sous l'influence des mouvements réfléchis de l'opinion. Dans le premier cas, l'électeur est un simple instrument; dans le second, il exerce une action personnelle dans un sens qui lui est indiqué par son propre choix. Il en résulte que le clan est dirigé de façon à servir principalement des intérêts particuliers, alors que le parti est dirigé avant tout par le souci des intérêts nationaux.

Actuellement, les clans politiques sont nombreux en Portugal[1]. Autrefois, il n'en existait guère que deux, dénommés l'un progressiste, l'autre régénérateur. Bel exemple de la piperie des mots, car les faits prouvent que ces deux clans, qui se sont succédé aux pouvoirs durant de longues années, n'ont procuré au pays, au lieu de progrès et de régénération, que le déficit, les dettes, la fiscalité excessive, l'inquiétude, et parfois le désordre. Il ne pouvait en être autrement, car chaque clan, pour se maintenir au pouvoir durant un certain temps, devait procurer à ses partisans des faveurs, des emplois, des avantages de toute sorte. Après une certaine période, les abus devenaient si criants que, pour en atténuer le scandale, il fallait passer la main à l'autre clan. On a voulu comparer le système de rotation des clans portugais à l'évolution des grands partis historiques anglais. Est-il besoin de dire que les deux choses ne présentent

1. On ne doit pas oublier que ceci a été écrit au cours du printemps de 1910. Nous nous expliquerons tout à l'heure sur la suite des événements

qu'une apparence de similitude? Le *rotatisme* est un misérable expédient imaginé pour satisfaire des ambitions ou des avidités personnelles[1]. L'évolution des partis anglais résulte de grands mouvements d'opinion, basés sur des intérêts nationaux de premier ordre. Entre ces deux termes il y a tout un monde.

Aujourd'hui, les deux groupes anciens se sont plus ou moins morcelés, donnant naissance à des clans secondaires, entre lesquels des coalitions se forment et se défont avec une singulière facilité, selon les convenances et la tactique de leurs chefs. Il en résulte une incertitude plus grande que jamais dans la direction des affaires, puisque, avec le régime parlementaire, un chef de clan peut, par ambition ou par simple rancune personnelle, provoquer à l'improviste la chute d'un ministère. C'est par l'effet des appétits et des besoins de ces clans, de leurs rivalités et de leur jeu de bascule, que le Portugal a été réduit à la faillite, accablé sous le poids d'une fiscalité absurde et maintenu dans une pénible situation d'abandon et de retard, dont il ne peut encore arriver à sortir en dépit des efforts et des sacrifices de quelques hommes de cœur. Le dévouement d'une minorité d'hommes politiques ne saurait en effet tenir lieu de l'action régulière et ordonnée de la masse des citoyens. Nous revenons donc toujours au même point, à la même constatation fondamentale que nous ne devons pas nous lasser de répéter : rien ne peut remplacer, en politique comme en toute autre chose, l'initiative et la coopération des particuliers, exercées à tous les degrés, dans toutes les subdivisions de l'organisme national. Une des conséquences les plus singulières et les plus néfastes de ce régime, c'est la prédominance presque continuelle d'un pouvoir anonyme et irresponsable, qui souvent dirige d'une façon indirecte, mais effective, toute la politique du gouvernement. Cela vient de ce que le chef du clan d'opposition, lorsqu'il est habile, expérimenté, rompu à l'intrigue, est générale-

1. L'affaire du Crédit foncier portugais, institution privilégiée, qui s'est écroulée récemment, est un bon exemple des effets du rotatisme. Les chefs de clan s'en réservaient la direction pendant leurs périodes de disponibilité, et se la repassait successivement, comme un simple portefeuille ministériel. Ce régime a amené la ruine de l'établissement, et il ne pouvait en être autrement.

ment toujours maître, au moins dans une très grande mesure, du sort du cabinet. Par ses manœuvres, ses combinaisons, ses alliances, il peut à chaque instant faire choir le ministère dans quelque traquenard imprévu. Il faut donc le ménager, lui accorder au moins une part de ce qu'il demande, conserver ses créatures, tenir compte de son opposition, en un mot composer jour par jour avec lui. Ainsi, même hors du pouvoir, un clan réussit encore à pressurer l'État par des moyens détournés. Ce despotisme hypocrite ne frappe pas les regards, la masse du peuple ne le soupçonne même pas, et il est ainsi toléré, accepté, avec toutes ses conséquences à la fois avilissantes et ruineuses. En fait, ce régime est celui de la souveraineté arbitraire, oppressive du clan, mais non pas de la nation.

On comprend aisément que, dans ces conditions, une Chambre soit impuissante à gérer avec suite, prudence, économie et succès les affaires du pays. Elle est forcément composée, en grande partie, de purs politiciens, beaucoup plus dévoués aux intérêts égoïstes de leur clan qu'au bien public. La compétence lui fait défaut, parce que les sièges sont distribués selon la convenance des chefs de clans qui recherchent des partisans dévoués plutôt que des législateurs capables. Dans une telle assemblée, le meilleur du temps est pris par des discussions stériles, engendrées par des compétitions personnelles; l'intérêt national est ainsi relégué au second plan.

A côté de la Chambre des députés, la constitution avait placé une Chambre des pairs destinée à lui servir de contrepoids. Dans ce but, on l'avait composée d'hommes pris parmi les plus nobles, les plus éminents en dignité ou en savoir, les plus riches. Elle comprenait des membres héréditaires [1], 13 prélats, des membres nommés à vie par le roi et pris en partie parmi la classe la plus imposée. Il semble qu'une assemblée si qualifiée eût dû jouir d'un grand prestige et d'une haute autorité. En réalité, la Chambre des pairs était impuissante et ne jouait qu'un rôle effacé. Cela est une conséquence toute naturelle des faits

1. L'hérédité a été abolie, en 1885, par une loi qui respectait le droit des héritiers déjà nés. On sait que la Chambre des pairs a été supprimée par le nouveau régime.

sociaux que nous connaissons bien. Pour remplir utilement sa fonction politique, le pair du royaume doit tirer principalement son autorité de l'importance de son action sur la vie privée. C'est la direction du travail, non pas le titre honorifique, la fonction ou la fortune qui font le véritable pair. La nomination royale elle-même n'est qu'une investiture officielle; si elle est donnée à un homme sans influence sociale réelle, elle confère une dignité personnelle sans portée utile, ou à peu près. La Chambre haute n'est alors qu'un salon politique, généralement peu fréquenté, où l'on vient à certains jours discuter ou disserter sans conviction sur des affaires dont on ne se sent pas maître. C'est ainsi que la pairie portugaise a assisté en spectatrice à la tragi-comédie qui se jouait sous ses yeux, sans pouvoir en modifier l'intrigue ni le dénouement. Et il en sera ainsi pour toute seconde Chambre dont les membres resteront à l'écart de cequi est le fond et le principal de la vie nationale :le travail agricole, industriel ou commercial.

IV. — LE SOUVERAIN ET L'ADMINISTRATION.

Quant au souverain, la constitution énumérait longuement toutes ses attributions, qui étaient en théorie variées et importantes. Pratiquement sa fonction était réduite à celle d'un auguste dignitaire qui accomplit avec décorum des gestes convenus et réglés à l'avance. Mais tout était arrangé pour que, en dehors de ce rôle pompeux, il n'exerçât aucune autorité effective, susceptible de traverser ou de gêner les combinaisons des politiciens. En effet, il était le chef attitré du pouvoir exécutif, mais la responsabilité ministérielle veut que la fonction soit exercée réellement par le président du conseil; c'était au roi de nommer le premier ministre, mais son choix était influencé par la volonté des partis; il était pourvu du droit de veto à l'égard des décisions des Chambres, mais en l'exerçant, il risquait de soulever des conflits singulièrement dangereux pour son trône et même pour sa vie, car les clans ont montré à quels excès la fureur

peut les conduire quand leurs intérêts sont en jeu; le droit de dissolution de la Chambre des députés se heurtait aux mêmes risques, et, en outre, la forte organisation des clans leur permettait de braver cette menace; le droit de nomination des pairs n'avait qu'une faible portée pour les motifs que nous avons exposés tout à l'heure; il n'est jusqu'au droit de grâce lui-même, ce noble et généreux attribut de la souveraineté, qui ne fût plus ou moins défiguré par les exigences de la politique de clan. Le roi était encore chef de l'armée; nous avons constaté que cet instrument national par excellence est faussé dans sa formation même par la faveur et le privilège [1]; ajoutons que, pour soustraire le plus possible le commandement au poison de l'intrigue et du passe-droit, il a fallu le soumettre à un procédé d'avancement exclusivement mécanique, dans lequel l'âge est tout, le mérite rien. On voit par ces brèves indications que la prérogative royale n'était guère qu'une façade majestueuse destinée à masquer une réalité bien étroite. En fait, le souverain pouvait aisément faire beaucoup de mal en profitant des intrigues politiques pour servir ses passions ou ses intérêts personnels; mais quand il voulait mettre son intelligence et son activité au service des intérêts nationaux, il se heurtait aux méfiances, aux jalousies, aux craintes, aux appétits égoïstes; il se sentait environné d'intrigues, et il ne tardait guère à constater son impuissance. En d'autres termes, il était placé dans les mêmes conditions que si la nation était en état de se gouverner elle-même. Mais comme, en réalité, ce sont les clans qui gouvernent, la situation était parfaitement illogique et irrégulière. Les choses eussent marché autrement, si le souverain avait trouvé dans le pays une classe d'hommes rompus aux affaires par les occupations de la vie privée et par la direction des assemblées locales, dégagés de l'esprit de clan et disposés à seconder toute initiative, tout effort, propres à servir l'intérêt supérieur de la patrie. C'est ce groupement qu'il s'agit encore de constituer peu à peu avec les éléments les plus actifs et les plus sains de toutes les classes. Mais, pour cela, il faut

1. Un grand nombre d'exemptions de service sont obtenues par l'intervention des agents électoraux, en général sous le prétexte d'incapacité physique.

connaître et comprendre dans ses détails l'organisation sociale de la nation, ainsi que les lois naturelles auxquelles toute société est soumise.

C'est là du reste d'une façon générale le seul remède efficace que les bons citoyens puissent apporter à cette situation incertaine et périlleuse. Beaucoup de Portugais mettent leur espoir soit dans quelque réforme constitutionnelle plus ou moins définie, soit dans l'intervention d'un homme providentiel. Leur erreur est grande, et leur attente vaine. Après tout ce que nous avons exposé, il est clair que le pitoyable état des affaires publiques provient avant tout de la mauvaise organisation des affaires privées. Une classe dirigeante qui ne conduit ni le travail, ni les affaires locales, restera à jamais impuissante à mener, à contrôler le pouvoir central. Celui-ci demeurera toujours dans la dépendance des politiciens de métiers, les seuls qui soient suffisamment hardis, et dénués de scrupules pour pétrir la pâte électorale, ourdir les intrigues, employer la faveur injuste, dilapider sans pudeur les ressources publiques. Dans un pays où le petit électeur est livré à lui-même, jamais les gens corrects et honnêtes ne pourront rivaliser avec les hommes de clan, avec les politiciens professionnels. Toujours ceux-ci resteront maîtres de la situation, et toujours ils en abuseront. Cela n'est pas prouvé seulement par les circonstances de l'évolution portugaise, mais par l'expérience de beaucoup d'autres peuples. Et pourtant on ne veut pas voir ce fait capital qui crève les yeux de l'observateur le moins averti. Pourquoi cela? Parce que, s'il est très aisé de clabauder dans les cafés, de discutailler dans les salons, de faire des discours et d'écrire dans les journaux, on trouve quelque difficulté à reprendre en sous-œuvre un édifice social ébranlé, crevassé, replâtré, pour en faire une bonne maison, fondée sur le travail et la gestion directe des intérêts locaux, c'est-à-dire sur une vie privée forte et productive, d'une part, et de l'autre sur la vraie liberté. Il faut cependant bien se pénétrer de cette vérité capitale, que ni un clan ni un homme, eût-il le génie et l'autorité d'un Pombal, ne pourront jamais rétablir en Portugal, de façon durable, le bon

ordre dans la gestion gouvernementale, l'économie dans les finances, le sentiment de l'ordre et de la sécurité dans les esprits[1]. Ce progrès si désirable ne sera obtenu que par une réforme sociale, ramenant le propriétaire vers la direction du travail agricole, le bourgeois urbain vers les carrières lucratives, rendant à chacun sa vraie place, permettant l'extension du rôle de la commune et du district, réduisant au contraire celui de l'État et par cela même des politiciens, créant une classe nombreuse de patrons du travail, bien préparés et bien placés pour encadrer naturellement et guider la masse de la nation, au lieu de l'abandonner à des influences artificielles et déprimantes. En d'autres termes, il faut absolument que le travail et l'administration locale soient d'abord bien organisés, et la réforme politique viendra par surcroît, comme une conséquence naturelle et forcée de la réforme sociale.

Si on prétend mettre la charrue avant les bœufs, et reconstituer la situation politique avant celle de la vie privée et des institutions locales, si on prétend lutter contre les abus et les bassesses de la politique par la politique elle-même, l'échec est inévitable. Encore une fois jamais, dans cette arène, les hommes droits et probes, naturellement soucieux de leur réputation, ne pourront prévaloir contre les intrigants et les ambitieux qui font métier de la politique. Toujours les premiers seront roulés et écartés par les seconds, dont l'audace n'est contenue par aucune borne. On verra échouer successivement toutes les tentatives futures, comme ont échoué toutes les expériences du passé. Les ministres honnêtes, combattus dans l'ombre, joués, trahis, dénoncés, menacés, se retireront les uns après les autres, découragés, écœurés, indignés par les procédés, les exigences, les appétits dont ils sont assiégés. Comment en effet un honnête homme pourrait-il se résigner à n'être que l'homme de paille, l'instrument docile d'un chef de clan, caché dans la coulisse comme une araignée tapie au centre de sa toile. Et si le ministre

[1] Rappelons que la dictature a été appliquée à bien des reprises en Portugal depuis un siècle, et cela souvent par des hommes honnêtes et capables. En est-on plus avancé aujourd'hui ?

est lui-même un chef de clan, ou bien il livrera le pays à l'exploitation éhontée de ses fidèles, ou bien il ne tardera pas à comprendre qu'il ne joue pas bien son rôle de politicien; abandonné par ses propres troupes, il tombera à plat. Ne craignons pas d'insister encore sur ce fait capital : le gouvernement central est un mécanisme auxiliaire, qui tire son mouvement et sa force du moteur social constitué par la vie privée. Si ce moteur est sans régularité et sans énergie, le gouvernement sera lui aussi irrégulier et peu efficace. C'est là une loi inéluctable qui ne souffre ni tempéraments ni exceptions. On ne changera jamais cette règle inflexible, mais on peut se changer soi-même pour se mettre en mesure de l'observer le mieux possible. Comment opérer cette transformation salutaire? Nous essaierons de le dire brièvement dans la conclusion qui terminera cette étude.

Il nous est impossible d'entrer ici dans le détail de l'organisation administrative du Portugal, qui n'est pas sans présenter certaines particularités intéressantes et quelques dispositions ingénieuses. D'ailleurs, ce qui nous touche le plus, c'est le fonctionnement général du mécanisme. Nous constatons à ce point de vue deux faits qui sont très significatifs. En premier lieu, les fonctions administratives sont fort recherchées, et ce phénomène n'a rien qui puisse surprendre dans un pays où le travail lucratif n'offre qu'une activité restreinte, et où l'éducation prépare assez mal les jeunes gens aux carrières indépendantes. En second lieu, ces emplois publics si désirés sont cependant maigrement rétribués. Aussi, les fonctionnaires s'ingénient pour la plupart, afin de compléter leur budget, à cumuler des occupations diverses et plusieurs traitements. Ainsi, beaucoup d'employés de l'Etat sont en même temps professeurs, journalistes, avocats, etc., etc. Comme l'avancement est extrêmement lent dans l'armée et dans la marine, bien des officiers obtiennent l'autorisation d'accepter un emploi civil tout en gardant au moins une partie de leur solde. Ce système est fort défectueux, car peu de fonctionnaires se sentent à leur vraie place et fournissent un effort régulier. Ici, comme partout, ce n'est pas l'intelligence qui manque, mais plutôt le bon ordre, l'application régulière, la compétence tech-

nique et aussi la sécurité et l'indépendance, car la politique est derrière toutes les portes, avec son cortège de sollicitations, d'exigences, de faveurs et d'injustices. Il serait inéquitable de dire que l'administration portugaise est mauvaise ; mais elle souffre du malaise général qui engourdit le corps social tout entier ; recrutée d'une façon assez arbitraire, pourvue d'une compétence moyenne plutôt médiocre, chichement payée, elle fait petitement son devoir, et il serait difficile, dans de pareilles conditions, de lui demander davantage. Le contrôle administratif paraît d'ailleurs être assez superficiel, si bien que, dans la plupart des cas, le régime du laisser aller et du laisser faire préside un peu trop à la marche des services. Quelques bureaux cependant fournissent un bon travail, parce qu'ils ont à leur tête des chefs actifs et expérimentés. Cela suffit pour montrer qu'il serait facile de constituer dans ce pays une administration excellente, si les agents, soustraits aux influences politiques, étaient, d'une façon générale, mieux préparés, mieux choisis, mieux payés et mieux contrôlés.

*
* *

En relisant les épreuves de ce chapitre, nous sentons la nécessité d'y ajouter un post-scriptum, pour essayer de résoudre cette question : quels seront, sur la situation que nous venons de décrire, les effets de la révolution du 5 octobre?

Le lecteur sait maintenant à quel point le régime politique a été rendu à la fois instable et oppressif par le rotatisme des clans. Ce système misérable a répandu partout le scepticisme et le découragement ; il a fait disparaître des esprits toute confiance dans le gouvernement, tout respect pour des institutions désorganisées par la corruption et l'abus. Le peuple, qui n'est pas habitué à compter sur lui-même, n'attendait plus rien d'un régime faussé, usé par ses propres erreurs. La jeunesse et l'inexpérience de D. Manuel II lui apportaient une cause de découragement de plus. On attribuait d'ailleurs à des influences de cour, cependant très superficielles, le trouble résultant de l'insuffisance profonde de l'état social. Aussi a-t-il suffi d'un

bien petit effort pour renverser le régime monarchique et évincer un souverain dont le seul tort réside dans ce fait qu'il s'est assis trop jeune sur un trône déjà vermoulu. Du reste, dans tout pays centralisé, il suffit de mettre la main, par un mouvement hardi, sur les administrations centrales, pour dominer le pays tout entier, quelle que soit l'opinion de la majorité. Cela s'est vu ailleurs qu'en Portugal.

Mais il ne suffit pas de changer une étiquette politique, ni même de remanier une constitution, pour rénover une nation. Socialement, le Portugal reste ce qu'il était avant le 5 octobre, et les mêmes causes ne tarderont pas à produire les mêmes effets. Les clans politiques vont changer d'enseigne, mais ils garderont leur personnel, passé instantanément et en masse du côté du plus fort. Ils conserveront aussi leurs appétits, leurs procédés, et le résultat sera le même. On verra seulement les violents et les exaltés prendre une place plus grande en augmentant le désordre et le péril. Ceux qui se font des illusions à cet égard risquent fort d'être cruellement détrompés. Tel est le motif pour lequel nous n'avons rien changé à notre texte[1].

1. Au moment de mettre sous presse, nous apprenons par les journaux que le gouvernement provisoire aurait l'intention de proposer la suppression du régime parlementaire (responsabilité du ministère devant les Chambres) et l'institution d'une présidence analogue à celle des États-Unis. En principe, l'idée est juste. Mais il est à craindre que, dans un pays centralisé, cette réforme n'aboutisse à la dictature. Or, l'expérience a prouvé maintes fois que la dictature, même si elle est intelligente, éclairée, intègre, suscite toujours la résistance et la révolte. Le régime politique des États-Unis réussit, parce que la nation sait se gouverner elle-même, et cela est une conséquence de son organisation privée. Il faudra trouver des garanties que la vie privée ne fournit pas, et ce n'est pas là chose facile. Quant à la législation improvisée en quelques semaines avec une ardeur plus généreuse que réfléchie, elle ne tardera pas à donner de cruels mécomptes. C'est avec regret, enfin, que nous avons vu les rancunes politiques prendre le dessus sous la forme d'agitation antireligieuse et de poursuites judiciaires. Le nouveau régime n'y gagnera rien.

IV

L'EXPANSION EXTÉRIEURE

Caractères de l'expansion ancienne du Portugal. — Son domaine colonial actuel. — L'émigration, ses causes et son but. — Le problème colonial en Portugal. — L'immigration étrangère.

I. — L'ANCIENNE COLONISATION PORTUGAISE ET SON DOMAINE ACTUEL.

Nous avons fait allusion déjà à l'expansion étonnante du peuple portugais à une certaine époque de son histoire [1]. Nous avons montré aussi les causes de cette poussée aventureuse vers des terres inconnues et lointaines. Parmi ces causes assez variées, la plus active résidait dans ce fait qu'un grand nombre de cadets de familles nobles, ne trouvant plus en Europe les moyens d'établissement dont ils avaient besoin, se portaient volontiers vers l'occasion qui se présentait de faire fortune par la conquête et la domination. Nous savons aussi que la politique coloniale d'autrefois ne fut qu'un système d'exploitation abusive par la guerre, la fiscalité et les monopoles commerciaux. Quoi qu'il en soit, les Portugais avaient réussi à constituer un empire colonial immense, réparti sur trois continents, sans parler des archipels et des îles. Le petit royaume lusitanien n'a pas pu conserver

1. V. sur ce point dans *La Science sociale*, année 1897, t. XXIV, deux articles dus à M. G. d'Azambuja.

intact son domaine colonial parce qu'il l'a dominé par la force, mais non pas réellement occupé, organisé et mis en valeur. Le Brésil même lui a échappé, parce que la tendance de la métropole était de l'exploiter par le privilège au profit d'une petite minorité de fonctionnaires, plutôt que de le gouverner dans l'intérêt propre de la colonie. Mais le Portugal a gardé de beaux débris de son empire. Voici, en effet, la liste de ses possessions actuelles :

En Afrique (îles du Cap-Vert, Guinée, îles de Saint-Thomé et du Prince, Angola, Mozambique). 2.070.000 kilomètres carrés, 6.500.000 habitants.

En Asie (Inde portugaise : Goa, Damão, Diu; île de Macao sur la côte de Chine; Timor et Kambing dans l'archipel australasien), 22.800 kilomètres carrés, 800.000 habitants.

Pour décrire ces possessions, il faudrait tout un volume. Il nous suffira de dire ici que, par leur étendue, la variété de leurs productions, leur distribution dans la zone chaude, les colonies portugaises présentent une valeur économique très considérable. On y trouve à la fois de vastes territoires colonisables même par le cultivateur européen, grâce à leur altitude [1]; des terrains propres aux cultures tropicales; des comptoirs voisins de contrées extrêmement populeuses; des ports de premier ordre. Il y a donc là tous les éléments d'une expansion active et prospère. Or, nous avons constaté que le Portugal envoie chaque année au dehors de nombreux émigrants, — environ 35.000 par an [2]. Vont-ils donc peupler les colonies portugaises? C'est ce que nous avons à examiner, mais auparavant il convient de résumer les données recueillies sur l'émigration au cours de ce travail, afin d'en bien préciser les causes et les effets.

1. Les Portugais ont, d'ailleurs, montré une remarquable aptitude à l'occupation et au peuplement des terres chaudes. Ils réussissent là où d'autres Européens sont promptement éliminés par le climat.

2. Avant 1904, la moyenne annuelle ne dépassait guère 20.000 personnes.

II. — L'ÉMIGRATION, SES CAUSES ET SON BUT.

A première vue, on peut être surpris de constater que tant de Portugais abandonnent leur pays[1], alors que celui-ci leur offre encore beaucoup de terres à défricher, à utiliser. Cela vient de la cause originelle qui pèse sur la condition sociale et économique du peuple portugais pour en faire une véritable Irlande méridionale. Le grand propriétaire absentéiste ne fait presque rien pour la terre ; c'est par exception que l'on cherche à la conquérir par la charrue ; le propriétaire ne veut pas faire les sacrifices nécessaires pour cela, et le petit paysan ne le peut pas, tant qu'il reste livré à lui-même. Voilà pourquoi la colonisation à l'intérieur ne fait que des progrès très lents, tandis qu'elle pourrait marcher à pas rapide si on le voulait bien, l'expérience l'a prouvé. En outre, le morcellement exagéré des exploitations maintient le paysan dans l'indigence et le pousse à aller chercher fortune ailleurs. Cette nécessité est accentuée par la fécondité des familles, d'où résulte un accroissement très prompt de la population. Ainsi, c'est la pauvreté, le manque de travail qui pousse le paysan ou l'ouvrier portugais à émigrer, et non pas l'esprit d'entreprise. En d'autres termes, le pays ne fournit qu'une émigration désorganisée et privée de moyens d'action. Cela est vrai au point que l'on voit un grand nombre de chefs de famille quitter momentanément leur foyer pour aller au loin tenter d'amasser un pécule en vue d'acquérir au retour une maison, un champ, ou de fonder un petit commerce. Beaucoup de jeunes hommes font de même pour aider leurs parents en leur envoyant le produit de leurs économies. Trois conséquences importantes résultent de ces faits : 1° Des émigrants partant sans ressources, isolés, avec l'idée d'un retour aussi prochain qne possible, ne peuvent aller n'importe

1. Si la France avait un aussi grand nombre d'émigrants, elle perdrait chaque année environ 200.000 personnes, au lieu de 10 à 12.000.

où. Ils se dirigeront forcément vers un pays en état de leur offrir immédiatement du travail et un salaire. 2° Leur fréquent esprit de retour les détourne, en général, de la fondation d'un établissement agricole définitif. Ce désir de revenir au pays vient de ce que beaucoup d'émigrants y laissent une femme et des enfants, ou bien consacrent leurs économies à acquérir ou à augmenter le bien de famille, dont ils tiennent à revendiquer leur part. 3° Le besoin d'un gain immédiat et le désir d'économiser pour envoyer de l'argent au pays les dirigent vers les métiers faciles, comme ceux de petits débitants, de petits artisans, de manouvriers, etc.

On doit comprendre après cela pourquoi les émigrants portugais ne se portent qu'en nombre restreint vers leurs propres colonies. Elles ne sont pas assez développées pour eux. Ils n'y rencontrent pas, sauf exception, la vie économique organisée dont ils ont besoin pour trouver à subsister. Ils se dirigent donc principalement vers certains pays étrangers plus avancés, plus capables de leur fournir du travail. Les uns vont aux Etats-Unis, spécialement en Californie, où ils retrouvent à peu près le climat de leur pays. Quelques-uns ont même réussi à s'y établir dans la culture fruitière. D'autres se dirigent vers l'Argentine, où on leur offre des salaires élevés. Mais c'est principalement au Brésil que vont les émigrants portugais. Ce pays est en voie de développement; on y parle leur langue; il y a là de grandes villes, de puissantes exploitations agricoles, quelques industries, qui offrent des occasions de placement et des chances de fortune. Les économies réalisées sont généralement envoyées en Portugal, où elles forment un précieux appoint et compensent en partie l'insuffisance de l'exportation nationale. Nous avons déjà signalé les effets indirects de ce phénomène économique, effets qui sont loin d'être tous favorables. Nous avons dit également combien l'instabilité de cette importation d'espèces ou de valeurs équivalentes est dangereuse. La meilleure façon d'y pourvoir serait de diriger l'émigration vers les colonies nationales. Mais, que peut-on tenter dans ce sens?

L'administration a fait déjà des sacrifices importants pour

faciliter le développement de certaines colonies, notamment en y construisant des ports et des chemins de fer. Ces travaux n'ont pas donné des résultats aussi heureux qu'on l'espérait. C'est qu'il ne suffit pas d'outiller plus ou moins une région pour y attirer des colons portugais. Puisque, dans leur pays même, ils ne réussissent pas à mettre en culture toutes les terres disponibles, et cela parce qu'ils manquent de direction, de patronage, comment le feraient-ils dans des contrées lointaines et encore vierges? Pour les attirer et les retenir, il faut non seulement des voies ferrées, mais encore un point d'appui qui leur permette de vivre, d'économiser, de préparer un établissement, et en outre, il est nécessaire que des débouchés soient ouverts à leurs produits. Tout cela ne peut être fait d'une façon normale, naturelle, que par des gens pourvus de moyens d'action et intéressés au succès de l'entreprise. On a essayé bien souvent de coloniser par des procédés administratifs. Partout où la tentative n'a pas échoué, elle a coûté extrêmement cher pour un résultat médiocre[1]. La colonisation libre n'a pas non plus toujours réussi; mais ces échecs ont été individuels, c'est-à-dire, plus limités, moins onéreux, tandis que ses résultats sont immenses. Du reste, le Portugal en a fait l'expérience. La petite île de Saint-Thomé, qui, grâce à des circonstances très favorables, a été librement colonisée, est de beaucoup, toutes proportions gardées, la plus florissante et la plus riche de toutes les possessions portugaises. S'il se trouvait des entrepreneurs capables et riches pour exploiter certaines parties de l'Afrique portugaise comme Saint-Thomé l'a été, le problème serait résolu. Mais nous savons que ce sont précisément les entrepreneurs qui manquent le plus. Aussi est-il malheureusement certain que les colonies ne se développeront que lentement tout en coûtant cher, à moins qu'une autre race plus prolifique encore et moins exigeante, comme les Hindous, les Chinois ou les Japonais, ne viennent s'y

1. On pourrait citer bien des exemples. Nous nous bornerons à rappeler celui des milliers de paysans envoyés par Choiseul en Guyane où ils périrent presque tous, celui des déboires coûteux de la colonisation officielle en Algérie, enfin celui de l'échec lamentable de la colonisation pénale en Nouvelle-Calédonie.

établir. Dans ce cas, la place ne tarderait pas à manquer pour les Portugais.

On voit par ces quelques indications combien est complexe le problème colonial que le Portugal devrait résoudre. La colonisation spontanée manque de chefs et d'argent; la colonisation administrative est ruineuse et son résultat médiocre; la colonisation pénitentière, à laquelle on a pensé, n'a jamais donné que des déceptions[1]. On ne peut donc fonder sur les colonies que de bien faibles espérances. Ajoutons que l'émigration portugaise n'exerce qu'une assez petite influence dans les pays vers lesquels elle se porte, parce qu'elle est composée presque exclusivement de petites gens sans instruction et sans capitaux. Le Portugal subit au contraire très fortement l'influence étrangère. D'abord, le retard général causé par son évolution historique l'oblige encore, malgré de réels progrès, à emprunter au dehors les éléments principaux de sa formation intellectuelle. C'est à la France surtout que ces emprunts sont faits, et il en résulte entre les deux pays une parenté spirituelle que les Français doivent s'attacher à conserver avec le plus grand soin. Ensuite, un nombre très appréciable d'étrangers instruits ont occupé ou occupent encore dans le royaume des situations importantes. Ce sont eux qui, avec des capitaux également étrangers, ont construit ou créé la plupart des grands ouvrages et des entreprises considérables dont le pays est actuellement pourvu. Au-dessous, 25.000 à 30.000 personnes appartenant à la classe ouvrière, Espagnols pour la plupart, travaillent dans les fabriques ou exercent de petits métiers. Beaucoup d'immigrés, venus des pays du nord ou du Brésil, font du commerce. C'est au total une masse de plus de 40.000 individus dont l'influence est très sensible, parce qu'ils représentent en moyenne un élément très actif ou très capable, dont les économies ou les bénéfices sont généralement exportés, avec les intérêts ou les

1. Ce dernier fait s'explique aisément si l'on pense que le colon le plus solide, le plus nécessaire est le cultivateur qui s'empare du sol, le féconde et s'y attache. Comment ferait-on de bons paysans avec des déclassés, des criminels dépravés, des escrocs récidivistes, etc. Si une colonisation malsaine donnait de bons résultats, ce serait un pur miracle.

dividendes des capitaux engagés dans le pays. Ces sorties ne sont pas sans action sur la situation financière défavorable du marché portugais, d'autant plus qu'il faut y ajouter les sommes importantes dépensées à l'étranger par les Portugais aisés.

Pour étudier en détail tous ces phénomènes et leurs répercussions, il faudrait bien des pages. Or, nous devons nous arrêter et conclure, en laissant à d'autres le soin d'approfondir chaque question par des observations minutieuses. Nous avons indiqué le chemin et démontré la puissance de la méthode analytique appliquée à l'examen des faits sociaux. Il est grandement désirable que l'attention des jeunes gens soit attirée vers l'étude objective des circonstances qui se déroulent autour d'eux, et qui sont encore, en général, si mal comprises, si faussement interprétées, si médiocrement dirigées. Le jour où cette étude sera généralisée et poussée comme elle le mérite, elle préparera, en éclairant les esprits, l'avènement d'un régime social nouveau, mieux en rapport avec les besoins de la vie contemporaine.

V

VUES D'AVENIR

L'évolution sociale actuelle. — Peut-on influencer cette évolution. — Quel sens faudrait-il lui donner. — Les moyens d'action, révélés par la science. — Procédés d'application. — Le rôle de l'initiative privée. — L'action publique. — L'idéal national.

I. — L'ÉVOLUTION SOCIALE ACTUELLE.

Bien que notre étude ait été rapide et résumée, elle contient assez de faits pour permettre de caractériser nettement le stade actuel de l'évolution sociale du Portugal. C'est un pays désorganisé, c'est-à-dire que l'éducation familiale n'y est pas conduite d'une façon générale par des traditions fortes, propres à donner au caractère d'un grand nombre d'individus une propension naturelle vers l'initiative, le travail productif, l'entreprise hardie, l'indépendance personnelle combinée avec l'esprit de discipline volontaire. Il en résulte que la jeunesse est en moyenne mal préparée aux exigences de la lutte pour la vie, qu'elle se laisse trop dominer par les circonstances et ne sait pas tirer suffisamment parti des moyens d'action dont elle dispose ; que la classe aisée est trop absorbée par la vie urbaine, par les carrières auxiliaires ou même par l'oisiveté. Dans ces conditions, le travail est forcément mal dirigé, la situation attardée et embarrassée, l'activité du pays plutôt faible. Enfin, l'insuffisance de la formation du particulier le rend incapable de constituer sur

une base libérale les groupements politiques et de gérer directement les intérêts locaux. Cette insuffisance a préparé le triomphe de la bureaucratie et la prédominance de celle-ci. En permettant de centraliser les ressources fiscales du pays, elle a provoqué la formation des clans politiques, qui ont surtout pour but d'exploiter la fortune publique au profit de certains intérêts personnels. Toutes ces circonstances s'enchaînent rigoureusement et se retrouvent dans le même ordre partout où la désorganisation du type social produit une éducation défectueuse. Il y a là une observation précise, faite sur bien des points différents, et facile à vérifier par une étude méthodique[1]. Il est donc permis d'en tirer une déduction scientifiquement démontrée, relativement à la cause première des troubles et des difficultés qui paralysent tant de peuples et répandent parmi eux des germes si actifs de misère, de démoralisation et d'agitation stérile. Cette cause première, ce n'est pas, comme on le prétend si souvent, le défaut d'instruction, ou la compression politique, ou la religion, ou le « capitalisme » ; tous ces faits ne sont eux-mêmes que des conséquences et des causes secondes. Ce qui domine tout, c'est l'éducation familiale, car elle prépare les caractères, imprime à la nation son type social, et par conséquent la dirige essentiellement dans ses actes et vers ses destinées. Il y a là une loi sociale clairement démontrée, qui peut se formuler ainsi : *l'Éducation fait la Formation sociale; celle-ci conduit le Travail, la Culture intellectuelle et la Politique.* Méconnue presque partout, surtout par ceux qui vivent de la politique, cette loi inéluctable se venge en laissant pénétrer jusqu'au cœur des sociétés contemporaines des ferments très actifs de corruption, de trouble et de décadence.

Tant que cette idée fondamentale ne sera pas largement vulgarisée et comprise, l'évolution des peuples restera livrée au hasard des circonstances, et exposée aux expériences aventureuses des administrateurs et des politiciens. Les premiers ont

1. On en trouvera la démonstration frappante dans notre ouvrage déjà cité : *La production, le travail et le problème social dans tous les pays*, etc., spécialement dans le tome Ier.

naturellement une tendance au paternalisme bureaucratique qui a pour résultat de diminuer encore la valeur propre et l'activité personnelle du particulier. Les seconds sont, non moins naturellement, conduits à courtiser la foule par les promesses et les faveurs, également démoralisantes, et à sacrifier la fortune publique à leurs intérêts électoraux. Il est donc bien évident qu'une nation ne peut compter, pour assurer son avenir, ni sur la tutelle des bureaux, quelle que soit du reste la valeur individuelle des fonctionnaires, ni sur les combinaisons législatives des politiciens, qui sont trop souvent inspirées par les préoccupations les plus étrangères à l'intérêt public ou entachées des erreurs les plus grossières. Le progrès véritable et durable ne peut sortir que des initiatives particulières, éclairées, soutenues, multipliées dans toutes les classes et dans toutes les directions. Or, pour susciter ces initiatives dans une mesure suffisante, il n'y a qu'un seul bon moyen : réformer l'éducation afin de préparer des générations mieux adaptées aux besoins de la vie moderne. Comment peut-on provoquer, conduire et généraliser une pareille réforme? Voilà le problème capital et angoissant de l'heure présente.

II. — LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION.

L'éducation n'est pas, comme on le croit trop souvent, une simple fonction d'enseignement théorique. Elle a pour but essentiel le dressage méthodique incessant de la volonté, et il doit commencer avec les premières manifestations de celle-ci, c'est-à-dire dès la petite enfance. Cela se comprend facilement, quand on réfléchit au lien étroit qui unit la pensée à l'action. Comme cela a été dit très justement, la pensée est un acte à l'état naissant. On doit donc guider la première pour que le second soit logique et utile. Livrée à elle-même, l'idée devient facilement un caprice, et engendre des actes irréfléchis, sans cause précise, sans liaison régulière. Il faut que ses manifestations soient commandées et réglées par une force intérieure, à la fois énergique,

disciplinée, éclairée. Cette force, c'est la volonté, appuyée d'une part sur la loi morale, et de l'autre sur l'instruction, c'est-à-dire sur la science. Or, la volonté constitue un élément de personnalité qui peut être dirigé et développé par l'effort continu, quotidien de l'éducation. C'est précisément parce que cet effort doit être ininterrompu, pratiqué et exercé dès le plus jeune âge, qu'il constitue essentiellement une fonction familiale. Cette fonction appartient au père comme à la mère, mais incombe plus directement à celle-ci, parce que son action sur l'enfant est la plus immédiate, la plus profonde, la plus prolongée [1]. La mère gouverne l'âme de l'enfant durant la période où cette âme est particulièrement malléable et, par conséquent, apte à recevoir des impressions et des directions, bonnes ou mauvaises. Ainsi, le secret de l'éducation consiste à bien diriger les âmes, c'est-à-dire à développer chez elles une volonté assez forte pour dominer la pensée, et par conséquent les actes qui en découlent. Ensuite les auxiliaires de l'éducation, c'est-à-dire la loi morale et l'instruction, donneront à la volonté les lumières nécessaires, soit pour discerner le juste de l'injuste, soit pour tirer le meilleur parti des ressources intellectuelles ou matérielles mises au service de notre activité.

L'éducation de la volonté nous apparaît donc comme la meilleure garantie de l'autonomie et de la liberté personnelles. L'individu sans éducation méthodique risque fort de manquer de caractère, et de rester plus ou moins livré au péril de l'autosuggestion, résultat d'une pensée flottante qui mène à des actes incohérents. Celui dont la volonté a été formée de bonne heure [2], par une préparation graduelle, accepte difficilement les idées indécises, les actions hasardeuses, les habitudes tyranniques, la dépendance aveugle. Il est beaucoup plus maître de ses idées, de

1. Pour ce motif, lorsque les circonstances obligent l'enfant à sortir de la famille, l'établissement où il entre sera organisé de façon à reproduire aussi exactement que possible le groupement familial, sinon son influence sera médiocre ou mauvaise. V. Demolins, *L'Éducation nouvelle*, un vol.

2. C'est-à-dire au cours de l'enfance, car, dès que l'adolescence arrive, la volonté prend pour ainsi dire conscience d'elle-même, et il devient difficile d'en modifier la tendance générale, que celle-ci soit forte ou faible.

ses actes, de ses tendances, et par conséquent de son autonomie personnelle, en même temps que de son avenir. C'est vraiment un « particulier », c'est-à-dire une personne indépendante qui sent sa responsabilité autant que ses droits. Une telle personne, par l'effort de la volonté, saura mesurer et conduire son activité; elle comprendra qu'il n'y a pas lieu, pour atteindre le meilleur but, d'agir beaucoup, mais plutôt d'agir bien. Et ceci nous amène à constater tout d'abord que, dans la mesure où la chose est humainement possible, le bonheur moral et la prospérité matérielle sont étroitement liés à l'éducation de la volonté.

Ce résultat tout personnel est déjà d'une haute importance, mais il se double par surcroît d'un résultat social non moins considérable, puisque, mieux les particuliers sont formés, meilleure est la constitution intime de la société dont ils sont membres. Tout ceci apparaîtra peut-être au lecteur comme une simple collection de truismes, c'est-à-dire de vérités vulgaires. Mais, si cette théorie de l'éducation est en effet bien connue, pourquoi l'applique-t-on généralement si mal? Parce qu'en réalité la pratique d'un bon régime éducatif est chose qui exige beaucoup de soin, d'application, de persévérance, de fermeté. Pour bien éduquer autrui, il faut avoir soi-même du caractère et en outre une tradition. Dans la famille désorganisée, la tradition manque et le caractère n'est qu'un hasard heureux. Ceci nous explique précisément pourquoi, quand une société se désorganise, elle demeure indéfiniment dans l'état de faiblesse et de trouble dont la désorganisation est infailliblement suivie. La tradition propre à maintenir un régime organisé étant rompue, les caractères manquent pour la renouer.

La science peut agir efficacement pour reconstituer la pratique de l'éducation. En effet, si elle réussit à éclairer les esprits les mieux préparés, sur le défaut capital de la situation et sur la nécessité d'y remédier, il y aura des chances pour que, dans un certain nombre de familles, l'éducation des enfants prenne un tour plus favorable au développement de leur esprit d'initiative, de volonté, d'énergie, en un mot de leur personnalité. En même temps, les gens déjà formés, mieux avertis du sens

vrai de la vie, sauront tirer de l'observation un guide précieux pour diriger leurs actes, agir sur leur milieu, et conduire de proche en proche une évolution décisive, mais graduelle et mesurée. En effet, toute action sociale doit être évolutive et non pas révolutionnaire, car, parmi les sociétés comme dans la nature, la révolution risque toujours d'amener le désordre, le recul et la ruine.

Nous ne pouvons évidemment pas introduire dans ces pages un traité d'éducation rationnelle. Nous devons nous borner à rappeler quelques principes essentiels trop souvent méconnus. 1° L'enfant doit être accoutumé à régler ses actes selon la raison et l'utilité, non d'après le caprice. 2° On le formera à la sincérité, non pas en suspectant d'avance ses paroles et ses actes, — ce qui lui inspire à coup sûr l'idée du mensonge, — mais en le contrôlant et en redressant ou en réprimant avec fermeté ce qui est mal. 3° Il faut lui laisser toute la liberté d'action possible, ne limiter ses idées ou ses entreprises que lorsque la chose est indispensable; en bridant trop serré un enfant, en montrant toujours la crainte de lui voir commettre une maladresse, on le rend hésitant, maladroit et timide. 4° Il est excellent de donner aux enfants des deux sexes des notions pratiques de différents travaux manuels, qui ont le double avantage de les rendre plus adroits et de donner à leur intelligence une sorte de base technique pour y asseoir l'enseignement théorique scolaire. 5° On doit éviter avec soin d'imposer aux jeunes esprits l'obéissance passive et résignée; il faut la remplacer par l'habitude de la discipline raisonnée et volontairement acceptée. 6° Il convient d'adapter tout ce qui se rapporte à l'enfance : costume, régime, hygiène, jeux, formation intellectuelle, aux besoins spéciaux de son éducation [1]. 7° Tous les détails de la formation de l'enfant, quelles que soient sa condition ou sa fortune, seront inspirés par cette idée que chacun, dans une société, a son rôle utile à jouer et doit le remplir intégralement. 8° En ce qui concerne spécia-

1. Nous avons vu, par exemple, de jeunes lycéens portugais vêtus de longues redingotes noires, dont les pans balayaient la poussière, lorsqu'ils se baissaient pour jouer aux billes. Ce n'est là qu'un détail, et pourtant il est caractéristique.

lement les filles, on ne saurait mettre trop de soin à développer les aptitudes éducatrices, puisqu'elles sont destinées à devenir les instruments les plus actifs de la formation des générations futures.

On objectera sans doute que, pour faire évoluer un peuple au moyen de l'éducation, il faut déployer beaucoup d'efforts et laisser passer bien des jours. Cela est vrai, mais pour obtenir un résultat général et décisif, il n'existe pas d'autre procédé. On voudrait cependant, et ce vœu est à la fois naturel et légitime, réaliser au moins quelques progrès plus rapides, obtenir quelques résultats plus prochains. Nous avons déjà dit que les hommes énergiques, éclairés, désireux de bien faire, qui perdent si souvent leur temps dans la politique, pourraient atteindre bien plus sûrement le but en se laissant guider par les observations et les indications de la science. Voyons donc ce qui est pratiquement réalisable dans ce sens.

III. — L'INITIATIVE PRIVÉE ET L'ACTION PUBLIQUE.

Chez toute nation, même la plus désorganisée, il existe une élite à la fois intelligente, active et dévouée à l'intérêt public. Elle est en général trop restreinte, trop occupée, trop dédaigneuse des petitesses de la politique de clan, pour exercer une action sensible sur les divers éléments de la vie publique. Aussi laisse-t-elle passer les choses avec un sentiment d'impuissance et de découragement qui la mène tout droit au pessimisme et à l'indifférence passive. Cependant, une telle élite, si réduite soit-elle, ferait avec le temps beaucoup d'excellentes choses en employant les bons moyens. Quels sont ces moyens? Voilà le point capital que nous devons essayer de déterminer afin de donner à notre étude toute sa portée pratique.

Avant tout, celui qui veut travailler sérieusement et efficacement pour l'avenir doit se pénétrer de l'esprit des temps nouveaux, lequel est caractérisé par la prédominance absolue du Travail sur toutes les manifestations de la vie sociale. Aujour-

d'hui, les peuples qui travaillent peu ou mal, sont fatalement condamnés à la subordination. Pour bien saisir cet aspect capital de la vie contemporaine, il suffit d'observer méthodiquement les faits, seul moyen de les bien comprendre. En outre, après avoir apprécié la portée réelle des faits, il faut s'efforcer de répandre autour de soi, parmi les hommes de bonne volonté, les clartés et les avis fournis par la recherche scientifique. Surtout, il est nécessaire de tenter les plus grands efforts pour faire passer ces clartés et ces avis dans le domaine de l'application pratique. L'application trouvera son premier champ dans la conduite de la vie de famille et d'affaires de chacun. Ensuite, elle s'étendra aux relations sociales de toute sorte. Ainsi se feront les premières étapes de l'évolution, et en même temps on obtiendra des réalisations, difficiles et rares au début, plus nombreuses et plus aisées avec le temps.

Aussitôt que l'action sociale dépasse les limites de la vie personnelle ou familiale, elle exige le groupement des énergies et des initiatives. Pour donner toute son utilité, l'union doit se faire d'une façon méthodique, c'est-à-dire en observant strictement les règles dictées par des besoins naturels et précis. Des groupements organisés d'une manière arbitraire, en cohue, pour ainsi dire, ne donneront jamais que des résultats minces et sans durée. Pour leur assurer une existence fructueuse, il est donc nécessaire de trouver pour les établir et les mettre en action la base la plus solide, la règle la plus souple, le but le plus précis.

De quoi s'agit-il ici ? De constituer au profit d'une nation les cadres d'une organisation sociale agissante et progressive. Pour cela, il faut un effort non seulement concerté fortement et infiniment varié, mais encore agissant à la fois dans toutes les parties du pays. Pour réaliser ce double moyen, il convient d'établir en premier lieu un comité central d'initiative, avec secrétariat permanent, office d'études, de renseignements et de consultations, archives et bibliothèque spéciale. On concentrerait là les recherches, les enquêtes, les documents, propres à éclairer et à encourager toutes les tentatives faites dans un intérêt commun, en vue de répandre dans le pays l'éducation, l'instruction, le

bien-être. En second lieu, l'influence de ce comité serait soutenue et élargie par des commissions provinciales, organisées sur le même plan, quoique d'une façon plus sommaire. Tous ces groupes, inspirés par la même idée, guidés par une seule méthode, tendant vers un but semblable, demeureraient étroitement unis et en communication constante, afin que chaque avis, renseignement ou expérience puisse profiter à tous. Enfin, il faudrait ouvrir cette organisation à toutes les bonnes volontés, y intéresser les femmes, les jeunes gens, mettre en œuvre toutes les capacités et toutes les aptitudes, encourager, soutenir toutes les entreprises de bien public.

S'il était possible de fonder une telle fédération, la besogne ne lui manquerait pas. Au cours de ce travail nous avons signalé déjà bien des questions qui attendent une solution. En reprenant nos observations pour les pousser jusqu'au dernier détail et dans tous les sens, on apercevrait l'enchaînement des choses, et le point de départ où l'action réformatrice doit commencer son œuvre, pour la continuer ensuite de proche en proche. Une condition essentielle est de bien diviser et répartir le travail, afin d'employer tout le monde sans rebuter personne. Une autre, non moins importante, est d'éviter de la manière la plus formelle d'intervenir dans les combinaisons et les compétitions politiques. On peut agir dans certains cas sur les pouvoirs publics par des moyens que nous indiquerons tout à l'heure, mais non pas prendre parti pour ou contre aucun clan ; ce serait introduire dans les groupes de la réforme un germe fatal de division et de mort.

Le plan que nous venons d'esquisser est celui d'une œuvre de longue haleine, qui exigerait beaucoup d'enthousiasme, de foi, de courage et de persévérance. Mais elle est assez vaste dans sa conception, assez belle dans ses moyens, assez noble et généreuse dans son but, pour tenter bien des esprits. Le moment est du reste favorable, parce que chacun, en Portugal, sent la nécessité de s'affranchir de la situation désastreuse faite au pays par un passé rempli d'erreurs et d'abus. La science indique la route à suivre pour sortir de cette impasse sans horizon. Si les Portugais ne savent pas profiter de ce rayon de lumière pour se

diriger, pour orienter leur vie privée vers la réforme de l'éducation et du travail, c'est en vain qu'ils se débattront dans le chaos des idées confuses et des combinaisons artificielles. Ils continueront de végéter dans un régime social, économique et politique incapable d'engendrer autre chose que la gêne, l'intrigue, la faveur et la médiocrité.

Nous ne nous sommes pas lassé d'insister sur l'impuissance de la politique comme moyen de réforme sociale. Mais cela ne veut pas dire, bien entendu, que les actes des pouvoirs publics n'ont ni action ni importance. Ils peuvent exercer une influence déprimante sur le mouvement économique et social, ou bien le servir et le faciliter. Il est donc important de contrôler ces actes pour les maintenir autant que possible dans la bonne direction. Pour cela, il n'est nullement nécessaire d'intervenir dans les rivalités et les luttes de clan. C'est en coalisant fortement, dans des associations privées, les principaux représentants du travail, que l'on réussira le plus sûrement à exercer sur le gouvernement une pression modératrice utile. Dans ce but, il faut prendre pour guide les observations suivantes.

Par sa nature même, tout corps administratif développe des tendances communautaires, contraires par conséquent à l'autonomie et au développement du particulier. Il est nécessaire de résister continuellement à ces tendances, en s'appuyant sur les hommes politiques et les administrateurs assez désintéressés et éclairés, pour discerner les véritables limites de la fonction de l'État et admettre une large coopération de l'action privée. En agissant sur eux et par eux, on arrivera à limiter le rôle de l'État, à simplifier la législation, à écarter les abus les plus criants, à contrôler l'emploi du budget de manière à réduire le coulage et à assurer l'exécution des travaux utiles, à développer graduellement les libertés locales. Ainsi, en tirant parti de ce qu'il y a de meilleur dans la politique et dans l'administration, on peut obtenir des résultats précieux sans se compromettre dans les bassesses et les puérilités de la politique active, qui déforment les caractères et travestissent les institutions. C'est en éclairant les esprits, en les plaçant face à face avec le fait réel et l'exemple

précis, en étudiant à fond les questions, en constituant des organismes bien vivants et basés sur des intérêts légitimes, disciplinés, coalisés, que l'on parviendra le plus sûrement au but. En d'autres termes, il ne faut faire soi-même de la politique que le moins possible, mais bien s'arranger pour la contenir et la diriger de l'extérieur. Dans ces conditions, la force motrice viendra de sa source naturelle : le Travail; la politique sera donc reléguée à sa vraie place, celle d'un auxiliaire dépendant et contrôlé.

* * *

Nous sommes parvenu au terme de cet exposé déjà si long, et pourtant bien incomplet. Nos critiques ont été plus d'une fois franches jusqu'à la rudesse. Nos amis portugais nous le pardonneront aisément, en songeant que nous avons voulu, avant tout, les éclairer sur leur situation, au moyen d'une analyse aussi exacte que possible des circonstances de leur vie sociale. Notre vif désir est de voir ce peuple intelligent, loyal et bon, sortir de la position douloureuse et pleine de périls, où il se débat depuis tant d'années. Ils nous liront donc avec angoisse, mais sans amertume ni rancune. Mieux encore, ils continueront et compléteront nos études, en vérifieront la portée, et s'efforceront de vulgariser des idées reconnues justes et des pratiques meilleures. Nos vœux les plus sincères les suivront dans cette tâche noble et méritoire entre toutes : le relèvement social d'une nation, sur laquelle tant de causes de désorganisation et d'abaissement ont accumulé leurs effets. Un soldat patriote nous disait un jour à Lisbonne : Nous devons rendre à ce peuple un idéal national ! Cet idéal, nous venons de l'indiquer, et il n'en est point de plus grand.

En terminant ce travail, nous ne pouvons nous dispenser de signaler les efforts déjà tentés en Portugal pour vulgariser les idées exposées dans les pages qui précèdent.

A Lisbonne, quelques hommes dévoués ont fondé un groupe portugais de la Société internationale de science sociale, et n'ont

ménagé ni leur temps, ni leur argent, pour faire connaître les travaux de cette société, dont un membre particulièrement actif, M. Durieu, fut appelé à Lisbonne, en 1908, pour exposer les principaux résultats déjà obtenus. Un peu plus tard, ce même groupe, s'associant activement à l'initiative des professeurs de Coïmbra, dont nous avons parlé dans notre avant-propos, contribuait largement au succès de notre mission. Ainsi, deux centres d'étude et de propagande sont déjà constitués. Les hommes de dévouement qui les composent feront sans doute de nombreuses recrues. Et c'est ainsi que le mouvement pourra s'étendre en tous sens, surtout si on parvient à réaliser l'organisation dont nous avons esquissé le plan dans nos conclusions.

Enfin, c'est pour nous un agréable devoir de remercier chaleureusement tous ceux qui, directement ou indirectement, ont bien voulu nous prêter leur concours. C'est à leur collaboration que la valeur pratique de cette étude est due pour la plus grande partie.

L'Administrateur-Gérant : Léon GANGLOFF.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — PARIS

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DE SCIENCE SOCIALE

SOMMAIRE : Nouveaux membres. — Les cours de Science sociale. — Les réunions mensuelles. — La conférence internationale du chômage, par G. Olphe-Galliard. — Appréciations de la presse. — Bibliographie. — Livres reçus.

NOUVEAUX MEMBRES

Mlle Diane Merino, 104, avenue Malakoff, Paris, présentée par M. l'abbé Desmonts.

M. Pierre Galichet, docteur en droit, 19, boulevard Montparnasse, Paris, présenté par M. Paul de Rousiers.

M. le Dr Feilbogen, Privat-Docent à l'Université de Vienne (Autriche), 29, rue Saint-Guillaume, Paris, présenté par M. Paul Bureau.

LES COURS DE SCIENCE SOCIALE

Le cours de M. J. Durieu au Collège libre des Sciences sociales, 28, rue Serpente, s'ouvrira le 24 janvier, à 5 h. 1/2 du soir. Nous en donnons ci-dessous le programme détaillé.

Étude de l'effet social des différents moyens de transport

(Observations faites spécialement dans l'Ile-de-France.)

I. — *Les voies de transport des sociétés simples.*

Le sentier de piéton et le porteur nègre. — Caractéristiques de l'état social correspondant à ce mode de transport.

Le chemin cavalier et le muletier espagnol. — Caractéristiques de l'état social correspondant.

Survivances de ces types simples dans l'Ile-de-France : le porteur de journaux, le commissionnaire, le bagotier, le fort de la halle, le porteur aux halles, etc...

II. — *Les voies de transport des sociétés compliquées.*

La voie d'eau. — La première route fréquentée dans l'Ile-de-France a été celle du fleuve : le flottage du bois, le coche d'eau, la galiote de Sève : passeurs d'eau et bachoteurs.

Les grandes compagnies modernes de transports sur le fleuve, concurrence passagère et fusions inévitables. Pilotes, mariniers, mécaniciens et chauffeurs.

Les canaux : cause sociale de leur création en France ; leur influence sociale, leurs luttes avec les chemins de fer. Mariniers du canal et mariniers du fleuve.

La route carrossable. — La voie romaine et les causes sociales de sa transformation en route moderne. Action civilisatrice intense de la route. Caractéristiques de l'état social correspondant à ce genre de transport.

Les ancêtres du fiacre : « La chaise à porteur » et le pousse-pousse parisien dit « vinaigrette ».

Les premiers carrosses à Paris, difficulté de la circulation dans des rues trop étroites ; édit royal interdisant les carrosses. Triomphe définitif et développement du nouveau mode de transport. Messageries, chaises de poste et diligences. Les grandes entreprises de transport sur route. La compagnie des Messageries royales,

Le roulier, le postillon, le maître de poste. Survivance de ces types sociaux dans l'Ile-de-France.

Le messager de la banlieue, le cocher de fiacre, le cocher d'omnibus, les derniers postillons, le déménageur, le camionneur.

LA VOIE FERRÉE. — Causes sociales de sa création. Les premières compagnies anglaises, libre concurrence, luttes passagères, fusions inévitables. — Les grandes compagnies de chemins de fer actuelles, énormes conséquences sociales, les voies ferrées urbaines, tramways métropolitains..., etc.

Caractéristiques de l'état social correspondant à la voie ferrée.

Employés de chemin de fer. Wattmen et conducteurs de tramways. Difficultés d'évolution des salaires de ces travailleurs et grèves qui en résultent.

LA BICYCLETTE ET L'AUTOMOBILE. — Transformation de la route par ces nouveaux engins de transport (la piste cyclable, la route goudronnée, etc...). Influence sociale de ces nouveaux modes de transports individuels. La résurrection des associations de voyageurs, « le touring club », « l'automobile club », leur action sociale (amélioration des routes et des gîtes d'étapes, etc...). — Types sociaux engendrés par ces nouveaux engins de transport : le touriste, le coureur cycliste, le cycliste livreur, le cycliste porteur de journaux, le cycliste militaire, le chauffeur d'auto, le chauffeur de taxi-auto, le chauffeur d'autobus.

L'AÉROPLANE. — La caractéristique absolument spéciale *à la voie de transport atmosphérique*, c'est qu'elle passe par tous les points du globe.

III. — *Influences sociales économiques des déplacements de routes dans l'Ile-de-France et comparaison avec les déplacements des grandes routes historiques.*

BOUGIVAL. — Prospérité liée à la fréquentation de la route du fleuve, décadence due à l'abandon de cette voie.

ROBINSON. — Prospérité liée à la création de la voie ferrée, crise due à l'automobilisme.

LE PETIT BICÊTRE. — Prospérité actuelle des gîtes d'étapes situés le long des voies parcourues par les cycles et automobiles.

LES RÉUNIONS MENSUELLES

Les prochaines réunions.

La prochaine réunion aura lieu le *vendredi* 23 *décembre*, à 8 h. 3/4 du soir, à l'Hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente (près la place St-Michel). Dans cette séance, M. L. Tauxier parlera sur *le Noir de Guinée et la famille patriarcale.*

La réunion suivante aura lieu le 27 janvier. M. Paul Descamps y exposera *la situation politique actuelle de l'Angleterre.*

Compte rendu de la séance de novembre.

M. J. DURIEU, avant de parler du Portugal, fait remarquer que, dans son ensemble, la péninsule ibérique comprend deux régions naturelles :

1° Le plateau du centre où domine l'élevage du mouton ;

2° Les pentes orientées vers la mer, où l'on trouve toute la gamme des cultures arborescentes depuis le palmier jusqu'au châtaignier.

La formation patriarcale domine dans la première région ; les Castillans sont traditionnalistes, et ont le jugement ferme et tranchant. Dans le seconde région, la famille instable est très répandue, et le caractère devient indécis et changeant.

En Espagne, ce second type est sous la dépendance du premier, qui, du reste, est le plus nombreux.

En Portugal, le type instable forme le fond de la population, et l'instabilité de la famille a des répercussions sur les pouvoirs publics.

On peut distinguer plusieurs variétés sociales dans le Portugal:

1° *Le type du vigneron* qui peuple une grande partie du Minho et de la Beïra, et que l'on peut comparer au vigneron tourangeau décrit par E. Demolins ; les tendances démocratiques et égalitaires sont

très accusées, et il est remarquable que les idées républicaines ont germé à Porto.

2° *Le type du petit cultivateur patronné par les cultures arborescentes*, analogue aux Provençaux; il peuple principalement l'Estramadure; dans l'Algarve, on trouve un type semblable, mais qui a été plus influencé par les Maures. Les aptitudes oratoires sont très développées, ainsi que la tendance à l'exagération.

A côté de ces deux types principaux, on trouve celui de la *grande culture* dans l'Alemtejo, et celui du *pasteur montagnard* dans le Tras-os-Montes.

Dans les pouvoirs publics, la politique alimentaire sévit à un degré inouï, c'est-à-dire que les choses publiques sont sous la coupe des intérêts privés. Les clans monarchistes étaient tellement divisés, que le clan républicain a pu s'emparer du pouvoir, et l'indécision est tellement répandue que la résistance de la population au changement a été faible. Il est probable qu'en Espagne, une révolution tournerait plus facilement au tragique.

Répondant à une question posée par M. Blanchon, M. Durieu dit que la montagne portugaise n'a pas développé le semi-particularisme, parce que ce n'est pas la montagne culturale.

M. de Rousiers se demande si le vigneron peut être comparé aux cueilleurs. La culture de la vigne est généralement beaucoup plus dure que celle des céréales.

M. D. Alf. Agache a constaté que sur les bords du Rhin, la culture de la vigne exige un travail intense et pénible.

M. Durieu dit qu'il y aurait lieu de distinguer plusieurs variétés de vignerons. En réponse à une question de M. Bureau, il dit que le partage égal est imposé depuis 1868, que la natalité est élevée, ainsi que l'émigration. Il note aussi que la mendicité est excessive et que la bourgeoisie vit misérablement.

Les émigrants vont isolément au Brésil avec esprit de retour, mais en fait, beaucoup y restent définitivement.

M. de Sainte-Croix se demande comment un pays aussi faiblement peuplé que l'Espagne envoie des émigrants à Oran, et pourquoi ils semblent mieux réussir que dans leur pays.

M. Durieu fait remarquer que, si les plateaux sont faiblement peuplés, les pentes sont au contraire surpeuplées. Les habitants du Valencia et des Baléares obtiennent des résultats admirables toutes les fois qu'ils peuvent irriguer.

Répondant à une question de M. de Rousiers, il dit que les officiers portugais sont des intellectuels, tandis que les officiers espagnols sont les cadets des grands propriétaires terriens.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU CHOMAGE

Le programme de la Conférence internationale qui s'est réunie à Paris, du 19 au 21 septembre, comprenait les quatre points suivants : statistique du chômage, placement, assurance contre le chômage, association internationale contre le chômage. C'était à la fois peu et beaucoup : c'était peu si l'on considère la complexité du problème du chômage et la multiplicité des questions qu'il soulève; c'était beaucoup, eu égard au peu de temps dont la Conférence disposait pour discuter des sujets aussi vastes.

Quelles considérations ont guidé les organisateurs de la Conférence dans le choix d'un programme limitant ainsi les termes du problème à quelques-unes des questions, et non les plus importantes, qui se posent à son sujet? Nous sommes éclairés sur ce point par les idées qui avaient été échangées dans une série de réunions organisées précédemment sous les auspices de l'Association pour la protection légale des Travailleurs[1]. Les sociologues qui prirent part à ces discussions, et qui ont été parmi les orateurs les plus écoutés de la Conférence, semblèrent considérer, d'une part, les statistiques comme l'une des sources les plus sûres d'information au sujet du problème en cause et, d'autre part, le placement et

1. *Les problèmes du chômage.* Rapporteurs : MM. F. Fagnot, Max Lazard, Louis Varlez. 1910 (F. Alcan, édit.).

l'assurance comme les seuls remèdes méritant de retenir l'attention. Telles sont bien aussi les idées qui semblaient dominantes parmi les membres de la Conférence. Ce point de vue est-il conforme à la réalité des choses et fécond pour la solution du problème, ou ne constitue-t-il pas un malentendu regrettable, neutralisant les efforts dépensés dans ce but? C'est ce que nous devons rapidement examiner.

*
* *

Les documents statistiques existant actuellement sur le chômage sont : les recensements, nationaux ou locaux, industriels ou généraux, isolés ou périodiques, comportant simplement l'indication du manque de travail au jour du recensement, ou renseignant sur la durée de la période de chômage ; les informations fournies, périodiquement ou non, par les employeurs ou par les associations ouvrières, sur l'activité industrielle dans leur profession ; les statistiques des caisses syndicales d'assurance ; celles des caisses communales, des bureaux de placement, des comités de chômage, des œuvres d'assistance par le travail.

Ces documents sont d'une valeur très inégale. Les recensements non contrôlés offrent peu de garanties d'exactitude, par suite tant de l'inexpérience des intéressés au sujet des réponses à fournir que de leur répugnance à faire connaître leur situation réelle[1]. Leur principal défaut est de ne porter que sur une date déterminée, ou tout au plus sur une période d'assez courte durée, et, par suite, de ne fournir que des indications insignifiantes, ainsi que nous le verrons dans un moment. Les renseignements généraux sur l'activité industrielle fournis par les patrons ou par les ouvriers ont encore moins de valeur : ils reflètent l'impression personnelle de leurs auteurs, à la date où ils sont exprimés, plutôt qu'un tableau exact de la situation. Les statistiques des bureaux de placement et les diverses institutions extérieures aux organisations ouvrières ont l'avantage d'avoir une durée continue ; mais, en revanche, le nombre très restreint des individus sur qui elles portent leur enlève toute signification relativement à l'ensemble du phénomène. Il est vrai qu'en sens inverse, elles fournissent des indications d'une portée assez considérable sur les catégories spéciales de chômeurs qui forment la clientèle de ces institutions.

Il faut en dire autant des statistiques dressées par les caisses syndicales de chômage : elles aussi portent sur des années entières et des successions d'années[2]; relativement aux travailleurs organisés, qui sont à l'autre pôle social par rapport aux catégories dont on vient de parler, elles fournissent des renseignements pleins d'intérêt. Le premier et le plus immédiat consiste dans la détermination du taux moyen annuel de chômage permettant de fixer la prime qui devra être exigée dans toute caisse d'assurance s'adressant à la même catégorie d'ouvriers ; on peut même dire que seules les caisses syndicales peuvent fournir ce genre d'indications. La comparaison entre les données de ces statistiques et celles des statistiques générales, dans chaque profession, serait à coup sûr la source d'autres conclusions intéressantes, si ces deux genres de statistiques étaient comparables ; un tel rapprochement n'a pas encore été fait[3]. Enfin le rapport inverse qui se manifeste d'une façon concordante entre les courbes du chômage syndical et celles de l'activité industrielle, montre toute l'importance des mouvements du marché sur le chômage des travailleurs[4]. Il importe de remarquer que ces deux dernières conclusions, dont l'une n'existe encore que virtuellement,

1. C'est ainsi que les deux recensements effectués en Allemagne, en 1895, à six mois d'intervalle, ont donné des écarts variant de 14 à 49 0/0, que ne justifiait point la variation réelle du chômage (Rapport du professeur Silbergleit). Les chiffres fournis par le recensement belge de 1896, pour une seule branche d'industrie, variaient de 6.000 à 18.500, suivant qu'ils provenaient des ouvriers ou des patrons (Rapport de M. Waxweiler).

2. Les principales trade-unions anglaises dressent cette statistique depuis au moins un demi-siècle,

3. Lorsqu'on compare, pour chaque profession, les résultats généraux du recensement de 1906 avec la moyenne des réponses syndicales de 1904 à 1908, on trouve pour ces dernières un pourcentage très supérieur à celui du premier, fait évidemment inadmissible à tous égards (Rapport de M. March).

4. *Ibid.*, p. 15.

ne retirent de la statistique qu'une simple confirmation, mais ne la requièrent nullement à titre de démonstration nécessaire : l'observation directe des faits concrets et individuels arriverait aussi rapidement et aussi sûrement au même résultat.

Si l'on recherche quels ont été, en dehors des renseignements qui précèdent, les fruits de la statistique dans la recherche des causes et de la nature du chômage, la moisson est vite terminée. Une étude très approfondie des recensements français de 1896 et de 1901, et des deux recensements allemands de 1895[1], a relevé la constance relative de la valeur des taux du chômage. dans chaque industrie, par rapport à la moyenne de ces taux; d'où l'on conclut très logiquement à l'existence d'un risque professionnel du chômage. Un autre enseignement de la statistique, qui ne manque pas d'intérêt, est le rapport inverse existant entre le taux du chômage et l'effectif des établissements industriels, prouvant que la grande industrie est moins affectée que la petite par le chômage. Si l'on observe que ces deux conclusions, de même que celles qui ont été mentionnées plus haut, n'ont pas été découvertes par les statisticiens, mais avaient été déjà depuis longtemps aperçues directement, et d'autre part, qu'elles constituent à elles seules à peu près tout ce qu'on doit d'une façon certaine à la statistique, on conviendra que le résultat est médiocre.

La portée de ces enseignements serait au contraire considérable si l'on en croyait les raisonnements que l'on déduit des conclusions qui précèdent. De la constance — relative — du taux professionnel du chômage, on conclut à l'insignifiance des facteurs personnels aux chômeurs : si, en effet, ces facteurs avaient une importance primordiale sur la production du chômage, « elles devraient se manifester également dans toutes les fractions de la population et tendraient à égaliser le niveau du chômage dans les diverses industries », contrairement aux enseignements de la statistique[2]. Cet argument serait inattaquable s'il ne reposait sur une prémisse toute hypothétique, à savoir que les facteurs individuels se répartissent également dans toutes les professions. Or, une telle hypothèse se trouve en opposition avec toutes les données de l'expérience. Si l'on observe, d'une part, les catégories de travailleurs appartenant aux professions solidement organisées, et, d'autre part, celles qui accusent les risques de chômage les plus forts et qui encombrent les bureaux de placement et les institutions d'assistance par le travail, on ne tarde pas à apercevoi toute la différence de niveau moral qui sépare ces deux classes.

Prenons la première catégorie, celle des travailleurs organisés. Elle comprend principalement des professions qui souffrent relativement peu du chômage, où les salaires sont élevés et les heures de travail réduites ; on peut citer, par exemple, les typographes, les constructeurs mécaniciens, les fondeurs en fer et en cuivre, etc. En outre, les ouvriers de ces professions se defendent contre le chômage, lorsqu'il survient, par les caisses syndicales d'assurance, par les secours de route, par leur aptitude à trouver d'autres occupations, préventivement par la réduction des heures de travail et surtout par une adaptation satisfaisante de la main-d'œuvre à la tâche offerte ayant pour effet d'écarter la concurrence des travailleurs à bas prix tout en maintenant l'élévation des salaires. L'indication de ces divers moyens d'action contre le chômage montre à elle seule quelle est la nature de cette organisation professionnelle qui différencie si profondément ces catégories des autres groupes de travailleurs. Le fait que certaines professions sont organisées de la sorte alors que d'autres ne le sont pas, ne peut conduire à chercher sa cause dans la profession elle-même. Il n'existe pas de vertu spécifique de la profession capable de produire l'organisation ou de l'empêcher[3]. Le

1. Max Lazard, *Le chômage et la profession*, 1909 (F. Alcan, édit.).
2. *Ibid.*, p. 347.

3. La différence des conditions que présentent le travail à domicile et le travail à l'atelier ne suffit même pas à expliquer la différence des situations entre les ouvriers de ces deux catégories. Ces conditions ne constituent qu'une circonstance défavorable dans le premier cas, favorable dans le second, à l'organisation : elles sont incapables

moindre examen de la genèse d'une organisation ouvrière dissipe une vue aussi superficielle que celle qui attribue une relation entre celle-ci et la profession elle-même; il montre, au contraire, que la seule condition essentielle de l'organisation professionnelle est le développement, chez les travailleurs, des qualités de prévoyance, d'esprit d'initiative et de discipline, de moralité, que requiert le recrutement de ces associations et l'alimentation de leurs fonds de secours et de résistance. Il est impossible d'attribuer à d'autres causes les résultats de leur action lorsqu'on observe leur mode de fonctionnement et qu'on le compare avec les procédés employés et les résultats obtenus par les catégories inorganisées.

Si l'on se place à l'autre bout de l'échelle, on rencontre des travailleurs dépourvus de cohésion, n'ayant créé aucun organisme capable d'atténuer pour eux le fléau du manque d'ouvrage. La pratique des institutions de placement et d'assistance par le travail montre que beaucoup d'entre eux ne font même aucun effort pour échapper à la misère, et que, incapables de conserver un emploi une fois procuré, ils recourent périodiquement aux secours qui leur sont donnés gratuitement. Nous touchons ici un point capital à observer. La question n'est pas seulement de savoir pourquoi le chômeur qui appartient à cette catégorie ne trouve pas une nouvelle occupation aussitôt après avoir quitté sa place : un tel fait peut sans doute provenir de causes indépendantes de lui, tenant à l'industrie elle-même; mais il peut aussi être attribué à la volonté personnelle du chômeur. Il faut auparavant se demander pourquoi la place précédente a été quittée, en dehors de toute crise industrielle. Le personnel des professions dont il s'agit est notoirement très instable : or, il serait inexplicable que des ouvriers quittent l'atelier et soient aussitôt remplacés par d'autres, s'ils présentaient les conditions voulues pour remplir leur tâche et si leur départ n'est pas exclusivement imputable à leur caractère individuel [1].

Nous nous bornerons à ces quelques observations sur un fait dont on rencontre à chaque pas la vérification dans l'examen de la réalité concrète et vivante, et qui éclaire d'un jour singulier le problème tout entier, alors que sa méconnaissance fait de ce dernier un mystère indéchiffrable. La négation de l'importance des facteurs individuels ne provient du reste que d'une interprétation critiquable des statistiques, plutôt que des statistiques elles-mêmes. Sans doute ce mode d'investigation paraît assez peu fécond pour des études aussi délicates que celles qui portent sur les qualités ou les défauts des individus. Indépendamment de l'imprécision et des inexactitudes inhérentes à leur confection, il ne faut pas oublier qu'elles sont établies par l'observateur lui-même, qui y fait entrer les éléments qu'il a choisis, en laissant les autres de côté. Si donc des facteurs importants ont été négligés au profit de facteurs accessoires, il est clair que l'erreur ne sera pas révélée par la statistique : celle-ci ne rend que ce qu'on y a mis; supprimez-en certains éléments, elle concluera à leur inexistence. Et toute statistique comporte une opération de ce genre : du moment qu'elle englobe des éléments présentant à la fois des caractères communs et des caractères différents, elle ne peut établir entre eux de termes de comparaison qu'à la condition de ne retenir que les premiers en rejetant les seconds. Une telle opération est donc nécessaire : elle est légitime chaque fois que les caractères omis sont sans influence sur les conclusions à tirer de la comparaison. Tel n'est pas ici le cas, puisqu'on ignore a priori l'importance des facteurs qu'on a éliminés de la statistique : il se rencontre même que ces facteurs jouent un rôle capital dans la question. En prétendant conclure de la statistique à l'insignifiance de

d'empêcher celle-ci ou de la faire naître en dépit des dispositions personnelles des intéressés.

1. Dans les professions les plus exposées au chômage, il existe des travailleurs qui ne souffrent pas de ce dernier, sinon exceptionnellement, et conservent habituellement leurs occupations, alors que d'autres sont plus particulièrement atteints, frappés les premiers lorsque le travail se ralentit et remplissant difficilement les occupations offertes.

ces éléments, on demande donc à celle-ci plus qu'elle n'est capable de dire. Ce n'est pas qu'il existe aucune incompatibilité entre les faits observés et leur groupement statistique : tout fait social, même ceux qui dépendent le plus intimement de la libre volonté de l'homme, est réductible en données numériques. Toutefois, il faudrait un tel détail dans les indications à recueillir, puisque celles-ci devraient porter notamment sur la fréquence des périodes de chômage annuel et sur la durée de chacune d'entre elles, qu'une telle entreprise serait de nature à faire reculer les recenseurs les plus hardis.

Quoi qu'il en soit du succès de tentatives de ce genre, ce qu'il importe surtout de retenir, c'est que la statistique ne saurait être un instrument premier d'investigation, puisqu'elle nécessite chez celui qui en établit les bases une notion à priori des termes du problème et la connaissance des données qu'elle devra fournir. Cette première pénétration du sujet ne peut résulter que de l'observation directe de la réalité vivante. S'il est un sujet où cette condition doive trouver son application, c'est bien celui dont nous nous occupons ici, et qui repose d'une façon si étroite sur la diversité des facteurs individuels. Cette diversité ne saurait se traduire que très imparfaitement dans des statistiques, qui donnent des moyennes, c'est-à-dire des résultantes ne représentant nullement des éléments réellement existants, situés en deçà et au delà de cette moyenne. Le rôle des statistiques ne peut donc être que secondaire dans une étude comme celle-ci : elles peuvent appuyer ou confirmer l'observation; elles ne doivent ni la remplacer, ni même la précéder.

L'emploi de la statistique comme moyen unique ou principal d'investigation, présente encore un autre inconvénient d'une importance pratique considérable. Comme il repose sur la conception, acceptée comme un axiome, de groupements sociaux composés d'individus semblables entre eux et présentant des caractères identiques au point de vue du chômage, il conduit à accorder une entière confiance à des remèdes extérieurs aux chômeurs, tels que le placement ou l'assurance. En effet, du moment que tous les travailleurs présentent les qualités personnelles requises pour remplir les tâches disponibles, le chômage devient une anomalie tant qu'il reste une demande d'emploi en face d'une place offerte, et ne peut être mis sur le compte que d'une organisation défectueuse du travail dans la profession. C'est donc vers ce dernier objet et vers les institutions destinées à y pourvoir qu'on va se tourner pour trouver la solution du problème. Nous allons examiner ce qu'il faut penser de ce procédé.

***

L'opinion qui paraît être la plus généralement admise parmi les sociologues qui étudient les questions du chômage et parmi les membres de la Conférence, au sujet du placement, est que cette fonction doit être remplie par des bureaux indépendants des deux parties intéressées; ces bureaux seront organisés et dirigés par les pouvoirs publics, sous le contrôle d'un comité mixte de patrons et d'ouvriers. Tel est le principe des fameux bureaux paritaires si en faveur actuellement parmi les sociologues allemands et belges. Du placement syndical il a été peu question, et on a même pu entendre un membre d'une association ouvrière émettre des doutes au sujet de ses résultats.

Il existe un moyen très simple d'appréciation comparative de ces deux modes de placement, c'est d'examiner les conditions de leur prospérité en fonction l'un de l'autre. Sous ce rapport, les documents présentés à la Conférence sont très précis. Tous démontrent que les institutions non syndicales de placement, bureaux payants ou gratuits, municipaux, patronaux ou paritaires, se développent dans les pays et dans les professions où le placement syndical n'existe pas[1]. En France, comme en Allemagne et en Belgique, ce sont les professions dont la main-d'œuvre est inorga-

1. Rapports de M. Feig et de la Fédération des bureaux allemands; rapport de M. Théate; rapport de M. Cruppi.

nisée qui fournissent la clientèle, soit des bureaux payants, soit des bureaux paritaires ou municipaux: en Allemagne, le placement patronal a pris une énorme extension, alors que le placement syndical restait stationnaire; la suppression des bureaux payants, en France, en vertu de la loi de 1904, a produit une recrudescence du placement patronal. En Angleterre, où le placement syndical occupe un rang important, il n'existait guère de bureaux de placements, avant la loi de 1909, à l'exception de ceux qui s'occupaient du placement des gens de maison[1].

Ce fait semble bien indiquer que les institutions de placement, partout où elles se développent, viennent occuper la place laissée vacante par l'organisme qui en était normalement chargé. Cet organisme est le syndicat ouvrier, et il est facile d'en comprendre la raison. Dans la lutte pour la défense des intérêts professionnels, et notamment pour la hausse des salaires, la question de l'embauchage présente une importance capitale. Que le syndicat obtienne une augmentation de salaires, cette victoire sera toute platonique et le contrat de travail qui la sanctionne ne sera qu'un vain mot si l'employeur a la possibilité d'annuler sa concession en embauchant des travailleurs qui n'ont pas été parties au contrat. Quelle peut être l'efficacité d'une grève si la consigne de déserter l'atelier est impunément violée et que le personnel de celui-ci se renouvelle[2]? On peut dire qu'un syndicat qui n'est pas maître du placement des ouvriers de la profession est privé d'un de ses plus sûrs moyens d'action.

Aussi toutes les organisations ouvrières puissantes se chargent-elles de cette fonction. Il en est ainsi des trade-unions anglaises les mieux constituées : celles de plusieurs industries du bâtiment, des constructeurs de chaudières, des mécaniciens, des compositeurs de Londres, ont acquis en fait pour leurs membres le monopole de l'emploi dans la profession, et parfois les patrons s'adressent, en cas de besoin, au siège de l'union. Dans tous les cas, la qualité d'unioniste, dont ces professions, est une condition indispensable pour être embauché, tout au moins dans les ateliers d'une certaine importance[3].

Ces exemples nous montrent quelles sont les conditions que doivent remplir les associations ouvrières pour pouvoir assurer la charge du placement. Il faut d'abord qu'elles aient la puissance nécessaire pour l'imposer : ce n'est pas bénévolement que les employeurs aideront leurs salariés dans la lutte pour la hausse des salaires. Or, le principal élément de cette force extérieure est le nombre des associés par rapport aux effectifs totaux de la profession : s'il est vrai, en effet, que la prospépérité d'un syndicat repose sur la qualité plus que sur le nombre de ses membres, encore faut-il qu'il ne laisse pas en dehors de lui une proportion de non-syndiqués assez forte pour annihiler ses propres efforts. Il faut ensuite que l'attitude du syndicat vis-à-vis des employeurs ne contribue pas à augmenter la répugnance de ces derniers à s'adresser à lui, mais qu'elle soit empreinte de la modération et de la courtoisie qui marque toute la distinction qui doit exister entre les deux termes d'adversaires économiques et d'ennemis de classe. Quelques syndicats, en France, parmi les mieux constitués, sont arrivés à réaliser cette double condition et à pratiquer le placement de leurs adhérents, dans la corporation. Si la grande majorité des travailleurs, dans ce pays comme en Belgique et en Allemagne, ne s'est pas encore élevée à cette conception de ses véritables intérêts, cela prouve seulement combien est important, dans les questions dont nous parlons, le rôle des facteurs moraux et individuels.

En ce qui concerne cette deuxième catégorie de travaillleurs, l'absence de l'organisme professionnel dont la mission na-

1. La statistique par profession des placements effectué par les *labour exchanges* est trop vague pour nous fournir aucune indication précise sur la nature des résultats obtenus (V. le rapport de M. Beveridge).

2. La question du fonctionnement des bureaux municipaux ou paritaires en temps de conflit du travail suscite de graves difficultés, que l'abstention ou la neutralité ne solutionne pas.

3. De Rousiers, *Le Trade-unionisme en Angleterre*, p. 90, 245, 272. Board of Trade. *Agencies and methods for dealing with the unemployed*, p. 20, 42.

turelle est le placement, rend nécessaires les institutions chargées de suppléer à cette lacune. Les abus des bureaux payants, favorisés par la faible capacité de leurs clients à pourvoir à leurs propres intérêts, a conduit dans tous les pays à créer des bureaux sous le contrôle des pouvoirs publics, garantissant les chômeurs contre l'exploitation des placeurs. Parmi les divers systèmes qui ont été expérimentés à cet effet, le plus mauvais est à coup sûr celui des bureaux paritaires, pure conception d'une théorie rêvant de concilier des adversaires naturels par le simple jeu d'une création artificielle, et de supprimer par le fait même la plaie du chômage, bien qu'elle tienne à des causes propres aux individus au moins autant qu'à des causes extérieures [1].

Aussi ne faut-il pas s'étonner des faibles résultats obtenus par les institutions de ce genre. Bien que les rapports présentés à la conférence soient extrêmement sobres de renseignements statistiques concernant l'activité des divers genres de bureaux, on peut inférer de ceux qu'on peut y puiser et de ceux que l'on possédait déjà, la faiblesse de leur action ; notamment la comparaison entre le chiffre des placements et celui des demandes d'emploi montre combien ils sont loin de résoudre le problème. C'est qu'une institution artificielle, si ingénieusement combinée qu'on la suppose, ne peut suppléer aux défauts inhérents aux éléments auxquels elle s'applique. Or c'est bien ici qu'on rencontre ces chômeurs d'un placement si difficile qu'un patron ne se décide à les embaucher qu'en cas de pénurie absolue, et qui n'entrent dans une place que pour la quitter au plus tôt. La moindre pratique des institutions de placement et de la vie industrielle dans les professions qui recourent à celle-là montre d'une façon irrécusable que la seule cause, ou tout au moins de beaucoup la principale, de l'instabilité du personnel dans ces professions consiste dans l'inaptitude de la main-d'œuvre à fournir d'une façon satisfaisante les services qu'on attend d'elle. On comprend dès lors facilement que la fonction sociale du placement ne pouvant être remplie par l'organisme dont elle constitue le rôle naturel, faute des conditions qui en permettraient le fonctionnement, ne le soit pas davantage par des institutions artificielles. On peut sans doute attendre de celles-ci une atténuation du mal, dans la mesure où leur activité s'exerce ; mais espérer de leur développement aussi complet qu'on le voudra, la suppression du fléau lui-même, c'est pure chimère.

*
* *

Les conclusions qui se dégagent de l'étude des institutions de placement s'appliquent exactement à l'assurance contre le chômage. Comme le placement, l'assurance est l'une des fonctions normales des syndicats ouvriers. Il est remarquable en effet que, dans tous les pays où elle s'est développée, c'est par les syndicats qu'elle a été réalisée : en Angleterre, elle est tout entière entre les mains des trade-unions ; en Allemagne, en Belgique, en France, c'est sur les caisses syndicales que s'appuie le système des subventions; et les partisans d'une assurance générale et obligatoire ne semblent eux-mêmes prétendre qu'à une extension de l'assurance syndicale. D'autre part, les essais de caisses municipales et non professionnelles, tels que ceux qui ont été tentés à Cologne, à Leipzig, à Berne, etc., ont échoué ou végètent misérablement [2].

L'aptitude des syndicats professionnels ouvriers à pratiquer l'assurance de leurs membres contre le chômage est aisée à comprendre lorsque l'on considère combien sont étroits les liens qui unissent la lutte contre le chômage et celle pour la défense des intérêts professionnels. Il suffirait, au besoin, de noter l'antinomie

1. Nous ne pouvons entrer ici, en raison des développements auxquels nous serions entraînés, dans les arguments qui condamnent ce système au point de vue de l'élévation sociale de la classe ouvrière. L'un des principaux est que de tels bureaux sont destinés à devenir de véritables institutions patronales, à moins que leur efficacité ne reste insignifiante.

2. Rapports de M. le Dr Feig et de M. le Dr Hofmann.

qui existe à cet égard entre l'intérêt de l'assureur et celui du syndicat, lorsque ces deux fonctions sont séparées, le premier visant à procurer des emplois au plus tôt, même au détriment du salaire, alors qu'aux yeux du second, l'indemnité de chômage n'est souvent qu'un moyen du même ordre que la greve tendant à pousser à l'élévation des salaires. Aussi les plus prospères parmi les trade-unions anglaises possèdent-elles des caisses de chômage fonctionnant activement, et leur histoire montre que leurs succès dans la lutte professionnelle ont tenu plus d'une fois à la réunion dans les mêmes mains de la caisse de grève et de celle de chômage. D'autre part, les facilités que possèdent les syndicats pour résoudre l'épineuse question du contrôle des chômeurs; la sélection des risques, essentielle à toute assurance véritable, qui s'opère chez eux automatiquement; la souplesse dans la fixation de leurs cotisations permettant des rappels de primes en cas d'insuffisance : tous ces avantages que possèdent les syndicats, à la différence des autres institutions d'assurance contre le chômage, montrent que celle-ci ne peut être réalisée d'une façon satisfaisante que par eux.

Mais ici encore, nous nous heurtons à une singulière illusion que nous avons déjà rencontrée, celle de la confiance en la toute-puissance d'une institution pour remédier à un fléau tel que celui du chômage. La constitution d'une caisse syndicale de chômage supposant la réunion de toutes les conditions dont nous avons déjà reconnu le concours indispensable au développement d'un syndicat puissant, il est clair qu'une telle solution du problème ne peut être réalisée que par les catégories de travailleurs qui possèdent les qualités morales nécessaires à cet effet, et que cet aspect de la question requiert avant tout une solution d'ordre moral. En dépit de la nature de ces conditions, c'est sur un développement artificiel de ces caisses syndicales que se fondent un grand nombre de sociologues pour atteindre les chômeurs qui échapperaient à l'action du placement; et ce développement, c'est des encouragements produits par les subventions des pouvoirs publics qu'ils espèrent. Il y a, semble-t-il, plus que de la témérité à attendre de gens qui ne jugent pas leur intérêt engagé à se grouper en associations et à verser les cotisations élevées en vue d'un risque éventuel, qu'ils y seront plus portés parce qu'on gratifiera leur association d'une quote-part plus ou moins forte de ces cotisations ou des dépenses occasionnées par ce risque. Les résultats obtenus par le fonds de chômage de Gand, le prototype du système, sont concluants à cet égard. Si nous nous reportons, non aux rapports présentés à la Conférence, qui ne contiennent aucun renseignement sur ce point, mais au rapport rédigé en 1909 par M. Fagnot[1], nous voyons que le nombre des adhérents est passé sans doute de 12.239 en 1902 à 17.426 en 1907. Mais il faut remarquer, d'une part, que les allocations communales passaient, dans le même intervalle, de 16.171 francs à 23.722 francs, alors que le total des dépenses des caisses syndicales restait sensiblement le même[2], et, d'autre part, que dès 1899, l'effectif des syndicats ouvriers de cette ville s'élevait déjà à 17.000 environ, sur une population ouvrière totale de 60.000 individus.

On s'abuserait du reste si l'on considérait comme un succès le gain si faible qu'a pu obtenir le système, grâce à ses libéralités. Des travailleurs attirés à la caisse syndicale par un avantage extérieur et immédiat, et non par une pensée de prévoyance et par la conscience de leurs véritables intérêts, ne sauraient être considérés comme des recrues désirables : ils ne peuvent qu'affaiblir une organisation qui repose essentiellement sur la qualité de ses adhérents. Ceux dont nous parlons, attirés par la subvention ou par les réclames bruyantes faites autour du système, ne lui resteront attachés que dans la mesure où ils ressentiront les bienfaits de ce dernier : que la main qui les secourt se retire, eux aussi se retireront. Au total, les syndicats auront plus perdu que gagné à cette éphémère et artificielle prospérité.

1. *Le problème du chômage*, p. 57.
2. La proportion de l'effort personnel descendait, de ce chef, de 72 à 64 %.

Ce préjudice ne sera pas le seul. S'il est vrai, ainsi qu'on l'a vu tout à l'heure, que la caisse de chômage n'est que l'accessoire et l'auxiliaire de celle de grève, et que la réunion de ces deux fonds dans les mêmes mains en vue d'une même direction est un avantage considérable pour les associations ouvrières, on voit à l'inverse que le système des subventions ne peut que nuire à ces dernières en leur enlevant cet avantage, puisqu'il implique une séparation absolue entre les deux caisses. C'est la chaine dorée qui lie les mains du syndicat dans la lutte pour l'élévation des salaires.

Enfin, le système des subventions contrarie encore les progrès de l'organisation ouvrière en ce qu'il a pour effet de démoraliser la classe ouvrière plutôt que de lui inculquer l'esprit de prévoyance. Aider celui qui peut arriver à se tirer d'affaire par ses propres forces équivaut à l'encourager à restreindre ses efforts pour y arriver : or, la plupart des syndicats ouvriers sont normalement dans ce cas. Les subventions qu'ils reçoivent sont autant de gagné pour eux sur les cotisations qu'ils se garderont désormais de demander à leurs adhérents. Les vertus sociales ne s'inculquent pas artificiellement du dehors ; elles ne peuvent venir que d'un effort personnel et volontaire.

Il y aurait bien d'autres considérations à ajouter à la charge de l'institution dont nous parlons. On a observé notamment qu'elle consacre une injustice en favorisant les catégories de travailleurs privilégiés au point de vue des salaires et de l'organisation, et en laissant de côté celles qui souffrent le plus du chômage et qui ont le plus besoin d'assistance. Nous n'insisterons pas ici sur cet argument, peut-être moins probant qu'il n'en a l'air. On peut justifier les subventions aux caisses syndicales dans certains cas exceptionnels où une crise de chômage particulièrement intense risquerait de compromettre l'existence du syndicat et de mettre à néant l'œuvre de pacification et d'organisation sociale accomplie par lui. Les arguments de fait nous suffisent ici, sans aborder ceux de droit, pour juger une institution imaginée de toutes pièces par des sociologues trop confiants dans la valeur des remèdes artificiels.

*
* *

Cette confiance dans l'efficacité d'un remède tout-puissant pour résoudre le problème du chômage est l'une des tendances d'esprit les plus répandues parmi les personnes qui étudient celui-ci, et la dernière Conférence l'a bien mise en lumière. Qu'il s'agisse du placement ou de l'assurance, on sent chez leurs apologistes la conviction absolue que l'adoption de leur système suffirait à supprimer tout chômage. On ne distingue pas, du reste, entre les différents cas de chômage, et l'on ne se demande pas si ces cas, provenant de causes très diverses, ne requièrent pas des remèdes aussi variés : le placement et l'assurance sont des panacées qui doivent être appliqués partout et produire les mêmes heureux effets.

Nous ne nous attacherons pas ici à dissiper cette illusion, que tous les lecteurs de la *Science sociale* sont certainement déjà préparés à éviter. Ce serait toute l'étude du problème, si vaste et si complexe, qu'il nous faudrait entreprendre. Qu'il nous suffise d'indiquer que ce dernier n'est point cette situation unique que les esprits simplistes s'attachent à enfermer dans une définition : il y a beaucoup de sortes de chômages, depuis celui du typographe chassé de son métier par la linotype jusqu'à celui du garçon boucher renvoyé parce qu'il a manqué une livraison ou qui s'en va simplement pour se donner de l'air. Il serait plus vrai de dire qu'il y a beaucoup de sortes de chômeurs, qui présentent entre eux des différences telles que le problème qui se pose pour l'un est d'une toute autre nature que celui qui se présente pour un autre. Considérer tous ces cas comme identiques est s'exposer à ne jamais en apercevoir la solution.

La cause de cet état d'esprit est très facile à discerner. Elle provient de l'incertitude que nous avons signalée au début de cet article au sujet de la méthode employée dans l'étude de la question. Envisagés du point de vue de la statistique,

les cas présentent tous les mêmes caractères : les individus concrets disparaissent pour faire place à un seul représentant, l'*homo statisticus*, qui n'existe pas dans la réalité, puisque c'est une pure abstraction, mais qui a l'avantage de dispenser de l'examen de tous les autres, c'est-à-dire de tous les individus en chair et en os. Dès lors, qu'est-il besoin d'étudier la physiologie de ces groupements vivants ? Le problème, réduit à des données numériques, se résoudra par des chiffres. Calculer le nombre des chômeurs, mettre en regard celui des places disponibles est une opération très simple : tel est le rôle du placement. Pour le surplus, il n'y a guère plus de difficultés : une bonne statistique vous renseignera sur le nombre de jours à indemniser chaque année : divisez le total par le nombre des contribuables, et voilà l'assurance créée.

Inutile de dire combien plus précise, plus scientifique et plus féconde est la méthode de l'observation directe des faits. Pas plus qu'aucune autre science, la science sociale n'a le privilège de permettre à l'esprit humain d'embrasser l'ensemble des faits avant d'être arrivé à la connaissance de faits isolés. Or, dès qu'on procède ainsi, on est obligé de reconnaître toute la diversité des cas qui échappait au regard d'ensemble. Il faut bien sans doute s'élever à un niveau supérieur qui fera disparaître tous les caractères purement individuels, en laissant émerger seulement ceux qui s'appliquent à des catégories entières, sans quoi l'observation ne conduirait jamais à aucune loi. Mais cette sélection parmi les faits observés ne sera plus arbitraire, comme celle qui est opérée avant toute observation directe ; elle sera le fruit de l'analyse raisonnée qui compare les caractères communs qui se retrouvent chez plusieurs sujets, examine leurs rapports avec ceux qui diffèrent de l'un à l'autre, et montre quels sont ceux qui sont essentiels au point de vue de la question étudiée et ceux qui sont accessoires ou fortuits. Appliquée au chômage, cette méthode conduit à distinguer, dans ce problème, une série de questions qui toutes doivent être étudiées d'une façon principale pour aboutir aux solutions qui leur sont adéquates. On voit qu'on est encore éloigné d'un pareil résultat.

* *
*

Le fruit le plus appréciable qui demeurera de la Conférence sera peut-être la création d'une association internationale du chômage. Ce n'est certes pas une innovation, et l'on pourrait plutôt trouver qu'une association internationale dans un pareil domaine a mis bien du temps avant d'éclore. Depuis de longues années existent déjà des sociétés internationales relatives aux besoins les plus importants de l'ordre social. telles que l'Institut de droit international, l'Institut international de statistique, le Bureau international de la paix, l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle. l'Union internationale pour la protection légale des travailleurs, le Comité permanent international des accidents du travail et des assurances sociales, etc. La fondation d'un nouveau comité international du chômage, après tant d'autres, montre tout simplement que cette question, comme presque toutes les autres questions économiques et sociales, ne peut pas être considérée au point de vue d'une nation isolée. Aucun peuple civilisé ne vit plus de nos jours à l'écart du reste du monde ; les mêmes problèmes se posent pour tous, et souvent ce sont certains d'entre eux qui les font naître chez les autres. Sans doute le chômage ne se présente pas partout de la même façon : celui qui résulte du machinisme est solutionné en Amérique d'une façon toute différente qu'en France ; à l'inverse, la concurrence de certaines catégories de travailleurs paraît plus redoutable en Angleterre et aux États-Unis qu'en Belgique ou en Allemagne. Mais les répercussions qui se manifestent en un point se reproduisent partout dans le même sens. quelles que soient les variations dans leur intensité. Le chômage est un problème de la civilisation moderne et toutes les nations ont un égal intérêt à ce qu'il soit résolu également dans le monde entier.

G. Olphe-Galliard.

APPRÉCIATIONS DE LA PRESSE

De l'*Opinion*, sous la signature d'André Lichtenberger :

« Vous avez pu lire naguère qu'en plein quartier de Grenelle, M. d'Aramon, candidat républicain indépendant, c'est-à-dire catholique et conservateur, avait été élu par plus de huit mille voix contre M. de Pressensé, socialiste unifié, qui, à grand'-peine, en obtenait six mille.

« Il n'est pas impossible que cet événement trouve partiellement son explication dans certaines circonstances de personnes, et aussi dans le mouvement général qui semble entraîner la région parisienne et tout ce qui, dans notre pays, a déjà fait l'expérience du socialisme et de la démagogie, vers des idées de modération.

« Il est certain, toutefois, qu'il a son origine véritable dans une particularité sociale que peuvent seuls méconnaître les esprits superficiels ou mal informés. Qu'entre les deux candidats également aristocratiques qui se disputaient ses voix, l'arrondissement de Grenelle ait choisi pour son représentant M. d'Aramon de préférence au citoyen de Pressensé, ne s'explique pas seulement par le fait que le nom du premier rappelait à l'électeur une boisson démocratique. La vérité est que la défaite de M. de Pressensé n'a pu surprendre que ceux qui ignoraient la composition sociale de la circonscription. Ceux qui savaient le nombre important de chiffonniers qu'elle renferme pouvaient prévoir le résultat.

« Car les convictions politiques du chiffonnier ne sont point déterminées par de creuses logomachies. Elles se mesurent strictement à la grosseur des tas d'ordures. Il y a quelques années, M. Paulian retraçait la physionomie d'une réunion populaire, où un orateur anarchiste dénonçait avec âpreté les misères prolétariennes. Un chiffonnier l'interrompit : « Le remède? » — « Le remède, s'écria le propagandiste, c'est la révolution sociale! » — « Ce n'est pas cela qui mettra des os dans les tas d'ordures, » répondit l'autre. Et ce sage prit sa hotte et son crochet et s'en alla au travail.

« Ainsi pensent encore beaucoup de ses collègues. Certains gardent un attendrissement pour l'ère impériale, dont les fêtes laissaient derrière elles des résidus, dont les somptuosités demeurent fascinantes, quasi légendaires. La plupart professent le plus dédaigneux éloignement pour le socialisme. Il faut les entendre dire avec mépris d'un quartier pauvre : « C'est ouvrier! » Les intérêts du chiffonnier le portent naturellement du côté de la pièce de cent sous. C'est ce qu'a eu le tort de méconnaître M. Francis de Pressensé. On a beau être collectiviste sur le bout des doigts, ça ne suffit pas toujours pour connaître la question sociale. Prenez la peine de lire le livre de M. Joseph Durieu : vous y apprendrez à la fois pourquoi M. de Pressensé fut blackboulé et en même temps beaucoup d'autres choses.

« M. Durieu qui est un élève de Le Play et se réclame, en outre, de ses deux disciples les plus notoires, l'abbé de Tourville et M. Demolins, s'est proposé de nous faire connaître « les Parisiens d'aujourd'hui ».

« Il est assez généralement admis, en somme à bon droit, que les conditions du travail tendent, dans le monde industriel, et particulièrement dans nos grandes villes, à s'uniformiser et que, par conséquent, les travailleurs eux-mêmes deviennent des unités de plus en plus identiques les unes aux autres, soumises à certaines réactions et influences qui ont un caractère de fatalité.

« Avec beaucoup d'ingéniosité, M. Durieu s'est au contraire donné pour tâche de nous montrer la prodigieuse variété de types sociaux entièrement originaux qui subsistent sous cette uniformité apparente. Il s'est appliqué à nous faire voir que, jusque dans nos cités ultra-modernes, certaines catégories de citoyens demeurent dans des conditions de vie tout à fait analogues à celles des sociétés primitives, et que ces conditions de vie continuent à déterminer une mentalité et des particularités sociales qui se rapprochent étrangement de celles de telles populations chasseresses ou agricoles. Sans doute, il ne

faudrait pas pousser jusqu'au paradoxe ces conclusions. Limité à sa véritable portée, le livre est intéressant. Riche en observations directes, muni d'observations statistiques multiples, il est un répertoire commode à consulter. Rapproché des études du même ordre de M. Paulian, il donne lieu à des constatations souvent pittoresques, et qui, parfois, ne sont pas dénuées de quelque portée.

« Quoi de plus curieux, en effet, que l'exemple de cette profession de chiffonnier, qui semble en quelques années avoir parcouru un cycle assez semblable à celui qui fut, au dire de certains théoriciens, celui de l'humanité entière? « Nous voyons le groupe des chiffonniers faire une évolution en tout comparable à celle des sociétés européennes qui, arrivées d'Asie à l'état communautaire, sont aujourd'hui sous le régime de la propriété individualiste. » Il a suffi de vingt-cinq ans pour amener cette transformation à laquelle a correspondu une transformation parallèle de la mentalité et des conditions d'existence de la corporation.

« Il y a moins d'un quart de siècle, le seul type de chiffonnier existant était le *coureur*.

« Tout comme l'Indien chasseur qui recherche quotidiennement sa nourriture sur des territoires de chasse indivis, le coureur, chaque nuit, armé de son tomahawk et de son carquois, c'est-à-dire de son crochet et de sa hotte, guidé par son flair et son expérience, part à la découverte du gibier, c'est-à-dire de ces tas d'ordures, bien pointus « en pain de sucre », dont le seul aspect révèle qu'ils sont encore inviolés. Le coureur connaît les heures et les lieux propices. Il sait, par exemple, à quel moment il convient d'être à la porte des hôpitaux pour y recueillir ces richesses, dont l'énoncé seul met l'eau à la bouche : « De vieux bandages, des éponges qui ont servi à laver les plaies, de la ouate avec laquelle on a frictionné les rhumatisants, des fioles de toute nature et surtout des bouchons de pharmaciens et des capsules d'eau minérales ». Un peu incommodé par la concurrence étrangère et par le brocanteur, ou chineur », qui le frustre en allant à domicile acheter les vieux habits, le « biffin » gagne pourtant sa vie. Des tas d'ordures il tire directement ce qu'il lui faut pour sa nourriture. Il vend le reste à l'usinier. De son gain, la meilleure partie va à la boisson. Dans le journal de la corporation, on constate que sur dix-neuf annonces, il y en a seize de marchands de vins, une d'objets pour première communion, une d'imprimeur, une de marchand de couronnes funéraires. Le « wigwam » du coureur est simple et malpropre. En dépit de toute absence d'hygiène et contre toute logique, la santé y est bonne. Des enfants nombreux y grouillent : plus il y aura de chasseurs, plus on ramènera de gibier; le chiffonnier n'a pas de religion positive, mais, traditionnaliste, il fait baptiser sa progéniture et enterrer religieusement ses morts. Tout comme le Peau-Rouge, il est individualiste, conçoit mal les formes supérieures de l'association, se méfie de la politique et de l'étranger. Ses divertissements sont ceux des peuples primitifs : il aime la boisson, la sieste, le spectacle. Et tout comme le travailleur agricole de nos régions méditerranéennes, il chante en faisant sa cueillette : le « triage des ordures qu'il a ramassées... ».

« Mais, de nos jours, le « coureur » n'existe plus qu'à l'état sporadique, à titre d'exception. A l'état de communauté s'est substituée l'appropriation individuelle, qui a immédiatement amené une transformation des mœurs. *Coureur*, le chiffonnier vivait sous le régime de l'atelier collectif. Devenu *placier*, il acquiert l'atelier de travail individuel.

« Ce sont, en 1884, les ordonnances de M. Poubelle sur le dépôt des boîtes à ordures et leur enlèvement à une heure déterminée qui ont été le point de départ de cette transformation. Le peu de temps laissé au chiffonnier pour faire sa cueillette dans les caisses suscita dans la corporation une certaine agitation et de nombreuses doléances, dont le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia fut l'interprète à la Chambre. Peu à peu, un nouveau régime s'établit. De coureur et de vagabond, le chiffonnier devint une manière d'agent municipal, un collaborateur du concierge et de la domesticité, Actuellement c'est lui qui, chaque matin,

prend à heure fixe la boite à ordures, la vide et, en échange de ce service, a le monopole d'y faire son choix. C'est un fournisseur, presque un fonctionnaire. Peu à peu, tous les quartiers se départagent en groupes de maisons, en « places » dont chacune a son titulaire. Une place de cinq à six bons immeubles rapporte 15 à 20 francs par jour. Le gain quotidien moyen du chiffonnier placier est de 12 francs. Quand il prend sa retraite, il vend son emploi et vient présenter son successeur. Ses mœurs se raffinent. Il a cessé de déterrer sa nourriture à même les ordures. Concierges et cuisinières lui enveloppent les morceaux de rebut dans un morceau de journal, voire de papier blanc. Il devient parfois un capitaliste, élève des porcs. Des commencements de coopératives et de syndicats s'esquissent. Toutefois ils n'ont pas encore de politiciens pour secrétaires. Et ils demeurent de tendances conservatrices. On se lègue volontiers la place de père en fils. L'alcoolisme et le mépris de l'hygiène sont demeurés à peu près identiques, de même que la bonne santé générale ; mais on a moins d'enfants, toute la famille ayant à se nourrir sur la même place et non plus sur un territoire de chasse indéterminé. L'intelligence et l'ingéniosité se développent. Il paraît qu'à l'école, les enfants de chiffonniers sont remarqués pour la vivacité de leur esprit. Et chez les individus d'élite se développent des velléités philosophiques qui font songer à Renan ou à Le Play en personne.

« L'étude des tas d'ordures est riche en enseignements d'une haute portée sociologique. Selon leur catégorie, le chiffonnier apprend à connaître la condition de sa clientèle. Les familles riches donnent surtout de la « graisse », c'est-à-dire des résidus de cuisine vendables aux fondeurs. Le bourgeois, souvent paperassier — qu'il soit fonctionnaire ou homme de lettres — fournit du « bouquin ». La famille ouvrière, qui achète des vêtements bon marché, vite usés, et des objets de camelote, engendre le chiffon et la ferraille.

« Ce n'est pas seulement la condition du ménage, c'est également la manière dont il est tenu que le chiffonnier apprécie avec exactitude. Dans telle boîte abondent les morceaux de pain à peine entamés : il y a du coulage. Maïs le seul aspect de telle autre dénonce que dans cette maison on n'attache pas les chiens avec les saucisses.

« Administrateur d'une grosse affaire industrielle, M. X... a un loyer de 30.000 francs, un revenu de 200.000. Mais voici que la recette de « graisse » mensuelle est diminuée de 20 francs. Tandis qu'il continue de porter beau et de faire illusion, son chiffonier sait déjà que ses affaires vont mal ; il est le seul que, quelques mois plus tard, le grand krach de la maison X... ne surprendra pas. Le jour où sera voté l'impôt Caillaux, l'adjonction d'experts chiffonniers sera indispensable pour en établir l'assiette.

« Les phénomènes les plus variés ont sur la profession des retentissements considérables et tout à fait imprévus. Facilitant les villégiatures, prolongeant les séjours à la campagne, le développement de l'automobile lui a porté un coup déplorable. Et de même l'expulsion des congrégations : nombre d'œuvres ont recommandé aux fidèles, pour venir en aide aux religieux besogneux, de mettre de côté, au lieu de les jeter aux ordures, les vieux journaux et la ferraille.

« En moyenne, le placier gagne pourtant sa vie. Mais, si l'on veut savoir jusqu'où le chiffon peut élever son homme, c'est au maître chiffonnier qu'il faut le demander. Le maître chiffonnier, c'est le commerçant qui achète au placier la « camelote », la trie et la revend aux usiniers. Le maître chiffonnier est souvent un Auvergnat ; car l'Auvergnat, nous apprend M. Demolins, race caractérisée par l'élevage et la vente du bœuf, est naturellement « un éleveur doublé d'un commerçant rusé ». Il est remarquable par la rapidité, l'exactitude avec lesquelles il se rend compte de la valeur exacte d'un lot de camelote. Opération malaisée, si l'on veut bien se rappeler qu'il n'y a pas moins d'une vingtaine de variétés dans le seul chiffon et que les prix de vente de la den-

rée varient de 0 fr. 50 à 80 fr. les 100 kilos. Un seul coup d'œil suffit au maître chiffonnier expert : 1° pour apprécier la proportion relative de toutes les qualités de camelote ; 2° pour en calculer la valeur au cours du jour et pour le poids de chacune de ces qualités ; 3° pour peser l'ensemble et faire le total. De telles qualités ne sont pas communes ; aussi, c'est en vain que, se plaignant d'être exploités, les chiffonniers ont essayé de s'organiser en coopérative. Les maîtres chiffonniers l'ont toujours emporté. Venus d'Auvergne en sabots, il en est qui, riches aujourd'hui de plus d'un million, continuent, assistés de leurs épouses, à jauger quotidiennement la camelote. D'autres, hélas ! sont devenus des gens du monde et peut-être que déjà la « graisse » que l'on récolte dans leur boîte à ordure dénonce du coulage dans leur maison et laisse prévoir le moment de la déconfiture.

*
* *

« D'autres monographies de M. Durieu ne sont pas moins instructives : soit qu'il s'agisse d'autres types « de simple récolte », le mouronnier, le mégotier : soit que nous ayons affaire aux représentants d'industries dites d'extraction dont la proximité de la capitale explique également le caractère et le développement : culture des primeurs et des orchidées, exploitation de champignonnières, etc. Toutes ces professions évoluent d'une manière continuelle en fonction de nos besoins et de nos propres transformations. Rien n'est plus curieux que d'en suivre les avatars. Et sans doute que l'instant est spécialement favorable pour les recommander à la sympathie de nos lecteurs. Car n'oublions pas que, pour beaucoup d'entre elles, la saison est dure. Bénéficiaire de nos vices, comme M. Cochery en personne, le mégotier, tandis que nous villégiaturons sous la pluie à la montagne, constate avec tristesse la diminution en nombre et en grosseur des bouts de cigare. Où est l'époque bien heureuse où, entre quatre et sept heures, il se faisait 3 francs dans les parages de la gare Saint-Lazare, quarante sous devant l'Opéra entre le deuxième et le troisième acte ?

« Et l'étude attentive de ces métiers si divers ne sera pas moins profitable à l'homme politique qu'au sociologue ou au simple curieux. Mieux informé des choses de la « camelote », M. de Pressensé eût épargné au socialisme un cuisant échec. Mieux informés de la vie multiple et diverse qui s'agite autour de nous, nos théoriciens éviteraient les généralisations hâtives et superficielles, et nos législateurs auraient moins aisément la tentation de s'en inspirer pour édicter des lois sommaires, imparfaites, et souvent dangereuses, dont ils ne soupçonnent point les répercussions. Il n'est pas plus de panacée universelle en politique qu'en thérapeutique. Tout comme le médecin, le sociologue et le politique déterminent sans grand mérite certaines maximes générales d'hygiène : la difficulté de leur art consiste proprement à les accommoder au mieux des tempéraments individuels si variés dont la santé leur est confiée.

« Si, leur donnant à méditer l'exemple du chiffonnier, nous les avons mieux pénétrés de la complexité de leur devoir, nous n'aurons point perdu notre peine. Dans un caillou le sage entrevoit l'infini de l'univers et de ses lois. Il est également enclos dans un tas d'ordures. »

De *La Française*, sous la signature d'Alice Berthet :

« C'est encore de la vie vraie que l'on trouve dans les études sociales, très documentées et fouillées, que M. Joseph Durieu intitule les *Parisiens d'aujourd'hui*. Tous ceux que préoccupent les questions sociales y trouveront des détails minutieux et précis sur la vie, le budget, les mœurs, le caractère professionnel des mêmes travailleurs, mouronniers, chiffonniers, petits cultivateurs, bûcherons, carriers, plâtriers, champignonnistes, briquetiers. Et grâce aux types bien choisis, à quelques anecdotes, et surtout à la manière agréable de conter et de décrire que l'on connaît au spirituel sociologue, cet ouvrage ne paraîtra pas aride et dénué de charme aux lecteurs profanes. »

De la *Croix*, sous la signature de E. Odil :

« Une lecture n'épuise jamais le charme d'un bon livre. Le cœur y revient avec facilité comme la source de ses meilleurs sentiments. Un bon livre jette toujours une note neuve dans notre âme. Elle crée des ardeurs nouvelles. Elle sème ou fait croître des vertus. Elle rend à la vie l'optimisme qui lui est dû. Elle donne à l'homme « de faire bien l'homme », comme disait Montaigne.

« Les quelques pages consacrées par M. Gabriel Melin à l'*Orientation particulariste* semble écrites dans ce but unique : créer des hommes. Il ne leur manque rien pour aider à la réalisation de cette fin. Écrites sans longueurs, d'une façon agréable, le lecteur les parcourt avec intérêt. D'autre part, la thèse particulariste y est établie, sérieusement, sur des faits contemporains, et la théorie elle-même a tout l'attrait des nouveautés, qui ont, au fond du cœur humain, leur raison d'être. L'ouvrage nous rappelle que les étiquettes peu alléchante, cachent parfois les bonnes liqueurs. Dès l'abord, son titre n'excite guère la sympathie. Est-ce un vieux fonds communautaire qui proteste contre lui? Je ne sais. Mais il apparaît, à première vue, comme un revenant américaniste. Illusion d'un instant; car, pour peu que la lecture se poursuive, elle nous réconcilie bien vite avec l'auteur.

« Mieux que nos paroles, les faits prêchent éloquemment nos théories. M. Melin, en habile homme, a chargé les faits de prévenir le lecteur en faveur de sa thèse. Les premières pages où il étudie le sens particulariste, sa possibilité, ses résultats, sont tissues de faits. Et, naturellement, nous posons avec lui la question : Comment peut et doit se faire cette orientation particulariste? La *Science sociale* nous répond, avec ses fondateurs : par la famille. Elle nous indique l'attitude qui lui convient en face de la presse, dans les œuvres, les associations, les relations dans le monde. Mais surtout, elle nous renseigne sur les qualités qui forment le particulariste. Elle les résument dans une double résolution : être soi-même, avec confiance dans la vie.

« Le particulariste se distingue du communautaire par son indépendance. Il repose sur soi. Il n'attend pas que le monde où il vit lui fournisse ce dont il a besoin. Son initiative va au-devant des nécessités qu'il supprime par son propre travail. Il ne craint pas les responsabilités. Il ne s'en décharge pas sur ses voisins. Mais, comme il se possède, il aborde la vie avec calme, avec joie, et met en action toutes ses énergies pour qu'elles donnent leur plus-value. Le particulariste ne se laisse pas guider par l'opinion des masses. Moins que tout autre il cède au respect humain. Il le combat comme un ennemi. Ni ses actes ni ses attitudes, encore moins ses pensées, ne lui sont dictés par son milieu. Il a reconnu que le sillage où glisse sa vie ne l'égare pas. Il s'y maintiendra, non par un entêtement aveugle, mais tant que cette voie lui apparaîtra comme la bonne. La stabilité de ses idées et de ses décisions déterminera celle de sa vie.

« Un journaliste a découvert, dans les actes énergiques du Pape glorieusement régnant, une attitude particulariste. De fait, la routine, le respect humain y sont sacrifiés d'une noble façon. Pourtant, nous ne pouvons trouver dans ses actes l'absence de l'esprit de tradition. Bien au contraire, cet esprit y vit, et plus fortement que jamais. C'est, peut-être, ce que M. Melin ne fait pas assez ressortir. L'esprit de tradition ne s'oppose pas, s'il est bien compris, à une orientation particulariste. Mieux que cela, il en procure le fondement le plus solide, en même temps qu'il transmet aux générations nouvelles les forces non épuisées par le passé. Le particulariste veut être lui-même. Dans notre « nous-même » est, en grande partie, l'œuvre de ceux qui nous ont précédés. Notre personlité nous est léguée par nos ancêtres comme une œuvre inachevée, qui se perfectionne au cours des siècles. A nous de l'adapter aux temps nouveaux. Mais nous nous devons, à nous comme à nos pères, de lui garder son caractère, sa note particulière. Car cette note, qui prend de l'ampleur dans la suite des âges, fait partie intégrante de sa richesse. Faisons donc valoir à notre tour ce trésor familial. Dé-

veloppons-nous, non comme des pillards qui grappillent par-ci, par-là, tout ce qui tombe sous leurs mains, mais, sur ce que le passé a déposé de meilleur en nous, élevons l'édifice de notre vie. Le particulariste ne se rassasie pas de nouveautés, mais plutôt il en exprime tout le suc. Il n'en garde que ce qu'elles ont d'*harmonique avec la meilleure partie de lui-même*. Ainsi le chrétien demeurera chrétien, et ceux que la foi n'éclaire pas s'achemineront, du moins, vers ses clartés.

« Le lecteur voit dans quel sens nous entendons l'indépendance que le particularisme réclame. Elle se manifeste dans une attitude de juste milieu. Elle ne prêche pas la révolte contre le passé ni contre le présent. Elle emprunte à l'un et à l'autre ce qui les rapproche le plus de l'idéal, du bien. Elle ne consent point à mener une vie d'esclavage, mais prétend dominer l'un et l'autre. Comme l'écrivait Henri de Tourville : « N'est-ce pas folie que d'attacher l'allure de son âme à un mouvement extérieur sur lequel on a si peu de prise, ou plutôt aucune prise certaine selon son gré à soi. » (*Lettre du* 11 *février* 1899.)

« Inutile de le remarquer, du fait que le particulariste demeure lui-même, agrandit sa personnalité, il avance réellement. L'esprit de tradition, entendu dans un sens particulariste, ne nous oblige pas de reculer. Il réalise de véritables progrès. Qui nous dira l'élan, le renouveau que donneront à la piété chrétienne les actes récents du Saint-Siège, si bien en harmonie avec la tradition, et pourtant si nouveaux en notre siècle enlisé dans la routine? Ce n'est donc pas un retour en arrière que nous réclamons, mais l'absence de papillonnage qui dissipe les forces. Les renouvellements de chaque instant ne font pas avancer, puisque l'ouvrage est toujours à recommencer. Mais la suite dans les travaux constitue la meilleure assurance du progrès. Aussi le particulariste n'en fait pas abstraction.

« Le particulariste enfin donne toute sa confiance à la vie. Les tristesses qui s'y rencontrent ne le désolent point jusqu'à la paralysie. Elles renforcent plutôt son activité. Il aime la vie. Car, pour lui, elle mérite d'être vaincue. Elle a un prix, comme disait un particulariste chrétien. D'ailleurs cet optimisme ne porte que de bons fruits. Ce n'est que sous son inspiration que l'individu peut prendre quelque essor. Le pessimisme crée, dans les cœurs et dans les sociétés, de désolants déserts. Il fait le vide, comme un souffle de mort, il tue les vives énergies qui ne demandent qu'à produire. Quelle parole plus nocive que ces trois mots jetés avec un certain sourire : « A quoi bon? » Le bien existe, il ne tient qu'à nous de l'augmenter par notre action et par celles que nous susciterons autour de nous. A ce point de vue, l'égoïsme, la jalousie, ce mauvais regard de l'âme; qui s'irrite du succès d'autrui, sont inconnus au particulariste. Volontiers, il ferait sienne la devise de l'Apôtre : *Utinam et omnes prophetent?* Il y a, dans cette jalousie qui nous attriste du bien réalisé par d'autres efforts que les nôtres, du pessimisme orgueilleux. Nous jugeons à priori que rien ne peut sortir de bon de chez le voisin si notre firme ne le patronne. Ne dénigrons ni notre temps, ni notre pays, ni nos voisins, nous verrons plus clair dans les choses, et nous agirons en fort bons particularistes. « Le pessimisme, qui s'arrête, disait M. de Tourville, à prononcer des paroles décourageantes, ne sait pas lire les leçons que donne la nature dans l'éclat de son soleil matinal et dans la richesse de ses fruits d'automne. » (*Lettre du* 28 *août* 1893.)

Et Mgr Ireland disait avec à-propos : « La critique vient généralement des hommes fainéants, qui se réjouissent de voir l'insuccès suivre l'action, parce que, de cette façon, ils trouvent la justification de leur propre paresse [1]. »

« L'optimisme dans la vie règle les aspirations et les actes du particulariste. Elle l'informe, en quelque sorte, comme sa vertu capitale. Seule, en effet, elle favorise l'expansion spontanée de tout son être. Le pessimisme rétrécit. Il nous replie sur nous-même et non sur ce que nous possédons de plus beau. Il nous dégoûte

1. Discours sur le *Progrès humain*, p. 214.

de tout. L'optimisme entretient la joie, et, partant, pousse à l'action. Du reste, il accorde nos pensées avec celle que Dieu a sur le monde. Dieu veut que les temps actuels marquent un progrès sur le passé. Il veut que l'avenir, par une plus grande somme de biens, récompense des efforts du présent. Aussi, loin d'éteindre autour de lui les enthousiasmes générateurs d'actions, le particulariste s'y intéressera. Il ne retient pas pour lui la parole de vie. Il la communique. Il sème et répand à profusion les idées de courage, d'initiative. Car, particulariste ne signifie pas égoïste. Au contraire, et M. Melin nous en avertit, le particulariste qui met en jeu toutes ses énergies ne travaille pas que pour lui-même. Il se dévoue toujours au bien commun. Il ne peut donner à la richesse de sa nature de se déployer tout entière, sans en faire participer en quelque sorte la communauté. Il ne vit donc pas en reclus. Mais il ne donne au monde que ce qui lui peut servir.

« Concluons avec l'auteur : « S'il est une notion certaine, que tous s'accordent à admettre aujourd'hui, c'est bien celle du développement de la *personne humaine*. L'être humain, pour cela même qu'il a en lui certaines puissances, se doit à lui-même et doit aux autres de les déployer, de les épanouir par son bien propre et pour celui de la collectivité. C'est un devoir pour lui et c'est aussi un droit; mais c'est un devoir surtout. Aristote disait que l'homme devait être *homme* le plus et le mieux possible... D'après le philosophe grec, l'homme vraiment homme est celui « chez qui toutes les facultés humaines reçoivent leur complet développement, où la nature humaine s'épanouit tout entière... où toutes les puissances qui sont en lui [se développent] d'une manière vigoureuse, large et riche, qui vit d'une vie pleine, épanouie [1]. »

« Tous ceux qui liront ce livre intéressant de M. Gabriel Melin ne se contenteront certainement pas d'en retenir la thèse. Ces pages excitent à l'action et c'est le plus bel éloge qu'elles méritent. Elles aideront à la pratique du mot d'Emerson qui les couronne : « C'est une obligation de réaliser tout ce que l'on connaît et d'honorer toute vérité par l'usage. »

1. Melin, ouvr. cité. p. 152. — Ollé-Laprune, *Essai sur la morale d'Aristote*, p. 53-55.

BIBLIOGRAPHIE

La question sociale en Espagne,
par A. Marvaud (F. Alcan, édit.).

Sous ce titre, M. Angel Marvaud nous donne un livre des plus documentés et des plus instructifs sur les relations qui existent en Espagne entre le capital et le travail. Malheureusement on ne peut guère apercevoir les causes profondes de ces questions ouvrières qu'en déterminant d'abord les types sociaux, même à partir de leur origine agricole et par la méthode monographique. M. Marvaud n'ayant pas adopté cette méthode, il lui était difficile de montrer les raisons des phénomènes observés; malgré cela, son livre est suggestif par plus d'un côté et d'une documentation précieuse pour ceux qui s'intéressent aux choses d'Espagne.

Il nous montre, par exemple, que sur 1.000 individus, on compte à peine 244 agriculteurs et 674 sans profession, ce qui explique très simplement la pauvreté de la nation. L'auteur qui se fait l'écho des plaintes et des opinions espagnoles sur les remèdes que la population désire, nous permet de constater que presque toujours ces opinions se résument comme chez tous les communautaires en un pressant appel à l'intervention d'État.

J. Durieu.

Le Peuplement français en Tunisie,
par J. Saurin (A. Challamel, édit.).

M. Jules Saurin, l'apôtre bien connu de la colonisation tunisienne, vient de publier un livre qui est le fruit de plus de vingt ans d'expérience sur le terrain.

L'auteur met sous les yeux du lecteur la succession de ses écrits depuis le début de son apostolat et n'hésite pas à reconnaître avec une franchise parfaite les erreurs qu'il a pu commettre à cette époque

lointaine par suite de l'insuffisance de son expérience et d'un peu trop d'enthousiasme. Mais les écoles ont porté leurs fruits, les affirmations hasardées ont été remises au point et cette loyauté nous est un sûr garant de la précision des vues actuelles.

Toutes les questions qui peuvent intéresser la colonisation tunisienne sont successivement passées en revue par l'auteur : les meilleurs modes de culture et les résultats obtenus dans les fermes qu'il dirige depuis vingt ans — les procédés de colonisation employés jusqu'à ce jour — l'invasion si menaçante du colon italien; enfin les agissements de l'administration française en face de ces graves problèmes.

Nous sommes heureux de signaler à nos lecteurs ce livre rempli de faits et qui tire une valeur hors pair de la longue expérience du praticien émérite qu'est son auteur.

J. Durieu.

Henry Leyret. — **La tyrannie des politiciens.** *Lettres de province*, un vol. in-16. Ed. Cornély et Cie, éditeurs, Paris, 1910.

C'est de province que M. Leyret a envoyé au *Temps*, l'an dernier et cette année même, les lettres qu'il vient de réunir en volume. J'ignore de quelle province il s'agit, et la lecture de l'ouvrage porte à croire que l'auteur ne s'est pas assigné un champ d'observation bien délimité. Mais ceci, après tout, importe relativement peu, car la centralisation et la compression administrative ont produit des mœurs politiques partout aussi mauvaises. En tout cas, c'est bien en province que l'observateur peut le mieux saisir la tyrannie des politiciens et ses effets, et, chose plus importante encore, les causes qui permettent à cette tyrannie de s'établir, ainsi que les moyens qu'elle emploie pour durer. M. Leyret cite quelques exemples; chacun de nous, moi comme un autre, pourrait sans peine en allonger la liste, mais ce serait chose inutile : le mal est violent, et c'est le remède qui importe.

L'auteur, rendant le scrutin d'arrondissement, le *petit* scrutin, responsable pour une large part de l'état de choses actuel, compte beaucoup sur la R. P. « Je suis de ceux, dit-il, qui attendent de la transformation totale du système électoral l'affermissement du régime représentatif et l'apaisement des esprits. » Je l'espère également, et tout en pensant, comme du reste M. Leyret lui-même, que la R. P. n'est pas une « panacée », je crois qu'elle constituerait un progrès sérieux, et qu'il faut lutter sans relâche pour l'obtenir. Mais, si nous voulons éviter au pays l'anarchie et la révolution, un changement complet de nos mœurs politiques s'impose.

Ainsi que le dit très fortement M. Leyret, et son aveu est d'autant plus à retenir, qu'il émane non d'un opposant, mais d'un républicain très gouvernemental, « le parlementarisme, tel que nous le pratiquons, ce n'est pas autre chose qu'un syndicat solidement constitué au-dessus de la nation ». Inutile d'ajouter que ce syndicat tient âprement au pouvoir parce qu'il l'exploite au profit de ses appétits et de ses passions.

Or, comment se fait-il que ce syndicat, si solidement organisé qu'il puisse être, parvienne à maintenir sa domination, alors que chacune des tyrannies locales qui le composent a lésé tant d'intérêts, blessé tant de consciences, et, ne l'oublions pas, déçu forcément bon nombre d'appétits ? Car ce syndicat ne constitue après tout qu'une minorité.

Mais c'est une minorité hardie et agissante, et trop souvent, hélas ! elle ne rencontre pas de résistance. « La tyrannie des politiciens, écrit M. Leyret à la dernière page de son livre, est le fruit du règne des lièvres ; qu'en place de ceux-ci surgissent des hommes, ceux-là disparaîtront. » Je suis absolument de cet avis ; malheureusement, les hommes sont rares, et ce qu'écrivait, voilà 24 ans, M. Paul de Rousiers « chez nous, un honnête homme est, par définition, un homme qu'on peut opprimer sans qu'il se défende », n'a pas encore cessé d'être trop souvent exact.

Voilà l'état d'esprit qu'il faut modifier, et le changement du mode de votation n'y peut rien, au moins directement, tant

que, pour des millions de Français, l'idéal de la vie continuera à se confondre avec l'absence de tracas et le minimum d'effort à donner ; tant qu'on comptera davantage pour réussir sur l'appui des autres que sur soi-même, la tyrannie des politiciens ne cessera de s'exercer. Le vote de la R. P. pourra les gêner au début, je ne doute point qu'à la longue ils n'arrivent à en annihiler les effets. Et c'est pourquoi la réforme, si désirable, de notre vie publique ne sera efficace que si elle s'accompagne d'une réforme parallèle et radicale de notre vie privée.

J. BAILHACHE.

Croître ou Disparaître. — La loi de Malthus. La surpopulation. Le Néo-Malthusisme. La dépopulation française. Ses facteurs. Les expédients. La solution positive, par Georges Deherme, 3 fr. 50, chez Perrin et Cie.

Voici, dans le sens le plus élevé du mot, un merveilleux pamphlet à propos de la Natalité ; je veux dire un livre de vulgarisation puissante, fait pour appeler violemment l'attention publique sur la stérilité de notre société française, ses causes et ses conséquences. M. Deherme est ici comme ailleurs un penseur vigoureux et original, parti du socialisme et amené, par sa vision perçante des choses et sa droiture combinées, à la haine du jacobinisme franc-maçon et à des conclusions toutes voisines du catholicisme et des doctrines conservatrices. Certaines de ses pages sont cinglantes comme des coups de fouet ; d'autres sont d'une envolée superbe ; beaucoup sont fortes et lumineuses comme des blocs de vérité.

Malheureusement ses conclusions sont insuffisantes. Au mal social qui nous ronge, il ne trouve aucun remède social. C'est à la morale seule qu'il s'adresse, et malheureusement encore, à la morale positiviste. Comment un esprit de son envergure ne voit-il pas que cette morale, malgré l'élévation dont il la revêt, est sans efficacité pratique parce qu'elle est dépourvue de sanction ? Où sont, hélas ! les âmes de feu comme la sienne, capables de se dévouer au bien public par simple amour de l'humanité !

Malgré tout, M. Deherme est de ceux dont on est heureux d'être l'allié par quelque côté, et qu'on serait fier d'avoir pour compagnon de combat sur toute la ligne. Un esprit clair et droit comme le sien serait vite conquis à la science sociale, s'il avait une fois vu à quel point elle est la science positive. Positive, c'est une vérité ; positiviste, c'est un système !

Ph. CHAMPAULT.

Le socialisme sans doctrines : Australie et Nouvelle-Zélande, par Albert Métin. Un vol. de la *Bibliothèque générale des sciences sociales*, 2e édit., cartonné à l'anglaise, 6 francs (F. Alcan, édit., Paris).

L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont des pays qui, au point de vue social, sont le théâtre de phénomènes curieux, déconcertants parfois, mais toujours très intéressants. Aussi l'apparition d'un livre sur ces pays lointains, — surtout quand il est le résultat d'observation sur place, comme l'est celui de M. Métin — attire-t-elle toujours l'attention de tous ceux, qui, à quelque titre que ce soit, s'occupent des questions sociales.

Nous ne dirons pas que M. Métin nous donne la clef de la troublante énigme des antipodes. Son voyage dans ces contrées n'avait nullement cette prétention, ni cet objet. Ce que l'observateur voulait, c'était dégager les effets des lois sociales dont on parle tant depuis quelque vingt ans, et qui, d'après l'auteur, représenteraient une variété particulière du socialisme, « le socialisme sans doctrine ».

Le but spécial que se proposait M. Métin me semble avoir été atteint, autant que l'on puisse juger des choses d'un pays que l'on n'a pas vu. Il est bien inutile de faire encore l'éloge des qualités de clarté et de véracité d'un ouvrage dont le succès est maintenant consacré.

Nous voudrions nous permettre seulement une légère critique et une remarque.

La critique portera sur le choix du titre. *Les effets des lois ouvrières en Australie*,

ou quelque chose d'analogue, nous eût paru plus conforme au texte, que celui adopté. M. Métin nous dit que les Australasiens font du socialisme sans le savoir, mais s'il nous montre clairement qu'ils ne croient pas faire du socialisme [1], on ne voit pas bien la preuve qu'ils en font.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il y a une législation ouvrière très hardie, mais législation ouvrière ne veut pas forcément dire législation socialiste. Il y aurait un grand intérêt à examiner de près cette législation, et à ventiler les lois qui ont un caractère socialiste de celles qui ne l'ont pas. Or, ces lois n'ont nullement pour effet de faire verser l'Australasie ni vers le collectivisme, ni vers le communisme [2]. Pourquoi, dès lors, parler de socialisme? Simplement, parce que la législation ouvrière serait un signe d'une intervention de plus en plus grande de l'État. Or, comme, d'autre part, l'État exploite lui-même, en régie, la plupart des services publics au lieu d'en concéder le monopole à des sociétés privées, on en conclut à une intervention de plus en plus grande des pouvoirs publics, et par conséquent à une évolution vers une nouvelle forme de socialisme, le socialisme d'État. Mais, on peut se demander s'il y a socialisme chaque fois que l'État agit? Évidemment non! Il faudrait donc séparer les choses qui sont du domaine ordinaire de l'État de celles qui constitueraient des faits de socialisme. Il ne semble pas que M. Métin ait eu le souci de faire cette distinction, de sorte qu'il reste l'impression qu'il confond législation ouvrière avec législation socialiste.

Prenons un exemple pour rendre plus claire notre pensée. M. Métin enregistre comme phénomène de socialisme d'État, la fixation par la loi du salaire minimum. Or, nous prétendons que si la loi a fixé ce minimum au-dessous de ce qu'il est naturellement d'après la loi de l'offre et de la demande, elle n'exerce, en réalité, aucune pression sur le cours des choses. Ce sera l'ombre du socialisme, mais ce ne sera pas du socialisme réel. Si, au contraire, la loi fixe le taux minimum au-dessus de ce qu'il serait naturellement, et si elle a réellement pour effet d'élever les salaires d'une façon artificielle, il y aura alors du socialisme d'état effectif.

Or, voici ce qui résulte des données que nous offre l'étude de M. Métin. Dans la Nouvelle-Galles du Sud, les ouvriers gagnent en moyenne de 10 à 15 francs par jour. Les moins bien payés sont naturellement les manœuvres qui, en 1893, gagnaient 7 fr. 50, et en 1906, 8 fr. 75 [3]. Or, dans cet état, le minimum des salaires a été prudemment fixé par la loi de 1908, à ..... 5 francs! L'expérience socialiste aurait été plus démonstrative, si le minimum avait été fixé à 10 francs.

L'arbitrage obligatoire n'a pas eu plus d'effet, de l'aveu même de M. Métin : « En Nouvelle-Galles, dit-il [4], une cour d'arbitrage fonctionnait depuis 1901. Si elle a pu consolider et généraliser les augmentations de salaires, en fixant un minimum, *elle n'a fait que suivre un mouvement général d'élévation :* tel semble bien être le cas pour les autres cours et pour les conseils spéciaux ».

Autre exemple encore. La journée de 8 heures pour les hommes adultes a été obtenue par l'action des forces syndicales, et non par la loi [5]. Celle-ci ne l'a même pas consacrée, si ce n'est en Nouvelle-Zélande, où l'on a fixé le travail maximum à 48 heures par semaine [6].

De telles lois suggèrent bien des réflexions. Je comparerais volontiers l'Australie à un navire capable de faire vingt nœuds à l'heure, et pour lequel, par surcroît de précautions, le Parlement daignerait rendre un arrêt déclarant que ce navire ne pourra faire moins de quinze nœuds.

Mais nous avons hâte d'en finir avec le

1. Le socialisme n'a pas séduit les Australasiens ;- le mot même a conservé chez eux le sens péjoratif qu'il a pour les adversaires de la doctrine (p. 115).

2. Les ouvriers acceptent le patronat, le salariat, et cherchent simplement à s'assurer de bonnes conditions de travail dans le monde tel qu'il est (p. 112).

3. P. 273.

4. *Id.*

5. P. 146.

6. P. 155.

titre, et d'en venir à la remarque. C'est celle-ci.

Le grand retentissement qu'ont eues les lois ouvrières en Australasie, a pu faire croire qu'elles ne pouvaient naître que dans un pays voué principalement aux travaux de fabrication, et l'on a pu avoir d'autant plus cette impression que la population urbaine domine sur la population rurale[1].

Il n'en est rien : « Dans l'ensemble, l'Australasie se compose de pays agricoles, commerçants et miniers; *l'industrie y est à ses débuts* : on n'y rencontre point les grandes agglomérations de fabriques qu'on trouve en Angleterre ou dans le nord-est des États-Unis. » Et en effet, lorsqu'on nous parle d'ouvriers, il s'agit, soit d'ouvriers nomades qui, selon la saison, sont tondeurs de moutons ou mineurs, soit d'ouvriers de transports, comme les marins, dockers, chauffeurs, soit enfin des ouvriers du bâtiment ou de la petite industrie (boulangers, etc.). Le grand atelier est exceptionnel; et la concurrence extérieure ne s'y fait guère sentir. Ce n'est donc pas un pays qui se trouve à l'avant-garde de l'évolution industrielle; il n'est encore qu'au stade de la petite industrie, et, sous ce rapport, il serait plutôt à comparer à l'Angleterre corporative du Moyen Age qu'à l'Angleterre moderne avec ses nombreuses cheminées et son machinisme intense.

P. Descamps.

Association nationale française pour la Protection légale des Travailleurs. *Collaboration des ouvriers organisés à l'œuvre de l'Inspection du Travail.* Paris, Félix Alcan, et Larose et Tenin.

Dans un rapport très serré, M. Henri Lorin, ancien élève de l'École Polytechnique et membre du comité directeur de l'Association, étudie les moyens de suppléer à l'évidente insuffisance numérique du corps de l'inspection du travail, par la collaboration des syndicats au contrôle de l'application des lois ouvrières. Mais quelle sera l'action des syndicats en justice? M. Lorin expose le droit et la jurisprudence d'à présent : il montre comment nous nous orientons petit à petit vers une législation nouvelle.

La discussion, à laquelle prirent part nombre de membres de l'Association — et notamment MM. Jay, Millerand, Fagnot, — est reproduite à la suite du rapport.

Parmi les vœux qui furent adoptés, les principaux ont trait, d'une part, à la recevabilité en justice des syndicats et des unions professionnelles de syndicats dans la poursuite des infractions aux lois du travail, et, d'autre part, à l'institution dans certains établissements industriels à déterminer, de délégués élus par le personnel salarié, qui auront mission de présenter périodiquement à l'employeur les revendications de leurs camarades.

P. V.

Art et Pornographie, par G. Fonsegrive. Un vol. in-12. Prix : 0 fr. 60. Bloud et Cie, édit.

Comment les distinguer l'un de l'autre et sur quelles bases la société, qui veut conserver le premier et proscrire la seconde, assoira-t-elle son jugement? Sur cette question, comme sur une foule d'autres, toutes les spéculations de la philosophie ne vaudront jamais la moindre observation objective des faits. Celle-ci nous montre ici que c'est l'influence de l'œuvre d'art sur le public qui en fait le caractère moral ou immoral. Telle est la conclusion que développe l'auteur, avec la clarté lumineuse qui caractérise tous ses écrits, et dont il tire des conséquences pratiques qu'on ne peut qu'adopter avec lui.

G. Olphe-Galliard.

A travers l'Argentine moderne, par François Crastre. Ouvrage illustré de 45 gravures tirées hors texte et d'une carte en noire. 2e édit. 1911. Librairie Hachette et Cie.

Les personnes qui ont habité la République Argentine pendant un certain temps en ressentent, paraît-il, une telle nostal-

1. A elle seule, Adélaïde contient près de la moitié de la population du S. Australia, et Melbourne les 2/5 de celle de Victoria (p. 50).
2. P. 193.

gie lorsqu'elle l'ont quittée qu'elles rêvent toujours d'y revenir. On comprend la fascination qu'exerce ce pays, lorsqu'on essaie de se rendre compte de son développement exceptionnellement rapide qui y pousse l'énergie et l'activité à leur maximum d'intensité, tout en conservant l'indépendance individuelle, grâce à l'influence prédominante de l'agriculture et de l'élevage. Telle est bien l'impression qui ressort de la lecture captivante de ce livre, qui nous promène à travers les diverses régions de cette immense République, en nous donnant sur chacune des indications très substantielles en même temps que pittoresques, et permet d'en dégager une idée d'ensemble complète et précise.

G. Olphe-Galliard.

LIVRES REÇUS

Civisme et Catholicisme, par E. Julien, agrégé de l'Université. Un vol. in-12. Prix : 0 fr. 60. Bloud et Cie, édit.

Les Conservateurs et la IIIe République, par Georges Hoog. Un vol. in-16. Prix : 1 fr. 50. Bloud et Cie, édit.

Habitations à bon marché et Caisses d'épargne, par Henry Clément. Un vol. in-12. Prix : 0 fr. 60. Bloud et Cie, édit.

Contrat de travail et salariat, par A. Boissard, professeur à la Faculté libre de droit de Paris. Un vol. in-16. Prix : 3 fr. 50. Bloud et Cie, édit.

L'Éducation sociale et les Cercles d'études, par l'abbé E. Beaupin. Un vol. in-16. Prix : 3 fr. Bloud et Cie, édit.

Les Maures et l'Estérel, par P. Foncin, 1 vol. in-18 jésus, relié toile, 3 fr. 50 (A. Colin, édit.).

Los esclavos cristianos, par P. Allard, 1 vol., 4 pesetas (Calleja, édit. Madrid).

A travers l'Argentine moderne, par François Crastre, 1 vol. in-16, 4 francs (Hachette et Cie, édit.).

Industries de la construction mécanique, t. I (organisation des ateliers, matières premières, technologie générale), monographies industrielles de l'Office du Travail du royaume de Belgique (J. Lebègue et Cie, Bruxelles).

L'Intégration du travail : Formes nouvelles de concentration industrielle, par Paul Passama, 1 vol., 7 fr. 50 (L. Larose et L. Tenin, édit. Paris).

Entre deux servitudes, par J. Bourdeau, 1 vol. in-16, 3 fr. 50 (F. Alcan, édit.).

Histoire du mouvement social en France (1852-1910), par Georges Weill, 1 vol. 10 fr., de la Bibliothèque d'histoire contemporaine, 2e édition refondue (F. Alcan, édit.).

The meanings of social science, par Albion W. Small, 1 vol. $ 1.62 (The University of Chicago Press).

École des Hautes Études sociales (1900-1910), 1 vol. in-8°, 6 francs (F. Alcan, édit.).

Prolégomènes à la science du droit, par Henri Rolin, 1 vol. in-8°, 4 fr. (Émile Bruylant, édit., 67, rue de la Régence, Bruxelles).

Les fondements énergétiques de la science de la civilisation, par Wilhelm Ostwald (trad. de l'allemand, par E. Philippi), 1 vol. 2 fr. (V. Giard et Brière, édit., Paris).

Petites leçons de droit pour les femmes, par Fernand Butel, avec une lettre de M. G. de Lamarzelle, 1 vol. in-18, 3 fr. (J. de Gigord, édit., rue Cassette, 15, Paris).

BIBLIOTHÈQUE DE LA SCIENCE SOCIALE

FONDATEUR

EDMOND DEMOLINS

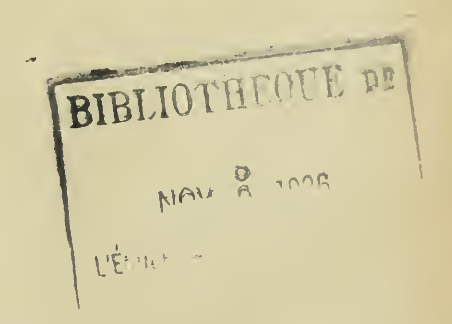
LES TYPES FAMILIAUX

FONCTION ET CLASSIFICATION

VALEUR ÉDUCATRICE, NATALITÉ

PAR

Philippe CHAMPAULT



PARIS

BUREAUX DE LA SCIENCE SOCIALE

56, RUE JACOB, 56

Décembre 1910

TABLE ANALYTIQUE

I

CLASSIFICATION PAR LA VALEUR ÉDUCATRICE

I. — Types familiaux très favorables à la natalité.

II. — Types familiaux défavorables à la natalité.

III. — Types familiaux assez favorables à la natalité.

IV. — Richesse et Natalité.

V. — Religion et Natalité.

VI. — **La loi de la Natalité.**

VII. — **La réforme en France.**

LES TYPES FAMILIAUX

FONCTION ET CLASSIFICATION

VALEUR ÉDUCATRICE, NATALITÉ

INTRODUCTION

La Famille a pour but la perpétuation de l'espèce, et, plus encore peut-être, la perpétuation des progrès de toute sorte, conquis par les générations précédentes.

Elle assure la première par la Procréation, et la seconde par l'Éducation. Telle est sa *fonction,* c'est-à-dire, sa mission essentielle et sa raison d'être.

C'est-là d'abord une vérité de sens commun. C'est en outre, pour notre science, une de ses conclusions les plus justifiées, une conclusion découlant très nettement de la série déjà considérable de ses observations [1].

L'ensemble des procédés, d'ordre moral et d'ordre matériel, par lesquels la famille remplit cette fonction à double aspect varie grandement suivant les milieux.

L'agencement spécial, la combinaison caractéristique de ces procédés dans un milieu donné constituent un *type familial*, envisagé dans ce qu'il a d'essentiel.

Nous savons déjà, par la science sociale, que les types familiaux existent en grand nombre, parfois assez rapprochés les uns des

1 Voir d'ailleurs G. Mélin, dans sa belle étude sur *la Notion de Prospérité et de Supériorité sociale*. Nancy, 1908, notamment p. 31 et suiv.

TYPES FAMILIAUX

D'après la valeur *éducatrice*
et subsidiairement d'après sa m

DEUX GROUPES

D'après la valeur au point de vue de la **natalité** découlant du mode d'établissement au foyer.

Ménages doubles ou multiples,
Autour d'un foyer stable avec permanence de l'autorité paternelle,
Très favorable à la natalité.

Simple ménage,
Autour d'un foyer instable avec précarité de l'autorité paternelle,
Défavorable à la natalité.

COMMUNAUTAIRES

C'est-à-dire formés à solutionner les difficultés d la vie non par eux-mêmes, mais par le recours à une co lectivité-providence (famille, clan, Etat).

Étrangère à l'orientation normale du type, l'ém gration, rare ou assez fréquente (voir ci-dessous), est su tout composée d'éléments déclassés ou au moins pe laborieux. Elle tend à esquiver l'effort plutôt qu'à rendre productif, et n'est pas prospère. Temporaire c définitive, elle fait vivre plus qu'elle n'élève. Le pl souvent, elle n'aboutit pas au-dessus des situations inf rieures et passives des villes. Elle échoue presque to jours à l'étranger.

COMMUNAUTAIRES PATRIARCAUX

Lieu de plus grande fréquence ; steppes riches.
Pouvoir transmis du frère au frère dans la générati la plus âgée.
Émigration à peu près inconnue : essaimage migration.

COMMUNAUTAIRES POSTPATRIARCAUX

Lieu : plaines culturales et steppes pauvres.
Pouvoir transmis du père au fils aîné et même fils le plus capable.
Émigration rare : essaimage.

COMMUNAUTAIRES EN SIMPLE MÉNAGE

Lieu : villes et plaines culturales où la lutte p la vie s'est accentuée.

Pouvoir paternel temporaire ne se transmet mais renaît.

Émigration assez fréquente.

POSTCOMMUNAUTAIRES
(type dérivé)

Eléments d'élite s'orientant dans le sens partic riste sous la poussée de la lutte pour la vie.

TROIS CLASSES

s l'ordre naturel, ou formation de l'aptitude à réussir par l'effort individuel:
station la plus apparente, l'aptitude à l'émigration isolée ou proprement dite.

SEMI-PARTICULARISTES

C'est-à-dire formés à solutionner encore les difficultés le la vie, dans certains cas, par des groupements tout aits, et en particulier par la famille, mais sachant dans l'autres cas les solutionner par eux-mêmes ou par le ecours à des groupements à but spécialisé.

Imposée par le lieu avant de l'être par le type, l'émigration, très fréquente et composée d'éléments entreprenants et industrieux, est prospère. Périodique et prolongée, elle aboutit le plus souvent au retour, avec les conditions améliorées, à la vie isolée et indépendante le l'étroite vallée culturale; et fréqnemment encore à l'établissement définitif dans des situations commerciales urbaines, constituant un relèvememt appréciable. Elle réussit bien à l'étranger.

SEMI-PARTICULARISTES A FORME POST-PATRIARCALE			SEMI-PARTICULARISTES A HÉRITIER ASSOCIÉ	
Art pastoral teinté de culture	Culture mélangée d'art pastoral	Culture mélangée de cueillette	Culture déjà acharnée	Culture acharnée en pentes raides
Pouvoir transmis du père au fils le plus capable. **Émigration** périodique à courte distance.			**Pouvoir** transmis du père au fils associé. **Émigration** prolongée à grande distance.	

SEMI-PARTICULARISTES EN SIMPLE MÉNAGE

Lieu et genres comme ci-dessus.

Pouvoir paternel temporaire ne se transmet pas mais renaît.

Le mouvement **émigrateur** s'exalte, ainsi que les qualités propres de la classe, tant que l'on revient se constituer en montagne un domaine rural indépendant et presque isolé.

Pour les trois groupes, ces qualités propres paraissent se perpétuer dans la plaine si elle est vacante.

SEMI-PARTICULARISÉS
(types dérivés)

Avec ou sans droit d'aînesse : nombreuses régions sous-jacentes aux montagnes, et parfois éloignées.

En territoire occupé, les qualités propres du type durent au moins pendant quelques générations.

PARTICULARISTES

C'est-à-dire formés à solutionner par leurs propres forces à peu près toutes les difficultés de la vie, sauf à créer, surtout dans les milieux plus compliqués, des groupements spéciaux unissant en faisceau les initiatives individuelles disciplinées pour un effort déterminé.

Imposée par la formation originaire et par l'éducation qui s'en est suivie, l'émigration, très fréquente et très hardie, vise à l'indépendance chez tous, et à l'enrichissement chez la plupart. Définitive sans préliminaires et de très bonne heure, elle va, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, partout où est à prendre une situation lucrative, qu'elle soit urbaine ou rurale. Ses éléments d'élite aboutissent souvent à l'établissement cultural isolé en pays neufs avec méthodes progressives. Elle représente pour la race une force d'expansion considérable.

PARTICULARISTES A HÉRITIER ASSOCIÉ

Lieu : pentes raides culturales des fjords norvégiens (montagnes immergées).

Pouvoir transmis du père au fils associé.

Émigration temporaire inconnue.

PARTICULARISTES EN SIMPLE MÉNAGE

Lieu { Avec droit d'aînesse, Angleterre.
Avec partage égal, Etats-Unis.

Pouvoir paternel temporaire ne se transmet pas, mais renaît

Le mouvement **émigrateur** est intensifié à tous les points de vue par les progrès modernes.

Les qualités propres de la classe sont étonnamment persistantes quand on s'est installé en territoire vacant dans la culture à méthodes progressives.

PARTICULARISÉS
(types dérivés)

A héritier associé : Canada.

Avec ou sans droit d'aînesse : nombreuses régions du N.-O. de l'Europe.

En territoire occupé, les qualités propres durent au moins pendant quelques générations (il n'y en a que des traces en France, au nord de la Seine).

autres, parfois aussi profondément diversifiés. Ceux qui ont été scientifiquement reconnus forment des espèces que l'on peut réunir en genres, et ces genres doivent pouvoir se grouper de façon à former des classes [1].

Au cours de cette étude consacrée aux Types familiaux, j'aurais voulu tout d'abord en présenter une classification scientifique ; puis, cela fait, j'aurais montré comment ils se comportent, les uns après les autres, au point de vue de la Procréation et de l'Éducation, c'est-à-dire des deux fonctions qui sont toute leur raison d'être.

Mais cette division de notre travail, séduisante au premier abord, n'est pas réalisable dans la pratique.

Car nous allons être amené à classer les types familiaux précisément d'après la première de ces fonctions, la fonction éducatrice. Par une conséquence nécessaire, il faudra mener de front l'étude de cette fonction et notre travail de classement ; et il se trouvera que, parvenu au terme de notre première partie, nous aurons accompli les deux tiers de notre besogne totale.

Cette première partie aura donc pour objet *la classification des types familiaux par la valeur éducatrice.*

La seconde n'aura plus à s'occcuper que de *la natalité.*

Une troisième partie, ayant pour but d'indiquer les conséquences des deux premières sur la façon de concevoir et de conduire dorénavant l'*enquête monographique* au sujet de la famille, serait alors tout indiquée ; mais elle ne pourra trouver place que dans un fascicule suivant.

1. Il n'est pas hors de propos de rappeler ici que les classifications ne sont pas des œuvres purement subjectives de l'esprit humain. Dans les sciences de la nature et de l'homme, elles ont une double réalité, très objective : une dans l'Intellect divin, et une dans les êtres créés exprimant et traduisant le plan du Créateur. C'est ce plan de l'intelligence créatrice, d'ailleurs réalisé dans les choses, que les classifications ont pour but de retrouver, et elles valent d'autant plus qu'elles s'en rapprochent davantage. Il y a donc des critères et des classifications intrinsèquement préférables à d'autres, et c'est une erreur de dire que tous les critères se valent et que toutes les classifications sont des arrangements artificiels de notre esprit. D'ailleurs les savants qui professent ces théories sont les premiers, dans la pratique, à perfectionner critères et classifications, dès que les progrès de leur science permettent de mieux saisir la vraie nature des choses. C'est leur philosophie qu'ils professent, mais c'est la nôtre qu'ils pratiquent.

I

CLASSIFICATION PAR LA VALEUR ÉDUCATRICE

Le type familial qu'il faudrait inscrire en tête d'une classification, c'est évidemment celui qui remplit le mieux la double mission, la fonction totale de la famille, tant au point de vue de la procréation que de l'éducation.

Mais, comme le savent tous ceux qui ont un peu pratiqué la question dans une science quelconque, une classification à partir de deux fonctions indépendantes, toujours plus ou moins divergentes, est impossible.

Il faut donc ici choisir entre l'aptitude à la procréation et l'aptitude à l'éducation.

A première vue, il semble que l'aptitude à l'éducation soit à préférer. Elle est en quelque sorte plus essentielle à la famille.

D'abord elle est très spécialement une fonction humaine. Gouvernés par l'instinct, les animaux n'ont pas une intelligence à éclairer, ni une volonté à former ; ils n'ont pas besoin d'éducation.

Et surtout, envisagée dans l'espèce humaine seule, la procréation se passe assez facilement de la famille, l'éducation non pas.

Nous ferons donc notre classification d'après les procédés éducatifs dans les divers types familiaux.

Partout la famille et le milieu s'unissent dans un long et rude effort pour plier l'enfant à une discipline énergique, ayant pour but de le rendre apte à occuper sa place dans l'ensemble des groupements qui constituent la société, à commencer par le premier et le principal, qui est la famille elle-même.

Or, cette discipline, imposée par la génération adulte à celle qui va la remplacer, diffère grandement ici et là dans ses tendances, dans son orientation, dans ses moyens d'action, dans ses résultats.

Ici elle encadre fortement l'homme dans la famille ou le clan. Elle en fait un être plus ou moins impersonnel, dressé à obéir à l'impulsion d'un chef, à se fondre dans une collectivité providence, à n'agir qu'avec le concours et sous la tutelle d'un groupement. Là, au contraire, elle forme, le plus rapidement qu'elle peut, des individualités disciplinées sans doute, mais agissantes par elles-mêmes, comptant sur leurs propres forces, avides d'indépendance, d'activité et de réussite.

Or, ces deux tendances, malgré ce qu'elles ont de contradictoire, se retrouvent en toute éducation. Dans les types extrêmes, elles s'excluent à peu près l'une l'autre. Mais partout ailleurs, elles se combinent en proportions variables. Ce que l'une perd, l'autre le gagne, et réciproquement. Au surplus, ce dualisme est tout à fait dans la nature humaine. L'enfant est toujours un être dépendant et soumis ; l'adulte ou le vieillard sont toujours des êtres agissants ou directeurs. Or, l'on pourrait dire que, dans certains types familiaux, l'enfance dure jusqu'à la vieillesse, et que, dans d'autres, c'est presque un adulte qui naît.

On trouve ainsi, dans le dosage variable de ces deux éléments constants de toute éducation, un moyen de comparaison et de classement des types familiaux, d'autant plus précieux que ces deux éléments constituent les caractères les plus essentiels et les résultats les plus généraux de l'action de toute génération sur celle qui va la remplacer.

Malheureusement rien n'est aussi difficile à analyser et à saisir directement que les mille et mille influences par lesquelles la famille, et avec elle le milieu, font l'éducation de l'enfant.

Ce n'est donc pas cette tâche, invraisemblable au moins pour l'heure actuelle, que nous allons entreprendre ici. Ce n'est pas le détail des procédés d'éducation que nous allons rechercher, mais bien quelque chose de plus apparent, de plus saisissable : les résultats généraux de ces mêmes procédés.

Envisagés dans un type familial donné, ces résultats manifestent réellement sa valeur éducatrice. Ils sont d'ailleurs la base et la raison de sa valeur sociale.

Pratiquement, dans un travail préliminaire, nous avons, à partir du point de vue que nous venons de dire, passé en revue ceux des types familiaux qui sont les types genres actuellement connus, lesquels groupent et synthétisent chacun un nombre plus ou moins considérable de types espèces. Nous en avons aussi dégagé de nouveaux, et nous avons essayé de rectifier les appellations des anciens, en choisissant cette fois des noms qui constatent des faits, sans impliquer de théories.

Maintenant nous allons grouper les uns et les autres en classes, d'après le développement dans l'individu de l'aptitude à résoudre les difficultés de l'existence : *recours à la collectivité providence décroissant, formation individuelle croissante.*

Or, en bien des circontances de la vie familiale ou sociale, l'aptitude ou l'inaptitude individuelles à réussir sont plus ou moins latentes. Nous sommes donc amenés à rechercher les cas, particulièrement intéressants, qui sont de nature à les mettre en lumière et à en fournir un critérium bien représentatif et facilement reconnaissable.

Dans cet ordre d'idées, toutes les phases de l'existence qui constituent des crises familiales, sont à considérer. Mais le mode d'établissement des jeunes attire particulièrement l'attention. Ou bien cet établissement se fait au sein de la famille sans changement de lieu ni de milieu, c'est la *succession* sur place ; ou bien des individualités sortent de la famille sans changer de lieu, c'est *l'essaimage;* ou bien un rameau familial entier se détache du tronc principal et se trouve transporté ailleurs, c'est la *migration*. Tout cela ne peut manquer d'être éclairant et mérite d'être étudié avec un soin particulier. Cependant il se produit souvent, dans l'établissement des jeunes, un autre phénomène qui répond bien mieux à ce que nous cherchons : c'est l'*émigration*.

Émigrer, c'est sortir non seulement de sa famille, mais de son

milieu, et s'en aller dans un milieu différent et, par conséquent, mal connu, disputer des moyens de subsistance aux forces de la nature ou à la concurrence des hommes.

Évidemment il y a là un phénomène critique et très révélateur. Pour réussir dans l'émigration, il faut mettre en jeu des capacités variées, toutes les capacités dont on dispose. Et cela est vrai non seulement de l'émigration définitive qui dépayse, mais aussi de l'émigration temporaire (périodique ou prolongée), qui ramène au foyer.

L'émigration est donc une excellente pierre de touche des qualités de l'émigrant; par conséquent, de la valeur éducative de son milieu d'origine et de son type familial. Donc aussi l'aptitude à l'émigration est un bon critérium secondaire de l'aptitude plus générale à résoudre les difficultés de la vie.

1. — LES TROIS GRANDES CLASSES.

Les classes entre lesquelles vont se répartir nos types genres groupent ici les *Communautaires,* là les *Semi-particularistes,* plus loin les *Particularistes.*

Par Communautaires, nous entendons non pas ceux qui vivent dans une communauté, mais ceux qui vivent d'une communauté et par une communauté; ceux qui sont dressés à résoudre les difficultés de l'existence non par eux-mêmes, mais par le recours à une collectivité providence, en première ligne la famille, puis le clan et l'État.

Par Semi-particularistes, nous entendons ceux qui, dans certains cas, résolvent encore les difficultés de la vie par des groupements tout faits, et en particulier par la famille, mais qui, dans d'autres, agissent par eux-mêmes ou par le recours à des groupements à but spécialisé.

Enfin les Particularistes sont ceux qui sont capables de résoudre par leurs propres forces à peu près toutes les difficultés de la vie, sauf à créer, surtout dans les milieux plus compliqués, des groupements spéciaux unissant en faisceau les initiatives individuelles disciplinées pour un effort déterminé.

A la première lecture de ces définitions, on remarquera que la valeur éducatrice se manifeste non seulement par l'aptitude très différente de l'individu à l'action isolée, mais aussi par la nature non moins différente des groupements qui se superposent au couple humain : les uns suppléant à sa passivité, les autres organisant son activité ; les premiers, en quelque sorte antérieurs aux individus ; les seconds, logiquement postérieurs en ce qu'ils n'existent que par le libre concours de leurs volontés.

Chez les Communautaires, les groupements sont à tout faire ; ils ont pour but d'obvier à l'inertie du couple humain, et pour résultat d'entretenir cette inertie en la protégeant. Chez les Semi-particularistes, les groupements présentent un caractère mixte ; les uns encadrent l'inaction comme précédemment ; les autres coopèrent déjà à l'action. Chez les Particularistes, les groupements sont nés de l'activité individuelle, et ont pour résultat d'en organiser les meilleures utilisations possibles.

La combinaison des qualités de l'individu et du groupement nous donne ici une passivité protégée ; là, un savoir-faire encadré ; ailleurs, une activité indépendante et allant de l'avant, mais sachant se discipliner pour l'action en masse.

On peut dire, en somme, que ce que l'éducation développe chez les premiers, c'est surtout le besoin de la vie en commun, la tendance à se laisser vivre et l'antipathie pour l'effort ; chez les seconds, un besoin entreprenant, quoique modéré, de parvenir, servi par un savoir-faire industrieux et l'acceptation de l'effort tantôt individuel, et libre, tantôt collectif et protégé ; et chez les troisièmes, un besoin ardent d'indépendance et aussi d'enrichissement, servi par l'effort intense et l'esprit d'initiative.

Il est clair que ces trois types classes, et par conséquent les types genres entre lesquels ils se divisent et se subdivisent, sont très diversement outillés pour la grande lutte de la vie ; ils conduiront, cela est clair, à des réussites très diverses.

Que si l'on demande en quoi consiste la réussite de la vie, nous répondrons que l'arriviste écraseur d'hommes n'est pas, pour nous, moins méprisable que pour M. Périer ; avec lui également nous ajouterons que la réussite de la vie est à une

triple condition : élévation morale et matérielle de l'individu ; éducation progressiste d'enfants suffisamment nombreux ; contribution effective à l'amélioration morale et matérielle de ceux qui nous entourent[1].

Le critérium que nous tirons de la réussite de la vie ainsi entendue, et de la valeur éducatrice qui la prépare, n'est, je crois, contestable pour personne. Au surplus, de ce qu'il passe la religion sous silence, il ne faudrait en aucune façon conclure que nous croyons, en dehors d'elle, ou à la réussite individuelle de la vie, ou à la véritable prospérité sociale.

Mais si la religion est indispensable aux individus et aux sociétés, elle n'en reste pas moins étrangère aux différents modes de constitution de la famille et à leur retentissement sur la formation des individus. En effet, la religion et sa morale éclairent et fortifient, pacifient et harmonisent, élèvent et perfectionnent sous une foule de rapports les individus et les groupements, et par conséquent les types familiaux ; mais elles s'adaptent à tous les milieux ; et par là même (sauf le cas du mariage monogame indissoluble), elles n'ont produit ni une évolution proprement dite, ni une transformation véritable, dans les modes d'organisation naturelle de la famille ; elles ne sont pas spécificatrices des types familiaux. Tout cela, non seulement la raison l'indique, mais encore l'observation l'a bien constaté[2]. Il suit de là que les différences qui constituent les types dans leur espèce, lesquelles importent seules ici, sont à peu près uniquement d'ordre naturel.

Ajoutons qu'il s'agit pour nous de déterminer un critérium d'étude et de classement, et non pas de tracer un programme d'éducation.

Ire CLASSE : LES COMMUNAUTAIRES. — Dans la classe des Communautaires, nous inscrivons quatre types genres :

1. JEAN PERIER, *Projet de création à Londres d'une maison d'étudiants*, dans la *Science sociale*, août 1900, p. 4.

2. H. DE TOURVILLE, *L'action sociale de l'Église* dans la *Science sociale*, juin 1894, p. 516 et suiv. Voir aussi, dans un fascicule suivant, *Pages de méthode*, ce que nous dirons sur les relations de la morale et de notre science.

Les Communautaires patriarcaux,

Les Communautaires postpatriarcaux,

Les Communautaires en simple ménage,

Les Postcommunautaires [1].

1° *Communautaires patriarcaux.*

Le lieu de plus grande fréquence pour ce type, ce sont les steppes riches de l'Asie centrale, et leurs confins culturaux à méthode de travail très simple.

Dans ce type, le pouvoir du patriarche, chef de la famille, est absolu; et plusieurs générations collatérales sont à la fois dans sa dépendance, vivant en commun à son foyer. Dans les espèces les plus accentuées, pour maintenir la prérogative de l'âge, ou mieux pour conserver au groupement le plus longtemps possible toute son extension, l'autorité familiale se transmet non pas dans la ligne directe, mais dans la génération la plus ancienne, du frère au frère.

Le patriarche est le maître et le dispensateur de tout l'avoir familial; et au nom de la communauté, il a le droit à tout le travail de chaque membre depuis sa naissance jusqu'à sa mort. En revanche, il pourvoit à tous ses besoins. Mais chacun reçoit ainsi bien plus qu'il ne donne, l'abondance des subventions naturelles réduisant l'effort de chacun à bien peu de chose, tandis que les avantages assurés, si l'on est nombreux, représentent la satisfaction totale des besoins, et ont par conséquent toute l'importance souhaitable. De là le profond amour pour la famille providence et un développement intensif de l'esprit de soumission et de respect; de là aussi, par contre, l'enlisement dans la vie protégée et passive. Évidemment, avec une pareille formation les individus sont incapables, et les sociétés immobiles.

Les ménages restent instinctivement groupés, et en nombre, autour du patriarche. Lorsqu'il faut pourtant se séparer, la famille se fragmente par groupes de ménages, et ne s'éparpille jamais en ménages isolés; c'est une des formes de l'essaimage. Il arrive aussi dans l'histoire de la race qu'un groupe considérable

1. Plus loin, dans *Cinq questions à propos de notre classification*, III, nous donnons la définition de ces quatre grands genres.

de familles abandonne les pâturages ancestraux : c'est une nation tout entière qui se transporte au loin : c'est une migration qui peut devenir une invasion ; ce n'est en aucune façon une émigration : il y manque cette désertion du milieu social et de la famille qui est essentiel, d'après notre définition. A émigrer vraiment, il ne peut y avoir et il n'y a, dans ce type, que les criminels et les maudits.

2° *Communautaires postpatriarcaux.*

Sortons de la steppe riche et dirigeons-nous vers la plaine culturale étendue. A force de se multiplier et de gagner de proche en proche, les patriarcaux y sont arrivés avant nous; et l'augmentation de la population les y a comprimés, et cantonnés dans la culture. Puis le travail cultural s'est compliqué, et la vie urbaine est apparue. La conquête du pain quotidien est devenue moins facile. Il en est de même d'ailleurs dans la steppe pauvre, par suite de la raréfaction naturelle des subsistances.

Progressivement la grande communauté familiale de tout à l'heure s'est brisée, et le nombre des personnes vivant sous le même chef a diminué. Progressivement aussi, et c'est là le trait vraiment différentiel, la majesté du patriarche a décliné, jusqu'à disparaître plus ou moins. Ici, il n'a plus qu'une préséance d'honneur, et ne fait plus rien sans le conseil de famille; là il abdique complètement, et l'autorité appartient à la génération suivante. Puis, le frère ne succède plus au frère; le pouvoir familial descend du père au fils aîné; ou même au fils que le père regarde comme le plus capable. Et parfois, ce plus capable n'est plus désigné par le père, mais par le conseil de famille. Chemin faisant, il arrive que le chef, quel qu'il soit, se voit obligé à faire ratifier les décisions graves, les siennes comme celles de la famille, par les anciens du village.

Malgré ces changements, la famille plie encore les jeunes à une forte discipline de soumission et de respect d'une part, et de passivité d'autre part.

Les biens ne sont plus entièrement en commun, et les pécules s'accroissent, et des biens fonciers, acquis avec ces pécules, constituent même des propriétés particulières. Puis des

partages viennent souvent liquider l'avoir de la communauté.

Tous ces types sont dus à ce fait que les capables se fatiguent de travailler à part égale avec les incapables. S'ils restent dans la famille, ils exigent des avantages de plus en plus appréciables. Ou mieux, ils en sortent, mais pour fonder une autre communauté familiale, dont ils essaieront à leur tour de garder les membres auprès d'eux.

Si on veut caractériser d'un mot l'évolution générale qui s'est accomplie, on dira que le patriarche a fait place au grand-père et même en dernier lieu au grand-père jeune ; car, dans les types les plus déformés, la séparation se fait peu de temps après le mariage de la génération intermédiaire.

Mais partout l'essentiel de la communauté subsiste : dans les premières étapes, un certain nombre de ménages de cousins, dans les dernières au moins quelques ménages de frères, constituent, sous l'autorité d'un membre de la génération précédente, ou même de l'un d'eux, une association d'habitation, de travail, de production, et aussi de consommation, s'étendant à la presque totalité des ressources et des besoins. Plus ou moins stable, plus ou moins fragile suivant les lieux et les temps, ce groupement ne se dissout que pour en voir naître d'autres semblables, composés de ses débris et des générations qui s'élèvent.

Les variétés familiales, considérées dans ce deuxième genre, présentent uniformément deux traits :

En premier lieu, c'est encore, comme tout à l'heure, l'absence de formation préparant les individus à affronter seuls les difficultés de l'existence : d'une part, l'autorité familiale en fait encore des mineurs pour une bonne partie de leur vie ; et, d'autre part, ils ont la perspective de vivre aux dépens de la communauté où ils sont, ou bien de la communauté qu'ils fonderont. C'est, en second lieu, pour chaque chef de ménage, un droit certain, entrevu de tout temps, sur l'avoir familial, le jour où on liquidera cet avoir ; et ce droit est basé sur le partage égal. Evidemment, le défaut de formation est moindre que dans le premier type ; mais l'espérance de la part à tirer de la masse a pris plus

de corps; car les partages sont devenus plus fréquents et plus rapprochés de chacun.

Suivant les milieux et les circonstances, l'essaimage sur place se fait par groupe de ménages ou par ménage isolé.

L'émigration définitive est aussi antipathique que dans le type précédent et pour des raisons analogues. Elle est cependant moins rare. Les criminels et les maudits prennent ici un nouveau nom : ce sont les bannis. On sait le rôle considérable qu'a joué dans l'histoire cette forme d'émigration définitive forcée, mais ce rôle intéresse la cité plus que la famille. L'émigration définitive volontaire a pris aussi quelque importance, parce que la famille ne peut plus, aussi largement que dans la steppe, satisfaire à tous les besoins de tous ses membres.

L'émigration périodique revêt ici parfois une forme originale : elle est encadrée par une association, sortie du milieu d'origine, qui recrute les émigrants, les patronne dans le voyage, les loge, les nourrit, discute avec les employeurs des contrats collectifs, et répartit les bénéfices entre les participants; c'est à peu près ce qu'indique Le Play dans sa monographie d'Eractour[1].

Pour le surplus, afin d'éviter des redites, nous renvoyons à ce que nous dirons tout à l'heure de l'émigration chez les communautaires en simple ménage. Sauf des nuances, la situation est la même ici et là, étant entendu cependant qu'ici, par suite de la stabilité de la famille, les phénomènes présentent moins d'ampleur.

L'ensemble des déformations successives que subit dans la plaine culturale la vieille communauté familiale constitue un drame palpitant d'intérêt, qui est écrit en toutes lettres sur la carte sociale de l'Europe, où l'on peut voir à l'heure actuelle, en allant de l'Orient à l'Occident, des familles communautaires en voie de dissolution progressive, depuis la vaste communauté russe jusqu'à la communauté restreinte pratiquée hier encore par beaucoup de nos paysans français du centre et de l'ouest,

1. *Ouvriers européens*, t. II, ch. v.

avec les étapes intermédiaires qu'offrent la Pologne et l'Allemagne du Nord à l'est de l'Oder, puis l'ensemble des plaines appartenant au bassin du Danube, et la majeure partie des grandes presqu'îles méditerranéennes.

3° et 4° *Communautaires en simple ménage, et postcommunautaires.* — C'est à la France et à une grande partie des pays de race celte et latine, que s'applique surtout ce qui va suivre. Notons bien cependant qu'au nord de Paris, notre pays est dans une situation familiale supérieure à ce que nous allons décrire, parce qu'il y a été largement pénétré par l'invasion particulariste des Francs, et il en est resté *particularisé* dans une certaine mesure ; ce que manifeste, entre autres choses, une acceptation plus résolue du travail personnel et de l'effort indépendant.

Notons en second lieu que, pour beaucoup de familles du centre de la France, au moins dans les classes *véritablement* dirigeantes, le tableau que nous allons tracer est trop poussé au noir. C'est justement pour ces familles que nous proposons la dénomination de postcommunautaires, indiquant une orientation vers certaines tendances particularistes. C'est là, pour les éléments vigoureux de notre race, la conséquence de l'accentuation de la lutte pour la vie, et aussi, plus récemment et dans une moindre mesure, de la pénétration à distance des idées anglo-saxonnes [1]. Le signe le plus apparent en est le choix des professions lucratives et le retour à la terre.

Ceci dit, passons à la description du type communautaire en simple ménage.

Dans la plaine culturale où les postpatriarcaux vivent de leur existence traditionnelle et relativement facile, rendons plus dense la population rurale, et accentuons le labeur imposé par la culture ; ou bien surtout, faisons pénétrer la concurrence dans les métiers urbains où la vie est toujours plus à l'étroit. Et voici qu'arrivant au seuil de la virilité, le jeune homme, en face de l'avenir qui s'ouvre devant lui par le mariage, ne veut

1. La très remarquable étude de M. Melin sur l'*Orientation particulariste* contribuera certainement à accentuer, coordonner et généraliser ce mouvement.

plus à aucun prix travailler pour des collatéraux; il n'a pas trop de temps, il n'a pas trop de forces pour les enfants qui le continueront.

La communauté entre couples humains disparaît; du grand-père, le pouvoir familial passe au père. L'aïeul et son épouse sont en dehors du foyer qui voit la jeune génération. Ce foyer-là ne connaît qu'une épouse, la mère; et il n'abrite que des enfants, des adolescents ou des jeunes gens n'ayant pas atteint l'âge du mariage. C'est la famille en simple ménage.

Née, dans les conditions que nous venons de dire, de l'usure lente des communautés familiales, en dehors de ces contraintes vigoureuses qui apprennent parfois les vertus nouvelles, elle a perdu les qualités protectrices de ces communautés, et n'a qu'imparfaitement compensé cette perte, par un développement réel, mais bien insuffisant, de la valeur éducative.

J'ai dit cependant « un développement réel » ; je n'entonne donc pas ici le *lamento* d'usage sur la famille instable, et contrairement à notre tradition, je me refuse à la placer au dernier échelon des grands types familiaux. Grâce à la nouveauté de notre point de vue, voici que nous allons être d'accord avec le bon sens courant qui, même abstraction faite des ressources plus grandes de la civilisation, considère le paysan français du type moyen, par exemple, comme vraiment supérieur dans la lutte individuelle pour la vie au paysan hongrois, russe ou arabe. Évidemment la solution apportée au problème de l'existence par le patriarcal et le postpatriarcal est plus facile et plus élégante, mais uniquement pour leur milieu. Par contre, la vie de notre communautaire en simple ménage est plus dure, plus traversée de crises, au demeurant moins heureuse; mais il était en face d'un problème autrement ardu; il lui a fallu une tout autre valeur personnelle pour le résoudre; et en fait, malgré des lacunes, la solution qu'il y apporte est d'un ordre supérieur.

C'est que, au point de vue de la valeur éducatrice, telle que nous l'avons définie, le type communautaire en simple ménage constitue un progrès sensible sur l'ensemble des deux autres grands genres communautaires examinés précédemment.

Chez les patriarcaux, le nombre des chefs de ménage mis en face du problème de la direction familiale était réduit au minimum; il s'est notablement augmenté à l'époque postpatriarcale; ici c'est tout autre chose : le problème se pose pour chaque individu. De toute nécessité, la capacité individuelle a bénéficié de cette évolution. D'autre part, elle n'en reste pas moins très inférieure à ce que nous observerons dans les types quasi particulariste et particulariste.

Ce qui rend grave la situation de notre communautaire en simple ménage, c'est que, chez lui, les progrès du savoir-faire personnel ont été moins rapides et moins complets que la désorganisation des éléments protecteurs. Il ne reste rien du vieux cadre familial; dès qu'il arrive à l'âge d'homme, l'enfant ne veut plus relever que de lui-même, c'est entendu. Seulement c'est un mineur qui s'émancipe avant d'avoir suffisamment appris la virilité. La famille en est trop restée pour lui à la formation traditionnelle ou plutôt à l'absence traditionnelle de formation; et souvent c'est encore un communautaire qui raisonne et agit, bien que ce communautaire essaie de ne l'être plus. Imprégné d'une formation séculaire où l'encadrement par la communauté permettait d'esquiver l'effort individuel et l'effort intensif, le père apprend quelquefois à son fils l'amour du travail et de l'épargne, mais il ne sait vraiment lui transmettre ni l'esprit d'entreprise, ni surtout l'esprit d'initiative nécessaire aux entreprises isolées.

Aussi, malgré une qualité précieuse, l'ingéniosité, fréquente chez les gens de loisirs et chez ceux qui rusent avec l'effort, le type se laisse distancer dans la marche en avant : les progrès sont timides et lents, en même temps que les caractères sont insuffisamment trempés.

Cependant, on peut le constater de cent façons en comparant nos gens à ceux des régions orientales de l'Europe, chaque génération a appris sa leçon, et nous sommes loin du manque de savoir-faire des postpatriarcaux. A l'heure actuelle, plus que jamais autour de nous, les meilleurs éléments réagissent et se débrouillent, non pas sur toute la ligne, mais au moins en

quelques points; cela d'ailleurs sans faire entrer en ligne de compte l'élite que j'ai appelée postcommunautaire. Par contre, la masse essaie de reconstituer à son profit des succédanés de la communauté providence, et cette tendance malheureuse, à laquelle d'ailleurs personne n'échappe encore complètement, aboutit tantôt à l'une, tantôt à l'autre des manifestations suivantes : L'encadrement et le patronage que ne fournit plus la famille, on les cherche dans la *recommandation* sous des formes variées. Non seulement on agit par relations, mais on a toujours besoin de tutelle, et l'on se fait le client d'un homme ou d'une institution. Puis on a horreur des aléas et des responsabilités, par conséquent du commerce, de l'industrie, de l'entreprise sous toutes ses formes : on recherche avec âpreté les situations toutes faites et les professions à salaire fixe. Aux groupements actifs et multiples qu'il faudrait se donner la peine de former en vue de tel ou tel résultat à obtenir, on préfère le clan, groupement tout fait et à tout faire, d'ailleurs forcément malhabile; et surtout le clan politique qui promet le bonheur global, et plus encore le clan au pouvoir, c'est-à-dire l'État, qui détient, lui, et dispense à ses fidèles ce bonheur global. Cela revient à dire que, quand il le peut, le communautaire, fidèle à ses origines, se fait fonctionnaire, et qu'à tout le moins il est bon socialiste; car le socialisme, c'est en perspective l'État providence distribuant à tous la pâture.

En attendant, chaque génération se partage, entièrement et sur le pied d'égalité, l'avoir familial; car le droit égal sur la masse en cas de dissolution de la communauté est un dogme auquel on n'a eu garde de renoncer; et à chaque génération, l'actif paternel est liquidé.

Chez les communautaires en simple ménage comme chez les communautaires postpatriarcaux, l'émigration n'est qu'un pis aller; elle reste antipathique à la formation, quoique beaucoup moins par suite de l'instabilité du foyer, qui oblige chaque individu à se poser et à solutionner le problème des moyens d'existence. N'oublions pas d'ajouter qu'à l'heure actuelle, la facilité

des transports la favorise considérablement, sous n'importe laquelle de ces trois formes, périodique, prolongée ou définitive.

Le plus souvent l'émigration du communautaire en simple ménage se fait à partir de contrées encore mal exploitées et qu'une population plus laborieuse mettrait facilement en valeur, des contrées, par exemple, où la cueillette et l'art pastoral jouent encore un rôle et où la population est d'une faible densité. D'ailleurs, ce n'est jamais vers des territoires vacants que l'on se dirige, mais toujours vers des milieux plus peuplés, et dans ces milieux presque toujours vers les villes.

Ce sont des pauvres qui partent, ou des gens ruinés, ou des jeunes élevés dans une aisance relative, à qui des partages familiaux n'ont rien laissé qui vaille; en tout cas, ce sont toujours des désaffectionnés de la terre et souvent des désaffectionnés du travail.

Ce que les mieux outillés demandent à l'émigration, ce sont surtout des moyens de vie plus facile et de jouissance, et non pas des moyens de production et d'épargne. Ce défaut de saine ambition, qui est un des traits du type, fait que ceux-là même qui réussiront relativement n'arriveront guère qu'à vivre.

A tous ces signes, il est facile de se rendre compte qu'ici le personnel de l'émigration n'est à peu près jamais une élite et que, dans la majorité des cas, c'est un déchet. Même lorsqu'il est normal et répond à la moyenne du milieu, il est clair que ce milieu ne l'a pas préparé à semblable entreprise : aussi, en règle générale, les départs sont-ils salués par la défaveur de ceux qui restent.

Essayons d'ajouter quelques traits spéciaux à chaque sorte d'émigration. L'émigrant périodique n'est guère qu'un garçon de ferme ou un ouvrier qui cherche d'abord de l'ouvrage chez lui, et qui, n'en trouvant pas, se décide à aller en demander plus loin dans des pays que rapproche maintenant la facilité des transports. En règle générale, si elle est laissée à elle-même, son émigration est courte par la distance, et courte par le temps. De plus, elle est irrégulière; elle se produit une année et l'autre pas. Mais assez souvent elle est embrigadée; elle donne alors

de meilleurs résultats pratiques, sans témoigner davantage de la capacité et du savoir faire de ces transportés du travail.

L'émigration prolongée se fait à peu près uniquement vers les villes, et dans les situations urbaines tout à fait inférieures; trop heureux ceux qui pourront décrocher un petit emploi à salaire fixe et à vie passive! On sera domestique, terrassier, manœuvre, ouvrier d'usine, petit employé et surtout fonctionnaire; les plus hardis arriveront à être marchands de vins sur le comptoir.

Relativement fréquente, l'émigration définitive n'est que l'aboutissement de cette émigration prolongée, et elle n'est pas moins misérable dans ses résultats : trop souvent, si l'on ne revient pas, c'est afin de cacher un insuccès. En tout cas, lorsque sonne l'heure du repos, les mieux partagés, parmi ceux qui restent à la ville comme parmi ceux qui regagnent le pays, n'ont guère abouti qu'à des situations étroites de petits rentiers; rarement ils se sont élevés par le rang social[1].

Dans les grands genres familiaux que nous venons de passer en revue, se retrouve partout un trait commun profondément accusé : l'amour de la vie toute faite. Né dans la steppe des circonstances que nous avons indiquées, cet amour a marqué la famille d'un caractère extraordinairement durable : il s'est perpétué dans la culture facile de la plaine, et dans les villes à métiers faciles de la plaine; puis, quand par degrés insen-

1. « A Paris, chaque année, les provinciaux affluent de plus en plus nombreux : ils y sont, actuellement au moins, 1.400.000 établis à demeure, de sorte que, sur 100 Parisiens, 36 seulement sont nés à Paris, 11 viennent de l'étranger et 53 de la province. Pourtant, la fortune n'est pas clémente à ces émigrés ruraux. Ils fournissent plus de 80 p.100 des pauvres, et sur 12 d'entre eux, il en est au moins un qui, pour vivre, doit faire appel à la charité » (Comte Daru, *Associations et sociétés de provinciaux à Paris* dans le *Correspondant* du 10 février 1910).

Plus loin, des chiffres de M. Daru on conclut à la proportion de cinq à six émigrants venus de pays de plaine contre un des pays de montagne. Mais ce qu'il n'indique pas, et ce qui est certain pour qui connaît la différence des formations, c'est que le pourcentage des indigents parmi les premiers est encore bien plus fort que parmi les seconds. De ces deux considérations rapprochées, il suit que les indigents provinciaux à Paris viennent principalement des pays de plaine, c'est-à-dire des milieux purement communautaires.

sibles, la vie est devenue plus dure dans la plaine, il n'en a point disparu. Il est resté au cœur de la famille comme un idéal plus difficile à atteindre, mais non moins cher et non moins souhaité. Aujourd'hui encore, il est là au milieu de nous, le fils de la plaine; et il y est bien vivant; et il y est exalté par la crainte de l'effort, de cet effort qui l'étreint à l'heure présente. Il s'appelle le socialisme!

Or, sur un autre sol, dans la montagne, cet amour de la vie toute faite a rencontré, à un moment donné, des contraintes énergiques, inéluctables, qui, sans le faire mourir au cœur de l'homme (il y est sans doute éternel), lui ont imposé l'intelligence et l'acceptation de l'effort individuel. Née dans la montagne et de la culture en montagne chez les semi-particularistes, la science de l'effort individuel y a lutté péniblement d'abord, énergiquement ensuite, contre l'amour de la vie toute faite. Puis elle s'est épanouie triomphalement chez les Particularistes, toujours dans la montagne et par la culture en montagne. Au moins chez ses derniers, elle aussi, elle a marqué les siens d'une empreinte ineffaçable. Or, ces différences si capitales ont pour cause, à l'origine des types familiaux, de simples différences dans le relief du sol [1].

C'est ce que nous avons à montrer maintenant [2].

II[e] CLASSE : SEMI-PARTICULARISTES. — Par semi-particularistes, avons-nous dit, il faut entendre les types familiaux qui rendent les individus aptes à résoudre les difficultés de la vie par eux-

1. Voilà une phrase qui, prise isolément, ferait sans doute répéter à M. Gide (*Histoire des doctrines économiques*, p. 568) que la science sociale est une nouvelle forme du matérialisme marxiste. Nos lecteurs savent de tout temps que nous ne sommes pas plus matérialistes que nous ne sommes marxistes, Seulement l'observation nous a montré quelle influence, insoupçonnée des idéalistes et même de la plupart des philosophes, ont eue, sur l'évolution de l'humanité, les conditions imposées à la conquête du pain quotidien par le lieu.

2. Des trois grands genres communautaires passés ici en revue, il y a certainement lieu d'exclure les communautaires matriarcaux et polyandriques qui constituent des genres à part. Peut-être, au surplus, n'appartiennent-ils pas entièrement à notre première classe. Nous faisons des réserves analogues pour les types familiaux du Japon, de la Chine, de l'Inde et du Centre Afrique. Faudrait-il pour ces types créer de nouveaux genres? C'est probable. Ces genres seront-ils tous communautaires? Ce n'est pas certain.

mêmes dans bien des cas, et qui, à côté de la famille et d'autres groupements à tout faire, savent aussi pratiquer le recours à des associations spécialisées.

Dans cette seconde classe, nous comptons, à l'heure actuelle, cinq types-genres, les uns au début de l'évolution sus-indiquée, les autres très avancés dans cette évolution.

Ils sont tous dus à la montagne, ou plutôt à la culture en montagne.

Pour la commodité de notre étude, nous en renverrons l'énumération plus loin, dans les commentaires faisant suite à ce travail actuel de classification [1].

Nous ne présenterons donc pas ici les types semi-particularistes dans les genres entre lesquels ils se répartissent, mais plus rapidement dans les formes d'organisation familiale qui leur appartiennent en commun.

Sous cet aspect, ils forment trois groupes :

Semi-particularistes à forme postpatriarcale ;

Semi-particularistes à héritier associé ;

Semi-particularistes en simple ménage.

Nous allons mener de front une esquisse d'ensemble de ces trois groupes, en nous plaçant pour cela dans le grand massif européen, dans les Alpes.

A l'origine, c'est la famille en ménages multiples qui s'est engagée dans la montagne.

Un peu cultivateurs (relativement isolés, ces nouveaux occupants ne pouvaient compter que sur leur culture à eux), ils étaient surtout pasteurs.

Dans les massifs intérieurs, le troupeau s'est trouvé cantonné par l'impossibilité d'atteindre la plaine, et la transhumance s'est organisée de la vallée intérieure aux glaciers, avec stabulation une partie de l'année. Sur les lisières des massifs au contraire, on a fait, aux dépens de la plaine, de la grande transhumance.

Dans le premier cas, le troupeau s'est vite réduit, sans que la

1. Voir plus loin *Vues d'ensemble sur la montagne*, III, 7 et suiv.

culture limitée par le lieu ait pu y parer complètement. Les moyens de subsistance diminuant, la famille se trouve bientôt dans l'obligation de se fragmenter, quoiqu'elle se tourne de plus en plus vers la culture.

Dans le second cas, le ménage multiple résiste plus longtemps, soutenu par le troupeau resté d'abord au large. Mais quand la plaine, de plus en plus habitée, se refuse définitivement à la transhumance, le troupeau manque rapidement, et alors plus complètement qu'en haut; et il faut, comme en haut, mais bien plus qu'en haut, se courber davantage sur la charrue et demander davantage à la bèche.

Cette occupation de la montagne par des pasteurs à peine pliés d'avance à la culture a été le phénomène le plus fréquent, mais non pas le plus intéressant pour nous. Il est arrivé, en d'autres cas, que les nouveaux montagnards étaient beaucoup plus culturaux de par leur formation antérieure : c'étaient alors, ou bien des essaimages d'urbains voulant être leurs maîtres ; ou bien des expulsés et des vaincus, qui, par la suite, ont dû au lieu de splendides revanches.

On peut dire que plus leur formation antérieure avait dressé les uns et les autres au labeur de la terre, plus l'action spéciale de la culture en montagne leur est devenue profitable.

Pour les premiers comme pour les seconds, voici que, aux vastes plaines de tout à l'heure où le travail de la terre était le plus souvent facile et toujours rémunérateur, voici que la montagne substitue ses étroites vallées et ses pentes raides où le travail cultural est forcément beaucoup plus rude et moins productif. En même temps, les terres cultivables sont restreintes et ne peuvent guère s'étendre : elles s'accrochent à des rochers rebelles à tout défrichement.

Malgré un labeur parfois intense, il est impossible de produire ce qu'il faut pour vivre toute l'année, et par conséquent de rester toute l'année sur place. Mais la plaine n'est pas bien loin, où la vie est facile. Alors une partie de l'année au moins, on va vivre sur la plaine ; on émigre temporairement, c'est-à-

dire chaque année pendant quelques mois, ou une bonne fois pour une durée de plusieurs années.

Les résultats de l'émigration temporaire sur l'organisation du foyer varient suivant que l'on émigre à une distance faible, ou que l'on est obligé d'aller au loin.

Sur les lisières de la montagne l'émigration a lieu tous les ans, mais se limite chaque année à quelques mois. Tous les hommes valides quittent la maison familiale, où il ne reste que des vieillards, des femmes et des enfants. Mais, au retour, chacun reprend sa place et son rôle au foyer. C'est une famille dont le père et les fils se sont absentés, parfois sans se disperser, et qui se retrouve au complet. On s'est à peu près livré aux mêmes travaux; tous les salaires se ressemblent, et on les met sans trop de difficulté en commun entre les mains du père. Rien dans tout cela n'impose une modification de l'organisation communautaire, et elle subsiste, aussi longtemps du moins que l'émigration reste ce que nous venons de dire. Si, devenue plus fructueuse pour certains, l'émigration détruit par trop l'égalité entre les profits, la communauté se disloque, et la morphologie extérieure de la famille se rapproche de ce que nous avons appelé tout à l'heure le simple ménage communautaire; mais l'orientation en est tout autre, et l'esprit d'entreprise ne fait que s'accentuer.

Dans l'intérieur de la montagne, il faut aller au loin; les fils émigrent seuls et ils se dispersent. Peut-être se laisseront-ils prendre par la mauvaise saison; peut-être, s'ils trouvent un emploi permanent, ne reviendront-ils pas de quelques années; peut-être, pour une raison ou pour une autre, ne reviendront-ils jamais.

Le père est resté; à la distance où il faut aller pour s'employer, il ne pourrait plus avoir de nouvelles du foyer ni le surveiller de loin, ce qui pour lui est indispensable. Puis, en prévision de leurs absences prolongées à eux, en prévision aussi de sa vieillesse à lui, il garde toute l'année et pour toujours son fils aîné. Il l'associe à ses profits, il constitue avec lui une véritable communauté, limitée à deux ménages, mais entière entre ces deux ménages; et à sa mort, il lui transmettra la maison pater-

nelle, avec le plus clair de l'avoir pour lequel ensemble ils auront peiné. En revanche, l'aîné est toute sa vie dans la main du père, et il se doit tout entier au foyer.

A côté de lui, les frères et sœurs destinés à s'établir à leur compte et au loin, sont dans la dépendance du père jusqu'à l'heure de cet établissement, et ils travaillent au foyer ou y rapportent leurs salaires. Le jour où ils s'établiront, le père, ou à son défaut l'aîné, leur donnera un viatique peu onéreux pour lui, sous forme d'animaux ou d'instruments de travail, et au pis aller, sous forme d'un abandon de salaire de deux ou trois ans. Comme compensation aux sacrifices qu'ont faits les cadets pour le foyer, ils ont en général le droit d'y trouver le vivre et le couvert jusqu'à la fin de leurs jours, s'ils renoncent à s'établir au dehors. Pour conserver ce droit, et aussi longtemps qu'ils n'ont pas perdu l'espoir du retour, ils envoient, à tout le moins dans les périodes de crise, des subsides au foyer. Descendants de générations qui ont peiné et lutté pour le domaine en montagne bien autrement que n'auraient fait des gens de la plaine, ils ont laissé là-haut davantage de leur cœur, et ils veulent que la « maison fume ».

Voilà un premier aspect de ce type, celui auquel on s'est trop attaché jusqu'ici, celui qui a fait incorporer parmi les types communautaires ce qu'on appelait la *fausse* famille souche (il est difficile de dire pourquoi, car c'était la vraie, celle qui répondait le mieux à la définition première).

Mais partout, quoique à des degrés divers, les variétés de la famille cultivant en montagne présentent un second aspect très différent; elles nous font admirer, suivant les lieux, une gamme étendue d'institutions, les unes encore voisines du communautarisme, les autres atteignant presque au particularisme.

Il est clair tout d'abord qu'ici les jeunes sont vigoureusement débrouillés. Depuis l'enfance, le lieu leur impose des efforts que la plaine ne soupçonne pas. La promenade est déjà une gymnastique et une escalade; la chasse demande ruse et souplesse; la récolte des foins impose un rude labeur, l'art pastoral lui-même a de vrais périls, la culture est presque héroïque:

tout cela forme l'esprit autant que le corps. Au moral comme au physique, le jeune montagnard a l'œil prompt, le pied sûr et les muscles solides ; il a confiance en lui-même : une difficulté ne lui fait pas plus peur qu'un danger.

Et puis, nous le savons déjà, l'étroitesse de la vallée cultivable agit non moins énergiquement que l'âpreté des reliefs du sol. Non seulement, malgré la vie étonnamment sobre et économe que l'on mène, il est impossible de vivre toute l'année des ressources restreintes du lieu; mais encore de l'héritage paternel, ceux de notre premier genre n'ont à espérer, après partage, qu'un lambeau insuffisant à les faire vivre, suffisant néanmoins à les attacher pour toujours à leur montagne, où ils fonderont à leur tour une nouvelle lignée d'émigrants. De ce même héritage, les cadets qui appartiennent au second genre, n'attendent rien s'ils fondent une famille; et ils en sont d'autant plus vigoureusement projetés au dehors, ou d'autant plus âpres à gagner en bas ce qu'il faut pour reconstituer de toutes pièces un foyer en haut.

Ainsi, tout concours non seulement à préparer, à outiller le corps et l'esprit pour les entreprises extérieures, mais encore à faire de ces entreprises une nécessité. Or, ces entreprises-là vous sortent de gré ou de force des groupements natifs; et au moins pour les plus capables, pour l'élite, c'est l'entreprise indépendante qui est la plus tentante parce qu'elle sera la plus productive. Et nous voici au cœur du Semi-particularisme.

C'est dans l'émigration que les semi-particularistes manifestent surtout les différences profondes qui les séparent des communautaires.

Chez eux, d'une part, l'émigration est chose normale : elle fait partie des conditions habituelles depuis l'époque ancienne où la montagne est arrivée à la pléthore. D'autre part, celui qui s'en va est un laborieux, à la fois sobre et économe; nous savons déjà qu'il a été admirablement formé à ces trois vertus par la culture en montagne; et une ambition les nourrit dans son cœur : fils de petit propriétaire montagnard, et lui-même paysan amoureux

de la terre en montagne, il émigre dans un seul but : gagner en bas ce qu'il lui faut pour se maintenir en haut, soit dans la maison familiale sur laquelle il a gardé des droits, soit dans une autre plus belle qu'il rêve de construire à côté. C'est là tout ce qu'il demande à l'émigration, soit périodique, soit prolongée.

En outre, il est énergique et industrieux ; il sait se retourner. Aussi fait-il rendre au métier qu'il exerce en bas tout ce qu'il est possible d'en tirer : et s'il voit mieux à faire, a-t-il vite fait d'en changer.

Il semblerait à première vue que, fils de cultivateur, c'est dans la culture qu'il devrait débuter ; mais il le fait rarement : la culture de là-haut, qui est souvent une culture à la bêche, ressemble si peu à celle d'en bas ; puis les cultivateurs ont longtemps payé si peu, surtout en argent ! Enfin, dans la culture, il faudrait louer ses services pour toute une campagne, et il sort d'un milieu qui ne l'a pas formé à cela, où il n'y a pas de domestiques, où chacun travaille pour soi. Il préfère les travaux à la tâche ou aux pièces. Il va donc vers la ville, où d'ailleurs il y a plus de choix, et là il entre dans les métiers les plus variés. Il est souvent guidé dans sa détermination par les industries accessoires de sa montagne dans lesquelles il a fait une sorte d'apprentissage. A défaut, il utilise ses aptitudes générales, quelquefois la force physique, mais de préférence le débrouillage ; et cette dernière aptitude fait très souvent de lui un commerçant ou un entrepreneur.

Or, j'en connais plusieurs qui sont partis jadis des montagnes lombardes comme aides maçons et qui sont devenus de gros entrepreneurs et des millionnaires. Ceux-là n'ont plus dans la vallée natale qu'une luxueuse maison de campagne ; ils habitent Rome, Milan ou même Paris. D'autres, sortis des vallées hautes plus pastorales, sont de gros éleveurs dans l'Argentine ; ils reviendront une dernière fois pour prendre congé de la famille, et ce sera tout. A côté de ceux-là, beaucoup d'autres, partis pour un temps, ont émigré définitivement. Dans des situations moyennes, ils ont fondé dans la plaine, et le plus souvent à la ville, une famille prospère.

Et naturellement ils y ont importé avec eux leur type familial. Très fréquemment sans doute, et peut-être toujours, le droit d'aînesse, naguère en vigueur dans des régions entières et ailleurs dans les milieux commerciaux seulement, a une origine montagnarde. La famille postpatriarcale est trop amoureuse de l'égalité et des partages pour y avoir abouti, au moins d'une façon fréquente ; et le rôle, très efficace en ce sens du type particulariste proprement dit, a été géographiquement restreint. Il est également hors de doute que, sur beaucoup d'autres points, les infiltrations de semi-particularistes à partage égal ont relevé le niveau des milieux postpatriarcaux et postcommunautaires, mais d'une façon moins apparente, par suite de la similitude des formes familiales. Lyon, Milan et Barcelone, par exemple, ne peuvent vraiment s'expliquer que par le voisinage des Alpes occidentales, des Alpes centrales et des monts de Cerdagne.

Sur cette peinture à nuances particularistes, il faudrait en certains cas jeter un voile de tons communautaires. C'est ainsi que bien souvent notre émigrant, s'il n'est pas un encadré, n'est pas non plus un isolé ; débutant, il ne s'en va pas seul ; ouvrier fait, il retrouve des camarades ; il se place et agit par relations ; il aime les tâches communes à plusieurs. D'une façon générale, il est entreprenant, cela est clair, mais il a un goût prononcé pour les entreprises collectives. Dans les milieux qu'il influence, à Milan par exemple, les raisons sociales à deux ou trois sont très fréquentes, même pour de petits commerces. C'est pourquoi, en Suisse, on trouve à chaque pas des associations multiples ayant telle ou telle visée spéciale, ce qui est tout à fait du type ; c'est pourquoi aussi, dans la vallée du Pô, il y a un mélange de ces associations qu'il faut rattacher à des origines montagnardes, avec des associations se chargeant du bonheur global de toute une classe et qui sont bien de la plaine. D'ailleurs, les groupements de montagnards dans les villes d'immigration ont souvent des côtes actifs et spécialisés ; c'est ainsi que, chez les Savoyards, « une honnêteté traditionnelle, *sévèrement surveillée par eux-mêmes*, fait trouver facile-

ment des emplois de domestiques et de commis de magasins[1] ».

Par un autre côté encore, notre émigrant montagnard n'est-il pas resté un peu communautaire ? Quand il revient à sa montagne, il est heureux de montrer aux siens qu'il a vraiment réussi, d'être un personnage dans un milieu auquel s'est limité l'horizon de son enfance. N'est-ce pas de cette satisfaction naïvement étalée que César avait été le témoin quand il s'écriait : Plutôt le premier dans une bourgade des Alpes que le second à Rome !

Mais, à des points de vue plus essentiels, la façon dont il se réinstalle là manifeste des tendances vraiment rapprochées du particularisme. S'il revient, c'est surtout pour retrouver, dans l'isolement presque complet d'un bien mince village, la vie indépendante et libre de là-haut. Voilà pour lui l'attrait dominant et impérieux, le motif déterminant du retour ; c'est là seulement qu'il échappe à l'envahissement des hommes, à l'enlacement de leurs groupements compliqués ! Puis c'est dans la culture et dans la culture rude de la montagne, sur un domaine reconstitué par lui de toutes pièces, que revient s'établir cet homme qui a passé dans les villes les plus belles années de sa jeunesse. Et là, avec la jeune émigration qui pullule sous son toit, il arrive vite à libérer sa terre où il vit dans l'indépendance et dans l'intimité du foyer. Très intéressant pour notre thèse, ce phénomène demande des développements qui se placeront mieux plus loin.

J'indiquerai au même endroit les régions montagneuses où le semi-particularisme a été constaté, celles aussi où il se dégage maintenant d'études anciennes, celles enfin où des observations en cours vont le faire éclater : au dernier congrès de la science sociale, j'eus l'agréable surprise de voir MM. Périer, Durieu et Olphe-Galliard apporter ou annoncer à notre thèse des contributions aussi précieuses qu'imprévues.

En des stades très divers de son évolution, le semi-particularisme, on le comprendra mieux tout à l'heure, apparaît partout

1. Comte Daru, article cité.

comme la grande loi sociale de la montagne cultivée. Ici il y règne en maître, là il y est, plus ou moins développé, ailleurs il y est encore, à l'état d'ébauche.

Or, son rôle ne s'est pas borné à la montagne.

A toutes les époques, tantôt par des invasions guerrières, tantôt par des infiltrations pacifiques, les émigrants de la montagne se sont répandus dans les plaines sous-jacentes d'abord, et parfois aussi d'étape en étape, en de lointaines régions; et ils y ont profondément modifié la composition, et, par le fait même, les destinées, des sociétés communautaires.

C'est ainsi que, sur beaucoup de points, la plaine a été *semi-particularisée.*

IIIe CLASSE : LES PARTICULARISTES. — Arrivons aux types familiaux particularistes, c'est-à-dire à ceux qui sont capables de résoudre par l'initiative individuelle à peu près toutes les difficultés de la vie, sauf à organiser, dans les milieux très compliqués, des groupements spéciaux unissant en faisceau les initiatives individuelles pour un effort déterminé.

Nous en connaissons deux genres :

Particularistes en double ménage avec héritier associé ;

Particularistes en simple ménage.

Ajoutons au moins une mention pour les genres dérivés, dus à un mélange de formations : les *Particularisés.*

Dans la grande montagne, qui façonne les races rudes et hardies, filles glorieuses de notre deuxième classe, cherchons des sites où la nature ait supprimé la vallée et n'ait laissé que des terres cultivables en pentes raides, par conséquent des terres réduites et disséminées. Pour cela, transportons-nous dans les fjords de Norvège où la vallée est immergée. Il est clair que le petit cultivateur montagnard, établi dans de pareilles conditions de lieu, va vivre dans un isolement farouche ; le *gaard* du paysan norvégien est en effet suspendu tout seul au-dessus des flots sur une étroite bande cultivable, parfois de quelques mètres de largeur, que surplombent des falaises à pic, hautes de plusieurs centaines de mètres. Et là,

tandis que l'habitant des Alpes ou des Pyrénées a, grâce à la vallée, des terres et des maisons encore agglomérées, et les ressources variées du village, il faut que lui, l'homme des fjords, se suffise à lui-même, ou qu'il disparaisse.

Malgré les subventions de la pêche et les moyens de communication dus au fjord et à la barque, la lutte est rude et formidable non seulement contre la montagne qui l'écrase et le flot qui l'enserre, mais aussi et surtout contre la terre privée de soleil ou entraînée par les pluies à laquelle il doit, coûte que coûte, arracher sa nourriture. Le paysan, qui sort vainqueur de cette lutte, devient l'homme le plus endurant, le plus épris d'indépendance, le mieux doué au point de vue de la confiance dans l'effort individuel et au point de vue de l'initiative, qu'ait façonné l'action directe de la nature.

Aussi le rôle mondial de cet humble a-t-il été magnifique. C'est que ses émigrants dépassent de cent coudées ceux de la montagne ordinaire. Au surplus, sous le nom de Francs, ils se sont superposés en deçà du Rhin aux Gallo-Romains déjà fixés au sol, et par le mode spécial de patronage qu'ils ont imposé à l'atelier rural, ils ont eu une action prépondérante sur les destinées de la France. Ailleurs, sous le nom de Saxons, chassant devant eux les occupants surtout pasteurs, ils ont vigoureusement implanté sur le sol d'une partie de la Grande Bretagne le petit cultivateur anglais, qui, exalté par les progrès modernes, fait à l'heure actuelle la conquête du globe.

Comment s'est opérée cette magnifique évolution qui, des fjords de la Norvège, aboutit à Paris, à Londres et à Chicago, il est impossible de le montrer ici. Ce serait sortir du cadre de cette étude. Je ne puis que renvoyer à l'œuvre révélatrice de H. de Tourville : *l'Histoire de la formation particulariste*[1].

Qu'il me soit cependant permis de reproduire, d'après ce maître vénéré, une superbe peinture du type anglais à l'heure actuelle, faite à partir de l'éducation :

« La force de l'éducation anglo-saxonne, a-t-il dit, consiste à

1. Firmin-Didot, 1904.

faire de l'homme un splendide sauvage, qui, à la différence de tous les autres et des anciens barbares, est capable de supporter, de soutenir et de promouvoir toute civilisation.

« Ce sauvage reçoit un développement corporel parfaitement entendu, plein sans exagération d'aucun côté. On lui conserve une ouverture d'esprit absolue, la fraîcheur native de ses facultés dans leur épanouissement viril, le besoin sincère des vérités palpables et puissantes, l'honnêteté fondamentale comprise et voulue, la disposition vitale à se suffire à lui-même, et à utiliser plus qu'à économiser les choses.

« Il est élevé au milieu des prodigieux phénomènes modernes de l'activité et de l'intelligence humaine, comme le sauvage en face des forces naturelles de la steppe ou de la forêt vierge. Il considère ces énergies créées par l'homme, comme le sauvage considère les éléments : ce sont des données premières à partir desquelles il lui est proposé de vivre en les mettant à son service. Il vit de plain-pied, dès l'enfance, avec cet ordre de choses; il l'envisage comme un commencement, comme un état primitif au milieu duquel son être s'est éveillé; il n'a de cette condition d'existence aucune appréhension, aucun étonnement; il n'y aperçoit que des ressources puissantes, encore natives, à peine explorées ; il croit être dans la jeunesse de la nature : il s'attend à toutes les nouveautés, et il voit le progrès, non avant lui, mais devant lui.

« La formation qu'il acquiert ainsi ne l'adapte pas étroitement à une profession spéciale, mais elle lui assure un tempérament physique et moral à l'aide duquel il se rend facilement maître des moyens de toute entreprise. Si nouvelle et compliquée qu'elle apparaisse, il l'amène bientôt à des procédés décisifs, amples et simples. Il peut émigrer de métier en métier sans qu'il semble changer d'aptitude, parce que son aptitude radicale à bien se servir de lui-même s'applique à tout comme la plus indispensable et la plus sûre condition du succès. Après qu'il a traversé avec avantage dix situations différentes, après qu'il a virilement fourni une activité d'un demi-siècle, on le trouve encore homme nouveau, prêt à des choses nouvelles.

« Ainsi est faite, par la simplicité de son éducation, cette splendide nature si maîtresse de la civilisation et si peu atteinte par elle [1]. »

On croira sans peine que, avec une pareille formation, l'effort devienne un élément normal de toute vie ; aussi l'Américain, même riche, fait-il des affaires tant qu'il respire ; en même temps le type outille puissamment ses fils pour la vie, et du même coup il abrège l'enfance et supprime presque l'adolescence, pour faire le plus rapidement possible des hommes.

L'orientation des jeunes vers l'effort intense et les initiatives hardies, le besoin de production personnelle qui en résulte, joints à l'amour de l'indépendance et à l'endurance de l'isolement, sont si bien les caractéristiques du particulariste que, pour lui, l'héritage paternel perd beaucoup de sa valeur. En Norvège, l'aîné préfère parfois un établissement de son choix au bien familial qu'il faut attendre dans une certaine dépendance, et le père s'associe alors le plus jeune de ses enfants. Dans certains cas, il n'a pu retenir personne auprès de lui ; et ses enfants partagent également à sa mort, ayant soin d'estimer très bas le domaine paternel, surtout quand il n'est pas partageable. En Angleterre, le droit successoral reflète cette diversité de formation originelle, et le droit d'aînesse, qui est généralement pratiqué pour les biens fonds, n'existe pas dans certaines variétés du type. Au surplus, la liberté testamentaire est très grande. Le droit d'aînesse est d'ailleurs inconnu aux États-Unis, où il est admis que le père dispose de son avoir suivant son bon plaisir et en dehors de ses fils.

Certes, sur toute la ligne, le contraste est violent avec le simple ménage issu de la communauté, où toute la vie est orientée vers la suppression de l'effort.

Au point de vue de la morphologie de la famille, le particulariste norvégien est à peu près organisé comme le quasi-particulariste à héritier associé; dans le type classique, les enfants restent auprès du père et travaillent pour le foyer jusqu'à l'âge d'homme. L'aîné se marie sous le toit paternel et y vit avec sa

1. Henri de Tourville, dans la revue *la Science sociale*, décembre 1893, p. 155, du *Mouvement social*.

femme et ses enfants, jusqu'au jour où le père lui cède le gaard, moyennant des droits réels qui lui assurent une aisance en rapport avec la situation abandonnée. Puis le père s'établit dans une autre maison, sur les dépendances du domaine. C'est l'association du montagnard suisse à droit d'aînesse, transportée sur un sol qui impose l'isolement, et fait de l'isolement sortir l'amour de l'indépendance.

Dans les fjords, plus durement que dans les Alpes, l'émigration s'impose. Car bien plus limitées et bien moins extensibles sont les ressources du lieu. Et c'est l'émigration définitive qui s'impose tout de suite, pour cette raison très simple que l'on n'a ici ni riches campagnes ni grandes villes à distance acceptable, ce qui est une condition indispensable de toute émigration périodique; et, d'autre part, le lieu d'origine est tellement étroit qu'il serait souvent impossible de s'y tailler un domaine nouveau, même à prix d'or; il est matériellement impraticable d'y revenir et, pour cette raison, l'émigration prolongée n'est pas moins interdite que l'émigration périodique. Il faut donc, de par la nature du lieu, émigrer au loin sans espoir de retour, sous peine de ne pas émigrer; et ne pas émigrer, ce serait mourir de faim.

Élevé avec la perspective de s'éloigner tout jeune et pour toujours, le Norvégien ne s'attache pas, comme le montagnard suisse, au lieu de son enfance et aux pierres de la maison paternelle. Le foyer auquel vont ses affections et ses rêves d'avenir est moins matériel; c'est le *home*, l'intérieur familial qu'il constituera un jour avec son épouse, et qui pour lui se retrouvera partout où l'intime de sa vie sera à l'aise, dans l'indépendance à l'égard des hommes, et le confort qui est une forme de l'indépendance à l'égard des choses. Cet amour du *home*, ou plutôt le développement intense de la vie intime qui en est la source, devient ainsi, à partir de la Norvège, le trait tout à fait caractéristique et fondamental du particularisme.

Pendant de longs siècles, en vertu de la formation première que nous venons de dire, les descendants du Norvégien, c'est-à-dire le bauer de la plaine saxonne, le paysan saxon en Grande-Bre-

tagne et les premiers colons américains de souche anglaise ont fait, puis réalisé, ce beau rêve d'indépendance : ils ont créé les uns après les autres, en sol vacant, de petits domaines isolés, satisfaisant à tous les besoins d'un ménage et constituant le chef de famille maître absolu chez lui. Puis les progrès du machinisme sont venus centupler les moyens d'action et les ambitions de ce petit paysan sur place et au dehors. Mais il a toujours eu des fils pour l'émigration sur le domaine cultural indépendant, devenu d'ailleurs une exploitation vaste et splendidement outillée. Et il en a eu bien d'autres à lancer auprès, au loin, sur le sol national comme à l'étranger, en pays occupés comme en territoire vacant, dans toutes les directions où une situation lucrative était à conquérir sur les forces de la nature, ou sur l'insuffisance des hommes!

Et la raison de cette facilité pour le fils à se détacher du sol natal et de la famille, c'est qu'il ne s'y est jamais attaché, n'ayant d'affection que pour son *home* à lui, qu'il transporte partout avec lui. Il lui est donc assez indifférent d'être ici plutôt qu'ailleurs. Et comme, une fois parti, il se trouve chez lui partout où il est « confortable », rien ne le fait revenir au point de départ. Après l'indépendance du home, la seule affaire pour lui, c'est d'être là où il peut exploiter une situation conforme à ses aptitudes. « L'homme capable a la place qui lui convient, » c'est pour lui une formule de la vie publique, parce que c'est tout d'abord la formule de sa vie privée.

De par sa formation, il ignore donc la *petite* patrie : *Ubi bene, ibi patria :* cela a dû être inventé par lui.

Mais il attache beaucoup d'importance à la *grande,* qui, soucieuse de l'expansion de ses nationaux, sait les défendre partout.

Il est intéressant de remarquer que c'est seulement à propos de l'émigration que nous voici amené à expliquer complètement, à atteindre dans ses profondeurs, l'indépendance du particulariste par le *home*, indépendance qui est la pierre angulaire de son type, et sur laquelle s'édifient toutes ses qualités propres : aptitude à se suffire, initiative, acceptation des risques, tout cet ensemble que la race caractérise d'un mot qui est bien

à elle : le *self help*, la science de s'aider soi-même, de se tirer d'affaire par soi-même, ou, si l'on veut, la science de l'effort personnel et indépendant. Le type est tellement organisé pour l'émigration qu'il ne se manifeste entièrement que par l'émigration !

Indépendamment de la Norvège, de la plaine saxonne et de l'Angleterre où les particularistes se sont installés en territoire vacant, tout le nord-ouest de l'Europe a été plus ou moins pénétré d'éléments particularistes, mais surtout la France du Moyen Age. On sait, d'autre part, les espaces immenses que le type occupe en dehors de l'Europe par les colonies anglaises, établies, les unes en territoire vacant, les autres en territoire occupé. Et il faut y ajouter non seulement les Etats-Unis (territoire vacant), mais encore les infiltrations déjà rapides de l'élément yankee au Mexique, dans le centre Amérique et dans l'Amérique du Sud, en faisant une mention très spéciale des Franco-Canadiens qui, au contact du simple ménage anglais, se sont très curieusement constitués dans le type particulariste à double ménage avec héritier associé [1].

Par contre, les races celtiques et latines avec leurs colonies ont appartenu jadis au type communautaire en voie de désorganisation. Et cette désorganisation s'accentuant, le simple ménage s'y généralise de plus en plus ; nous savons dans quelles conditions inférieures la plupart du temps. Ainsi s'explique la décadence trop réelle des pays qui ont tenu le flambeau de la civilisation au Moyen Age et à la Renaissance ; la désorganisation grandissante de leur type familial les engourdit et les paralyse, tandis que la stérilité les guette.

On voit, pour le dire en passant, que la prospérité anglo-saxonne n'est pas due au protestantisme, pas plus que la décadence des Latins n'est due au catholicisme. Ce sont des causes

1. On pourrait cependant n'avoir qu'une confiance limitée dans la *particularisation* des Franco-Canadiens de ce fait qu'un des éléments constitutifs de leur type, c'est le besoin de juxtaposer toutes les maisons d'un village, comme l'a montré M. Gérin dans la *Science sociale*. Mais notre critérium de l'émigration intervient heureusement en montrant qu'ils savent fonder dans l'ouest des établissements isolés.

plus profondes et plus intimes qui sont entrées en jeu : des causes bien autrement puissantes sur les masses, parce qu'elles résultent des conditions élémentaires et matérielles de la vie, et que, par là même, elles sont, en fait, pour les masses, à peu près fatales.

II. — VUES D'ENSEMBLE SUR LA MONTAGNE.

Nous arrêtons ici l'exposé des principaux éléments de cette classification. Mais ce que nous en avons dit appelle déjà des explications et des commentaires.

Justifions d'abord cette sorte d'apothéose que nous demandons pour la montagne. Hier, la montagne n'occupait qu'une place très secondaire dans nos théories scientifiques ; aujourd'hui, voilà qu'elle se révèle comme créatrice de deux grandes classes de types familiaux, l'une que l'on soupçonnait à peine, l'autre à laquelle on croyait une genèse très différente.

La montagne créatrice du particularisme et du semi-particularisme. — Dans la première de ces deux classes, les semi-particularistes à héritier associé sont connus depuis longtemps. Seulement on les appelait volontiers les quasi-patriarcaux. Tout d'abord j'ai indiqué, il y a quelques instants, et je rappelle que, dans ce type à double aspect, on s'était beaucoup trop attaché aux traits communautaires, et cela pour cette raison que l'on a trop étudié le montagnard pasteur, et pas assez le montagnard cultivateur, et que, même chez le dernier, on s'est trop occupé de ceux qui restent au foyer, et pas assez de ceux qui en sortent.

A côté de ce premier groupe de types semi-particularistes, j'en introduis deux autres, composés le premier de familles à forme postpatriarcale ou en ménages multiples, le second de familles en simple ménage, nées de la transformation des précédentes. C'est pour moi la conséquence et la synthèse de beaucoup d'observations dans la montagne. Le type auvergnat et le type savoyard, le double type des Alpes lombardes, le type des

Albanais modernes, celui des montagnes grecques de l'antiquité et des Klephtes de l'Indépendance, peut-être aussi celui des Romains de l'histoire, sans oublier les rédempteurs de l'Espagne, celui si caractérisé qu'étudient, à l'heure actuelle, dans les Vosges, MM. Périer et Bures, et d'autres encore, que l'on attribuait jusqu'ici à la famille communautaire ou à la famille instable, trouvent ainsi un lien commun dans des traits parfois bien différents d'aspect, mais se ramenant tous à un relèvement de l'effort, et aussi dans ce rôle envahisseur, guerrier ou pacifique, qu'ont joué jadis leurs émigrants ou qu'ils jouent encore sous nos yeux.

Cette synthèse une fois faite, un rapprochement s'impose, grâce à l'analogie des caractères constatés de part et d'autre, avec le groupe des types à héritier associé dont nous parlions à l'instant, et parmi lesquels il faut mentionner le paysan suisse [1], le Cerdagnais récemment étudié par M. Durieu, le Basque des monts de Biscaye entrevu par M. Olphe-Galliard, et une deuxième synthèse en résulte concluant à une action très générale de la montagne culturale au point de vue de la valeur éducatrice.

Arrivé en ce point, est-il possible de ne pas être frappé de ce fait que, d'une part, la Norvège est, elle aussi, une région montagneuse, mais une région montagneuse exaspérée pour ainsi dire, et que, d'autre part, le type sorti de son sein peut, de son côté, être considéré comme une exaspération du type montagnard ordinaire? Or, cette façon de concevoir le rôle de la Norvège, que m'avaient suggérée jadis des notes de voyages bien modestes de Xavier Marmier (si je ne me trompe), se lit entre les lignes dans les conclusions de la mission magistrale de M. Bureau qui montrent le fjord coopérant d'une façon simplement permissive à la constitution du type particulariste. Il reste que le véritable agent créateur de ce type, ce soit le

1. Les types auvergnat et savoyard ont été étudiés par Demolins directement ou d'après des collaborateurs; le type suisse l'a été surtout par M. Pinot. Il est entendu que je me base sur les faits de leurs études, non sur leurs conclusions. Pour les autres types ci-dessus indiqués sans références, je me fonde sur mes *Héros d'Homère*, sur mon excursion en Lombardie (1907) et sur des études ou remarques qui me sont personnelles.

surplus du lieu, c'est-à-dire, la montagne sans vallée, réduisant l'homme à la culture en pentes raides.

Nous arrivons ainsi très simplement à une troisième synthèse tout à fait généralisatrice ; et la montagne culturale se révèle comme la source du Particularisme vrai et achevé, aussi bien que du Semi-particularisme.

Tout ceci d'ailleurs ne fait que résumer les deux précédents chapitres de notre classification, et préparer ce qui va suivre.

Le rôle de l'isolement. — Pour légitimer tout à fait cette unité d'action de la montagne, il faut l'appuyer, ou plutôt la fonder, sur l'intime des choses.

Le dernier mot, la raison dernière du Particularisme, c'est, nous l'avons indiqué, l'isolement complet dans le fjord, isolement qui engendre, à titre de compensation, d'abord un développement intense de la vie intime au foyer avec l'épouse et les enfants, puis un amour vital de la solitude ainsi peuplée, de cette solitude qui fait du père, dans un sens très réel. le roi d'une terre qui est bien à lui avec des sujets qui sont bien à lui. C'est ainsi que l'isolement crée l'amour de l'indépendance. Et cet amour est si fort au cœur du particulariste, il le pénètre si profondément que, arrivés sur un autre sol, ses fils se confinent dans le *home,* et reproduisent, artificiellement et instinctivement, les conditions de l'isolement primitif.

Le dernier mot, la raison dernière du Semi-particularisme, c'est quelque chose d'approchant ; c'est l'isolement presque complet de la vallée montagnarde, réduisant le monde non plus à un gaard, mais à un mince village, concentrant aussi la famille, la repliant sur elle-même, et mettant par le fait même au cœur de l'homme un amour spécial du foyer, et, par contrecoup, un besoin d'indépendance moins absolu sans doute, mais agissant lui aussi ; car celui qu'il a une fois saisi dans son enfance ne trouve rien qui puisse en tenir lieu dans la vie plus riante d'en bas parce qu'elle l'enliserait forcément en des communautés absorbantes ; et alors il le ramène à la seule forme de lieu, d'établissement au foyer et de travail qu'il ait jamais rencontrée, lui

permettant de posséder cette indépendance et d'en jouir, par la combinaison du métier de petit cultivateur et du métier d'émigrant ; et ainsi il lui fait dédaigner le luxe des villes et les facilités de la culture en plaine, pour l'établir à son compte à côté du frère héritier, ou sur les débris du foyer paternel détruit par le morcellement, dans la pauvreté de la montagne et dans le labeur invraisemblable de la culture en pentes raides!

« J'ai progressé et je suis indépendant, » me disait sur les bords du lac Majeur un pauvre diable de montagnard revenu de Lyon, que la grande ville avait passablement éclopé, mais qui se flattait malgré tout d'avoir réalisé ce qu'il sentait l'idéal de son milieu et le rêve de sa jeunesse. Et cette phrase, si frappante dans la bouche de cet humble, était bien spontanée : je n'avais rien dit qui fût de nature à l'évoquer.

« De la terre, me disait un autre montagnard lombard, ma part d'héritage ne m'en a laissé que des morceaux grands comme des mouchoirs, et je n'ai pas de quoi travailler huit jours dans une année. Mais j'ai vingt-deux ans ; et je gagnerai assez pour m'établir chez moi ; il le faudra bien ! »

Tout cela se traduit dans les faits par le prix exorbitant de la terre cultivable en montagne. Dans la vallée ou dans les collines lombardes qui sont des régions de culture merveilleuse, la terre s'afferme couramment, l'exploitation directe est rare ; et, après avoir nourri beaucoup d'ouvriers agricoles et enrichi des locataires, le produit du sol permet encore un revenu net de 3 à 4 p. 100 pour le propriétaire. Dans la montagne, le petit propriétaire, d'une façon très générale, exploite lui-même, et il n'obtient que 1 ou 2 p. 100 de son prix d'achat, et encore à la condition de compter son travail pour rien ; pourtant ce travail est bien plus dur et bien plus acharné qu'en bas !

En réalité, dans cet amour de l'indépendance qui se retrouve dans la montagne et dans le fjord, il n'y a que la différence dans la dose d'isolement et de concentration sur le foyer imposée par la montagne et par le fjord. Moins exigeante dans la contrainte qu'elle impose, la montagne est aussi moins généreuse dans les qualités qu'elle engendre.

On aboutit néanmoins à des phénomènes en apparence opposés. Avec l'émigration temporaire à sa portée, il est toujours possible de se maintenir dans la montagne, n'y aurait-on plus que des terres « grandes comme des mouchoirs »; et c'est là (précisément pour cette raison) que se localise l'amour du foyer, d'un foyer tangible, du foyer d'origine. Et l'on revient! Au contraire, avec le déracinement total et définitif qu'impose le fjord, et qu'il fait entrevoir dès l'enfance, l'amour du foyer se réfugie dans le *home*, c'est-à-dire dans un chez-soi moins matériel en quelque sorte, qui regarde l'avenir plus que le passé, que l'on pourra établir n'importe où. Et l'on part à tout jamais !

On conçoit, j'imagine, à l'heure actuelle, que ces résultats ne se contredisent qu'en apparence et dérivent de causes très semblables. Au surplus, envisageons non plus le Norvégien qui s'en va, mais celui qui succède sur place à son père; ne sera-t-il pas plus facile de comprendre que c'est bien le même instinct, je veux dire le même besoin d'indépendance qui, d'une part, fixe cet enfant du fjord à ses falaises inhospitalières, et qui, d'autre part, ramène dans sa pauvre vallée l'émigrant des Alpes pour l'y fixer? Ne pourrait-on même aller jusqu'à dire que le montagnard des Alpes qui fuit les séductions de la ville obéit à un sentiment plus impérieux que celui qui ne les a pas connues?

Voici maintenant que nous comprenons ce fait si curieux et si général de la formation montagnarde, qui jusqu'ici est resté une énigme, cet amour mystérieux de la montagne, à laquelle il faut revenir quand on y est né. Ceux que cet amour domine, ce sont tout simplement des assoiffés de l'indépendance que procure le foyer de là-haut, indépendant quoiqu'il ne suffise pas à nourrir tout son monde, indépendant néanmoins parce qu'il s'appuie sur l'émigration temporaire de la génération qui naît!

Si c'est bien la vie isolée de la montagne qui agit ici, on doit retrouver cet amour chez tous les montagnards, même pastoraux; et c'est précisément ce qui se produit : assurément les pasteurs de montagnes n'ont ni l'endurance au travail, ni l'esprit d'entreprise, ni le savoir faire débrouillé de leurs frères cultivateurs;

et cela se conçoit, ces qualités-là étant, d'après tout ce qui a été dit, en connexion étroite avec la culture en montagne et la forme d'émigration qui en est la conséquence. Mais ils ont une soif analogue d'indépendance et le même besoin de la montagne, avec quelque chose de moins sociable dû à leur moindre contact avec la plaine, et avec un plus grand attachement aux traditions qui s'explique précisément par le travail.

Et ainsi l'amour inné et fameux du montagnard pour la montagne n'a pas sa source dans le spectacle grandiose des sommets, ni dans la fascination du glacier, ni dans l'attirance du ciel vu de plus près, comme le racontent gentiment les amis du pittoresque, mais dans une conception spéciale de la vie, conception instinctive et irraisonnée, bien entendu, mais imposée par le mode d'existence dans la montagne!

En définitive, ce retour à la vie culturale en montagne et à ce foyer indépendant là-haut, mais qui l'est seulement grâce aux subsides conquis sur la ville, c'est le trait à la fois caractéristique et bien représentatif de la formation semi-particulariste;

Comme l'établissement en un foyer cultural isolé est le trait caractéristique et bien représentatif de la formation particulariste;

Comme enfin le besoin de vivre au milieu et avec le concours de sa parenté, de ses amis et de ses relations, et pour cela de rester enlisé dans le lieu où l'on se sent le mieux les coudes avec tout son monde, est le trait caractéristique et bien représentatif de la formation communautaire.

Ébauche d'une théorie générale de la montagne. — Certaines précisions sont maintenant nécessaires pour qu'on ne nous attribue pas des affirmations dépassant notre pensée.

1° Le point capital de cette étude, c'est une conception nouvelle du rôle de la montagne, non pas de la montagne quelle qu'elle soit, mais de la montagne culturale. A celle-ci sont dus, suivant nous, le Particularisme proprement dit, d'une part, et le Semi-particularisme, d'autre part. Ils représentent tous deux une éducation et un développement de l'effort personnel dans le sens

qui tend à exonérer l'individu et le couple familial du recours à une collectivité providence ; de plus, ils sont nés tous les deux de la combinaison de l'isolement et du travail cultural acharné qu'impose la montagne. Malgré ces caractères communs et cette origine commune, on ne saurait trop répéter qu'ils diffèrent de nature, le mode d'action des facteurs communs et l'intensité de cette action ayant très grandement différé ici et là.

2° Rien dans les études faites depuis la disparition de notre maître, H. de Tourville, n'autorise à modifier le critérium du particularisme laissé par lui. On sait que ce critérium est l'aptitude pour les émigrants à fonder par la culture à méthodes progressives un établissement isolé, même en pays neufs.

3° La formation qui répond à ce critérium a son type et son origine première dans la montagne immergée des fjords norvégiens, montagne ne comportant pas de vallées, mais seulement des pentes raides et des sommets, et, par là même, montagne exaspérée. Grâce au régime cultural qu'il impose, ce lieu très spécial a produit la famille particulariste, le jour où il a opéré sur des paysans déjà pliés à l'amour de la culture par leur formation antérieure. La pêche est intervenue dans le premier établissement comme un appât indispensable, mais elle n'y a certainement pas joué le rôle de cause efficiente ; elle n'a été qu'une condition permissive nécessaire.

De cette nécessité de l'intervention de la pêche, il ne s'en suivrait pas que l'arrivée ait dû nécessairement se faire par mer. Il paraît résulter de l'ensemble de cette étude que des étapes semi-particularistes successives sur les flancs orientaux des Alpes scandinaves pouvaient aboutir socialement aussi bien que géographiquement au fjord. Quelques-uns au moins des futurs particularistes ont donc pu suivre cette voie [1].

4° Jusqu'ici aucune observation ne permet d'affirmer qu'en dehors des conditions uniques rencontrées en Norvège, la mon-

1. A ce point de vue, je souhaite que les Alpins de la *Science sociale* monographient, en Suisse par exemple, des familles *culturales* dont le domaine serait bien isolé et en pentes raides.

tagne (ni d'ailleurs aucun autre lieu) ait enfanté le vrai particularisme.

Mais elle a engendré sur beaucoup de points le semi-particularisme.

5° Évidemment c'est à partir de la formation communautaire que l'éducation de l'effort personnel constituant le semi-particularisme se manifeste et s'apprécie; dans certains cas, on est encore très près de la communauté, tandis que dans d'autres on en est très loin. Avant une série d'études qui sont encore à faire, il est impossible de dire si l'ensemble des types ainsi visés est plus communautaire que particulariste. Mais, d'une part, les types les plus avancés sont assez près du particularisme; et, d'autre part, l'appellation de « quasi-communautaires » que certains préféreraient est, dans tous les cas, impropre et malheureuse; car elle fait naître l'idée de stade dégressif à partir de la communauté, tandis que c'est un stade progressif, ou plutôt une série de stades progressifs, qu'il s'agit de désigner. « Quasi-patriarcaux » ne vaudrait pas mieux; il aurait en plus l'inconvénient d'englober nos postpatriarcaux qui sont quelque chose de très différent. L'idée à évoquer, et celle qu'évoque en fait notre terme, c'est l'idée de formation ayant une orientation et des allures particularistes, mais n'atteignant le particularisme dans aucun cas. Notre terme dit donc ce qu'il faut, sans l'exagérer.

6° Si, dans ses manifestations les plus élevées, le semi-particulariste reste en dessous du particularisme, c'est qu'il est formé par un isolement moins absolu et un labeur moins austère. En outre, à l'infériorité de ses émigrants intervient cette autre cause, qu'ils n'ont pas grandi en face de la nécessité de s'en aller au loin et pour toujours.

7° Nous avons tout à l'heure présenté les types semi-particularistes en deux groupes, d'après leur morphologie extérieure. Cherchons maintenant à aller plus au fond des choses, et à classer ces mêmes types d'après notre critérium, d'après leur valeur éducative et l'orientation qu'ils donnent à la vie. Nous allons aboutir à cinq genres principaux, étant bien entendu que ceci est un simple essai de classement.

8° Voici d'abord dans la grande montagne à vallées étroites et à pentes raides avec culture intense, à émigration temporaire générale et à retour définitif imposant la création d'un petit domaine cultural, voici, dis-je, les semi-particularistes que nous avons surtout montrés : ceux qui se rapprochent d'assez près du particularisme ; nous les connaissons dans les Alpes lombardes.

9° Dans la montagne à culture moins acharnée, mais cependant développée, apparaissent des types parfois très avancés dans un sens analogue : Vosges actuellement étudiées par MM. Périer et Bures ; Cerdagne, d'après les très intéressantes observations de M. Durieu ; Biscaye, vue par M. Olphe-Galliard. Cette orientation est moins accentuée quand la culture est moins développée : Jura bernois, Suisse dans ses parties culturales ; Auvergne ; probablement monts de Thuringe et Forêt Noire. C'est dans ces cinq derniers types que se manifeste surtout l'aptitude au petit commerce et à la petite fabrication, qui se retrouvent néanmoins ailleurs.

10° Dans la montagne à culture en grande partie arborescente, surtout mélangée de cueillette (Grèce ancienne, Albanie), l'esprit d'entreprise revêt facilement la forme guerrière, en connexion spéciale avec la cueillette.

11° Cette orientation guerrière, d'ailleurs moins prononcée, se retrouve dans les régions à culture ordinaire où prédomine l'art pastoral (Suisse des Grisons).

12° Dans la montagne encore peu habitée et restée, pour cette raison, surtout forestière et pastorale, avec une émigration faible et en tout cas médiocre dans ses éléments et dans ses résultats, on n'aurait affaire qu'à la survivance du type postpatriarcal, si deux traits caractéristiques ne se dessinaient : un amour très net de l'indépendance, et une vigueur notable des institutions et des caractères (Pyrénées, en particulier vallées d'Ossau, par M. Butel, et d'Aspe, par M. Durieu ; Haut Valais, par M. Courthion ; montagnes d'Aragon, d'après M. Durieu).

13° Né de la quasi-solitude de la montagne, ce besoin d'indépendance est spécialement intéressant pour nous ; il incorpore ces gens-là à notre théorie. De pastoraux à peu près purs, il ferait

des semi-particularistes *avortés;* de pastoraux plus ou moins teintés de culture, il fait des semi-particularistes *naissants*.

14° Dans ce besoin d'indépendance né de la quasi-solitude de la montagne quand il est joint à la culture, je proposerais volontiers de voir le critérium séparant radicalement le semi-particulariste du communautaire.

15° La montagne basse paraît ne différer en rien des pays de plaine attardés par suite des difficultés de culture (Morvan).

16° D'une façon générale, dans chacune des cinq espèces de montagnes culturales que nous venons de distinguer, montagne à culture acharnée, montagne à culture encore prédominante, mais moins intense, montagne à culture fortement mélangée d'art pastoral, montagne à culture arborescente mélangée de cueillette, montagne à art pastoral teinté de culture, le progrès est d'autant plus net et rapide que, par suite ou de la formation antérieure des premiers occupants, ou de l'arrivée subséquente de gens expulsés des villes, ou de la fréquentation par les émigrants de milieux urbains avancés, la montagne se trouve avoir à agir sur des éléments mieux préparés au point de vue cultural et au point de vue social.

17° Si aux cinq sortes de montagnes culturales que nous venons d'indiquer en attendant qu'on en distingue d'autres, nous ajoutons la montagne immergée de Norvège, nous voici en face de six manifestations du pouvoir éducateur de la montagne, toutes six très inégales de valeur, et assez divergentes de direction ; et il se peut, en somme, que telle ou telle des premières formations diffère autant de ses voisines que de la formation particulariste. Il n'y a donc pas, à proprement parler, un Semi-particularisme opposable ou comparable en bloc au Particularisme ; mais il y a six formations montagnardes qui ont chacune leur originalité, et qui ont toutes ce trait commun de représenter une éducation de l'effort par la montagne ; d'où il suit qu'à ce point de vue nous devrions avoir affaire non pas à deux classes de types, mais à six classes, ou bien à une seule classe comprenant six types genres. Si l'on a constitué le particularisme, et lui seul, en une classe à part, c'est uniquement à cause de sa trans-

cendance et de son rôle social tout à fait hors de pair. Il ne faut donc pas s'étonner qu'aucune des formations semi-particularistes, ni le semi-particularisme en général, ne soient, de la formation particulariste, ni une simple atténuation, ni une réduction construite sur un plan analogue, quoique moins grandiose. Ce n'est pas cela du tout. En réalité, il y a là, qu'on nous pardonne cette comparaison, six écoles de l'effort aboutissant à des résultats très différents, parce qu'elles ont des méthodes très différentes et des prises très différentes sur l'individu. Elles n'ont, en somme, que deux points communs : d'être construites en montagne, et de chercher à relever le niveau de l'éducation.

Antagonisme entre la montagne et la plaine. — Tout ceci entendu, élargissons nos vues jusqu'à embrasser d'un coup d'œil toutes les sociétés culturales, montagnardes ou non : nous aboutissons à une théorie générale très simple et très séduisante :

Au sortir des steppes pastorales, voici, d'une part, la culture en plaine, conservant et perpétuant la formation communautaire ; voici, d'autre part, la culture en montagne, créant les formations quasi particulariste et particulariste. D'un côté, c'est l'immobilité par la passivité ; de l'autre, c'est la marche en avant par l'esprit d'entreprise et d'initiative. D'un côté, c'est la richesse naturellement indolente ; de l'autre, c'est la pauvreté naturellement alerte, facilement aggressive, d'ailleurs projetée sur la plaine par l'étroitesse de la montagne. Au service de ces deux puissances antagonistes, dans leurs luttes séculaires, mettez la fabrication et les transports, et vous avez l'histoire de l'Europe pendant plus de vingt-cinq siècles. Transformez enfin la fabrication et les transports par la machine à vapeur, et vous avez la révolution sociale à laquelle nous assistons depuis soixante-quinze ans. Mais à la base de tout cela, dans la mêlée des peuples et des classes, il y a la lutte de la montagne et de la plaine ; de la plaine vaincue parce qu'elle fait la vie facile et molle, de la montagne victorieuse, parce qu'elle fait la vie rude et forte. Et « la séance continue », n'en déplaise au socialisme, fils de la plaine, qui se croit maître de l'avenir !

Rôle social de la culture. — Or, cette synthèse générale, qui fait l'homme si petit et, par contre, si grande la Providence créatrice des reliefs du globe, trouve un admirable complément dans le rôle social considérablement grandi, qu'il faut maintenant reconnaître à la culture, collaboratrice indispensable de la montagne en tout ce qui précède.

Aux temps héroïques de notre école, on trouvait dans les travaux de simple récolte l'origine des trois grandes classes de familles : La famille souche était due à la pêche côtière des fjords norvégiens[1], la famille communautaire était fille de l'art pastoral, et les plus vieux échantillons de la famille instable paraissaient nés de la chasse et de la cueillette en régions forestières[2]. Il s'en suivait que la famille, à quelque type qu'elle appartînt, était entrée plus tard dans la culture sans subir de transformation essentielle ; et ce travail qui, dans bien des cas, plie l'homme à une discipline si rude, ne jouait en tout cela qu'un rôle secondaire ; on aboutissait là à une invraisemblance choquante.

Voici, au contraire, qu'à l'heure actuelle la culture prend une importance capitale dans l'histoire de la famille. A côté et au-dessus de l'art pastoral, elle apparaît comme la grande pétrisseuse historique des races humaines. Des trois classes de types familiaux, classes d'ailleurs très différentes des anciennes, deux n'existent que par elle, les deux plus puissantes et les mieux outillées dans la lutte pour la vie (particularistes, semi-particularistes).

Voici qu'en même temps le monde social se divise en deux grands groupes : d'une part, celui des sociétés qui vivent de travaux faciles, art pastoral, cueillette, chasse, et qui n'ont ni vraie vitalité ni puissance ; d'autre part, celui des sociétés culturales, autrement laborieuses, à qui seules a été donnée la civilisation. Et ce dernier groupe se subdivise lui-même en trois autres grou-

1. La pêche côtière semble avoir encore l'importance des premiers jours aux yeux d'E. Demolins, en janvier 1905, *Classification sociale*, p. 103, notes.

2. La même *Classification* d'E. Demolins, l'admet manifestement, mais elle répartit les sociétés civilisées à famille instable entre les sociétés communautaires ébranlées et les sociétés particularistes ébranlées (*Tableau* p. 10 et 11). Elle met donc une cassure heureuse entre les sauvages et nous.

pes (tous les particularistes, tous les semi-particularistes, les culturaux communautaires) hiérarchisés à proportion du labeur que dépense la famille du paysan remueur de terre qui peine à la base. Ainsi l'histoire de l'Humanité n'est que le commentaire de la grande parole inscrite à la première page de la Genèse : « C'est à la sueur de ta face que tu mangeras ton pain ». Cette parole apparaît ainsi non seulement comme une sentence pénale, mais comme un gage de relèvement dans l'ordre naturel. Maintenant aussi mieux que jamais elle pourrait servir d'épigraphe à notre science.

III. — CINQ QUESTIONS A PROPOS DE LA CLASSIFICATION.

LES TYPES SEMI-PARTICULARISTES CONSTITUENT UNE CLASSE DISTINCTE. — Arrivé en ce point, se refusera-t-on à admettre notre répartition de l'ensemble des types familiaux en trois classes ?

Remarquons tout d'abord que le classement présenté ou accepté par H. de Tourville, dans la dernière édition du tableau de la Nomenclature[1], place à côté de la famille patriarcale et de la famille particulariste, et dans une troisième classe bien distincte, la famille quasi patriarcale ou fausse famille souche. Si l'on remonte ainsi à l'œuvre du maître, il est clair que notre innovation sur ce point ne consiste pas à créer cette troisième classe, mais bien plus simplement à l'étendre, et à changer l'angle sous lequel il faut la considérer.

Au surplus, ce que nous paraissons plus directement contredire, au moins pour un lecteur superficiel, c'est la classification, non pas des types familiaux, mais des sociétés, proposée plus récemment par E. Demolins[2], laquelle ne comprend en effet que deux grands groupes.

Mais il s'agit là d'une œuvre bien différente de la nôtre. Plus généralisatrice et plus audacieuse d'abord, la classification de

1. En G, la Famille. Si nos souvenirs sont exacts, cette introduction est en partie l'œuvre de M. Pinot. Elle est d'ailleurs la conséquence de son remarquable article sur la *Classification des espèces de la famille* (*Science sociale*, janvier 1894).

2. *La Science sociale*, 2e pér., 10e fascicule (janvier 1905).

Demolins porte sur un tout autre objet : ce n'est pas simplement la famille qu'elle a en vue, c'est la société, c'est-à-dire tout cet ensemble de groupements complexes qui constituent une nation, ensemble dans lequel, trop souvent, les types familiaux se juxtaposent et se superposent d'une façon déjà peu simple, tandis que le patronage et les pouvoirs publics sont dus à des conquêtes ou à des infiltrations pacifiques. Nous n'avons pas d'ambition si haute; le champ dans lequel nous opérons est à la fois plus restreint et plus rempli de faits étudiés. Les deux œuvres, par leur nature même, ne sont donc pas comparables, et encore moins opposables.

Remarquons en second lieu, et c'est notre meilleur argument, que maintenant nos semi-particularistes présentent un ensemble de caractères qui est bien à eux et à eux seuls, et qui définitivement les constitue à part. Leur place apparaît bien nette et bien distincte entre la classe des particularistes et celle des communautaires. Incapables d'atteindre la première, ils sont limités de ce côté par le critérium tourvillien que nous avons rappelé. Supérieurs à la dernière, il semble bien qu'ils en soient séparés par le nouveau critérium que nous a suggéré le besoin d'indépendance né lui-même du « particularisme des sommets » ; au surplus, cette dernière expression que nous n'avons pas inventée, qui est de la langue courante, ne montre-t-elle pas qu'il y a là pour tout le monde un *isolement* dont les conséquences tranchent sur la vie de la plaine?

Ménage multiple et simple ménage : différence secondaire surtout de forme. — Mais H. de Tourville admettait, avec Le Play, une autre classe de types familiaux sous le nom de Famille instable. A la vérité, depuis la *Vie américaine* de M. de Rousiers (1891), cette classe avait perdu une bonne partie de ses troupes; celles-ci avaient été promues à la Famille particulariste, d'ailleurs créée à leur intention. Ce qui restait de la classe démembrée conservait d'assez mauvaise grâce le qualificatif d'*instable*, uniquement d'ailleurs parce que l'on ne savait par quoi le remplacer.

Maintenant, voici que la Famille instable disparaît comme classe, et change de nom; elle est représentée par nos genres communautaires en simple ménage et postcommunautaires.

Cette innovation est-elle légitime?

Pour répondre à cette question, élargissons-la ; et demandons-nous, si non seulement chez les communautaires, mais chez les particularistes et les semi-particularistes, on peut, comme je le propose, réunir, dans une même classe, des types familiaux en ménages multiples et des types familiaux en simple ménage, en ne les séparant que par la distance d'un genre à un autre.

Assurément on ne l'a pas fait jusqu'ici, parce que, comme cela arrive dans toutes les sciences qui enfantent leur classification, on en était resté à des phénomènes plus apparents. On n'était pas allé jusqu'à l'intime des choses, et justement le nombre des ménages faisant partie du groupement familial était un de ces phénomènes de surface auxquels il était naturel qu'on s'arrêtât. Il semble que cette fois, en vertu même de notre point de départ, nous faisons un pas décisif vers cet intime des choses.

D'ailleurs, rien ne s'oppose à ce que nous rapprochions des types autrefois éloignés, *à la condition que nous saisissions entre eux des affinités précédemment méconnues*. Or, ces affinités apparaissent ici clairement; et elles sont fondamentales, une fois notre point de départ admis lui-même comme fondamental : nos trois simples ménages sont, chacun dans leur classe, étroitement rattachés, par la formation et la valeur éducatrice, aux types genres à ménages doubles ou multiples au-dessous desquels ils s'inscrivent.

Au surplus, n'y a-t-il pas longtemps que nos études constatent un divorce profond, irrémédiable, entre diverses sortes de simples ménages? Et puis, le ménage instable des États-Unis n'a-t-il pas été déjà rattaché par M. de Rousiers, grâce à l'intermédiaire du type anglais, à la famille souche de Norvège, laquelle, on ne l'avait pas assez remarqué, est un ménage double? Sur cette question, l'originalité de la présente étude ne porte donc pas sur la possibilité de ces ruptures et de ces rattachements; elle consiste surtout à demander une soudure en un

point imprévu, et à affirmer des rapprochements, d'ailleurs manifestes, entre des groupes de forme différente. Au surplus, ce terme de *forme* qui est bien à sa place ici, ne suffit-il pas à montrer la fragilité de la barrière qu'on voudrait nous opposer?

Nos trois grandes classes aboutissent ainsi à des types en simple ménage, lesquels constituent, chacun dans sa classe, un progrès au point de vue de la valeur éducatrice, telle que nous l'avons définie.

Tout ceci s'entend, surtout et fort bien, de notre genre « Communautaires en simple ménage » dans son rapprochement des genres « Patriarcaux » et « Postpatriarcaux ». Il n'y a donc plus lieu de le constituer en une classe à part.

Remarquons que, du même coup, il cesse d'être le bouc émissaire que nous avons connu. L'on en vient, au surplus, à se demander si l'opprobre dont on l'avait chargé, aux temps héroïques, en le faisant voisiner, sous le nom de Famille instable, avec les sauvages déformés par la chasse, n'était pas une exagération née de l'ardeur de la guerre aux « faux dogmes ». Malheureusement très inférieur aux simples ménages des deux autres classes, il n'en doit pas moins, au point de vue de l'éducation de l'effort individuel, se placer au-dessus des genres en ménages multiples de sa propre classe [1].

Essayons de préciser en rapprochant quelques définitions :

1° Les types familiaux communautaires sont ceux qui, formés à vivre de la communauté et par la communauté, résolvent les difficultés de l'existence, non par eux-mêmes, mais par

1. Définition de la Famille instable « bouc émissaire » (janvier 1891) : « La Famille instable ne rend les jeunes générations aptes à rien, quand elle ne les rend pas inaptes à tout. Elle élève ses enfants sans savoir développer en eux le respect de l'autorité et de la tradition, comme le fait la famille patriarcale, et la famille quasi patriarcale, sans faire naître chez eux la moindre valeur originale, la moindre idée de se tirer d'affaire tout seuls, comme le fait la famille particulariste. Chez elle, les qualités de subordination et d'initiative sont également absentes, et l'individu qui, en réalité, *n'a pas été élevé*, qui n'a été rendu capable de rien, est la proie désignée de l'État ». A travers l'obscurité de ses formules négatives, cette définition donne bien l'état d'esprit de notre école il y a vingt ans. — C'était assurément trop sévère pour le type familial français particulièrement visé; mais, depuis, E. Demolins lui a été trop indulgent quand il a classé la France dans les sociétés particularistes ébranlées (janv. 1905).

le recours à une collectivité providence. famille, clan, Etat.

2° Les communautaires patriarcaux sont ceux chez qui la lutte pour la vie, réduite au minimum, laisse l'autorité absolue et le rôle entier de providence à la majesté de l'âge; au sein du type le plus accentué, le frère succède au frère dans la génération la plus ancienne. En tutelle pour la vie, les individus attendent la satisfaction de tous leurs besoins du groupe familial auquel ils doivent tout leur travail, et qui, en retour, les plie à une forte discipline d'obéissance, de respect et de passivité.

3° Les communautaires postpatriarcaux sont ceux chez qui, la lutte pour la vie commençant à se faire sentir, le pouvoir absolu de l'ancêtre disparaît pour faire place à un chef contrôlé ou même élu. L'obéissance est moins complète, et aussi l'ignorance des soucis de la vie; car les différences de capacité dans le travail ont pour conséquences, malgré des traitements plus favorables pour les capables, une impatience grandissante du joug familial, et des liquidations assez fréquentes. Ce que perd l'autorité du chef de famille est le plus souvent gagné par le clan.

4° Les communautaires en simple ménage sont ceux chez qui la lutte pour la vie, devenue progressivement bien plus accentuée, a brisé entièrement le groupe familial. Affranchi de l'autorité et de la tutelle paternelles, le couple humain souffre intensivement de la désorganisation des conditions protectrices du type précédent. Malgré certains progrès du savoir faire personnel malheureusement lents et incomplets, il ne se défait que dans une faible mesure de son besoin de protection; et il recourt à la *recommandation*, c'est-à-dire au patronage des puissants, à l'embrigadement par le clan, et au servage à l'égard de l'État.

5° Les postcommunautaires sont, parmi les précédents, ceux qui savent plus heureusement recourir à l'effort personnel et ébaucher des groupements spéciaux; ils s'orientent vers les tendances particularistes.

Familles stables et instables; diversité fondamentale entre familles instables. — Mais alors, dira-t-on, ce que l'on

nous propose, c'est le bousculement de tout ce qui a été admis jusqu'à l'heure présente?

Oui et non. Non, dans un sens très réel.

Voici en effet, sans que nous l'ayons cherché, que notre classification une fois rédigée sous forme de tableau synoptique en trois colonnes verticales, mettant à une même hauteur les trois formes en simple ménage et laissant les autres au-dessus, répartit par là même tous les types étudiés en deux groupes que sépare une ligne horizontale [1]. Or, dans ces deux groupes, nous allons reconnaître des choses et même des termes qui nous sont familiers.

Ces deux groupes se différencient principalement d'après le mode d'établissement au foyer.

Dans le groupe supérieur, celui des types familiaux composés de ménages doubles ou multiples, il est facile de retrouver une chose bien chère à Le Play : la série des familles à foyer stable et à autorité paternelle fortement constituée.

Dans le groupe inférieur consacré aux types familiaux en simple ménage, se réunit tout ce que le vieux maître englobait sous le nom de famille instable : appellation matériellement juste, mais qui confondait à tort dans sa réprobation des types de valeur sociale très différente. Et cette confusion était uniquement due à ce qu'il ignorait nos lignes verticales, qui répartissent la famille en simple ménage entre trois classes ou formations différenciées par la valeur éducatrice.

Un coup d'œil à notre tableau suffit pour saisir à la fois la cause de cette confusion et le moyen de la redresser. Comme il le déplorait, il est bien vrai que, partout ici, le foyer est détruit à chaque génération, et que le père ne peut transmettre à ses fils une autorité qui s'est écroulée au plus tard à leur mariage, et qui, de cette date à sa mort à lui, n'existe plus que nominalement et *honoris causâ*. Mais nous pouvons lui apprendre que, si, dans un cas, cette disparition de l'autorité paternelle et cette instabilité du foyer produisent un vide, une désorientation et

1. Voir le tableau synoptique en tête de cette étude. Nous pensons d'ailleurs que le lecteur y aura souvent recouru au cours de ces pages.

un malaise final, dans les deux autres cas elles sont sans inconvénient, étant compensées par la supériorité de la formation; et non seulement notre tableau dit le fait; mais il en montre la cause, par la différence des classes entre lesquelles il répartit chacun des genres instables, c'est-à-dire en simple ménage.

L'APTITUDE A L'ÉMIGRATION, CRITÉRIUM SECONDAIRE DE LA VALEUR ÉDUCATRICE. — Une fois présentée cette série d'explications, j'ose espérer que l'on admettra notre classification au moins à partir de la valeur éducatrice. Mais faut-il également accepter le critérium secondaire proposé dans l'aptitude à l'émigration? Pour répondre, au risque de tomber dans des redites, embrassons ici d'un seul coup d'œil ce qui caractérise et différencie l'émigration dans nos trois grandes classes.

1° Chez les communautaires, l'émigration est d'abord antipathique à la formation, puis elle lui est indifférente; par suite, elle est d'abord très rare, puis assez fréquente.

Elle se compose surtout d'éléments inférieurs et découragés; en tout cas, d'éléments tendant avant tout à une diminution d'effort.

Elle s'en va toujours vers les milieux urbains, et là de préférence dans les situations à salaires fixes et à risques faibles, et surtout encore dans les situations toutes faites, même très modestes. Elle borne son ambition à vivre, et à vivre le moins péniblement possible, sans trop se soucier de l'avenir.

On reste très habituellement, d'une façon définitive, dans la grande ville, dont on accepte les mille sujétions, captivé et retenu que l'on est par la facilité des jouissances à bon marché, des plaisirs et du luxe extérieur. L'émigration qui dépayse est très rare, et plus encore l'émigration à l'étranger : cette dernière ne donne que des résultats misérables.

2° Voici maintenant l'émigration dans la seconde classe, chez les semi-particularistes :

Elle est à la fois imposée et préparée par le lieu et l'éducation; par suite, elle est générale.

Elle se compose d'éléments sains et normaux, laborieux et sobres.

Elle va vers la ville et les petits métiers urbains, mais vers ceux qui laissent plus de gains, moyennant plus d'efforts ou plus de savoir faire. D'ailleurs, elle sait se retourner et tend à s'élever. Ce que l'émigrant cherche avant tout, ce sont des moyens d'épargne, en vue de se maintenir dans la montagne, et aussi d'y améliorer sa situation.

C'est que l'émigration quasi particulariste est faite en principe avec esprit de retour : en effet, elle est périodique ou prolongée suivant les milieux, et rarement définitive.

D'une façon générale, c'est au village natal, à sa vie simple et rude, et à sa petite culture que l'on revient ; le besoin d'indépendance qu'a engendré l'éducation première conserve à tout cela des charmes inoubliables. Et avec la satisfaction très douce de montrer aux siens et de se dire à soi-même qu'on a progressé, on a celle de vivre sur la terre que l'on a conquise, pièce à pièce, et d'y vivre dans l'indépendance basée sur un isolement plus ou moins complet.

L'émigration définitive n'a guère été entrevue au départ; pourtant elle est encore assez fréquente, et se produit à la suite de succès exceptionnels. Dans certains milieux, celle qui dépayse définitivement n'est pas rare; mais même dans les pays neufs, elle aboutit à une situation plus ou moins urbaine.

3° Dans la troisième classe, l'esprit d'indépendance développé par l'éducation est tel que, même à la ville voisine, même sur place, le particulariste est déjà un émigré, c'est-à-dire, un détaché. En ce sens on peut dire que l'émigration est un phénomène très général. Par conséquent, elle se compose des éléments sains et normaux du type, dressés d'ailleurs à l'effort, au besoin d'indépendance et à la soif de parvenir.

Elle va indifféremment près ou loin, à la ville ou à la campagne, dans n'importe quelle profession, partout où est à prendre une situation lucrative. Et alors, pour un lieu donné, elle est définitive ou simplement prolongée, suivant que cette chance s'est réalisée ou non. On change de situation et de lieu quand il

le faut, mais il n'y a pas de raisons qui ramènent au pays natal. Le lieu rêvé, c'est celui du *home* indépendant et confortable, et de l'enrichissement qui décuple indépendance et confort.

Les éléments d'élite se dépaysent facilement et arrivent souvent à l'établissement en pays neufs sur le domaine isolé que l'on exploite d'ailleurs par les méthodes les plus productives connues; ces deux derniers traits, faciles à constater matériellement, sont caractéristiques de l'émigration particulariste.

Ainsi condensé, ce triple exposé est démonstratif, et prouve que l'émigration, avec ses caractères si tranchés, est un bon critérium de la valeur éducatrice, c'est-à-dire de la formation de l'aptitude à venir à bout de la grande affaire de la vie.

Il y a même des cas où ce critérium secondaire passe au premier rang, et constitue un révélateur particulièrement sensible; c'est à lui, par exemple, que sont dues ici la constatation de deux nouveaux genres quasi particularistes, et notre théorie générale de la montagne.

De tout cela il suit que dorénavant les phénomènes d'émigration devront être, partout et toujours, l'objet d'une attention très spéciale. Or, il est clair que les faits d'immigration ne seront pas moins intéressants; les seconds ne signaleront pas moins les défauts du milieu envahi, que les premiers ne montrent les qualités du milieu envahisseur. D'une part, les premiers seront révélateurs du milieu de départ, et les seconds le seront du milieu d'arrivée. Envisagés dans les deux milieux à la fois, ils projetteront de vives lueurs sur les mérites comparatifs de ces milieux.

La loi de la natalité dans notre tableau. — Avant de quitter ce sujet de la classification, jetons un dernier regard sur notre tableau. Revenons à la combinaison de ses deux groupes horizontaux avec ses trois classes verticales : examinons-la à un point de vue nouveau.

Voici qu'elle nous conduit au mécanisme et à la loi de la natalité, cette autre fonction essentielle de la famille que nous

avions laissée de côté au commencement de ces recherches sur la classification, et que nous allons reprendre dans la seconde partie de ce travail.

Toutes les fois, dit à sa manière notre groupe horizontal supérieur, que des ménages multiples, ou au moins doubles, sont groupés en communauté sous l'autorité permanente d'un chef de famille, c'est qu'il faut, pour sa prospérité, que cette famille rassemble autour d'un foyer stable de nombreux ouvriers familiaux. Par conséquent, la natalité qui est le mode de recrutement de ces ouvriers, est florissante.

Toutes les fois, dit à son tour notre groupe horizontal inférieur, que désertant un foyer qui ne les retient plus, les enfants échappent de bonne heure à l'autorité du père, celui-ci n'a pas le temps d'en faire des ouvriers familiaux, et de récupérer sur leur âge mûr ou même sur leur jeunesse, les frais de la première enfance, et le mode de constitution familiale est défavorable à la natalité.

Il en est ainsi chez moi, avoue le simple ménage communautaire, et rien dans ma ligne verticale, c'est-à-dire dans la formation propre à mon type, ne vient parer à ce désastre.

Chez moi, dit le simple ménage semi-particulariste, en vertu de leur formation, les jeunes s'emploient au foyer pendant quelques années, ou font de très bonne heure, pour le foyer, de l'émigration périodique ; et ainsi, avant de s'en aller seuls dans la vie, ils ont payé au père au delà de ce qu'ils lui coûtent. Aussi les naissances sont-elles nombreuses.

Chez moi aussi, reprend enfin le simple ménage particulariste, les naissances sont nombreuses, parce que le travail de l'enfant subventionne encore parfois le père, mais surtout parce que, d'une façon très générale, le foyer isolé et concentré sur lui-même a un besoin spécial d'enfants, en même temps que les procédés d'éducation réduisent l'enfance et ses frais au minimum ; et cela, c'est la conséquence de ma hâte à faire des hommes.

Or, dans les pages qui vont suivre, nous aboutirons à une loi générale de la natalité qui dit précisément tout cela.

En définitive, notre classement des types familiaux qui a pour

but de mettre en relief leurs différences au point de vue de la valeur éducatrice, nous donne aussi par surcroît, lu dans un autre ordre, leur valeur différentielle au point de vue de la natalité.

D'un côté, l'agent différenciateur, c'est le développement de l'esprit d'initiative; de l'autre côté, c'est la forte constitution de l'autorité paternelle.

Malheureusement ces deux agents, et notre tableau le dit encore par son seul aspect, sont à peu près impossibles à réunir dans une même case, c'est-à-dire dans un même genre familial. Il n'y a d'exception que pour la famille norvégienne et la famille canadienne; mais de la première, le lieu est restreint, et de la seconde, les circonstances sont accidentelles et ne sont pas vraiment durables.

Notre classification est donc représentative des deux grandes aptitudes de la famille : éducation et procréation. Et ce nous est une raison de plus pour croire qu'elle atteint l'ordre fondamental des choses.

Considérées dans leurs détails aussi bien que dans leur ensemble, ces vues nouvelles sur les différents types familiaux, et la classification non moins nouvelle qui les encadre, trouvent leur leur unité dans cette formule : Faire passer l'étude des types familiaux de la *morphologie* extérieure de la famille à la *fonction* essentielle de la famille.

Nous nous apercevons, en écrivant ces lignes, que *tout* ce qui vient d'être dit procède de ce besoin et s'oriente vers ce résultat.

Or, toutes les sciences relatives aux êtres vivants enregistrent un progrès considérable le jour où, dans l'étude de leur objet, elles peuvent ainsi passer des formes extérieures à la fonction.

Le présent essai marque-t-il cette phase importante dans le développement de notre science? Je n'ose le croire.

Mais mon ambition serait déjà satisfaite, s'il était le point de départ de discussions fécondes et d'études renouvelées.

II

ROLE PAR RAPPORT A LA NATALITÉ

Jusqu'ici, en dehors de la science sociale, on n'a pas compris l'importance du type familial dans la vie des peuples.

Cependant, véritable molécule sociale, la famille fournit à chaque société ses éléments constitutifs; et par là même elle la détermine dans sa structure la plus intime, dans ses institutions fondamentales et dans ses modalités secondaires, comme aussi dans sa mentalité propre, dans sa psychologie. Seulement la chose n'apparaît pas à première vue. Il a fallu d'ailleurs le génie d'un Le Play pour la découvrir.

Chose plus étonnante, on a longuement discuté, et l'on discute encore tous les jours, de la natalité sans se préoccuper vraiment de la constitution de la famille, ou, ce qui revient au même, du type familial. Et cependant il est clair que la natalité, étant une fonction essentielle de la famille, doit être puissamment influencée par la façon dont la famille comprend sa tâche en général, et sa tâche au point de vue de la natalité en particulier. Cette fois, l'inattention générale est vraiment inexcusable. Pour l'expliquer, il faut supposer non seulement dans le public, mais chez les spécialistes, cette opinion reçue comme évidente, que la famille est, dans tous les états sociaux, constituée à peu près de même, et que, par conséquent, les types familiaux n'existent pas. Or, la science sociale a montré, depuis son origine, combien une pareille conception est erronée.

Mais sur les problèmes relatifs à la natalité, notre science elle-même n'est pas à l'abri des reproches. Non seulement elle a négligé la question dans son ensemble, comme elle avait d'ailleurs fait pour l'émigration. Mais, dans ses études monographiques, elle en a à peine tenu compte; on pourrait dire qu'elle n'y fait enregistrer le nombre des enfants qu'en vue des répercussions sur le budget. Le Play lui-même, après avoir fondé, d'une façon trop exclusive, la prospérité de la famille sur le respect de la loi morale, passe rapidement sur l'importance pratique de la natalité, importance si grande cependant pour le respect de la loi morale d'une part, pour la vraie prospérité de la famille d'autre part. Tout cela constitue dans la science de très graves lacunes.

Nous allons essayer ici de les combler. Pour cela nous proposons la loi suivante qu'il faudra ensuite démontrer :

La natalité est florissante lorsque les enfants rapportent au budget familial plus qu'ils ne coûtent, ou à tout le moins quand ils ne coûtent pas notablement plus qu'ils ne rapportent.

Au-dessous de cette limite, la natalité tend à baisser; dans les milieux à initiative développée, elle conserve cependant un niveau élevé; mais, dans les milieux à formation passive, elle descend rapidement à une ou deux naissances.

Sauf les cas très méritoires où elle se relève par soumission à la morale religieuse, et ceux très condamnables où elle tombe à zéro sous les suggestions d'un égoïsme sans mesure.

Pour notre démonstration, nous répartirons les genres familiaux en trois groupes : le premier, *très favorable* à la natalité, parce que, au point de vue des naissances, l'intérêt du père y agit tout à fait dans le même sens que la loi morale; le second, *franchement défavorable,* parce que l'intérêt du père y est en conflit avec la loi morale; le troisième, *favorable,* parce qu'il y a sympathie entre l'intérêt du père et la loi morale.

Au cours de cette étude, nous aurons d'ailleurs constaté les causes principales de la baisse actuelle de notre natalité française. Nous serons par là même amené, avant de terminer, à indiquer des moyens pratiques de la relever, moyens d'autant

plus intéressants qu'ils conduisent du même coup à relever, sur toute la ligne, la valeur sociale de notre pays.

I. — TYPES FAMILIAUX TRÈS FAVORABLES A LA NATALITÉ.

Ici, comme on va le voir, les enfants sont une source réelle de profits, parfois même une richesse; c'est pourquoi l'intérêt matériel du père agit dans le même sens que la loi morale, et la natalité est florissante.

Ce groupe se subdivise en deux : familles en ménages multiples, familles en doubles ménages.

1° Les premières comprennent trois types genres qu'il suffira d'embrasser d'un même coup d'œil : communautaires patriarcaux, communautaires postpatriarcaux et quasi particularistes à forme postpatriarcale.

Le trait le plus saillant de ces trois genres, c'est, nous le savons, qu'ils réunissent autour d'un même foyer et sous l'autorité d'un même ancêtre, plusieurs ménages qui vivent ainsi en communauté, pour arriver à grouper dans un effort commun le plus grand nombre possible de coopérateurs familiaux. La collectivité prend à sa charge les besoins de tous, mais en même temps elle leur demande leur travail durant toute leur existence. Moyennant quoi, on arrive, pour les conditions où l'on se trouve, à la satisfaction de tous les besoins, grâce au minimum d'efforts, et, partant, à l'organisation pratique jugée la plus avantageuse.

A partir de la grande steppe asiatique où il est dans son épanouissement, ce type, nous l'avons dit précédemment, s'étend sur les trois quarts de l'Europe; mais il va en s'affaiblissant, en se déformant, à mesure que l'on se rapproche de l'Atlantique. Seuls la presque totalité de la France et le Nord-Ouest de l'Europe lui échappent pour des raisons différentes.

Or, pour arriver à grouper, comme il vient d'être dit, de nombreux ouvriers familiaux, il faut nécessairement que le recrutement de ces ouvriers se fasse bien; ce qui revient à dire : dans

nos trois types genres, il faut que les naissances soient nombreuses.

En fait, tout montre qu'il en est ainsi.

Dans le type le plus en vúe, celui de l'Asie centrale, voici, d'une part, que le célibat des femmes est inconnu; toute fille de condition libre se marie de fort bonne heure; en même temps, toute servante devient épouse.

D'autre part, tout homme en situation de nourrir plusieurs femmes est polygame [1].

Les institutions familiales secondaires sont tout à fait dans le même sens, par exemple la servante suppléant dans le mariage l'épouse stérile, le lévirat suscitant une postérité à un fils mort sans enfant, les adoptions faciles et fréquentes, etc.

Dans toutes les espèces du type, chaque père a d'autant plus d'importance au foyer commun, chaque chef de famille en a d'autant plus dans la cité, qu'il a, pour l'appuyer, une lignée plus nombreuse. Suivant les milieux, les fils seront les ouvriers ou bien les guerriers de la famille; souvent ils seront l'un et l'autre. Partout ils constituent une richesse et une force. « Bienheureux, dit l'Écriture, celui dont les fils, par leur nombre, ont comblé les désirs : il ne sera pas confondu dans les discussions avec ses ennemis devant le peuple! » En vérité, voilà une circonstance où nous, gens du simple ménage, nous n'entrevoyons pas l'utilité des enfants!

Moins bien vues à leur naissance, les filles ont aussi leur rôle dans la prospérité de la famille. Sous la tente et aussi dans la culture rudimentaire, elles sont les manœuvres et parfois, hélas! les bêtes de somme de l'ouvrier familial. Dans les types suivants, leur rôle grandit au foyer, et se relève en ce qui concerne les travaux extérieurs.

1. Que la polygamie soit défavorable à la natalité de la race, cela parait certain; car elle impose, par contre-coup, le célibat à un certain nombre d'hommes. Mais elle augmente, évidemment pour un chef de famille donné, les chances de paternité; et ainsi elle est favorable à la natalité de son foyer. Il n'y aurait, je crois, de réserves à faire que pour les villes où elle se combine avec la vie oisive et immorale du harem sédentaire et riche. On a voulu trouver à la polygamie, même dans les milieux sains, d'autres causes que la natalité. Non! si l'on veut du travail, il suffit d'une servante ou d'une ouvrière; si l'on recherche le plaisir, il suffit d'une maîtresse.

A toutes les époques et dans tous les milieux, le cri de la Bible retentit, avec de légères variantes, au sein de la famille à ménages multiples. A l'heure actuelle, il sonne comme un hosanna triomphal, dans toute la Russie, en Pologne, dans la Prusse orientale jusqu'à l'Oder, dans la presque totalité de l'empire austro-hongrois. Moins retentissant, on l'entendrait encore en bien des parties des presqu'îles méditerranéennes. Dans notre France même, il trouverait de l'écho en certaines provinces, celles où la communauté familiale était florissante il y a moins d'un siècle, et où les naissances sont encore nombreuses surtout parce que le foyer y est encore à peu près post-patriarcal.

2° A côté des familles en ménages multiples, et dans le même groupe au point de vue de la natalité, se placent, avons-nous dit, les familles en double ménage : c'est-à-dire le type semi-particulariste à héritier associé dans la montagne, le type particulariste à héritier associé dans les fjords et les vallées étroites de la Norvège, et le type particularisé avec héritier associé, à portée de vastes territoires vacants au Canada.

Considérons d'abord les deux premiers de ces trois types : les types européens.

Voici, dans la montagne et dans le fjord, comme on l'a vu précédemment, le père de famille associé à un fils, le seul qu'il gardera près de lui, le seul dont il ait, une fois l'âge d'homme, quelque chose à attendre ; car même dans la montagne ordinaire d'où l'on part pour revenir, le retour des autres est incertain, et incertaine aussi l'espérance des subsides qu'ils promettent au foyer.

Ceux-ci, par l'émigration, vont vivre sur la plaine ; et un certain nombre pour la montagne, la totalité pour le fjord, s'y fixent à demeure.

Du même coup, soit par des infiltrations lentes, soit par des invasions brusques, ils ont importé en maint endroit leurs institutions plus vigoureuses. C'est ainsi que les types nés de la montagne sont entrés dans nos civilisations urbaines, qu'ils y ont installé avec le droit d'aînesse une constitution familiale puis-

sante et stable, et que tout ce que nous allons dire de la montagne intéresse en beaucoup de pays la natalité des générations qui nous ont précédés et, en d'autres, même celle des générations actuelles.

Dans ces types habitant la montagne, les naissances ne vont-elles pas tomber brusquement à deux ou trois, c'est-à-dire au nombre strictement suffisant avec les déchets possibles, pour conduire au mariage l'associé dont on ne peut se passer?

Non, elle reste florissante pour une double raison. D'abord dans la solitude plus ou moins complète, mais toujours austère, où l'on vit, c'est un besoin impérieux de peupler le foyer qui résume à peu près l'humanité. Ensuite, il est clair que, étant données les conditions très difficiles de la culture en montagne, les bras de l'héritier associé ne suffiraient pas à tout; d'autres enfants sont donc nécessaires pour apporter, chacun pendant quelques années, une aide indispensable. Des naissances échelonnées perpétuent leurs services, et les derniers nés du père font la chaîne avec les premiers nés du fils associé[1].

Évidemment les cadets produisent bien moins que s'ils restaient; mais il est impossible de les garder, à moins de les condamner au célibat, parce qu'il faudrait morceler un héritage impartageable; d'ailleurs, ils produisent encore bien plus qu'ils n'ont coûté.

Ce qu'ils ont coûté, ce sont les soins de la première enfance. Or, ces soins-là incombent surtout à l'épouse, pour qui la joie d'être mère. et d'enfantines caresses. ont bientôt fait oublier fatigues et soucis. C'est une bouche de plus à nourrir, mais elle est si charmante dans son joyeux appétit! C'est un vêtement de plus à filer, mais il y faut si peu de laine! Et à chaque bienfait maternel, elle est si douce, la petite voix qui dit merci!

Ce qu'ils ont coûté ne compte donc pas pour le père, et compte très peu pour la mère. En revanche, depuis le moment où les

1. On objectera qu'il serait plus simple de prendre un ou deux domestiques que d'élever plusieurs enfants. Peut-être, mais il y a à cela ce gros empêchement que, pour la culture en montagne, il n'y pas de domestiques. Le labeur y est trop rude; dès que l'on consent à louer ses services, on va dans la plaine qui demande moins et paie mieux.

enfants commencent à rendre des services jusqu'à l'heure de l'émigration prolongée dans la montagne, définitive dans le fjord, quelques années s'écouleront où l'ardeur juvénile, d'ailleurs éveillée par le site, s'appliquera à des travaux de toute sorte. Ici donc, une nombreuse descendance est, non moins que tout à l'heure, une condition de la prospérité familiale, et les cadets naissent d'autant plus nombreux qu'il faudra les voir s'en aller plus jeunes.

N'oublions pas d'ailleurs, ceci est d'importance, que, si cette émigration des cadets enlève de bonne heure au père des ouvriers dont il tirerait bon parti, elle le délivre, par contre, de tout souci pour leur avenir; il en est quite pour un léger viatique au moment du départ. Il n'a pas à se préoccuper de partages. Il ne dote que l'héritier associé, et c'est à celui-ci tout seul que va son héritage; là où il a vécu, il sait que cet héritier pourra vivre, après lui avoir garanti la paix de ses vieux jours. Il est sans inquiétude et il mourra content. N'est-il pas clair qu'auparavant il chantera, lui aussi, l'hosanna biblique sur les familles nombreuses?

Or, de tous les pères à héritier associé, il en est un, bien intéressant pour nous Français, qui le chantera avec plus de sérénité que les autres, c'est le père franco-canadien. C'est que, depuis des générations et pour des générations encore, il a, à sa porte, des territoires sans limites et faciles à défricher, dans lesquels les jeunes peuvent, sans rien changer à leurs habitudes, aller s'établir à leur compte et vivre comme ils ont appris à vivre au foyer paternel, de la même culture avec les mêmes procédés; rien n'est plus facile que cette émigration. Sa descendance, quelque nombreuse qu'elle soit, a en somme un avenir aussi assuré que les enfants de la steppe asiatique. Et lui, grâce à l'héritier et à ses autres fils, il n'a guère qu'à diriger une exploitation d'ailleurs peu pénible. Aussi les hommes se multiplient là-bas comme les étoiles du firmament. Rapprochez de cela ce qui se passe au lieu de leur origine, en Normandie et dans le Perche, pays de stérilité systématique : et vous comprendrez quelle prospérité procurent à ces enfants de la France,

« les arpents de neige » pour lesquels le *génial* Voltaire n'avait pas assez de mépris!

En résumé, les types familiaux de notre premier groupe ont tous beaucoup d'enfants. Dans le ménage multiple, ce sont des ouvriers gratuits et à vie; dans le ménage double, ce sont encore des ouvriers gratuits pour plusieurs années, sans compter le collaborateur à vie dont on ne pourrait se passer. Partout l'intérêt du père agit manifestement dans le même sens que la loi morale.

Constante dans sa direction, cette action est pourtant variable dans son intensité, suivant une foule de circonstances secondaires de lieu, de travail et de temps. On constatera par exemple qu'ici les types montagnards sont plus prolifiques, ailleurs que ce sont les types postpatriarcaux; ou bien que, sans modification appréciable dans le type familial, une prolifique race a vu sa natalité s'épanouir et se restreindre dans une certaine mesure, suivant que les temps étaient prospères ou calamiteux. Au surplus, il ne faudrait pas croire que l'ordre de l'exposé qui précède réponde dans notre esprit à un classement au point de vue du nombre des naissances. En aucune façon : il y a tout lieu de croire, par exemple, que la natalité canadienne, dont il a été question en dernier lieu, est une des plus belles de l'histoire.

Nous venons de voir l'âge d'or de la natalité. Le type particulariste en simple ménage nous en montrera plus loin l'âge d'argent, mais un âge d'argent qui n'est pas près de finir. S'il fallait continuer la comparaison, le simple ménage communautaire dont nous allons nous occuper auparavant, en serait, non pas l'âge de bronze, mais l'âge de fer.

II. — TYPES FAMILIAUX DÉFAVORABLES A LA NATALITÉ.

Toutes les fois que, désertant un foyer qui ne peut plus les retenir, les enfants échappent tous à l'autorité du père, avant que celui-ci ait eu le temps de récupérer, sur leur âge mûr ou

au moins sur leur jeunesse, les frais de la première enfance, la constitution familiale est défavorable à la natalité, et les naissances tendent à se raréfier.

Or, cette désertion du foyer par tous les jeunes sans exception est précisément le fait générateur et caractéristique du simple ménage. Par conséquent, tout type familial constitué en simple ménage doit, par le fait même, se sentir entraîné vers la baisse de la natalité.

Nous allons voir en effet, dans certains des types en simple ménage, cette tendance agir sans contrepoids et d'une façon désastreuse.

Dans d'autres, comme nous le constaterons plus loin, des influences heureuses interviennent, qui la combattent, l'annulent, et arrivent même à remporter sur elle de triomphales victoires.

Voici d'abord le genre communautaire en simple ménage, et en même temps le genre dérivé, avec tendance au relèvement, que nous avons appelé post-communautaire. Ces deux genres, le premier surtout, règnent dans la presque totalité de la France des plaines (sauf les communautaires de l'ouest et les particularisés du nord) et aussi dans la majeure partie des pays de races celte et latine. Au point de vue de la natalité, il n'y a à peu près aucune différence à faire entre ces deux genres; ils se comportent de même, le relèvement du second n'influençant encore que bien rarement les naissances.

Les vieilles communautés familiales de tout à l'heure se sont peu à peu désagrégées sous l'action de la lutte pour la vie. Arrivés à l'âge d'homme, les jeunes ont refusé de travailler pour des collatéraux, même pour des frères, et dès qu'ils l'ont pu, ils se sont établis à leur compte.

Dans le simple ménage ainsi directement issu de la communauté par usure lente, par décomposition, la natalité se présente sous deux aspects différents. Dans certains cas, elle est encore assez florissante; dans d'autres, elle déchoit et tombe rapidement à une ou deux naissances. Et nous avons tous le senti-

ment que cette décadence fait des progrès et se généralise de plus en plus.

Dans les cas favorables, il est facile de constater qu'il subsiste, entre le père et ses enfants, un reste de communauté, en vertu duquel le produit du travail des enfants appartient au père, au moins pendant les premières années productives de la jeunesse. A douze ans et parfois avant, ils commencent à gagner. Jusqu'à l'âge du mariage dans quelques rares milieux, jusqu'à l'âge du service militaire dans d'autres, ou seulement jusqu'à dix-sept ou dix-huit ans dans d'autres encore, leurs salaires reviennent au foyer. Tout d'abord, les gains du père avaient servi à élever les aînés; les salaires de ceux-ci servent maintenant à élever ceux qui viennent après, et les salaires des derniers commenceront, pour le ménage arrivé à l'âge mur, les économies nécessaires aux vieux jours. Il y a bien, chemin faisant, quelques étapes sombres; il y a surtout des craintes pour l'avenir, qu'épargnerait, si on le connaissait ici, le fils associé; mais, tout compte fait, la course à travers les années favorables à la natalité s'accomplit heureusement; le but est atteint, et si la vieillesse est triste, du moins on laisse derrière soi une belle postérité.

Remarquons-le bien, le résultat est sensiblement le même quand le budget des enfants pris séparément est en déficit faible, à la condition que la famille ait d'autres ressources, et surtout que le genre de vie soit modeste : l'instinct paternel triomphe des difficultés qui restent légères.

Une fois l'attention éveillée sur cette survivance de la communauté familiale et ses heureux effets, on la constate en maint endroit. Je l'ai vue en particulier dans la plaine lombarde, où le prolétaire agricole, quoique en simple ménage, a beaucoup d'enfants, parce que la grande exploitation rurale ou l'usine prochaine fournissent du travail sur place à toutes ses petites mains, et qu'ainsi, pendant des années, tous les salaires profitent à la famille.

Or, les prophètes de là-bas plaignent beaucoup sa misère; et ils ont raison. Pourtant, s'ils l'aiment vraiment et si vraiment ils veulent son bonheur, puissent-ils ne rien faire qui diminue au

foyer de cet humble la meilleure et la plus profitable de ses joies actuelles, la joie radieuse des naissances!

Hélas! une fois la famille constituée en simple ménage, combien elle est fragile cette joie, et combien exposée à s'assombrir, au contact de progrès qui ne la valent pas, et l'atteignent sans le savoir!

C'est à partir du moment où l'enfance et la jeunesse deviennent une vraie charge pour le budget de la famille, que l'instinct paternel est tenu en échec et que rapidement il cède la place...

Avant toute réflexion, on croirait qu'il s'agit ici des indigents, mais non : les indigents, ceux qui ont renoncé à vivre avec leurs seules ressources, ont presque toujours une nombreuse postérité; c'est que les naissances n'ajoutent à peu près rien à leur misère actuelle; elles ne grèvent que la charité privée ou publique, tandis que, en beaucoup de cas, la perspective des salaires de l'adolescent agit sur eux comme un appât efficace.

En réalité, c'est chez le travailleur ayant le souci de faire honneur à ses affaires que le mal se manifeste. Et chez lui, les progrès du mal sont d'autant plus rapides que ce souci est plus accentué.

Or, le déficit du budget de la natalité, qui détermine ce mal, résulte de ce fait précis que le père ne tire plus de profit de ses enfants à l'époque de l'adolescence.

C'est ce que peuvent observer en France tous ceux qui ont le bonheur de se trouver dans une contrée où la stérilité n'est encore ni systématique, ni généralisée.

Qu'ils regardent dans leur entourage, et ils verront que le point critique est bien celui que j'indique. A continuer les naissances nombreuses au delà, ils trouveront uniquement ceux qui obéissent à la loi religieuse, ou à la tradition de la génération précédente, ou à une impulsion heureusement imprévoyante. Et ils constateront que, réunies, ces trois causes n'agissent que sur un nombre faible de familles.

La diminution de la natalité apparaît d'abord chez l'ouvrier des villes dont le budget est pourtant relativement élevé. C'est que là, d'une part, toutes les dépenses de la première enfance se

chiffrent; il faut tout acheter, car on ne produit rien de ce qui est nécessaire à la vie. Et, d'autre part, ces dépenses s'ajoutent à des charges déjà lourdes, charges de deux sortes : celles qui sont indispensables, et celles qui sont facultatives et paraissent pourtant plus indispensables que les premières : luxe dans l'alimentation pour tout le ménage, luxe et ruine dans les boissons pour le mari, luxe et ruine dans les vêtements pour la femme...

Et, à la campagne, on suit bientôt l'exemple de la ville; le rural croit d'ailleurs, bien à tort, que l'urbain lui est supérieur, parce qu'il l'entrevoit à travers un faux vernis de progrès.

Et pour lui aussi, le rural, la lutte pour la vie est devenue plus rude, et plus grands les besoins factices qui ne sont pas satisfaits par la terre: il lui faut donc de l'argent pour ses enfants, et pour lui : au surplus, chaque vie, la leur comme la sienne, est d'un prix de revient plus considérable. A l'analyse des faits, on reconnaît que ce renchérissement de la vie est dû aux tentations sans nombre qu'offre à la famille ouvrière la fabrication à bon marché servie par les transports à bon marché, la fabrication agissant surtout comme cause effective, et les transports comme cause permissive.

Voici d'ailleurs que ni l'urbain ni le rural n'ont de compensations à espérer de l'enfant quand il sera jeune homme. Au lieu de faire de lui un collaborateur du foyer, on en fait un parasite du foyer; on le traite comme un être indépendant qui a des droits et n'a pas de devoirs; on lui donne dans l'enfance; on lui donne dans la première jeunesse; il coûte par des soins plus délicats; il coûte par l'instruction qui se prolonge; il coûte surtout par l'ambition déréglée de la carrière; un apprentissage onéreux, quelquefois une culture intellectuelle menant au déclassement, occupent les années où jadis il aurait indemnisé ses parents; et quand il commence à gagner, il n'a pas trop de ses salaires pour préparer son avenir ou plutôt pour s'amuser : il sait que le but de la vie, c'est de « se donner du bon temps »!

Puisqu'il faudrait s'épuiser pour l'enfant, le père se gare, en supprimant l'enfant. Il comprend cependant qu'une naissance est nécessaire à la joie du foyer : parfois une seconde lui semble

acceptable, c'est l'assurance contre la maladie ou la mort. Mais il ne serait pas *raisonnable* d'aller plus loin, et *sagement* il s'en tient là...

Il est clair que le désastre est dû à ce que l'enfant a été, suivant l'expression courante, gâté par ses parents. Et ce régime de gâterie n'est pas dû principalement, comme on pourrait le croire, à une baisse de la morale; cette baisse n'y est pas étrangère, mais la preuve qu'elle n'est pas surtout en cause, c'est que l'on gâte les enfants même dans des familles vraiment chrétiennes.

La cause principale de ce régime est dans l'exaltation par le progrès moderne de cette forme de l'amour paternel qui est propre aux communautaires en général et aux communautaires-simple ménage en particulier, et dont nos moralistes jugent à propos d'être fiers; cette forme de l'amour paternel qui fait de nous, non pas des éducateurs temporaires pour la durée de la jeunesse, mais des providences pour toute la vie. Le Français croirait ne pas aimer son enfant, s'il ne faisait lui-même son bonheur; il se fait un devoir d'avoir pour lui toutes les ambitions, et non seulement de les avoir, mais de les satisfaire à ses propres dépens, d'en assurer par ses propres forces la réalisation. Et ce qui est vrai de l'avenir n'est pas moins vrai du présent : jusque dans les détails de la vie, on se croit obligé d'élever son enfant au-dessus de sa condition à soi [1]. C'est là évidemment une tradition de la famille-providence, un phénomène d'atavisme communautaire, *mais exalté, faussé et dévoyé par les facilités nouvelles de la vie.*

1. Cet état d'esprit se traduit dans un détail de la vie quotidienne qui le symbolise à merveille : la mère se levant la première pour préparer le café au lait de sa fille et le lui porter dans son lit, de façon que celle-ci reste au lit le plus tard possible avant l'atelier. Comptez que la fille ainsi servie par sa mère n'aura pas beaucoup d'enfants, et son frère pas davantage !

III. — TYPES FAMILIAUX FAVORABLES A LA NATALITÉ.

Ici s'inscrivent le simple ménage semi-particulariste et le simple ménage particulariste.

Il faut y ajouter les simples ménages semi-particularisés ou particularisés, produits par la fusion des précédents avec le simple ménage à formation communautaire fixé antérieurement au sol.

Le simple ménage semi-particulariste, qui domine en de nombreuses régions de montagnes, est pour longtemps encore en possession d'une belle natalité.

Chez lui, nous le savons, élevés d'une façon très simple et très économe, les jeunes sont d'abord défendus par le lieu contre les raffinements de la plaine. Et ensuite il est presque aussi difficile au père de se passer de nombreux enfants que dans la famille à héritier associé. Sans eux non seulement sa culture est impossible, mais surtout il cesse d'être le patron exploitant de jeunes émigrants qui fait l'essentiel de son type. Pendant cette partie très courte de la bonne saison qu'on passe dans la montagne, père et fils font en hâte le gros ouvrage de la culture qu'achèveront les femmes. Puis ils émigrent tous. Les fils débutent ainsi tout jeunes dans l'émigration périodique; ils s'en vont avec le père, ou un frère ou un ami.

Pendant quelques années, parfois jusque vers leurs vingt ans, ils versent à la famille tous leurs salaires.

Et sur ce point le père tiendra bon au moins pendant longtemps : c'est à ce prix seulement qu'il peut se maintenir dans la montagne.

Sur le simple ménage particulariste, il y a lieu de s'appesantir davantage.

Tout à l'heure, en parlant du simple ménage à formation communautaire, c'étaient les variétés de la famille française à l'heure actuelle que nous avions surtout en vue. Ici nous nous occuperons surtout du type familial anglo-saxon.

Rappelons tout d'abord que, pour des raisons exposées dans notre première partie, la formation particulariste se caractérise par deux traits essentiels : d'abord elle met au cœur un grand besoin d'indépendance personnelle, basé sur le développement de la vie intime au foyer, et produisant l'indifférence à l'égard des influences extérieures. En second lieu, elle dresse à l'effort personnel et intense ; en d'autres termes, elle développe énergiquement l'initiative individuelle.

De sorte que, pour un Anglo-Saxon, la vie consiste principalement à avoir un foyer bien uni moralement[1], bien installé matériellement ; puis à établir ou à tranférer ce foyer à portée des moyens d'activité extérieure les mieux appropriés à ses facultés.

Etre indépendant et « confortable » dans son intérieur, puis gagner de l'argent pour s'affranchir plus complètement des hommes et des choses, pour dominer davantage les hommes et les choses, telle est l'ambition fondamentale de notre homme, celle qui lui paraît digne de tout effort, et lui fait accepter tout effort d'une façon simple et presque habituelle.

Il est clair tout d'abord que, par suite de cette orientation tranquille vers l'effort, une nombreuse lignée est une de ces belles entreprises qui doivent tenter le particulariste, même en face des difficultés inhérentes au simple ménage, aussi longtemps du moins qu'il restera accessible à la beauté de la loi morale, et nous dirons tout à l'heure pourquoi il est plus qu'un autre accessible à cette beauté.

Pour lui, la limite de ce qui est possible en ce sens recule donc bien autrement loin que dans notre simple ménage à nous. De l'un à l'autre il y a, ici comme ailleurs, toute la distance de leur formation.

Aussi, d'une façon générale, il a beaucoup d'enfants ; nous pouvons l'affirmer au nom des faits scientifiquement constatés ; on sait que, de son côté, l'opinion courante le reconnaît sans hésiter.

Remarquons d'ailleurs, — ceci est d'importance, — que, s'il

1. Voilà peut-être pourquoi le divorce est sympathique à ce type ; on y prend vraiment moins que chez nous son parti d'être malheureux à son foyer.

affronte vaillamment la tâche, il s'arrange du même coup pour la simplifier. Spontanément il fait l'enfant à son image; il lui apprend tout jeune que la vie est une tâche à solutionner par l'effort; il en fait en hâte un homme, et il abrège l'enfance; par là même il abrège le fardeau de l'éducation, et, en ce sens, il élève la jeune génération aux moindres frais possible.

Par une affection mal comprise, avons-nous dit tout à l'heure, le communautaire en simple ménage dorlote ses enfants; ici disons, si vous le voulez, que le particulariste les rudoie, au grand scandale de nos moralistes latins qui l'accusent d'égoïsme. Il leur laisse non seulement la peine de faire leur chemin dans la vie, mais aussi le soin d'achever leur propre formation. Et c'est là précisement pourquoi, chez lui, les facilités de la vie moderne n'entament pas la natalité; il ne se croit pas obligé de les procurer à ses enfants; il se borne à mettre ceux-ci à même de les atteindre. Elles ne sont pas pour lui, de ce côté, l'occasion d'un fardeau écrasant, ou même d'une charge supplémentaire appréciable.

Au surplus, en beaucoup de cas, le fils subventionne encore, d'une façon plus ou moins directe mais réelle, le foyer paternel. S'il est ouvrier agricole, il reste au service de son père cultivateur et donne, pour les gages qu'il reçoit, un travail plus intense et plus attentionné qu'un simple mercenaire. Et s'il est ouvrier mineur touchant lui-même son salaire à côté du père, il paie pension à celui-ci; et les prix de pension, au foyer comme ailleurs, s'entendent toujours avec une marge de bénéfices.

Cependant, malgré sa belle vaillance, il y a des cas où le père anglo-saxon est à bout de souffle, et se sent, lui aussi, débordé par la tâche.

C'est ainsi que de récentes statistiques accusent une baisse de la natalité dans l'Angleterre proprement dite; et quoiqu'il convienne assurément d'en mettre la plus forte part au compte des infiltrations communautaires venues d'Irlande ou d'Ecosse, l'Anglais de race n'en est pas indemne. C'est encore ainsi que, dans les villes de l'est aux Etats-Unis, la vie est tellement chère que la famille se limite à une ou deux naissances. Seulement

la cherté de la vie se manifeste là d'une simple façon imprévue. « Il nous faudrait, dit notre Américain, un loyer trop élevé. » C'est qu'un *home* relativement spacieux et confortable lui paraît une des nécessités premières de la vie; certes, voilà qui est fait pour surprendre nos ouvriers à origines communautaires, se contentant d'un taudis, pourvu que le luxe extérieur reste possible!

Mais si ces restrictions à la natalité doivent être constatées, n'oublions pas non plus qu'elles sont une exception dans le type particulariste, pour cette raison décisive qu'elles sont antipathiques à sa constitution naturelle. C'est que, par le fait même de cette constitution, la famille est ici orientée « vers l'honnêteté fondamentale comprise et voulue [1] », c'est-à-dire vers le respect des fonctions vitales qui tendent à la perpétuation de l'espèce.

Voici comment :

Dès l'enfance, le particulariste est, nous l'avons vu ailleurs, détaché du foyer paternel par la nécessité inéluctable, comprise de tout temps, d'aller s'établir là où il trouvera le mieux des moyens d'activité appropriées à ses facultés. En Norvège, berceau du type, ce détachement et cet exode sont imposés par le lieu que j'ai appelé une montagne exaspérée; en Angleterre, ils le sont par le droit d'aînesse. Et cependant cet émigrant de demain a besoin, comme tout homme, d'un foyer à aimer. Alors ces tendresses, qui nous rattachent, nous autres, au foyer des ancêtres que nous devons maintenir et habiter, et par là même au passé et à nos parents, ces tendresses-là l'orientent, lui, vers l'avenir, vers ses enfants, et vers le foyer où ils naîtront et qu'il faut créer au plus tôt. Le *home*, qui est ce foyer en quelque sorte moins matériel que le nôtre, mais non moins réel, plus réel même en ce sens que l'avenir a plus d'être que le passé, n'existera vraiment qu'avec l'épouse et par l'épouse; et voilà pourquoi déjà le particulariste aime les longues fiançailles, ou plutôt les fiançailles prématurées qui sont une préparation et

1. Henri de Tourville, passage cité plus haut.

une anticipation du foyer; pourquoi aussi il a le respect de la jeune fille, et conserve des pudeurs qui nous font sourire.

Après le mariage, le *home* le constitue dans cette vie intérieure qui lui tient lieu de beaucoup de nos plaisirs du dehors, et par là même, il le rend assez indifférent à être ici plutôt que là, pourvu qu'il soit « confortable » à son foyer. Sans faire de jeu de mots, on peut dire que la vie intime est l'intime de sa vie. Ne sont-ce pas là des conditions très favorables à la natalité? N'a-t-il pas mieux que personne tout ce qu'il faut pour goûter les joies familiales parmi lesquelles se placent en première ligne les joies de la paternité? A la condition toutefois que les enfants n'empiètent pas plus que de raison sur son indépendance : et alors, s'il le peut, il a une *nursery* ou du moins un appartement relativement vaste ; alors aussi il les voit sans trop de chagrin s'en aller de bonne heure dans la vie, au moment où, chez nous Français, ils deviendraient encombrants.

On comprend maintenant pourquoi, chez l'Anglo-Saxon, si les lignées exubérantes des ménages doubles et multiples sont rares, par contre, les foyers plus ou moins stériles ne peuvent être qu'une exception. C'est que la vie au foyer y est plus intime, plus intense et plus morale, c'est que l'enfance abrégée y abrège aussi la charge de l'éducation, c'est qu'enfin l'effort n'y fait pas peur!

IV. — RICHESSE ET NATALITÉ.

Dans tous les types, ce que nous venons de dire se rapporte surtout à la famille ouvrière, c'est-à-dire, aux classes dont l'objectif principal est la conquête du pain quotidien, et qui comprennent, avec l'ouvrier proprement dit, le petit patron et même le petit propriétaire.

Disons maintenant un mot des classes aisées, de celles qui détiennent la richesse ou même l'épargne, qui est un commencement de la richesse, ou plutôt, quand elle est à peine commencée, une orientation vers la richesse. Il ne faut pas

voir dans ces termes une définition qui pourrait n'être pas scientifique, mais l'indication d'une communauté très réelle d'aspirations, qui aboutit ici et là à des phénomènes sociaux très semblables, le point de départ commun étant l'acquisition, la conservation et l'utilisation des biens matériels.

Laissant de côté les types familiaux du premier groupe, qui, pour nous, sont vraiment du passé, nous nous contenterons d'étudier les répercussions de la richesse sur les deux types en simple ménage, dont vivent nos sociétés modernes.

Les différences, qui les séparent l'un de l'autre, au point de vue de la natalité, vont continuer à s'accentuer.

Dans le simple ménage d'origine communautaire, il semble à première vue que la richesse acquise doive simplifier le problème et libérer la natalité. Mais il n'en est rien : ce n'est pas une délivrance qu'elle apporte ici, c'est un nouvel esclavage. Grâce à un reste des vieilles idées communautaires qui faisaient de lui le simple gérant de l'avoir familial, le père se croirait déshonoré s'il préparait la déchéance de la génération suivante ; et, pour cette génération, ce serait déchoir que de vivre dans une aisance moindre. Avec le partage égal qui est intervenu [1], voici donc le père obligé de transmettre à chaque membre de la génération qui va naître, une fortune égale à celle dont il a joui lui-même. Il peut à la rigueur se permettre deux enfants : s'ils se marient *bien,* ils trouveront chez leur conjoint autant qu'ils apporteront eux-mêmes, et le problème sera résolu. Trois enfants deviendraient une charge, et quatre seraient de la folie. D'ailleurs les gens comme il faut vivant de leurs rentes, on doit vivre de ses rentes, c'est le seul procédé honorable pour augmenter sa fortune ; peut-être, avec la baisse des revenus, n'est-ce pas le plus facile. En attendant, l'éducation coûte gros, et la dot coûte bien davantage. Il faudra encore,

1. On sait qu'avant la Révolution, le droit d'aînesse existait dans une partie de la France pour toutes les classes, et partout pour la noblesse, au grand avantage de la natalité. En voulant libérer les cadets d'une inégalité, la Constituante les a tout simplement empêchés de naître ; car en fait, la plupart du temps, l'aîné s'est transformé en fils unique.

il faudra surtout, laisser un héritage respectable; car les enfants escomptent depuis longtemps l'échéance dernière. Eux aussi ils ont implicitement cette opinion que le père n'est que le dépositaire de la fortune ancestrale, et ils vont jusqu'à trouver mauvais qu'il entame fortement ses gains personnels. Ainsi, à partir de chaque naissance, la tâche du père s'aggrave, et pour toute la vie. Dans de pareilles conditions, on ne vise qu'à l'héritier unique.

Mais alors, de quels soins n'est pas entouré cet unique rejeton sur lequel se concentre l'affection de deux êtres qui n'ont rien à faire! On capitonne l'existence de ce chef-d'œuvre, on lui épargne les moindres heurts et les moindres efforts; en définitive, on le gâte dans tous les sens; le moindre mal qui puisse lui arriver, c'est de n'être bon à rien.

De l'ouvrier subissant les premières atteintes du luxe que nous montrions tout à l'heure, jusqu'à ce rentier riche et oisif, les degrés sont nombreux tout le long de l'échelle sociale; mais, avec des nuances qui s'adressent plutôt à l'éducation, le mal est partout grave; il l'est principalement en ce qui concerne la natalité. On s'est fait de la paternité un fardeau impossible à porter, et l'on est père le moins souvent que l'on peut.

Chez le particulariste riche, on a de la tâche paternelle une conception très différente et très simplificatrice. Ce n'est pas une position toute faite que l'on doit à ses enfants, c'est bien plus simplement les aptitudes nécessaires pour se faire une position. Pas plus chez le riche que chez l'ouvrier, on ne cherche à préserver l'enfant de l'effort; car l'effort est un élément normal de toute vie, et l'Américain riche, par exemple, fait des affaires tant qu'il respire. Chez le riche comme chez l'ouvrier, l'éducation vise donc surtout à être utilitaire et pratique, et se soucie peu d'être brillante; elle façonne le plus tôt possible des hommes et des hommes aptes à se tirer d'affaire tout seuls. A dix-huit ou vingt ans et souvent plus tôt, même dans les classes élevées, le problème est résolu, et le père ne doit plus rien à ses enfants que sa bénédiction; jamais il ne se croit tenu à ce rôle de Providence perpétuelle qui accable le père chez nous; il n'en a même pas

l'idée. Parfois, si sa fortune le lui permet, il aidera ses enfants à s'établir et à se marier : ceci surtout en Angleterre et surtout pour l'aîné. Mais d'une façon très générale, la dot, quand elle existe, n'a ni l'importance ni le caractère d'une fortune toute faite ; c'est un nouveau moyen de travail, un levier plus puissant pour l'action ; d'ailleurs elle ne s'impose pas au père comme une dette. Sa fortune est bien à lui, et à lui seul ; en Angleterre, elle ira en fait la plupart du temps à l'aîné ; en Amérique, le père la dépensera en totalité, si bon lui semble. « Mon fils, écrivait Franklin, paraît compter sur ma fortune pour ne pas travailler. Au train de dépenses que je vais mener, il se rendra bientôt compte que je ne lui laisserai rien. » On connaît, d'autre part, la physionomie si curieuse de ces potentats américains, qui, ayant employé la majeure partie de leur vie à entasser des fortunes prodigieuses, consacrent leurs dernières années à en faire le meilleur emploi au point de vue du bien public, sans se soucier de leurs héritiers. Et l'opinion admet si bien cette manière de faire que, du vivant de leur père, certains fils de milliardaires sont obligés de gagner leur vie : ils ne trouveraient pas à emprunter sur une succession future qui paraît trop incertaine [1].

On conçoit que, avec un pareil ensemble de procédés, les enfants soient peu encombrants, et s'obtiennent à des prix de revient très bas. Ils sont donc nombreux. Et ce serait une raison de plus, s'il en était besoin, pour qu'il soit impossible d'être le *fils à papa :* il faut à tout prix être le fils de ses œuvres ; et l'on va chercher, même au loin, des moyens lucratifs de travail. C'est ainsi que, par le jeu spontané des institutions familiales, le globe s'est couvert de colonies anglaises.

Il semble bien que nous touchions là le fondement et la raison de cette fameuse supériorité des Anglo-Saxons, si évidente et pourtant si contestée. Ce n'est pas, du moins à l'heure actuelle, une supériorité dans la philosophie, la morale ou la religion ; ce ne sera peut-être jamais une supériorité dans les lettres, les sciences ou les arts, et pas davantage une supériorité adminis-

1. Voir P. de Rousiers, *La Vie américaine*, Didot, 1892, p. 411 et suiv.

trative ou militaire; c'est, si vous le voulez, quelque chose de beaucoup plus terre à terre, mais aussi de beaucoup plus décisif: c'est une aptitude formidable à tout accaparer dans la lutte pour la vie, puis à tout porter à son maximum de rendement, aussi bien les situations commerciales de notre avenue de l'Opéra que les solitudes du Far-West. C'est aussi, par une conséquence nécessaire, une aptitude non moins formidable à déposséder ou à exploiter toutes les autres races auxquelles s'attaque, pacifiquement mais sûrement, ce « splendide sauvage »[1]. Et cette aptitude est due en somme à la supériorité combinée de sa natalité et de ses procédés d'éducation, c'est-à-dire, à la supériorité de son type familial.

Tout ici a été si merveilleusement conduit par la Providence, à partir de causes très simples, que la richesse, ce dissolvant infaillible de nos sociétés communautaires, est ainsi, dans bien des cas, pour le monde particulariste plutôt une force nouvelle. Et cela, semble-t-il, pour cette raison fondamentale que, même dans les classes riches, les enfants sont formés par l'ensemble des conditions du type, à être à la fois des producteurs et des éléments d'initiative pour la société, tandis que chez nous ils sont surtout des consommateurs et des créanciers du père et de la collectivité.

Et cependant, il faut ici se garder de trop généraliser. Dans les villes de l'est aux États-Unis, par exemple, le fait est bien connu, la densité de la population et le prix extrêmement élevé des loyers rendent plus ou moins stériles les familles dont le genre de vie correspond à notre bourgeoisie. Ce n'est pas, comme chez nous, la difficulté d'établir les enfants qui en fait craindre le nombre, mais la difficulté matérielle de les élever; et l'obstacle vient surtout de la mère fréquemment condamnée à habiter le boarding-house, lequel ne comporte pas une nombreuse famille. Mais, m'écrit M. de Rousiers l'auteur si bien documenté de *la Vie Américaine*, cette stérilité tient si peu aux entrailles du type, qu'un changement de conditions matérielles, par exemple, des organisations de tranports rendant facile l'installation en dehors des villes, pourraient porter remède à la situation.

1. H. DE TOURVILLE, *lieu cité*.

Outre cela, il faut aussi tenir compte des ploutocrates qu'a stérilisés la soif de jouissance égoïste, une des lois générales de la richesse. Ceux-là, en réalité, ne sont plus des particularistes, mais des transfuges passés à un type qui se retrouve à peu près le même en tout pays, et que j'appellerai le *type riche;* soustrait par la richesse même au type national, et soumis par elle à des déformations spéciales.

V. — RELIGION ET NATALITÉ.

I. — Est-il tout d'abord besoin de faire remarquer que rien, dans la présente étude, ne tend à contredire ou à affaiblir la valeur impérative de la loi morale? Ce que nous venons de déterminer, et ce qui est proprement de notre domaine, ce sont les conditions préalables, les obstacles et les facilités d'ordre naturel, qu'offrent à cette loi, dans ses rapports avec la natalité, les divers milieux familiaux; c'est un des champs où doit s'exercer son action que nous avons cherché à mieux connaître.

Disons maintenant quelque chose de cette action elle-même, envisagée, non pas dans son empire théorique, mais dans les faits et dans ses résultats sociaux; cela n'est pas moins de notre domaine. Demandons-nous quelles modifications apportent *en fait* aux tendances naturelles des types familiaux, quels qu'ils soient, la religion et la morale révélée d'une part, l'incroyance et l'immoralité d'autre part.

Evidemment, partout l'action religieuse est très favorable; partout, même dans les milieux où c'est le plus difficile, elle relève la natalité chez les croyants convaincus. Nous en connaissons tous des exemples très courageux et très honorables. Mais ils sont dans la même proportion que les fortes convictions; ils constituent des exceptions plus ou moins nombreuses qui ne se transforment pas en règle.

A la réflexion, ne faudrait-il même pas reconnaître que, la plupart du temps, ces exceptions amènent un relèvement précieux sans doute, mais non pas radical? Les naissances ont continué plus

longtemps, mais elles ne se sont pas prolongées autant que l'aurait permis la nature; on s'est volontairement arrêté après quatre, cinq ou six enfants, au moins dans les classes riches, où aller plus loin, et déjà même aller jusque-là, c'est presque de l'héroïsme. Réfléchissez qu'au Canada, où l'action religieuse est si puissamment aidée par les conditions naturelles, on atteint des chiffres trois et quatre fois supérieurs, et vous comprendrez une fois de plus que la loi morale a un intérêt capital à voir s'améliorer les conditions naturelles des milieux.

Au pôle opposé, l'immoralité stérilise complètement certains ménages surtout dans les villes, et y fait tomber la natalité à zéro. Mais surtout elle empêche un grand nombre de mariages.

Connaissant mieux les milieux où ces ordres de faits contradictoires se produisent, nous serions à même de mieux apprécier les degrés d'élévation morale ou d'abaissement que supposent les uns et les autres. La science sociale peut donc en ce point, comme en beaucoup d'autres, fournir, sur les faits, de précieuses lumières au moraliste.

Nous nous arrêterons surtout à une considération :

On attribue volontiers, dans le monde religieux, à la seule action de la morale révélée les résultats bien meilleurs de la natalité dans certains pays. On a remarqué depuis longtemps la concomitance et le parallélisme des deux phénomènes : religion généralement pratiquée, naissances nombreuses. Le clergé, catholique ou protestant, ignorant encore la science sociale et ses découvertes puisqu'elles sont récentes, obéissant d'ailleurs à une tendance professionnelle qui lui fait diviser les gens en orthodoxes et hétérodoxes, en croyants et incroyants, conclut tout naturellement : *Cum hoc, ergo propter hoc;* et il bénit le ciel des heureux effets de son ministère. Le protestantisme en profite pour affirmer la supériorité de son action morale, parce que, en Norvège, en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis, pays de haute natalité[1], il a la prédominance. Et les catholi-

1. L'ouest de l'Allemagne est particulariste et particularisé, parfois d'ailleurs en ménage double; l'est pratique encore le ménage multiple. C'est là l'explication de sa belle natalité. Les autres pays ci-dessus sont intensivement particularistes.

ques seraient fort embarrassés, s'ils n'appelaient à la rescousse les familles canadiennes à la fois profondément chrétiennes et exceptionnellement nombreuses [1]. D'ailleurs les deux clergés s'unissent pour maudire, au nom de la natalité, les milieux incroyants, où ils considèrent l'incroyance comme la cause unique du mal.

Dans tout cela, n'est-il pas facile de faire maintenant la part de la vérité et de l'erreur ? Si l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis et le Canada jouissent d'une belle natalité, ils le doivent principalement à leurs types familiaux, c'est-à-dire à des causes d'ordre naturel qui agissent dans le même sens que la loi morale, et constituent à son enseignement et à son action un terrain essentiellement favorable. Il en est de même de certaines autres contrées chrétiennes, mais restées en ménages multiples. Quant aux milieux incroyants, ce sont en fait, presque tous, des milieux appartenant au simple ménage de formation communautaire; certes l'incroyance et ses conséquences morales sont néfastes à la natalité, mais le type familial l'est plus qu'elles et avant elles; il est clair en effet que, si le type familial rendait la natalité avantageuse, les conséquences de l'incroyance et de l'immoralité sur le point qui nous occupe seraient très limitées [2].

Je crois pour ma part que le renversement des termes présenterait une assez forte dose de vérité, et je proposerais de dire : les milieux favorables à la natalité se laissent facilement pénétrer par l'action religieuse, parce qu'il y a, sur ce point capital, harmonie entre leur formation familiale et les préceptes religieux : le surplus de la loi morale est facile à accepter ; par contre, les milieux hostiles à la natalité sont, par le fait même, rebelles à

1. Sur les causes principales de la natalité bretonne, voir, dans notre prochain fascicule, la monographie de Louannec.

2. Il resterait à dire pourquoi les pays à familles particularistes sont surtout protestants. Il y a à cela des causes historiques d'ordre politique, dont on s'est contenté jusqu'ici et qui paraissent suffire. Si l'on tenait pourtant à en trouver une d'ordre social, peut-être le particulariste apparaîtrait-il comme incliné vers une forme religieuse qui n'introduit à son foyer aucune autorité en dehors de la sienne, et qui ne met personne entre Dieu et lui. Rappelons que le type particulariste ne peut être en aucune façon fils du protestantisme, puisqu'il est beaucoup plus ancien, et que, d'ailleurs, il s'explique entièrement par des causes d'ordre naturel.

l'action religieuse : ils repoussent une loi morale en contradiction flagrante avec les tendances développées par leur constitution familiale ; ou s'ils l'acceptent, ils s'arrangent de manière qu'elle ne les gène pas : l'acceptation est incomplète, et la prise de la religion sur la race est faible.

Dans cet ordre d'idées, ne serait-il pas intéressant de rechercher si la désaffection actuelle de la famille française pour le christianisme, assez peu expliquée, n'est pas due, en grande partie, à l'évolution que fait depuis plus d'un siècle notre type familial du ménage multiple au simple ménage communautaire? Simple hypothèse, à vérifier.

Avant de quitter ce sujet, faisons encore deux remarques :

La morale religieuse s'adresse à tous les hommes, et cela par un enseignement public; puis les résultats qu'elle obtient sont immédiats et d'autant plus apparents qu'elle modifie d'abord des individualités, sans modifier leur milieu qui continue à faire contraste. Au contraire, les causes sociales agissent silencieusement, par degrés insensibles sur plusieurs générations : et s'attaquant à tout un milieu, elles suppriment par là même les points de comparaison. Voilà pourquoi on ne voit pas assez l'action puissante des causes d'ordre naturel, tandis que l'on est porté à exagérer l'efficacité réelle, mais malheureusement limitée en fait, de la religion.

Néanmoins, dans un milieu social dont on ne sait pas, ou bien dont on ne peut pas, modifier les conditions naturelles, l'action religieuse et morale est le seul moyen de relever la natalité. De plus, ce moyen a l'immense avantage de s'adresser à tout homme de bonne volonté, et de tracer le devoir, sur le point qui nous occupe comme sur tout autre, aux plus isolés, aux plus ignorants, aux plus humbles. Bénissons donc et facilitons cette action.

II.— Dans un ordre d'idées que l'on pourrait croire simplement voisin, mais qui est bien de notre sujet, rappelons que, au foyer stable des ménages doubles et multiples, répond la permanence de l'autorité paternelle, et que, au foyer instable des simples

ménages, répond une autorité paternelle précaire, surtout par la durée.

Dans sa première forme, cette autorité se transmet sans interruption d'une génération à l'autre. Dans la seconde, au contraire, elle expire au plus tard lors du mariage de l'enfant, et ainsi elle ne se transmet pas; mais elle apparaît de nouveau chez ce dernier, lorsqu'il devient père à son tour.

Chemin faisant, dans toute l'échelle des types, l'autorité paternelle subit des modifications variées; et, lorsqu'on y regarde de près, l'on peut dire qu'elle perd du terrain et cède la place dans la mesure où, par suite des transformations de la vie et surtout de l'éducation, les enfants n'ont plus rien à attendre du père. N'est-ce pas la preuve qu'elle a été organisée par Dieu surtout en vue de l'éducation, et bien moins au profit du père qu'au profit des enfants? Voici donc un autre aspect de la famille qui semblait la contre-partie de celui que nous avons envisagé jusqu'ici, et qui est orienté tout à fait dans le même sens!

En face de ces modifications, de ces adaptations de l'autorité paternelle, disons en outre que, divine dans son origine et placée par Dieu à la base de la famille, l'autorité paternelle n'en est pas moins humaine et contingente dans les formes de son rôle social.

Et voici, pour le dire en passant, qui montre bien la provenance surnaturelle du texte mosaïque du Décalogue, splendidement général dans ses termes : « Honore ton père et ta mère », dit le précepte divin. Que voilà bien une formule étrangère et supérieure au milieu forcément étroit de la pauvre tribu où elle apparaît! Comme elle eût mis davantage le fils dans la main du père, si elle avait été le produit de ce milieu patriarcal! Comme elle est bien faite, dans sa généralité, pour tous les états sociaux passés et futurs! Comme elle les domine tous de haut! Enfin, suivant le mot de Le Play, comme il est manifeste qu'elle tombe, au milieu des hommes, des profondeurs de l'Eternité[1]!

1. Ceci est d'autant plus frappant que, au point de vue religieux, les institutions juives sont, au sû de tout le monde, d'un nationalisme étroit.

VI. — LA LOI DE LA NATALITÉ.

Relisons maintenant la loi générale de la natalité que nous proposions en commençant :

La natalité est florissante lorsque les enfants rapportent au budget familial plus qu'ils ne coûtent, ou à tout le moins quand ils ne coûtent pas notablement plus qu'ils ne rapportent.

Au-dessous de cette limite, la natalité tend à baisser; dans les milieux à initiative suffisamment développée, elle conserve cependant un niveau élevé; mais dans les milieux à formation passive, elle descend rapidement à une ou deux naissances [1].

Sauf les cas, très méritoires, où elle se relève par soumission à la morale religieuse, et ceux, très condamnables, où elle tombe à zéro sous les suggestions d'un égoïsme sans mesure.

Cette loi met bien en relief l'obstacle nouveau et très redoutable qui s'est dressé devant la natalité française depuis cent cinquante ans; en se substituant au ménage multiple d'une façon générale, le simple ménage communautaire a fait passer notre pays, d'un type où la natalité payait, à un type où elle ne paie plus, et cela sans compensation.

Il est d'ailleurs facile de se rendre compte que cette loi domine et synthétise tous les faits que nous avons passés en revue, y compris ceux qui sont relatifs à nos classes riches. dans lesquelles l'enfant, uniquement consommateur, impose toute sa vie des sacrifices. Mais cette généralité de notre loi apparaîtra mieux encore dans la formule suivante qui l'exprime plus brièvement :

LA NATALITÉ EST FLORISSANTE TOUTES LES FOIS QUE, EN VERTU DU TYPE FAMILIAL, LA GÉNÉRATION ADULTE A BESOIN D'ENFANTS, OU, A TOUT LE MOINS, N'EST PAS GÊNÉE PAR LES SURVENANCES D'ENFANTS.

1. Pour aller plus au fond des choses, on aurait pu remplacer les termes « milieux à initiative » et « milieux passifs » par ceux-ci : « milieux développant intensivement la vie au foyer » et « milieux à vie extérieure développée ». On aurait ainsi indiqué une cause plus prochaine de la valeur au point de vue natalité; mais les faits pris comme critériums, étant moins apparents, eussent été plus difficiles à reconnaître.

Cette fois, les maîtres vont déclarer notre loi trop simple et à peu près évidente. N'empêche qu'ils la cherchent au moins depuis Malthus, et qu'ils ne l'ont pas encore trouvée. Dieu sait pourtant ce qu'ils ont imaginé pour mettre à la place!

Si maintenant ceux qui préféreront la seconde formule demandent des règles pratiques pour la compléter, pour reconnaître même de loin si la famille a besoin d'enfants, nous leur dirons : Considérez son organisation au foyer. Si elle est constituée en ménages multiples, chez elle le besoin d'enfants est certain;

Si elle est constituée en ménages doubles avec héritier associé, elle pratique, d'une façon non moins certaine, les naissances nombreuses;

Si elle est constituée en simple ménage, la question demande plus d'attention; il faut d'abord déterminer la classe à laquelle appartient ce simple ménage;

S'il appartient à la formation communautaire, les enfants (sauf des cas marquant la transition avec les ménages multiples) échappent de bonne heure à l'autorité du père et lui sont une charge sans compensation; le type est défavorable à la natalité.

S'il appartient à la formation quasi particulariste où les jeunes sont un élément indispensable de la prospérité du foyer, la natalité y est en honneur;

Et il en est de même s'il s'agit du simple ménage particulariste, où, comme nous le disions tout à l'heure, les enfants sont la joie nécessaire d'une vie intime plus intense et plus morale, où l'enfance abrégée diminue le fardeau, où enfin l'effort de la paternité s'accepte délibérément, comme tous les autres.

VII. — LA RÉFORME EN FRANCE.

En un pareil sujet, il est impossible d'en rester aux théories. Il faut aboutir à des conclusions pratiques.

Certes, elle est triste à l'heure actuelle, la situation de notre race française dans le conflit des types familiaux.

Ce n'est pas d'ailleurs l'Anglo-Saxon seul qui la menace : par sa frontière du nord-est, s'infiltre silencieusement — en guettant l'heure de l'invasion brutale — un autre particulariste d'un type moins complet, ou plutot un *particularisé,* redoutable encore pour nos communautaires. Tandis que l'Anglo-Saxon vise surtout en France des situations patronales, l'Allemand de la Saxe, du Hanovre, de la Westphalie, de la Hesse, du grand-duché de Bade, surtout, vient chez nous concurrencer nos employés, nos commis et nos ouvriers.

Ainsi non seulement notre expansion au dehors est nulle ou à peu près, et nos enfants ne savent aller vivre ni sur nos voisins, ni même sur les pays neufs; mais encore voici que, à notre foyer qui nourrit mal nos fils, se dresse la table pour des étrangers...

Comment, après tout, pourrait-il en être autrement? De 1905 à 1908, le nombre moyen des enfants mâles nés en France ne dépasse pas 403.000 par année, tandis que, de 1886 à 1889, cette même moyenne annuelle était de 456.000. C'est un déficit de plus de 53.000 garçons par an!

Et dans les six premiers mois de 1909, l'excédent des décès de tout sexe sur les naissances de tout sexe a été de 28.203!

Aux menaces redoutables de l'avenir, à cet envahissement de notre sol déjà commencé, à cette baisse de notre natalité, conséquences flagrantes de l'infériorité de notre type familial, cette étude peut-elle indiquer des remèdes?

Elle en suggère plusieurs.

Mais le seul radical, le seul décisif, consiste à modifier profondément le type familial français. Du type communautaire, il faut que notre simple ménage passe au type particulariste. Il faut que nous fassions nôtres les qualités maîtresses de l'Anglo-Saxon, en lui laissant, bien entendu, le monopole de ses défauts.

Tout remède qui n'irait pas jusqu'à la transformation du type familial serait insuffisant. Et toute orientation vers un autre type serait à la fois malheureuse et chimérique; malheureuse, car la natalité n'est pas seule en jeu dans la prospérité de la famille et de la race; il y faut aussi la valeur éducative qui atteint son

summum dans le type particulariste ; chimérique, car, pour revenir aux formes familiales du passé, il faudrait supprimer tous les progrès matériels et une partie des progrès moraux qui ont fait le monde moderne.

Or, l'entreprise qui s'offre à nous est magnifique, et bien faite pour tenter les Français de grand cœur. Ce n'est pas d'une réforme de détail qu'il s'agit ; c'est de régénérer la Patrie, c'est d'infuser dans ses veines un sang nouveau ; c'est de relever du même coup sa natalité et sa valeur sociale, par conséquent sa prospérité.

Philosophes, moralistes, prêtres, éducateurs, conférenciers de toute sorte, législateurs, hommes de lettres, journalistes, romanciers, tous ceux qui par l'action, par la plume, par la parole sont des semeurs d'idées, tous doivent s'y employer dans une généreuse croisade, dans l'union de ceux qui aiment la France, sans distinction de castes ou de partis. A la vérité la tâche est difficile ; mais elle est possible depuis que la Science peut indiquer des moyens d'action et tracer un plan de campagne.

C'est aux détenteurs de la richesse qu'il faut d'abord s'adresser, à ceux qui doivent se réformer eux-mêmes, et pour cela arriver à changer de mentalité.

Montrez-leur qu'avec les menaces visant la propriété foncière, les fluctuations de la propriété mobilière, la diminution générale des revenus, la vieille société qui s'écroule, et la révolution qui monte, les fortunes acquises n'offrent plus de sécurité, et que l'on ne peut plus fonder sur la richesse seule l'avenir de ses enfants. Ils le sentent bien du reste, et ils n'auront pas de peine à l'admettre.

Montrez-leur ensuite qu'avec les procédés actuels d'éducation, de mariage et de transmission des biens, ils font de leurs enfants des incapables, condamnés à passer dans le vide une existence égoïste, inutile à eux-mêmes, à leur famille, à leurs concitoyens. Cela aussi ils le comprendront, en faisant un retour sur eux-mêmes.

Plus de collèges à formation passive, étiolant le corps avant son développement, annulant la volonté, énervant l'intelligence,

visant d'ailleurs naïvement à affiner l'homme par une culture artificielle, après avoir déprimé ses plus belles facultés naturelles. Des méthodes nouvelles, établissant tout l'être dans la vigueur, dans le plein jeu de ses forces physiques, intellectuelles et morales, développant la responsabilité personnelle et l'initiative, combattant le scepticisme théorique et pratique, arrivant à l'assimilation par un effort personnel, enseignant le travail et des méthodes de travail tout autant que les résultats acquis par la Science, restreignant des programmes sottement encyclopédiques, dédaignant d'ailleurs le baccalauréat, et faisant de l'anglais la langue classique, non pas certes pour ses beautés littéraires ou son pouvoir d'affinement (ce n'est plus la question), mais pour les ouvertures qu'il donne sur le particularisme; car c'est, d'une façon très réelle, être d'un pays que d'en savoir la langue et d'en fréquenter la pensée.

Et ensuite plus de jeunesse oisive, ou occupée à des futilités. Une ou deux années en Angleterre ou en Amérique, pour la formation de l'aptitude générale aux professions pratiques. Au retour, le choix définitif de la carrière dans le commerce, l'industrie ou l'agriculture; jamais de fonctionnarisme; exceptionnellement des professions libérales. Pour les meilleurs, l'émigration dans un pays bien choisi, avec un bagage suffisant de capitaux et de science.

Aussitôt que la carrière le permettra, le mariage. Et alors une compagne recherchée pour ses qualités morales et son savoir-faire pratique, bien plus que pour son argent; une vraie collaboratrice, ce que la Bible a si bien appelé *adjutorium simile sibi*.

Avec elle et par elle, Dieu au foyer.

D'autre part, plus de dot assez forte pour tenir lieu de moyens d'existence et dispenser du travail, mais une première mise de fonds facilitant l'entrée dans la carrière. Plus d'hoirie due et certaine; il faut arriver aussi à cela. Et l'on y arrivera déjà quand les capitaux du père, au lieu d'être précieusement enfouis dans des placements de tout repos, travailleront et courront des risques.

Le fait éducateur par excellence, c'est, pour les jeunes, la conviction qu'ils doivent eux-mêmes et eux seuls faire leur vie, et qu'ils n'ont pour la faire que leurs forces physiques, leurs forces intellectuelles et surtout leurs forces morales. La science de l'effort, l'acceptation généreuse de l'effort, et la confiance dans la réussite par l'effort, voilà le fruit de l'éducation telle que nous la voulons; mais à quoi bon, si l'avenir dispense pratiquement de l'effort?

Les familles fortes et les fortes races sont à ce prix : après une éducation vous armant pour la vie, une situation vous forçant à la lutte pour la vie. C'est le bon sens, et surtout c'est la leçon des faits.

A la base, il faut de toute nécessité l'incertitude de l'avenir. C'est pourquoi, si le mouvement que nous souhaitons se dessine et s'accentue, on aboutira, dans quelques générations, à une réforme impossible actuellement, mais que réclamera alors l'opinion publique : à la liberté testamentaire comme en Amérique, peut-être aussi au droit d'aînesse comme en Angleterre.

Montrez en même temps au père de famille que cette série d'innovations sur la façon d'envisager l'avenir de ses enfants, de les armer pour la vie et non plus de leur faire la vie, le décharge, lui, d'un fardeau écrasant. Le voilà redevenu maître chez lui; la charge à prévoir à partir de chaque naissance se trouve très fortement allégée; la satisfaction légitime des plus nobles aspirations de son cœur lui devient alors facile; et spontanément la natalité se relève à son foyer, qui se peuple d'enfants.

Sa vie familiale en devient beaucoup plus attachante; il découvre cette vérité, trop ignorée, que la grande joie de la vie est au foyer, qu'on y est d'autant plus heureux qu'on y aime davantage, et qu'on y aime d'autant plus qu'on s'y dévoue davantage.

Alors il se désintéresse de la vie au dehors, et les relations frivoles perdent leur attrait; la vie sérieuse et utile, dont il faut donner l'exemple aux siens, le prend par degrés; il comprend qu'il doit supprimer le luxe d'ostentation, et restreindre le luxe de pur agrément; il peut alors développer le luxe d'utilité qui

rend l'intérieur plus confortable, facilite l'activité, et comprend un budget des œuvres de bien public.

De la sorte et de vingt autres façons, montrez que, par l'acceptation joyeuse de l'effort personnel, par la restauration virile de l'initiative individuelle, il faut remettre en honneur la vie sérieuse, la vie active, la vie indépendante, la vie qui élève l'homme en décuplant toutes ses forces vives : la vie vraiment meilleure pour la famille et par la famille, pour le prochain et par le prochain, pour Dieu et par Dieu, la vie intense sous toutes ses formes; la vraie vie!

Et puis protestez énergiquement contre un aphorisme au moyen duquel beaucoup sont tentés de se dérober à la tâche. Il ne faut avoir, dit-on, que les enfants que l'on peut élever. Ne voyez-vous pas qu'ici une ombre de vérité va servir de passeport à toutes les lâchetés de l'égoïsme? Quel est le malthusien honteux qui ne pourra s'abriter derrière cette concession, si vous la faites? Exigez au moins qu'avant toutes choses on ait largement renoncé à ses aises, et surtout au faux luxe de la vanité et des jouissances inférieures. Et quand, en faveur de la natalité, il faudrait en arriver à réduire le luxe d'utilité, le sacrifice ne devrait pas être regardé comme trop lourd. On vous dira qu'il est inadmissible de déchoir? Est-ce déchoir que renoncer à jeter de la poudre aux yeux des sots et qu'échapper à l'amour de la façade et de la parade? Est-ce déchoir que s'élever en réalité par l'énergie et par la noblesse de la vie? Au surplus, la vraie façon de ne pas déchoir au sens où on l'entend, c'est de débuter, après le mariage, de façon simple. Il semble qu'on ne sache plus le faire : il faut s'y remettre! Jouir et paraître, est-ce un programme de vie ?

Reconnaissez d'ailleurs sans difficulté que la formation particulariste, telle qu'elle existe chez les Anglo-Saxons, présente de graves lacunes. Montrez donc quel type supérieur on réaliserait par l'union des qualités fondamentales de cette formation avec les qualités d'affinement du type français, et en particulier avec notre amour du prochain, avec notre générosité chevaleresque, avec notre sens des choses délicates et élevées.

Montrez, en outre, combien toutes ces qualités naturelles se transformeront et se relèveront par l'action du Christianisme, qui est indispensable.

N'oubliez pas enfin de dire que, dans l'évolution à faire, il n'y a pas lieu d'attendre le voisin, que chacun est libre de son mouvement, et doit profiter des lumières qui lui parviennent, que la réforme presse, et que, s'il y va du salut de la France, il y va aussi du salut de chaque famille.

Voilà ce qu'il faut dire aux classes riches.

Croyons-le d'ailleurs : le malaise général a déjà provoqué bien des réflexions et l'ébranlement est commencé. C'est ainsi que, parmi ceux-là surtout qui arrivent à la richesse par le travail, on renonce assez souvent à faire de ses enfants des rentiers et des oisifs; on admet qu'ils devront, eux aussi, se faire une situation, et parfois la natalité bénéficie de l'allégement qui en résulte pour les parents : elle se relève. Mais trop fréquemment encore, l'égoïsme jouisseur et stérile de la génération présente dévore tout, sans profit pour l'avenir : de cet écueil redoutable, il faudra aussi, coûte que coûte, débarrasser la passé qui conduit en haute mer.

Pour les classes absorbées par le travail quotidien des champs ou de l'atelier, il faut, en vue de hâter l'infiltration de ces idées directrices, ajouter toute une littérature et une propagande populaires. A leur égard, c'est le premier devoir.

Il faut en outre remettre en honneur les familles nombreuses : il y a là un courant redoutable de plaisanteries, de sarcasmes, d'infamies, à combattre et à remonter. Il faut rappeler aux parents que c'est pour eux un droit élémentaire, et, dans bien des cas, un devoir, de garder les salaires de leurs enfants mineurs. Aux enfants, il faut enseigner que soutenir ceux qui leur ont donné la vie, c'est une dette sacrée et un honneur. Ici, ce n'est pas seulement contre les prédicateurs d'infamies qu'il faut réagir, c'est aussi contre les sociologues à courte vue qui parlent d'exploitation de l'enfance par la famille.

Il y a plus à faire; là où les familles nombreuses existent encore, il faut, par une analyse méthodique et rigoureuse, étudier

sur place les conditions de cette conservation. A l'étranger, dans les pays où, par le jeu spontané des lois sociales, s'est produite une évolution vers le particularisme analogue à celle qui est à provoquer chez nous, il faut envoyer des missionnaires chargés d'en reconnaître le mécanisme avec les causes, et de nous dire par quelles transpositions on pourra les reproduire dans telle ou telle partie de la France. On demandera ensuite à des sociétés pour la repopulation, et aux pouvoirs publics, de favoriser ici cette conservation, ailleurs ces transpositions.

Il y a des associations et des lois pour sauver les sites de France, et les arbres de France: hésitera-t-on à en faire pour sauver les enfants de France?

Oui, il faut recourir à la loi, et par elle devancer et hâter l'évolution des idées dans les classes populaires.

Cette évolution, je le répète, est le seul vrai remède; mais, par la loi, il faut aussi multiplier les palliatifs et les remèdes de fortune; car le mal étend tous les jours ses ravages, et menace l'existence même de la Patrie!

Pour moi, si j'étais roi, comme dit la chanson, ne serait-ce que vingt-quatre heures, je voudrais, par un acte législatif solennel, rajeunir, consacrer le droit légal des parents à vivre, eux et leurs tout petits, du salaire des aînés, ayant de treize à dix-huit ans. Je voudrais organiser cette conscription de la natalité, non moins nécessaire que l'autre à la grandeur de la patrie, bien plus nécessaire que l'autre au bonheur de nos foyers : nécessaire surtout au bonheur vraiment compris des jeunes Francais, le plus grand bien qu'un enfant puisse recevoir étant assurément le divin cadeau de la vie!

Si cette mesure était inefficace (ce qui n'est pas clair, étant donné le fétichisme des Français pour la loi), je proposerais avec M. Paul Leroy-Beaulieu[1] une prime de cinq cents francs pour chaque naissance à partir de la troisième inclusivement, et l'attribution de tous les emplois, quels qu'ils soient, aux seuls pères de trois enfants vivants.

1. *Les Débats*, 4 novembre 1909.

Il faudra reprendre à brève échéance la question des retraites pour la vieillesse; pourquoi n'y pas faire, comme l'a proposé M. de Las-Cases, une situation privilégiée à ceux qui ont eu une nombreuse famille? N'ont-ils pas mieux mérité de la patrie que ceux qui se sont contentés de vivre? Augmentez donc largement leur part. Au surplus, il ne serait pas nécessaire d'ajouter pour cela une nouvelle charge au budget. Il suffirait d'attribuer à chaque père le produit d'une taxe spéciale, prélevée administrativement dans les mêmes formes que l'impôt, mais sur ses seuls enfants et petits-enfants.

Beaucoup d'autres palliatifs du même ordre ont été indiqués et peuvent être utilement discutés, à la condition de ne jamais faire perdre de vue la question, bien autrement importante, de l'évolution des idées.

Puis, comme tout ce que l'on proposera en faveur de la natalité revient à favoriser le libre jeu d'une grande loi morale écrite au cœur de l'homme, il faut parallèlement restaurer et fortifier toute notre législation pour la défense de la moralité sous toutes ses formes, et pour la répression de l'immoralité sous toutes ses formes.

Et, puisque le gendarme n'atteint pas les consciences, il faut du même coup renoncer à la série des ineptes mesures prises contre l'Église, contre la seule autorité qui puisse, aux consciences, imposer la loi morale.

N'est-il pas évident que la natalité a le plus grand besoin de son concours? A tous les étages de la société, il faut combattre l'oisiveté, le luxe, la débauche et cette foule de lâchetés intimes qui, dans les états sociaux les mieux constitués, et à plus forte raison dans les autres, tendront toujours à restreindre les naissances. Au nom de qui le fera-t-on. si ce n'est au nom de la religion? Avec quelles armes le fera-t-on, si ce n'est avec les armes de la religion?

D'une part, on ne peut rien trouver dans la présente étude qui autorise à se passer de la morale; au contraire, notre

enquête nous a conduit en somme à déterminer quel est le terrain familial le plus favorable à l'éclosion et à la floraison de la morale !

D'autre part, dans le domaine de la conscience, l'impuissance de la morale sans Dieu est si manifeste que certains prédicateurs d'athéisme, pour rester conséquents avec eux-mêmes, en arrivent à proclamer légitimes les actes que le gendarme ne peut atteindre !

Au surplus, aussi longtemps que le type familial de la France restera ce qu'il est à l'heure actuelle, la religion ne sera-t-elle pas la seule force qui tende, et qui parvienne ici et là, à empêcher bien des défaites et à remporter bien des victoires?

Pour ces diverses raisons, cessez de combattre l'Église, et à tout le moins laissez le champ libre à son action.

Mais que, par contre, les amis de la religion n'attendent pas d'elle seule tout le salut et ne dédaignent pas la question d'amélioration naturelle du milieu social ! N'a-t-elle pas tout à gagner dans une évolution qui virilise les caractères, relève les énergies et donne plus de fond au sol qu'elle doit mettre en valeur?

Pour nous restreindre à ce qui regarde la natalité, il est clair, d'un côté, que, dans une société donnée, la loi morale est d'autant mieux observée qu'elle rencontre moins d'obstacles et demande moins d'efforts. D'un autre côté, nous savons maintenant qu'en fait les naissances nombreuses sont le produit à peu près spontané d'une bonne organisation familiale. Le problème, dont les données se sont pour nous dégagées de l'étude des faits, se ramène donc à ceci : l'observation ayant constaté, dans nos sociétés modernes, deux genres de types familiaux profondément différenciés par l'ensemble de leur organisation naturelle, le second bien plus favorable que le premier à la procréation et à l'éducation des enfants, quelles sont les conditions pour faire passer une société du premier groupe dans le second?

Manifestement ce problème, qui se pose en vue de la morale, mais avant la morale, relève non pas de l'Évangile, mais de la science. Il ne s'agit pas de remplacer l'enseignement de la

morale, il s'agit de le faciliter, en préparant au mieux le champ de son action.

Ne l'oublions, ni du côté de l'Église ni du côté de la science, sous peine de commettre une erreur de méthode, que la logique brutale des choses fait toujours expier, et que les plus généreux dévouements ne suffisent pas à réparer.

Au surplus, l'évolution à obtenir est difficile, mais elle n'est pas surhumaine. D'une part, la science est là pour la diriger, en prenant, comme point de départ, non pas des vues théoriques, mais l'observation des faits. D'autre part, il ne s'agit pas de constituer la France dans une mentalité héroïque, puisque, à côté de nous, d'autres hommes vivent de cette mentalité, sans difficulté spéciale.

Il est clair d'ailleurs que ces hommes ne sont pas des héros.

Seulement ils sont constitués dans le plus vigoureux et le plus énergique des types familiaux auxquels la Providence à donné la terre !

Les types familiaux connus s'éclairent, se précisent et finalement se déterminent par la Fonction ; et c'est aussi par la Fonction qu'ils se classent.

Telle est la conclusion la plus générale de ce travail dans ses deux parties.

Donc c'est aussi par la Fonction qu'il convient d'étudier les types familiaux que l'on ne connaît pas encore.

C'est là une conséquence à peu près évidente.

Mais elle nous ouvre, sur la façon d'instituer la monographie de famille, des vues nouvelles, qui feront l'objet d'une étude détaillée, dans un prochain fascicule.

Philippe Champault.

L'Administrateur-Gérant : Léon Gangloff.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — PARIS





